Institut d'études politiques de Paris

Gilles Ivaldi

Synthèse du parcours scientifique

Dossier préparé en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches en science politique

présenté le 16 décembre 2020

Volume 1

Jury :

M. Yann Algan, Professeur des universités, École d'Affaires Publiques (EAP), Sciences Po Paris

M. Pierre Bréchon, Professeur émérite des universités, Sciences Po Grenoble (rapporteur)

M. Piero Ignazi, Professore ordinario, Università di Bologna (rapporteur)

Mme Nonna Mayer, Directrice de recherche émérite, CNRS, Sciences Po Paris

M. Dominique Reynié, Professeur des universités, Sciences Po Paris (garant et rapporteur)

Mme Sylvie Strudel, Professeur des universités, Université Paris II

Table des matières

Introduction **3**

I. Le Front national en France **5**
I.I. Aborder les multiples dimensions du phénomène frontiste **6**
I.I.I. Idéologie : stratégie de « niche » et extrémisme positionnel 6
I.I.II. Votes frontistes 7
I.I.III. Le FN et le pouvoir : entre respectabilité et radicalité 9
I.II. Dédiabolisation **11**
I.III. Impact **13**
I.IV. « Angles morts » de la recherche sur le FN : organisation et pouvoir local **15**

II. L'extrême-droite en Europe **19**
II.I. Immigration et xénophobie en Europe **20**
II.II. Éléments d'analyse systémique : extrême-droite et crise des systèmes de partis **21**
Les acteurs partisans au centre de l'approche 22
Des systèmes politiques « bloqués » 23
Pacte de solidarité nationale et chauvinisme du '*Welfare*' 25
Nouveaux repères identitaires 25
Contextes institutionnels et opportunités politiques 26
II.III. Économie, Europe et globalisation **27**
II.III.I. Droites radicales et crise économique 28
II.III.II. Internationalisation 29
II.III.III. Extrême-droite et euroscepticisme 31

III. Approches **33**
III.I. Sociologie politique quantitative comparative **33**
III.II. Vie politique française et élections **35**
III.III. Prédiction électorale et forecasts **38**
III.IV. Contextes **40**
III.IV.I. Programme ANR-ORA SCoRE 41
III.IV.II. Déclin local, effet de halo 42
III.IV.III. « Territorialiser » le phénomène de droite radicale 44
III.IV.IV. Nice, Alpes-Maritimes, PACA 45

IV. Le 'tournant' populiste **47**
IV.I. De la droite radicale au populisme **47**
IV.II. Populisme idéationnel **49**
IV.II.I. Variétés de populisme 50
IV.II.II. Convergences populistes, globalisation, enjeux économiques 51
IV.III. Attitudes populistes et comportement électoral **52**
IV.IV. Populisme, économie et souveraineté **53**
IV.IV.I. Populisme économique souverainiste 53
IV.IV.II. Producérisme 54
IV.IV.III. Attitudes individuelles à l'égard de la globalisation et populisme 56

Perspectives **57**

Introduction

Cette première partie retrace mon parcours individuel de recherche en science politique depuis mes premières années d'étudiant à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble en 1986.

Au milieu des années 1980, ma découverte de la discipline se fait dans un contexte marqué, en France, et ailleurs en Europe occidentale, par une première vague de succès de formations d'extrême-droite, dont le Front national en France représente à bien des égards l'archétype. Les multiples interrogations que pose à l'époque l'essor de ce type de partis vont constituer autant de questions de recherche, d'objets d'investigation, à l'échelle nationale dans un premier temps, puis, rapidement, au niveau comparatif.

Cette approche de la recherche en science politique prend également place dans l'environnement grenoblois et la tradition d'analyse quantitative qui s'y est développée sous l'influence, notamment, de Frédéric Bon. La réflexion sur les grands enjeux théoriques y côtoie l'importance accordée à l'archivage et l'analyse empirique des données d'opinions et l'apprentissage des méthodes statistiques. Il s'agit là de ma première rencontre avec la sociologie politique empirique, l'étude des acteurs partisans et des électorats, et l'intérêt pour les données et méthodologies quantitatives. L'écosystème grenoblois va indéniablement façonner ma vision de la sociologie politique et m'amener très vite à développer une approche quantitative qui n'a jamais véritablement quitté mon travail de recherche depuis.

Sur le temps long, ces éléments vont constituer les fils conducteurs de mon parcours de chercheur. La question de l'émergence et de l'institutionnalisation des droites radicales en France et en Europe va conférer une forte unité thématique à mes diverses recherches. L'installation durable de ces acteurs partisans dans un nombre croissant de contextes nationaux a par ailleurs alimenté ma réflexion sur le phénomène de droite radicale, ses éléments de continuité, les facteurs explicatifs communs et les idiosyncrasies nationales, sans compter les multiples transformations programmatiques et stratégiques de ces mouvements au fil du temps et les processus au travers desquels le modèle de mobilisation national-populiste s'est diffusé bien au-delà des seules frontières de l'Europe de l'Ouest.

Sous l'angle théorique, j'ai été en mesure assez tôt dans mon parcours de délimiter le cadre conceptuel indispensable à l'analyse et à la compréhension des dynamiques socio-économiques, culturelles et politiques du phénomène de droite radicale, en axant ma réflexion sur l'étude des systèmes de partis et des transformations de ces derniers dans les démocraties occidentales. Il m'a été ainsi donné de réfléchir à l'émergence de nouveaux acteurs et aux nouveaux équilibres électoraux qui en résultent, ainsi qu'à la permanence et/ou transformation des grands clivages qui ont structuré en profondeur le jeu politique en Europe depuis la fin de la Seconde guerre mondiale.

Enfin, mes premières années de jeune chercheur m'ont permis également de poser les bases d'une réflexion théorique nourrie par l'approche empirique et l'analyse quantitative des données. Un regard comparatif s'est, pour sa part, très vite imposé du fait de la propagation du phénomène de droite radicale dans plusieurs pays européens, qui invitait à sortir des frontières hexagonales pour aller interroger d'autres occurrences d'un mouvement dont l'histoire récente a montré la force, la durabilité et l'adaptabilité aux multiples enjeux sociaux,

économiques et politiques contemporains. Si cette dimension comparative n'a jamais quitté mes travaux, le recours à l'approche quantitative a, pour sa part, été d'une importance plus variable au fil des époques et à différentes étapes de mon parcours, éclipsée parfois par une entrée plus qualitative, centrée sur les acteurs partisans, leur idéologie et leur offre programmatique.

Ces divers éléments méritent sans doute d'être rapprochés de valeurs qui ont profondément structuré ma vie personnelle et professionnelle, et éclairent certains de mes choix et orientations de recherche. Avec en premier lieu l'importance de la liberté comme valeur cardinale, qui a présidé à la décision initiale de candidater au CNRS pour être à même d'y développer mes objets de recherche et décider pleinement des orientations à donner à mon parcours académique et intellectuel. Ce même besoin de liberté guidera également ma décision de m'éloigner temporairement de la discipline dans le cadre d'une disponibilité entre 2003 et 2005, après la naissance de mes enfants.

A cela s'ajoute l'importance conférée à une forme de neutralité axiologique, qui a représenté un enjeu important au regard du caractère éminemment problématique de l'objet « extrême-droite ». A tort ou à raison, j'ai toujours souhaité privilégier cette neutralité vis-à-vis de mon thème de recherche, là où d'autres dans la discipline faisaient le choix au contraire d'articuler leurs travaux sur l'extrême-droite avec un engagement personnel plus politique. Ce n'est sans doute pas un hasard si mes recherches se sont très vite orientées vers une approche quantitative qui, plus que d'autres peut-être, rend possible cette forme d'objectivation plus « neutre ».

Un troisième et dernier aspect essentiel concerne le goût de la diversité et de l'ouverture sur le monde. Dès mes premières années au CIDSP, puis dans le cadre de mon séjour en Angleterre à Oxford entre octobre 1995 et juin 1997, j'ai pris conscience de l'importance pour moi de profiter pleinement des opportunités offertes par mon travail de chercheur pour nourrir aussi ce besoin d'ouverture à l'international et d'échanges scientifiques avec des collègues étrangers, au travers des conférences et colloques auxquels il m'a été donné de participer depuis le début des années 1990 et dont je mesure aujourd'hui l'importance dans la maturation progressive de mon profil de recherche.

Tout au long de mon parcours, les rencontres professionnelles –devenues pour beaucoup d'entre elles des relations amicales– m'ont offert de nombreuses opportunités de collaborer avec des collègues européens et américains, et d'être sollicité sur un ensemble de travaux très divers. Si ces opportunités ont nourri mon besoin de liberté et mon appétit de changement, elles ont sans doute contribué aussi à une relative dispersion. Avec le recul, je mesure aujourd'hui la difficulté qui a pu être la mienne de m'engager dans des entreprises plus « substantielles », préférant souvent des projets relativement courts, dans le cadre de collaborations *ad hoc* de quelques mois. La prise de conscience et la reconnaissance de cette difficulté éclaire, me semble-t-il, certains choix de privilégier des articles plutôt que des ouvrages et elle explique, incontestablement, cette HDR tardive.

Au travers de cette première partie consacrée à mon parcours scientifique, je m'efforce de rendre compte de ces divers éléments structurants de mon travail, autour des objets centraux de mes recherches qu'ont constitué le Front national en France puis l'extrême-droite en Europe. Je reviens également sur les approches qui ont dominé mon expérience de la recherche en science politique, s'agissant de l'analyse quantitative ou de l'importance du regard comparatif, notamment. Enfin, j'évoque le « tournant populiste » de mes recherches plus récentes et tente de tracer les grandes lignes des perspectives futures de mes travaux.

I. Le Front national en France

Le Front national français a constitué depuis 1986 et continue de représenter aujourd'hui un objet d'étude central au sein de mes activités de recherche. L'émergence en 1984 du parti lepéniste sur la scène politique française ouvre un nouveau champ de recherche en sociologie politique, dont j'ai très vite l'opportunité de me saisir dans le cadre de ma formation à l'Institut d'Études Politiques (IEP) de Grenoble. A l'époque, l'irruption soudaine du FN pose un nombre de questions quant à l'organisation du mouvement, son idéologie, ses forces vives et, surtout, les ressorts de son succès électoral national et local, avec notamment en ligne de mire l'expérience des élections municipales à Dreux en 1983, qui marquent un tournant crucial dans l'évolution du FN d'un groupuscule d'extrême-droite vers un acteur institutionnalisé au sein du système politique hexagonal.

Cette émergence est pratiquement concomitante du début de mon parcours de recherche, d'abord en tant qu'étudiant. Ma première approche de l'objet « FN » se fait en 1986-1987 en seconde année d'IEP, dans le cadre du cours de « comportements politiques » de Pascal Perrineau, où je conduis une première recherche empirique d'analyse écologique d'un quartier grenoblois où le vote FN est fortement surreprésenté et où il semble possible d'établir l'effet spécifique de la présence d'une population de militaires en casernement. Déjà ce travail, d'ambition très limitée, pose les bases de futurs travaux d'analyse écologique du vote frontiste, dès la troisième année de mon cursus à l'IEP où mon mémoire sera consacré à l'implantation du FN dans les communes du département de l'Isère.

Ivaldi (Gilles), 1988, *Le Front national dans le département de l'Isère*, mémoire de diplôme, Institut d'Études politiques de Grenoble, 239 p

Tout au long de mon parcours, mes travaux de recherche vont continuer d'accorder au FN une place importante, aux côtés d'une réflexion plus large, nous allons le voir, relative à l'analyse du phénomène d'extrême-droite dans plusieurs pays d'Europe occidentale et de l'étude des transformations des partis et systèmes de partis contemporains sur ce terrain ouest-européen.

Cette permanence en tant qu'objet de recherche tient naturellement à la longévité du mouvement lepéniste au sein du système politique français depuis son émergence en 1984 et aux multiples transformations qu'il a subies au fil de son histoire, notamment depuis l'arrivée à sa tête de Marine Le Pen en 2011 et la mise en œuvre de la stratégie de « dédiabolisation ». Elle tient également à la position particulière du FN dans la galaxie des droites radicales depuis le milieu des années 1980 et à son statut de parti « quasi-prototypique » du phénomène. Étudier le FN revient ainsi à poser des questions plus larges sur l'évolution et les transformations de tout un ensemble de formations de droite radicale, depuis le Vlaams

Blok/Belang flamand jusqu'au FPÖ autrichien, passant par la Lega Nord italienne, l'AfD allemande ou l'UKIP britannique.

Cette continuité de l'objet « FN » et l'opportunité de le placer dans une approche comparative ont incontestablement contribué, je l'ai évoqué, à l'unité thématique de mon parcours de recherche depuis 1986. Plus encore, le « national-populisme » du FN, tel que défini par Taguieff, place le mouvement lepéniste aux confluents des champs de recherche consacrés, d'une part, à la droite radicale et/ou extrême-droite, et, d'autre part, au populisme. A ce titre, le FN va également servir de passerelle entre mes travaux antérieurs consacrés aux droites radicales –à distance de la notion d'extrême-droite qui a guidé mes premiers travaux– et la réorientation, plus récemment, de mon programme de recherche sur la question des populismes contemporains.

I.I. Aborder les multiples dimensions du phénomène frontiste

Le regard porté sur le FN au cours de mon parcours scientifique a été marqué par la diversité des approches et l'intérêt porté aux multiples dimensions du phénomène frontiste, à son offre idéologique, à ses (ré)orientations stratégiques, à la nature de sa base électorale ou, de manière plus limitée en revanche, de son pool de militants. L'accent est a pu être mis, notamment, sur la dimension identitaire, les racines historiques, l'idéologie et la praxis politique du FN, et sa perception par l'opinion publique en tant que formation située à l'extrême-droite de l'axe politique.

I.I.I. Idéologie : stratégie de « niche » et extrémisme positionnel

Au-delà des inflexions stratégiques anciennes ou récentes, mon travail a contribué, je pense, à illustrer la permanence dans le temps long de l'idéologie frontiste, autour de traits par ailleurs communs à la grande majorité des formations assimilables à la droite radicale : rejet populiste du système et minoration constante de sa légitimité, dénonciation en bloc de « l'establishment » et de la classe politique traditionnelle, ancrage à droite de l'axe politique, apologie autoritaire de l'État fort, de la sécurité et de l'ordre public, politique restrictive de l'immigration, volonté de défense de l'identité culturelle et référence au principe « nativiste » de « préférence nationale », popularisé par Jean-Marie Le Pen.

Buzzi (Paul) (*alias*), 1991, « Front national : entre extrémisme de droite et national-populisme », *Regards sur l'actualité*, 169, mars, 31-43

Buzzi (Paul) (*alias*), 1994, « Le Front national entre national-populisme et idéologie d'extrême-droite », *in* Bréchon (Pierre) (ss la dir. de), *Le discours politique en France*. Évolution des idées partisanes, Paris, Les Études de la Documentation française, 15-36

Au détour des années 1980, le parti de Jean-Marie Le Pen définit ainsi une nouvelle matrice idéologique, un *master frame* pour reprendre ici les termes de l'analyse de Rydgren (2005), dont on sait qu'il a progressivement servi de socle programmatique à nombre d'autres formations radicales en Europe. Ce poids différentiel d'un petit nombre de thèmes « culturels » contribue à spécifier un modèle de mobilisation de « niche », qui différencie notamment les partis de droite radicale de leurs compétiteurs mainstream. Ce poids élevé des

enjeux culturels et la faiblesse relative des questions économiques constituent des aspects récurrents et contribuent à mettre en évidence la pérennité du profil de parti « niche » du FN au sein de l'espace compétitif hexagonal depuis le milieu des années 1980. A cela s'ajoute la persistance d'un extrémisme positionnel du FN. Cet extrémisme se vérifie notamment sur les questions relatives à l'immigration ou à la sécurité, sur lesquelles le FN se distingue des blocs de gauche et de droite par sa localisation à l'extrémité droite de l'axe culturel de compétition.

Chacune de ces composantes idéologiques ne s'exprime à l'évidence pas avec la même force, ni même un impact comparable selon les époques et les contextes. Une dimension mérite sans doute d'être soulignée ici, qui est celle du discours antisystème du FN comme ressource forte de mobilisation électorale de toutes les formes existantes de ressentiment, dont on verra qu'il constitue un élément fort du « populisme » du FN. Cette posture antisystème se traduit dans l'opposition systématique à l'*establishment* comme ensemble indifférencié, et non à une logique de concurrence d'un camp ou d'un parti politique en particulier. L'opposition aux valeurs du système s'illustre aussi par la récurrence des stratégies d'affaiblissement et de minoration du rôle démocratique des partis traditionnels. Elle contient enfin une remise en cause implicite du consensus social-démocratique établi au sortir de la seconde guerre mondiale.

Ivaldi (Gilles), 1998, « Le Front national à l'assaut du système », *Revue politique et parlementaire*, 995, 5-22

Citons enfin la contestation du projet d'intégration européenne qui, au fil du temps, s'est imposée comme un élément central de l'idéologie du FN et, plus généralement des droites radicales populistes européennes. Le refus de l'Europe s'articule avec la doctrine ethno-nationaliste du mouvement lepéniste. Le projet d'une « Europe des Nations indépendantes » se trouve au cœur de son offre programmatique depuis le milieu des années 1990 et l'adoption du Traité de Maastricht. Au pôle extrême du rejet de l'Union européenne, et en dépit d'inflexions stratégiques récentes, le Front national français typifie un euroscepticisme « dur » visant *in fine* la sortie de l'Union européenne.

Ivaldi, Gilles (2016) "The Front National and the politics of Euroscepticism in France", in Birte Wassenberg and Patrick Moreau (eds.), *European Integration and new Anti-Europeanism.* Volume 1: *The 2014 European Election and the Rise of Euroscepticism in Western Europe*, Franz Steiner Verlag, pp.131-

Ivaldi, Gilles (2018) "Contesting the EU in Times of Crisis: The Front National and Politics of Euroscepticism in France", *Politics*, 38(3): 278-294

I.I.II. Votes frontistes

L'analyse des dynamiques électorales du FN a constitué un second fil rouge important tout au long du parcours de recherche, depuis mes premiers travaux d'étudiant en 1986 et 1988, quand bien même mon intérêt s'est sans doute plus tourné par la suite vers le parti lui-même que vers ses électeurs. Au travers de mes divers travaux se dessine l'histoire de la consolidation électorale du mouvement lepéniste depuis le milieu des années 1980, de son institutionnalisation au sein du système politique français, des transformations progressives de sa base géographique, du profil socio-culturel de ses électeurs et de la permanence des enjeux phares du vote FN que sont l'immigration et l'autorité. Sans oublier non plus la structuration

progressive de la question de l'intégration européenne et des enjeux transnationaux qui jouent désormais un rôle prépondérant dans la mobilisation frontiste.

Ivaldi (Gilles), 2002, « Élections 2002 : l'extrême-droite renforcée mais toujours isolée », *Revue politique et parlementaire*, numéro spécial "Élections 2002 : quelles logiques ?", n°1020-1021, septembre-octobre / novembre-décembre, p.133-149

Evans (Jocelyn), Ivaldi (Gilles), 2007, « L'extrême-droite à la dérive : rééquilibrage du système partisan et recomposition à droite » *Revue politique et parlementaire*, n°1044, juillet-septembre, pp.113-122

Ivaldi (Gilles), 2012, « Législatives : un bilan en demi-teinte pour le Front national », *Revue Politique et Parlementaire*, n°1063-1064, avril-septembre, pp.175-189

Ivaldi (Gilles), 2012, « Front national : une élection présidentielle de reconquête », *Revue Politique et Parlementaire*, n°1063-1064, avril-septembre, pp.101-119

Ivaldi, Gilles, Gombin, Joël (2015) "The Front National and the new politics of the rural in France" in Dirk Strijker, Gerrit Voerman and Ida J. Terluin (eds.) *Rural Protest Groups and Populist Political Parties*, Wageningen: Wageningen Academic Publishers, pp.243-264

Evans, Jocelyn, Ivaldi, Gilles (2017) « Présidentielle 2017 : forces et faiblesses du Front National », *Revue politique et parlementaire*, « Élections 2017 : implosion et nouvelle donne », n°1083-1084, avril-septembre, pp.85-112

Evans, Jocelyn, Ivaldi, Gilles (2017) « Législatives 2017 : répercussions de la présidentielle et contre-performance du Front National », *Revue politique et parlementaire*, « Élections 2017 : implosion et nouvelle donne », n°1083-1084, avril-septembre, pp.181-202

Parmi ces divers aspects, la question de la sociologie du vote FN a constitué un élément important de ma réflexion. La géographie et la sociologie du vote FN recoupent, on le sait, celle de la fragilisation sociale et de l'insécurité économique, dans des territoires marqués par le chômage et le pessimisme social, au sein de groupes sociaux particulièrement exposés aux effets de la globalisation et de la modernisation économique. Sociologiquement, l'électorat FN se concentre fortement sur les catégories « populaires » depuis de nombreuses années. Les données témoignent de l'accentuation du phénomène de « prolétarisation » de la base frontiste, accentuant sa présence au sein des couches sociales qui fournissent le noyau dur de l'électorat frontiste depuis la fin des années 1980, quand bien même le parti de Marine Le Pen semble aujourd'hui en mesure de prendre pied au sein de classes moyennes déstabilisées par les effets de la crise économique.

Mon intérêt pour la sociologie frontiste mérite d'être mis en lien avec les travaux sur l'idéologie du parti et, plus particulièrement, la dimension économique du programme frontiste, de ses évolutions et de ses renversements au fil du temps. Depuis une dizaine d'années, notamment, le Front national a fait des classes moyennes et des catégories populaires son principal cœur de cible, s'adressant en priorité à la France des « petits » et des « invisibles ». Si les ressorts du vote FN sont incontestablement à rechercher dans les grandes transformations culturelles et, notamment, dans les enjeux relatifs à l'immigration et au multiculturalisme, il m'a semblé important d'interroger les aspects économiques du national-populisme lepéniste dans la mesure où ces derniers me paraissaient éclairer la transformation de sa base sociale –son ancrage croissant auprès des catégories populaires notamment– en lien, nous le verrons, avec l'analyse du « populisme de crise » et des transformations de

l'agenda socio-économique des droites radicales européennes depuis le début des années 1990 et, plus particulièrement, sous l'effet de la crise financière de 2008.

I.I.III. Le FN et le pouvoir : entre respectabilité et radicalité

Une troisième dimension importante au sein de cette approche « multidimensionnelle » du phénomène frontiste est celle du rapport du FN au pouvoir. À l'instar de nombre de partis de droite radicale en Europe, le FN français s'est depuis toujours trouvé confronté à un paradoxe fondamental relatif de sa relation au pouvoir et son intégration au sein de son écosystème partisan : instrument indéniable de son succès, le populisme antisystème constitue aussi un élément de fragilité et un facteur d'isolement politique et de limitation de l'audience du mouvement lepéniste.

Comme ses partis cousins en Europe, le FN a régulièrement tenté de résoudre la difficile équation de son positionnement stratégique au sein du jeu politique. Refoulé à l'extérieur du système par les grandes formations de droite de gouvernement depuis le début des années 1990, le FN a constamment entrepris de lutter contre sa marginalisation graduelle dans un rôle de simple « nuisance » ou d'empêchement, pour tenter de s'imposer comme force de recomposition ou, à défaut, partenaire de coalition pour la droite, sur les modèles autrichien, néerlandais ou italien, notamment.

Ivaldi (Gilles), 2007, « The Front national vis-à-vis power in France: factors of political isolation and performance assessment of the Extreme Right in municipal office » *in* Delwit (Pascal), Poirier (Philippe) (eds.), *Extrême droite et pouvoir en Europe / The extreme right parties and power in Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, pp.167-186

Plusieurs facteurs sont à souligner ici : d'une part, l'évolution vers le refus croissant par les états-majors nationaux de la droite parlementaire d'envisager de coopérer avec le Front national –en opposition claire à l'approche tactique d'accommodation privilégiée par les leaders locaux de la droite classique en 1986 et 1998–, la perte de potentiel de coalition du FN qui en a résulté, ainsi que le rôle primordial joué par la logique du mode de scrutin majoritaire s'agissant de la possibilité pour l'alliance RPR-UDF –puis pour l'UMP et LR– de maintenir dans les faits cette position d'intransigeance de principe à l'égard du Front national là où d'autres partis conservateurs en Europe –on songe à l'Autriche, aux Pays-Bas ou à l'Italie– ont cédé aux sirènes national-populistes dès le milieu des années 1990.

En termes systémiques, le Front national se situe au « barycentre » stratégique de la droite radicale européenne, à mi-chemin entre normalisation et radicalité. Pour l'heure, le FN français peine encore à passer le cordon sanitaire et à s'approcher du noyau central du système, là où nombre d'autres protagonistes de la droite radicale, aidés il est vrai par des systèmes électoraux plus « permissifs », ont réussi à briser le plafond de verre et à accéder à l'arène gouvernementale.

La recherche d'un point d'équilibre entre crédibilité et radicalité, qui est au cœur de l'entreprise de dédiabolisation du FN par Marine Le Pen depuis le début des années 2010, renvoie au double dilemme de l'intégration systémique des mouvements de droite radicale, entre tentative de recentrage et de normalisation et continuité du populisme anti-establishment.

L'histoire du FN et de ses élites illustre parallèlement la tension constante entre ces deux options stratégiques de la « respectabilité » et de la « radicalité », entre recherche d'intégration et volonté de démarcation au sein du système politique français. L'évocation de cette tension et de son impact sur les performances électorales du FN traverse nombre de mes travaux sur la formation lepéniste. Elle témoigne de la coexistence au sein du FN de visions et de cultures politiques parfois antagonistes, et d'options stratégiques divergentes. Pour dire rapidement les choses ici, mes recherches montrent la pérennité dans le temps long de l'opposition entre un modèle populiste radical « transversal » visant à dépasser les frontières de la droite et de la gauche pour créer une vaste coalition nationale et, à l'inverse, une approche plus « sectorielle » qui ramènerait le FN à son ancrage principal au sein du pôle de droite, visant une union des forces nationalistes et conservatrices.

Ivaldi (Gilles), 2011, « Le Front national : sortir de l'isolement politique », in Bréchon (Pierre) (sous la dir. de), *Les partis politiques français*, Paris : La documentation française, pp.17-44

Cette tension s'est exprimée à toutes les époques. Dans les années 1990, le choix de la droite classique de renvoyer le FN aux marges du système a fortement pesé sur la réorientation progressive de ce dernier vers une approche anti-système plus radicale, en opposition avec la ligne de conciliation incarnée, notamment, par l'aile mégrétiste au sein des élites frontistes préalablement à la scission de 1999. Plus tard, la tension stratégique sera encore visible dans les multiples affrontements suscités par la réorientation du FN sous l'égide de Marine Le Pen et les départs de cadres historiques –Carl Lang, Bernard Antony ou Jacques Bompard pour ne citer qu'eux. Plus récemment, on en a observé les effets dans la crise survenue entre les élites droitières du FN –autour de Nicolas Bay ou Louis Aliot– et Florian Philippot au lendemain de l'échec de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2017.

Au-delà de la question stratégique, cette situation délicate vis-à-vis du pouvoir est surtout révélatrice d'une certaine vulnérabilité des partis de droite radicale. A travers l'étude des divers facteurs de l'isolement systémique de l'extrême-droite à la marge du système de partis national, en dépit de la nette consolidation de son potentiel de mobilisation électorale, on prend la mesure de la transformation des modèles de compétition inter-partis au sein de la droite française depuis le milieu des années 1980 et du bouleversement survenu à l'occasion des élections de 2017. A cet égard, un futur programme de recherche devrait concerner l'étude de la trajectoire du RN au sein du pôle des droites en France et les recompositions qui pourraient s'y opérer à l'avenir.

I.II. Dédiabolisation

L'accession à la tête du Font national de Marine Le Pen en 2011 a incontestablement renouvelé l'intérêt en France pour l'étude du FN, autour d'une problématique générale de transformation effective du parti et/ou de son électorat. La passation de pouvoir à la tête du mouvement d'extrême-droite a ouvert sur un ensemble de questions de recherche autour de l'émergence d'un « nouveau » FN, questions qui ont nourri ma réflexion sur les éléments de permanence et de transformation de la formation lepéniste dans l'ère post-Jean-Marie Le Pen.

En lien avec mes travaux antérieurs, mon intérêt s'est principalement porté sur les aspects programmatiques et stratégiques induits par la stratégie de « dédiabolisation ». Sous l'angle de la demande électorale, le repositionnement stratégique du FN opéré par Marine Le Pen a, on le sait, permis d'accroître le potentiel électoral du parti auprès de groupes sociaux jusque-là plus réfractaires au vote frontiste (femmes ou jeunes notamment).

En termes stratégiques et idéologiques, l'analyse du « nouveau » Front national témoigne, pour l'essentiel, on l'a évoqué plus haut, d'importants éléments de continuité et de permanence. En particulier, le FN sous Marine Le Pen a perpétué un modèle de mobilisation de « niche », marqué par le poids élevé des enjeux culturels et la faiblesse relative des questions économiques, doublé d'un extrémisme positionnel sur les questions d'immigration ou de sécurité, notamment. Par ailleurs, le FN « nouvelle formule » ne s'est en rien départi de son populisme antisystème, qui constitue encore une ressource forte de mobilisation électorale. L'opposition aux valeurs politiques libérales et la remise en cause implicite du consensus social-démocratique établi au sortir de la seconde guerre mondiale sont visibles au travers de la récurrence des stratégies d'affaiblissement et de minoration des mécanismes de régulation et de représentation, et de délégitimation des partis traditionnels. Enfin, la contestation du projet d'intégration européenne, en dépit d'inflexions stratégiques ponctuelles et circonstancielles, demeure un élément central de l'idéologie du FN, en résonance avec les positions de nombre d'autres acteurs au cœur de la galaxie des droites radicales populistes européennes. Par-delà les hésitations et les multiples tentatives d'avancer masqué sur la question de l'UE, le projet d'une « Europe des Nations indépendantes » demeure encore un pilier de l'offre programmatique du FN.

Ivaldi (Gilles), 2012, « Permanences et évolutions de l'idéologie frontiste » in Delwit (Pascal) (sous la dir. de), *Le Front national. Mutations de l'extrême droite française*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, pp.95-112

Sur la question des mœurs, le parti lepéniste a incontestablement édulcoré dans les années récentes certaines de ses positions traditionnelles sur l'avortement ou les droits des homosexuels, un recentrage relatif qui tranche avec la persistance évoquée plus haut de l'extrémisme positionnel du FN sur les enjeux culturels relatifs à l'immigration ou à l'Islam. L'entreprise éminemment stratégique de retournement symbolique des valeurs libérales et de réappropriation de la laïcité s'inscrit en outre directement dans la stratégie de dédiabolisation du FN, et l'adoption du nouvel agenda néo-républicain qui lui sert désormais de référentiel.

Frigoli, Gilles et Ivaldi, Gilles (2016) « L'extrême droite et l'Islam : fractures idéologiques et stratégies électorales », *Hommes et Migrations*, n°1316, Octobre-Décembre, pp.27-36

Au-delà du seul cas hexagonal, le travail sur la « dédiabolisation » du FN participe d'une réflexion plus générale sur les incitations stratégiques à la « dé-radicalisation » auxquelles les acteurs populistes sont exposés aux divers stades de leur intégration systémique. Le renouvellement générationnel qui a pris place dans plusieurs formations de la droite radicale populiste européenne –on songe ici au FPÖ autrichien, au Vlaams Belang en Flandre ou à la Lega Nord en Italie–, combiné à l'émergence de nouveaux partis résolument tournés vers la modernité, invite à interroger les mutations initiées par les nouveaux leaders populistes autour des principaux éléments caractéristiques de ces mouvements que sont leur statut de partis « niches », radicaux et anti-establishment.

Le travail sur la « dédiabolisation » du FN en France a pu ainsi s'inscrire dans un groupe de réflexion européen sur la question du *mainstreaming* des droites radicales, sous l'égide de Tjitske Akkerman, Sarah de Lange et Matthijs Rooduijn (université d'Amsterdam). Ces travaux ont montré certaines des limites du processus d'institutionnalisation de ces mouvements, la persistance d'une culture radicale et de positions plus extrêmes sur les enjeux « propriétaires » de l'immigration ou de la sécurité, de même que sur la question de l'intégration européenne, où ces partis demeurent encore localisés au pôle eurosceptique. Confirmant les observations faites pour le FN français, les résultats de l'étude comparative ont attesté de la permanence d'un profil de « niche » sur la dimension culturelle de compétition, et un élargissement somme toute partiel aux enjeux socio-économiques. Par ailleurs, pour des partis tels que le FPÖ autrichien, le PVV néerlandais ou la Ligue italienne, qui ont à des moments divers participé aux coalitions gouvernementales, il n'y a que peu d'éléments empiriques qui tendraient à démontrer une modération du populisme de ces acteurs lorsqu'ils parviennent au pouvoir. L'examen comparatif de ces formations suggère au contraire la prise de conscience d'un « coût électoral » de la dé-radicalisation, qui éclaire cette permanence des stratégies populistes.

Ivaldi, Gilles (2016) "A new course for the French radical-right? The Front National and 'de-demonization'" in Tjitske Akkerman, Sarah de Lange and Matthijs Rooduijn (eds) *Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe. Into the Mainstream?* Routledge, pp.231-253

Ces questions ont été prolongées dans le cadre d'un projet comparatif sous la direction de Manuela Caiani et Ondřej Císař, consacré aux évolutions récentes des formations d'extrême-droite en Europe, à partir de la notion de « parti-mouvement » (*movement-party*). A partir de sa création en 1972 en tant que coalition de petits mouvements nationalistes et néo-fascistes, le FN a incarné cette forme d'organisation spécifique de parti-mouvement, c'est-à-dire un type d'acteur hybride en transition d'un mouvement extra-institutionnel issu de la sous-culture d'extrême droite vers une forme partisane traditionnelle intégrée à la compétition électorale régulière.

Des recompositions significatives sont intervenues dans l'environnement politique immédiat du parti lepéniste, offrant de nouvelles ressources culturelles et de nouvelles structures d'opportunités discursives pour l'extrême-droite en France, s'agissant notamment du développement depuis le début des années 2000 d'un mouvement « réactionnaire » plus large à la périphérie du FN, incarné par une pluralité d'élites culturelles et médiatiques. Reflétant cette diversification des arènes politiques, les thèmes du FN sont également relayés au sein d'un réseau informel de petits groupes d'extrême droite et de sous-milieux culturels opérant principalement sur Internet, regroupés au sein de ce que certains auteurs ont pu décrire

comme la « fachosphère » française et qui interagissent avec les manifestations plus *mainstream* de l'extrême-droite.

Le FN français est actuellement au centre de ce réseau informel d'interactions, réseau hétérogène et poreux qui produit un ensemble spécifique d'opportunités discursives et d'identités collectives partagées, fournissant ainsi au FN de nouvelles ressources intellectuelles, des initiatives de mobilisation et des militants. En examinant les changements qui se sont produits au sein du parti et du mouvement social, ce travail s'efforce d'analyser le contexte actuel de la mobilisation d'extrême-droite en France, et dans quelle mesure ces reconfiguration ont pu altérer le profil du FN en tant que « parti-mouvement » opérant à la fois dans les sphères intra et extra-parlementaires.

Frigoli, Gilles and Gilles Ivaldi (2019) Still a radical right movement party? Political opportunities, party strategy and the cultural context of the Front National in France, in Manuela Caiani and Ondřej Císař (eds.) *Radical Right Movement Parties in Europe*, Abingdon, New York, Routledge, p.63-80

I.III. Impact

L'institutionnalisation croissante des droites radicales populistes dans un nombre important de pays européens a conduit à ouvrir mon projet de recherche sur un ensemble de questions relatives à l'impact de ces formations sur leur environnement politique immédiat, et en particulier sur les droites classiques.

La question posée est celle du rapport au pouvoir de ces formations et, surtout, de l'influence qu'elles peuvent exercer sur les partis traditionnels. Dès le milieu des années 1990, l'approche systémique qui a été au cœur de ma réflexion a permis de traiter de l'interaction droite / extrême-droite dans la phase d'émergence de cette dernière. En particulier, l'analyse a mis à jour l'importance capitale des formes diverses de légitimation des « nouveaux » acteurs radicaux par les forces dominantes du système politique. Au regard de l'importance du phénomène de droite radicale populiste en Europe, de la diversité des interactions existantes selon les contextes nationaux, un nouveau domaine de recherche s'est ouvert au détour des années 2010, qui tente d'élargir la perspective à l'ensemble de ces interactions, non seulement dans la question essentielle du rapport général au pouvoir, mais également au regard des processus de révision idéologique souvent entrepris par les partis traditionnels pour contrer l'offensive de la droite populiste.

Avec pour objectif de tenter d'appréhender l'impact des partis populistes sur les autres compétiteurs à l'intérieur des systèmes politiques concernés, plus particulièrement les partis conservateurs et de droite traditionnelle dont certaines mutations stratégiques, idéologiques et organisationnelles sont corrélatives de l'essor et de la transformation des acteurs populistes et radicaux. En cela, l'étude de la dé-radicalisation de partis tels que le FN ou le FPÖ ne peut être dissociée de l'examen des divers mécanismes de réappropriation des enjeux phares de la droite radicale par les principaux acteurs à vocation gouvernementale, au niveau de l'offre électorale, du discours partisan ou à travers les politiques publiques mises en œuvre dans les domaines clés de l'immigration, de la sécurité ou de l'attitude vis-à-vis de la construction européenne notamment.

Cette volonté d'étendre le champ de l'analyse a donné lieu à plusieurs recherches visant à analyser ces processus, à partir du cas français, à la fois sur la question spécifique des politiques migratoires et, plus généralement, des modèles stratégiques de réponses des acteurs traditionnels de droite comme de gauche face au Front national depuis 1983. Ces questions ont également été au cœur des travaux conduits à partir de 2011 par un groupe de chercheurs européens et nord-américains réunis autour de Steven Wolinetz et Andrej Zaslove, qui témoignent de l'intérêt croissant pour des recherches comparatives portant sur l'environnement politique immédiat des partis d'extrême-droite et des partis populistes.

A l'époque, ce projet s'est inscrit dans les thèmes de recherche de l'URMIS autour des questions relatives aux « Fabriques de l'altérité » et l'étude des processus liés à la différenciation et la hiérarchisation sociales en raison de l'origine ethnique, « raciale », nationale – réelle ou supposée –, et la façon dont ces processus participent plus largement de débats, positionnements ou stratégies d'acteurs dans l'espace public. L'examen de la construction de l'immigration comme problème social et enjeu politique, notamment au sein de l'offre programmatique et des discours des droites au sens large, a trouvé sa place dans cet ensemble de travaux.

L'objectif était d'analyser les systèmes argumentaires des élites politiques –notamment partisanes– vis-à-vis de la « nouvelle » vague d'immigration, en tant que partie intégrante d'un ensemble plus vaste de représentations actives du champ international et plus particulièrement des processus de globalisation et d'intégration européenne. A ce titre, je me suis intéressé notamment à l'enchevêtrement des questions relatives à l'immigration, à la perception de l'impact de la constitution européenne et, plus généralement, des inquiétudes relatives à la place de la France au cœur d'une économie mondialisée, telles qu'elles apparaissent dans les constructions discursives des principaux acteurs politiques, préfigurant certains de mes thèmes de recherche à venir autour du populisme et des enjeux de l'internationalisation.

Ivaldi (Gilles), 2008, 'Inequality, Identity and the People: New Patterns of Right-Wing Competition and Sarkozy's 'Winning Formula' in the 2007 French Presidential Election', Paper delivered to the panel 'Old Concepts, New Puzzles: Competing with the radical right in Europe', American Political Science Association Annual Conference, Categories and the Politics of Global Inequalities, Boston, Massachusetts, 28-31 August

Ivaldi (Gilles), 2011, "Evaluating the populist challenge: partisanship and the making of immigration policy in France (1974-2011)", Paper prepared for the Mini-symposium on 'New right populist parties and their impact on European parties and party systems', Council for European Studies (CES) conference, Barcelona, June 21-23

Ivaldi, Gilles (2018) No Longer a Pariah? The Front National and the French Party System. In Andrej Zaslove and Steven B. Wolinetz (eds.) *Absorbing the Blow. Populist Parties and Their Impact on Parties and Party Systems*, London: Rowman & Littlefield / ECPR Press, December, pp.171-196

I.IV. « Angles morts » de la recherche sur le FN : organisation et pouvoir local

Si je me suis efforcé, au travers de ces multiples travaux, d'appréhender le phénomène frontiste dans sa globalité, deux dimensions importantes sont demeurées en revanche quelque peu en retrait de mes intérêts de recherche et constituent, à cet égard, des « angles morts » de mes réflexions sur le phénomène frontiste et ses équivalents en Europe.

La première a trait à l'organisation du parti et ses militants. Cette thématique de l'engagement au FN a été au cœur de ma thèse, sous la direction de Pierre Bréchon, dans laquelle j'avais directement abordé la question de la sociologie et des attitudes des adhérents et militants du mouvement lepéniste au détour des années 1990, illustrant notamment la diversité des cultures politiques au sein du peuple frontiste à partir de deux enquêtes originales par entretiens et questionnaire dans la fédération FN de l'Isère. L'étude des données qualitatives et quantitatives a montré l'existence de plusieurs orientations idéologiques chez les supporters de Jean-Marie Le Pen et la cohérence de leurs systèmes de représentations.

Trois grands registres d'adhésion se dégageaient autour des thèmes de la « conservation sociale », de la « protestation » et de la « révolution », attestant de l'hétérogénéité des profils idéologiques des sympathisants et adhérents frontistes.

L'examen des représentations frontistes a confirmé parallèlement la présence d'univers symboliques communs à l'ensemble des individus interrogés. Une culture transversale existe, qui transcende les principaux modèles évoqués plus haut et couvre trois grands champs : la critique de toute la « classe politique », les questions relatives à l'immigration ainsi que l'ensemble des préoccupations liées à l'insécurité avec un appel autoritaire à une plus grande répression de la délinquance. Les thèmes propres à ces divers enjeux correspondent aux dimensions classiques de l'autoritarisme et de l'ethnocentrisme dans l'électorat extrême-droitier et font écho aux principaux éléments de la rhétorique lepéniste. Les perceptions du politique, de l'économique ou de l'immigration, communes à tous les supporters du Front national, forment les éléments de base d'une culture de la « protestation sociale ».

Ivaldi (Gilles), 1990, « The World as they see it : a study of the ideological adherence to the French National Front », Communication aux journées d'étude de l'*ECPR*, Bochum, 2-7 avril

Ivaldi (Gilles), 1994, « *Les cultures politiques des sympathisants et adhérents du Front national. Enquêtes dans le département de l'Isère* », Thèse pour le doctorat de Science politique de l'Université Pierre Mendès-France, Grenoble, 2 volumes, 804 p

Ivaldi (Gilles), 1996, « Conservation, Revolution and Protest : A Case Study in the Political Cultures of the French National Front's Members and Sympathizers », *Electoral Studies*, 15 (3), 339-362

Cet intérêt pour l'analyse des structures partisanes et du militantisme a trouvé à s'exprimer par la suite dans le cadre de ma participation au programme international *Grassroots parties in Britain and France : A Comparison* (ECPR Research Group on Party membership and Activism) dirigé par Patrick Seyd et Paul Whiteley. Le projet avait pour ambition d'appliquer une optique comparative à l'étude des évolutions contemporaines des partis et de leurs militants. Comparaison transnationale, d'abord, par l'analyse conjointe des cas français et

britannique, mais également volonté de mettre en perspective les données relatives aux adhérents politiques avec les éléments de connaissance des électorats suivant une logique de niveaux : étude combinée des élites partisanes, des *grassroots* et, dans un troisième temps, de l'électorat.

Une première confrontation des travaux français et britanniques a eu lieu à Grenoble en avril 1995 dans le cadre des journées d'étude organisées sous l'égide du groupe « Politique en Grande-Bretagne » de l'AFSP à l'initiative de Bruno Cautrès (CIDSP) et des autres membres du groupe PGB, puis lors d'une seconde rencontre en novembre 1996 à la Maison Française d'Oxford, réunissant les chercheurs français et britanniques, autour de l'étude du militantisme au niveau théorique ainsi que l'ensemble des enjeux attenant à la mise en place d'une enquête comparative qui, au final, ne pourra être réalisée.

Au-delà de mon travail de thèse et de cette collaboration éphémère avec mes collègues britanniques, mes travaux ont somme toute peu examiné la question de l'organisation partisane et des forces vives de la formation lepéniste. La capacité du FN de se constituer une base militante et une organisation, et de recruter les élites intermédiaires indispensables à son implantation sur le terrain constituent des aspects importants de la réflexion sur les dynamiques de mobilisation du mouvement lepéniste et son institutionnalisation progressive au sein du système politique français et l'importance d'interroger cette dimension organisationnelle a depuis été très amplement validée par la recherche sur le FN. Pour ma part, ces questions ont été simplement abordées dans une série de travaux, consacrée à la sécession mégrétiste à la fin des années 1990, qui a constitué une étape majeure dans l'évolution du FN, la restructuration de son appareil et la circulation de ses élites, ouvrant d'une certaine manière la voie à l'entreprise de « modernisation » du parti par Marine Le Pen.

Ivaldi (Gilles), 1999, « La scission du Front national », *Regards sur l'actualité*, 251, mai, 17-32

Ivaldi (Gilles), 2001, « Les formations d'extrême-droite : Front national et Mouvement national républicain » *in* Bréchon (Pierre) (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation Française, p.15-38

Ivaldi (Gilles), 2003, « The Front National split: party system change and electoral prospects », *in* Evans (Jocelyn A.J.) (dir.), *The French Party System: Continuity and Change*, Manchester, Manchester University Press, pp.137-154

Ivaldi (Gilles), 2005, « Les formations d'extrême-droite : Front national et Mouvement national républicain » *in* Bréchon (Pierre) (dir.), *Les partis politiques français*, La Documentation Française, Collection « Les Études », pp.15-44

Ivaldi (Gilles), Evans (Jocelyn A.J.), 2005, « An extremist autarky: the systemic separation of the French Extreme Right », *South European Society and Politics*, Special Issue: The South European Right in the 21st Century: Italy, France and Spain, Vol.10, n°2, July, pp.351-366

La question organisationnelle demeure traditionnellement, il faut le souligner, une dimension peu étudiée du phénomène. Au-delà du seul cas français, l'institutionnalisation croissante des partis de droite radicale populiste renvoie à des enjeux importants s'agissant des modèles de leadership et d'organisation partisane qui prévalent au sein de ces mouvements. Sous l'angle théorique, les changements intervenus depuis plusieurs années dans des partis tels que le FPÖ, la Lega Nord ou les mouvements populistes scandinaves, invitent notamment à revisiter le

modèle de parti « charismatique » tel que traditionnellement défini dans la littérature comparative.

Cette réflexion a été au cœur des travaux d'un groupe de chercheurs européens réunis autour de Reinhard Heinisch (Université de Salzburg) et d'Oscar Mazzoleni (Université de Lausanne). Pour ce qui me concerne, un travail sur le FN français a été réalisé en collaboration avec Maria Elisabetta Lanzone (Université de Pavie). Nous y suggérons une relative permanence de certaines caractéristiques fortes du mouvement lepéniste dans l'ère Marine Le Pen : centralisation autocratique du pouvoir, continuité d'un modèle vertical fortement hiérarchisé, importance du cercle des « proches » dans le processus de décision, « marinisation » des élites partisanes nationales et tensions entre divers groupes d'élites quant aux options idéologiques et stratégiques du parti.

Ivaldi (Gilles), 1998, « The National Front: The Making of an Authoritarian Party », *in* Ignazi (Piero) & Ysmal (Colette) (Eds), *The Organization of Political Parties in Southern Europe*, Westport, Greenwood-Praeger, 43-69

Ivaldi, Gilles and Lanzone, Maria Elisabetta (2016) "From Jean-Marie to Marine Le Pen: organizational change and adaptation in the French Front National" in Reinhard Heinisch and Oscar Mazzoleni (eds) *Understanding populist party organization: a comparative analysis*, Palgrave, pp.131-158

Aux côtés des aspects organisationnels *stricto sensu*, un second domaine sans doute sous-dimensionné de mes recherches concerne l'évaluation des performances du parti lepéniste au plan municipal, dans le cadre de sa gestion des mairies conquises en 1995 (Toulon, Marignane et Orange) et 1997 (Vitrolles) et, plus récemment, lors des élections municipales de 2014 et 2020. Mon travail, très modeste, sur les mairies frontistes des années 1990 suggérait d'envisager deux modèles divergents –« idéologique » et « pragmatique »– de gouvernance municipale, tout en soulignant les convergences de fond, la force d'impact de la vision traditionnelle du monde par l'extrême-droite et le développement de pratiques clientélistes dans la définition des politiques sociales, culturelles et économiques par les quatre administrations municipales FN.

Sur ce dernier point, l'analyse du cas toulonnais en collaboration avec Virginie Martin et Grégory Lespinasse a permis de dégager quelques éléments de réflexion quant aux opportunités offertes à l'époque au mouvement lepéniste d'intervenir dans le champ de la bienfaisance tout au long du mandat municipal 1995-2001. Le succès du FN au plan local a ouvert la voie au « patronage politique », au travers des réseaux associatifs d'entraide ou de secours mis en place par les instances locales et nationales du parti, multipliant de fait les relations de type clientéliste. L'analyse a montré que le mode prédominant d'action sociale demeurait celui de l'initiative individuelle, un modèle entrepreneurial de l'animation de proximité fortement personnalisée. Dans ses nouveaux fiefs locaux, le Front national n'a pas prouvé, loin s'en faut, sa capacité à mettre en œuvre une véritable politique d'action sociale, le combat politique et idéologique prenant très clairement l'ascendant comme principal moteur d'accroissement du potentiel de mobilisation et de consolidation de l'espace politique acquis.

Ivaldi (Gilles), Martin (Virginie), Lespinasse (Grégory), 1999, « Le Front national entre clientélisme et recherche d'un enracinement social », *Critique internationale*, n°4, été, 169-182

Plus largement, l'expérience des mairies frontistes des années 1990 a confirmé l'idée de deux styles de gestion municipale. A Vitrolles et à Toulon, le modèle idéologique a dominé la gouvernance locale FN, avec en arrière-plan la diversité des courants de l'extrême-droite. A l'époque, Bruno Mégret, alors Délégué Général du FN, voudra faire de Vitrolles un laboratoire expérimental pour son parti. Il essaiera notamment sans succès de mettre en œuvre la préférence nationale au niveau municipal. A Toulon, la frange catholique de l'extrême-droite qui s'exprime à travers les époux Le Chevallier ou une personnalité comme Éliane de La Brosse, tentera de mettre en place des structures d'aides sociales « nationales » telles que Fraternité française ou Jeunesse Toulonnaise, à une époque, rappelons-le, où le FN revendiquait haut et fort son profil de parti « social » et un ancrage de plus en plus significatif en milieu ouvrier. A Marignane et Orange, à l'inverse, les maires FN privilégieront une approche « non-partisane » en tentant de gommer leur appartenance au parti au profit d'une communication centrée sur leur enracinement local, et la culture et la bonhommie provençales.

Ce cadre d'analyse sera développé ultérieurement dans le cadre des *Joint Sessions* de l'ECPR (2010) autour de la question du rapport au pouvoir du Front national en France, et plus particulièrement, des modèles de gouvernance locale mis en place par les maires FN entre 1995 et 2001. Cette idée d'une opposition entre des stratégies « pragmatique » et « idéologique » sera également appliquée de manière exploratoire à l'analyse de la campagne municipale de 2008-2009 à Hénin-Beaumont.

Ivaldi (Gilles), 2010, 'Down South, up North: party strategy and performances of the Extreme Right in municipal office in France', paper delivered to the Workshop on 'Populists and Public Office', ECPR Joint Sessions, University of Münster, 22-27 March

Nonobstant ces quelques travaux « exploratoires », je me suis peu intéressé au final à la question du pouvoir municipal du FN, question qui s'est pourtant posée avec plus d'acuité encore au lendemain des élections municipales de 2014 où le parti lepéniste a remporté 11 mairies. Le succès des maires sortants dans les municipalités frontistes de Fréjus, Hénin-Beaumont, Le Pontet, Beaucaire ou Villers-Cotterêts, notamment, au premier tour des élections municipales de mars 2020 témoigne d'un véritable processus d'ancrage local du RN, qui constitue indéniablement une incitation forte à sa constitution en futur objet de recherche.

II. L'extrême-droite en Europe

Dès la fin des années 1980, le succès de partis d'extrême-droite tels que le FPÖ autrichien ou le Vlaams Blok flamand a ouvert un nouveau champ de recherche, en lien avec la réflexion déjà menée sur le FN en France, qui m'a offert l'opportunité d'un regard comparatif sur le phénomène et d'une ouverture à l'international au travers de mes premières participations aux conférences de l'ECPR notamment.

À l'époque, il s'agit essentiellement de caractériser et de définir l'essence de ces mouvements et leur filiation idéologique. S'ils entretiennent pour la plupart d'entre eux des relations aussi étroites qu'ambigües avec les milieux d'extrême droite, ces partis incarnent cependant une nouvelle vague extrémiste porteuse d'une forme de « modernité » programmatique et stratégique, qui empêche son appréhension simplement en termes de résurgence du fascisme. Cet enjeu était particulièrement saillant dans le cadre de formations comme les FrP norvégien et danois ou la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, nées hors des cercles de la vieille extrême-droite mais dont les thématiques anti-immigration commençaient déjà à l'époque à les rapprocher des acteurs plus classiques de l'extrême-droite européenne tels que le FN en France ou le FPÖ en Autriche, sans pour autant partager les racines radicales de ces partis.

De manière intéressante, les premières approches théoriques de la « nouvelle » extrême droite paneuropéenne confèrent généralement au populisme un rôle relativement secondaire. Plus que la nature populiste ou non de ces nouveaux partis, l'essentiel des débats se focalise sur la nature de leurs liens idéologiques, organisationnels et sociologiques avec le fascisme historique et ses reconfigurations partisanes et sociétales après 1945. Cet angle de vue était notamment justifié par les racines de ces divers partis au sein des mouvances d'extrême droite et le rapport pour le moins équivoque que des mouvements tels que le FN, le Vlaams Blok ou le FPÖ entretenaient avec l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

Parallèlement, il m'est très rapidement apparu qu'une simple tentative de « coller » le prisme d'analyse du fascisme à ces formations pouvait conduire à occulter la modernité de cette nouvelle vague d'extrémisme droitier en Europe occidentale. Les conditions socio-économiques et politiques de cette résurgence de mouvements d'extrême droite au détour des années 1980 n'ont que peu de points communs avec les circonstances et les réalités sociales, économiques et politiques de l'entre-deux-guerres, qui donneront naissance au fascisme italien et au national-socialisme en Allemagne. Par ailleurs, la caractérisation « fasciste » de formations telles que le FPÖ autrichien, le FN français et les Partis du progrès scandinaves ne permet déjà plus à l'époque de saisir le travail de transformation idéologique opéré par ces partis, s'agissant en particulier du rapport qu'ils entretiennent avec le régime démocratique parlementaire ou leur abandon du racisme biologique archétypique du fascisme allemand, notamment, au profit de la reformulation culturaliste proposée à partir des années 1970 par la nouvelle droite française et européenne.

Mon analyse du phénomène d'extrême-droite en Europe a reposé pour l'essentiel sur deux ensembles de travaux. Le premier a porté sur la question de l'immigration et de la xénophobie, dont on sait qu'elles constituent des ressorts essentiels de la « nouvelle vague » extrême-droitière telle qu'elle s'est matérialisée en Europe au détour des années 1980. Le second ensemble de recherches m'a permis de poser les bases d'une analyse « systémique »

du phénomène, qui interroge plus particulièrement les dynamiques spécifiques des systèmes de partis et l'évolution du rôle et du statut de leurs principaux protagonistes que sont les organisations partisanes.

II.I. Immigration et xénophobie en Europe

La première « entrée » dans le phénomène extrémiste européen s'est faite par le biais de l'analyse de la xénophobie et des attitudes à l'égard de l'immigration, en lien avec l'essor de partis tels que le FN, le FPÖ ou le Vlaams Blok. Cette réflexion était au cœur de mon premier projet de candidature au CNRS en 1995, intitulé « L'Europe occidentale face au repli identitaire : racisme, xénophobie et nationalisme dans l'opinion publique en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne ».

L'attention portée aux conditions d'apparition de la mouvance national-populiste sur la scène électorale française m'a très vite amené en effet à prendre en considération la réalité d'attitudes de repli ou de rejet face à l'immigration au sein de l'opinion publique. Dès le milieu des années 1980, l'enjeu concernant l'accueil et l'intégration des étrangers en France s'affirme comme un élément fondamental du débat politique. Plus encore, si les électeurs du FN témoignent déjà à l'époque du plus haut degré d'ethnocentrisme, les attitudes de refus de la différence dépassent très largement le petit monde du lepénisme pour se diffuser dans des secteurs beaucoup plus vastes de la population.

Le surgissement extrême-droitier au détour des années 1980 pouvait ainsi représenter le symptôme directement observable de la force d'une tendance au repli dans l'opinion, la traduction politique d'un phénomène capable de tenailler en profondeur la société française. Les observations faites dans l'hexagone valent à l'époque pour d'autres pays européens, et il s'agit alors de tenter d'interroger le caractère transnational de la xénophobie dans divers États d'Europe occidentale, de mesurer l'ampleur des attitudes d'hostilité à l'encontre des populations immigrées, puis d'identifier les structures d'attitudes sous-jacentes à l'expression de ce rejet et les logiques culturelles et politiques qui président à sa constitution et son irruption sur la scène politique et dans le débat public.

Ivaldi (Gilles), 1995, « L'Europe occidentale face à la poussée nationale-xénophobe. Panorama des "nouveaux" partis d'extrême-droite », *Revue Politique et Parlementaire*, 977, mai-juin, 43-59

Ivaldi (Gilles), 1995, « Cognitive Structures of Xenophobic Attitudes among Supporters of Extreme Right-Wing Parties in Europe », Papier préparé pour le Workshop on *Racist Parties in Europe*, 23rd ECPR Joint Sessions - Bordeaux, 27 avril-2 mai

Ivaldi (Gilles), Roselli (Mariangela), 1995, « Réflexions sur l'extrême-droite européenne : anatomie de la poussée nationaliste xénophobe », *Regards sur l'Actualité*, 208, février, 3-27

Ivaldi (Gilles), Bréchon (Pierre), 2000, « Le rapport à l'autre : une culture xénophobe ? » *in* Bréchon (Pierre), Laurent (Annie), Perrineau (Pascal) (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Presses de Sciences-Po, p.275-304

Ivaldi (Gilles), Swyngedouw (Marc), 2001, « The extreme-right Utopia in Belgium and France. The ideology of the Flemish Vlaams Blok, the French Front National and the Belgian Front National », *West European Politics*, Vol (24), n°3, July, p.1-22

Ivaldi (Gilles), Evans (Jocelyn A.J.), 2002, « Populisme, extrême-droite et immigration en Europe », *Migrations Société*, CIEMI, "Mythe(s), mémoire(s), histoire(s), identité(s)", Vol. 14, n°84, novembre-décembre, pp.145-158

Ivaldi (Gilles), Swyngedouw (Marc), 2006, « Rechtsextremismus in populistischer Gestalt. Front National und Vlaams Blok » *in* Decker (Frank) (Hrsg.), *Populismus. Gefahr für die Demokratie oder nützliches Korrektiv?*, Wiesbaden: VS-Verlag für Sozialwissenschaften / GWV Fachverlage GmbH, pp.121-143

Ivaldi, Gilles et Maria Elisabetta Lanzone (2017) « De l'usage politique du peuple '*Padano*'. La construction d'identité dans le cas de la Ligue du Nord », *Cahiers d'Études Romanes*, n°35 (2/2017), pp.505-520

Le thème de l'immigration reviendra plus tard dans mon activité de recherche, lors de mon intégration à l'Unité de Recherche Migrations et Société (URMIS) à Nice à partir de septembre 2005. En lien avec les thématiques centrales de l'équipe, je me suis tourné de nouveau vers l'examen de la construction de l'immigration comme problème social et enjeu politique, notamment au sein de l'offre programmatique et des discours des nouvelles droites populistes xénophobes, à la production et l'usage idéologique, dans le champ de la compétition partisane, des catégories polémiques de l'altérité ainsi qu'à la diffusion de ces schèmes attitudinaux dans les opinions publiques européennes en liaison avec les enjeux liés à la mondialisation et l'intégration européenne.

L'objectif était alors d'analyser les systèmes argumentaires des élites politiques –notamment partisanes– vis-à-vis de l'immigration, en tant que partie intégrante d'un ensemble plus vaste de représentations actives du champ international et plus particulièrement des processus de globalisation et d'intégration européenne, qui portait déjà en germes certaines des questions qui sont au cœur de mon mémoire d'habilitation d'HDR.

II.II. Éléments d'analyse systémique : extrême-droite et crise des systèmes de partis

Au-delà des questions relatives à l'immigration et à la xénophobie, mes recherches sur l'extrême-droite m'ont assez vite amené à ouvrir une perspective plus large, qui touche aux transformations des systèmes de partis dans la plupart des nations ouest-européennes. Cette notion de système de partis constitue un concept clé de la science politique et s'impose à bien des égards à mes yeux à l'époque comme le possible « chaînon manquant » d'un ensemble d'approches, depuis la sociologie électorale à l'analyse des institutions politiques passant par l'étude des partis politiques en tant qu'acteurs fondamentaux du système démocratique moderne. L'analyse des permanences et transformations au sein des systèmes de partis invite par ailleurs au regard croisé et au développement de cadres transnationaux d'appréhension des phénomènes.

Cette approche « systémique » a été au cœur de ma réflexion sur le phénomène d'extrême-droite en Europe. L'essentiel tient bien alors à la fonction même des partis politiques en tant qu'agents de médiation au sein des systèmes pluralistes, de représentation des groupes sociaux, d'intégration et de mobilisation des individus, d'agrégation d'intérêts ou de gestion des systèmes de redistribution étatiques et / ou clientélistes. Il fallait, me semblait-il, se pencher sur les questions relatives au degré de consolidation de ces acteurs au sein des

groupes sociaux et de leur degré de *responsiveness* face aux nouveaux enjeux des sociétés post-industrielles et la structuration de nouvelles lignes de clivages.

La question méritait d'être posée des stratégies de coopération et de compétition entre acteurs d'un même système, dont on sait qu'elles pèsent de façon substantielle sur le format global du système politique, singulièrement s'agissant des formes de démocraties « consociatives » dans les sociétés fortement segmentées. Avec la possibilité d'isoler de la sorte des facteurs endogènes de blocage des systèmes de partis qui affectent en retour les stratégies de mobilisation par les acteurs du système : déclin des partis de masse fortement intégrateurs et identitaires, essor de partis professionnalisés, modèle du *catch-all party* ou, à partir de la fin des années 1970, développement d'un modèle de *cartel party* fortement lié à l'accès des formations partisanes aux ressources et subsides du pouvoir étatique.

Les acteurs partisans au centre de l'approche

Dès la fin des années 1990, à la suite de mon recrutement par le CNRS en 1998, je me suis efforcé de poser les bases de ce modèle d'analyse systémique permettant de concevoir à la fois les dynamiques propres d'émergence d'acteurs périphériques au sein des systèmes politiques et de leur institutionnalisation, d'une part, et de rattacher, d'autre part, ce modèle explicatif à l'ensemble des transformations structurelles de systèmes partisans marqués par une crise profonde de la représentation et l'affaiblissement de ces piliers centraux des régimes pluralistes que constituent les partis politiques.

À ce titre, deux dimensions apparaissent fondamentales et illustrent cette rencontre entre un certain nombre d'éléments « objectifs » de crise des systèmes partisans et la vision du monde propagée par les leaders populistes et extrémistes, avec déjà à l'époque l'intuition de l'intérêt d'articuler le populisme avec certains des systèmes de valeurs plus substantiels qui l'accompagnent.

- Une première dimension concerne la critique virulente de la classe politique enfermant partis de gauche et droite dans une même responsabilité face à l'échec, schème central du nationalisme populiste belliqueux depuis les origines, a incontestablement rencontré un écho favorable dans une partie des électorats européens désillusionnés, en rupture avec la social-démocratie ou la démocratie chrétienne, face à l'essoufflement des modèles historiques de partage du pouvoir.

- Une seconde dimension renvoie au concept de « préférence nationale », pierre angulaire du projet ethnocentriste autoritaire utopique des droites radicales et populistes en matière économique et sociale, qui est venu composer l'armature d'un véritable pacte alternatif de solidarité nationale et de partage redistributif de la richesse, auquel a souscrit un contingent significatif d'électeurs issus des milieux populaires, contribuant en retour à élargir la base électorale de partis jusqu'alors bornés à la droite de l'axe politique.

Dans sa formulation à la fin des années 1990, l'originalité de cette approche est de permettre, à mon sens, la convergence de deux champs de recherche jusqu'alors relativement distincts : d'une part, les travaux sur le phénomène populiste et l'émergence de nouveaux partis d'extrême-droite en Europe ; d'autre part, l'importante littérature sur les partis et les

dynamiques d'évolution des systèmes de partis. En la matière, probablement, l'apport le plus décisif a été le concept de *cartel party* proposé par Bartolini et Mair, en fournissant le cadre théorique nécessaire à la formalisation simultanément de la notion de « consentement » au monopole du pouvoir par les grandes formations politiques traditionnelles et de l'affaiblissement progressif du lien (*linkage*) entre élites et citoyens.

Ivaldi (Gilles), 1999, « L'extrême-droite ou la crise des systèmes de partis », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 6 (1), 201-246

Ivaldi (Gilles), 2000, *L'extrême-droite en Europe occidentale*, Problèmes Politiques et Sociaux, La Documentation Française, n°849, 22 décembre

Ivaldi (Gilles), 2004, *Droites populistes et extrêmes en Europe occidentale*, La Documentation française, Collection « Les Études », 143 p

Ivaldi (Gilles), 2005, « À propos du succès des droites populistes et extrêmes en Europe : éléments pour une analyse systémique », *Politeia*, « Souverainisme, nationalisme, Régionalisme (2), n°7, printemps, pp.293-306

Ivaldi, Gilles (2016) « Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes », *Pouvoirs*, revue française d'études constitutionnelles et politiques, n°157, Le Front national, pp.115-126

Des systèmes politiques « bloqués »

Dans le contexte des années 1980, il apparaît assez clairement que l'extrême-droite prospère dans des systèmes bloqués, face à la difficulté des partis dominants à répondre à l'ensemble des challenges socio-politiques inhérents au passage des sociétés occidentales à l'ère post-industrielle. Sous de multiples aspects, les partis traditionnels semblent moins capables d'agir en tant qu'agents de médiation au sein des systèmes pluralistes, en termes de représentation des groupes sociaux, d'intégration et de mobilisation des individus, d'agrégation d'intérêts ou de gestion des systèmes de redistribution de la richesse nationale.

L'altération de l'équilibre des forces politiques et la recomposition plus ou moins ample des systèmes de partis témoignent de cette absence de *responsiveness*. Pour des pays tels que la Belgique, l'Italie, l'Autriche ou les pays scandinaves, il est probable que les systèmes relativement rigides de coalitions ont contribué à brouiller les repères, restreindre le champ de la compétition partisane et limiter d'autant les options de choix offertes aux électorats. En France, la longue répétition des alternances et périodes de cohabitation entre la gauche et la droite ont, d'une certaine manière, présidé à la dilution de jalons idéologiques fondamentaux et, partant, à un relatif appauvrissement des oppositions.

La récurrence des attaques portées par les tribuns populistes à l'encontre des élites traditionnelles, des « vieux partis » et de la « ploutocratie » s'avère une ressource primordiale de leur séduction dans les urnes : non seulement en tant que procédé de récupération de toutes les formes existantes de ressentiment à l'endroit des grandes formations de gouvernement, mais surtout parce que de telles invectives renvoient très directement aux métamorphoses et dysfonctionnements plus « objectifs » des systèmes partisans.

À un premier niveau, l'utilisation polémique de cette grille de lecture dichotomique exploite la réalité des transformations profondes survenues au sein du champ politique ouest-européen depuis 1945, s'agissant notamment de la tendance graduelle à une autonomisation des partis vis-à-vis de leurs mondes sociaux primitifs, un cloisonnement partiellement hermétique d'élites « autosuffisantes » et une professionnalisation progressive des activités partisanes. Ces processus éclairent en partie le malaise grandissant à l'égard de la représentation traditionnelle : peu à peu s'est installée la perception publique de machineries partisanes tournant sur elles-mêmes, détachées des préoccupations des citoyens et, d'un certain point de vue, moins à même de jouer leur rôle indispensable de courroies de transmission. Concurremment, l'augmentation globale des ressources financières des organisations partisanes et la révélation de pratiques illégales de financement ont provoqué une crise morale de nature à nourrir la dialectique des prédicateurs populistes.

À un niveau plus profond sans doute, la résonance forte des diatribes anti-système auprès des électorats tient surtout à la faculté des leaders populistes de cultiver leur position d'extériorité pour mieux articuler leur critique sur certains blocages des systèmes partisans nationaux et la fragilisation du rôle et statut des partis établis. En particulier, l'attribution récurrente de responsabilité et la stigmatisation systématique des échecs avérés ou supposés des élites a rencontré un écho grandissant dans des segments désillusionnés de l'électorat, en rupture avec les formations de gauche comme de droite. La force d'engouffrement des droites extrêmes et populistes ne tient pas tant à la question des insuccès de l'État-en-soi, conçu comme un agent externe et neutre, qu'à la crise grave d'organisations partisanes « cartellisées », omniprésentes, détentrices du monopole de médiation entre gouvernants et gouvernés, organisations qui ont « accaparé » le pouvoir d'État depuis plusieurs dizaines d'années, au point de se confondre presque totalement avec lui.

La confluence de certains facteurs structurels endogènes de relative paralysie des systèmes partisans contribue à expliquer cette mutation des équilibres ainsi que la perception populaire d'une absence de renouvellement, d'innovation et d'alternatives crédibles au sein de l'offre électorale. A cet égard, l'analyse du cas autrichien a incontestablement nourri ma réflexion, de même que mes rapides incursions au cœur des systèmes politiques scandinaves.

Ivaldi (Gilles), 1999, « Suède : euroscepticisme, neutralisme et incertitude face aux échéances de l'Union », *Revue politique et parlementaire*, numéro spécial "Europe postélectorale : les contrecoups d'un scrutin", 1001, juillet-août, 86-97

Ivaldi (Gilles), 2001, « L'Autriche face à la modernité. Retour sur les transformations du système de partis autrichien (1945-2000) », *in* Cautrès (Bruno), Reynié (Dominique) (dir.), *L'opinion Européenne 2001*, Presses de Sciences-Po / Fondation Robert Schuman, p.199-220

Ivaldi (Gilles), 2001, « La Suède en 2001: Système politique et intégration européenne » , *in* Cautrès (Bruno), Reynié (Dominique) (dir.), *L'opinion Européenne 2001*, Presses de Sciences-Po / Fondation Robert Schuman, p.161-172

Ivaldi (Gilles), 2002, « Les partis libéraux scandinaves. Unité et diversité du courant libéral au Danemark, en Finlande, Norvège et Suède », *in* Delwit (Pascal) (dir.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, p.141-178

Le succès des droites radicales s'inscrit dans le processus d'affaiblissement de ces fonctions cruciales de *linkage*, de représentation et d'agrégation d'intérêts de certaines catégories sociales spécifiques, mises à mal par un ensemble de contraintes économiques exogènes et l'évolution centripète des systèmes partisans eux-mêmes. Le déficit d'efficacité perçu des partis historiques a progressivement ouvert la voie à des mouvements populistes et radicaux porteurs d'un pacte de solidarité alternatif apte à emporter l'adhésion d'un nombre croissant d'électeurs.

Pacte de solidarité nationale et chauvinisme du '*Welfare*'

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le consentement à l'oligarchie démocratique s'est largement établi sur l'aptitude des partis d'organiser et légitimer le partage de la richesse nationale au travers de l'État-Providence ou, dans certains cas, de réseaux clientélistes structurés au sein d'organisations partisanes de masse. L'évolution des sociétés post-industrielles et certains des mécanismes d'intégration supranationale –en particulier la construction européenne– ont imposé de nouvelles obligations et profondément modifié à la fois les modèles nationaux de gouvernance socio-économique et le contenu du débat public autour des ajustements nécessaires des systèmes de protection sociale.

Au plan politique, une contradiction de fond s'est établie entre une revendication croissante du public en matière d'intervention sociale de l'État et la réalité de ce faisceau de pressions externes interconnectées, réelles ou perçues. Considérant la prégnance de ces attentes, la véritable performance des tribuns populistes est incontestablement d'avoir réussi à imposer progressivement l'idée qu'un pacte de solidarité alternatif était concevable hors des normes établies du consensus social-démocrate post-1945, à convaincre que de nouveaux liens pouvaient être créés face à un système traditionnel miné par ses défaillances et décrit comme prisonnier de l'ensemble des contraintes externes.

Nouveaux repères identitaires

Dans la plupart des pays européens, l'apparition de l'extrême-droite au cours des années 1980 est liée à la problématisation croissante des questions relatives à l'immigration et aux demandeurs d'asile, et à la faculté ou non des formations classiques de prendre politiquement en charge, « à temps » pourrait-on dire, les anxiétés liées à l'identité nationale. En insistant sur le critère « national », contre le « multiculturalisme » supposé de ses adversaires, l'extrême-droite a été en mesure d'imposer de nouvelles lignes de partage et d'offrir des modes alternatifs d'identification collective en remplacement d'appartenances socio-culturelles déclinantes.

Plus profondément, la résurgence de l'extrême-droite contemporaine peut refléter un processus de maturation, dans les années récentes, d'une forme revitalisée de conservatisme, d'aspirations à des valeurs d'ordre, d'autorité et de rigueur morale, en bref, une « contre-révolution néo-conservatrice ». Plus tard, l'idée, notamment, d'un *cultural backlash* deviendra centrale dans la littérature consacrée à la droite radicale populiste.

Si ces aspects n'ont jamais été absents de ma réflexion, mes premiers travaux ont peut-être par trop « minoré » le rôle des variables culturelles au profit des questions socio-économiques et de la dimension spécifique du « chauvinisme du welfare » qui me paraissait, à l'époque, constituer un facteur plus fondamental du vote en faveur de ces partis, conjointement à l'exploitation par ces derniers des sentiments anti-élites, de la défiance politique et du mouvement de désaffection croissante des citoyens à l'égard des grandes formations de gouvernement.

Contextes institutionnels et opportunités politiques

Dernière dimension d'analyse, les mouvements d'extrême-droite ont pu et su tirer bénéfice de toutes les opportunités offertes par les modes de scrutin, les calendriers électoraux ou les mains tendues par certains des acteurs légitimes du système. La nature du cadre institutionnel s'affirme sans aucun doute comme un premier critère important. En Italie, en Autriche, en Belgique ou dans le monde scandinave, le mode de scrutin proportionnel a eu pour effet de « maintenir à flot » les formations radicales dans leur phase d'existence marginale.

Ivaldi, Gilles (2015) « Droites radicales populistes et représentation proportionnelle en Europe », *Revue Politique et Parlementaire*, n°1076, juillet-septembre, pp.51-68

Dans tous les cas également, l'existence d'élections intermédiaires, locales ou européennes, a fourni une tribune d'expression privilégiée au vote protestataire d'extrême-droite, largement relayée par les médias. Dans ce contexte, les leaders des partis extrémistes ont parfaitement géré l'hypermédiatisation du débat politique en imposant un style populiste, outrancier et simplificateur à l'encontre du discours à teneur « technocratique » des tenants du pouvoir.

Mais surtout, certaines des formations d'extrême-droite ont pu bénéficier de la légitimation de fait qui leur a été accordée par les partis traditionnels lorsque ces derniers se sont essayés au jeu dangereux de l'alliance électorale. L'expérience prouve en effet que l'entrée des mouvements extrémistes dans l'arène politique dépend très fortement de l'attitude et de la réaction des formations traditionnelles. Dans les années 1990 et au détour des années 2000, l'analyse des cas italien et autrichien illustre cette dynamique de légitimation.

Ivaldi (Gilles), 1995, « A propos de la nouvelle droite italienne : le glaive, le pommier et le prince des médias », *Revue des Deux Mondes*, mai, 49-65

Ivaldi (Gilles), 1999, « L'extrême-droite FPÖ aux portes du pouvoir. Les élections législatives du 3 octobre 1999 en Autriche », *Revue politique et parlementaire*, 1002, septembre-octobre, 114-125

Ivaldi (Gilles), 2003, « Autriche : le FPÖ et l'échec du pouvoir », *Nouvelle Tribune*, "Dossier : l'extrême droite face à l'immigration en Europe", n°33, Juin-Août, p.72-76

Sous l'angle, cette fois, de la demande électorale, l'appréhension du succès aux urnes de la droite extrême et/ou populiste touche au cœur de cette difficulté croissante des partis classiques de répondre aux attentes multiples de leurs électorats. Le développement de formations périphériques laisse apparaître l'ampleur du rejet par nombre de citoyens de l'inertie des types traditionnels de partage et conservation du pouvoir par les acteurs

historiques. Le pacte de solidarité alternatif fondé sur un partage exclusif des richesses constitue un aspect central de la dynamique de mobilisation des droites populistes et radicales et un facteur déterminant de leur ancrage électoral au-delà du simple vote expressif, contestataire et d'exaspération passagère.

Ivaldi (Gilles), 2001, « L'analyse comparée des soutiens électoraux de l'extrême-droite populiste en Europe : apports et limites des grands programmes d'enquêtes transnationales (1990-1998) », *in* Perrineau (Pascal) (dir.), *Les croisés de la société fermée. L'Europe des extrêmes droites*, Éditions de l'Aube, p.53-72

Ivaldi (Gilles), Evans (Jocelyn A.J.) *et al.*, 2001, « Comparative Mapping of Extreme Right Electoral Dynamics: An Overview of EREPS ("Extreme Right Electorates and Party Success") », *European Political Science*, Autumn, Vol.1, No.1

Ivaldi (Gilles), Evans (Jocelyn A.J.), 2002, « Les dynamiques électorales de l'extrême-droite européenne », *Revue politique et parlementaire*, n°1019, mai-juin / juillet-août, p.67-83

Ivaldi (Gilles), 2002, « Europe. Poussée de la droite extrême et populiste », *in* De Montbrial (Thierry), Moreau Defarges (Philippe) (dir.), *Les grandes tendances du monde*, Rapport RAMSES 2003, Dunod-Institut français des relations internationales (IFRI), Septembre, p.245-247

Ivaldi (Gilles), 2003, « Enjeux sécuritaires et droites populistes en Europe », *in* Roché (Sebastian) (dir.), *En quête de sécurité* : Causes de la délinquance et nouvelles réponses, Paris, Armand Colin

II.III. Économie, Europe et globalisation

Très tôt, je me suis intéressé à la dimension socio-économique du phénomène d'extrême-droite en France et en Europe, et à la façon dont ces partis ont progressivement redéfini le pacte de solidarité nationale, proposant partout un modèle alternatif de redistribution des ressources dont la « préférence nationale » représente très souvent, nous l'avons vu, la pierre angulaire.

Aux couches sociales les plus marginalisées et les plus fragilisées au sein des société post-industrielles, le projet national-populiste propose en l'espèce de repenser le pacte de solidarité fondé dès l'après-guerre sur la mise en place et le renforcement de l'État-Providence, mis à mal à partir du début des années 1980 et enjeu central du débat public contemporain à l'échelle de l'Europe, dans un contexte de raréfaction des ressources et subsides de l'État, et de fragmentation sociale accrue. Ce « chauvinisme du *Welfare* » constitue un élément central de la doctrine des mouvements de droite radicale.

Parallèlement, ces mouvements ont opéré un recentrage de leur programme économique dans le temps. Dans les années 1980, la première grande vague de droite radicale européenne s'est assez largement appuyée sur un programme de libéralisme économique. Pour certains auteurs, tel Herbert Kitschelt, cette combinaison d'un agenda économique néolibéral et du nationalisme autoritaire a initialement constitué la « formule gagnante » de la droite radicale. Au milieu des années 1990, cependant, on a assisté à un mouvement de recentrage de ces formations, qui, pour beaucoup, ont atténué ou infléchi leur programme économique pour prendre des positions plus médianes sur l'axe économique. Au travers de ce mouvement

centripète, les droites radicales européennes ont continué de converger tout au long des années 2000 vers un programme économique plus composite, synthèse de leurs orientations néolibérales des années 1980 et de thèmes liés à la défense de l'État-providence.

II.III.I. Droites radicales et crise économique

À l'instar des autres grandes familles partisanes en Europe, la droite radicale populiste a été, en outre, confrontée à partir de 2008 au défi de la crise financière. Si, dans de nombreux cas, ces mouvements ont maintenu un profil de « niche » culturelle, leur degré d'attention aux thèmes et aux enjeux économiques a généralement augmenté pendant la crise et cet effet a été particulièrement net pour les partis de droite radicale qui ont accédé aux responsabilités gouvernementales. Plus fondamentalement, le choc financier de 2008 a accéléré le processus de glissement de certains de ces partis vers la gauche de l'axe économique.

Ce double processus a été au cœur du projet de recherche, où se sont articulées les questions relatives, d'une part, à la possibilité de saisir la nature de ce mouvement européen, et, d'autre part, un ensemble d'interrogations portant sur l'essence de la « métamorphose » du FN, au-delà de sa cosmétique de « dédiabolisation », s'agissant en particulier de sa doctrine socio-économique.

Les évolutions sont notables et témoignent d'une relative prise de distance du parti d'avec certains des thèmes social-conservateurs qui étaient apparus au détour des années 1980 avec l'arrivée au sein du mouvement lepéniste de la frange catholique traditionnaliste. Sur la question économique, le glissement du FN est perceptible, depuis la position néo-libérale du parti et son moment « reaganien », via l'introduction progressive de thèmes plus protectionnistes, hostiles à la mondialisation et au libre-échange, jusqu'à l'adoption à partir de la fin des années 2000 d'un programme économique beaucoup plus à gauche, un « social-populisme » étatiste et keynésien.

Mes travaux ont montré que, sous l'égide de Marine Le Pen, le Front national français a opéré un virage programmatique sur les questions économiques, qui dessine les contours d'un social-populisme plus interventionniste. Ce nouvel alliage d'autoritarisme culturel et de *welfarisme* économique pourrait constituer la base d'une nouvelle « formule gagnante », au cœur d'un segment du marché électoral négligé par les grands partis de gouvernement. Un segment non négligeable des électorats européens se situerait dans cet espace de confluence entre des préférences culturelles clairement orientées à droite –notamment sur l'immigration– et des attentes économiques plus ancrées à gauche. Parce qu'il demeure relativement négligé par les partis traditionnels, ce quadrant de « gauche autoritaire » pourrait représenter une terre de conquête pour les droites radicales contemporaines

Ivaldi, Gilles (2015) "Towards the median economic crisis voter? The new leftist economic agenda of the Front National in France", *French Politics*, Special Issue: Explaining the spike in electoral support for the Front National in France, 13(4): 346-369

Ivaldi, Gilles (2015) « Du néolibéralisme au social-populisme ? La transformation du programme économique du Front national (1986-2012) » in Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), *Les faux semblants du Front National. Sociologie d'un parti politique*, Paris: Presses de Sciences-Po, Octobre, pp.161-184

Cette question de l'évolution de l'offre économique des droites radicales pendant la crise a été au centre des travaux collectifs du groupe de chercheurs européens, coordonné par Simon Otjes de l'Université de Groningen aux Pays-Bas, abordant les enjeux théoriques mais aussi méthodologiques de l'analyse comparée de l'offre programmatique des populismes européens sur les questions économiques et sociales.

On distingue dans l'économie politique post-crise financière de 2008 de certains partis de droite radicale en Europe des évolutions de même nature, quoique de plus faible amplitude. A l'instar du FN en France, nombre de mouvements populistes ont engagé une reformulation de leur offre programmatique en direction de segments électoraux précarisés, directement exposés aux conséquences sociales des politiques d'austérité sur fond d'inquiétudes face à l'avenir de l'UE et de sa monnaie unique. Des mouvements tels que le Vlaams Belang, les Vrais Finlandais, le Parti du peuple danois ou le PVV néerlandais ont montré à partir des années 2010 des signes d'infléchissement de leur programme vers des positions social-protectionnistes à l'adresse d'un électorat de crise, là où d'autres, tels le FPÖ autrichien, l'UKIP, le KNP/KORWIN polonais ou l'UDC suisse, ont conservé encore un ancrage économique plus libéral.

Otjes, Simon, Ivaldi, Gilles, Jupskås, Anders Ravik and Oscar Mazzoleni (2018) It's not Economic Interventionism, Stupid! Reassessing the Political Economy of Radical Right-wing Populist Parties. *Swiss Political Science Review*, 24(3): 270-290

Plus fondamentalement encore, ces travaux se sont inscrits dans une littérature émergente qui invite à repenser la question socio-économique au sein de la droite radicale non plus en termes classiques gauche-droite –l'État contre le marché– mais au regard des liens que l'économie politique de ces partis entretient avec la base nativiste, autoritaire et populiste de leur idéologie. Cette réflexion, nous allons le voir, a constitué depuis un élément central de mes travaux sur le « populisme économique », en relation avec la question du « souverainisme ».

II.III.II. Internationalisation

La question du rapport du populisme à l'économie de crise rejoint plus largement d'autres objets de recherche, concernant en particulier la structuration du vote en faveur des droites radicales par les questions liées à l'intégration européenne ou la globalisation. Ces objets d'étude, encore relativement embryonnaires, ont trouvé dans la période récente une place plus centrale dans ma réflexion sur le phénomène populiste contemporain et les liens qu'il entretient avec les enjeux produits par l'internationalisation.

Un premier objectif a été d'analyser les systèmes argumentaires des élites politiques –notamment partisanes– vis-à-vis de la « nouvelle » vague d'immigration, en tant que partie intégrante d'un ensemble plus vaste de représentations actives du champ international et plus particulièrement des processus de globalisation et d'intégration européenne. L'imbrication de ces enjeux internationaux et leur interaction avec le débat politique en France ont été clairement illustrées dans les développements discursifs des acteurs gouvernementaux et partis périphériques protestataires lors de la campagne référendaire de 2005 : à cette occasion,

l'enchevêtrement des questions relatives à l'immigration, à la perception de l'impact de la constitution européenne et, plus généralement, des inquiétudes relatives à la place de la France au cœur d'une économie mondialisée a constitué le cœur des constructions discursives et positionnements des principaux acteurs politiques.

Ivaldi (Gilles), 2006, « Beyond France's 2005 Referendum on the European Constitutional Treaty : Second-Order Model, Anti-Establishment Attitudes and the End of the Alternative European Utopia », *West European Politics*, Vol. 29, n°1, January, pp.47-69

Cette réflexion s'est inscrite dans le prolongement de mes travaux sur l'extrême-droite et la notion de « consentement ». Dans mon analyse, notamment, du référendum européen de 2005, j'ai formulé l'hypothèse d'un vote rétrospectif d'évaluation du processus de construction européenne et de dénonciation du pacte de croissance et de protection sociale qu'une partie de l'électorat avait formé avec les élites politiques lors du vote sur le Traité de Maastricht en 1992. Au-delà du conflit de souveraineté, qui avait largement présidé à la structuration du choix politique à l'époque, la spécificité du référendum de 2005 tient sans doute à la conjonction de l'euroscepticisme traditionnel –ancré pour l'essentiel à droite de l'échiquier politique– et l'expression d'une appréciation critique des performances de l'Union en matière économique et sociale, et de la traduction effective de l'intégration européenne dans l'espace national. En particulier, la physionomie de l'électorat du 'non' témoigne de l'importance de contingents d'électeurs de gauche qui avaient adhéré à la vision européenne défendu par François Mitterrand treize ans auparavant.

Ce désenchantement européen tient sans doute à la nature même du pacte mitterrandien de 1992 et plus généralement au processus de légitimation de la marche vers la supranationalité par les élites françaises. A partir de la fin des années 1980, le projet européen a souvent été présenté comme une « utopie alternative » et ressort de mobilisation face à l'incapacité perçue des partis traditionnels à répondre aux attentes croissantes de l'électorat en matière économique et sociale. En 1992, l'appel au soutien à Maastricht n'était rien de moins qu'une invitation à un vote de confiance quant aux bénéfices futurs de l'appartenance à l'UE, la promesse faite de progrès, de respect des droits sociaux et de croissance économique, au travers de laquelle l'Europe devenait une alternative crédible à la déficience des politiques nationales.

Ivaldi (Gilles), 2006, « Party elite discursive repertoires of globalisation, Europeanisation and immigration in France: party system dynamics and the political manufacturing of inexorability and exogenous constraints », Paper delivered to the Workshop on 'Mapping Elite Attitudes to Globalisation, European Integration and Regionalisation', *ECPR Joint Sessions of Workshops*, Nicosia, 26-30 April 2006

Plus récemment, la question des attitudes à l'égard de l'internationalisation a pu être abordée au travers d'une analyse empirique des effets de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 en France sur les opinions à l'égard de l'ouverture internationale de la France, au travers de l'exploitation des données du *Baromètre de la confiance politique* du CEVIPOF.

Ivaldi, Gilles (2020) La tentation du repli ? Les effets de la crise sanitaire sur les attitudes individuelles vis-à-vis de l'ouverture internationale. *Note Le Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po CEVIPOF, note #3, vague 11bis, mai 2020, 13 p.

II.III.III. Extrême-droite et euroscepticisme

Si, au final, cette réflexion sur l'internationalisation est demeurée, jusqu'à très récemment, quelque peu en arrière-plan de mon parcours de recherche, une jonction s'est faite cependant sur la question de l'euroscepticisme des droites radicales en Europe. Cette question s'est posée en particulier dans le cas du Front national français, qui a fait, on le sait, de l'intégration européenne un enjeu central de son offre programmatique.

La dimension européenne a été présente dans mes travaux dès la fin des années 1990. En 1999, alors en poste au CIDSP à l'IEP de Grenoble, j'avais eu l'opportunité de coordonner un groupe de travail sur les élections européennes, avec pour objectif principal un suivi continu de ce rendez-vous électoral majeur dans l'ensemble des 15 pays de l'Union européenne. Les élections européennes des 10-13 juin 1999 avaient été marquées par un basculement historique de la majorité du Parlement européen, consacrant la prédominance des droites sur des mouvements socialistes et sociaux-démocrates en net recul dans la plupart des pays de l'Union. Cette consultation avait, déjà, fourni l'opportunité de revenir plus avant sur l'impact de l'enjeu européen dans les quinze pays membres et l'existence de nouvelles lignes de clivage liées à l'Europe.

Ivaldi (Gilles), 1999, « Une nouvelle majorité pour l'Europe », *Revue politique et parlementaire*, 1000, mai-juin, 58-70

Ivaldi (Gilles), Talin (Kristoff), 1999, « Les Européens et la perception de l'avenir immédiat », *Le Sondoscope*, 157, novembre, 3-15

Ivaldi (Gilles), Greffet (Fabienne), 1999, « Nouvelle donne politique en Europe », *Revue politique et parlementaire*, numéro spécial "Europe postélectorale : les contrecoups d'un scrutin", 1001, juillet-août, 23-38

L'examen du rapport que les droites radicales entretiennent avec le projet d'intégration européenne a été au cœur d'un ensemble de travaux conduits, en particulier, à l'occasion des élections européennes de mai 2014. Ces dernières ont été marquées par la percée des partis eurosceptiques et le déclin des principaux acteurs du processus d'intégration européenne. Au-delà des seuls enjeux nationaux et de la sanction des exécutifs en place, l'essor des partis eurosceptiques a témoigné de l'européanisation croissante du débat public, sur fond de défiance des citoyens vis-à-vis du fonctionnement de l'Union européenne et de ses institutions.

Ivaldi (Gilles), 2012, "The Populist Radical Right in European Elections: 1979-2009" in Backes (Uwe), Moreau (Patrick) (eds.), *The Extreme Right in Europe: Current Trends and Perspectives*, Vandenhoeck & Ruprecht, Hannah Arendt Institute for Research on Totalitarianism, pp.15-34

Les partis de droite radicale populiste ont fait de l'hostilité à l'Union européenne un cheval de bataille et un thème central de leur plateforme électorale, articulant une offre politique nationaliste en réponse aux enjeux économiques, politiques et culturels de la dénationalisation. Les élections européennes de 2014 ont éclairé toutefois les transformations

et recompositions au sein de l'espace des droites radicales populistes pan-européennes, autour du noyau historique (FN, Lega, FPÖ, VB). Un premier mouvement de recentrage a pu être observé de la part de formations situées à l'extrême-droite traditionnelle. A l'inverse, d'autres partis ont effectué un mouvement de radicalisation. C'est le cas des Finnois (PS), du PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas ou de l'UKIP britannique, ou de nouveaux acteurs tels que l'*Alternative für Deutschland* (AfD) en Allemagne ou le Congrès de la Nouvelle Droite (KNP) polonais.

A cet égard, mon analyse du phénomène de droite radicale a connu un déplacement de son objet vers l'étude de l'euroscepticisme, devenu au fil du temps un élément central de l'offre programmatique des droites radicales populistes. La contestation du projet d'intégration européenne prend racine dans le corpus doctrinal ethno-nationaliste qui constitue le principal soubassement idéologique de ces partis. En termes politiques, cependant, cette aversion commune de l'Union européenne trouve des traductions variables, qui illustrent l'hétérogénéité des positions des partis de la droite radicale populiste face à la construction européenne. Les dimensions identitaire et politico-institutionnelle de l'intégration européenne ont constitué des facteurs prédominants du soutien électoral à ces diverses formations en mai 2014.

Ivaldi (Gilles), 2014, « Réflexions sur la poussée des droites radicales populistes européennes », *Revue Politique et Parlementaire*, n°1071-1072, avril-septembre, pp.125-140

Ivaldi (Gilles), 2014, « Euroscepticisme, populisme, droites radicales : état des forces et enjeux européens », *L'Europe en formation*, CIFE, 2014/3, n°373, pp.7-28

Ivaldi, Gilles (2017) « Europa in der Konfrontation mit populistischen rechtsradikalen Parteien » in Hentges, Gudrun, Nottbohm, Kristina and Hans-Wolfgang Platzer (Hrsg.) *Europäische Identität in der Krise? Europäische Identitätsforschung und Rechtspopulismusforschung im Dialog*, Wiesbaden: Springer VS Verlag für Sozialwissenschaften, mai 2017, pp.121-147

III. Approches

Au-delà de ces questions centrales –droite radicale européenne, Front national en France–, mon parcours de recherche a été marqué par une relative diversité des approches et des objets, reflétant certaines des opportunités qui m'ont été offertes d'élargir le champ de ma réflexion en science politique. Quelques lignes de force se dégagent, autour de l'analyse des données quantitatives, du regard comparatif ou de l'étude de la vie politique française. D'autres domaines ont émergé au fil du temps, tels que la modélisation de prédiction électorale ou, plus récemment, la prise en compte des effets de contexte local dans l'examen des droites radicales.

III.I. Sociologie politique quantitative comparative

L'analyse des données quantitatives a été présente dès mes années d'étudiant à l'IEP de Grenoble. Dans la tradition initiée, en particulier, par Frédéric Bon au sein de la BDSP, les méthodologies quantitatives ont toujours constitué un axe fort des enseignements et des recherches grenobloises. Mon intégration au CIDSP dès ma troisième année d'IEP a marqué une étape importante dans la définition de mes orientations et méthodes de recherche.

Parce qu'ils tentaient de développer une approche empirique conjuguée à une réflexion d'ordre méthodologique, mes travaux ont participé pleinement des grandes orientations qui étaient celles du CIDSP, en liaison par ailleurs avec les activités d'archivage, de traitement et de dissémination des données en sciences sociales par la BDSP de Grenoble.

Mon séjour à Oxford entre octobre 1995 et juin 1997 au titre du programme de « soutien à la recherche » du Ministère des Affaires Étrangères m'a offert l'opportunité d'ouvrir plus largement encore mes travaux à l'international et de me familiariser avec une approche comparative que je souhaitais par ailleurs placer au cœur de mon projet de recrutement au CNRS. Durant mon séjour à Oxford, j'ai été amené à animer le séminaire franco-britannique : *Electoral Behaviour in Britain and France*. Organisée conjointement avec le Nuffield College, cette série de six séminaires avait pour objet de présenter certains des développements récents en matière d'analyse du comportement électoral et a permis la tenue d'une journée d'étude franco-britannique, réunissant des spécialistes de chacun des deux pays, autour des questions théoriques et empiriques concernant l'étude du vote et de la participation. En 1997, le séminaire a élargi la perspective autour de la thématique *West European Politics : the Dynamics of the Electorates and Party Systems*.

Ces diverses activités ont donné lieu à un ensemble de publications dans la *Lettre de la Maison Française*, en collaboration avec les chercheurs présents sur le site et dans le cadre du programme « Culture et société : opinions, attitudes et comportements », mis en place en octobre 1995 et relayé par l'arrivée de Bruno Cautrès (CIDSP-IEP de Grenoble) à la MFO en septembre 1996.

La dimension comparative a accompagné le développement des méthodes quantitatives dans mes premiers travaux après mon doctorat. Le programme de recherche proposé lors de mon recrutement au CNRS en 1998 a très vite débouché sur un certain nombre de publications et formé la base d'un réseau international de chercheurs sur un budget APN-CNRS, visant à favoriser le développement d'une approche comparative et empirique de la question de l'émergence et de l'institutionnalisation des formations d'extrême-droite dans plusieurs nations d'Europe occidentale.

La constitution, en septembre 2000, d'un réseau de chercheurs européens autour de l'analyse comparative de l'extrême-droite a tenté de répondre à la relative absence de travaux comparatifs. Défini dans le cadre des *Research Sessions* de l'ECPR (*European Consortium for Political Research*) et bénéficiant de l'appui du CNRS en France, via le programme d'*Aide à Projet Nouveau*), le programme a été coordonné en collaboration avec Jocelyn Evans (University of Salford) autour du thème : « L'analyse comparée de l'extrême-droite : vers un cadre conceptuel opératoire » et a réuni une dizaine de chercheurs européens.

L'ambition du programme était de constituer un réseau interdisciplinaire de politologues-statisticiens, spécialistes de l'extrême-droite européenne et/ou de la recherche quantitative comparée. Tirant le meilleur profit des infrastructures logistiques de la Banque de Données Socio-Politiques (BDSP) du CIDSP, Grenoble, EREPS a mis en place un serveur partagé de données comparatives, à l'époque unique en Europe. Les données recueillies ont concerné au total 8 pays et comprenaient dans tous les cas l'ensemble des enquêtes post-électorales conduites dans chacun des pays depuis le début des années 1980 avec, dans la mesure du possible, des indicateurs standardisées. Accessibles en ligne, près de 45 grandes enquêtes post-électorales avaient ainsi été mises à la disposition de la recherche. A cela s'ajoutait un ensemble de fichiers de résultats électoraux recueillis au niveau des circonscriptions (ou de leurs équivalents nationaux en Europe) ainsi que les textes en langue originale et (lorsque disponible) en anglais des programmes présentés par les partis d'extrême-droite lors des dernières élections.

De manière plus anecdotique, enfin, l'orientation quantitative de mes travaux m'a offert l'opportunité d'explorer d'autres domaines, notamment les questions relatives à la sécurité et à la délinquance des jeunes, en collaboration avec Sébastian Roché, dans un travail d'analyse de données d'enquêtes auprès des collégiens et lycéens.

Ivaldi (Gilles), Astor (Sandrine), Roché (Sebastian), Tournier (Vincent), 2000, *Enquête sur la délinquance auto-déclarée des jeunes*, Rapport final pour la Fondation MAIF, 2000, 124 p

Ivaldi (Gilles), 2002, « Alcool, drogue et délinquance », *Futuribles*, n°274, avril, p.35-46

Ivaldi (Gilles), 2003, « Délinquance des jeunes et usage de produits psychotropes », *in* Roché (Sebastian) (dir.), *En quête de sécurité* : Causes de la délinquance et nouvelles réponses, Paris, Armand Colin

III.II. Vie politique française et élections

Parallèlement à mes travaux sur la droite radicale, l'analyse des élections et de la vie politique française a constitué un autre fil directeur de mon parcours de recherche dès la fin des années 1990, notamment à l'occasion des grandes séquences électorales présidentielles et législatives. Ma réflexion, en particulier, sur le phénomène « FN » en France a ainsi trouvé à s'inscrire dans une approche plus globale des évolutions et des transformations du système politique français depuis le milieu des années 1980, au-delà des seuls enjeux spécifiques de la droite radicale.

Ivaldi (Gilles), 2007, « Presidential Strategies, Models of Leadership and the Development of Parties in a Candidate-Centred Polity: The 2007 UMP and PS Presidential Nomination Campaigns », *French Politics*, Volume 5, Issue 3, September, pp. 253-277

Ivaldi (Gilles), 1999, « La liste Pasqua-Villiers aux élections européennes du 13 juin 1999 », *Revue française de Science Politique*, 49 (4/5), août-octobre, 643-652

Ivaldi (Gilles), 1998, « La droite dans la tourmente. Réflexions sur la crise de l'union RPR / UDF (1995-1998) », *Regards sur l'actualité*, 246, décembre, 23-38

L'analyse des élections présidentielle et législatives de 2002 avait fait l'objet d'une mobilisation de l'ensemble de l'équipe CIDSP, dans un partenariat renouvelé avec la *Revue politique et parlementaire*, désireuse de publier un grand dossier à cette occasion, sur le modèle de l'opération réalisée en juin 1999 pour les élections européennes. Coordonné par mes soins, ce groupe de travail avait réuni une grande partie des enseignants et chercheurs du CIDSP autour des questions d'analyse électorale et donné lieu à une série d'articles dans le numéro d'automne de la RPP. Plus récemment, les élections de 2012 et 2017 ont fait l'objet d'un travail en collaboration avec Jocelyn Evans de l'Université de Leeds (UK) et donné lieu à un ensemble de travaux, dont deux ouvrages parus en anglais chez Palgrave MacMillan.

Notre premier ouvrage place les élections de 2012 dans le contexte des développements survenus au sein du système politique français depuis 2007, de l'impact de la crise économique et plus généralement de l'évolution du système partisan sur le long terme. En lien avec notre travail dans le domaine de la prédiction électorale, la victoire de François Hollande est appréhendée à l'aune d'un ensemble de paramètres présumés « connus » dès avant l'élection présidentielle, s'agissant notamment de la situation économique, des facteurs institutionnels et des transformations stratégiques des principaux acteurs partisans entre 2007 et 2012. En regard, l'ouvrage s'attache simultanément à la définition et l'étude d'éléments plus volatiles et moins immédiatement prévisibles de la séquence électorale de 2012, ainsi qu'à l'évaluation de l'impact politique et électoral de certains événements marquants de la campagne.

Evans (Jocelyn), Ivaldi (Gilles), 2013, *The 2012 French Presidential Elections. The Inevitable Alternation*, Palgrave MacMillan, French Politics, Society and Culture Series, 216 p.

L'ouvrage revient sur les reconfigurations du système de partis immédiatement antérieures aux élections présidentielle et législatives, et l'évolution des modèles de coopération et de compétition à l'œuvre dans le « bipartisme imparfait » issu des scrutins de 2007. L'analyse insiste en particulier sur la position asymétrique des forces de gauche et de droite à la veille de la présidentielle de 2012, la repolarisation du système sous l'effet des forces centrifuges radicales et l'affaiblissement du centre, avant d'envisager les modèles de sélection des candidats par les principaux partis et dans quelle mesure ces processus sélectifs ont été liés aux options stratégiques plus générales des acteurs partisans.

Dans une seconde partie, l'ouvrage propose une analyse des débats, enjeux et positions partisanes de la présidentielle dans l'environnement économique et financier post-2008. L'accent est mis sur les mécanismes de différentiation mis en œuvre par les principaux acteurs de 2012 en termes de *policies* mais également de *valence* autour des enjeux économiques et sociaux qui ont dominé l'agenda présidentiel. Un accent particulier est porté toutefois sur le processus de 'culturalisation' du débat politique en 2012 et sur la polarisation d'enjeux non-économiques (immigration, mariage gay).

La troisième partie de l'ouvrage propose une approche centrée sur les divers modèles prédictifs du vote présidentiel en 2012 ainsi qu'une analyse des principaux résultats des élections législatives. Ce dernier chapitre poursuit la réflexion sur le statut spécifique du scrutin législatif dans l'architecture institutionnelle propre au quinquennat et à l'inversion du calendrier, et s'inscrit plus largement dans le propos général de l'ouvrage sur l'opérationnalisation des facteurs politiques, institutionnels et économiques qui ont permis l'anticipation de la victoire de la gauche en France en 2012.

A l'occasion des élections présidentielle et législatives de 2017, un second ouvrage a été publié chez Palgrave MacMillan, également en collaboration avec Jocelyn Evans de l'Université de Leeds (UK).

Evans, Jocelyn and Gilles Ivaldi (2018) *The 2017 French Presidential Elections. A Political Reformation?* Basingstoke: Palgrave MacMillan, French Politics, Society and Culture Series, 246 p.

Ce second volume interroge les conditions de l'émergence et de la victoire d'Emmanuel Macron et replace les élections de 2017 dans le temps long de l'évolution du système de partis français. La première partie examine les éléments de continuité et de changement depuis le début des années 2000 et propose un modèle analytique de compréhension des paramètres de la victoire présidentielle du candidat d'En Marche !. Un chapitre est consacré à l'impact des primaires présidentielles du PS et des Républicains, la polarisation de l'offre politique sur des candidats 'périphériques' et l'ouverture d'un espace au centre de l'échiquier politique, propice à l'entreprise de conquête d'Emmanuel Macron. Enfin, l'ouvrage propose une analyse des stratégies de coopération et de compétition mises en œuvre par les principaux acteurs de la présidentielle et propose de tenter d'évaluer l'impact des facteurs propres à la campagne de 2017, au premier rang desquels la révélation à droite de l'affaire Fillon.

La seconde partie de l'ouvrage est consacrée aux électorats de 2017 et aux comportements électoraux. A partir des données recueillies dans le cadre de l'enquête SCoRE (voir plus bas), l'ouvrage examine les déterminants sociaux, culturels et politiques du vote présidentiel de 2017, en regard des thèmes et positions des principaux candidats pendant la campagne. L'analyse propose deux modèles multivariés pour le premier et le second tour. Les résultats attestent de la polarisation sociologique et attitudinale des électorats de 2017, de l'importance du clivage éducatif, notamment. Le modèle de premier tour suggère que la dimension compétitive gauche-droite a continué d'opérer une influence notable sur la structuration des choix partisans. Le second tour fait en revanche apparaître une polarisation « systémique » de la décision électorale, structurée notamment par les enjeux relatifs à l'ouverture internationale, à la mondialisation et à l'intégration européenne.

Le dernier chapitre est consacré au scrutin législatif de 2017 et prolonge la réflexion sur le statut spécifique de ce dernier dans l'architecture institutionnelle propre au quinquennat, à l'aune de la victoire de la République en Marche. Les élections législatives de 2017 ont par ailleurs fait l'objet d'analyses plus spécifiques, visant à approfondir la réflexion sur les dynamiques institutionnelles « stables » de ce type de scrutin, à la fois dans une approche prospective de « *nowcast* » électoral, et dans une approche plus classique d'analyse ex-post de la construction par LREM de sa stratégie de candidature dans les circonscriptions.

Evans, Jocelyn and Ivaldi, Gilles (2016) A seat-level forecast of the Front National in the 2017 legislatives, *French Politics* 14(4): 493-504

Evans, Jocelyn and Gilles Ivaldi (2017) "An atypical 'honeymoon' election? Contextual and strategic opportunities in the 2017 French legislative elections", *French Politics*, 15(3): 322–339

Enfin, plus récemment, nous nous sommes intéressés à l'évolution des deux principales forces de gouvernement –le parti socialiste et les Républicains– au sein du nouvel écosystème produit par la séquence électorale de 2017-2019. A droite notamment, notre travail pose la question de la pression croisée que subissent aujourd'hui les Républicains face à la conjonction des deux mouvements structurels que constituent, d'une part, la révolution post-matérialiste et, d'autre part, la réaction conservatrice que cette dernière suscite.

Evans, Jocelyn and Gilles Ivaldi (2020) The French Socialist Party in the 2019 European Elections. In James L. Newell (ed.) Europe and the Left: Resisting the populist tide, Basingstoke: Palgrave Macmillan, forthcoming

Evans, Jocelyn and Gilles Ivaldi (2020) Party system change and the demise of the post-Gaullist Right. In Tim Bale and Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.) *The mainstream right in Western Europe: caught between silent and counter-silent revolutions*, Cambridge: Cambridge University Press, forthcoming

III.III. Prédiction électorale et forecasts

Dans le prolongement de mes travaux sur la droite radicale en France et en Europe, un troisième domaine a émergé au milieu des années 2000, pour intégrer une réflexion à la fois théorique et méthodologique sur la modélisation statistique du vote au niveau macro et l'applicabilité des fonctions vote-popularité au cas d'un parti tiers tel que le FN. Cette démarche a été initiée en 2007 à l'occasion de la conférence annuelle de la PSA (*Political Science Association*) britannique à l'Université de Bath. L'objectif était de proposer un modèle prédictif du vote Le Pen fondé sur des indicateurs macro (popularité, chômage, délinquance, type d'élection, etc.).

Ce projet a permis de développer un ensemble de modèles du choix électoral en France, et, plus particulièrement, s'appuyant sur la littérature relative aux fonctions vote-popularité (VP), d'explorer la dimension prédictive du vote. Au regard d'autres démocraties, l'intérêt pour cette dernière dimension est traditionnellement demeuré relativement limité dans la science politique hexagonale. Les exemples d'application de ces modèles restaient à l'époque relativement rares.

En dépit de cette relative faiblesse des études de prédiction électorale, le cas français constituait un contexte particulièrement favorable au développement et test de fonctions VP. En premier lieu, la complexité du système électoral et la multiplicité des élections nationales et intermédiaires fournissent potentiellement un nombre important d'opportunités de tester des modèles prédictifs alternatifs et d'envisager une analyse de la stabilité et consistance de la relation entre vote et prédicteurs socio-économiques, notamment aux niveaux national et infra-national.

En outre, le système politique français s'est avéré un terrain particulièrement propice à la construction de modèle prédictifs de vote pour les candidats et partis tiers (*third parties*) ou acteurs périphériques. La littérature relative aux fonctions VP s'est longtemps concentrée sur la relation entre majorité et opposition, d'une part, et vote ou popularité dans l'opinion publique d'autre part, l'accent étant mis par ailleurs sur les liens évidents entre évolution des indicateurs économiques (croissance, inflation, chômage) et les décisions de politiques publiques. En revanche, peu d'études se sont attachées à l'exploration des conditions d'association entre variables macro-économiques (ou leur équivalent au niveau *meso*) et soutien aux partis périphériques. De la même façon, rares ont été les tentatives d'étendre le champ d'investigation à d'autres types d'indicateurs sociétaux tels que le taux de criminalité, l'immigration et autres prédicteurs.

Les élections présidentielle et législatives de 2007 ont fourni l'opportunité d'une première modélisation prédictive du vote Front national sur la base d'indicateurs macro. La variabilité des estimations dérivées du modèle en termes de type de scrutin et choix des prédicteurs incorporés à l'analyse a mis en évidence la nécessité d'une véritable réflexion théorique et méthodologique sur les conditions d'applicabilité des fonctions VP aux cas de partis périphériques tel que le FN en France.

En particulier, le processus de sélection des variables, le caractère nécessairement parcimonieux des modèles envisageables (du fait du petit nombre de cas), l'opérationnalisation de modèles institutionnels *versus* les modèles économiques classiques ou la spécification d'effets parfois complexes de décalage (notamment en termes d'indicateurs de popularité) constituaient la base d'une étude plus approfondie des enjeux conceptuels et de méthodes relatifs au développement de ce mode spécifique de questionnement du choix électoral.

Evans (Jocelyn), Ivaldi (Gilles), 2008, 'Forecasting the Extreme Right Vote in France (1984-2007)', *French Politics*, Volume 6, Issue 2, pp.137-151

Ces modèles ont ensuite pu être testés *ex-ante* lors des élections présidentielles de 2012. L'expérience de 2012 a permis de valider empiriquement les bases théoriques des modèles et la méthodologie. Elle a en outre nourri une réflexion sur l'importance du changement de leadership et, plus généralement, la portée réelle en termes électoraux du processus de transformation du FN français depuis 2011. Le succès des opérations prédictives en 2012 a montré la persistance de certains des facteurs structurels du vote d'extrême-droite en France (chômage, immigration), en même temps que les premiers effets mesurables de la « normalisation » mise en avant par les nouvelles instances dirigeantes du parti.

Evans (Jocelyn), Ivaldi (Gilles), 2012, "Forecasting the FN presidential vote in 2012", *French Politics*, 10(1), April, pp.44-67

Evans (Jocelyn), Ivaldi (Gilles), 2012, "Forecasting the extreme-right vote at the 2012 presidential election: Evaluating our model", *French Politics*, 10(4): 378-382

Ce projet de modélisation macro du vote d'extrême-droite a continué d'être développé et enrichi, au sein d'une petite équipe de chercheurs européens et en lien avec le groupe *Political Forecasting* au sein de l'*American Political Science Association* (APSA). A partir de l'expérimentation conduite sur le cas français en 2007, le projet a élargi le spectre d'investigation, dans une approche comparative, avec pour objectif de valider empiriquement les bases théoriques issues du travail sur la France.

Cet élargissement du champ de recherche représentait à l'évidence un intérêt particulier pour l'analyse des partis tiers et/ou hors-système compte tenu de la faiblesse du nombre de travaux dans ce domaine, pour rechercher et identifier les applications comparatives pour ces modèles, notamment dans le champ de la recherche consacrée aux partis tiers et acteurs périphériques en Europe.

Evans (Jocelyn), Ivaldi (Gilles), 2010, 'Comparing forecast models of Radical Right voting in Four European Countries (1973-2008)', *International Journal of Forecasting*, Volume 26, Issue 1, January-March, pp.82-97

Cet effort de modélisation statistique s'est accompagné d'une réflexion plus vaste sur l'applicabilité des outils de l'*electoral forecasting* à des comportements politiques connexes. En particulier, l'attention a été portée sur un espace de recherche relativement inexploré en la matière : la participation aux élections européennes depuis 1979. Outre la dimension comparative et l'intérêt spécifique au regard de la problématique, partiellement contestée, du « déficit démocratique de l'UE », la question de la participation a pu être également reliée plus largement à celle de la crise du politique, du désenchantement ou de la diffusion d'attitudes anti-élites dans les électorats européens, que l'on retrouve par ailleurs au cœur de la littérature consacrée au populisme.

Evans (Jocelyn), Ivaldi (Gilles), 2012, "Deriving a Forecast Model for European Election Turnout", *Political Research Quarterly*, Vol.65, Issue 4, December, pp.855-867

III.IV. Contextes

Depuis le milieu des années 1980, l'abondante littérature théorique et empirique consacrée au phénomène de droite radicale a posé les bases de modèles explicatifs de l'émergence puis de l'institutionnalisation de ce type d'acteurs dans un nombre croissant de nations européennes. Les évolutions récentes témoignent de la constitution de nouveaux objets de recherche et/ou de nouvelles approches.

Parmi ces nouvelles directions de recherche, l'importance du « contexte » dans la structuration des attitudes individuelles et des comportements politiques mérite d'être soulignée. En France, cette réflexion a accompagné depuis le début des années 2000 le processus de déplacement du vote FN vers les périphéries rurales et péri-urbaines. Plus récemment, aux États-Unis, les effets de contexte ont été au cœur de l'analyse des dynamiques socio-économiques et culturelles du phénomène trumpiste, en particulier dans l'importante littérature consacrée aux effets de la globalisation ou de la désindustrialisation dans certains des anciens états industriels.

Un second élément de contexte a trait au lien qu'il est possible d'établir entre vote de droite radicale et présence immigrée, dont on sait désormais qu'il ne répond pas à une simple logique de contact ou de proximité immédiate, mais qu'il opère au travers de mécanismes attitudinaux plus complexes, dont il n'est pas toujours aisé de saisir les logiques à un niveau agrégé.

Dans les années récentes, mes travaux ont tenté d'apporter certains éléments de réponse à ces questions, reconnaissant en particulier l'importance de « contextualiser » le phénomène de droite radicale, s'agissant des conditions socio-économiques et culturelles « objectives » des individus mais au-delà des stratégies partisanes et de leur variation dans l'espace.

III.IV.I. Programme ANR-ORA SCoRE

Cette réflexion sur les effets de contexte a trouvé une traduction dans la mise en œuvre du programme européen intitulé *Sub-national context and radical right support in Europe* (Contextes Infra-Nationaux et vote de droite radicale en Europe-SCoRE), déposé en février 2015 dans le cadre des appels ORA (*Open Reseach Area in the Social Sciences*), relayés en France par l'ANR, et démarré en avril 2016.

La recherche comparative sur le vote en faveur des partis de droite radicale demeure centrée pour l'essentiel sur des indicateurs nationaux agrégés et sur l'analyse des motivations individuelles du soutien électoral à ce type d'acteurs partisans. Un petit nombre de travaux, basés sur des études de cas, utilise des modèles infra-nationaux pour s'intéresser aux variations observables à l'intérieur d'un même espace politique, mais il n'existe que peu de recherches comparées formalisant le rôle des contextes meso dans le soutien aux forces de droite radicale à travers l'espace européen.

Le programme SCoRE a proposé une approche interdisciplinaire réunissant politologues, sociologues et géographes pour la construction d'un modèle analytique multi-niveaux dans quatre pays clés (France, Allemagne, Pays-Bas et Royaume-Uni). Ces pays fournissent une diversité de contextes institutionnels, socio-économiques et attitudinaux propres à éclairer l'analyse et l'explication du phénomène de droite radicale.

Le projet a permis de constituer une base de données à divers niveaux d'agrégation territoriale, combinée avec une enquête par questionnaire standardisé auprès d'échantillons larges dans chacun des quatre pays, pour le recueil d'un ensemble d'indicateurs sociodémographiques, attitudinaux et comportementaux au niveau individuel, incluant par ailleurs pour la première fois une géolocalisation fine des individus.

Ces deux bases de données ont pu ainsi être combinées au sein d'un même modèle complet d'effets mixtes, qui permet d'identifier les contributions respectives des données de contexte et des attributs individuels à l'explication du soutien aux partis de droite radicale en Europe. Les données offrent une compréhension, à un niveau de précision sans commune mesure avec les travaux existants, de ces déterminants, et une opportunité majeure d'avancer la connaissance du phénomène.

En France, l'enquête a été réalisée en auto-administré, sur internet (CAWI) du 11 mai au 25 juin 2017. Elle a porté sur un échantillon total de 19,454 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et +. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas et un redressement, appliqués aux variables de sexe, d'âge, de niveau de diplôme, de région et de taille d'agglomération. Les données comportent par ailleurs une géolocalisation des individus, qui permet notamment de les situer dans leur IRIS de résidence et mobiliser ainsi l'importante masse de données mises à disposition à ce niveau d'agrégation par l'INSEE.

III.IV.II. Déclin local, effet de halo

Les données recueillies dans le cadre du programme SCoRE ont fait l'objet de diverses publications. Deux articles en particulier méritent d'être signalés ici, qui renvoient à deux questions théoriques importantes : d'une part, un travail comparatif sur l'importance du sentiment de « déclin local » comme médiateur des conditions socio-économiques et culturelles objectives des individus dans le vote de droite radicale en Allemagne, aux Pays-Bas, en France et au Royaume-Uni ; d'autre part, un travail portant sur le cas français et l'analyse empirique de « l'effet de halo » tel que conceptualisé pour le vote FN par la littérature dans les années 1980.

Les données du programme de recherche SCoRE ont permis un examen empirique de l'hypothèse d'un vote de droite radicale structuré par un sentiment de « déclin local » et sa traduction dans les comportements électoraux au travers d'un ensemble de griefs économiques et culturels. En France, la transhumance de l'électorat FN vers la France « périphérique » témoigne d'importantes recompositions sociales et spatiales des territoires métropolitains. Depuis une vingtaine d'années, l'installation du vote Le Pen en milieu rural et péri-urbain reflète la transformation sociologique progressive de ces espaces sous l'effet des migrations résidentielles des électeurs des classes populaires et des classes moyennes qui constituent aujourd'hui les principaux bataillons électoraux du Front national, dans les zones pavillonnaires, loin des grandes villes « gentrifiées » où dominent les catégories sociales supérieures et la bourgeoisie traditionnelle. Dans le monde péri-urbain et rural, le discours frontiste résonne avec les inquiétudes liées au sentiment de relégation sociale, de déclassement et d'isolement, dans des contextes souvent marqués par un marché du travail anémié, une petite délinquance quotidienne, les difficultés de transports et le délitement de nombreux services publics.

Pour les quatre pays couverts par l'enquête, nous nous sommes intéressés aux effets du chômage, de la présence immigrée et du déclin démographique dans le quartier de résidence des individus et les mécanismes au travers desquels ces divers effets de contexte sont médiatisés par un sentiment général de « déclin local » de nature à nourrir le ressentiment politique et *in fine* le vote en faveur de partis tels que le RN en France, l'AfD allemande, l'UKIP britannique ou le PVV néerlandais. Un modèle de *path analysis* multiniveaux suggère que le sentiment de déclin local agit en tant que médiateur des effets de contexte sur les attitudes et le choix électoral, confirmant qu'il existe une dimension locale distincte de ces effets particuliers et, de manière plus importante, que ce sentiment de déclin est motivé par différents types d'enjeux et n'est pas uniquement lié à la présence immigrée. L'effet du sentiment de déclin sociodémographique est plus marqué dans les zones rurales et il demeure hétérogène : on observe des variations significatives au regard du capital éducatif des individus et, de manière plus nette, de leur sentiment d'ancrage local. Cette dernière variable produit un renforcement significatif de l'effet du déclin local tel que perçu par les individus.

Harteveld, Eelco, Evans, Jocelyn, De Lange, Sarah, Berning, Carl, Ivaldi, Gilles *et al.* (2019) Sub-national context and radical right support in Europe: France, Policy Brief, 28 February (https://www.score.uni-mainz.de/policybrief/)

Harteveld, Eelco, Evans, Jocelyn, De Lange, Sarah, Berning, Carl, Ivaldi, Gilles *et al.* (2020) Understanding the Role of Contextual Factors in the Support for the Populist Radical Right: Examining Causal Mechanisms and Conditional Effects, Paper delivered to the ECPR General Conference, August

Un second travail empirique à partir des données SCoRE, en collaboration avec Jocelyn Evans, a conduit une analyse des effets contextuels de l'immigration sur le vote Front national, et une opérationnalisation spatiale de l'effet de « halo » tel qu'il a pu être décrit dans la littérature académique consacrée au vote d'extrême-droite en France au détour des années 1980. A partir des données géolocalisées des individus, nous avons été en mesure de tester les effets contextuels de la présence étrangère sur la probabilité individuelle du vote FN, en particulier en fonction de la distance des individus aux territoires de forte concentration de population immigrée, sous contrôle des déterminants individuels socio-culturels et attitudinaux du vote en faveur de Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

Nos analyses ont corroboré en premier lieu la double corrélation traditionnellement observée au niveau écologique entre vote Le Pen et présence étrangère. Les résultats montrent des corrélations significatives, positive au niveau départemental, et négative à l'échelle locale : la probabilité individuelle de vote Le Pen en 2017 est sensiblement plus faible dans les quartiers de forte présence étrangère et globalement plus élevée en revanche dans les départements de forte immigration. Cette structure « duale » de corrélation est ici validée à partir des comportements individuels et non plus simplement au niveau agrégé, en contrôlant par ailleurs les effets de contexte, de composition ainsi que des caractéristiques sociodémographiques des répondants.

En second lieu, nos analyses ont confirmé l'hypothèse d'un effet significatif de la distance du lieu de résidence des individus à la zone la plus proche de concentration immigrée. La probabilité individuelle du vote Le Pen est la plus faible au sein et à proximité immédiate de ces zones. L'augmentation de cette probabilité de vote Le Pen est rapide et très marquée entre 0 et 30 kms, puis décline de nouveau à plus grande distance de l'épicentre d'immigration. Nos modèles statistiques attestent de cet effet de halo « curvilinéaire » et montrent qu'il est significatif et substantiel, en contrôlant de nouveau l'effet conjoint des données de contexte socio-économique et culturel, ainsi que certaines caractéristiques individuelles essentielles telles que le genre, l'âge ou le niveau de diplôme.

Divers tests confirment que cet effet est robuste et indépendant de la spécification utilisée pour sa modélisation. Plus fondamentalement encore, l'utilisation inédite de données individuelles imbriquées dans une structure spatiale hiérarchique combinant les niveaux infra-communal et départemental éclaire les mécanismes attitudinaux sous-jacents de cet effet de halo et le lien avec le vote d'extrême-droite, en termes de contact avec les populations étrangères, d'une part, et de médiation de la distance par les attitudes relatives à l'immigration, en particulier la perception par les individus d'une « menace ethnique ».

Evans, Jocelyn and Gilles Ivaldi (2020), Contextual effects of immigrant presence on populist radical right support: testing the halo effect on FN voting in France, *Comparative Political Studies*, https://doi.org/10.1177/0010414020957677

III.IV.III. « Territorialiser » le phénomène de droite radicale

La question du « contexte » a émergé également dans une réflexion plus large, consacrée à la territorialisation du vote et des stratégies des droites radicales en Europe. Pour l'essentiel, ces partis ont été approchés au plan national et/ou dans une perspective comparative, moins souvent à l'échelle infra-nationale, dans les territoires. Les *Joint Sessions* de l'ECPR (2010) m'avaient fourni une première opportunité d'aborder la question de la « différentiation territoriale » des stratégies d'un mouvement national-populiste tel que le FN en France.

Ivaldi (Gilles), 2010, 'Down South, up North: party strategy and performances of the Extreme Right in municipal office in France', paper delivered to the Workshop on 'Populists and Public Office', ECPR Joint Sessions, University of Münster, 22-27 March

Ce niveau d'analyse rejoint également l'intérêt croissant pour des recherches comparatives portant sur l'environnement politique immédiat des partis d'extrême-droite et des partis populistes. Dans de nombreux pays européens, la question du populisme s'articule aujourd'hui avec les enjeux relatifs à la défense des intérêts nationaux et régionaux. A partir du cas français, une réflexion a été entreprise avec un groupe de chercheurs européens, coordonné par Oscar Mazzoleni (Université de Lausanne) et Reinhard Heinisch (Université de Salzbourg), autour de « populisme, nationalisme et régionalisme ». Il s'est agi en particulier de réfléchir en commun sur les questions relatives à l'articulation du populisme et des revendications territoriales ou nationales, qui constituent aujourd'hui deux courants de littérature scientifique distincts, en particulier dans des mouvements régionalistes tels que le Vlaams Belang en Belgique, la Ligue du Tessin en Suisse ou les indépendantistes catalans en Espagne.

En France, la question territoriale a pu être approchée au travers de l'examen des dynamiques électorales et des stratégies politiques du FN. La dimension territoriale du national-populisme frontiste représente un champ particulièrement fécond dans la réflexion actuelle sur le mouvement lepéniste. Des partis tels que le FN peuvent en effet s'engager dans différentes stratégies pour tenter d'exploiter certaines opportunités spécifiques dans un espace territorial donné et s'adapter par ailleurs à différents niveaux de gouvernement.

S'agissant du FN français, nous avons examiné la territorialisation de ses stratégies de mobilisation et la façon dont la formation lepéniste tente depuis plusieurs années d'ajuster son offre politique à la pluralité d'enjeux socio-politiques constitués aux divers niveaux de compétition territoriale et de gouvernement qu'offre la décentralisation en France. La littérature souligne cette nécessité pour les partis nationaux d'adapter leurs stratégies organisationnelles et programmatiques à la structure territorialisée de la concurrence produite par la gouvernance à plusieurs niveaux et aux structures locales d'opportunités produites par le contexte socio-économique, culturel et politique au niveau local et/ou régional.

La « différentiation territoriale » par le FN de ses stratégies répond aux tentatives du parti de calibrer son offre national-populiste selon différents contextes et arènes où les questions culturelles et économiques varient en importance et en résonance dans le processus politique. En outre, il importe de souligner le rôle joué par la dimension organisationnelle, le processus d'institutionnalisation du mouvement lepéniste et le développement au fil du temps de sa base

militante et d'élites intermédiaires au plan local, qui constituent des facteurs importants du potentiel de mobilisation électorale.

Pour tenter d'éclairer ces divers éléments, nous avons procédé à une analyse comparative des élections régionales de 2015 dans deux régions françaises emblématiques, à savoir Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) et les Hauts-de-France (HDF). Ces deux régions constituent des bastions électoraux du mouvement mais présentent des variations substantielles dans leur profil sociodémographique, leur économie et leur histoire politique, ce qui en fait des cas pertinents pour une analyse comparée des processus de différenciation organisationnelle et programmatique.

Notre analyse de la campagne régionale de 2015 suggère que le FN a tenté d'adapter ses stratégies organisationnelles et programmatiques afin de tirer profit des opportunités territorialisées, adaptant son message et ses stratégies politiques aux besoins et aux intérêts spécifiques de ses circonscriptions régionales cibles. Dans le Sud, plus riche et plus diversifié sur le plan culturel, le parti est principalement en concurrence avec la droite traditionnelle et met l'accent sur l'immigration, l'identité et une plateforme économique plus libérale. Dans le Nord, plus défavorisé sur le plan social, il est principalement en concurrence avec la gauche et se concentre sur la redistribution, le protectionnisme économique et la fourniture de services publics.

Ivaldi, Gilles and Jérôme Dutozia (2018) The 'territorialization' of the Front National's populist politics in France. *Comparative European Politics*. Special issue "Addressing the Territorial Dimension in Party-based Populism". A Comparative Perspective", 16(6): 1033-1050

Ivaldi, Gilles and Jérôme Dutozia (2019) The territorialization of national-populist politics: A case study of the Front National in France. In: Reinhard Heinisch, Emanuele Massetti, Oscar Mazzoleni (eds.) *The People and the Nation. Populism and Ethno-Territorial Politics in Europe*, Abingdon, New York, Routledge

III.IV.IV. Nice, Alpes-Maritimes, PACA

Au regard de l'intérêt d'une approche infra-nationale de la droite radicale, l'analyse de l'implantation du FN dans la région PACA et un regard plus local sur la ville de Nice et son environnement immédiat se sont récemment imposés comme un prolongement logique de la réflexion entamée dans le cadre du groupe européen évoqué plus haut. L'ouverture de ce nouveau « chantier » tentait de répondre à deux objectifs importants : d'une part, je me suis peu intéressé dans mes travaux à la dimension locale du phénomène lepéniste, notamment, sa présence municipale et la gouvernance des mairies frontistes depuis 2014 ; en second lieu, mon implantation niçoise au sein de l'URMIS à partir de 2005 m'a offert l'opportunité de travailler un « terrain » fertile pour l'analyse des droites françaises, en lien avec mes collègues de la Faculté de Science Politique du laboratoire ERMES[1].

[1] ERMES (Équipe de Recherche sur les Mutations de l'Europe et de ses Sociétés) est une équipe d'accueil (EA 1198) de l'Université de Nice-Sophia Antipolis. https://www.ermes-unice.fr

Cette collaboration ne s'est finalement concrétisée que de manière tardive, à partir du milieu des années 2010, et a pris la forme d'un projet d'Observatoire Socio-Politique de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), inséré dans le programme « Identités politiques, politisation et compétitions électorales » de la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société Sud-Est (MSHS Sud-Est) à l'Université de Nice.

La création de l'observatoire a permis de centrer la focale sur une région composite (politiquement et socialement) qui fournit une diversité de territoires et traditions socio-politiques. La cristallisation du vote FN notamment dans le grand pourtour méditerranéen offre un champ de recherche particulièrement fécond.

Il s'agit désormais de poursuivre le travail réalisé depuis maintenant quelques années en collaboration avec les chercheurs d'ERMES de l'Université de Nice pour apporter une analyse et une expertise régulières sur les élections locales, nationales et européennes déclinées au niveau régional.

Dutozia, Jérôme, Ivaldi, Gilles (2016) « Contextualiser le vote Front national : analyse des dynamiques sociales dans les bureaux de vote niçois », Communication, Journée d'Études sur « Les élections régionales de 2015 », ERMES, Université de Nice, 14 juin

Ivaldi, Gilles, Pina, Christine (2016) « PACA, une victoire à la Pyrrhus pour la droite ? », *Revue Politique et parlementaire*, n°1078, janvier-mars, pp.139-150

Ivaldi, Gilles et Christine Pina (2017) « PACA : 2017, entre permanence et bousculements des équilibres politiques », *Pôle Sud*, n°47, 2017/2, pp.179-198

Un second objectif est de constituer progressivement une base de données démographiques, sociales, économiques et politiques, qui regroupe les informations nécessaires pour l'analyse des débats et compétitions politiques dans la région. Les données à l'échelle communale et infra-communales pour la région Provence-Alpes- Côte d'Azur ont été recueillies et la base est actuellement en cours de constitution.

Outre les données électorales, la base intègre les données sur les revenus et sur la précarité, sur la composition sociologique des territoires. La base devrait également proposer des données à un niveau supra-communal : criminalité par département, chômage par zone d'emploi, cas de corruption par commune, localisation des Centres d'Accueil de Demandeurs d'Asile, données sur la fiscalité locale, sur les aides régionales européennes, sur la souscription d'emprunts toxiques, sur l'évolution de l'emploi industriel et sur la part des emplois dans les entreprises étrangères par département. Pour les données sur la localisation des équipements par commune, des calculs de distance d'accessibilité (distance à l'équipement/service le plus proche pour les communes ne disposant pas de l'équipement étudié) ont été produits, qui viendront enrichir la base. A terme, il s'agit de développer une plateforme d'open data.

Dans le cadre des élections municipales de 2020, nous nous sommes associés au Collectif de Recherche sur les Élections Municipales et Intercommunales (CREMI) coordonné par Rémi Lefebvre et Sébastien Vignon, en particulier le programme consacré aux espaces politiques locaux et à leur autonomisation croissante. Plus largement, le collectif entend interroger une pluralité d'enjeux locaux : degré d'autonomisation des espaces politiques locaux par rapport à la vie publique nationale, dynamiques de standardisation ou de différenciation des enjeux

municipaux, profils des élites locales et des candidats, rapports des citoyens à la politique locale, nouveaux répertoires de l'action publique et utilisation des réseaux sociaux, ou stratégies d'ancrage local.

L'examen du cas niçois, notamment, permet d'envisager un ensemble d'hypothèses quant à la personnalisation du pouvoir local et la gestion des carrières politiques, la notabilité, et la persistance ou le relâchement des contraintes et disciplines partisanes, au travers notamment des interactions du national et du local. Par ailleurs, l'analyse du cas niçois doit venir poursuivre la réflexion entamée depuis 2015 sur le rééquilibrage du rapport de forces au sein des droites azuréennes et ses variations selon les arènes compétitives et types de scrutin, reflétant une polarisation croissante sur les élections d'enjeu national et l'ancrage particulièrement fort des Républicains dans l'espace politique maralpin.

Ivaldi, Gilles et Pina, Christine (2019) Les Droites à Nice. Séminaire des études politiques de l'ERMES, Laboratoire ERMES - Université de Nice, Avril

IV. Le 'tournant' populiste

Depuis cinq ans environ, j'ai souhaité élargir mon domaine de recherche pour m'intéresser au phénomène « populiste ». L'essor électoral des partis populistes représente sans nul doute un des faits politiques les plus marquants de ces deux dernières décennies. De nombreux mouvements de ce type occupent une position centrale au sein des démocraties occidentales contemporaines, en France, dans l'ensemble de Europe et au-delà sur les deux continents américains. En juin 2016, le Brexit a attesté de la force mobilisatrice du national-populisme néoconservateur de l'UKIP et d'une partie des *Tories* au Royaume-Uni. Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle de novembre 2016 a consacré le succès à droite d'un populisme libéral, protectionniste et isolationniste (*America First*) mâtiné de rhétorique sociale, de xénophobie, de misogynie et de théories du complot. On trouve également trace du populisme à gauche de l'échiquier politique, dans de nouvelles formations de gauche radicale telles que Syriza en Grèce, la France insoumise ou Podemos en Espagne.

S'il demeure encore souvent contesté, le « populisme » a pris dans la période récente une place particulièrement importante dans le champ académique ainsi que dans l'espace du débat public. Les travaux sur le populisme offrent un cadre conceptuel fécond pour l'appréhension d'un phénomène pluriel et global, bien au-delà de la seule droite radicale, en lien avec les enjeux économiques, culturels et les questions relatives à l'internationalisation.

IV.I. De la droite radicale au populisme

Ce glissement conceptuel et analytique s'inscrit directement dans l'évolution de mes travaux sur l'extrême-droite en France et en Europe et l'émergence, à partir du milieu des années 2000, d'un nouveau cadre conceptuel dans la littérature comparative, autour de la notion de « droite radicale ». Ce concept de droite radicale va progressivement infuser la littérature comparative et s'imposer à la fin des années 2000, à partir d'une définition combinant trois

formes idéologiques distinctes que sont le nationalisme – et son dérivé nativiste –, l'autoritarisme et le populisme. Si le noyau idéologique central de la droite radicale est avant tout structuré par le nativisme –c'est-à-dire l'alliage de nationalisme et de xénophobie–, la dimension populiste y a toute sa place et constitue un apport essentiel aux modèles explicatifs de l'essor et de l'institutionnalisation de partis tels que le FN en France et ses nombreux avatars européens.

En cela, cette littérature permet d'établir une passerelle entre l'ensemble de la littérature consacrée à l'extrême droite et à la droite radicale et l'important volume de recherches qui, plus récemment, a placé le populisme au cœur de la réflexion. Pour ce qui me concerne, j'ai voulu sanctionner cette évolution par la publication d'un ouvrage qui permette de faire la synthèse de l'importante littérature consacrée à la droite radicale populiste. Ce populisme de droite radicale s'incarne dans une multiplicité d'acteurs en Europe, à l'image des succès de ces partis en Italie, en France ou en Autriche. Les thèmes populistes ont également dominé la campagne présidentielle de Donald Trump aux États-Unis et le référendum britannique sur le *Brexit* en 2016 et l'ouvrage m'a fourni l'occasion d'explorer de nouveaux terrains.

Au travers d'un état des lieux de l'important volume de recherches internationales consacrées aux droites radicales populistes, l'ouvrage propose une réflexion sur le phénomène populiste contemporain sur les continents européen et américain. Partant d'une définition précise et opératoire du phénomène populiste, l'ouvrage s'attache ainsi à en préciser les contours idéologiques et propose un panorama de l'état des forces en présence sur chacun des deux continents.

Une seconde question tient à l'explication des performances de ce populisme de droite radicale. Le développement des droites radicales populistes participe d'une évolution structurelle des démocraties représentatives modernes, sous l'effet de profondes transformations économiques, culturelles et politiques. L'ouvrage tente de proposer un modèle explicatif de l'essor de ce populisme, de ses racines au cœur même de ces grands bouleversements des sociétés contemporaines, et souligner, chemin faisant, les dynamiques électorales qui ont porté les succès de ces mouvements dans des pays tels que l'Italie, l'Autriche, la France, la Hongrie, la Pologne ou les États-Unis.

Enfin, l'ouvrage se penche sur l'impact de ces formations sur leurs systèmes politiques, et ce qui semble constituer un processus de *mainstreaming* des acteurs, des thèmes et des politiques de droite radicale populiste en Europe et, de manière plus visible encore, aux États-Unis. Beaucoup de ces partis occupent désormais une place centrale au sein du jeu politique national, soit par leur intégration au sein des exécutifs gouvernementaux, soit par l'influence qu'ils exercent de l'extérieur sur les orientations et les choix politiques des grands partis traditionnels qui se trouvent, parfois depuis de nombreuses années, confrontés au poids électoral de leurs challengers populistes. L'ouvrage se termine par un ensemble de questions sur les liens que le populisme entretient avec la démocratie, sur la nature et la force de la « menace » que le succès des entrepreneurs populistes fait peser sur les régimes libéraux contemporains.

Ivaldi, Gilles (2019) *De Le Pen à Trump : le défi populiste*, Bruxelles, Presses de l'Université de Bruxelles, mai, 404 p

Plus généralement, cette définition d'un nouveau champ d'étude pose la question de la possibilité de constituer un cadre théorique-empirique plus large pour l'analyse du phénomène populiste dans sa diversité. Car au-delà de la droite radicale, le populisme s'incarne en effet dans une multitude d'acteurs et de mouvements, sur la plupart des continents, ouvrant d'autres terrains d'étude. Sa diffusion dépasse les frontières traditionnelles de la gauche et de la droite, depuis un populisme de gauche incarné par des formations comme Podemos en Espagne ou Syriza en Grèce jusqu'au populisme de droite radicale d'un FN français en passant par l'idiosyncrasie populiste du Mouvement 5 Étoiles (M5S) en Italie ou les populismes plus « centristes » d'Europe orientale.

Enfin, les questions relatives à l'internationalisation et aux enjeux socio-économiques et culturels qui y ont sont associés se trouvent au cœur de la réflexion sur le phénomène populiste. Dans le contexte, en particulier, de récession de l'après-crise sanitaire, la dimension de l'économie politique du populisme revêt une importance croissante et mérite d'être placée au centre des recherches à venir, aux côtés des questions culturelles et, sans doute désormais, sanitaires qui devraient continuer de dominer l'agenda politique en Europe et aux États-Unis dans les prochains mois et prochaines années.

Ces questions se raccrochent aux principaux éléments structurants de mes travaux, s'agissant notamment des modèles théoriques de transformation des systèmes de partis, de l'importance d'une approche comparative ou de notre capacité à saisir le populisme comme objet d'étude empirique au travers du développement de nouveaux outils et de la découverte de nouveaux terrains, en particulier aux États-Unis. Parce qu'il constitue en outre un domaine de recherche en expansion quasi-exponentielle depuis une dizaine d'années, l'examen du phénomène populiste « global » offre l'opportunité de tisser de nouveaux partenariats, hors des frontières européennes et, on peut l'espérer, des limites disciplinaires.

IV.II. Populisme idéationnel

Mes travaux s'inscrivent dans l'approche dite « idéationnelle » du populisme, défini comme discours politique et système distinct d'idées articulant une vision du monde structurée par une conception spécifique du champ politique, de la représentation et de l'organisation du pouvoir. Dans ce cadre, il est possible de délimiter certains traits caractéristiques pour une définition « minimale » du populisme et de sa morphologie idéationnelle. Appréhendé comme une construction idéationnelle, le populisme est défini *a minima* comme une vision du champ politique reposant sur trois concepts fondamentaux (*core concepts*) que sont le « peuple », l'« élite » et la « volonté populaire ».

Cette perspective opère à un niveau suffisant d'abstraction, qui rend possible l'importation du concept de populisme dans divers contextes nationaux ou régionaux – à l'image notamment du regard croisé sur le populisme en Amérique latine, en Europe et aux États-Unis. D'un point de vue empirique, l'approche idéationnelle fournit en outre un ensemble d'outils qui permettent d'envisager le populisme à la fois sous l'angle de l'offre politique – le discours des partis et des acteurs –, mais également de la demande – sous la forme d'attitudes populistes présentes, souvent de manière très répandue, au sein des électorats occidentaux.

IV.II.I. Variétés de populisme

L'approche idéationnelle souligne la nature particulière du populisme en tant qu'idéologie « fine » (*thin-centered ideology*), c'est-à-dire relativement pauvre car ne proposant pas une vision totalisante du monde. Cette nature propre du populisme comme idéologie « fine » illustre la malléabilité du phénomène, sa capacité à venir s'arrimer à des idéologies plus denses qui vont donner au populisme sa coloration et lui fournir l'ensemble des concepts nécessaires à l'élaboration de son programme d'action et de mobilisation.

La définition du populisme en tant qu'idéologie « fine » pose la question du cadre interprétatif du phénomène et du « poids » relatif des divers facteurs mobilisés pour l'explication du succès et du développement électoral de ces acteurs. En centrant l'attention sur la dimension « populiste », on court le risque d'oblitérer pour partie les autres composantes fortes de leur idéologie et leur capacité à mobiliser des secteurs importants de l'électorat au-delà de leur seule rhétorique anti-élites, sur des enjeux socio-économiques et culturels plus substantiels. Par ailleurs, les frontières du populisme contemporain recoupent celles d'autres classes de partis tels que les mouvements eurosceptiques, les partis « challengers » et les partis « radicaux », sans jamais totalement se confondre néanmoins. Cette difficulté d'établir des lignes claires de démarcation conceptuelle est renforcée par l'imbrication étroite du populisme et de la radicalité politique.

Deux points méritent d'être soulignés. D'une part, l'analyse du populisme ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les interactions de ce dernier avec les systèmes idéologiques plus épais sur lesquels il vient s'appuyer, en particulier, dans le contexte européen, les grands référentiels traditionnels de la gauche et de la droite auxquels le populisme continue d'être, à des degrés divers, associés. En second lieu, la réflexion sur ces interactions peut conduire à envisager, ainsi que le proposent divers auteurs, de hiérarchiser les traits constitutifs de l'idéologie des formations populistes et d'évaluer les contributions respectives du populisme, d'une part, et de ses idéologies hôtes, d'autre part. Si le populisme constitue indéniablement une « variable » importante, il demeure cependant très largement influencé dans la construction de son « peuple » et de ses « autres » par les idéologies plus épaisses qui lui servent de socle.

Ivaldi, Gilles, Lanzone, Maria Elisabetta and Dwayne Woods (2017) "Varieties of Populism Across a Left-Right Spectrum: the case of the Front National, the Northern League, Podemos and Five Star Movement", *Swiss Political Science Review*, 23(4): 354–376.

Ivaldi, Gilles (2018) Populism in France, in Daniel Stockemer (ed.) *Populism around the world: A Comparative Perspective*, Cham: Springer, pp.27-48

Ivaldi, Gilles (2020) Les élections européennes de mai 2019 : un 'moment' populiste ? in Potvin-Solis, Laurence (dir.), Coll. « Colloques Jean Monnet », Paris, Bruylant/Larcier

IV.II.II. Convergences populistes, globalisation, enjeux économiques

Ma réflexion sur le phénomène populiste contemporain a été amorcée à l'occasion des élections européennes de 2014, avec un premier travail relatif aux motivations du vote en faveur des partis populistes de gauche et de droite, s'agissant notamment du rapport que ces mouvements entretiennent avec le projet d'intégration européenne. Il s'agissait de proposer une analyse empirique des votes populistes, examinés à partir des données comparatives issues de l'enquête *Comparative Electoral Dynamics in the European Union in 2014*, conduite dans sept pays.

Cette première approche du phénomène populiste a permis d'aborder la question fondamentale du rapport à l'intégration européenne, au travers notamment de la structuration différentielle des enjeux et modèles de compétition partisane au sein de deux ensembles distincts de pays, bénéficiaires et contributeurs à l'Union européenne. Un des objectifs était de faire apparaître les liens entre populismes de gauche et de droite, d'une part, et intégration européenne d'autre part. Le processus de construction européenne s'est imposé comme un enjeu dominant pour ce type de formations situées à la périphérie des systèmes partisans. Des études récentes ont noté que l'euroscepticisme représente un élément commun des populismes de gauche et de droite.

Ivaldi (Gilles), Zaslove (Andrej), 2015, « L'Europe des populismes : confluences et diversité » *Revue Européenne des Sciences Sociales*, 53(1/2), juin, pp.121-155

Ivaldi, Gilles (2020) *Les populismes aux élections européennes de 2019 : diversité idéologique et performances électorales*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 24 janvier

Ivaldi, Gilles (2020) Populist Voting in the 2019 European Elections, *Totalitarianism and Democracy*, 17(1), April, p.67-96

En collaboration avec plusieurs collègues européens et nord-américains, l'approche comparative des populismes « pluriels » et leur articulation avec les principales dimensions de compétition, essentiellement économique à gauche et culturel à droite, a continué de structurer mon activité de recherche, parallèlement à la poursuite de mes travaux sur la droite radicale européenne et le FN en France. Avec trois objectifs principaux.

Un premier enjeu concerne la question de la diversité du phénomène populiste et de notre capacité à distinguer des éléments de convergence au sein de ses diverses manifestations. Si elle constitue incontestablement un outil pertinent d'analyse et de compréhension du phénomène, la distribution notamment du populisme autour des catégories de gauche et droite mérite sans doute d'être revisitée, pour laisser apparaître certains éléments de transversalité du populisme contemporain.

En second lieu, il convient de s'interroger sur l'articulation du populisme avec les transformations socio-économiques et culturelles des sociétés post-industrielles, en particulier les nouveaux enjeux et multiples lignes de fracture formées par les processus de modernisation et de globalisation. Si elle opère encore de manière différentielle aux différents pôles de l'axe idéologique, la dimension transnationale structure en profondeur le phénomène populiste. La question de l'alignement du populisme contemporain sur les enjeux et conflits

relatifs à la modernisation et à l'internationalisation des sociétés post-industrielles se trouve au centre de la présente HDR, ouvrant sur un nouveau champ de recherche comparative, relatif à la question de l'intersection du populisme et du nationalisme, ou plus précisément, des revendications croissantes de souveraineté nationale. Avec en filigrane la question des repositionnements des populismes de gauche sur la dimension transnationale et du glissement « national-populaire » que nombre de ces formations paraissent opérer vers le pôle de « démarcation ».

Enfin, un troisième enjeu de l'approche comparative est de tenter d'appréhender les liens entre ces populismes « pluriels » et les enjeux socio-économiques, relatifs à la globalisation, au développement des inégalités et aux multiples formes d'insécurité économique telles que se sont développées un peu partout en Europe et ailleurs depuis la crise financière de 2008 notamment.

IV.III. Attitudes populistes et comportement électoral

Sous l'angle de la demande politique, la mesure empirique des attitudes populistes a fait l'objet d'une importante littérature scientifique depuis une quinzaine d'années, attestant de l'existence d'attitudes populistes diffuses sur l'ensemble du spectre politique, et qui exercent une influence normative sur les choix électoraux individuels. En lien avec l'approche idéationnelle du phénomène, l'intérêt porté aux enjeux théoriques et méthodologiques relatifs à la mesure des attitudes populistes a constitué un élément important dans la réorientation de mon programme de recherche autour de deux axes principaux.

Le premier concerne les enjeux méthodologiques et certains des développements récents en sociologie politique comparative d'outils de construction et de validation des échelles d'attitudes classiques de type Likert, en particulier l'analyse factorielle exploratoire et/ou confirmatoire (EFA/CFA), et l'ensemble des méthodes dérivées des techniques de mesure en psychométrie, telles que les Théories de Réponses aux Items (IRT). Si ces méthodes ne sont naturellement pas nouvelles, leur application au champ d'étude des attitudes socio-politiques et, en particulier, des attitudes populistes a permis depuis quelques années d'approfondir la réflexion sur l'utilité et l'applicabilité de tels outils à l'analyse comparée.

Un second axe touche à la question de l'influence du populisme sur l'orientation des comportements politiques et ses interactions avec les dimensions de valeurs et identités politiques plus épaisses, qui structurent traditionnellement le choix électoral. Le populisme est ici appréhendé sous une forme attitudinale, d'intensité variable, et qui exerce un effet normatif distinct et substantiel sur les choix électoraux, en particulier la probabilité de vote pour les partis et/ou candidats populistes.

Ma première approche du populisme en France s'est appuyée sur cet ensemble de travaux et a repris les indicateurs définis par Akkerman et al. (2014). Dans le cadre de la vague 7 de l'*Enquête électorale française* de 2017 conduite par le CEVIPOF [2], nous avons proposé aux répondants une batterie de six items de mesure des attitudes populistes, pour tenter d'évaluer la structuration et l'impact de ce populisme « par le bas ». L'enquête SCoRE a également intégré cette batterie de questions, qui a permis l'analyse empirique de l'impact du populisme lors des élections françaises de 2017. En interaction avec les dimensions de valeurs et

[2] Cf. https://www.enef.fr/

identités politiques plus épaisses, les attitudes populistes ont un rôle de mécanisme « supplétif » auprès d'électeurs dont les préférences idéologiques sont moins stabilisées et moins cristallisées. Chez ces individus, le populisme génère un surcroît de mobilisation en faveur des acteurs populistes, pouvant le cas échéant relayer la faiblesse de leurs affiliations et de leurs préférences idéologiques.

Ivaldi, Gilles (2017) "Electoral basis of populist parties", in Heinisch, Reinhard C., Holtz-Bacha, Christina and Oscar Mazzoleni (eds.) *Political Populism. A Handbook*, Baden-Baden : Nomos, pp.157-168

Ivaldi, Gilles (2018) Populisme et choix électoral. Analyse des effets des attitudes populistes sur l'orientation du vote. *Revue Française de Science Politique*, 68(5): 847-872

Ivaldi, Gilles (2019) La tentation populiste et ses fluctuations, in Bruno Cautrès et Anne Muxel (dir.), *Histoire d'une révolution électorale (2015-2018)*, Paris, Classiques Garnier, p.171-183

Ivaldi, Gilles (2021) "Electoral basis of populist parties", in Heinisch, Reinhard C., Holtz-Bacha, Christina and Oscar Mazzoleni (eds.) *Political Populism. A Handbook*, Baden-Baden : Nomos, 2nd Edition, forthcoming

IV.IV. Populisme, économie et souveraineté

Dans le prolongement de ces premières recherches, il s'agit désormais de poser la question des interactions du populisme et des processus relatifs à l'internationalisation. Ces enjeux sont au cœur de ma réflexion actuelle sur le phénomène populiste, appréhendé sous ses diverses occurrences et dans la diversité des contextes dans lesquels ces partis prospèrent électoralement. En lien avec mes travaux antérieurs sur la droite radicale, ces questions ont été, notamment, abordées dans le cadre de deux projets de recherche, en collaboration avec Oscar Mazzoleni (Université de Lausanne), portant sur le « populisme économique souverainiste », d'une part, et sur le producérisme (*producerism*), d'autre part.

IV.IV.I. Populisme économique souverainiste

Un premier projet s'inscrit dans le prolongement de la réflexion entamée sur l'économie politique post-crise financière de 2008 des partis de droite radicale en Europe et la reformulation par nombre de mouvements populistes de leur offre programmatique à l'adresse d'un électorat de crise. L'analyse comparée a montré, notamment, que l'économie politique de ces partis peut être appréhendée non en termes « gauche-droite » classiques mais en lien avec l'idéologie nativiste, autoritaire et populiste qui les caractérisent.

Cette réflexion a constitué depuis un élément central de mes travaux sur le « populisme économique », en relation avec la question du « souverainisme ». Il s'agit ici de penser l'économie politique des droites radicales populistes comme la combinaison de ces deux éléments centraux que sont le « populisme » et le « souverainisme ». Ce mixte de populisme économique et de souverainisme constitue la base d'un cadre de mobilisation commun aux partis de droite radicale populiste, qui prend appui sur leur idéologie fondamentale. Ce souverainisme économique pose les conditions internes requises pour assurer le bien-être du « peuple », et met en particulier l'accent sur des valeurs telles que l'éthique du travail, tout en

préconisant des changements dans la répartition des ressources en faveur de ce peuple authentique, qui doit par ailleurs être protégé de toutes les menaces extérieures. Ces objectifs peuvent s'exprimer au travers d'orientations et de priorités politiques différentes qui tirent leur signification du contexte économique particulier et des opportunités politiques dans lesquelles elles sont déployées.

Ivaldi, Gilles and Mazzoleni, Oscar (2020) Economic Populism and Sovereigntism. The Economic Supply of European Radical Right-wing Populist Parties. *European Politics and Society*, 21(2), p.202-218

Ce travail sur l'offre partisane a été prolongé par une réflexion sur l'existence d'attitudes populistes souverainistes économiques au sein des électorats. A partir d'une enquête comparative originale conduite en France et en Suisse, l'objectif était d'opérationnaliser une mesure de populisme économique souverainiste sous la forme d'une structure d'attitudes pouvant exercer un effet normatif distinct et substantiel sur l'orientation du vote en faveur des partis de droite radicale populiste tels que le RN et l'UDC/SVP. Ces idées et valeurs ne sont ni extrêmes ni marginales et apparaissent assez largement partagées au sein des électorats. Nombre de citoyens ont ainsi le sentiment d'avoir été trahis par les élites politiques sous la pression de forces internationales et que le bien-être économique du « peuple authentique » est menacé. Pour ces individus, leur pays doit « reprendre le contrôle » et la souveraineté du peuple doit être rétablie, illustrant ainsi les caractéristiques essentielles de notre concept de populisme économique souverainiste.

Ivaldi, Gilles and Mazzoleni, Oscar (2019) 'We Want our Country Back'. Exploring the demand-side of Economic Populist Sovereignism in France and Switzerland, Paper presented at the 26th International Conference of Europeanists, Paper presented at the ECPR General Conference, University of Wrocław, 4-7 September

Ivaldi, Gilles and Mazzoleni, Oscar (2020) Economic Populist Attitudes in Western Europe and the United States, in Karine Tournier-Sol and Marie Gayte (eds.) *The Faces of Contemporary Populism in Western Europe and the United States*, Basingstoke: Palgrave, forthcoming.

Mazzoleni, Oscar and Gilles Ivaldi (2020) Economic Populist Sovereignist Attitudes and Electoral Support for Radical Right-Wing Populism, *Political Studies*, https://doi.org/10.1177/0032321720958567

IV.IV.II. Producérisme

La question des interactions du populisme et des enjeux socio-économiques relatifs à l'internationalisation a été abordée dans le cadre d'un deuxième programme de recherche, prolongeant la réflexion sur la question du « populisme économique » dans l'offre politique des droites radicales, qui a mobilisé le concept de producérisme (*producerism*).

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'analyse des interactions entre les dimensions économique et culturelle de mobilisation des droites radicales populistes, avec pour objectif d'intégrer une perspective « culturelle » à l'examen de l'économie politique des droites radicales populistes, et de la façon dont les valeurs économiques véhiculées par ces partis sont articulées avec

certains aspects culturels dans leur construction du peuple « authentique » en tant que communauté de travailleurs méritants partageant un destin commun, et dont le bien-être est en déclin et en danger, et doit être restauré. Pour ce faire, nous empruntons le concept de producérisme (*producerism*) largement employé dans la littérature américaine sur le populisme, et qui permet d'envisager cette intersection des valeurs économiques et culturelles. Le producérisme renvoie essentiellement à l'idée selon laquelle les « producteurs » de richesse au sein de la nation devraient pouvoir bénéficier des fruits de leur propre travail, contre diverses classes de « parasites » au sommet et à la base de la société.

Quatre éléments méritent d'être soulignés ici.

En premier lieu, le producérisme construit son peuple « authentique » comme une communauté de producteurs laborieux et méritants, qui partagent des valeurs, des intérêts et une identité commune, et qui sont réunis dans un destin économique commun. La coalition des producteurs constitue l'épine dorsale de la prospérité économique nationale, défenseure de valeurs morales, telles que l'éthique du travail et l'honnêteté. En tant que telle, cette communauté de méritants devrait être la seule bénéficiaire de la richesse économique nationale.

D'autre part, le producérisme exprime l'idée fondamentale d'une menace sur le bien-être de ce peuple économique et d'un profond sentiment d'incertitude associé à la perception d'une fragilité, d'une stagnation ou d'un déclin du bien-être économique de la communauté de producteurs. Le producérisme nourrit un pessimisme et un sentiment de perte de statut, de dignité et de valeurs chez des électeurs qui se sentent socialement et culturellement marginalisés par la culture libérale dominante.

La menace qui pèse sur la communauté des producteurs est double. Dans l'idéologie producériste, la communauté des producteurs est sous la pression de forces improductives au sommet et à la base de la société. Le producérisme fonctionne en cela à partir d'une division fondamentale entre « producteurs » (*makers*) et « *takers* », c'est-à-dire entre ceux qui produisent et ceux qui bénéficient indument de la richesse produite. Cette division est, pourrait-on dire, à la fois verticale et horizontale. Verticalement, les producteurs sont confrontés à la pression qu'exerce une classe d'élites « non productives », telles que les institutions internationales, les bureaucrates, les politiciens corrompus ou l'ensemble des élites libérales « verbalistes » et cosmopolites. Cet antagonisme est souvent exprimé en termes conspirationnistes, formulant un ensemble de spéculations quant à l'influence de ces forces. Horizontalement, les principales classes improductives auxquelles les producteurs s'opposent comprennent les groupes de statut socio-économique inférieur et les groupes subordonnés, comme par exemple les immigrants, ou les pauvres non méritants, dénués d'éthique du travail et accusés de nuire à la prospérité de la communauté. Ici, le producérisme de droite entre en résonance avec le nativisme exclusionniste, thème central des droites radicales et élément fondamental de leur définition du « peuple » véritable. Dans le producérisme populiste de droite, le subalterne dénigré est généralement un « autre » étranger ou un « parasite » indigène racialisé.

Ces diverses caractéristiques forment le noyau de l'idéologie producériste dont on fait l'hypothèse qu'elle constitue un trait commun aux populismes de droite européens et américains, et dont les traits distinctifs sont déployés en fonction des différentes traditions idéologiques, ainsi que des opportunités de mobilisation populiste produites par les divers contextes socio-politiques. En particulier, les classes de « producteurs » et de « non-producteurs » peuvent être considérées comme des « signifiants vides » qui acquièrent leur substance au travers de leur interprétation par les acteurs populistes. Les frontières symboliques et politiques des groupes ainsi que la nature des menaces et des formes de changement que le producérisme postule, peuvent donc varier selon les partis, les acteurs et les contextes.

De telles variations peuvent être liées à l'agenda néo-libéral et/ou protectionniste des partis, à la nature de leur base électorale ou au contexte socio-économique au sein duquel ces acteurs se développent. De même, la définition de l'antagonisme économique et de l'élite non productive peut varier en fonction de la taille et de la pertinence du secteur financier dans l'économie nationale, ce qui donne au populisme économique des connotations et des significations différentes selon les contextes. Enfin, il convient d'examiner de quelle manière le nativisme des droites radicales vient s'articuler au producérisme dans la production de l'exclusion des « autres » ethnoculturels, en particulier dans des contextes tels que celui des États-Unis, où l'immigration et la diversité culturelle sont traditionnellement perçues de manière plus positive.

Ivaldi, Gilles and Mazzoleni, Oscar (2019) Economic Populism and Producerism: European Right-Wing Populist Parties in a Transatlantic Perspective, *Populism*, 2(1), p.1-28

En prolongement de ce premier travail comparatif sur l'offre producériste dans une perspective transatlantique, nous avons lancé en septembre 2020 une enquête comparative dans quatre pays européens –France, Allemagne, Italie et Suisse– ainsi qu'aux États-Unis dans laquelle nous testons une batterie d'items d'opérationnalisation et de mesure des attitudes producéristes à partir des attributs définitionnels relatifs aux producteurs méritants, à l'éthique du travail et à la perception des groupes « parasitaires » en haut et en bas de la société, auxquels nous associons de nouveau notre batterie de populisme économique souverainiste. L'enquête propose également un ensemble de questions relatives aux contrôles attitudinaux traditionnels du populisme ainsi que certaines questions standards de mesure des valeurs matérialistes et postmatérialistes, dont on souhaite explorer les interactions avec le producérisme.

IV.IV.III. Attitudes individuelles à l'égard de la globalisation et populisme

En lien directement, enfin, avec la problématique de la présente HDR, je me suis engagé en septembre 2020 dans un projet d'enquête comparative des attitudes individuelles à l'égard de la globalisation –dans ses déclinaisons culturelle, économique, sanitaire et politique– et les attitudes populistes dans les électorats européens et américains. Ce projet sera mené en collaboration avec Andrej Zaslove (Université de Radboud, Pays-Bas) et Robert Huber (Université de Salzbourg).

Perspectives

Les réorientations successives de mes thèmes permettent aujourd'hui d'ouvrir plusieurs pistes de recherche pour les années à venir, dans la continuité de mes travaux sur la droite radicale et, plus récemment, sur le phénomène populiste et ses multiples manifestations en Europe ou aux États-Unis notamment.

La consolidation durable de la droite radicale populiste dans la quasi-totalité des États membres de l'UE et la diffusion du phénomène sur l'ensemble des continents invite à prolonger la réflexion sur la multiplicité d'enjeux socio-économiques, culturels et politiques relatifs aux conditions structurelles du phénomène populiste contemporain. Les changements culturels et la polarisation croissante autour des valeurs libérales, progressistes et cosmopolites sont profondément ancrés dans les sociétés modernes. Le fossé qui s'est creusé entre deux mondes socio-culturels autour de ces valeurs semble aujourd'hui, à bien des égards, difficilement franchissable, dessinant des sociétés politiques plus polarisées, fracturées et fragmentées.

Sous l'angle économique, la globalisation continue de produire ses effets, en particulier dans l'accroissement des inégalités de ressources et la fragilisation des groupes sociaux les plus exposés aux effets de la compétition économique internationale. La marche continue vers « l'hyperglobalisation » contribue à la déstabilisation des systèmes nationaux de redistribution et de partage des richesses et alimente les sentiments de frustration et d'anxiété propices à l'éclosion du populisme.

On se situe aux confluents de plusieurs grands ensembles de littérature. Le premier concerne à l'évidence le populisme et l'imposant volume de travaux consacrés à la compréhension des multiples ressorts socio-économiques, culturels et politiques du phénomène. La crise sanitaire et ses ramifications sociales et économiques créent indéniablement de nouveaux enjeux et de nouvelles opportunités politiques autour des questions relatives à l'internationalisation, à la souveraineté et, plus largement, à l'exercice du pouvoir par les populistes, notamment aux États-Unis. Dans un contexte européen en particulier marqué par une récession d'ampleur historique, la question économique constitue un second champ de recherche, en résonance avec l'étude des acteurs populistes et de l'impact que la crise pourrait avoir dans les années sur le devenir de ces mouvements, leur croissance électorale et capacité de (re)prendre pied au sein des exécutifs nationaux. La crise économique et sociale consécutive à la pandémie de Covid-19 risque fort à cet égard de créer une nouvelle vague de soutien à des formations populistes, à droite mais également, comme cela avait été le cas après la crise de 2008, à gauche de l'échiquier politique.

D'un point de vue théorique, ces interrogations rejoignent les questions relatives à l'émergence et la consolidation d'un clivage structuré par les enjeux de l'internationalisation. Le phénomène populiste contemporain se situe à l'intersection des dimensions économiques, culturelles et, désormais, sanitaires associées aux transformations produites par la globalisation et il est essentiel de pouvoir appréhender les possibles interactions et médiations telles qu'elles se jouent entre insécurités économiques et culturelles, notamment, et l'impact de ces facteurs et de leurs effets sur les attitudes politiques et sur les comportements électoraux. Ces questions sont au cœur du mémoire d'habilitation présenté dans le cadre de cette HDR.

Cette réflexion devra s'accompagner, pour terminer, d'un travail méthodologique important et, je l'espère, d'un élargissement de la perspective pour mieux intégrer, aux côtés des travaux comparatifs et des monographies nationales, les effets de contexte, la territorialisation et la dimension locale d'appréhension des phénomènes de droite radicale ou populistes au niveau « fin ». Avec le souhait de revenir progressivement à une analyse de la « demande » là où beaucoup de mes travaux depuis plusieurs années ont été pour l'essentiel dominés par les questions d'offre programmatique des acteurs populistes. De nombreuses perspectives s'ouvrent aujourd'hui au travers des développements méthodologique et statistiques, qui offrent de nouveaux champs et domaines d'investigation, et l'opportunité d'approfondir aussi mes compétences statistiques et de rechercher de nouvelles collaborations pluridisciplinaires, en particulier auprès des collègues économistes.

A cet égard, mon arrivée en avril 2020 au CEVIPOF constitue une étape importante dans l'évolution à venir de mon travail de chercheur au sein de l'écosystème académique de Sciences Po Paris, qui me permet de positionner mes travaux au sein de l'axe de recherche consacré aux Attitudes et comportements politiques, dont la codirection est actuellement assurée par Romain Lachat et Anne Muxel. Mes objets de recherche s'inscrivent très directement dans plusieurs des thématiques développées au sein de cet axe, concernant notamment la crise de la démocratie représentative, la montée des populismes et la recomposition des clivages politiques.

*
* *

Institut d'études politiques de Paris

Gilles Ivaldi

Populisme et globalisation : enjeux, conflits, opportunités

Dossier préparé en vue de l'obtention de l'habilitation à diriger des recherches en science politique

présenté le 16 décembre 2020

Volume 2

Jury :

M. Yann Algan, Professeur des universités, École d'Affaires Publiques (EAP), Sciences Po Paris

M. Pierre Bréchon, Professeur émérite des universités, Sciences Po Grenoble (rapporteur)

M. Piero Ignazi, Professore ordinario, Università di Bologna (rapporteur)

Mme Nonna Mayer, Directrice de recherche émérite, CNRS, Sciences Po Paris

M. Dominique Reynié, Professeur des universités, Sciences Po Paris (garant et rapporteur)

Mme Sylvie Strudel, Professeur des universités, Université Paris II

Table des Matières

Introduction **4**

I. Cerner le phénomène : définitions **8**
I.I. Populisme **8**
I.I.I. Un populisme idéationnel 9
I.I.I.I. Peuple, élite, souveraineté 10
I.I.I.II. Variétés de populisme 11
I.I.I.III. Hiérarchie, Asymétries 15
I.I.II. Populisme des partis, populisme des électeurs 17
I.I.II.I. L'offre populiste 17
I.I.II.II. Attitudes populistes 18
I.II. Globalisation **20**
I.II.I. Un concept multidimensionnel 20
I.II.II. Globalité, globalisation 21
I.II.III. Effets hétérogènes, indirects et médiatisés 21

II. Globalisation et populisme : quels liens ? **23**
II.I. Sur l'émergence d'un nouveau clivage « transnational » **23**
II.II. Populisme et clivage transnational **26**
II.III. Nationalisme, souveraineté **30**
II.III.I. Nationalisme, souveraineté, Europe 30
II.III.II. Convergences 32

III. Les trois 'R' du populisme global : redistribution, reconnaissance, représentation **38**
III.I. Enjeux économiques **40**
III.I.I. Insécurité socio-économique 41
III.I.II. Inégalités et privation relative 45
III.I.III. Compensations 50
III.I.IV. « Perdants » et « gagnants » de la globalisation 54
III.II. Enjeux culturels **60**
III.II.I. Une dimension culturelle de compétition 61
III.II.II. Immigration et multiculturalisme 61
III.II.III. Valeurs et transition culturelle 62
III.III. Crise de la représentation et défiance politique **66**
III.III.I. Représentation et responsabilité 67
III.III.II. Défiance politico-institutionnelle 69

IV. Économie *versus* Culture ? **71**
IV.I. Interactions, médiations **71**
IV.II. Politique du « statut » : de la compensation à la reconnaissance **76**

V. Discussion et perspectives **80**
V.I. Populisme : diversité et unité **80**
V.II. Populisme et crise de la représentation **83**
V.III. Populisme, identités et conflits **89**
V.IV. Populisme : un malaise des classes moyennes ? **92**
V.V. Populisme et souverainetés **96**
V.VI. Une dimension sanitaire ? **98**

Introduction

Le succès des partis et entrepreneurs « populistes » représente un des phénomènes politiques les plus remarquables et sans nul doute parmi les plus étudiés de ces deux dernières décennies, ainsi qu'en témoigne l'abondante littérature scientifique qui lui est consacré (Taggart 2000, Albertazzi et McDonnell 2008, Mudde et Rovira Kaltwasser 2012, Pauwels 2014, Kriesi 2014, De la Torre 2015, Inglehart et Norris 2016, Judis 2016, Moffit 2016, Werner 2016, Katsambekis 2017, Lowndes 2017, Algan et al. 2019, Lazar et Diamanti 2019, Rosanvallon 2020).

Dans sa version contemporaine, le populisme se donne à voir sous de multiples occurrences, distribuées sur l'ensemble du spectre politique et couvrant une pluralité d'aires géographiques, depuis l'Europe jusqu'au monde latino-américain, passant par les États-Unis, l'Inde, la Turquie ou l'Indonésie (Badie et Vidal 2019). Du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, jusqu'à la victoire de Donald Trump lors de l'élection présidentielle américaine de 2016, passant par les élections européennes de 2019 et nombre de scrutins nationaux récents, le populisme semble participer d'une transformation profonde des démocraties représentatives occidentales, et fait peser un ensemble de challenges, sinon sur les fondations mêmes de ces régimes, en tout état de cause sur les valeurs et normes libérales qui en assurent l'équilibre politique et institutionnel (Ivaldi 2019).

Le développement de ce populisme multiforme et « global » pose un ensemble de questions. De nombreuses interrogations touchent à la définition du phénomène et l'utilité même du concept, à la délimitation de son périmètre partisan et sociétal, aux dynamiques économiques, culturelles et politiques de son succès, et, pour finir, à l'impact que le populisme peut avoir sur le fonctionnement des démocraties libérales modernes. Il ressort des multiples travaux sur le populisme qu'il est possible d'identifier des traits communs à l'ensemble de ces entrepreneurs et partis, formant un cœur « idéationnel » autour de l'opposition manichéenne du peuple aux élites et de la revendication d'une souveraineté populaire « absolue ». Ainsi défini, le populisme forme un système cohérent de représentation du pouvoir, repérable à la fois chez les acteurs partisans mais également dans les électorats en tant qu'attitudes cohérentes et stables exerçant un effet significatif sur les préférences politiques et les comportements électoraux (Mudde et Rovira Kaltwasser 2017, Hawkins et al. 2017, Hawkins et al. 2018, Ivaldi 2018, Akkerman et al. 2014, Van Hauwaert et Van Kessel 2018, Castanho Silva et al. 2019, Van Hauwaert et al. 2020, Rovira Kaltwasser et Van Hauwaert 2020, Marcos-Marne et al. 2020).

Pour autant, le populisme ne se limite pas à une simple fonction d'expression et de mobilisation des sentiments anti-establishment. Il opère également sur les grandes lignes de fracture idéologiques, qu'elles soient socio-économiques, culturelles ou politiques, qui traversent les démocraties occidentales. La littérature comparative insiste sur cette qualité du populisme de ne constituer au final qu'une idéologie relativement « fine », peu substantielle et malléable, qui vient s'adosser à des corpus idéologiques plus « épais » qui lui fournissent le contenu et les principales orientations de son programme politique (Mudde 2004, Stanley 2008).

En ce sens, le populisme n'agit jamais de manière isolée. Pour l'essentiel, ce populisme a pu être typifié autour de deux catégories principales de « gauche » et de « droite », définies pour la première autour des enjeux économiques et, pour la seconde, plus particulièrement par la

position de ces acteurs sur l'axe culturel de compétition (Mudde et Rovira Kaltwasser 2013, 2017). Parallèlement à cette conceptualisation en deux grands types distincts, la littérature a souligné l'articulation du populisme avec les transformations socio-économiques et culturelles des sociétés post-industrielles, autour des multiples lignes de fracture formées par la globalisation. Ces travaux insistent sur la relation entre l'essor du populisme et la cristallisation, dans l'espace de la compétition politico-électorale, d'un conflit transnational (Inglehart 1990, Dalton 2002, Tavits et Potter 2015, Kitschelt 1994 & 1995, Hooghe et al. 2002, Betz 1994, Kriesi et al. 2008, Van der Brug et Van Spanje 2009, Bornschier 2010, Lefkofridi et al. 2014).

La question de l'alignement du populisme contemporain sur les enjeux et conflits relatifs à l'internationalisation des sociétés post-industrielles est au cœur de la réflexion proposée dans ce mémoire d'habilitation. Cette question n'est naturellement pas nouvelle, on en trouve déjà trace d'une certaine manière chez Polanyi (1957) dans *The Great* Transformation, et dans la réflexion que l'auteur conduit quant aux effets de la croissance du marché sur l'affaiblissement de la démocratie. Plus récemment, Rodrik (2000) dans *The Globalization Paradox* établit le constat d'un « trilemme » de la démocratie, de la souveraineté nationale et de la globalisation, postulant l'incompatibilité de l'intégration économique mondiale, de l'État-nation et de la démocratie. Pour Rodrik, la globalisation créerait des tensions sociales spécifiques au travers de l'interférence avec les marchés locaux du travail et en s'opposant en particulier aux normes et institutions sociales existantes au plan national.

Les enjeux produits par le processus de « dénationalisation », tel que décrit par Zürn (2014) notamment, imposent de repenser les modèles traditionnels d'identification, de mobilisation et de décision électorale, et les opportunités produites pour les acteurs populistes. Mader et al. (2019) montrent que les attitudes des citoyens à l'égard de la globalisation sont structurées par un ensemble d'enjeux spécifiques économiques, culturels et politiques, et que ces attitudes ont un effet normatif distinct sur les comportements électoraux. Ces derniers subissent d'importantes transformations et reconfigurations sous l'impact de l'internationalisation, s'agissant notamment des logiques établies en termes d'identités politiques et de positionnement des acteurs sur les axes de conflit, matérialiste et culturel, qui demeurent encore pour l'heure les principaux critères de différenciation entre un populisme de gauche à dominante socio-économique, universaliste et inclusif, et son alter-égo de droite, façonné par les enjeux ethnoculturels identitaires, essentiellement exclusif (Mudde et Rovira Kaltwasser 2013, 2017).

Le caractère multidimensionnel de la globalisation et la diversité des effets qu'elle peut être à même de produire sur les systèmes politiques au travers de l'interdépendance croissante que celle-ci implique en termes économiques, culturels et politiques sont au cœur de la réflexion actuelle sur le phénomène populiste. Ces divers ordres de facteurs méritent, nous le verrons, d'être considérés non pas individuellement mais à la lumière des diverses interactions et médiations des dimensions économiques, culturelles et politiques, dans le contexte des transformations produites par la globalisation, des contraintes que ces dernières posent aux partis traditionnels et des diverses opportunités de mobilisation qu'elles offrent en retour aux entrepreneurs populistes (Rodrik 2018). La compréhension notamment des interactions complexes entre insécurités économiques et culturelles se révèle, à cet égard, capitale, s'agissant singulièrement des mécanismes au travers desquels l'effet des variables économiques peut être médiatisé par les revendications culturelles. Nombre de travaux ethnologiques et de sociologie politique invitent à prendre en compte la demande d'une forme

de « reconnaissance » nourrie par les sentiments de marginalisation sociale des individus et de la perception par ces derniers d'une remise en question de leur statut, de leur culture et de leurs valeurs.

Au regard de ces diverses interrogations, ce mémoire constitue sans doute un point de départ plus qu'un aboutissement. En dépit d'une abondante littérature consacrée au populisme contemporain, dont on essaiera de se faire l'écho, plusieurs grands ordres de questions persistent qui peuvent nourrir la réflexion et aider à envisager de nouvelles pistes de recherches à venir. Trois aspects principaux se dégagent, qui peuvent guider notre effort de compréhension du phénomène populiste en lien avec les nouveaux enjeux et conflits de l'internationalisation et, plus généralement, des transformations des sociétés post-industrielles.

Un premier ensemble de questions concerne notre capacité d'analyser le populisme à la fois dans sa diversité actuelle mais, plus fondamentalement aussi dans ce qui peut en constituer une relative unité au-delà des acteurs, des contextes et des idiosyncrasies nationales. En dépit d'efforts importants de conceptualisation, de définition universelle de son « cœur » idéationnel et de développement de théories explicatives du phénomène, la littérature consacrée au populisme demeure encore aujourd'hui fractionnée, tant en termes d'appréhension de la diversité des manifestations populistes qu'en termes géographiques. Si elle propose incontestablement une grille de lecture utile à la délimitation et la compréhension du phénomène populiste, sa distribution notamment autour des catégories de gauche et droite, principalement établie, rappelons-le, en termes spatiaux, peut masquer l'existence d'éléments de transversalité du populisme contemporain.

On discerne encore au travers de la littérature, une relative asymétrie des formes populistes et des composantes idéologiques qui les structurent. Sous l'angle empirique, la première étude de cas proposée dans ce mémoire nous offre, nous le verrons, l'opportunité de poser la question de ces populismes « pluriels » et d'explorer les éléments de convergence dans les profils sociologiques, politiques et attitudinaux des électorats populistes tels qu'ils se distribuent aujourd'hui sur l'ensemble du spectre politique européen. D'un point de vue théorique, la question se pose également d'un possible enrichissement du cœur idéationnel du populisme tel que communément défini, et du glissement d'éléments de l'environnement idéationnel périphérique du populisme vers son noyau central, qui serait de nature à en modifier plus substantiellement la morphologie. La seconde étude de cas empirique propose à cet égard d'explorer notamment la notion de « populisme économique », de son intérêt analytique et de l'opportunité d'en proposer une opérationnalisation au travers d'une analyse croisée de l'offre et de la demande populistes en France et aux États-Unis.

Revenant ici aux enjeux du transnational, il est important de regarder également l'intersection du populisme et des multiples formes de revendication de souveraineté, dans les domaines économiques, culturels ou politiques, ainsi que l'articulation des deux formes de souveraineté, populaire et nationale, telle que résumée dans la volonté populiste de « reprendre le contrôle » au nom du « peuple ». Cette question s'inscrit dans le prolongement de la réflexion sur le « populisme économique » : il s'agit de penser l'économie politique populiste comme une possible combinaison de ces deux éléments centraux que sont le « populisme » et le « souverainisme ». Ce dernier peut être défini comme une lutte pour la prospérité de la communauté nationale et l'affirmation par l'État-nation de son autorité souveraine et de son contrôle exclusif sur les frontières, les lois et les interactions internationales, contre toute

forme d'influence supranationale. L'analyse des liens entre populisme et souverainisme permet d'éclairer une intersection majeure, au confluent des souverainetés populaire et nationale, en lien avec les enjeux relatifs à l'internationalisation.

Un second grand domaine de réflexion touche à l'examen des facteurs économiques, culturels et politiques qui président à l'émergence et à la consolidation des acteurs populistes, et à notre capacité de faire dialoguer entre elles des littératures qui participent de l'effort de compréhension, d'analyse et d'explication du phénomène populiste global. Le succès de ce dernier s'inscrit dans un ensemble de transformations profondes des sociétés contemporaines, en réponse aux changements politiques, économiques et culturels qui ont affecté les régimes démocratiques depuis plusieurs décennies. Les multiples inquiétudes culturelles et économiques qui continuent de s'exprimer dans de vastes secteurs des électorats occidentaux alimentent la crise de représentation des grands acteurs traditionnels de gouvernement, accélérant les processus de désalignement entamés de longue date, et témoignant des opportunités offertes aux entrepreneurs populistes d'exploiter les anxiétés socio-économiques ou culturelles dans le champ de la compétition politico-électorale. Un pont peut être établi ici avec une réflexion entamée de plus longue date quant aux dynamiques d'émergence et d'institutionnalisation des acteurs d'extrême-droite en Europe à partir des années 1980 (Ivaldi 1999). A l'instar de ces partis, le populisme contemporain prospère dans des systèmes en crise, face à l'incapacité –réelle ou perçue– des partis dominants de répondre à un ensemble de challenges politiques, sociaux, économiques et culturels.

Les oppositions qui semblent aujourd'hui se cristalliser autour des enjeux économiques et culturels relatifs à l'internationalisation et à la globalisation constituent de puissants moteurs de mobilisation pour les forces populistes, dont les effets ont pu être intensifiés par des événements critiques majeurs tels que le choc financier de 2008 ou la crise des réfugiés de 2015, qui, nous le verrons, ont contribué à polariser un peu plus l'espace politique sur la ligne de clivage transnational, sur laquelle viennent se positionner un nombre important d'acteurs populistes.

Avec, en particulier, la question de la base sociostructurelle du clivage transnational. Il convient de s'interroger sur la stratification effective de groupes sociaux autour des enjeux et conflits produits par l'internationalisation, s'agissant notamment de la division des électorats ouest-européens et américain en deux groupes de « perdant » et « gagnants » potentiels de la globalisation (Ivaldi 2017, Rooduijn et Burgoon 2017, Rooduijn 2018). Au fil du temps, il semble que le populisme traduise un malaise grandissant au sein de classes moyennes « sous pression », qui inviterait à revoir les définitions originelles des « perdants » et « gagnants » de la mondialisation, à la lumière de l'hétérogénéité de ces groupes sociaux en termes de statut socio-économique, de ressources éducatives, de capital social ou de valeurs, en insistant par ailleurs sur l'importance des perceptions subjectives par les individus de leurs appartenances et de leur statut, et des altérations subies par ces dernières.

La diversité d'objets, de concepts et de méthodes invite à tenter de rassembler et faire dialoguer entre elles les multiples approches et s'efforcer de repenser certains des modes d'articulation du populisme contemporain avec les grands axes de conflits et les identités politiques qui continuent d'organiser le champ de la compétition politico-électorale dans la plupart des grandes démocraties occidentales. Le phénomène populiste interroge directement les reconfigurations des clivages structurants des sociétés post-industrielles. L'hypothèse, notamment, d'un nouvel axe de conflit autour des enjeux de l'internationalisation ouvre sur

deux grands ordres de questions, concernant, d'une part, les recompositions à l'œuvre sur les principales dimensions de compétition économique et culturelle du fait de l'émergence du clivage transnational, et, en second lieu, les divers modèles d'alignement du populisme sur ces nouveaux conflits et enjeux.

Sans oublier naturellement ici la question de la crise sanitaire consécutive à l'épidémie de Covid-19, qui représente sans conteste un nouveau tournant critique de l'histoire récente, au regard de ses conséquences sanitaires, financières, économiques et politiques, et, plus profondément encore, au travers de son impact social et culturel en termes de confiance, de relations interpersonnelles et de dégradation des modèles existants de sociabilité dans des sociétés occidentales déjà fortement marquées par l'individualisation et l'atomisation.

I. Cerner le phénomène : définitions

I.I. Populisme

Le populisme est sans nul doute un des concepts les plus discutés et disputés dans le champ scientifique depuis la fin des années 1960. En dépit de sa « popularité » médiatique et académique, il n'en existe pas encore à ce jour de théorie unifiée (Ionescu et Gellner 1969, Canovan 1981 & 1999, Winock 1997, Taggart 2000, Taguieff 2002 & 2012, Laclau 2005, Colliot-Thélène et Guénard 2014, Poblete 2015, Van Kessel 2015, Müller 2016, Mudde 2017, Katsambekis 2017, Rosanvallon 2020). Un premier objet de débat a trait à « l'essence » politique du populisme et son utilité heuristique, s'agissant par exemple de l'approche du populisme comme style politique, comme stratégie ou, plus fondamentalement, comme idéologie. En second lieu, il s'agit de tenter d'en délimiter les contours et d'en identifier les traits caractéristiques.

La diversité des manifestations apparentes du populisme, de Marine Le Pen en France à Donald Trump aux États-Unis, passant par les régimes illibéraux d'Europe orientale, Podemos en Espagne ou le Movimento Cinque Stelle en Italie, conduit en effet à s'interroger sur l'unité du phénomène. Nombre d'auteurs s'efforcent de discerner ce qui pourrait constituer une morphologie commune aux multiples occurrences du populisme telles qu'elles se distribuent sur l'ensemble du spectre idéologique. Ces dernières années, une imposante littérature internationale a été consacrée à la définition de ce populisme « pluriel » et au repérage de ses manifestations dans le champ de la compétition partisane, par-delà la pluralité de contextes historiques et politiques (par exemple Mény et Surel 2000, Taggart 2000, Hermet 2003, Mudde 2004, Reynié 2013, Moffitt et Tormey 2014, Müller 2016, Mudde et Rovira Kaltwasser 2012 & 2017, Ivaldi 2020).

I.I.I. Un populisme idéationnel

Nombre d'auteurs insistent sur le caractère essentiellement « performatif » du populisme, y voyant avant tout un style ou une stratégie politique (Jagers et Walgrave 2007, Moffitt et Tormey 2014, Aslanidis 2016, Weyland 2017, Casero-Ripollés et al. 2017). Moffit (2016) propose une définition du populisme comme « style politique ». L'auteur en souligne les dimensions idéologique, rhétorique et communicationnelle, insistant sur l'importance des « performances » verbales et non-verbales. D'autres auteurs, à l'instar de Weyland (2001, 2017), proposent également d'envisager le populisme en tant que « stratégie politique au travers de laquelle un leader personnalisé cherche la conquête ou l'exercice du pouvoir sur la base d'un soutien direct, non médiatisé et non institutionnalisé de la part d'un grand nombre de supporters essentiellement non organisés » (2001, p.14).

Aslanidis (2016) voit pour sa part dans le populisme un « cadre discursif » (*discursive frame*), c'est-à-dire un discours moins élaboré qu'une idéologie mais capable de porter et transmettre une signification cohérente dans une situation particulière, un mode plus flexible de persuasion (p.99). Une telle flexibilité permettrait ainsi, selon l'auteur, à des entrepreneurs politiques de choisir de s'engager dans un cadrage populiste stratégique, au travers de son mode spécifique de persuasion et de mobilisation socio-politique. Ainsi que nous aurons l'opportunité de le souligner dans la seconde étude de cas empirique proposée dans ce mémoire, la trajectoire de Donald Trump lors de l'élection américaine de 2016 fournit une illustration de ce type de stratégie et du glissement progressif du candidat républicain vers les thèmes clés du populisme au cours de la campagne (Hawkins et al. 2016, Lowndes 2017, Bonikowski 2017, Oliver et Rahn 2016, Rahn 2019, Hawkins et Littvay 2019).

Comme le note Steger (2019), les questions de classification opposent des points de vue concurrents en deux positions intellectuelles distinctes, qui se distinguent par leur focalisation soit sur le contenu, soit sur la forme du populisme : « les approches centrées sur le contenu, explique l'auteur, soulignent l'importance des constructions idéologiques au cœur du populisme, telles que les idées, croyances et valeurs connexes qui fournissent aux acteurs sociaux les cartes mentales communes pour naviguer dans la complexité de leurs environnements politiques. Inversement, les approches axées sur les formes soulignent le rôle fonctionnel du populisme en tant que logique, style, stratégie ou répertoire particulier qui s'empare d'idées hétérogènes pour atteindre les résultats politiques souhaités » (p.115).

Wodak (2015) souligne l'importance d'analyser le populisme –ici dans sa variante de droite– comme un phénomène qui « combine et intègre toujours la forme et le contenu, cible des publics spécifiques et s'adapte à des contextes particuliers » (p.3). Si le débat n'est à l'évidence pas clos, on peut souligner ici qu'un relatif consensus académique s'est établi au plan international, depuis une quinzaine d'années, autour d'une approche « idéationnelle » du populisme en tant qu'ensemble organisé d'idées (Mudde 2004 & 2017, Stanley 2008, Hawkins 2018). Le populisme y est appréhendé comme un type de discours politique, de « langage » ou de vision du monde, constitué par une vision spécifique du champ politique, de la représentation et du pouvoir, c'est-à-dire une ressource à disposition des acteurs dans l'élaboration de leurs stratégies de mobilisation.

Partant, il est possible, comme le suggère Mudde (2004), d'en délimiter les traits caractéristiques formant une définition « minimale ». Cette perspective opère à un niveau suffisant d'abstraction, qui rend possible l'importation du concept de populisme dans divers contextes nationaux ou régionaux – à l'image surtout du regard croisé sur le populisme en Amérique latine et en Europe –, et permet avant tout d'identifier les conditions, nécessaires et suffisantes, de son opérationnalisation empirique (Hawkins et Rovira Kaltwasser 2017).

I.I.I.I. PEUPLE, ELITE, SOUVERAINETE

Appréhendé comme une construction idéationnelle, le populisme peut, en premier lieu, être défini *a minima* comme un principe d'organisation et de légitimation du pouvoir reposant sur trois concepts fondamentaux (*core concepts*) que sont le peuple, l'élite et la volonté populaire. Comme le souligne Rooduijn (2014), il s'agit de centrer l'attention sur les idées qui forment le « noyau » idéationnel du populisme, ignorant notamment certains tropes que l'on peut estimer plus « périphériques » tels que le rapport au *leadership*, le modèle d'organisation ou le style démagogique, entre autres. Pour Aslanidis (2018), le populisme a constitué un *master frame* autour des notions du peuple « noble » et de l'élite « corrompue », commun à une pluralité d'acteurs et entrepreneurs, et porteur d'une identité collective transnationale commune à des populations dans des nations de contexte, d'histoire et de statut économique très différents.

La notion de peuple est au centre de la vision populiste du politique, l'appel au peuple en constitue son point nodal. Lazar et Diamanti (2019) parlent à ce sujet, nous l'avons évoqué, d'une nouvelle politique marquée par l'émergence de la « peuplecratie » qui prend la forme d'une sacralisation du peuple souverain et d'une critique radicale des formes institutionnelles organisant cette même souveraineté populaire. Le peuple des populistes est ainsi construit en tant que communauté symbolique idéalisée, un sujet politique global, « pur » et homogène, au travers d'une série de signifiants culturels, ethniques ou socio-économiques (Stavrakakis et al. 2017 : 448-449). En cela, le populisme est d'abord un monisme idéologique : son imaginaire fonctionne selon une « logique d'équivalence » (Stanley 2008) ou de « simplification » (Rosanvallon 2014), au travers de laquelle le populisme articule une multitude de demandes socio-politiques et leur façonne une identité commune.

Dans l'imaginaire populiste, le peuple est systématiquement opposé à l'élite. Le populisme repose sur cette représentation polarisante et verticale d'une société politique duale, divisée en deux blocs antagonistes, l'un subordonné (le peuple), l'autre dominant (l'élite). L'élite des populistes est interprétée comme un groupe homogène, indifférencié et dissemblant du peuple, une « oligarchie » ou une « caste » définie par la détention du pouvoir politique, économique, culturel et/ou médiatique.

Le populisme insiste sur « l'homologie nécessaire entre représentants et représentés » et dénonce systématiquement la distance entre l'élite et le peuple (Mény et Surel 2000 : 77). L'opposition du peuple et de l'élite s'exprime en termes profondément manichéens –le bien contre le mal. L'élite telle que la conçoivent les populistes est essentiellement « corrompue » ou « pervertie », non seulement d'un point de vue moral –au travers de la dénonciation de la ploutocratie et de l'affairisme politique–, mais plus fondamentalement parce qu'elle ignore ou trahit les intérêts véritables et la volonté du peuple souverain et « vertueux ». Cet antagonisme se traduit dans la mise à distance systématique de l'*establishment* comme ensemble indifférencié et homogène –voir les attaques contre « Westminster » pendant la campagne du

Brexit ou contre « Washington » dans la rhétorique de Donald Trump. L'opposition aux valeurs du système s'illustre non pas tant par le refus du régime lui-même que par la récurrence des stratégies de minoration de la mission représentative et de la légitimité des acteurs traditionnels (Schedler 1996).

L'expression de la volonté populaire constitue le troisième élément du noyau idéationnel du populisme, qui voit dans le peuple souverain la source exclusive du pouvoir politique. Le populisme repose sur l'affirmation du primat absolu de la souveraineté populaire, sans entraves ni restrictions, sur l'idée d'une « authenticité de la volonté populaire libérée des artifices de la représentation » (Leca 2012 : 91). Le peuple des populistes serait ainsi doué de volonté et de « bon sens » mais dépossédé de sa souveraineté par une élite sourde à ses demandes. Immanquablement, les tribuns populistes s'arrogent le monopole de la représentation de ce peuple « authentique », se faisant porte-parole des « oubliés », des « gens » ou de la « majorité silencieuse ».

Cette prétention à représenter seul le pôle « subordonné » ou « exclu » est un aspect central du populisme (Müller 2016). Ce dernier se caractérise par son rejet du consensus et du compromis politique, par sa critique acerbe des principes de la démocratie représentative. Pour autant, le populisme n'est pas antithétique de la démocratie et en constitue ce que Canovan (1999) qualifie d'aspiration « rédemptrice ». Mény et Surel (2000) voient dans le populisme une force ré-équilibrante de la démocratie moderne au profit de son « élément populaire ». Selon eux, le populisme partage et nourrit l'idéal démocratique, au travers de sa vision d'un pouvoir exclusif du *démos* (p.39). Parce qu'il défend la souveraineté populaire et ambitionne de rendre le pouvoir à des groupes sociaux qui ne sentent plus nécessairement représentés par les partis traditionnels, le populisme pourrait ainsi se présenter d'une certaine manière comme une force de « démocratisation » et de « re-politisation » d'enjeux délaissés par les grands partis de gouvernement (Mudde et Rovira Kaltwasser 2017 : 18/19).

I.I.I.II. VARIETES DE POPULISME

Une seconde idée formulée au sein de l'approche idéationnelle est celle du populisme en tant qu'idéologie « fine » (*thin-centered ideology*) (Mudde 2004, Stanley 2008, Mudde et Rovira Kaltwasser 2017), c'est-à-dire relativement pauvre car ne proposant pas une vision totalisante du monde, à la différence par exemple d'idéologies à la morphologie plus dense telles que le marxisme ou le libéralisme. La notion est empruntée au travail de Freeden (1998) sur les idéologies politiques « fines » définies comme des systèmes de pensée possédant des propriétés distinctes, à savoir : « une intégration interne réduite ; un noyau circonscrit attaché à un éventail plus restreint de concepts politiques ; une idéologie limitée dans ses ambitions et la portée de ses idées ; l'absence d'un système unifié parmi les producteurs idéologiques ; et une incapacité à fournir une gamme raisonnablement large, sinon complète, de réponses aux questions politiques que les sociétés génèrent », qui conduit ces idéologies à s'engager dans des emprunts conceptuels à des idéologies plus épaisses (p.450).

Plus récemment, Freeden (2017) a voulu insister sur le caractère « émacié » du populisme. En tant qu'idéologie « fine », le populisme vient s'adosser à des corpus plus substantiels d'idées, qui lui donnent sa coloration et lui fournissent l'ensemble des concepts nécessaires à l'élaboration de son programme d'action et de mobilisation. S'il ne retient pas nécessairement une définition en termes d'idéologie –récusant par ailleurs l'idée du populisme comme idéologie pleine–, Taguieff (1997) évoque lui aussi ce couplage du populisme en tant que

« style politique susceptible de mettre en forme divers matériaux symboliques et de se fixer en de multiples lieux idéologiques, prenant la coloration politique du lieu d'accueil » (p.8).

La recherche contemporaine distingue principalement deux macro-occurrences du phénomène populiste, l'une de gauche, l'autre de droite (Mudde et Rovira Kaltwasser 2012 & 2017, Rooduijn et Akkerman 2017, Rooduijn et al. 2017, Ivaldi et al. 2017, Van Hauwaert et Van Kessel 2018). Dans les nations d'Europe orientale et centrale, le populisme est également associé à l'émergence d'une classe de partis anti-establishment, qui se laisse moins aisément appréhender en termes classiques de gauche ou de droite, ni même dans les grandes catégories employées pour l'étude du phénomène populiste en Europe de l'Ouest (Hanley et Sikk 2016, Stanley 2017, Engler et al. 2019).

Cette spécification repose sur une représentation multidimensionnelle de l'espace de la compétition politico-électorale, qui a fait l'objet d'un important volume de travaux théoriques et empiriques, donnant lieu à une multiplicité de dénominations, conceptualisations et spécifications (voir De Vries et Marks 2012 pour un état des lieux). Au-delà de la diversité des approches, on retrouve partout ou presque l'idée d'une (re)composition de l'espace politique et de la compétition partisane autour de deux axes principaux de valeurs – « matérialiste » socio-économique, d'une part, et immatériel ou culturel, d'autre part–, en lien avec les identités politiques traditionnelles de « gauche » et de « droite » (Inglehart 1990, Kitschelt 1994 & 1995, Hooghe et al. 2002, Dalton 2002, Kriesi et al. 2006, 2008 & 2012, Tiberj 2012, Tavits et Potter 2015).

À droite, le populisme est le plus souvent repéré au sein de la droite radicale (Mudde 2007). Il se définit comme une forme culturellement exclusive, et, à ce titre, opère principalement sur l'axe non-matérialiste de compétition. Ce populisme politise les enjeux liés à l'immigration, à l'autorité et à l'identité nationale et son « peuple » idéalisé est d'abord construit en termes culturels, en tant que peuple-ethnos (Mudde 2007, Taguieff 2002 & 2012). Le Front national français est traditionnellement considéré comme le modèle prototypique de ce populisme de droite radicale en Europe (Ivaldi 2016), modèle qui a essaimé dans un grand nombre de nations occidentales (Rydgren 2005). Ces partis constituent aujourd'hui une force électorale dominante de la scène populiste pan-européenne (Ivaldi 2020). Ce modèle est repérable dans des mouvements tels que la Ligue italienne, le FPÖ autrichien, l'AfD allemande ainsi que dans les trajectoires des partis conservateurs radicalisés du Fidesz hongrois ou du PiS polonais (Buštíková 2018, p.575, Pytlas 2018).

Rappelons que pour nombre d'entre eux, ces mouvements ont leurs racines dans le monde de l'extrême-droite traditionnelle et entretiennent aujourd'hui encore des relations avec certains groupuscules ultra-nationalistes à la marge de la politique légale. Nonobstant ces liens, la plupart de ces acteurs ont entrepris, en apparence au moins, un travail important de distanciation d'avec le patrimoine doctrinal et comportemental du fascisme, pour se façonner une image plus « acceptable », sous l'impulsion souvent de nouveaux leaders plus jeunes, à l'image de Heinz-Christian Strache, Marine Le Pen, Jimmie Åkesson ou Matteo Salvini.

À gauche, le populisme est associé aux enjeux socio-économiques et à une critique radicale du libéralisme économique, sur le modèle, notamment, des mouvements populaires en Amérique latine au tournant des années 2000 (Rovira Kaltwasser 2014, Katsambekis et Kioupkiolis 2019) et largement inspiré des théoriciens et animateurs du courant post-marxiste, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau. Des formations populistes de gauche telles que Podemos

en Espagne, Syriza en Grèce ou La France insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon ont formulé une nouvelle stratégie populiste, éloignée du marxisme et de la gauche radicale classique, en tentant de s'émanciper du clivage gauche-droite traditionnel pour lui substituer la lecture verticale caractéristique du populisme, au travers de l'opposition du « peuple » et des « élites » (Castaño 2018). À l'image de Podemos en Espagne, ce populisme s'est nourri des mouvements sociaux qui ont émergé à la suite de la crise financière de 2008, tels les Indignados et le Movimiento 15-M. Il s'agit essentiellement ici d'un populisme inclusif, adossé à des valeurs égalitaires, humanistes et universalistes, porte-voix des groupes sociaux défavorisés et minoritaires, soulignant leur opposition à un « autre » commun, représenté par l'establishment politique et/ou l'élite néolibérale (Stavrakakis et Katsambekis 2014, Mouffe 2016, Ivaldi 2018a, Lisi et al. 2019).

Pour Laclau (2005), le populisme procède selon une logique d'équivalence pour tenter d'agréger entre elles des demandes sociales fragmentées. Ainsi que le souligne Katsambekis (2017), le populisme de gauche « construit le 'peuple' comme un sujet collectif pluraliste et hétérogène qui peut inclure différentes classes sociales, ethnies, religions et orientations sexuelles, tout en soulignant la nécessité de réincorporer et de représenter les marginaux, les 'classes inférieures' ou les secteurs exclus de la société » (p.205). Mouffe (2016, 2017) insiste sur cette notion de peuple comme « construction discursive » du populisme de gauche. Cette reconfiguration de la notion de peuple vise à établir une « chaine d'équivalences » au sein d'un ensemble d'acteurs, d'identités, de demandes et d'intérêts, en soulignant leur opposition à un « autre » commun, représenté par l'establishment politique et/ou l'élite néolibérale, divisant au final l'espace social en deux camps antagonistes.

Castaño (2018) réunit LFI et Podemos au sein d'une même catégorie de « populisme inclusif » ou « populisme de gauche », soulignant la convergence des deux mouvements autour de trois dimensions principales : d'une part, la défense de politiques économiques keynésiennes et redistributives ; en second lieu, la promotion de mécanismes de participation politique directe et d'approfondissement démocratique ; enfin, une définition du « peuple » en termes non spécifiquement ethniques ou culturels.

De manière intéressante, Kazin (2017) repère dans l'histoire ancienne du populisme américain deux formes concurrentes, qui recoupent certains des aspects que nous venons d'évoquer. A ses yeux, un premier type de populisme américain progressiste, incarné par le *People's Party,* implique une colère « à l'encontre des élites des affaires et de leurs alliés au gouvernement, accusés d'avoir trahi les intérêts des hommes et des femmes qui représentent les forces productives de la nation. Ces populistes, ajoute Kazin, adoptent une conception du peuple reposant sur la classe et ils évitent de s'identifier eux-mêmes comme des soutiens ou des opposants à des groupes ethniques ou religieux. Ils appartiennent à un courant plutôt libéral de la vie politique américaine ; ils promeuvent une idée de 'nationalisme civique' ». La seconde tradition populiste –dans laquelle Donald Trump s'inscrit et dont peut tracer certaines origines dans le *Workingmen's Party of California* de Denis Kearney– fait appel en revanche à une conception plus étroite du peuple et volontiers ethnique, en référence aux « vrais Américains ». « La rhétorique de ce populisme, explique l'auteur, repose sur l'idée d'une alliance diabolique entre des forces du mal situées au sommet de la hiérarchie sociale et les personnes indignes, de peau foncée, en dessous –une cabale qui met en péril les intérêts et les valeurs de la majorité (blanche) patriote au milieu » (p.42/43).

Pour revenir enfin au contexte contemporain, en Europe de l'Est, le populisme prospère sous la forme de partis centristes anti-establishment (Učeň 2007). Ce « centro-populisme » opère essentiellement sur des thématiques anti-élites, sur la dénonciation de la corruption et la promotion de la démocratie directe. Il s'incarne dans de nombreux partis, tels l'Alliance des Citoyens mécontents (ANO) en République tchèque, Liberté et Solidarité (SaS) en Slovaquie, *Kukiz'15* en Pologne ou le KPV letton d'Artuss Kaimiņš. Havlík (2019) évoque pour ces formations un modèle de populisme « centriste technocratique » spécifié avant tout par l'anti-élitisme, le rejet du pluralisme, la résistance au constitutionnalisme et une affirmation radicale du principe majoritaire articulé à l'expression de la volonté du peuple souverain. À certains égards, ces partis illustrent une forme quasi essentialiste de populisme, principalement motivée par l'anti-élitisme. La question de la corruption en particulier constitue un élément central de la dynamique de mobilisation de ces acteurs anti-establishment (Havlík et Voda 2018).

L'analyse empirique conduite très récemment par Engler et al. (2019) témoigne toutefois de la diversité de ces acteurs anti-establishment et de leur localisation sur l'ensemble du spectre politique, aux marges ainsi qu'au cœur des systèmes partisans des nations de l'ancien bloc soviétique. A l'instar de nombreux partis dans la région, ces nouveaux populismes du « centre » demeurent relativement détachés des projets politiques plus substantiels qui caractérisent le populisme dans ses versions occidentales et sont généralement plus difficilement classables en termes classiques de gauche et droite. À la différence, singulièrement, des droites radicales, les centro-populismes sont moins fortement marqués par le nationalisme xénophobe, quand bien même ces mouvements ont, pour certains d'entre eux, récemment enfourché le cheval de bataille de l'immigration dans le contexte de la crise des réfugiés.

S'il demeure encore pour l'essentiel un phénomène caractéristique de l'Europe orientale, ce modèle de populisme « centriste » est également visible dans le positionnement du Mouvement 5 Etoiles (M5S) en Italie, qui s'est longtemps situé en dehors des référentiels classiques de la gauche et de la droite. Corbetta et al. (2018) distinguent en ce sens le populisme essentiellement « politique » du M5S d'une forme plus culturelle incarnée typiquement par la Lega de Matteo Salvini. Damiani et Viviani (2019) définissent le mouvement de Beppe Grillo comme une forme de populisme « civique » opérant sur les thèmes de démocratie directe et de critique particulièrement virulente de la démocratie représentative italienne et de ses élites –on se souvient à cet égard du célèbre V-Day (*vaffanculo day*) invitant les politiciens de la péninsule à « aller se faire f… ». Les données d'enquêtes électorales italiennes confirment que les électeurs du M5S sont essentiellement motivés par le mécontentement à l'égard des partis et du fonctionnement démocratique, mais ne présentent pas de profil attitudinal distinct sur les dimensions économique ou culturelle. L'étude récente conduite par Mosca et Tronconi (2019) sur les positions du partis et les attitudes de ses électeurs entre 2013 et 2016 atteste de cette hétérogénéité de l'offre et de la demande politiques du M5S. L'opposition aux élites partisanes traditionnelles y constitue le véritable trait d'union entre des électorats venus d'horizons politiques très divers.

En France, ce populisme « transversal » a pu être identifié comme une caractéristique du mouvement des gilets jaunes qui a pris corps à l'hiver 2018. Dans son analyse, Bréchon (2019) note le caractère « populiste » de la mobilisation, « car, écrit-il, très critique à l'égard des médiations de la démocratie représentative, et qui suscite de la sympathie aussi bien dans la gauche que la droite radicale (…) Ce mouvement est donc en fait « mixte », conclut

l'auteur, avec à la fois des revendications matérielles fortes et des demandes de changements sociétaux beaucoup plus qualitatifs, de nature post-matérialiste » (p.119/120). L'enquête empirique conduite par Guerra et al. (2019) confirme ces observations. Les auteurs voient dans le mouvement des gilets jaunes une forme de « populisme pur » détaché des identités politiques traditionnelles et qui, pour une large part, opère à leurs yeux en-dehors des grands référentiels idéologiques de la gauche et de la droite en France (p.7).

I.I.I.III. HIERARCHIE, ASYMETRIES

L'identification de différentes formes ou manifestations concrètes de populisme, si elle permet d'appréhender la diversité d'un phénomène relativement composite, se heurte à deux ordres de difficultés qu'il convient de souligner ici.

Un premier enjeu a trait à la question du cadre interprétatif appliqué à l'étude du phénomène populiste et au « poids » relatif qu'il convient d'accorder aux divers facteurs mobilisés pour l'explication du succès et du développement électoral de ces mouvements. Incontestablement, la recherche contemporaine court aujourd'hui le risque d'une inflation du champ par sur-inclusion d'un ensemble de mouvements et acteurs au sein de la catégorie « populisme » et l'utilisation intensive du concept. La précaution est de mise s'agissant d'autres catégories analytiques : ainsi que l'a récemment rappelé Rooduijn (2018), les frontières du populisme recoupent celles d'autres classes de partis tels que les mouvements eurosceptiques, les partis « challengers » et les partis « radicaux », sans jamais totalement se confondre néanmoins.

On court incontestablement le risque d'occulter par ailleurs les autres composantes fortes de l'idéologie de ces partis et leur capacité à mobiliser au-delà de leur seule rhétorique anti-élites, sur des enjeux socio-économiques et culturels plus substantiels. De Cleen et al. (2018) mettent en garde contre cette possible confusion des concepts en rappelant que le populisme ne concerne qu'un aspect seulement de l'idéologie de ces partis. S'agissant de la droite radicale populiste, il faut insister surtout sur l'importance du « nativisme » qui caractérise ces formations (Mudde 2007). Ainsi que le suggèrent encore De Cleen et Stavrakakis (2017), il est essentiel d'explorer les « intersections » du populisme avec les formes idéologiques fondamentales qui en constituent le soubassement.

Souvenons-nous que, dès 2007, Mudde suggérait précisément de hiérarchiser les traits constitutifs de l'idéologie de la droite radicale et d'évaluer ainsi le statut du populisme dans cette architecture idéologique et la contribution de ce dernier à la compréhension du phénomène, de ses ressorts électoraux et de ses dynamiques socio-politiques. Un même argument a été repris, plus récemment, par Rydgren (2017) concernant les droites radicales populistes : à ses yeux, c'est avant tout la dimension ethnonationaliste qui infuse l'idéologie et la stratégie de mobilisation de ces mouvements. Si le populisme demeure une variable importante, il reste cependant, dans l'esprit de l'auteur, secondaire et très largement influencé par ailleurs dans la construction de son « peuple » et de ses « autres » par le cadre ethnonationaliste principal.

Cette nécessaire clarification concerne également, nous le verrons, l'analyse du soutien électoral pour ces divers partis et notre capacité à en distinguer les facteurs principaux. Sous l'angle empirique, la réflexion sur ces interactions peut conduire à envisager, ainsi que le proposent divers auteurs, de hiérarchiser les traits constitutifs de l'idéologie des formations populistes et d'évaluer les contributions respectives du populisme, d'une part, et de ses

idéologies hôtes, d'autre part (Van Hauwaert et Van Kessel 2018). Cette question est au cœur de l'analyse récente des soutiens aux formations radicales de gauche et de droite, conduite par Kriesi et Schulte-Cloos (2020) à partir des données de l'*European Social Survey* sur la période 2002-2016. Les auteurs montrent l'importance de deux conflits structurels fondamentaux dans le soutien aux partis radicaux, dont les effets opèreraient indépendamment du degré de satisfaction politique des individus –que les auteurs associent à l'offre populiste de ces formations.

Un second enjeu touche à l'asymétrie qui existe aujourd'hui dans l'approche des populismes « pluriels ». En termes simplement de volume de littérature, les recherches sur la droite radicale populiste dominent très largement aujourd'hui le champ et les études sur la gauche populiste ou la classe de partis centristes anti-establishment en Europe orientale demeurent encore plus marginales. De la même façon, aux États-Unis, l'examen de la nature et des stratégies de mobilisation du populisme de Donald Trump a très largement préempté un domaine d'étude pourtant historiquement plus riche, pouvant englober une palette plus vaste de manifestations du populisme, y compris à gauche du spectre politique.

Ce déséquilibre tient pour partie à la réalité de l'implantation des droites radicales populistes, de leur longévité politique et de leur institutionnalisation au sein d'un grand nombre de démocraties occidentales, en particulier en Europe de l'Ouest depuis le milieu des années 1980. La présence des forces populistes à gauche ou au centre de l'échiquier politique apparaît à cet égard comme un phénomène à la fois plus jeune et beaucoup moins présent. Si besoin était, les élections européennes de 2019 ont témoigné du rapport de forces très favorable aux droites radicales dans un très grand nombre d'États membres de l'UE.

Un tel déséquilibre prend également racine dans la nature même du populisme tel qu'il se manifeste sur l'ensemble du spectre partisan. Le populisme est sans doute plus immédiatement perceptible dans sa variante de droite radicale et forme un élément idéologique consubstantiel du nativisme et de l'autoritarisme qui typifient par ailleurs ce type d'acteurs (Mudde 2007). En regard, le populisme tel qu'il s'exprime à gauche peut apparaître plus variable et sujet à un ensemble de modulations stratégiques. L'appropriation par des partis tels que Podemos ou La France Insoumise de discours populistes demeure plus fortement indexée aux opportunités stratégiques offertes par les contextes socio-politiques au sein desquels ces mouvements opèrent (Castaño 2018).

Enfin, l'asymétrie relative des « familles » populistes peut être rapportée à la variabilité observable sur les dimensions constitutives du populisme comme idéologie « fine », s'agissant en particulier de la construction symbolique du peuple des populistes. Les constructions discursives et l'emphase placée par les acteurs populistes sur la notion de « peuple » sont indéniablement plus visibles à droite, où elles viennent s'articuler avec la nation et sont construites à partir de signifiants ethnoculturels dominants. Ces mêmes signifiants apparaissent souvent plus difficiles à appréhender à gauche du spectre politique – où les références au « peuple » peuvent prendre des formes disparates et renvoient surtout à des coalitions plus hétérogènes de groupes et intérêts sociaux–, et plus encore dans les multiples manifestations « centristes » du populisme. Engler et al. (2019) illustrent à ce titre la présence variable des principaux attributs définitionnels du populisme –peuple, élite, expression de la volonté populaire– dans l'idéologie de ces partis, soulignant la difficulté d'assimiler l'ensemble des acteurs politiques dans cette classe au phénomène populiste.

I.I.II. Populisme des partis, populisme des électeurs

Conjointement aux efforts de définition, une importante littérature a été récemment consacrée à la mesure empirique du populisme. Cette question n'est pas récente (voir à cet égard Grunberg 1998) mais elle se pose aujourd'hui dans des termes nouveaux, à la fois s'agissant de l'offre des partis et des attitudes de leurs électeurs.

I.I.II.I. L'OFFRE POPULISTE

L'offre populiste est au cœur de nombreux travaux qui abordent la question du repérage des traits et idées caractéristiques de l'idéologie fine du populisme dans les discours et les programmes des partis (Pauwels 2017, Hawkins et al. 2018). Ces travaux empiriques font appel à une diversité de méthodologies qualitatives et quantitatives, tel le codage holistique (*holistic grading*) (Hawkins 2009, Lisi et al. 2019), l'analyse de contenu (Rooduijn et Pauwels 2011, Rooduijn et al. 2014, Bernhard et Kriesi 2019) ou l'analyse lexicologique à partir de dictionnaires spécifiques du populisme, construits autour de termes « clés » (Pauwels 2011, 2014).

Plus récemment, l'appréhension du populisme chez les acteurs politiques a donné lieu à une multiplication d'enquêtes « experts » (*expert surveys*) proposant un ensemble d'échelles d'évaluation des dimensions constitutives du populisme, autour des notions d'anti-élitisme, de souveraineté populaire ou de peuple. Plusieurs initiatives attestent de cette diffusion du « populisme » comme objet d'investigation dans les enquêtes « experts ».

Référence dans le domaine, la *Chapel Hill Expert Survey* (CHES) intègre depuis 2014, aux côtés des échelles classiques de positions et de saillance économiques et culturelles, une mesure d'importance de la rhétorique anti-establishment et anti-élites pour les partis concernés. L'enquête « flash » de 2017 ajoute une mesure de saillance des questions relatives à l'exercice de la démocratie représentative et à l'opposition du peuple et des élites dans les positions des partis *–people versus elite–*, conçue comme variable *proxy* du populisme chez les acteurs partisans (Polk et al. 2017). Dans le prolongement des travaux de la CHES, la *Global Party Survey* 2019 dirigée par Norris (2020) à l'Université de Harvard propose une estimation des positions idéologiques et des discours pour 1043 partis dans 163 pays. L'enquête incorpore une double évaluation de la position et de la saillance des thèmes clés et de la rhétorique populistes pour chaque parti, singulièrement autour de l'idée de primauté de l'expression directe de la volonté populaire sur les institutions politiques représentatives établies. A cela s'ajoutent plusieurs échelles de mesure des sentiments anti-élites, en particulier la perception de la corruption (Norris 2020).

Autre initiative notable, la *Popu-List* initiée par l'*Amsterdam Institute for Social Science Research*, l'*Amsterdam Centre for European Studies*, *The Guardian* et le groupe de recherche de l'ECPR sur *Extremism and Democracy* propose une recension et classification des partis populistes, d'extrême-droite, d'extrême gauche et des mouvements eurosceptiques depuis le début des années 1990 sur la base de jugements « experts » (Rooduijn et al. 2019). L'enquête « experts » conduite par Meijers et Zaslove (2020), intitulée *Populism and Political Parties (POPPA) Expert Survey* 2018 et réalisée dans 28 pays européens s'attache pour sa part à une mesure plus précise des différentes dimensions constitutives du populisme, à savoir la vision manichéenne de l'espace politique –la lutte du bien contre le mal–, la définition d'un peuple unique et indivisible, l'expression de la volonté générale, l'importance conférée au « peuple »

(*people-centrism*) et l'anti-élitisme. L'enquête POPPA propose une mesure globale de populisme des partis à partir d'un score factoriel de régression calculé sur la base des principales dimensions évoquées ci-dessus.

S'ils divergent dans leurs approches méthodologiques, tous ces travaux ont en commun de se référer à la définition du populisme telle que proposée par l'école idéationnelle. Plus fondamentalement, ces recherches introduisent l'idée fondamentale de « degré » dans la présence et la qualification du populisme partisan, en rupture relative avec les efforts antérieurs de catégorisation « binaire » opposant les acteurs « populistes » aux autres au sein des systèmes politiques –modèle qui domine encore par ailleurs certaines des classifications établies dans le cadre d'efforts comparatifs tels que la *Popu-List*. Cette notion de « degré » est importante. Elle ouvre en particulier à un ensemble d'analyses des variations du populisme en termes géographiques (Lisi et al. 2019) –par exemple la comparaison entre Europe et Amérique Latine–, idéologiques –populisme de gauche ou de droite– en association avec d'autres corpus d'idées plus substantiels sur le plan économique ou culturel, ainsi qu'au sein d'un même système de partis. L'analyse empirique des positions partisanes conduite par Rooduijn et Akkerman (2015) illustre très bien la localisation dominante des acteurs populistes aux marges de ces systèmes dans la plupart des pays européens. Bernhard et Kriesi (2019) parviennent à une même conclusion à partir d'une analyse quantitative du contenu des communiqués de presse recueillis dans le cadre de 11 élections nationales en Europe occidentale entre 2012 et 2015. Leurs résultats montrent que les partis d'extrême droite et d'extrême gauche ont plus souvent recours aux appels populistes que les partis traditionnels.

Par ailleurs, des travaux tels que Hawkins et Castanho Silva (2016) permettent d'établir une variation de degré de populisme selon les différents canaux de communication des acteurs politiques : en particulier, les auteurs montrent que le populisme est statistiquement plus marqué dans les discours que dans les documents programmatiques, attestant pour partie de la dimension « performative » du populisme telle qu'évoquée, entre autres, par Weyland (2017).

I.I.II.II. ATTITUDES POPULISTES

Parallèlement à la réflexion sur la nature et le degré de l'offre populiste chez les acteurs partisans une imposante littérature s'est développée depuis plusieurs années autour de la mesure des attitudes et de l'adhésion aux idées populistes au sein des électorats. Un très grand nombre de travaux empiriques récents attestent de l'existence d'attitudes populistes structurées dans la population, distribuées de manière inégale dans les groupes sociaux, diffuses sur l'ensemble du spectre politique, et dont on peut démontrer qu'elles exercent une influence normative sur les choix électoraux individuels (Akkerman et al. 2014, Elchardus et Spruyt 2016, Mudde et Rovira Kaltwasser 2017, Hawkins et al. 2017, Hawkins et al. 2018, Anduiza et al. 2018, Van Hauwaert et Van Kessel 2018, Ivaldi 2018, Singer et al. 2018, Meléndez et Rovira Kaltwasser 2019, Castanho Silva et al. 2019, Van Hauwaert et al. 2020, Rovira Kaltwasser et Van Hauwaert 2020, Marcos-Marne et al. 2020).

A l'instar des travaux sur le populisme des « partis », ces analyses s'efforcent d'opérationnaliser les traits distinctifs du « cœur » idéologique du populisme comme système d'attitudes, distinct d'autres formes de rapport au champ politique –on songe ici aux sentiments anti-establishment, à la défiance ou à l'apathie politique (Van Hauwaert et Van Kessel 2018). Ce faisant, ces travaux permettent d'explorer les interactions entre le populisme comme idéologie « fine » et les dimensions de valeurs et identités politiques plus épaisses, qui

structurent traditionnellement le choix électoral, et d'évaluer l'influence normative du populisme sur l'orientation des comportements politiques.

Les résultats témoignent de la présence du populisme en tant que structure cohérente de représentations du champ politique, organisée par une vision duale de la société politique opposant le « peuple » et « l'élite », accompagnée de l'affirmation du primat absolu de la souveraineté populaire. Ce populisme « d'en-bas » constitue une forme attitudinale mesurable, orientée vers une classe d'objets socio-politiques relatifs au pouvoir et à la représentation, d'intensité variable, qui exerce un effet normatif distinct et substantiel sur l'orientation des comportements électoraux en augmentant de manière significative la probabilité de vote pour les partis et/ou candidats populistes (Marcos-Marne et al. 2020).

Les attitudes populistes interagissent cependant avec les dimensions de valeurs et identités politiques plus épaisses, qui structurent traditionnellement le choix électoral. En particulier, le populisme peut jouer un rôle de mécanisme « supplétif » ou « substitut motivationnel » d'orientation du choix électoral. Ce mécanisme répond à une logique spatiale. Le populisme opère de manière spécifique sur les positions médianes des principales dimensions de compétition, auprès d'électeurs dont les préférences idéologiques sont moins stabilisées et moins cristallisées. Auprès de ces segments électoraux spécifiques, le populisme joue en tant que moteur supplémentaire de mobilisation en faveur des acteurs populistes, pouvant le cas échéant relayer la faiblesse de leurs affiliations et/ou de leurs préférences idéologiques (Van Hauwaert et Van Kessel 2018, Ivaldi 2018).

D'un point de vue méthodologique, la plupart des échelles proposées pour la mesure des attitudes populistes possèdent, en tant que construits, des propriétés suffisantes de validité interne, d'homogénéité et d'unidimensionnalité. A partir d'une série d'analyses factorielles confirmatoires (CFA) et de théories de réponses aux items (IRT), Castanho Silva et al. (2019) évaluent la qualité de l'ajustement pour les principales échelles de populisme proposées dans la littérature empirique comparative. Leurs résultats attestent de la qualité de ces outils de mesure du populisme mais soulignent toutefois certaines limites dans l'utilisation de ces échelles dans des modèles de régression cross-nationaux, en particulier un défaut d'invariance métrique et scalaire. Van Hauwaert et al. (2020) utilisent pour leur part des données d'enquêtes comparatives sur neuf pays européens pour évaluer les propriétés relatives des échelles de populisme et mettent en avant, à partir de méthodes IRT, certaines limites dans l'appréhension des attitudes populistes les plus extrêmes, soulignant que la plupart des échelles disponibles mesurent relativement mieux les attitudes populistes « modérées », reliant cette limite à la constitution même des outils de mesure.

Notons pour terminer que, de manière plus critique, certains auteurs tels que Wuttke et al. (2020) mettent en cause la construction d'échelles d'attitudes populistes, soulignant les limites méthodologiques imposées à la construction d'indices uniques pour des concepts multidimensionnels dont les composants ne sont pas nécessairement interchangeables. En particulier, les réserves émises par ces auteurs portent sur le fait que des scores élevés sur certains composants peuvent compenser des scores plus faibles sur d'autres composants, mettant ainsi en doute la réalité du degré de populisme calculé au niveau individuel.

I.II. Globalisation

La « globalisation » est le plus souvent conceptualisée comme un processus protéiforme impactant les états-nations sur une multiplicité d'enjeux économiques, politiques, sociaux, culturels ou environnementaux. A ce titre, celle-ci se laisse difficilement appréhender au sein d'un paradigme unique. Pour Steger, la notion de globalisation peut être cernée en référence à « l'expansion et à l'intensification des relations sociales et de la conscience dans le monde, à la fois dans le temps et dans l'espace » (Steger, 2009, p. 15). Giddens souligne pour sa part que la notion implique « l'intensification des relations sociales mondiales qui relient entre eux des lieux éloignés » (Giddens, 1990, p. 64).

Trois éléments de définition paraissent importants au regard de l'exploration des liens entre globalisation et populisme, et de l'hypothèse du second comme réaction à la première : d'une part, la nature multidimensionnelle de la globalisation ; en second lieu, la spécification de la globalisation comme processus et non comme condition sociale, économique, culturelle ou politique ; enfin, l'évaluation des effets socio-politiques de la globalisation, de leur variabilité, de leur caractère direct et/ou indirect, et de l'importance de considérer certaines variables « médiatrices » de ces effets, surtout dans le cadre d'une approche empirique. Ces divers aspects sont rapidement abordés ici.

I.II.I. Un concept multidimensionnel

Le caractère multidimensionnel est abondamment souligné dans la littérature consacrée à l'impact socio-politique de la globalisation, au travers de l'interdépendance croissante que cette dernière implique en termes économiques, pour les migrations, l'environnement ou les diverses formes d'intégration politique supranationale. Pour Norris, la globalisation renvoie à un processus de création de réseaux de connexions transcontinentaux entre acteurs, par le biais de divers flux d'individus, d'informations et d'idées, de capitaux et de marchandises. Ce processus érode les frontières nationales, intègre les économies, les cultures, les technologies et la gouvernance nationale, et produit des relations complexes d'interdépendance mutuelle (Norris 2000, p.155).

Le travail empirique de Dreher (2006) distingue à cet égard trois dimensions de la globalisation : économique, caractérisée par les flux de biens, de capitaux et de services, ainsi que par les informations et les perceptions qui accompagnent les échanges commerciaux, et les éventuelles restrictions posées à ces échanges ; politique, caractérisée par une diffusion des politiques gouvernementales ; sociale, qui s'exprime par la propagation et la circulation d'idées, d'informations, d'images et de personnes. Empiriquement, ce caractère multidimensionnel est appréhendé au travers d'outils tels que l'indice de mondialisation KOF constitué dans l'optique de mesurer les dimensions économiques, sociales et politiques de la globalisation [1]. Récemment, Gygli et al. (2019) ont proposé une révision et une complexification de cet indice sur la base du travail de Dreher (2006), proposant notamment de distinguer les aspects relatifs au commerce et à la finance au sein de la dimension économique, de pondérer les divers composants en tenant compte des évolutions dans le temps, et suggérant en outre un élargissement de la base d'indicateurs requis.

[1] https://kof.ethz.ch/fr/previsions-indicateurs/indicateurs/kof-indice-mondialisation.html

I.II.II. Globalité, globalisation

Un second aspect concerne la globalisation comme processus ou développement. Steger (2003) propose de distinguer entre deux termes. D'une part, la notion de « globalité » (*globality*) peut, à ses yeux, être utilisée afin de désigner une condition sociale caractérisée par l'existence d'interconnexions et de flux économiques, politiques, culturels et environnementaux mondiaux ; d'autre part, le terme « globalisation » (*globalization*) lui-même qui devrait être employé pour désigner un ensemble de processus sociaux transformant les conditions actuelles en conditions de globalité, faisant donc plus spécifiquement référence à une dynamique, un processus ou un développement.

Ainsi définie, la globalisation répond, selon Steger, à quatre caractéristiques principales :

- elle implique la création de nouveaux réseaux sociaux et la multiplication des activités existantes qui dépassent les frontières politiques, économiques, culturelles et géographiques traditionnelles ;
- elle se reflète dans l'expansion et la dilatation des relations, des activités et des interdépendances sociales ;
- elle implique l'intensification et l'accélération de ces échanges et des modèles d'interaction sociale ;
- enfin, et de manière plus significative pour l'analyse du populisme qui nous occupe ici, la globalisation exerce ses effets au plan plus subjectif de la conscience humaine, au travers de l'appréhension par les citoyens des manifestations de cette croissance des formes d'interdépendance sociale et de l'importance de leur accélération. Renforcées au quotidien, explique Steger, ces expériences sont de nature à modifier progressivement les identités individuelles et collectives, et, partant, les comportements politiques structurés par ces dernières.

I.II.III. Effets hétérogènes, indirects et médiatisés

Outre sa nature essentiellement dynamique et multidimensionnelle, la globalisation présente enfin des effets hétérogènes dans le temps et dans l'espace, et elle peut également avoir un impact différentiel à divers niveaux d'appréhension –national vs. local par exemple. Cette variabilité de l'impact de la globalisation est, nous allons le souligner, un aspect essentiel de l'analyse des liens entre globalisation et populisme, et des interactions visibles des diverses dimensions de la globalisation dans la production du soutien électoral aux acteurs populistes sur divers segments du spectre politique.

L'idée d'effets « conditionnels » est au cœur de la réflexion des économistes, ces derniers insistant sur l'hétérogénéité de tels effets et distinguant les « gagnants » des « perdants » de la globalisation : les travailleurs semi-qualifiés et non qualifiés supportent des coûts plus importants de la mondialisation, et de ce fait, les effets conjoints du commerce international, de la mobilité des capitaux et de l'immigration peuvent contribuer à la baisse des salaires et de l'emploi d'un nombre croissant de travailleurs peu qualifiés (Rodrik 1997).

Par ailleurs, le chemin causal de la globalisation au politique reste éminemment complexe. Les travaux existants ont produit des résultats parfois contradictoires quant à l'existence ou non d'un lien entre globalisation et succès électoral des partis nationalistes, isolationnistes et/ou de droite radicale (Colantone et Stanig 2018a). Une des difficultés de l'analyse de l'impact de la globalisation sur les processus électoraux tient naturellement au caractère multidimensionnel de la globalisation et, de ce fait, du pouvoir explicatif relatif de ses composantes sociales, économiques, culturelles et politiques –effets du commerce international, impact des investissements étrangers ou des flux migratoires, notamment– et aux multiples interactions de ces divers facteurs.

La capacité, en particulier, de distinguer les aspects économiques des aspects socio-culturels de la globalisation constitue, nous allons le voir, un enjeu fort de l'appréhension du phénomène populiste en relation à l'internationalisation, avec en ligne de mire un ensemble d'interrogations quant aux mécanismes au travers desquels ces différentes dimensions interagissent pour « produire » le vote populiste et les variables attitudinales qui médiatisent ces effets (Cf. III). Par ailleurs, un secteur croissant de la littérature académique invite aujourd'hui à considérer certains processus connexes mais non nécessairement liés à la globalisation, tels que l'automatisation et les transformations technologiques, et leurs effets normatifs sur les attitudes et l'orientation du choix politique, s'agissant surtout des acteurs de droite populiste (voir par exemple Im et al. 2019, Kurer et Palier 2019).

Les effets de la globalisation sont souvent des effets indirects qui affectent les choix politiques par le biais de variables « médiatrices », rendant plus difficile l'évaluation d'un effet causal univoque, imputable à la globalisation. Bourguignon (2015) souligne par exemple le rôle médiateur des inégalités économiques. Milner (2018) établit pour sa part un effet médiatisé par la désindustrialisation et l'accélération de la modernisation technologique qui résultent de la globalisation. Cet effet indirect se manifeste principalement par l'érosion des emplois manufacturiers dans les économies avancées, qui viendrait nourrir le mécontentement à l'égard des partis de gouvernement et favoriser de la sorte le vote en faveur des formations populistes. La globalisation peut également avoir des effets indirects sur l'évolution technologique, la destruction consécutive d'emplois et la réduction d'opportunités économiques dans des secteurs d'activité spécifiques, qui peuvent à leur tour venir alimenter le soutien électoral aux acteurs et projets populistes.

Ainsi que nous aurons l'opportunité de le souligner, n grand nombre de recherches actuelles portent précisément sur ces effets indirects et les processus au travers desquels la globalisation –sous ses multiples formes– peut exercer ses effets auprès de communautés entières touchées par les transformations économiques, et non seulement sur des individus, des catégories professionnelles, des secteurs industriels ou des modes de production spécifiques. Dans leur géographie économique de la réaction à la globalisation (*globalization Backlash*), Broz et al. (2019) nous rappellent que la globalisation peut exercer ses effets de manière indirecte, en affectant en particulier les secteurs manufacturiers, et que cet impact peut se traduire au niveau local, dans les communautés, au travers de la destruction du marché local de l'emploi, de la baisse des prix de l'immobilier et valeurs des biens, ou de l'appauvrissement des services publics.

II. Globalisation et populisme : quels liens ?

La question du populisme comme « réaction » à la globalisation traverse aujourd'hui une importante littérature académique. De nombreuses recherches attribuent la montée récente du populisme aux insécurités économiques des électeurs qui découleraient de leur exposition à la mondialisation et au commerce international (Feigenbaum et Hall 2015, Dorn et al. 2016, Sampson 2017, Colantone et Stanig 2018a, 2018b & 2018c, Guiso et al. 2017, Autor et al. 2017).

L'étude des liens entre globalisation et populisme s'inscrit cependant dans une littérature scientifique plus vaste consacrée à l'analyse des effets de la globalisation sur les systèmes de partis, qui lie les multiples processus économiques, culturels et politiques associés à l'internationalisation aux changements politiques, à l'émergence de nouvelles lignes de fracture et aux transformations des systèmes partisans (Tavits et Potter 2015, Kitschelt 1994 & 1995, Hooghe et al. 2002, Ignazi 1992 & 2003, Betz 1994, Kriesi et al. 2006 & 2008, Van der Brug et Van Spanje 2009, Lefkofridi et al. 2014).

La consolidation des enjeux relatifs à l'internationalisation bouscule en particulier les logiques établies en termes d'identités politiques –gauche et droite singulièrement– et de positionnement des acteurs sur les principaux axes de conflit, matérialiste et culturel (Kitschelt 1994). Zürn (2014) souligne à cet égard l'importance de la politisation de la globalisation et de la gouvernance internationale. On assiste, selon lui, à un triple mouvement de sensibilisation, de mobilisation et de polarisation de l'opinion sur la question de la globalisation. Cette politisation structure un nouveau conflit politique autour des enjeux relatifs à l'ouverture aux flux de capitaux, de services, de biens et de personnes, et aux multiples formes de coopération internationale, face à une revendication de fermeture des frontières des États nations et la préservation ou le recouvrement par ces derniers de leur souveraineté et de leur indépendance.

II.I. Sur l'émergence d'un nouveau clivage « transnational »

Depuis une quinzaine d'années, l'ampleur des débats autour de l'émergence d'un nouveau clivage « transnational » et des réalignements produits par la cristallisation de nouveaux axes de conflit dans l'espace de la compétition politico-électorale, témoigne de l'importance de reconsidérer les modèles classiques d'identification, de mobilisation et de décision électorale. La constitution d'un clivage transnational autour des enjeux relatifs aux coûts et bénéfices de la globalisation, à la fois matériels et culturels, a fait l'objet d'une importante littérature académique. L'hypothèse de l'émergence d'un clivage transnational est au cœur de nombreux travaux, selon diverses formulations et spécifications qui toutes renvoient cependant à l'idée d'une globalisation comme processus hétérogène exerçant ses effets principalement sur l'espace national et les systèmes de partis locaux, et pas nécessairement uniquement en termes socio-économiques.

En France, Perrineau (2001, 2002) a suggéré une opposition entre « société ouverte » et « société fermée ». L'auteur reprend là les conclusions de l'analyse des élections de 1997

conduite dans Perrineau et al. (1990), qui déjà isolait un axe opposant un ensemble d'électeurs aux « attitudes ouvertes » sur les questions relatives à l'immigration, à l'Europe ou à la mondialisation, et un ensemble d'électeurs aux « attitudes fermées ». Pour Perrineau (2002) : « l'ouverture qui touche toutes les sociétés européennes, et bien au-delà, est : économique, liée à la globalisation des échanges économiques et financiers ; politique, avec la construction de l'Europe, le développement du supra-national par rapport à l'inter-étatique sur le plan des relations internationales ; culturelle et sociale, avec l'accentuation des flux migratoires, la mobilité croissante des populations et le caractère de plus en plus pluriculturel de nos sociétés » (p.611). L'auteur identifie les logiques socio-politiques de réalignement à l'œuvre dans les groupes sociaux qui se perçoivent comme bénéficiaires de cette triple ouverture et ceux qui estiment avant tout en subir les effets négatifs.

Le conflit, qui sous-tend l'émergence et la formation de ce nouveau clivage transnational, a fait l'objet de multiples définitions et opérationnalisations : universaliste contre particulariste (Häusermann et Kriesi 2015), libertaire-universaliste contre traditionnaliste-communautaire (Bornschier 2010), cosmopolite contre souverainiste (Azmanova 2011) ou cosmopolite versus communautaire (Teney et al. 2014). Ajoutant les effets du vieillissement de la population européenne, Reynié (2013) voit dans l'Europe, l'immigration et la globalisation économique le terreau favorable au développement d'un populisme « patrimonial » de défense d'intérêts à la fois matériels et immatériels, de niveau et de mode de vie (p.37). Plus récemment, Martin (2018) a suggéré l'apparition d'un nouveau clivage opposant identité et cosmopolitisme, et qui recouvrerait à ses yeux une opposition entre « postnationalisme » et « souverainisme ». Dans leur étude empirique, Algan et al. (2019) isolent principalement deux lignes de force au cœur de l'élection présidentielle française de 2017 : un axe gauche-droite classique (Mélenchon-Fillon) et un axe opposant gagnants-perdants (Macron-Le Pen) qui serait celui de l'ouverture à l'Europe et au reste du monde, et qui se traduirait parfois comme une opposition ouvert/fermé (p.51 & p.78).

L'hypothèse de structuration d'un nouveau clivage autour des enjeux de l'internationalisation est au cœur des multiples travaux conduits par Kriesi et al. (2006, 2008, 2012). Ces auteurs identifient un type singulier de division politique normative qui organise à leurs yeux la compétition politique entre deux pôles « d'intégration » et de « démarcation », impactant la structure des espaces politiques nationaux sur les deux dimensions économique et culturelle, au travers de l'augmentation des pressions concurrentielles, du multiculturalisme croissant et de l'imbrication du national aux instances supranationales de régulation. Le premier de ces deux pôles est structuré par l'acceptation de l'internationalisation, de l'interdépendance croissance des états-nations et de l'établissement d'institutions supranationales –régionales ou globales. A l'inverse, le pôle de démarcation renvoie à la revendication de souveraineté nationale, de particularismes culturels et de défense des intérêts économiques nationaux. Pour ces auteurs, des enjeux politiques multiples relatifs à la libéralisation économique et aux nouveaux biais distributionnels qu'elle induit, à l'immigration et à l'intégration supranationale s'aligneraient ainsi avec une dimension unique de conflit, structurante de la compétition politico-électorale.

Ces auteurs identifient la mondialisation comme élément majeur de transformation des sociétés ouest-européennes : à leurs yeux, le processus de « dénationalisation » –c'est-à-dire l'ouverture des frontières nationales à un ensemble d'interactions et échanges internationaux (Zürn 2014)– accroît la perméabilité des frontières des états-nations et crée de nouvelles opportunités, attentes et anxiétés, distribuées de manière inégale entre les groupes sociaux,

débouchant en particulier sur une base sociostructurelle définie par la polarisation entre « gagnants » et « perdants » potentiels des transformations économiques, politiques et culturelles produites par la dénationalisation. Kriesi et al. (2006, p. 922) soulignent en outre les préférences différentes des deux groupes : « les perdants du processus de mondialisation, écrivent-ils, cherchent à se protéger par des mesures protectionnistes et en mettant l'accent sur le maintien des frontières et de la souveraineté nationale. Les gagnants, en revanche, qui bénéficient pour leur part de la concurrence accrue, soutiennent l'ouverture des frontières nationales et le processus d'intégration internationale ».

Hooghe et Marks (2018) évoquent spécifiquement pour leur part la constitution d'un clivage « transnational » façonné par les enjeux relatifs à l'immigration, l'intégration européenne et l'internationalisation des échanges économiques et commerciaux. Son point focal, expliquent les auteurs, porte sur « la défense des modes de vie nationaux politiques, sociaux et économiques face aux acteurs externes qui interfèrent avec l'état national au travers de la migration, de l'échange de biens ou en imposant leurs règles » (p.110). A son pôle nationaliste, le clivage transnational connecte entre eux les enjeux relatifs à l'identité et la souveraineté nationales, l'opposition à l'immigration et la défiance à l'égard du libre-échange.

Zürn et de Wilde (2016) alimentent la réflexion sur l'émergence d'un nouveau clivage transnational et proposent quant à eux d'en identifier la composante normative au travers de l'antagonisme entre deux idéologies politiques (*political ideologies*) concurrentes, qu'ils définissent comme le « cosmopolitisme » et le « communautarisme » (p.292). Ces deux idéologies se définissent, à leurs yeux, par leurs pôles opposés : le « cosmopolitisme » renvoie selon les auteurs à la conjonction de valeurs « globalistes » et « universalistes », tandis que le « communautarisme » fait référence à l'articulation de valeurs que les auteurs définissent comme « étatistes » et « contextualistes » (p.285). Ces systèmes de valeurs sont eux-mêmes composés à partir de quatre conflits structurants autour des questions relatives à l'ouverture des frontières, au locus de l'autorité politique, aux communautés d'appartenances et au cadre principal de justification –droits individuels versus besoins collectifs comme cadre primaire de justice.

A suivre encore ces auteurs, la controverse philosophique entre globalistes et étatistes est façonnée par un ensemble de préférences concernant l'ouverture des frontières et l'allocation d'autorité politique –souveraineté contre autonomisation des organisations internationales et autres instances de gouvernance mondiale et/ou régionale. La controverse entre universalistes et contextualistes se structure quant à elle autour des questions des communautés d'appartenance, constitutives d'identité et productrices de valeurs normatives et obligations morales, et de balance entre droits individuels et besoins collectifs dans la définition du principe de justice. La liberté des universalistes est avant tout la liberté de l'individu face à l'oppression ; celle des contextualistes est avant tout une liberté du collectif et son droit fondamental à l'autodétermination.

Il s'agit, expliquent enfin Zürn et de Wilde, d'idéologies « relatives » de changement –au sens de fixer une direction– et non de modèles absolus d'utopies politiques. Pour ces auteurs, « cosmopolitisme » et « communautarisme » doivent être compris comme des formes idéologiques contextualisées, dont le contenu peut varier en fonction du statut quo auquel ces idéologies s'opposent (p.295).

II.II. Populisme et clivage transnational

L'apparition d'une nouvelle ligne de conflit déboucherait sur une reconfiguration stable des systèmes de partis, au travers d'un processus progressif de réalignement et d'adaptation des acteurs partisans à la redistribution des préférences individuelles, enjeux et demandes au sein des électorats (Kitschelt et Rehm 2015).

En ligne avec la théorie classique des éléments constitutifs de la formation d'un clivage (Lipset et Rokkan 1967, Bartolini et Mair 1990), la nouvelle division idéologique autour des enjeux de l'internationalisation au sein des sociétés contemporaines donne naissance à un clivage durable structurant des préférences individuelles selon les appartenances et les statuts socio-économiques (essentiellement niveau de qualification et type d'emploi), des positions des partis et de la compétition inter-partisane. Rappelons brièvement ici que Bartolini et Mair (1990: 213-220) définissent un clivage comme une division politique comprenant trois éléments constitutifs : d'une part, un élément socio-structurel tel que la classe sociale, la religion ou l'éducation ; en second lieu, un élément d'identité collective associée à ces groupes sociaux, soit la dimension normative du clivage sous la forme d'un ensemble de valeurs et de représentations reflétant cette identité ; enfin, une manifestation organisationnelle sous la forme d'une mobilisation collective ou d'une organisation durable des groupes sociaux concernés –au premier rang les partis politiques–, qui renvoie à la dimension comportementale et aux interactions au sein du système politique. En ce sens, le clivage constitue un modèle stable et pérenne d'orientation des comportements politiques, qui lie par hypothèse les acteurs partisans et organisations politiques aux groupes sociaux dont ils représentent les préférences. D'un point de vue empirique, Bornschier (2010) souligne par ailleurs la nécessité d'envisager ces divers aspects conjointement, à savoir, la manifestation politique des clivages en termes d'offre programmatique façonnée par la ou les lignes de conflit concernée(s), en même temps que les structures sociales, les identités collectives et les éléments organisationnels.

Kriesi et ses collègues insistent sur l'alignement progressif des acteurs partisans sur les nouvelles lignes de conflit produites par la globalisation : à leurs yeux, les changements intervenus dans les systèmes de partis européens au cours des dernières décennies sont largement attribuables à ce processus d'ajustement, de manière conjointe par ailleurs à l'irruption de nouveaux acteurs partisans capables d'articuler une offre programmatique adaptée aux enjeux de l'internationalisation. Tarrow (1992) rappelle lui aussi l'importance d'entrepreneurs capable de saisir les opportunités politiques, de développer des bases organisationnelles et proposer une interprétation mobilisatrice des enjeux et griefs impliqués dans la constitution d'une nouvelle ligne de conflit (p.177). Pour Hooghe et Marks (2018), la principale source de transformation des systèmes de partis contemporains, en réponse aux évolutions majeures des préférences électorales induites par la cristallisation des enjeux transnationaux, est d'abord à rechercher dans l'émergence et le développement de nouveaux acteurs partisans capables de mobiliser des groupes sociaux au-delà des appartenances et identités politiques préexistantes, s'agissant en particulier du clivage traditionnel de la gauche et de la droite auquel le populisme tente de substituer sa lecture verticale du politique, opposant le « peuple » à « l'élite ».

Depuis plus d'une dizaine d'années, cette question de l'alignement du phénomène populiste contemporain sur les nouvelles lignes de fracture dessinées par l'émergence d'un conflit transnational est au cœur de la littérature académique. L'essor du populisme est pensé en

termes « transversaux » autour des enjeux relatifs à la modernisation et à l'internationalisation des sociétés post-industrielles, dont on a souligné qu'ils représentent des facteurs majeurs de transformation socio-économique et culturelle des démocraties modernes, de leurs systèmes de partis et de la dimensionnalité de leurs espaces de compétition politico-électorale (Inglehart 1990, Dalton 2002, Tavits et Potter 2015, Kitschelt 1994, Hooghe et al. 2002, De Vries et Marks 2012, Kitschelt et Rehm 2015). Il s'agit de distinguer les dimensions des possibles réalignements du populisme et du transnational, à savoir le(s) conflit(s) idéologique(s) structurant de ce nouveau clivage, sa base organisationnelle en termes d'acteurs partisans ou d'entrepreneurs individuels, et, pour terminer, la reconfiguration des préférences électorales et formation de nouveaux « blocs » sociologiques autour des enjeux relatifs à l'internationalisation.

A l'origine, Kriesi et al. (2006, 2008, 2012) ont vu dans les partis de droite radicale populiste, tel le Front national français, les principaux acteurs du pôle de « démarcation ». A l'époque, la relation du populisme et de la dénationalisation s'établit donc essentiellement avec les principales dimensions idéologiques et programmatiques de l'agenda nationaliste exclusif des droites radicales –autour des questions d'immigration et d'opposition à la construction européenne–, moins directement sans doute avec le cœur de l'idéologie populiste, s'agissant notamment de la question d'expression de la souveraineté populaire dans l'espace national. Zaslove (2008) identifie à cet égard les partis de droite radicale comme constituant une force anti-globalisation dominante à partir des années 1990, au regard de leur opposition à l'immigration, à l'intégration européenne et, de façon croissante, au néo-libéralisme. A la même époque, la physionomie de l'électorat de droite radicale européenne est profondément bouleversée sous l'impact d'un apport significatif d'électeurs populaires les plus fragilisés par la mondialisation et la compétition internationale, un phénomène de « prolétarisation » abondamment décrit dans la recherche comparative (Oesch 2008, Rydgren 2013, Kehrberg 2015, Harteveld 2016, Oesch et Rennwald 2018).

Cette ligne de fracture transnationale a profondément structuré, tant idéologiquement que sociologiquement, les élections récentes. En France, elle s'est traduite dans l'opposition du modèle « cosmopolite » urbain gentrifié d'Emmanuel Macron au national-populisme souverainiste, majoritairement rural, périphérique et populaire, de Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle (Evans et Ivaldi 2018). Marine Le Pen a renforcé son ancrage de classe auprès des catégories populaires en 2017 (Perrineau 2017). Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump en novembre 2016 a illustré la saillance du clivage transnational et l'opposition que le candidat républicain a tenté d'imposer entre « globalisme » et « américanisme » (Oliver et Rahn 2016, Rahn 2019, Inglehart et Norris 2017, Mudde 2018). De nombreux travaux attestent de la contribution d'électeurs ouvriers blancs et les brèches ouvertes dans le *blue firewall* dans certains états ont constitué un élément central de la dynamique et du succès présidentiel de Donald Trump en 2016, ainsi qu'en ont témoigné ses victoires dans les bastions démocrates du Michigan, de Pennsylvanie ou du Wisconsin (Morgan et Lee 2018, Donovan et Redlawsk 2018, Webster 2018).

Au Royaume-Uni, la campagne du Brexit a très largement recoupé cette ligne de force entre démarcation et intégration, combinant les enjeux politico-institutionnels, économiques et, de manière prédominante, identitaires et culturels. Le Brexit a dévoilé une fracture sociologique et culturelle croissante au sein de l'électorat. Le soutien du *leave* présente les grands traits caractéristiques des « laissés pour compte » (*left-behind*) de la globalisation et de la modernisation, s'agissant en particulier d'électeurs peu qualifiés, à faible capital culturel

(Goodwin et Heath 2016, Hobolt 2016, Clarke et al. 2017, Goodwin et Milazzo 2017, Swami et al. 2017). En Autriche, le duel inédit de la droite radicale nationaliste FPÖ et du parti écologiste d'Alexander Van der Bellen à l'occasion de l'élection présidentielle de 2016 a également illustré le potentiel de réalignement de la compétition partisane sur cette opposition entre ouverture et fermeture internationale.

L'hypothèse d'une concordance principalement entre clivage transnational, d'une part, et populisme de droite radicale, d'autre part, mérite cependant aujourd'hui d'être au moins partiellement révisée. De nombreux auteurs insistent sur l'impact des deux crises européennes –économique et financière, puis migratoire– sur le renforcement du clivage transnational et la fixation de nouvelles clientèles électorales par les acteurs partisans (Tavits 2008, Hooghe et Marks 2018, Hobolt et de Vries 2016, Hobolt et Tilley 2016, Steger 2019). L'impact de la « polycrise » de l'UE est souligné dans la littérature récente (Zeitlin 2019). Zürn (2019) évoque les effets des transferts d'autorité et de compétence des institutions nationales vers les institutions européennes et internationales en termes de (re)politisation au niveau national et de création d'espaces d'opposition et de mobilisation, conduisant à des réalignements politiques qui prennent généralement la forme d'une politisation négative et d'une contestation de l'autorité supranationale. Ces dynamiques, ajoute l'auteur, alimentent un clivage croissant entre « cosmopolites » et « communautaristes », tant au niveau national qu'européen, qui ne recoupe que partiellement le clivage classique entre la gauche et la droite.

Les résultats de l'étude empirique conduite par Hutter et Kriesi (2019) abondent en ce sens : les données recueillies dans 15 pays européens sur la période du début des années 2000 à 2017 montrent que les crises de l'UE –Euro et migratoire– ont effectivement agi comme des moments « critiques » de politisation accrue des enjeux transnationaux et de l'intégration européenne, de manière sensiblement plus marquée, notent les auteurs, en Europe occidentale. Ces données attestent également d'effets régionaux significatifs : dans les pays du Sud de l'Europe, l'augmentation de la politisation de l'intégration européenne a d'abord été le résultat de la crise économique ; au nord, c'est avant tout la crise des réfugiés qui a conduit à une politisation plus forte de l'UE au sein des débats politiques nationaux.

D'une manière générale, la littérature a été en mesure d'établir un lien de corrélation entre crise économique et développement de partis radicaux ou populistes (Lindvall 2014, March et Rommerskirchen, 2015, Funke et al. 2016, Rico et Anduiza 2017, Lisi et al. 2019). Les travaux réunis par Kriesi et Pappas (2015) soulignent en particulier l'impact de la « grande récession » et de la crise financière de 2008 dans la (re)structuration potentielle des préférences électorales. À leurs yeux, dans ce contexte de crise, les enjeux relatifs à la dénationalisation sont plus largement devenus mobilisables par des acteurs populistes distribués sur l'ensemble du spectre politique. Des partis tels que Syriza, Podemos ou la France insoumise illustrent à gauche une formule populiste national-protectionniste, fondée sur un antagonisme socio-économique, produisant un alignement des enjeux matérialistes traditionnels –redistribution, intervention de l'État, régulation du marché– sur le conflit transnational.

L'analyse empirique conduite par Hernández et Kriesi (2016) confirme que la crise économique et financière de 2008 s'est révélée un moment critique de rupture (*critical juncture*), d'accélération des processus préexistants de réalignement électoral au sein des démocraties européennes, un phénomène par ailleurs très largement décrit et analysé dans la littérature consacrée à l'impact des crises économiques en Amérique latine à la fin des années

1980 (Morgan 2013, Roberts 2013, Rovira Kaltwasser 2014). Leurs résultats valident l'hypothèse d'un effet profond de la crise économique sur la volatilité et une reconfiguration plus abrupte des préférences électorales, en Europe occidentale notamment. Ces auteurs soulignent en particulier le succès de formations de gauche radicale dans la période postérieure à la crise.

Pour Otjes et Katsanidou (2017), la crise économique a, notamment dans les pays du Sud de l'Europe, nourri le soutien pour les formations de gauche radicale : à leurs yeux, la crise de l'Euro et les politiques d'austérité qui y ont été associées ont renforcé le conflit économique gauche-droite traditionnel autour des questions de redistribution et de protection sociale, alimentant en particulier les populismes de gauche. Gómez-Reino Cachafeiro et Plaza-Colodro (2018) corroborent cette analyse et voient dans la crise de 2008 un facteur déterminant dans les transformations opérées par certains acteurs de gauche radicale vers un modèle de populisme eurosceptique.

A partir du cas néerlandais, De Vries (2018c) souligne une relative affinité des populismes de gauche et de droite sur un axe de compétition opposant des préférences « cosmopolites » et « paroissiales » (*parochial*). Cette nouvelle dimension de conflit, explique-t-elle, se développe de manière indépendante des clivages existants, en particulier du conflit économique gauche-droite, et l'auteur observe une conjonction des positions des partis et des préférences des électeurs dans l'espace de compétition défini selon ce nouveau clivage. Le pôle « paroissial » se définit par l'opposition au multiculturalisme et à l'immigration, un scepticisme marqué quant à l'ouverture internationale, l'abaissement des frontières et l'intégration internationale, notamment la construction européenne. Ce pôle n'est pas –ou plus– en revanche structuré par le conservatisme culturel et la réaction aux valeurs post-matérialistes, qui demeure, nous allons le voir, un argument central de la thèse du *cultural backlash* (Inglehart et Norris 2016). Le « paroissialisme » est incarné à la fois par les populistes de droite et, de manière moins marquée, de gauche, qui se rejoignent dans l'antagonisme face au pôle cosmopolite de compétition, partageant une même opposition à l'internationalisation. Plus fondamentalement, De Vries insiste sur les effets de la crise et le rôle du sentiment d'insécurité économique dans la formation de ce clivage transnational (voir également Rae Baerg et al. 2018, Hacker et al. 2013).

A cet égard, l'étude récente conduite par Bernhard et Kriesi (2019) examine comparativement les niveaux de populisme des partis en Europe occidentale à partir d'une analyse quantitative du contenu des communiqués de presse recueillis dans le cadre des élections nationales entre 2012 et 2015. Leurs résultats attestent, en particulier, d'une convergence sur le plan économique entre les partis radicaux de gauche et de droite, qui présentent des niveaux comparables de populisme sur ce type d'enjeux, niveaux qui les distinguent par ailleurs des partis mainstream (p.15). En termes de demande, les travaux de Schumacher et Van Kersbergen (2016) montrent notamment que les positions anti-immigrés de la droite populiste radicale peuvent être associées à des positions économiques de gauche. Ainsi que l'ont récemment illustré Krause et Giebler (2019), une proportion importante d'électeurs de droite radicale en Europe présente des attitudes économiques de gauche, favorables à l'État providence et à la redistribution, et qui les distinguent des électeurs de droite traditionnelle, un résultat corroboré par l'analyse récente conduite par Ivaldi (2020) à partir des données de l'*European Election Voter Study 2019*, qui met en évidence l'importance des attitudes pro-redistribution dans l'ensemble des électorats populistes européens.

Plusieurs autres travaux récents témoignent en outre d'une restructuration –au moins partielle– des préférences socio-culturelles au sein des électorats populistes européens. Dans leur analyse empirique du populisme de gauche, Santana et Rama (2018) montrent que les électeurs ayant un sentiment anti-immigration sont plus enclins à soutenir les partis populistes de gauche que leurs homologues mainstream –socialistes ou sociaux-démocrates. Dans une autre étude conduite sur six pays européens où le populisme s'exprime aux deux extrêmes de l'axe politique, ces mêmes auteurs établissent une convergence des électeurs populistes de gauche et de droite sur les attitudes relatives à l'immigration, et une même défiance à l'égard de l'Union européenne (Rama et Santana 2020). S'agissant plus particulièrement des partis, l'étude de cas proposée par Pirro et Van Kessel (2018) confirme l'importance de l'euroscepticisme comme variable commune de l'offre populiste de gauche et de droite.

II.III. Nationalisme, souveraineté

Sous l'angle de « l'offre » populiste, l'importance des enjeux liés à la globalisation et à l'internationalisation dans l'appréhension du phénomène s'appréhende dans l'articulation entre populisme et nationalisme, d'une part, et, d'autre part, entre populisme et souveraineté ou, pour prendre ici la forme idéologique, le « souverainisme ». Nationalisme et souverainisme renvoient tous deux au couple traditionnel État-nation, avec, toutefois, des différences d'emphase et de référentiel, la nation pour le premier, l'État pour le second (De Spiegeleire et al. 2017). En Europe, la résistance du populisme à l'ouverture internationale s'exprime tout particulièrement, nous allons le voir, dans une gamme d'oppositions multiformes, d'intensité et d'objets variables, à l'Union européenne, tant dans ses principes fondateurs que dans ses modalités de fonctionnement et trajectoires de développement.

II.III.I. Nationalisme, souveraineté, Europe

Le lien du populisme avec le nationalisme est ancien (Hermet 1997) et si étroit que certains auteurs ont pu suggérer de confondre l'un avec l'autre, faisant du nationalisme un trait quasi-consubstantiel du populisme (Collier et Collier 1991). L'imbrication croissante du populisme avec le nationalisme constitue incontestablement un élément fondamental des dynamiques populistes contemporaines, qu'il convient d'interroger (De Cleen 2017, De Cleen et Stavrakakis 2017). Les travaux conduits par Halikiopoulou et al. (2012) montrent par exemple la présence conjointe du nationalisme au sein des partis de droite et gauche radicales, soulignant toutefois la dimension « civique » du nationalisme de gauche en opposition à son pendant ethnique et identitaire à droite.

Pour De Cleen (2017), « les projets politiques qui articulent nationalisme et populisme s'appuient sur des structures de signification relativement larges et englobantes ; l'articulation du nationalisme et du populisme produit à ses yeux une structure de signification spécifique dans laquelle le signifiant multidimensionnel de « peuple » joue un rôle central ; la structure de signification qui en résulte sera différente en fonction du *type* de nationalisme avec lequel le populisme s'articule » (p.348).

Le second pan de l'articulation entre populisme et État-nation est relatif à la revendication de souveraineté nationale. Les mouvements populistes construisent un antagonisme entre souveraineté national-populaire, d'une part, et élites supranationales, d'autre part. Ici aussi, historiquement, la conjonction du populisme et des demandes d'auto-détermination nationales n'est pas un fait nouveau (Hermet 1997). Azmanova (2011) oppose à ce titre « souverainisme » et « cosmopolitisme » aux deux pôles d'un clivage émergent « risque-opportunité » polarisé, selon elle, par les enjeux de la globalisation économique, qui modifient en profondeur les modèles établis de conflit politique et de compétition électorale : « à l'heure actuelle, explique l'auteur, les différences idéologiques culturelles sont structurées par une dichotomie opposant le cosmopolitisme au souverainisme, nourrie par les évaluations normatives de la perméabilité des frontières nationales dans le contexte de la globalisation » (p.400). Le souverainisme est intimement lié au nationalisme et au principe fondamental d'une congruence entre l'État et la nation (Chryssogelos, 2018, p.2). Il se distingue surtout par l'emphase mise sur le rôle de l'État et le rétablissement de son autorité. Si le nationalisme exalte la nation, le souverainisme s'exprime d'abord dans l'idée de « reprendre le contrôle » au nom d'une communauté « redéfinie » au travers d'une « respatialisation » du pouvoir (Kallis 2018, pp. 286-7).

Dans leur étude comparative des discours populistes de Podemos en Espagne, du M5S italien, du FN en France et de l'UKIP britannique entre 2012 et 2017, Borriello et Brack (2019) montrent l'importance du souverainisme dans l'idéologie de ces partis et l'articulation des thématiques relatives à la souveraineté avec la crise financière de 2008 et la crise des réfugiés de 2015. L'analyse quantitative par les auteurs d'un important corpus de textes et discours partisans révèle l'existence de tensions entre diverses conceptions de la souveraineté, populaire et/ou nationale, en lien avec des répertoires discursifs spécifiques qui tendent à différencier les populismes en fonction de leur distribution sur l'axe idéologique gauche-droite. En particulier, notent les auteurs, l'opposition « binaire » entre supranationalisme et État-nation est devenue trop simpliste pour comprendre la position que ces divers partis prennent sur la question de l'intégration européenne. Les quatre partis étudiés articulent différentes notions de souveraineté autour des dimensions populaire, nationale, supranationale et parlementaire, combinées avec les axes de compétition économique et culturel, en particulier les enjeux migratoires. Ces modes différents d'articulation distinguent les populismes entre eux. Pour le FN français, la souveraineté est une question générale, principalement liée à sa posture anti-establishment. S'agissant de l'UKIP, la revendication de souveraineté est surtout exprimée par rapport à la question migratoire. A gauche, des partis tels que le M5S ou Podemos lient plus particulièrement la question politique de la souveraineté à la crise économique et son traitement par les élites.

Dans l'espace européen, les enjeux de l'internationalisation recoupent assez largement ceux de l'intégration au sein de l'UE et le souverainisme politique s'y décline pour beaucoup en termes d'Euroscepticisme (Reynié 2013, p.257), quand bien même cette notion demeure encore difficile à saisir conceptuellement et empiriquement, de par le caractère mouvant et souvent éminemment stratégique des positions partisanes et inflexions programmatiques vis-à-vis de l'Europe (Sitter 2002, Szczerbiak et Taggart 2008, Heinisch et al. 2020). Nombre d'auteurs insistent toutefois sur l'étroite imbrication du processus de construction européenne et du clivage transnational. L'Europe y est appréhendée comme participant de cette nouvelle ligne de conflit, traversant les oppositions politiques établies –notamment la division gauche-droite–, s'intégrant dans un conflit culturel plus large, organisé par la mobilisation de nouveaux groupes sociaux en fonction du rapport que ces derniers entretiennent avec

l'internationalisation, culturellement et de par leur position socio-économique et capital éducatif (Marks et Wilson 2000, Hooghe et al. 2002, Kriesi et al. 2006, 2008 et 2012, Bartolini 2005, Van de Wardt et al. 2014, Höglinger 2016, Hooghe et Marks 2018, Hobolt et Rodon 2020).

La construction européenne a sans nul doute contribué à polariser les enjeux culturels, économiques et politiques du transnationalisme, accompagnant l'accroissement des échanges commerciaux, des flux migratoires –internes et aux frontières extérieures de l'UE– et la création d'une entité politique supranationale (Hurrelmann et al. 2015). Depuis une dizaine d'années, la « polycrise » européenne (Zeitlin et al. 2019) –financière, économique et migratoire– a créé une structure d'opportunités politiques particulièrement favorable au développement des acteurs populistes eurosceptiques. De Vries (2018b) montre notamment que l'augmentation récente du soutien à ce type de partis peut être vue comme une réponse aux crises financière et migratoire de l'UE. Le travail récent conduit par Goldberg et al. (2020) confirme que la polarisation sur les enjeux européens est visible à la fois chez les partis et chez les électeurs, qu'elle tend à être plus forte chez ces derniers et pour ce qui concerne plus spécifiquement les enjeux culturels liés à l'immigration. Les auteurs observent par ailleurs une relative congruence entre le degré de polarisation des élites et celui des citoyens.

Cette structure d'opportunités demeure variable cependant, il est important de le rappeler, selon les contextes nationaux, les acteurs et les temporalités, laissant entrevoir de nouvelles lignes de fractures, régionales –Ouest versus Est et/ou Sud– ou opposant États membres contributeurs aux bénéficiaires, autour d'une dichotomie entre états supposés « vertueux » et ceux stigmatisés comme « dispendieux ». Zoppi (2020) souligne l'importance de telles divisions à l'intérieur de l'UE et nous rappelle la pluralité de facteurs qui peuvent contribuer à mettre en lumière cette tendance à la fragmentation politique, qu'il s'agisse de l'économie, de la culture ou du territoire. Chacun de ces facteurs révèle aux yeux de l'auteur une « géographie » spécifique, qui témoigne de la complexité et de la multiplicité des lignes de conflits et des tensions qui traversent aujourd'hui l'Union européenne et ses États membres, et qui, insiste Zoppi, alimentent le mécontentement et les sentiments anti-européens qui nourrissent en retour le populisme et l'anti-élitisme, au risque de fragmenter davantage l'UE.

II.III.II. Convergences

Les divers modes combinatoires du populisme, du nationalisme et des revendications de souveraineté nationale, tels qu'ils émergent des constructions populistes du peuple, de la nation ou, nous allons le voir, de la « patrie », laissent entrevoir de possibles mouvements de convergence entre les diverses instances du phénomène populiste, qui pourraient contribuer à l'alignement progressif de ces dernières sur la dimension transnationale de conflit.

À droite, le nationalisme exclusif forme depuis toujours le noyau central du populisme des droites radicales européennes et peut être considéré comme un confluent quasi-naturel du populisme, aidant ce dernier à la définition de son signifiant de « peuple » en termes identitaires et essentiellement ethnoculturels (Mudde 2007, Rydgren 2017). Ainsi que le suggèrent De Cleen et Stavrakakis (2017), s'agissant des droites radicales, il est essentiel d'explorer les « intersections » du populisme avec d'autres formes idéologiques fondamentales que sont le nationalisme et, dans une moindre mesure, l'autoritarisme. Breeze

(2018) souligne par exemple l'importance du couple populisme-nationalisme dans la mobilisation de partis tels que l'AfD en Allemagne et l'UKIP au Royaume-Uni : à ses yeux, chacune de ces deux composantes joue un rôle significatif dans la capacité de ces partis d'activer différentes formes de ressentiment à l'encontre des élites et du système politique, d'une part, et de l'immigration, d'autre part. Un même tandem « populisme-nativisme » a pu être évoqué également s'agissant de la campagne présidentielle de Donald Trump aux États-Unis, où le duo constitué par les attitudes anti-immigration et anti-élites a joué un rôle central dans la conquête de la Maison-Blanche par l'ancien magnat de l'immobilier (Rahn 2019).

Le nationalisme identitaire de la droite radicale et sa politisation d'enjeux adossés à la dimension culturelle de compétition –immigration, autorité, identité, rapport à l'Islam– est à mettre en regard d'une demande croissante et forte de protectionnisme culturel au sein des électorats occidentaux (voir notamment Van Der Brug et al. 2000, Lubbers et al. 2002, Van der Brug et Fennema 2003, Givens 2005, Ivarsflaten 2007, Oesch 2008, Kehrberg 2015, Bonikowski 2017). L'interaction des facteurs culturels identitaires avec le développement de sentiments d'insécurité économique, de compétition ethnique et de creusement des inégalités est, nous allons le voir, au cœur de l'effort d'explication du succès électoral des droites radicales populistes, en lien avec la modernisation et la globalisation (Kriesi 2014, Han 2016).

Le souverainisme des populistes de droite radicale réaffirme la prééminence des États-Nations, combinant protectionnisme culturel sur les enjeux relatifs à l'immigration et l'identité nationale et, de manière croissante, souverainisme économique, c'est-à-dire la revendication de recouvrer la maîtrise à l'échelle nationale, en résistance à la perte ou dilution du pouvoir de décision dans la mondialisation. Il faut sans doute revoir l'idée d'un alignement unique entre populisme de droite et conflit transnational, et de la définition de ce dernier comme principalement « culturel », c'est-à-dire polarisé de façon dominante par des enjeux relatifs à l'immigration et à l'identité. Dans ses multiples versions contemporaines, nous allons le voir, le populisme de droite mobilise, au-delà des seuls thèmes culturels, sur les frustrations et griefs économiques, sur le sentiment d'insécurité et de déclassement des classes moyennes et des catégories populaires. Il propose un modèle de « re-nationalisation » et de souveraineté économique –le plus souvent au travers du maintien et de la sauvegarde des modèles nationaux, qu'ils soient par ailleurs libéraux ou keynésiens (Ivaldi et Mazzoleni 2019). Dans nombre de cas, cette revendication de souveraineté est assortie d'un agenda de protectionnisme économique et de repli sur les frontières économiques nationales en réaction à l'internationalisation des échanges.

Steger (2019) souligne l'importance des enjeux de la lutte idéologique actuelle qui se joue à ses yeux entre le « national-populisme antiglobaliste » et les multiples tensions, transformations et mouvements induits par l'internationalisation. « L'objectif du populisme, explique l'auteur, n'est rien moins que la production d'un contenu idéationnel performant – c'est-à-dire une structure de significations singulière de la mondialisation qui s'imposerait et ferait autorité–, qui trouverait par ailleurs sa traduction dans un ensemble de politiques concrètes telles que l'imposition de tarifs douaniers, le renforcement des contrôles de l'immigration ou le démantèlement des programmes d'action positive, provoquant ainsi un recul au regard des évolutions internationales des trente dernières années » (p.133).

L'exigence souverainiste, commune à la plupart de ces acteurs, est assortie d'une variété de prescriptions économiques. Les réponses politiques des mouvements populistes de droite à la crise économique constituent un assortiment souvent hétérogène de politiques sociales ou

libérales arrimées à un socle protectionniste anti-mondialisation (Betz 2002, Bornschier 2005, Lefkofridi et al. 2014, Otjes et al 2018). La cristallisation d'un modèle national-protectionniste tel qu'illustré notamment par le « *America first* » de Donald Trump représente sans doute un des développements économiques les plus significatifs au sein des droites populistes, signalant souvent un virage programmatique marqué –voir à ce titre le cas du FN en France ou de la Ligue de Salvini en Italie (Betz et Meret 2013, Ivaldi 2015, Ivaldi et al 2017).

A gauche, le développement de nouvelles formations populistes telles que Podemos en Espagne, Syriza en Grèce, la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon en France ou, de manière plus contrastée, le M5S italien, nous fournit l'opportunité d'explorer les liens que le populisme, dans sa variante « socialiste », entretient avec l'internationalisation et le développement de nouvelles lignes de conflit autour du clivage transnational.

En s'appuyant tout particulièrement sur l'expérience des révolutions national-populaires latino-américaines – à l'image de Rafael Correa en Équateur, de Hugo Chávez au Venezuela ou d'Evo Morales en Bolivie, le populisme de gauche européen a théorisé la nécessité « d'hégémoniser l'identification nationale », par la formulation d'un « patriotisme progressiste de gauche », anti-impérialiste, fondé sur la justice sociale et l'égalité, opérant un mariage entre la « nation » et le « peuple » (Ruiz Jiménez et al. 2015, Mouffe 2016). En France, ce mariage s'est inscrit dans la tradition de la gauche républicaine et l'histoire de la nation républicaine universaliste, pensée par Jean-Luc Mélenchon autour des mythes « patriotiques » de la Révolution française.

Pour Mouffe et Errejón (2017), le populisme de gauche doit insister sur la nécessité de dégager un « horizon transcendant » pour achever la construction d'une identité politique et d'une majorité sociale de lutte et de conquête de l'État. Il doit se tenir prêt à disputer à la droite et à l'ensemble des autres forces politiques la référence à la « patrie » comme signifiant à substantiver et principal mode d'identification, rejetant en particulier la notion de « classe » comme identité politique centrale, arguant de la nécessité d'ouvrir sur et construire une majorité sociale plus large, dépassant les frontières, identités et intérêts propres de la classe ouvrière traditionnelle. A ce titre, le discours « national-populaire » fait coïncider le peuple et la patrie en permettant l'articulation de la majorité appauvrie en tant que noyau de la nation et de l'intérêt général.

La « patrie » y est définie et construite comme une communauté socio-économique solidaire, débarrassée de ses connotations identitaires ou organiques réactionnaires, fondée sur une conception progressiste, démocratique et égalitaire (Muñoz 2009), en opposition aux forces néolibérales, à l'Europe « allemande » d'Angela Merkel et aux élites politiques nationales (Errejón 2017, Mouffe et Errejón 2017). Ainsi que le souligne Errejón (2017) : « il faut revenir à un pacte social et légal qui nous évite de sombrer dans la loi du plus fort, par laquelle seuls les privilégiés s'en sortent (…) Ce sont eux, les privilégiés, qui ont détruit les bases matérielles du pacte social en Espagne, les services publics, l'emploi en tant que source de droits sociaux, l'égalité de tous les citoyens devant la loi ».

L'importance, notamment, de l'État providence dans la construction du sentiment national a été suggérée par McEwen (2002). Les travaux empiriques conduits par Ruiz Jiménez et al. (2015) sur le cas de l'Espagne soulignent le développement d'une forme de « social patriotisme » et d'un sentiment d'appartenance à une « communauté de solidarité » en

réaction à la perception d'une destruction progressive de l'État social, un abaissement des droits et protections économiques, sous l'impact de la crise et des politiques néolibérales. Ces exigences d'égalité et de solidarité, soulignent les auteurs, font appel à un sentiment d'appartenance à une structure politique commune, une « nation » fondée sur des valeurs de justice sociale, d'égalité et de démocratie, débouchant au final sur une forme hybride entre les types de « nation de classe » (communauté de solidarité) et « nation citoyenne » (communauté politique), tels que définis par Lepsius (2004).

Le combat des populistes de gauche contre l'hégémonie néolibérale s'affirme comme une lutte pour la souveraineté nationale, en référence principalement aux intérêts supposés du « peuple » tel que construit symboliquement par ces acteurs (Rovira Kaltwasser 2014). Errejón (2017) voit dans l'État-nation un refuge, une communauté d'identification pour l'immense majorité des « perdants » du néolibéralisme qui aspirent, selon lui, à appartenir de nouveau à une communauté qui puisse les protéger : « pour le moment, ils [les États-Nations] constituent l'unique instance démocratique capable de protéger les perdants de la mondialisation néolibérale. Il est donc normal que tant de gens se tournent vers la communauté nationale et en appellent à l'État. C'est pourquoi l'idée de patrie et d'un État fort en vient à occuper de nouveau une position centrale. Il faut éveiller une idée de transcendance et mobiliser de nouveau l'horizon d'une communauté nationale ». Ainsi que l'explique Chazel (2019) à propos de Podemos en Espagne, les questions de la souveraineté et des atteintes qui y seraient portées par l'austérité imposée par l'UE constituent des dimensions centrales de « l'hypothèse populiste » que le mouvement de Pablo Iglesias va tenter d'implanter au sein de la gauche radicale espagnole à partir de l'expérience national-populaire et anti-impérialiste des mouvements sociaux latino-américains au détour des années 2000. « A ses débuts, rappelle Chazel, Podemos centre donc une grande partie de son discours sur la récupération d'une « souveraineté volée », ses fondateurs imaginant une sorte de « bolivarisme européen » qui permettrait aux peuples exploités d'Europe du sud, aux périphéries, de s'unir contre le centre du système-monde européen (la « Troïka » et l'Allemagne) » (2019, p.131).

On peut donc légitimement s'interroger sur les repositionnements des populismes de gauche sur la dimension transnationale et le glissement que nombre de ces formations semblent aujourd'hui opérer à leur tour vers le pôle de démarcation, autour d'une revendication de souveraineté nationale au nom de la préservation des modèles nationaux d'État-Providence, de redistribution des richesses et de solidarité. Dans certains cas, ce mouvement peut s'effectuer sur des enjeux culturels, notamment au travers d'une prise de distance avec la tradition cosmopolite et universaliste de la gauche, perceptible entre autres dans la réorientation des discours sur l'immigration et la question des réfugiés depuis 2015. Dans le cas de Podemos, par exemple, Chazel et Dain (2019) rappellent également que la construction d'un patriotisme social a non seulement constitué une rupture forte avec la tradition de la gauche espagnole mais également permis à la formation de Pablo Iglesias d'entreprendre de se démarquer du référentiel communiste traditionnel de la Gauche Unie (*Izquierda Unida*) au sein de l'espace radical à gauche de l'échiquier politique ibérique.

Troisième et dernier élément du triptyque, la question de l'intégration européenne est intimement liée aux revendications populistes croissantes de préservation et/ou de rétablissement des prérogatives économiques, culturelles et politiques associées à l'expression de souveraineté nationale. Si une convergence existe bien entre les diverses manifestations populistes en Europe, elle s'exprime aussi en termes d'Euroscepticisme, c'est-à-dire de

critique par ces acteurs des fondements –remise en cause de principe– ou des modalités de fonctionnement –critique contingente– de l'UE (Szczerbiak et Taggart 2008, Heinisch et al. 2020).

Ainsi que de nombreux travaux ont été en mesure de l'illustrer, l'Euroscepticisme constitue un patrimoine commun aux formations radicales de gauche et de droite (Taggart 1998, Sitter 2001, Almeida 2010, Marks et al. 2006, De Vries et Edwards 2009, Conti et Memoli 2012, Vasilopoulou 2018, Halikiopoulou et al. 2012, Dolezal et Hellström 2016, Gómez-Reino et Llamazares 2013, Werts et al. 2013) et la critique de l'Europe s'est imposée au fil du temps comme un marqueur programmatique du populisme (Ivaldi 2018c). Kneuer (2019) a très récemment décrit à ce sujet l'opposition à l'UE comme un trait commun des populismes, voyant dans ce nouveau « tandem » du populisme et de l'euroscepticisme la confirmation de l'existence d'un clivage transnational qui traverserait plus que recouvrerait la dimension gauche-droite. Hutter et Kriesi (2019) confirment que l'opposition à l'intégration européenne est devenue un élément central et relativement stable de l'offre programmatique des partis populistes, un argument repris par Kriesi (2020) dans son analyse de la réaction populiste (*populist backlash*) à l'intégration européenne.

Reste cependant un certain degré de variabilité dans la manifestation dans l'offre populiste contemporaine de cette composante eurosceptique, tant en termes d'intensité que de modes de justification et enjeux mobilisés pour construire et porter la critique de l'UE et des institutions.

A la suite de Szczerbiak et Taggart (2008), notamment, l'euroscepticisme a été majoritairement défini dans la sociologie politique comparée sur un critère dual d'intensité, à partir d'une dichotomie entre des manifestations dites « molles » et « dures » (*soft / hard*) du phénomène dans l'espace de la compétition partisane. Ainsi qu'évoqué plus haut, cette distinction essentiellement binaire ne permet pas toujours d'appréhender les stratégies complexes des acteurs partisans et les opportunités qui leur sont offertes de mobiliser des cadres et des narratifs empruntés à la fois à la critique molle et dure de l'UE, dessinant ainsi les contours d'un euroscepticisme « équivoque » (Heinisch et al. 2020), capable d'ajustements tactiques contingents, ainsi que l'ont démontré récemment certains des virages programmatiques sur la zone Euro opérés par des formations telles que le RN en France, la Lega italienne ou le FPÖ autrichien.

Plus fondamentalement encore, les bases idéologiques et attitudinales de l'hostilité à l'intégration européenne sont à même de varier entre et à l'intérieur des deux grandes « familles » populistes de gauche et droite, attestant de la multi-dimensionnalité du concept d'Euroscepticisme (Helbling et al. 2010, Meijers 2017, Pirro et Van Kessel 2017, Pirro et al. 2018). Les motifs d'opposition à l'Europe restent divers et touchent à des enjeux multiples, culturels, économiques ou institutionnels, exprimés selon des intensités variables dans l'espace et dans le temps (Vasilopoulou 2011 & 2018). Sur le cas français et à partir d'une analyse des élections présidentielles de 2012, Belot et al. (2013) mettent en lumière les multiples cadrages de l'enjeu européen, tels qu'ils se dessinent dans l'offre politique comme le résultat de « tensions structurelles et d'instrumentalisations conjoncturelles » activant des « ressorts idéologiques variés » qui entrent « en résonance avec les ambivalences des électorats de chaque camp » (p.1098).

Sitter (2002) souligne en outre l'inscription de la mobilisation eurosceptique dans les objectifs stratégiques des acteurs partisans, en fonction de leur statut et de leur position au sein des systèmes de compétition : l'attitude vis-à-vis de la construction européenne représente à cet égard une ressource politique, pouvant à la fois servir des objectifs de normalisation –un mouvement centripète vers un espace mainstream de consensus sur l'Europe-projet– et, le plus souvent, de différentiation et d'affirmation par les populistes de leur singularité en opposition directe à ce même consensus tel qu'il rassemble traditionnellement en Europe les grands partis de gouvernement et leurs élites.

Reprenant ces divers éléments, Kriesi (2020) rappelle que l'intensité et l'orientation de la réaction populiste à l'encontre de l'intégration européenne varient selon les acteurs de gauche ou de droite radicale. L'auteur insiste notamment sur la dimension « rétrograde » inhérente à l'euroscepticisme nationaliste des droites radicales et voit à l'inverse dans la variante de gauche radicale une expression « progressiste » de cette même opposition à l'UE. A gauche, l'euroscepticisme des populismes de Podemos ou de la France insoumise par exemple constituent des dérivatifs de l'anti-impérialisme inspiré par la gauche latino-américaine et réinterprété par ces acteurs au travers de l'opposition qu'ils formulent à l'ordolibéralisme et au néo-colonialisme de l'Union européenne, et aux politiques d'austérité et d'orthodoxie budgétaire que cette dernière a imposé aux « peuples » d'Europe pendant la crise financière.

A un niveau plus politique, Eklundh (2018) met en garde contre l'appropriation stratégique par le populisme de gauche, sous couvert de la lutte contre l'hégémonie prescrite par Laclau notamment, d'une référence à la souveraineté nationale. Pour l'auteur, la théorie de l'hégémonie utilisée par les nouveaux partis populistes en Europe renforce l'idée d'une subjectivité politique alignée sur la souveraineté nationale. A gauche, notamment, le contre-discours contre les pratiques hégémoniques de l'Union européenne s'est progressivement articulé à une revendication accrue d'autonomie nationale, qui prend le risque d'une confusion avec les projets eurosceptiques portés à droite par les courants nationalistes plus réactionnaires tels qu'évoqués par Kriesi.

Reflétant ces inflexions idéologiques, des recompositions semblent à l'œuvre depuis plusieurs années dans la structure des préférences et des attitudes eurosceptiques au sein des électorats européens, essentiellement dans la période d'après-crise financière de 2008 et dont on peut déceler certains éléments clés (voir la première des deux études de cas proposées parallèlement au mémoire d'habilitation). Les résultats de l'étude comparative conduite par Santana et Rama (2018) montrent l'importance des facteurs idéologiques relatifs au conflit transnational et attestent de la recomposition de l'espace de compétition politico-électorale à gauche de l'échiquier politique : leurs analyses statistiques multivariées dans neuf pays européens mettent en évidence un effet positif sur le vote en faveur des partis populistes de gauche de l'opposition à l'Union européenne et, surtout, d'une vision plus restrictive de l'immigration, ces deux facteurs distinguant les électeurs de gauche populiste à la fois de ceux des partis de gauche mainstream et de l'ensemble des forces non-populistes (p.8).

Le travail conduit par De Vries (2018c) sur le cas néerlandais éclaire également une convergence des électorats populistes de gauche et de droite sur l'axe de compétition que l'auteur définit comme l'opposition entre préférences « cosmopolites » et « paroissiales » (*parochial*), indépendamment de l'affiliation gauche-droite des individus. Les électeurs populistes de droite et, de manière moins marquée, de gauche, se rejoignent au pôle paroissial de cette nouvelle dimension de conflit, dans une opposition commune au multiculturalisme et

à l'immigration, partageant un même scepticisme quant à l'ouverture internationale et à la construction européenne.

Cette convergence est également visible dans les résultats de l'étude comparative conduite par Rama et Santana (2020). À partir des données de la vague 8 de l'ESS, ces auteurs s'intéressent en particulier à la compétition électorale entre les partis populistes de gauche et de droite dans six pays européens où ce type de concurrence est observable (France, Allemagne, Islande, Italie, Lituanie et Pays-Bas). Leurs résultats montrent que les supporters des partis populistes de gauche et de droite présentent des attitudes similaires envers l'immigration et l'intégration européenne (UE), mais qu'ils diffèrent en revanche dans leurs attitudes vis-à-vis des élites et au regard du sentiment de précarité socio-économique qu'ils expriment.

III. Les trois 'R' du populisme global : redistribution, reconnaissance, représentation

Outre les nombreuses interrogations qui touchent à la définition et à la délinéation du périmètre du phénomène populiste, un second grand ensemble de questions a trait aux dynamiques économiques, culturelles et politiques qui président à l'émergence et au développement de ce type d'acteurs dans un si grand nombre de démocraties contemporaines, nonobstant la diversité des contextes partisans, des traditions socio-politiques ou des cultures nationales. Quels liens le populisme entretient-il avec les grandes transformations socio-économiques et culturelles des sociétés post-industrielles ? De quelle manière peut-on, en particulier, penser les interactions du populisme et des multiples lignes de fracture formées par la globalisation au travers des recompositions que cette dernière peut induire, directement ou indirectement, dans le fonctionnement des démocraties modernes, dans la (re)configuration des systèmes nationaux de partis et dans la dimensionnalité des espaces de compétition politico-électorale ?

Depuis plus d'une dizaine d'années, cette question de l'alignement du phénomène populiste sur les enjeux structurants de l'internationalisation occupe une part importante de la littérature scientifique. Le caractère multidimensionnel de la globalisation et la diversité des effets qu'elle peut être à même de produire sur les systèmes politiques au travers de l'interdépendance croissante qu'elle peut impliquer en termes économiques, culturels et politiques sont au cœur de la réflexion actuelle sur le phénomène populiste. L'essor et la consolidation électorale de ces acteurs sont appréhendés à la lumière des transformations culturelles et économiques des sociétés post-industrielles, imputables, pour certaines d'entre elles au moins, à l'internationalisation, au regard de leur impact direct ou indirect sur les systèmes partisans et leurs acteurs.

Zürn et de Wilde (2016) soulignent que la globalisation « place les questions de frontières, de souveraineté, d'identité et de justice au premier plan des débats politiques » (p.294). La notion de « justice » est particulièrement importante ici et renvoie, ainsi que le souligne très justement Fraser (2009), à des préoccupations relatives à la redistribution, à la reconnaissance et à la représentation, qui sont au cœur, ajoute l'auteur, des idéologies cosmopolites et communautaristes qui se situent aux deux pôles opposés de l'axe transnational.

« Redistribution », « reconnaissance » et « représentation » pourraient ainsi constituer en quelque sorte les trois 'R' du populisme global, autour du principe fondamental de « justice » et des transformations que ce dernier subirait sous les effets de l'internationalisation. Goodwin et Eatwell (2018) évoquent des éléments relativement comparables dans leur analyse du national-populisme contemporain et relient ce dernier à la convergence de trois principaux ordres de facteurs : d'une part, un processus de privation face à la montée des inégalités économiques, à la stagnation des salaires réels, à la précarité de l'emploi et à la diminution des prestations sociales ; en second lieu, la destruction –réelle ou perçue– des cultures et traditions nationales, des systèmes de valeurs qui y sont associés et des structures d'autorité et modes de vie historiquement ancrés dans ces communautés ; enfin, un mouvement croissant de défiance à l'égard des élites politiques, de la corruption et de l'exclusion perçue des institutions de la démocratie libérale. Avec pour conséquence le désalignement électoral des citoyens et la rupture de leurs attaches avec les principaux partis politiques, sur fond d'affaiblissement des clivages associés à ces partis et sur lesquels ils opèrent traditionnellement.

Une problématique similaire est également proposée par Kitschelt et Rehm (2014) qui proposent de distinguer une structure tridimensionnelle de l'espace des préférences socio-politiques, que les auteurs définissent à partir de trois notions de *greed*, *group* et *grid* (p.1671). La première de ces trois dimensions renvoie à leurs yeux à la question de l'allocation des ressources économiques et à la justice sociale, notamment via la redistribution ; la seconde à l'ensemble des décisions relatives à l'appartenance au(x) groupe(s) –inclusive ou exclusive ; une troisième et dernière dimension concerne, enfin, la participation et la prise de décision collective, les modes de représentation et de gouvernance, et, plus généralement, les questions relatives aux valeurs et à l'articulation politique des libertés individuelles et des choix collectifs.

« Redistribution », « reconnaissance » et « représentation » s'adossent à des systèmes d'enjeux et de demandes socio-économiques, culturelles et politiques spécifiques. Sous l'angle économique, la question de l'internationalisation, de son impact et des liens avec le populisme est abordée au travers des effets électoraux des processus de désindustrialisation, d'accroissement des inégalités et de développement des insécurités et griefs socio-économiques au sein des sociétés post-industrielles ; sous l'angle culturel, le populisme, notamment à droite de l'échiquier politique, est analysé comme le produit d'une réaction (*backlash*) au multiculturalisme et aux transformations des systèmes de valeurs dominants ; en termes politiques, enfin, il convient de s'interroger sur les contraintes qui pèsent sur les acteurs partisans traditionnels et leur capacité de continuer d'assurer leurs fonctions de représentation et d'agrégation des intérêts et groupes sociaux, et plus encore leur aptitude à apporter des réponses effectives –ou en tout état de cause perçues comme telles– aux demandes émanant de ces groupes.

S'ils peuvent, chacun, constituer une porte d'entrée distincte et utile vers la compréhension des ressorts du phénomène populiste contemporain, ces divers ordres de facteurs sont aujourd'hui intégrés à une réflexion plus large sur les possibles interactions et médiations des dimensions économiques, culturelles et politiques, dans le contexte des transformations produites par la globalisation, des contraintes que ces dernières posent aux partis traditionnels et des diverses opportunités de mobilisation qu'elles offrent par ailleurs aux entrepreneurs populistes (Rodrik 2018).

La compréhension notamment des interactions complexes entre insécurités économiques et culturelles se révèle, à cet égard, capitale. Ainsi que nous allons le voir, l'effet des variables économiques ne s'exerce pas de manière directe mais demeure, le plus souvent, médiatisé par les revendications culturelles. Pour nombre d'auteurs, cet effet médiateur traduirait plus généralement le glissement qui se serait opéré au cours des dernières décennies d'une attente de « compensation » –à savoir l'ancien rôle de l'État providence dans la correction des effets de la globalisation et de la libéralisation– vers une demande de « reconnaissance » dont les logiques dépasseraient assez largement les seuls aspects matériels. Griefs économiques et culturels se confondent alors eux-mêmes dans une même revendication de reconnaissance liée au statut : les effets des transformations économiques et culturelles opèreraient ainsi par hypothèse au travers d'un sentiment de marginalisation sociale des individus et des groupes qui y sont les plus fortement exposés, face à ce que ces derniers perçoivent comme une remise en question de leur statut, de leur culture et de leurs valeurs au sein de la société.

Cette troisième partie propose une revue des principaux facteurs socio-économiques, culturels et politiques associés à la globalisation et leur impact sur le développement du populisme, avant d'évoquer les pistes de réflexion qui ont émergé plus récemment dans la littérature internationale quant aux interactions et effets de médiation de ces divers ordres d'explication du phénomène populiste.

III.I. Enjeux économiques

Un vaste pan de la littérature internationale relie le populisme à la globalisation par l'intermédiaire des facteurs socio-économiques. Cette interprétation essentiellement « matérialiste » du populisme (Cox 2017, p.15) se place dans le contexte des transformations induites par la globalisation et le développement du néolibéralisme, la fracture du marché du travail et la dualisation croissante des sociétés post-industrielles, en particulier l'accroissement des inégalités (Montier et Pilkington, 2017). Rodrik (2018) propose d'appréhender le phénomène populiste comme une des multiples réponses politiques aux bouleversements économiques et au profond sentiment d'injustice tel qu'il peut être ressenti notamment au sein des communautés locales et groupes sociaux les plus directement affectés par les effets de la mondialisation, que ce soit en raison de l'ouverture commerciale ou de l'intégration financière mondiale et des crises qui l'accompagnent.

De nombreux travaux éclairent l'importance des effets distributifs de la globalisation dans l'explication du succès des partis et entrepreneurs populistes. La question de l'internationalisation est généralement intégrée à une réflexion plus large sur les effets électoraux des processus de désindustrialisation, d'accroissement des inégalités et plus largement de la transition post-Fordiste et avènement des sociétés post-industrielles (Essletzbichler et al. 2018). Hooghe et Marks (2018) identifient plusieurs événements accélérateurs de ces transformations dans les années 1990, que représentent à leurs yeux l'adoption du Traité de Maastricht en Europe, la chute du mur de Berlin ou les négociations de l'OMC. Dans leur analyse empirique longitudinale des effets du commerce international sur les opinions et les comportements politiques, Dippel et al. (2019) isolent également deux tournants majeurs avec la chute du mur en 1989 et l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001. Par ailleurs, les résultats de Teney et al. (2014) confirment que l'impact de la mondialisation

économique et son rôle dans la cristallisation d'un conflit transnational est comparable dans les pays d'Europe orientale et centrale, soumis, en dépit de systèmes politico-économiques dissemblants –car généralement plus volatils et plus faiblement institutionnalisés–, aux mêmes pressions de la globalisation.

Le soutien à ce type de partis serait plus fort chez les individus confrontés à l'insécurité et l'adversité socio-économiques, aux inégalités et aux changements technologiques –induits ou non, il est important de le souligner, par l'internationalisation. Si elle domine incontestablement les cadres actuels d'appréhension du phénomène populiste (Algan et al. 2017, Algan et al. 2019, Dorn et al. 2016, Burgoon et al. 2019, Colantone et Stanig 2018a et 2018b), cette réflexion n'est cependant pas nouvelle. Dès le milieu des années 1990, Betz (1994) évoquait notamment l'implantation des droites radicales populistes au sein même des couches sociales basses, travailleurs peu qualifiés, à bas salaires et faible sécurité d'emploi, les plus vulnérables aux risques socio-économiques et à l'affaiblissement des filets de sécurité de l'État-providence.

Les effets de l'internationalisation seraient donc à rechercher à la fois à un niveau objectif –à savoir une mesure de l'exposition aux risques et aux opportunités offertes par la mondialisation– et subjectif, dans la manière dont ces risques et opportunités sont transformés et réinterprétés par les individus et groupes sociaux au travers de leurs perceptions, attitudes et identités collectives préexistantes (Teney et al. 2014). Cette médiation par les attitudes de l'impact de l'adversité économique et des bouleversements imposés par la globalisation et la modernisation dans ces segments spécifiques des électorats occidentaux représente un domaine capital de la réflexion qu'il convient de mener plus largement sur les conséquences économiques de l'internationalisation. Le sentiment par les citoyens d'un déclin de leur statut socio-économique nourrit à la fois leur ressentiment à l'encontre des élites politiques et produit également des réflexes nativistes dirigés à l'encontre de populations immigrées perçues comme concurrentes sur le marché du travail et dans le partage de la richesse.

III.I.I. Insécurité socio-économique

Le développement contemporain du populisme est souvent attribué à celui de l'insécurité économique. Dans cette perspective, le populisme serait une conséquence et la manifestation politique des frustrations et des inquiétudes des groupes sociaux les plus exposés aux effets de l'ouverture internationale des économies post-industrielles et de l'ensemble des processus associés à la globalisation et, plus généralement, à la modernisation –essor du secteur tertiaire, automatisation, désyndicalisation, acceptation des logiques du marché, disparition des instruments protectionnistes, pressions concurrentielles externes et affaiblissement des marges nationales de régulation économique et sociale. S'il n'est pas lieu d'entrer ici dans le détail des mécanismes macro-économiques en jeu, notons que les économistes ont souligné les effets du biais de qualification induit par le changement technologique sur la réduction et la plus grande volatilité de la demande de main d'œuvre peu qualifiée et la stagnation des salaires dans les économies développées (Rodrik 1998, Autor et al. 2003).

Aux États-Unis, l'impact de la globalisation économique, de la concurrence commerciale chinoise en particulier et de ses répercussions négatives sur le secteur manufacturier américain a pu être établi en termes de polarisation idéologique et, de même manière quelque

peu différente de l'Europe, nous allons le voir, de glissement conservateur de l'électorat dans les régions les plus touchées par la globalisation. Ce mouvement vers la droite aurait favorisé les candidats du parti républicain, notamment lors des élections présidentielles de 2008 et 2016. Dans une note de recherche prolongeant leurs travaux antérieurs sur les effets de la compétition internationale sur la polarisation politique aux États-Unis, Autor et al. (2017) concluent ainsi que l'exposition aux importations chinoises a contribué de façon non négligeable à l'élection de Donald Trump. Leur modèle d'analyse écologique témoigne des incidences du développement du commerce international depuis les années 2000 et établit un lien entre l'augmentation du soutien aux Républicains au niveau des comtés électoraux entre 2000 et 2016 et la croissance de l'exposition des marchés du travail locaux (*commuting zones*) à la pénétration des importations chinoises. Les auteurs notent un effet positif important de la concurrence croissante de ces importations sur les gains électoraux enregistrés par les Républicains sur la période. Pour le cas britannique, Sampson (2017) identifie également une surreprésentation du vote en faveur du Brexit en juin 2016 chez les individus les plus réticents face à l'ouverture internationale. L'étude empirique conduite par Colantone et Stanig (2018a) confirme que le soutien au *leave* a été plus élevé dans les régions les plus fortement exposées à la globalisation et au commerce international, en particulier aux importations en provenance de Chine.

Sur la question centrale de la globalisation, des travaux tels que Scheve et Slaughter (2004) montrent l'impact de l'internationalisation sur le développement de l'insécurité économique, notamment au sein des groupes les plus exposés à ces évolutions. En se concentrant, en particulier, sur une dimension relativement négligée de la mondialisation que sont les investissements directs étrangers au sein des entreprises multinationales, les auteurs rappellent que ces mouvements de capitaux ont augmenté à un rythme beaucoup plus rapide que les flux de biens et de services, entraînant une plus forte élasticité de la demande de main-d'œuvre des entreprises et, en retour, une plus grande volatilité des salaires et de l'emploi. A partir de données de panel en Grande-Bretagne au cours des années 1990, les auteurs montrent que l'augmentation des investissements internationaux a, au travers des diverses transformations qu'elle peut potentiellement induire, un impact substantiel sur le sentiment d'insécurité économique des individus.

Colantone et Stanig (2018b) illustrent pour leur part un lien spécifique entre globalisation économique et soutien aux partis et acteurs de droite populiste. L'analyse empirique conduite par ces auteurs suggère en particulier qu'un processus de droitisation des électorats s'opère lorsque ces derniers sont directement soumis à la pression du commerce international et aux effets de la mondialisation économique. Les auteurs concluent que le degré d'exposition au commerce mondial –mesuré par les volumes relatifs d'importations chinoises– produit un effet statistique significatif de renforcement du soutien au populisme aux États-Unis ainsi que dans les 15 pays européens couverts par leur analyse.

Pour le cas français, l'analyse écologique fine conduite par Malgouyres (2017) examine l'impact des chocs commerciaux sur la période 1995-2012, tel que mesurable à partir du degré d'exposition à la concurrence des importations des pays à bas salaires. Les résultats montrent l'existence d'un effet relativement faible mais néanmoins positif de la concurrence induite par ces importations sur le niveau de soutien au Front national. A partir de données individuelles de panel depuis le milieu des années 1980, Dippel et al (2019) sont en mesure pour leur part de mettre en évidence un effet causal sur le comportement électoral en Allemagne de l'exposition commerciale croissante face à la concurrence de la Chine à partir

de 2001 et de l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin. Leurs estimations suggèrent que la concurrence des importations en provenance des pays à bas salaires a contribué de manière significative à une augmentation du soutien aux formations d'extrême-droite outre-Rhin –notamment pour l'AfD entre 2013 et 2017. L'analyse de médiation conduite par ces auteurs montre en outre que les ajustements du marché du travail aux évolutions du commerce international constituent le principal facteur de cette augmentation. Les données individuelles de panel leur permettent, enfin, d'établir un effet différentiel de l'exposition commerciale, plus marqué chez les travailleurs plus faiblement qualifiés et dans le secteur manufacturier, c'est-à-dire les groupes les plus directement affectés par les effets négatifs de l'intégration commerciale croissante sur le marché du travail.

Ces conclusions rejoignent celles d'autres travaux, à l'instar de Milner (2018), qui insistent sur l'importance des variables « médiatrices » de la globalisation. Dans son étude des liens entre populisme et globalisation. Milner rappelle que cette dernière exerce des effets essentiellement indirects, par le biais notamment de l'érosion des emplois manufacturiers dans les économies avancées. La perte d'emplois dans ce secteur et les plus faibles opportunités offertes sur le marché du travail nourrissent selon elle le sentiment d'insécurité économique qui viendrait alimenter le vote populiste. Par ailleurs, la globalisation peut également à ses yeux avoir un impact indirect via les effets produits par certains gains de productivité associés à l'évolution technologique et à la modernisation sur le niveau et la composition de l'emploi. Le travail, plus ancien, conduit par Swank et Betz (2003) confirme cette intuition : certains aspects de la post-industrialisation ou du déclin de l'emploi dans le secteur industriel, sont en fait systématiquement associés à une augmentation du soutien électoral aux partis de droite radicale populiste (p.239).

Dans un contexte totalement différent, les travaux empiriques de Mughan et al. (2003) d'analyse du vote *One Nation* en Australie éclairent pleinement la dimension subjective de ces interactions et mettent en évidence les liens complexes qui peuvent être établis entre globalisation, anxiété économique liée au sentiment de précarité de l'emploi (*job insecurity*) et vote populiste. Les auteurs montrent en premier lieu l'effet conjoint de l'insécurité personnelle de l'emploi et de la perception par les individus de plus faibles opportunités sur le marché du travail local dans l'accroissement des sentiments anti-globalisation tels qu'ils peuvent être mesurés, notamment, par le soutien à un ensemble de politiques commerciales protectionnistes. Cet effet conjoint est, à leurs yeux, essentiel à la compréhension de la structuration d'attitudes anti-globalisation et un tel effet s'avère en outre statistiquement significatif et substantiel dans les modèles de vote en faveur de la droite populiste, que ces auteurs proposent (p.630).

Cette notion d'un déclin de statut subjectif chez les individus les plus exposés aux conséquences de la globalisation est au cœur de la réflexion sur les liens entre internationalisation économique et soutien électoral aux droites radicales populistes. A partir d'une analyse empirique de l'ensemble des pays membres de l'UE, Teney et al. (2014) montrent que la stratification, notamment, des électorats européens en deux groupes de « perdants » et « gagnants » potentiels de la globalisation ne répond pas uniquement à des critères objectifs de position socio-économique ou d'exposition réelle aux risques de l'internationalisation mais comporte également une composante subjective relative à l'évaluation par les individus de leur situation économique et financière, leur sentiment d'appartenance collective et la perception que ces derniers peuvent partager de la

mondialisation économique comme constituant essentiellement un ensemble de risques (p.590).

La distinction entre menaces subjectives et objectives sur le marché du travail est au cœur de nombreux travaux (voir par exemple Rovny et Rovny 2017), dont nous allons voir qu'ils renvoient également à une réflexion d'ores-et-déjà relativement aboutie quant à la sociologie des « gagnants » et « perdants » de la mondialisation. Au regard du vote de droite radicale populiste, ces études soulignent fortement l'importance du risque « perçu » par les individus d'une perte de leur statut socio-économique. L'analyse comparative par Kurer (2018) de données de panel en Allemagne, au Royaume-Uni et en Suisse sur la période 1990-2014 éclaire l'importance de tels mécanismes subjectifs : plus que dans l'expérience réelle de la perte de statut, les facteurs du vote en faveur des partis de droite radicale populiste seraient à rechercher, selon l'auteur, dans la peur du déclin social associée notamment à la crainte de perte d'emploi. Si cette peur traverse selon toute hypothèse l'ensemble des catégories d'actifs, Zagórski et al. (2019) en illustrent plus précisément la mécanique pour un segment électoral spécifique, à savoir les jeunes de moins de 30 ans : à partir d'une analyse des données de la vague 8 de l'ESS dans 17 pays européens, les auteurs montrent que les jeunes ont une plus forte probabilité de soutenir un parti de droite radicale populiste lorsque le contexte national est marqué par l'insécurité et la précarité de l'emploi pour cette catégorie d'âge particulière.

De la même façon, dans leur travail sur les effets politiques de l'automatisation, Im et al. (2019) insistent sur l'importance de cette dimension subjective dans l'appréhension par les individus d'une menace potentielle sur leur statut socio-économique, associée aux processus de modernisation et de transformation technologiques, et le vote en faveur des partis de droite radicale. Les auteurs soulignent notamment la peur d'une perte de statut et de chute dans la pauvreté comme facteur prédominant du vote de droite radicale en Europe ; à l'inverse, leurs résultats montrent que l'expérience effective par les individus de difficultés économiques conduit plus particulièrement, quant à elle, à l'abstention (p.6). Aux États-Unis, Frey et al. (2018) montrent que les craintes liées aux changements technologiques et à ce que les auteurs évoquent comme « l'anxiété de l'automatisation » ont constitué un facteur significatif du vote en faveur de Donald Trump à l'occasion de l'élection présidentielle de 2016.

En combinant données agrégées et individuelles, Anelli et al. (2019) montrent pour leur part un impact significatif de la robotisation dans l'augmentation au soutien électoral en faveur des formations nationalistes et de droite radicale et en éclairent les mécanismes attitudinaux sous-jacents : une plus forte exposition à la robotisation conduit à une évaluation plus négative par les individus de leur situation économique personnelle, à une satisfaction moindre vis-à-vis du gouvernement et du fonctionnement de la démocratie, et à une perception par les répondants d'une moindre efficacité politique –notamment leur capacité à peser de manière effective sur les décisions gouvernementales.

III.I.II. Inégalités et privation relative

Dans le prolongement de la réflexion sur la dimension subjective des effets socio-économiques de la globalisation, une place toute particulière est faite à l'analyse de l'impact dans le champ de la compétition politico-électorale de l'accroissement des inégalités de richesse au sein des économies avancées et au rôle que ces inégalités –réelles et/ou perçues– peuvent jouer dans la structuration du phénomène populiste contemporain. A l'instar de la désindustrialisation évoquée plus haut, les inégalités et les effets qu'elles sont susceptibles de produire sur les comportements socio-politiques constituent dans de tels modèles explicatifs une variable « médiatrice » de l'internationalisation et de ses conséquences sociales et économiques.

Ce creusement des inégalités a été très largement analysé dans la littérature économique, indépendamment par ailleurs de la question de leur traduction dans l'ordre politique. Ces études pointent notamment la stagnation du niveau de vie de larges secteurs de la classe moyenne dans les nations industrialisées (Milanovic 2016). Piketty (2014) montre qu'au cours des dernières décennies, le revenu réel de la plupart des habitants des pays occidentaux a stagné ou a diminué, en dépit d'une croissance économique substantielle accompagnée d'une concentration des gains dans une infime minorité de la population la plus riche. Dans un rapport récent, Alvaredo et al. (2018) rappellent que les inégalités ont crû dans presque tous les pays, cependant à des rythmes différents selon les contextes et de manière plus marquée en Amérique du Nord qu'en Europe.

Dans beaucoup de cas, ces inégalités structurelles ont été non seulement portées au grand jour par la crise, mais plus fondamentalement encore exacerbées par le choc financier de 2008. Un même effet peut d'ailleurs être mis en évidence s'agissant des conséquences de l'épidémie actuelle de coronavirus. Dans une analyse « à chaud » des effets de la crise sanitaire et du confinement en France, Damon (2020) souligne l'accentuation des inégalités classiques, sous le coup de la hausse du chômage et d'une baisse différentielle des revenus. Surtout, explique l'auteur, « des inégalités relativement nouvelles, liées en particulier aux évolutions des technologies et de l'univers du travail, s'intensifient » (p.53).

La question du lien à établir entre globalisation, d'une part, et croissance des inégalités, d'autre part, n'est pas, il est important de le souligner, totalement tranchée par les économistes eux-mêmes. Le creusement des écarts de richesse a effectivement coïncidé avec la période de mondialisation économique et les inégalités ont progressé dans pratiquement tous les pays de l'OCDE dans la décennie qui a précédé le choc financier de 2008. Pour autant, cette croissance des inégalités est attribuable à un ensemble plus complexe de facteurs autres que la seule internationalisation, notamment politiques et institutionnels, ainsi que les transformations technologiques liées à la modernisation. Piketty (2014) fait valoir à ce titre que l'inégalité croissante est devenue une caractéristique structurelle du capitalisme contemporain en l'absence de mesures redistributives fortes de la part des États-nations. A l'inverse, Rodrik (2018) souligne les répercussions des accords commerciaux internationaux sur la redistribution des richesses et la diminution de la part relative des moins nantis, et le déséquilibre qui s'est, selon lui, établi entre l'importance accordée au renforcement de la mobilité internationale des capitaux et des services, et, parallèlement, l'affaiblissement relatif des structures sociales et institutionnelles nécessaires aux mesures compensatoires à destination des groupes les plus exposés aux effets de l'internationalisation.

Délaissant pour beaucoup les enjeux strictement économiques de ce débat, beaucoup de travaux dans le champ de la sociologie politique s'interrogent sur le rôle joué par le développement des inégalités de ressources et de revenus, y compris dans certaines des nations les plus prospères du monde occidental, dans le phénomène populiste contemporain. Dans son analyse récente du populisme en Europe et aux États-Unis, Bonikowski (2017) souligne l'importance de cette augmentation des inégalités et du sentiment d'injustice qui y est associé, et de ses conséquences politiques, s'agissant notamment du vote populiste. Son travail rejoint nombre d'autres auteurs qui insistent à leur tour sur la perception par les citoyens d'une injustice profonde associée au sentiment croissant d'insécurité économique produit par la crise et aux diverses formes de ressentiment que ces griefs peuvent générer à l'encontre des élites politiques.

Rodrik (2018) met particulièrement en exergue le rôle que ce sentiment d'injustice économique (*economic unfairness*) joue dans l'activation du populisme : à ses yeux, les inégalités sont plus clairement perçues et ressenties lorsque les citoyens ont le sentiment que différentes règles s'appliquent à divers groupes sociaux, ce qui nourrit en particulier les attitudes anti-élites. Jones et Matthijs (2017) renvoient la crise actuelle des démocraties représentatives à l'affaiblissement de la « solidarité » telle qu'elle se décline, singulièrement, dans l'affirmation du principe d'équité et d'égales opportunités pour l'ensemble des membres de la société. A leurs yeux, « l'évaporation de la solidarité est importante car l'affaiblissement de ces liens modifie la perception de la portée et de la composition du '*démos*' par les individus (…) Ces derniers peuvent partager les mêmes valeurs en matière de représentation, de participation, de responsabilité et autres, mais ils auront des perceptions différentes de la légitimité de la protection de ces valeurs pour différents groupes au sein des mêmes institutions politiques » (p.191).

Pastor et Veronesi (2018) ont récemment proposé une modélisation économétrique des liens entre globalisation, croissance des inégalités et soutien électoral aux acteurs et partis populistes en Europe occidentale ou aux États-Unis notamment. Leur modèle d'équilibre voit dans la réaction anti-mondialisation une réponse optimale de la part d'électeurs rationnels face à la montée des inégalités, qui est ici appréhendée et modélisée, il convient de le noter, comme conséquence naturelle de la croissance économique. Dans le modèle que proposent ces auteurs, un lien avec la globalisation existe toutefois, qui s'établit dans l'importance des facteurs relatifs à l'intégration financière et commerciale internationale des nations concernées, face notamment à l'émergence de pays à forte croissance.

En écho aux nombreux travaux consacrés aux « perdants » de la globalisation, le modèle proposé par Pastor et Veronesi (2018) pose par ailleurs un postulat d'hétérogénéité de l'aversion au risque parmi les groupes sociaux, dont les auteurs montrent qu'elle est statistiquement associée aux bénéfices de l'internationalisation tels que perçus par ces individus. Dans un travail plus ancien, Scheve et Slaughter (2001) avaient déjà examiné les perceptions des travailleurs américains à l'égard des coûts et des avantages de la globalisation et souligné l'impact de ces perceptions sur la structuration des préférences politiques, montrant notamment l'importance des attitudes anti-globalisation chez les individus de plus faible niveau de diplôme (p.9). En écho à la modélisation proposée par Pastor et Veronesi, leurs conclusions invitent à considérer l'effet de concentration de l'impact de la globalisation sur des secteurs spécifiques identifiables par leurs caractéristiques démographiques, socio-économiques et, dans certains cas, géographiques : selon Scheve et Slaughter, cet impact est

particulièrement visible parmi les emplois manufacturiers traditionnels, chez les travailleurs faiblement qualifiés de l'industrie et des services, dans des bassins d'activité eux-mêmes déjà fortement affectés par les transformations économiques.

Dans une veine similaire, Autor et al. (2017) suggèrent que les effets de l'internationalisation pèsent de manière disproportionnée sur les marchés du travail locaux qui, historiquement, se sont spécialisés dans la fabrication à forte intensité de main-d'œuvre. Un même effet a pu être mis en lumière par l'analyse spatiale comparative des votes du Brexit et en faveur de Donald Trump aux élections américaines de 2016, conduite par Essletzbichler et al. (2018) : la distribution régionale de ces votes montre une élévation significative du soutien au *leave* ou au candidat républicain aux États-Unis dans les anciennes régions industrielles, où la restructuration économique s'est opérée de manière plus lente, ainsi que dans les zones où les taux de chômage sont les plus élevés et dans lesquelles le marché local du travail a été plus durement affecté par la crise économique de 2008.

Dans nombre de cas, ces lignes de fracture se manifestent sous la forme d'une polarisation « spatiale » du phénomène populiste. Ce clivage spatial repose sur une profonde transformation sociologique des espaces urbains et périphériques et reflète pour partie la distribution des groupes socio-économiques qui peuplent ces divers espaces.

Aux États-Unis, on observe un alignement distinctif des enjeux et de l'impact de la globalisation sur un axe opposant les grandes métropoles urbaines aux périphéries, notamment rurales. Les analyses de la distribution géographique de l'électorat de Donald Trump en 2016 montrent un fort tropisme rural et suburbain, qui tranche avec la faiblesse du soutien pour le candidat républicain dans les grandes métropoles. Florida (2017) a analysé le creusement des inégalités et de la ségrégation spatiale et a été en mesure d'identifier une concentration d'un électorat de classes moyennes inférieures et catégories populaires dans les petites villes et les périphéries rurales, avec le sentiment pour ces catégories d'un déclin de leur statut et de l'absence de perspectives ou d'opportunités économiques sur le marché local de l'emploi. Ainsi que le suggère également Cramer (2016), dans ces zones rurales, qui sont aujourd'hui parmi les plus pauvres aux États-Unis, la prégnance des sentiments de « relégation » et d'une forme d'anxiété économique sont propices à l'expression du ressentiment politique. C'est au cœur de cette Amérique-là que Trump a enregistré en 2016 certains de ses gains les plus substantiels par rapport à Mitt Romney quatre ans auparavant.

Pour le cas britannique, Ford et Goodwin (2014a) soulignent l'implantation de l'UKIP au sein d'une classe d'électeurs qu'ils qualifient de « laissés-pour-compte » (*left behind*), électeurs blancs, plus âgés, faiblement qualifiés, au sein de l'ancienne classe ouvrière, marginalisés par l'évolution de la structure économique et sociale britannique. Les résultats du Brexit peignent le portrait d'un pays profondément divisé, non seulement en termes de classe sociale, de capital culturel ou de génération, mais également selon des critères géographiques. D'une manière générale, le *remain* l'a emporté dans les grandes métropoles urbaines multiculturelles – de manière plus nette à Londres avec 60 % des voix et jusqu'à plus de 75 % dans certains *boroughs*. À l'inverse, le *leave* a dégagé des majorités substantielles dans les zones rurales et post-industrielles du Nord-Est, en particulier dans les villes populaires à forte présence ouvrière (Hobolt 2016).

Dans son essai, Goodhart (2017) propose pour sa part d'analyser les résultats du Brexit au prisme du clivage sociospatial qui opposerait à ses yeux deux groupes définis comme les individus du « n'importe où » (*anywhere*) et ceux qui sont « quelque part » (*somewhere*). Si l'auteur rappelle qu'il s'agit naturellement plus d'un continuum que d'une coupure duale stricte de la société britannique, il insiste cependant sur les différences profondes de sociologie, de géographie et, surtout, de systèmes de valeurs de ces groupes sociaux et de leurs attitudes face à la globalisation. S'agissant en particulier des *somewhere*, Goodhart souligne qu'il s'agit d'individus plus ancrés géographiquement, plus faiblement qualifiés et moins diplômés, plus attachés à leur communauté et à ses valeurs traditionnelles et qui manifestent une plus grande anxiété face aux principaux changements culturels et à la diversité ethnique.

A partir d'une analyse géographique fine du Brexit, Becker et al. (2017) observent que le vote en faveur du *leave* en juin 2016 a été structuré par des facteurs socioculturels et de fortes disparités spatiales. Le modèle « optimal » que ces auteurs dégagent à partir de leur analyse statistique montre que le soutien à la sortie de l'UE s'est concentré dans des anciennes zones industrielles au sein de communautés populaires constituées d'individus peu diplômés, à plus faibles revenus et plus exposés au chômage ou à la rareté des services publics. Essletzbichler et al. (2018) montrent, nous l'avons souligné plus haut, que l'effet en particulier de la précarisation et de l'affaiblissement des filets de sécurité représentés par les prestations sociales a été notable dans la distribution du soutien au *leave* et que cet effet a été plus marqué dans les zones soumises parallèlement à un flux plus rapide de nouveaux immigrants est-européens.

L'importance de la dimension subjective de ces facteurs mérite d'être une nouvelle fois soulignée ici, au travers notamment du recours à la notion de sentiment de « privation relative », telle que reprise et opérationnalisée récemment par le travail de Rooduijn et Burgoon (2018). Une partie de la littérature sur le populisme a pu établir un dialogue fructueux avec l'ensemble des travaux consacrés au principe de « justice distributive » et aux divers processus de cristallisation de griefs et d'attribution négative de responsabilité envers le gouvernement et/ou le système politique par des groupes qui estimeraient –à tort ou à raison– ne pas se voir conférer les avantages dont bénéficieraient selon eux aux autres groupes au sein de la société (Runciman 1966). Ainsi que nous aurons l'opportunité de le souligner, cette perception trouve très souvent à s'exprimer au sein de catégories sociales de statut intermédiaire, pas nécessairement parmi les individus les plus paupérisés, les plus pauvres ou ni même encore ceux qui feraient l'expérience objective « réelle » de la marginalisation socio-économique –ces derniers se caractérisant le plus souvent par un désengagement du système politique, par une aliénation vis-à-vis des partis et par l'abstention–, mais dans une classe moyenne-basse confrontée au sentiment de son déclin et à la peur de l'avenir (Vaughan-Whitehead 2016).

Dans un travail plus ancien, Hacker (2006) a très bien décrit pour le cas américain cette crise profonde du modèle de prospérité économique fondé sur les valeurs communautaires, le « rêve américain » et l'éthique du travail, battu en brèche par les effets de la globalisation et l'accroissement du sentiment d'insécurité économique chez beaucoup d'Américains de la classe moyenne, sous le coup notamment de l'érosion de la sécurité des revenus. Le populisme, nous allons le voir, peut être regardé comme un symptôme politique d'un malaise plus large d'une classe moyenne intermédiaire « sous pression » (*squeezed middle class*), à mi-chemin des groupes sociaux défavorisés et des catégories supérieures, soumise à

l'insécurité économique et sociale, inquiète de faibles perspectives de mobilité sociale, et dont la vulnérabilité socio-économique a augmenté au cours des deux décennies qui viennent de s'écouler.

Rooduijn et Burgoon (2018) apportent, nous l'avons dit, un éclairage empirique à ce processus subjectif et montrent que l'impact du sentiment d'insécurité économique des individus sur le vote en faveur des partis populistes européens est plus visible lorsque les conditions économiques nationales sont par ailleurs plus favorables. Cet apparent paradoxe tient selon eux à un mécanisme de « privation relative » (*relative deprivation*) par lequel le sentiment d'injustice serait renforcé chez des individus confrontés à des difficultés économiques personnelles dans un contexte national de relative prospérité. Ce décalage générerait ainsi une frustration sociale (*social envy*) nourrie par l'impression de n'être pas totalement associé à la distribution des fruits de la richesse nationale. Les auteurs soulignent qu'une telle frustration peut en retour alimenter le vote de droite radicale populiste à la fois dans sa composante anti-élitiste – les élites politiques rendues responsables de ce partage injuste – et nativiste – l'immigré stigmatisé comme bénéficiaire illégitime de ce même partage.

L'étude conduite par Han (2016) s'inscrit dans une argumentation similaire et permet de faire le lien avec certaines attitudes culturelles. Son analyse révèle en particulier que le soutien à la droite radicale est généralement plus élevé parmi les électeurs les plus pauvres. En examinant les interactions entre les variables agrégées au niveau national et les attitudes individuelles dans plusieurs pays d'Europe occidentale, l'auteur souligne que l'inégalité croissante des revenus dans un pays augmente le soutien à la droite radicale parmi les personnes à faibles revenus –en particulier les travailleurs manuels et les bas salaires–, mais diminue ce soutien parmi les électeurs ayant un revenu plus élevé. En lien, nous allons le voir, avec une réflexion plus large sur la notion de « statut », l'auteur explique qu'en période de difficultés économiques, les électeurs les plus pauvres seraient plus enclins à rechercher une « identité socioculturelle interclasse » et porteraient ainsi leur attention sur certains traits socioculturels communs, tel le nationalisme, qui les amèneraient à se tourner vers les acteurs de droite radicale porteurs d'un tel projet idéologique.

Dans une étude expérimentale récemment conduite en France, en Allemagne et aux États-Unis, Marx (2020) dissèque certains des mécanismes psychologiques et cognitifs à l'œuvre, et montre de quelle manière l'exposition à une rhétorique populiste anti-élites peut activer une émotion de colère chez les individus au regard de la perception que ces derniers ont de leur situation financière personnelle (*pocketbook*). En aidant les individus à construire une responsabilité politique exogène, le populisme pourrait ainsi permettre à ces derniers d'externaliser leur propre responsabilité face à leur situation économique personnelle et autoriser la colère vis-à-vis de cette situation lorsqu'elle est jugée de manière négative. Plus généralement, l'expérimentation conduite par Busby et al. (2019) sur un large échantillon d'adultes aux États-Unis montre que l'exposition des individus à une rhétorique d'attribution négative de responsabilité dispositionnelle –insistant sur les caractéristiques des acteurs– par opposition à une forme situationnelle –insistant sur le contexte et les circonstances exogènes aux acteurs eux-mêmes– tend à augmenter l'expression d'opinions populistes. Cet effet est substantiel et opère également sur l'orientation du comportement électoral, en favorisant de manière significative le choix en fonction de Donald Trump par rapport à Hillary Clinton et de Bernie Sanders par rapport à cette dernière. Les auteurs ne notent en revanche aucune différence significative lorsque sont contrastés les deux principaux candidats populistes.

De manière similaire, Salmela et von Scheve (2018) identifient une variation de « structures d'opportunités émotionnelles » et montrent que les émotions associées au populisme de droite diffèrent de celles du populisme de gauche. Pour le premier, les auteurs soulignent en particulier le rôle de la colère et de l'instrumentalisation de cette dernière par les entrepreneurs populistes à l'encontre des groupes exogènes ; à gauche, en revanche, l'exploitation populiste des insécurités est principalement dirigée contre les élites néolibérales et se traduirait pour l'essentiel dans un sentiment d'humiliation.

McKay (2019) identifie un effet de même nature, plaçant cependant pour sa part la focale au niveau sociotropique au travers de la perception par les individus des conditions socio-économiques au sein de leur communauté locale, au regard de l'évaluation par ces mêmes individus de la situation économique nationale, et l'impact de ces perceptions différentielles sur les attitudes politiques. L'auteur montre notamment que ces évaluations sociotropiques constituent un facteur prédominant du sentiment d'une mal-représentation des intérêts et opinions des membres de la communauté locale par le gouvernement national, tandis que les évaluations égotropiques par les individus de leur situation économique personnelle n'ont pas, elles, d'effet. De plus, McKay met en évidence une tendance plus forte au mécontentement politique chez des individus qui perçoivent l'économie nationale comme relativement plus prospère en comparaison de leur collectivité locale. Pour l'auteur, l'existence de ces griefs tient au fait que ces individus seraient plus enclins à attribuer cette sous-performance à des causes externes et y voir notamment la conséquence d'un traitement différentiel et/ou injuste de leur communauté par le gouvernement national.

L'analyse comparative européenne conduite par Zagórski et al. (2019) à partir des données de la vague 8 de l'ESS insiste également sur ces effets contextuels : s'agissant plus particulièrement ici du vote des jeunes de moins de 30 ans, les auteurs montrent un effet significatif du contexte national de précarité du marché de l'emploi et du niveau de chômage des jeunes sur la propension de ces derniers à se tourner vers un parti de droite radicale populiste.

III.I.III. Compensations

Un troisième pan de la réflexion sur les effets socio-économiques de la globalisation en lien avec le phénomène populiste contemporain touche au rôle des modèles de protection sociale et des États-providence keynésiens en tant que dispositifs de « compensation » des effets du libéralisme et de l'ouverture économique internationale dans les économies avancées.

Cette réflexion s'inscrit traditionnellement dans le cadre théorique fourni par Ruggie (1992) au travers de la notion de « libéralisme intégré » (*embedded liberalism*). Depuis l'après-guerre, la présence forte de l'État-providence, née de la volonté d'éviter les déséquilibres de l'entre-deux-guerres, a pu être considérée comme une caractéristique intégrale de ce libéralisme intégré et élément essentiel de stabilité socio-économique au travers des transferts et de la redistribution, avec pour vocation de fournir un filet de sécurité aux travailleurs, les préservant des vicissitudes de la libéralisation des marchés internationaux. Pour nombre d'auteurs, la mondialisation libérale est venue déséquilibrer ce compromis originel, notamment dans les effets qu'elle a produit en termes de libéralisation interne, d'érosion de

l'État-providence et de développement de réformes et politiques économiques axées sur le marché à partir des années 1980 (Broz et al. 2019, p.18).

Le populisme naîtrait de cet affaiblissement et de l'amoindrissement des bénéfices –réels ou perçus– de la globalisation sur les modèles de protection sociale, face aux effets que l'internationalisation économique ferait subir à certains secteurs industriels ou certaines régions en particulier. Là où un État-providence fonctionnel peut, pour partie au moins, atténuer les effets négatifs de l'ouverture internationale auprès des « perdants » de la mondialisation (Antras et al., 2016), le repli, au contraire, de l'État-providence pourrait avoir l'effet inverse et nourrir *in fine* le vote populiste.

Le rôle de compensation joué par l'État-providence a été, notamment, mis en évidence par Swank et Betz (2003) dont les travaux montrent que l'ampleur et la nature des effets de la mondialisation –ouverture commerciale et mobilité des capitaux– sont fortement influencées par les filets nationaux de protection sociale. Au travers de leur analyse empirique, les auteurs établissent en particulier que les effets de l'ouverture commerciale sur le niveau de soutien aux partis de droite radicale populiste sont atténués par la présence d'un modèle plus universel de protection sociale, tandis que ces mêmes effets sont plus importants dans les systèmes de tradition plus libérale. A des niveaux comparables de fiscalité et de structures politiques et économiques, les auteurs notent que des États-providence universalistes, plus « généreux » et orientés vers l'emploi tendent à diminuer le niveau de soutien pour ces partis (p.239).

Scheve et Slaughter (2004) lient également globalisation économique et État providence, et insistent sur l'importance des perceptions subjectives individuelles des effets de l'internationalisation sur la capacité des gouvernements à préserver ou non les modèles d'assurance sociale, dont les auteurs mesurent l'impact sur le niveau d'inquiétude exprimé par les individus, en particulier en situation de risques accrus du marché du travail liés à l'intégration mondiale (p.673). L'effet potentiellement compensateur de la protection sociale sur les attitudes structurantes du vote populiste a pu également être mis en évidence aux États-Unis, en dépit d'un modèle social sensiblement moins universaliste que dans la plupart des pays d'Europe. Margalit (2011) a illustré, notamment, le rôle modérateur d'un dispositif tel que le Trade Adjustment Assistance Program (TAA) quant à l'impact négatif de la mondialisation sur le soutien aux présidents en exercice. Richie et You (2018) ont par ailleurs montré que le TAA est associé à une réduction significative des attitudes protectionnistes anti-globalisation et, dans le cadre de l'élection présidentielle américaine de 2016, à un plus faible soutien à la candidature de Donald Trump.

Dans une étude du cas italien, Albanese et al. (2019) montrent un effet statistique significatif au niveau agrégé de l'allocation par l'Union européenne d'aides financières à diverses municipalités italiennes dans le cadre de la politique européenne de cohésion. La distribution d'aides financières produit une baisse significative du degré de soutien aux formations populistes –de l'ordre de 5% en moyenne–, tel que mesuré à partir d'une opérationnalisation combinant les votes et la mesure de populisme des divers acteurs partisans aux élections générales de 2013, à partir des enquêtes d'experts. Les modèles régionaux utilisés par les auteurs suggèrent en outre que cet effet de redistribution à l'échelle de l'Europe est visible indépendamment des canaux spécifiques –orientés vers l'investissement ou la consommation– au travers desquels les fonds européens sont injectés dans les communautés locales.

Cette réflexion sur les effets de compensation touche également à la fonction de représentation des acteurs partisans. De nombreux travaux s'attachent à l'examen des conséquences politiques de ce qui peut se révéler comme un relatif amoindrissement de la capacité « redistributive » des partis sous le poids des contraintes imposées par le contexte de globalisation de l'économie mondiale, l'importance grandissante des marchés et l'interdépendance croissante des économies nationales. Ces éléments représentent autant de facteurs de nature à restreindre la capacité des partis de répondre effectivement aux attentes de leurs constituants. L'impact politique et électoral de la tension entre ces attentes et la réalité des contraintes économiques de l'économie post-industrielle globalisée, telles qu'elles se sont imposées aux principaux acteurs de gouvernement depuis deux décennies au moins, a été très largement commenté et décrit dans la littérature. Les coûts objectifs et incertitudes produits par les chocs liés à la globalisation sont de nature à créer une attente plus forte de protection sociale, qui augmente les demandes de redistribution et de compensation au sein des électorats (voir la revue de ces travaux proposée par Milner 2018).

L'étude comparative conduite par Ezrow et Hellwig (2014) depuis la fin des années 1970 montre que la globalisation économique a profondément affecté les choix politiques des grands partis de gouvernement. Depuis plus d'une quarantaine d'années, ces derniers se sont déportés vers la droite de l'axe économique et se sont ainsi éloignés de manière significative des préférences d'électorats plus soucieux de préserver les modèles nationaux de protection sociale. De la même façon, le travail récent conduite par Weschle (2019) illustre un affaiblissement de ce lien (*linkage*) entre les partis et leur base électorale : au travers de son analyse empirique de plusieurs grandes démocraties européennes, l'auteur identifie ce qu'il nomme une « compression » de la fonction représentative des partis, conséquence directe à ses yeux de la distanciation des acteurs partisans de leur socle électoral historique.

Sous les effets de la crise de 2008, notamment, la structuration dans les électorats d'une demande de protection et d'intervention sociale de l'État et la contradiction d'avec cette offre plus libérale des partis dominants sont apparus de manière particulièrement visible. La crise financière a creusé un peu plus encore le fossé entre citoyens et élites dirigeantes, accentuant la tension qui s'établit traditionnellement entre représentation et responsabilité. Dans beaucoup de nations occidentales, la récession économique a sensiblement réduit la capacité de redistribution de l'État et donc, par voie de conséquence, des grands partis de gouvernement qui en sont l'incarnation principale. À partir de données longitudinales sur la période 2002-2015, Clements et al. (2018) montrent en particulier que la crise économique a accru la fracture entre les attentes socio-économiques des opinions publiques et la capacité des partis à répondre effectivement à ces attentes. Dans une étude similaire, Traber et al. (2018) parviennent à une même conclusion et éclairent les mécanismes de cette distanciation : la crise économique a produit une augmentation substantielle de la saillance des enjeux économiques au sein des opinions publiques, en particulier, la demande par ces derniers de plus de protection sociale. Les partis politiques n'auraient, en revanche, que partiellement fait écho à ces nouvelles aspirations. Pour les auteurs, cette difficulté à répondre s'est traduite par une plus faible « congruence » des préférences entre élites et citoyens et a contribué de ce fait à élargir le fossé (*gap*) de représentation.

Au-delà, enfin, le lien entre crise économique, contraintes liées à la globalisation et *responsiveness* des élites politiques s'établit dans les difficultés des partis à relever les défis de la crise, sur fond de politiques d'austérité et d'exigences de solidarité européenne au sein de la zone euro, qui ont contribué un peu plus encore à ce détachement d'avec les citoyens. A

partir de son analyse écologique de l'implantation de UKIP au Royaume-Uni, Fetzer (2018) souligne l'importance des facteurs relatifs au désengagement de l'État-providence et aux politiques d'austérité conduites par le gouvernement conservateur pendant la crise. Ces dernières ont agi comme sources d'activation d'un ensemble de griefs socio-économiques qui se seraient traduits par la suite en insatisfaction politique, en particulier dans les districts des régions industrielles, là même où se concentrent les emplois les moins qualifiés. A l'appui de sa démonstration empirique, l'auteur observe une corrélation au niveau des districts entre la baisse des dépenses liées aux programmes d'aide sociale et l'augmentation du niveau de soutien à la droite radicale, en particulier dans les zones les plus paupérisées où la réduction des dépenses sociales a été par ailleurs la plus forte. L'auteur valide en outre ces conclusions par l'utilisation de données individuelles d'enquête par panel, qui confirment que le soutien à l'UKIP a augmenté de façon distincte et substantielle à partir de 2010 chez les individus les plus exposés aux réformes de l'aide sociale. Ces mêmes conclusions s'appliquent, enfin, au vote en faveur du *leave* lors du référendum du Brexit en 2016 : les résultats de Fetzer montrent que ce même degré d'exposition des individus aux coupes budgétaires dans les dépenses sociales a eu également une influence significative sur la probabilité du vote en faveur d'une sortie de l'UE.

La prise en considération des effets de compensation de l'impact de la globalisation sur les attitudes et comportements politiques mérite, pour terminer, d'être précisée, à deux titres au moins. D'une part, les mesures compensatoires ne peuvent avoir qu'un effet limité dans le temps d'atténuation des conséquences de l'ouverture internationale. La modélisation de ces effets par Pastor et Veronesi (2018) illustre, notamment, les limites du pouvoir compensateur de la redistribution. Les auteurs intègrent à leur modèle de marché compétitif un ensemble de politiques redistributives de transfert de la richesse des agents à faible aversion pour le risque –les « gagnants » de la mondialisation–, vers les agents à forte aversion, premières victimes des effets de l'internationalisation. Leur modélisation montre que de telles politiques peuvent, au mieux, retarder le succès des partis populistes, sans pouvoir pour autant totalement l'empêcher.

En second lieu, Gidron et Hall (2019) rappellent que la compensation sous forme d'avantages sociaux ne peut à elle seule suffire à répondre aux attentes des électorats de droite populiste, en partie parce que ces derniers ne sont pas toujours nécessairement favorables à des politiques de redistribution. Ainsi que nous le verrons plus loin, les travaux de Gidron et Hall, comme d'autres, insistent sur l'importance, au-delà des facteurs de redistribution, des préoccupations de reconnaissance (*recognition*) face au sentiment des individus d'être progressivement repoussés à la marge de la société par des forces économiques mais également culturelles, qui mettraient directement en péril leur statut, défini à la fois en termes matériels et immatériels.

III.I.IV. « Perdants » et « gagnants » de la globalisation

Ainsi que nous venons de le voir, la prise en considération de l'hétérogénéité des effets socio-économiques de la globalisation au sein de l'interprétation « matérialiste » du populisme dessine les contours d'une sociologie des groupes sociaux les plus exposés aux conséquences des transformations induites par la globalisation et la dualisation croissante des sociétés post-industrielles, et qui constitueraient l'essentiel de la base électorale des mouvements populistes. On assisterait ainsi à une redistribution des bénéfices et coûts de la mondialisation et, partant, l'émergence d'une structure sociale spécifique du clivage transnational au travers d'une opposition entre « gagnants » et « perdants » de la globalisation.

Le profil de « perdants » de la mondialisation a très souvent été mis en avant dans l'étude sociologique des soutiens électoraux des partis de droite populiste (Van der Brug et al. 2000 & 2005, Lubbers et al. 2002, Ivarsflaten 2008, Zhirkov, 2014), soulignant la métamorphose de la composition socio-professionnelle de ces électorats et la pénétration des droites radicales auprès des groupes sociaux potentiellement les plus exposés aux conséquences de l'internationalisation, singulièrement au sein des catégories populaires (Oesch 2008, Rydgren 2013, Kehrberg 2015, Harteveld 2016, Morgan et Lee 2018, Donovan et Redlawsk 2018, Webster 2018).

Très tôt, Betz (1994) a popularisé cette idée, devenue depuis prédominante, de l'appréhension de l'essor des populismes de droite. L'auteur décrit la mobilisation par ces partis des « perdants de la mondialisation » au sein des couches sociales et secteurs les plus exposés aux effets de l'internationalisation et disposant de plus faibles capacités d'adaptation aux transformations induites par l'ouverture des marchés et l'intensification des flux culturels, humains et économiques. Les partis de droite populiste trouveraient ainsi l'essentiel de leur soutien électoral auprès d'électeurs peu qualifiés et peu diplômés, au sein de la classe ouvrière, dans les secteurs d'emplois les plus fragilisés par la mondialisation, l'automatisation et la désindustrialisation, exposés à la compétition de travailleurs étrangers et dont le statut socio-économique est le plus fortement déstabilisé (Betz 1994, Inglehart et Norris 2016 & 2017).

La question, en particulier, du capital culturel est au cœur de la réflexion sur le phénomène populiste contemporain. L'analyse récente de la distribution des attitudes populistes en France, en Italie et en Espagne par Boscán et al. (2018) montre une association positive des attitudes populistes avec un plus faible niveau de qualification. Le travail, plus large encore de par sa couverture géographique, conduit par Rovira Kaltwasser et Van Hauwaert (2020) corrobore ce profil de faible capital culturel pour ce qui concerne en particulier la distribution des attitudes populistes dans les divers groupes sociaux en Europe, pas en revanche sur le terrain latino-américain. Les nombreuses études empiriques consacrées plus spécifiquement aux électorats de droite populiste radicale confirment que l'affinité pour ces partis est plus répandue chez les électeurs les moins diplômés (Ivarsflaten et Stubager 2013). Le niveau de diplôme demeure un facteur prédictif fort du vote de droite radicale populiste, dont on mesure l'effet significatif et substantiel dans la plupart des cas. Le travail comparatif systématique conduit par Rooduijn (2018) confirme que les électeurs à plus faible capital culturel demeurent généralement plus enclins à se tourner vers des partis de droite radicale populiste.

Un tel effet du niveau de diplôme est très largement médiatisé par les attitudes. Un important volume de recherches atteste à cet égard du lien entre le capital éducatif individuel et les attitudes à l'égard de l'immigration (Hainmueller et Hopkins 2014, Lancee et Sarrasin 2015, Finseraas 2019), de la mondialisation (Bechtel et al. 2014) ou de l'intégration européenne (Hakhverdian et al. 2013, Polyakova et Fligstein 2016, Kuhn et al. 2016), qui exercent à leur tour un effet normatif significatif sur l'orientation des comportements électoraux et, notamment, le vote en faveur des partis et leaders populistes. Dans leur revue des travaux les plus marquants sur la question, Hainmueller et Hopkins (2014) soulignent notamment une corrélation entre niveau de diplôme et attitudes à l'égard de l'immigration, avec une diminution sensible du niveau de préjugé dans les catégories les plus diplômées, qui expliquerait pour partie la résilience de ces électeurs face au vote populiste.

Cette relation au capital socio-éducatif se reflète pour partie dans les caractéristiques socioprofessionnelles des électeurs de droite radicale populiste, qui demeurent fortement corrélées au niveau de diplôme. Depuis la fin des années 1980, la physionomie de l'électorat de droite radicale populiste européenne a été profondément bouleversée sous l'impact d'un apport significatif d'électeurs issus des milieux populaires, dont la littérature souligne amplement qu'ils demeurent par hypothèse parmi les plus vulnérables aux effets de la mondialisation et la modernisation économiques.

Arzheimer (2013) rappelle que la force de pénétration des droites radicales dans l'électorat ouvrier a augmenté de manière notable tout au long des années 1990, marquant une réelle tendance au cours des trois décennies qui viennent de s'écouler. Ce processus de « prolétarisation » a été abondamment décrit dans la recherche comparative et généralement analysé comme la résultante d'une conjonction de facteurs économiques, culturels et politiques (Oesch 2008, Harteveld 2016) associés à la dimension générationnelle (Gougou et Mayer 2013). Sous l'angle économique, les travailleurs faiblement qualifiés seraient plus exposés au sentiment de compétition « ethnique » avec la main-d'œuvre immigrée sur le marché du travail et à l'insécurité économique qui peut résulter de ce sentiment de menace plus ou moins directe sur l'emploi. En écho aux propos précédents, ces segments sociaux sont par ailleurs généralement plus enclins aux préjugés xénophobes, aux sentiments d'aliénation politique et aux attitudes anti-*establishment*, qui constituent autant de facteurs explicatifs du vote populiste.

L'étude comparative récente conduite par Oesch et Rennwald (2018) sur l'ensemble des pays d'Europe occidentale entre 2000 et 2015 souligne à ce propos la transformation et certaines des recompositions à l'œuvre au sein du clivage de classe, en particulier l'importance, aux côtés du monde ouvrier industriel traditionnel, d'un prolétariat des « services » chez les employés les moins qualifiés. Leurs analyses confirment que le vote en faveur de la droite radicale européenne y est bel et bien surreprésenté.

Notons que ce phénomène de « prolétarisation » a pu également être mis en avant s'agissant du Brexit au Royaume-Uni ou du vote Trump aux États-Unis, quand bien même ces deux phénomènes se sont appuyés sur une base électorale incontestablement plus large –parce qu'enracinée dans les mondes conservateurs traditionnels– que celle des principales forces populistes européennes. Essletzbichler et al. (2018) soulignent l'importance des facteurs économiques structurels et cycliques sur les gains enregistrés par les acteurs populistes dans ces deux nations. A leurs yeux, la détérioration des conditions économiques nationales a représenté un facteur significatif du succès des entrepreneurs populistes au sein des catégories

populaires et des milieux ouvriers, en particulier dans les vieilles régions industrielles où le chômage a le plus progressé et dans lesquelles le marché du travail a été le plus fortement déstabilisé par la crise économique, à l'instar par exemple du Midwest américain.

Si l'image de l'ouvrier blanc de 50 ans a incontestablement dominé les narratifs du Brexit et du succès présidentiel de Donald Trump en 2016, il convient, cependant, de nuancer l'image d'un phénomène populiste cantonné aux seules catégories populaires, à droite notamment de l'échiquier politique. En premier lieu, et s'agissant en particulier des droites radicales, leur électorat demeure encore hétérogène et n'est pas aligné de façon mécanique sur la seule dimension de statut socio-économique. Dès le milieu des années 19990, Kitschelt (1995) a avancé l'hypothèse d'une coalition plus hétérogène des nouvelles droites radicales, constituée d'ouvriers dans les secteurs les plus exposés à la globalisation mais également de la base plus traditionnelle de la droite, composée de petits entrepreneurs, travailleurs indépendants et commerçants. Ces électorats, ouvrier d'une part, et « petit-bourgeois », d'autre part, alors même qu'ils présentent traditionnellement des intérêts économiques divergents voire antagonistes, se trouveraient réunis par le facteur culturel et, notamment, par une même opposition à l'immigration (Ivarsflaten 2005).

Deuxième élément de nuance, la crise économique et financière de 2008 a sensiblement modifié les contours des catégories sociales susceptibles d'adhérer au populisme (pour une revue complète voir Ivaldi 2017). Des études récentes suggèrent que ces partis s'adressent à un électorat plus large au-delà des seules catégories sociales « basses » (Rooduijn 2018). Par ailleurs, la plupart des analyses de l'électorat des forces populistes de gauche soulignent le caractère relativement interclassiste de leur base, en particulier auprès de classes moyennes inquiètes de leur déclassement (Gomez et al. 2016, Ramiro 2016, Visser et al. 2014, Ramiro et Gomez 2016, Beaudonnet et Gomez 2016, Segatti et Capuzzi 2016). L'étude comparative récente de Santana et Sama (2018) montre une surreprésentation des électeurs jeunes, masculins et urbains dans l'électorat de gauche populiste. Ils n'observent en revanche aucun effet significatif pour les variables de genre, de diplôme, de classe sociale ou de statut économique « objectif », soulignant l'importance de la dimension subjective, notamment la perception par les individus d'une dégradation de la situation économique nationale. Au final, leur étude conclut à l'absence de correspondance entre « perdants » de la mondialisation – c'est-à-dire les groupes sociaux peu diplômés et les couches populaires– et électorats populistes de gauche.

Un troisième ordre de questions tient à la définition même des « perdants de la mondialisation » et à l'identification des critères retenus pour la délimitation de ce groupe d'électeurs. Il paraît aujourd'hui important de repenser les frontières sociales, économiques et culturelles de la globalisation et des catégories qui en seraient les « victimes ».

Les transformations induites par la globalisation et le nouvel environnement international ont profondément redessiné les contours de la compétition économique et des configurations socio-professionnelles traditionnelles (Oesch 2006), rendant plus difficile une définition univoque des « gagnants » et des « perdants » de la globalisation. Kitschelt et Rehm (2014) soulignent en particulier les évolutions structurelles au sein de la classe moyenne et le processus croissant de différentiation qui s'y est opéré depuis plusieurs dizaines d'années, sur les plans organisationnel, technique et interpersonnel, et les conséquences de cette polarisation sur l'orientation des préférences et des comportements politiques et électoraux. Pour les auteurs, les nouvelles divisions qui ont surgi au cœur de la classe moyenne offrent de

nouvelles options stratégiques aux entrepreneurs politiques et la possibilité qui leur est offerte d'opérer sur des systèmes distincts de valeurs économiques et culturelles correspondant à différentes structures de préférences au sein des sous-groupes qui composent aujourd'hui une classe moyenne devenue beaucoup plus hétérogène que de par le passé dans les nations du monde occidental.

Ces recompositions éclairent certaines des dynamiques du populisme contemporain. Dans leur étude des gilets jaunes en France, Guerra et al. (2019) soulignent l'effet conjugué du statut et de l'insécurité économique : « le fait de ne pas avoir suffisamment de revenus disponibles pour assurer un niveau de vie décent à leur famille, malgré le fait qu'ils travaillent et produisent des richesses pour leur pays, est essentiel pour donner un sens à leur indignation, expliquent les auteurs. Il est intéressant de noter que, contrairement aux Gilets jaunes au chômage, ceux qui ont un emploi sont d'autant plus enclins au populisme qu'ils vivent dans des situations extrêmement précaires. Ces résultats suggèrent que la combinaison de l'emploi et de la vulnérabilité sociale est un puissant moteur des attitudes populistes » (p.9).

S'agissant de la droite radicale, notamment, de nombreux travaux insistent sur le fait que ces électorats ne sont pas nécessairement concentrés dans les catégories sociales les plus défavorisées économiquement, les groupes paupérisés ou les chômeurs. Il s'agit moins d'un lumpenprolétariat que de catégories socioprofessionnelles moyennes ou moyennes basses – notamment ouvriers qualifiés, employés des services ou certaines professions intermédiaires–, exposées à l'insécurité économique et au sentiment de déclin de leur statut. Les travaux empiriques corroborent cette observation : lorsqu'ils sont définis en termes de statut socio-économique ou de revenus, les « perdants » de la mondialisation situés tout en bas de l'échelle ne constituent en réalité qu'une minorité de l'électorat des partis de droite radicale populiste. En majorité, ces électeurs se tournent surtout vers l'abstention (Arzheimer 2016).

A partir de données qualitatives et quantitatives, Mayer et Braconnier (2015) approfondissent cette réflexion et illustrent pour le cas français la complexité des effets de la « précarité », telle qu'elle peut être appréhendée de manière plus large, tenant compte à la fois des aspects socio-économiques et de dimensions d'isolement social ou d'accès des individus aux biens non matériels. Les auteurs observent que cette précarité est diffuse et qu'elle déborde les frontières des seules catégories populaires ou des « pauvres » définis en termes strictement monétaires, et que la fraction la plus défavorisée de l'électorat se caractérise principalement par une plus forte propension à s'abstenir. Dans son analyse plus récente des effets de la précarité économique, sociale et culturelle sur le vote lors de l'élection présidentielle de 2017, Mayer (2018) confirme ces observations : la précarité exerce d'abord un effet d'éloignement des individus des urnes et de démobilisation des plus désavantagés, et accroît la probabilité de l'abstention ; en revanche, elle n'exerce qu'un effet relativement marginal sur la propension à soutenir les candidats populistes de gauche et de droite, et cet effet disparaît lorsque sont prises en compte les principales dimensions d'attitudes et l'affiliation politique.

Dans la conclusion de leur étude, Mayer et Braconnier (2015) rappellent de surcroît que « la stagnation de la croissance, la désindustrialisation, le chômage de masse, ont rendu les trajectoires socioprofessionnelles incertaines et fait « tomber » dans la pauvreté des personnes qui menaient auparavant une vie plus stable » (p.274). Ce point est évoqué, nous l'avons vu, par Williams (2017) dans son essai récent sur la « classe ouvrière » américaine et le vote Trump. L'auteur y souligne cette méconnaissance de la réalité d'une classe ouvrière trop

souvent associée à tort aux secteurs les plus pauvres de la société américaine. À ses yeux, il s'agit en réalité d'une classe moyenne intermédiaire, située à mi-chemin entre les groupes sociaux les plus défavorisés – notamment au sein des populations minoritaires et immigrées – et des catégories sociales supérieures urbaines et qualifiées, inquiète de son avenir et d'une mobilité sociale descendante. Pour l'auteur, l'adhésion de cette classe moyenne au populisme nativiste de Trump tient avant tout au sentiment de pertes de valeurs, de déclin de statut et de désagrégation des communautés locales, qui traverse profondément ces catégories sociales.

L'impératif de repenser les contours des groupes sociaux au regard de leur rapport subjectif – et non nécessairement de leur statut socio-économique objectif– à la mondialisation fait d'une certaine manière la jonction avec une importante littérature contemporaine consacrée à la classe moyenne et aux pressions de diverse nature que cette dernière subirait dans les économies post-industrielles. En Grande-Bretagne, Antonucci et al. (2017) ont montré que le soutien en faveur du Brexit en 2016 est demeuré relativement hétérogène, mais que le cœur de l'électorat du *leave* a surtout traduit le malaise d'une classe moyenne « pressurée » (*squeezed middle class*), soumise à l'augmentation du coût de la vie, à la perte de pouvoir d'achat et inquiète du déclin de son statut socio-économique.

Développée dans le contexte anglo-saxon (Parker 2013), cette notion de « classe moyenne sous pression » éclaire la situation de ménages dans les catégories sociales intermédiaires dont la vulnérabilité socio-économique a augmenté au cours des vingt dernières années. En Europe, les soutiens à la droite radicale se trouvent principalement au sein de ces catégories intermédiaires, parmi des groupes sociaux situés au-dessus des seuils de précarité, les plus susceptibles de craindre une perte de statut. Plus qu'un clivage objectif de classe, donc, le vote pour ce type de partis relèverait surtout la perception par les individus de leur position et de leur trajectoire sociale ascendante ou descendante (Mayer et al. 2015).

S'agissant précisément des enjeux d'une telle « objectivation », l'analyse comparative conduite par Rovny et Rovny (2017) sur l'ensemble de l'Europe de l'ouest examine plus en détail le dualisme entre travailleurs « intégrés » (*insiders*) et « exclus » (*outsiders*), notant la pluralité d'approches et de définitions de ces deux groupes dans la littérature, et les effets variables que ces opérationnalisations produisent quant à l'orientation des comportements politiques. A partir de la distinction entre des définitions en termes de « statut » – essentiellement le type de contrat de travail ou le chômage–, d'une part, et de risques associés aux niveaux différentiels de précarité de l'emploi des diverses catégories professionnelles, en fonction également de critères d'âge et de genre, d'autre part, les auteurs avancent plusieurs résultats. En premier lieu, les « *outsiders* » tendent statistiquement à l'abstention et soutiennent par ailleurs sensiblement moins les grands partis de droite, quelle que soit la définition retenue. Ensuite, combinant les critères de statut et de risque, les auteurs montrent que les électeurs de faible statut se tournent plus volontiers vers la gauche radicale, indépendamment de leur niveau objectif de risque ; s'agissant du vote de droite radicale, en revanche, il apparaît plus fortement lié au niveau de risque. Surtout, ainsi que le notent Rovny et Rovny, « les individus à haut risque ont une plus forte tendance à soutenir la droite radicale comparativement à ceux à faible risque. Cet effet est particulièrement prononcé pour les individus ayant un meilleur statut et présentant un risque élevé » (p.178).

Kurer et Palier (2019) insistent eux aussi sur la peur d'une perte de statut socio-économique, que ces auteurs mettent en lien pour ce qui les concerne avec les changements technologiques et ce qu'ils décrivent comme une « polarisation croissante de l'emploi » (p.4). Si, expliquent-

ils, des développements économiques structurels tels que la désindustrialisation ou la globalisation ont principalement touché les emplois les moins qualifiés, les effets négatifs de la modernisation et de l'automation affectent surtout les individus dans les catégories moyennes de revenus et de qualifications, une « classe moyenne inférieure », qui a par ailleurs longtemps bénéficié d'une relative stabilité socio-économique et d'une perspective de mobilité sociale ascendante. Les acteurs de droite radicale notamment s'adresseraient directement à l'anxiété qu'exprime cette classe moyenne inférieure désabusée, inquiète de l'avenir et de son statut (p.5).

Dans leur analyse de la droite radicale en Suède, Dal Bó et al. (2018) identifient de la même façon un ensemble d'individus intégrés économiquement mais néanmoins vulnérables (*vulnerable insiders*). Pour le cas français, Collovald et Schwartz (2006) évoquent notamment une classe de « petits moyens », travailleurs non qualifiés, composée d'ouvriers non précaires et employés plus précarisés, notamment dans le secteur tertiaire, formant un ensemble de ménages subalternes mais non démunis. Ces catégories « fragiles » s'intégreraient ainsi dans une « conscience sociale triangulaire », entre haut et bas de l'échelle sociale (voir également Cartier et al. 2008). La peur du déclassement et d'une mobilité sociale descendante constituerait un terreau du vote FN, en particulier auprès de ces « petits moyens » confrontés au sentiment de déclin de leur statut. Soulignant, notamment, la surreprésentation du vote Le Pen en 2012 chez les ouvriers les plus précaires, Mayer et Braconnier (2015) insistent sur le « sentiment d'être pris en sandwich entre ceux d'en haut, qui les exploitent, et ceux d'en bas, immigrés, chômeurs, qui vivent des aides sociales et pour qui ils ont le sentiment de payer » (p.208).

Dans leur travail comparatif récent, Gidron et Hall (2019) mettent l'accent sur l'importance de l'intégration sociale des individus et de la perception par ces derniers de leur statut social subjectif dans le soutien aux partis populistes. Confirmant les résultats d'autres études empiriques, leurs analyses montrent que les individus les plus défavorisés sur le marché du travail ont généralement une plus grande propension à se tourner vers des mouvements de gauche radicale tandis que les individus situés quelques échelons au-dessus sur l'échelle des positions socio-économiques se tournent eux plus volontiers vers la droite radicale, en particulier lorsque leurs emplois peuvent paraître menacés par l'externalisation ou l'automatisation. Ces observations sont corroborées par le travail mené par Gidron et Mijs (2019) à partir d'une analyse de données de panel aux Pays-Bas entre 2007 et 2015, qui montre que les individus qui font l'expérience d'une perte de revenus s'orientent plus fortement vers la gauche radicale que vers la droite et que ce glissement s'explique notamment par une augmentation du niveau de soutien chez ces individus aux politiques de redistribution défendues par ces partis.

A partir d'une analyse de plusieurs vagues de l'*European Social Survey* (ESS) dans onze pays d'Europe occidentale, Im et al. (2019) montrent également que les individus qui connaissent des difficultés économiques plus importantes ne font pas montre d'une tendance plus marquée à soutenir les partis de droite radicale. Ce sont, en revanche, principalement les individus dans les statuts socio-économiques intermédiaires ou « moyens-bas », mais confrontés à des menaces telles que celle de l'automatisation, qui apparaissent comme les plus susceptibles de se tourner vers la droite radicale (p.6). L'étude expérimentale, évoquée plus haut, récemment conduite en France, en Allemagne et aux États-Unis par Marx (2020) montre que l'exposition à une rhétorique populiste anti-élites peut activer une émotion de colère chez les individus qui ont une perception négative de leur situation financière personnelle et que cette activation du

ressentiment économique est généralement plus prononcée au sein des classes moyennes inférieures au statut plus établi, et non pas nécessairement chez les plus démunis.

Dans un travail plus ancien, Scheve et Slaughter (2001) éclairent l'importance du patrimoine immobilier notamment dans la structuration des attitudes individuelles relatives à la globalisation et au commerce international. Leur analyse empirique suggère qu'indépendamment du type d'emploi, du niveau de revenus ou du type d'industrie, les propriétaires-occupants des régions fortement exposées à la concurrence internationale sont généralement plus réticents face à l'ouverture internationale et montrent des attitudes plus protectionnistes. Les auteurs expliquent ces résultats par les effets indirects de la globalisation sur le déclin industriel et, *in fine*, la baisse des prix des biens fonciers dans ces zones. Plus récemment, l'analyse conduite par Adler et Ansell (2020) illustre l'importance des facteurs locaux liés aux marchés immobiliers sur le soutien au FN en France et au Brexit au Royaume-Uni. Les auteurs montrent en particulier que ces deux phénomènes se concentrent dans des zones marquées par la stagnation ou la baisse du marché immobilier, et, corroborant les observations de Scheve et Slaughter lorsque ces derniers illustrent la manière dont de tels effets peuvent interagir de manière significative avec le statut de propriétaire-occupant.

III.II. Enjeux culturels

Aux côtés des enjeux socio-économiques, le lien entre populisme et globalisation s'établit en second lieu, au travers des questions relatives aux changements culturels dans les sociétés occidentales. Ce second ensemble de travaux concerne, il est important de le souligner, principalement le populisme de droite radicale tel que défini, notamment, par Mudde (2007), au travers des composantes nativistes et autoritaires qui en constituent le socle idéologique « épais ». Ici, le lien s'établit non pas tant avec le populisme en tant que tel –comme idéologie « fine »– mais bien avec les dimensions nativiste et autoritaire auxquelles le populisme de droite est généralement associé.

Trois idées-forces dominent l'imposant volume de littérature consacré à ces questions.

La première est celle de l'existence de nouvelles lignes de fracture au sein des systèmes politiques contemporains et d'un espace bidimensionnel de compétition, structuré à la fois par un axe économique gauche-droite traditionnel et par une dimension portant sur des enjeux plus divers, dits « culturels » tels que l'immigration, l'environnement, les droits des minorités ou la démocratie (Hooghe et al. 2002, pour la France voir Tiberj 2012). Partant, une seconde idée transversale est celle d'une appréhension de l'essor du populisme de droite radicale comme essentiellement structuré par cette dimension culturelle et, en particulier, les enjeux relatifs à l'immigration et au développement du multiculturalisme dans les sociétés modernes. Enfin, tel qu'il est lu notamment au prisme anglo-saxon et, plus particulièrement nord-américain, le populisme de droite est envisagé comme une réaction aux transformations des systèmes occidentaux de valeurs, à la transition progressive vers le post-matérialisme et à la perception d'une altération des hiérarchies socio-culturelles traditionnelles.

Ces trois idées-forces traversent la thèse du *cultural backlash*, popularisée par Norris et Inglehart (2017, 2019) et qui constitue aujourd'hui un des principaux modèles explicatifs du phénomène de droite radicale populiste en Europe occidentale et aux États-Unis. Les auteurs

voient dans le succès des partis et entrepreneurs populistes tels que le FN, Trump et les artisans du Brexit au Royaume-Uni la manifestation d'un « populisme autoritaire » dont le succès relèverait à leurs yeux d'une « réaction culturelle » face à l'érosion des normes sociales traditionnelles et au caractère multiculturel croissant des sociétés contemporaines.

Ici, le lien avec la globalisation s'établit principalement au travers de la variable « immigration » et des enjeux relatifs au multiculturalisme qui seuls permettent véritablement de rattacher la thèse du *cultural backlash* à la problématique plus large de l'internationalisation. Ajoutons, ainsi que le propose notamment Bornschier (2010), l'insistance des populistes de droite sur la primauté de la politique et de la communauté nationales contre les principes normatifs universels et les autorités politiques supranationales telles que l'Union européenne (p.17-18), dont nous avons souligné précédemment qu'elle constitue une dimension d'importance croissante dans les « réponses populistes » aux grands enjeux contemporains de l'internationalisation.

III.II.I. Une dimension culturelle de compétition

La représentation multidimensionnelle de l'espace politique traverse de nombreux travaux (par exemple Kitschelt 1994). La structuration progressive dans les sociétés contemporaines d'un axe culturel orthogonal à la dimension économique gauche-droite a pu notamment être décrite en termes d'opposition entre deux pôles GAL /TAN (*Green-Alternative-Libertarian / Traditional-Authoritarian-Nationalist*) (Hooghe et al. 2002).

Les partis populistes de droite radicale opèreraient au pôle TAN de cette dimension, combinant nationalisme, traditionalisme –c'est-à-dire l'adhésion à des valeurs morales conservatrices– et l'autoritarisme –à savoir une vision de la société fondée sur l'ordre et l'autorité. Dans la continuité de ses travaux antérieurs sur les changements de valeurs et la transition vers le post-matérialisme dans les sociétés industrielles avancées, Inglehart (2018) voit ainsi dans le populisme un phénomène essentiellement culturel de réaction à ces évolutions, qui serait en réalité renforcé plus que produit par les facteurs économiques. A ses yeux, « l'insécurité économique et physique est propice à la xénophobie, à une forte demande de solidarité au sein du groupe d'appartenance, à l'autoritarisme et à une adhésion rigide aux normes culturelles dominantes » (p. 8).

III.II.II. Immigration et multiculturalisme

L'immigration et l'évolution des sociétés industrielles avancées vers le multiculturalisme occupent une place centrale dans les enjeux structurants de la dimension culturelle de compétition telle que définie dans la littérature contemporaine. L'appréhension du succès des entrepreneurs et partis de droite populiste pose la primauté des enjeux culturels sur la dimension économique gauche-droite traditionnelle, soulignant l'opposition de ces acteurs aux valeurs cosmopolites, multiculturelles et libérales.

Le lien entre émergence des droites radicales populistes et craintes suscitées par l'immigration a été théorisé de longue date. Betz écrivait ainsi dès 1994 : « Il n'est pas surprenant que l'émergence et la montée des partis populistes radicaux de droite en Europe occidentale aient coïncidé avec la vague croissante d'immigrants […]. La réaction aux nouveaux arrivants s'est

caractérisée par une explosion de la xénophobie et du racisme ouvert dans une majorité de pays d'Europe de l'Ouest […], des sentiments xénophobes préexistants que la droite radicale populiste a pu exploiter à des fins politiques. » (Betz 1994).

Le succès de ces partis témoigne de la cristallisation des enjeux adossés à une dimension culturelle de compétition – immigration, autorité, identité, rapport à l'islam – et la formulation par les partis de droite radicale populiste d'une offre idéologique en adéquation avec une demande de « protectionnisme culturel » au sein des électorats occidentaux (Lubbers et al. 2002, Van der Brug et Van Spanje 2009, Lucassen et Lubbers 2012). Dans son analyse des enjeux porteurs du vote d'extrême-droite en Europe, Golder (2003) isole l'effet de cette dimension qu'il nomme « idéationnelle », et dont il montre qu'elle opère relativement indépendamment du contexte socio-économique. Swank et Betz (2003) montrent également que, s'ils peuvent être atténués par la présence de filets de sécurité et mécanismes compensatoires de l'État-providence, les effets de l'immigration sur le soutien aux partis de droite radicale s'exercent partout en Europe occidentale.

Dans cette perspective, la force des partis de droite radicale populiste tient à leur capacité de politiser les questions relatives à l'immigration et « d'activer » les attitudes de repli culturel dans le champ de la compétition politico-électorale. En Europe occidentale, les enjeux relatifs à l'immigration ont profondément restructuré l'espace de la compétition électorale et leur impact s'est encore accentué dans la période récente (Oesch et Rennwald 2018), en particulier sous les effets de la crise des réfugiés syriens de 2015 (Ivaldi 2019).

Aux États-Unis, le travail conduit par Hughey (2014) souligne la sensation d'une partie de la majorité blanche d'être « oppressée racialement » par des politiques, des lois ou des pratiques dont elle a le sentiment qu'elles opèrent une discrimination à son encontre. Cette « victimisation » forme un terreau particulièrement fertile à la mobilisation du ressentiment racial par les droites radicales. En 2016, la campagne présidentielle de Donald Trump a témoigné de la force d'une telle instrumentalisation du ressentiment racial, des attitudes de repli face à l'immigration et de leur articulation avec l'anxiété économique (Donovan et Redlawsk 2018, Faber et al. 2017, Abramowitz 2018). De la même façon, Hobolt (2016) rappelle que les attitudes négatives à l'égard de l'immigration ont joué un rôle essentiel dans le vote en faveur du *leave* lors du référendum britannique du Brexit en juin 2016.

III.II.III. Valeurs et transition culturelle

L'idée d'une réaction culturelle ne se limite pas aux seuls aspects relatifs à l'immigration, à l'identité ou au multiculturalisme. Un troisième et dernier versant de l'approche culturelle est constitué par l'idée d'une réaction plus profonde au processus structurel de transition culturelle intergénérationnelle. L'accent est mis ici sur le développement, tout au long de l'après-guerre, dans une période de prospérité économique, de valeurs « post-matérialistes », progressistes et tolérantes au sein de nouvelles générations plus détachées des enjeux économiques traditionnels (Inglehart 1990), puis du processus de maturation, en réaction à ces transformations, d'une forme revitalisée de conservatisme, d'aspirations à des valeurs d'ordre, d'autorité et de rigueur morale, une « contre-révolution silencieuse » (*silent counter-revolution*) qui aurait porté en elle les germes de l'essor de la droite radicale au détour des années 1980 (Ignazi 1992).

Dans son ouvrage récent, Inglehart (2018) replace le phénomène populiste contemporain dans les évolutions culturelles depuis la fin des années 1970, qui marquent à ses yeux la fin de la longue période d'essor des valeurs post-matérialistes associées au développement économique et à la sécurité matérielle tout au long des Trente Glorieuses. Pour l'auteur, le soutien aux acteurs de la droite radicale populiste serait motivé par « une réaction à l'encontre des changements culturels consécutifs à la montée de valeurs post-matérialistes. Ainsi que le note Inglehart, « le soutien à ces partis est motivé par une réaction aux changements culturels liés à la montée des valeurs postmatérialistes et d'expression de soi, plus que par des facteurs économiques. La cause immédiate du vote populiste est l'anxiété très largement répandue face à des changements culturels majeurs et un afflux d'étrangers, qui viendraient éroder le mode de vie que l'on connaît depuis l'enfance » (p.181). Dans le travail conduit en collaboration avec Pippa Norris, l'auteur reprend les bases de cette théorie du *cultural backlash* : le succès des droites populistes relèverait de cette crispation culturelle de certains groupes sociaux face à l'érosion des normes sociales traditionnelles, en particulier chez les générations de l'entre-deux-guerres. L'essor de type d'acteurs pourrait être pensé dans le cadre de cette « contre-révolution » culturelle, en réaction au développement de valeurs libérales et progressistes tout au long de la période d'après-guerre (Norris et Inglehart 2019). A ce titre, le succès de ces mouvements s'inscrit dans ce conflit de valeurs, renforcé par le déclin structurel de la prospérité et de la sécurité économiques, qui ont pour conséquence d'attiser les inquiétudes face au changement culturel.

Cette thèse constitue aujourd'hui un des principaux modèles explicatifs du phénomène populiste de droite, dans ses déclinaisons européennes et, surtout, nord-américaine (Inglehart et Norris 2016 & 2017, Kazin 2016, Oliver et Rahn 2016, Mudde 2017, Rodrik 2018, Donovan et Redlawsk 2018, Redlawsk et al. 2018, Setzler et Yanus 2018, Abramowitz 2018). L'argument d'une « contre-révolution » culturelle a été formulé, il faut le rappeler, dès le début des années 1990 par Ignazi (1992, repris dans Ignazi 2003). À ses yeux, les changements de valeurs survenus tout au long des années 1960 et 1970 ont produit une réaction de rejet dans des secteurs sociaux plus attachés aux valeurs morales traditionnelles, sous la forme d'une « contre-révolution silencieuse » sur laquelle la droite radicale aurait été en mesure de prendre appui. Bornschier (2010) intègre également l'essor de la droite populiste à un mouvement sociétal plus large de contre-offensive conservatrice face aux valeurs libertaires et universalistes prônées par les nouveaux mouvements sociaux apparus dans les années 1960 (p.17-18).

Cet antagonisme renvoie, pour partie, au clivage générationnel qui traverse les électorats contemporains, et à l'évolution du système dominant de valeurs dans les sociétés occidentales depuis la fin des années 1960. Pour produire ses effets, l'instrumentalisation populiste de cette « réaction culturelle » passe par la dénonciation de la prédominance du consensus libéral et la stigmatisation « d'élites » accusées d'être plus soucieuses des minorités, de l'égalité de genre ou de la promotion d'une société multiculturelle qu'attachées au bien-être de leur « peuple ». En s'attaquant, notamment, au « politiquement correct », les leaders populistes traduisent dans l'espace politique non seulement le déclin de statut perçu par une partie de l'électorat « majoritaire », mais plus fortement encore le sentiment chez ces mêmes électeurs d'une dévalorisation morale de leur culture, de leurs valeurs et de leur identité au profit de groupes minoritaires ou « alternatifs ».

La thèse du *cultural backlash* entre en forte résonance avec les conditions structurelles d'essor du populisme dans les nations du monde anglo-saxon, et en particulier aux États-Unis. De fait, le succès du Brexit en Grande-Bretagne et la victoire de Donald Trump aux États-Unis se sont très largement appuyés sur la défense de valeurs conservatrices traditionnelles contre le développement de valeurs libertaires universalistes, portées notamment par la gauche. Cet impact tient naturellement à la nature même des coalitions électorales qui ont porté ces deux phénomènes et à leur ancrage profond dans les mondes conservateurs traditionnels à droite de l'échiquier politique, qu'il s'agisse des *Tories* britanniques ou des conservateurs du GOP américain.

Les valeurs conservatrices ont été au cœur de la campagne et du succès présidentiel de Donald Trump à l'élection présidentielle américaine de 2016 (Faber et al. 2017). Le candidat républicain a été en mesure d'incarner la réaction d'une partie de l'électorat au changement culturel, en opposition directe à l'orientation progressiste des démocrates telle qu'incarnée par la présidence de Barack Obama et la campagne d'Hillary Clinton. Le scrutin de 2016 a sanctionné l'adhésion de ces derniers à des valeurs cosmopolites, libérales et tolérantes à l'égard des minorités raciales, des groupes LGBT, des droits des femmes ou de l'ouverture internationale. Au-delà de la diversité de leurs profils socio-économiques, nombre d'électeurs de Trump se sont rejoints sur certaines valeurs conservatrices traditionnelles telles que le refus de l'avortement, de la promotion des minorités voire de l'égalité hommes-femmes (Ekins 2017). La saillance de ce conflit culturel a également été soulignée par les études consacrées à l'UKIP en Grande-Bretagne : le succès du parti de Nigel Farage éclaire l'impact des changements culturels à l'œuvre au sein de la société britannique au sein de catégories sociales inquiètes de ce qu'elles perçoivent comme le déclin d'une culture « paroissiale » traditionnelle autrefois dominante et qui serait remise en cause par une élite libérale, plus jeune, plus diplômée et plus urbaine (Goodwin et Ford 2014).

La dénonciation des contraintes normatives associées à l'espace libéral des « élites » permet, nous le verrons, d'établir un lien avec une réflexion connexe, consacrée à la notion de « statut ». En se posant en défenseurs des valeurs traditionnelles et garants des hiérarchies sociales et ethnoculturelles établies, les entrepreneurs populistes de droite s'adressent prioritairement aux membres des groupes « majoritaires », qui longtemps ont assumé un statut dominant au sein des sociétés occidentales, insistant, contre les élites libérales, sur la nécessaire préservation de la « dignité » et du statut dominant de ces groupes (Hahl et al. 2017).

L'importance des attitudes social-conservatrices pour le vote de droite radicale populiste a été soulignée pour nombre de ces partis en Europe occidentale, témoignant dans de nombreux cas d'une polarisation culturelle croissante des électorats (Rooduijn et al. 2017, Van Hauwaert et van Kessel 2018). Sur le terrain européen, cependant, des recompositions s'opèrent depuis plusieurs années au cœur de l'espace politique populiste, qui conduisent à s'interroger sur la pérennité et/ou l'applicabilité du modèle de « contre-révolution » culturelle.

Il convient en particulier d'appréhender la complexité des modes d'articulation du populisme et des idéologies plus épaisses sur lesquelles ce dernier vient s'appuyer et des tensions qui peuvent aujourd'hui résulter de ces interactions. La question, notamment, de l'ancrage des populismes au sein des familles idéologiques traditionnelles de la gauche et de la droite mérite d'être posée.

Sur les questions économiques, nous l'avons évoqué plus haut, des recherches récentes suggèrent que la gauche et la droite radicales sont toutes deux économiquement populistes et qu'elles peuvent, de ce fait, entrer en compétition pour un même groupe d'électeurs pro-welfare opposés à la libéralisation du marché et au libre-échange (Bernhard et Kriesi 2019, p.15). L'étude conduite par Schumacher et Van Kersbergen (2016) rappelle notamment que les positions anti-immigrés de la droite populiste radicale peuvent être associées à des positions économiques de gauche. Sous l'angle de la demande, Krause et Giebler (2019) montrent pour leur part qu'une proportion importante de supporters de droite radicale en Europe ont des attitudes économiques orientées à gauche, favorables à l'État-providence et pro-redistribution, qui les distinguent en particulier de leurs homologues de droite traditionnelle. Dans son analyse récente des votes populistes aux élections européennes de 2019, Ivaldi (2020) met en évidence le caractère transversal de préférences pro-redistribution dans les électorats populistes à gauche et au centre de l'échiquier politique. S'agissant des droites populistes, les attitudes pro-welfare sont clairement plus marquées à l'Est du continent ; dans la partie occidentale de l'Europe, les électeurs de droite radicale se distinguent plus nettement des supporters des droites classiques et se révèlent plus proches de la gauche sur les questions relatives aux inégalités et à une répartition plus équitable des richesses.

Des convergences s'observent également sur la dimension culturelle de compétition. Santana et Rama (2018) montrent que la présence d'attitudes anti-immigration accroît de manière significative la probabilité de soutenir les partis populistes de gauche plutôt que leurs homologues de la gauche *mainstream*. Dans une seconde étude plus récente, ces auteurs constatent par ailleurs que les électeurs populistes de gauche et de droite partagent des attitudes similaires à l'égard de l'immigration et de l'intégration européenne (Rama et Santana 2019), une conclusion qui demeure cependant nuancée par d'autres analyses similaires (Ivaldi 2020).

A droite de l'échiquier politique, plusieurs travaux empiriques récents suggèrent en outre une dissociation entre populisme de droite radicale et conservatisme moral ou, pour reprendre les termes du modèles GAL/TAN formulé par Hooghe et al. (2002), entre populisme de droite et « traditionalisme », c'est-à-dire l'adhésion aux valeurs morales, patriarcales et familiales traditionnelles (De Vries 2018c, Ivaldi 2018b). L'étude de Spierings et al. (2017) met en lumière cette dissociation et évoque la présence d'un groupe d'électeurs de droite radicale non socialement conservateurs, notamment sur la question des mœurs, et que ces auteurs définissent comme des *sexually modern nativists*, soulignant en particulier la combinaison d'un relatif « progressisme » en termes de valeurs et d'une opposition forte à l'immigration.

A partir des données de l'Enquête sociale européenne (ESS), Lancaster (2019) montre que le conservatisme moral ne constitue pas un facteur déterminant du vote en faveur des partis de droite radicale en Europe occidentale, contrairement à l'immigration et au nationalisme qui demeurent, eux, des prédicteurs forts du soutien électoral à ce type de mouvements. L'analyse de classes latentes conduite par l'auteur confirme l'existence d'un groupe substantiel d'électeurs de droite radicale non socialement conservateurs –*sexually modern nativists*–, présentant des positions plus modérées sur les enjeux sociétaux, et qui composeraient jusqu'à 45 % des supporters de ces partis en Europe occidentale en 2016, une progression marquée au regard de la proportion observée dans l'enquête de 2004 (autour de 13 %). Lancaster note à ce propos : « les nativistes sexuellement modernes ont des positions progressistes sur les questions concernant les valeurs traditionnelles, le genre et les droits des LGBT, ils sont en

faveur d'un gouvernement fort et sont fortement opposés à l'immigration et à l'intégration européenne. Ils sont plus jeunes, plus instruits et plus souvent de sexe féminin que les autres électeurs de droite radicale. Les nativistes conservateurs sont les plus traditionalistes, les plus autoritaires et les plus nationalistes, et sans doute la seule catégorie qui peut être considérée comme motivée par l'anti-postmatérialisme » (p.14).

Cette restructuration des préférences peut être mise en regard de l'évolution de nombre de partis de droite radicale populiste sur les questions de société et le processus de réappropriation par ces acteurs de certaines valeurs libérales, plus progressistes en matière sociétale, souvent utilisées par ailleurs comme justification de leur opposition à un Islam dénoncé comme « rétrograde » et qui constituerait une menace pour les valeurs démocratiques et les droits fondamentaux, notamment ceux des femmes (Campbell et Erzeel 2018). Cet alignement de l'offre et de la demande populistes demeure cependant variable : Backlund et Jungar (2019) rappellent que si les partis populistes de la droite radicale sont généralement en accord avec les préférences de leurs électeurs en matière d'immigration et d'intégration européenne, ils sont, en revanche, « moins représentatifs pour ce qui concerne leurs positions conservatrices sur les droits des homosexuels et les libertés civiles » (p.404).

III.III. Crise de la représentation et défiance politique

Une troisième et dernière dimension a trait aux effets plus spécifiquement politiques de la globalisation, au travers des challenges que cette dernière pose plus ou moins directement aux acteurs traditionnels des systèmes partisans. Historiquement, les partis politiques se sont imposés comme acteurs clés de représentation des groupes sociaux, de médiation et de gestion du pouvoir d'État, et, ainsi que le rappelle Giovanni Sartori, principaux « canaux d'expression » et de représentation des demandes émanant de la société (Sartori 1976, p.27). Dans son ouvrage récent, Ignazi (2017) revient pour sa part sur le long cheminement historique de légitimation des partis comme acteurs centraux des démocraties, retraçant leur évolution depuis l'antiquité grecque jusqu'à l'ère moderne, jusqu'à l'acceptation définitive de leur rôle clé dans la chaîne de délégation du pouvoir au cours du XXème siècle.

Divers processus, à la fois externes et endogènes, ont contribué à l'affaiblissement de la fonction représentative des partis. Une telle érosion de la représentation partisane a, ainsi que nous l'avons évoqué plus haut, des racines structurelles profondes. Loin de constituer, donc, un facteur unique de cette détérioration, la globalisation peut être pensée comme un ensemble supplémentaire de contraintes exogènes, de nature à limiter l'exercice par les acteurs partisans de leur fonction de représentation et de réponse aux attentes socio-économiques des citoyens. Ceci est vrai, on l'a souligné, de la capacité redistributive des partis au travers des systèmes étatiques nationaux de protection sociale et du fossé qui s'est progressivement creusé entre les orientations majoritairement libérales des élites et les attentes de redistribution telles qu'elles se sont structurées notablement dans l'après-crise financière de 2008. Avec pour conséquence un accroissement de la défiance et du ressentiment sur lesquels peut venir s'appuyer la rhétorique anti-élites et anti-establishment des partis populistes.

III.III.I. Représentation et responsabilité

La « crise de la représentation » constitue un thème central de la réflexion sur les systèmes politiques contemporains (Grunberg et al. 2002, Mair 2011, Rosanvallon 2014, Perrineau et Rouban 2017, Ignazi 2014 et 2017, Martin 2018, Lazar et Diamanti 2019). Il s'agit en outre d'une notion très largement mobilisée pour l'explication du phénomène populiste. La notion renvoie en général au dilemme de la représentation et de la responsabilité ou, pour reprendre ici les termes de Canovan (1999), de la tension entre les pôles « populaire » et « constitutionnel » constitutifs des démocraties contemporaines (Mény et Surel 2000). En substance, rappellent tous ces auteurs, les acteurs partisans sont typiquement confrontés à deux impératifs : de répondre, d'une part, aux attentes des citoyens qu'ils représentent (*responsiveness*) et d'assurer, de l'autre, le gouvernement, la conduite des affaires et la formulation des politiques publiques (*responsibility*). La question est posée d'une dissociation progressive de ces pôles populaire et pragmatique-gouvernemental au sein des régimes démocratiques.

Mair (2009) affirme ainsi que les principaux partis européens se sont éloignés de leur fonction de représentation de leurs constituants nationaux pour privilégier l'exercice du gouvernement et de la responsabilité, en répondant notamment mais pas exclusivement aux contraintes imposées par l'intégration internationale. A cet égard, la globalisation, comme faisceau de pressions externes aurait pour conséquence de limiter, en partie au moins, la « réactivité » des acteurs partisans et la capacité de ces derniers à accéder pleinement aux demandes populaires telles qu'elles se font jour dans les divers contextes socio-politiques. La globalisation comme système exogène de contraintes s'ajouterait ainsi aux facteurs endogènes de transformation des systèmes démocratiques –à l'image notamment de la cartellisation décrite de longue date par Katz et Mair (1995), à savoir le processus de déplacement au cours du temps du centre de gravité des grands partis de gouvernement de la société civile vers l'État, qui aurait pour conséquence de renforcer leur rôle de gouvernement au détriment de leur fonction de représentation.

Dans un article ultérieur, Katz et Mair (2009) expliciteront plus avant le lien entre l'hypothèse de cartellisation et les effets de l'internationalisation, au travers notamment des nouvelles contraintes imposées par la globalisation économique ou, en Europe, par l'intégration européenne post-Maastricht. A leurs yeux, ces évolutions ont eu pour principal effet de saper considérablement les enjeux de la compétition électorale traditionnelle, diminuant en particulier la saillance du clivage idéologique entre la gauche et la droite. Les transferts de compétences vers le supranational auraient ainsi nourri la perception par les citoyens d'un déplacement des lieux de décision, les enjeux politiques structurant traditionnellement la compétition inter-partisane échappant par là-même au contrôle des gouvernements nationaux, et donc aux partis qui occupaient ces gouvernements. Ces changements auraient contribué à une forme de « dépolitisation » et agi comme facteurs supplémentaires de coopération et de « collusion » entre les partis dominants, que les auteurs appréhendent comme des corollaires importants de la cartellisation (Katz et Mair 2009, p.754).

Mair (2002) explicitera ailleurs le lien étroit que cette « démocratie sans partis » (*partyless democracy*) entretient à ses yeux avec le populisme : à mesure que les partis traditionnels s'éloignent de la société civile pour trouver « refuge » dans l'appareil d'État, et tandis que ces grands acteurs de gouvernement convergent vers un même ensemble de priorités politiques, les opposants populistes sont à même de saisir l'opportunité de mobiliser contre « les privilèges supposés d'une classe politique indifférenciée » (p.88). Il n'est pas surprenant, à ce

titre, de voir les mouvements populistes fleurir au sein de démocraties consensuelles historiques telles que l'Autriche, les Pays-Bas et la Suisse. Ces systèmes « consociatifs » sont traditionnellement fondés sur le compromis et la recherche d'accords transversaux face à la menace d'une trop forte segmentation de la société politique (Lijphart 1968). Les travaux empiriques suggèrent que la présence d'une grande coalition augmente notamment le soutien électoral pour la droite radicale (Arzheimer et Carter 2006). L'étude conduite par Hakhverdian et Koop (2007) montre également que les systèmes consociatifs sont généralement plus propices au développement de partis populistes.

Les liens entre globalisation et populisme seraient donc à rechercher dans la transformation des systèmes de partis dans les régimes pluralistes occidentaux ainsi que dans l'altération de la légitimité, du statut et du rôle des grands acteurs partisans historiques. Le populisme viendrait s'insinuer au cœur de ce système en tension, à l'intersection de la démocratie populaire et de son pendant gouvernemental, dans cet espace que Rosanvallon (2014) a pu appeler la « mal-représentation », c'est-à-dire l'écart grandissant entre le principe de délégation du pouvoir des citoyens et la fonction d'expression par les partis des besoins de la société. Dès le milieu des années 1990, Ignazi (1996) avait souligné plusieurs aspects conjoints de l'organisation des formations de gouvernement qui se trouvent sous le feu des critiques, parce que combinant les vices des partis de masse (bureaucratisation, rigidité) et des partis attrape-tout (*catch-all parties*) tels que décrits par Kirchheimer, plus pragmatiques, orientés avec l'action, et dont le même objectif de pouvoir conduirait à un recentrage politique. Plus récemment, Ignazi (2017) a insisté sur les effets de la cartellisation des partis sur la difficulté croissante de ces derniers à asseoir leur légitimité. S'appuyant sur une perspective historique, l'auteur voit dans le détachement progressif des partis de la société et dans leur empiètement sur l'État les principaux facteurs du déficit de légitimité des acteurs partisans au sortir de « l'âge d'or » des partis de masse à la fin des années 1960.

Dans sa réflexion sur le « challenge populiste » contemporain, Kriesi (2014) s'inscrit directement dans cette perspective et insiste sur certains des défis majeurs posés aux démocraties par l'internationalisation économique, culturelle et politique et, plus particulièrement, le développement de structures de gouvernance multiniveaux et de modèles de coopération internationale, telle l'Union européenne. À ses yeux, la gouvernance européenne et les transferts de compétences au niveau de l'UE ont contribué à une complexification des modes de prise de décision et à une extension du champ d'application de la responsabilité, impliquant non seulement une réduction des marges de manœuvre des partis au pouvoir, mais aussi, et surtout, une diminution de leur degré de responsabilité vis-à-vis de leurs citoyens, et, partant, un affaiblissement de leur fonction représentative.

Bardi et al. (2014) montrent qu'au sein de l'UE, la marche vers l'intégration économique a, en particulier, contribué à affaiblir la capacité des acteurs partisans de répondre aux demandes de court terme de leurs électorats. Les auteurs soulignent que ce déficit de réactivité a été particulièrement exacerbé pendant la crise économique.

Cette question de « l'incongruence » multidimensionnelle des positions et des écarts de représentation (*representational gap*) entre élites et citoyens est importante. L'analyse comparative récente conduite par Bakker et al. (2020) suggère que de tels écarts entre l'offre partisane et les préférences des électeurs sur les principales dimensions de compétition produisent une plus forte désaffection tant au plan national qu'au plan européen –mesurée à partir d'une série d'indicateurs d'efficacité politique, de confiance et d'évaluation de la

direction du gouvernement et de l'UE– et minent la confiance dans la performance des institutions représentatives à chacun des deux niveaux envisagés. Ces écarts contribuent de ce fait à la déstabilisation des systèmes de partis et créent de surcroît un ensemble d'opportunités électorales pour les partis anti-establishment à gauche et à droite de l'axe idéologique, dont les auteurs identifient les effets significatifs en termes de comportements.

Évoquant plus spécifiquement l'impact de la cristallisation des enjeux transnationaux, Hooghe et Marks (2018) insistent notamment sur les contraintes croissantes qui pèsent sur les partis établis et leur relative « inflexibilité » programmatique et idéologique, imposée par l'exigence de cohérence et de continuité. Dans le prolongement de cette réflexion, Cox (2017) souligne cette tension entre les pressions exercées par les contraintes et institutions extérieures, et les demandes populaires croissantes de réactivité (*responsiveness*), relevant l'affaiblissement de la capacité des dirigeants politiques de résoudre les problèmes de leurs citoyens face à l'intégration économique mondiale croissante, à la puissance des marchés financiers et à ce que l'auteur définit comme « l'hégémonie néolibérale ». Le populisme, ajoute Cox, serait en particulier l'expression, dans le monde occidental, d'un double sentiment d'impuissance (*sense of powerlessness*) des citoyens ordinaires et d'incapacité perçue de leurs élites politiques à compenser les effets négatifs de l'intégration économique mondiale et des pressions concurrentielles créées par les processus de globalisation, là même où les acteurs populistes prétendent surmonter ces contraintes structurelles au travers d'un retour à l'État-nation et de l'affirmation de souveraineté nationale (Cox 2017, p.16).

Dans un travail récent, Kriesi et Schulte-Cloos (2020) prolongent cette réflexion sous l'angle empirique et proposent un modèle intégratif des conflits structurels et de la dimension politique dans l'explication du soutien individuel aux formations radicales de gauche et de droite. A partir d'une analyse des données de l'Enquête sociale européenne sur la période 2002-2016, les auteurs éclairent l'importances de deux conflits –démarcation *versus* intégration pour la droite radicale et socio-économique pour la gauche radicale– dans la structuration des choix électoraux en faveur de ces acteurs. Leurs résultats montrent que, sur le terrain européen, ces deux conflits exercent un effet substantiel et indépendant du degré de satisfaction politique des individus. En revanche, poursuivent Kriesi et Schulte-Cloos, le mécontentement politique a un effet médiateur et renforce l'impact des variables structurelles, en particulier lorsque les partis en question sont dans l'opposition.

III.III.II. Défiance politico-institutionnelle

Enfin, les effets politiques indirects de la globalisation peuvent être appréhendés au travers de l'augmentation de la défiance à l'encontre des élites traditionnelles, qui crée un contexte favorable à l'éclosion et au développement de mouvements populistes (Golder 2016).

Le travail empirique conduit par Armingeon et Guthmann (2014) sur les pays de l'UE entre 2007 et 2011 montre une baisse sensible des niveaux de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie, accompagnée d'une dégradation de la confiance dans les parlements nationaux pendant la crise économique et financière. Les auteurs soulignent deux effets importants. D'une part, la défiance institutionnelle est très fortement corrélée avec l'évaluation négative par les individus de la conjoncture économique nationale. En second lieu, la défiance dépend de la perception par les individus des pressions économiques internationales : les données montrent ainsi un effet très net de diminution de la confiance et

d'augmentation du mécontentement politique dans les pays soumis à ces contraintes, sous la forme d'une élévation des taux d'intérêt sur les marchés financiers ou, de manière plus évidente encore, d'intervention d'institutions financières internationales telles que le FMI. Dans leur analyse comparative, Foster et Frieden (2017) identifient une même corrélation entre la dégradation de la situation économique pendant la crise et la baisse souvent massive de la confiance des citoyens dans les institutions politiques existantes, tant au niveau national qu'au niveau européen, en particulier dans les secteurs et groupes sociaux les plus vulnérables, et les pays les plus durement affectés par la crise. Le travail conduit par Algan et al. (2017) confirme ces résultats et l'impact spécifique de la crise financière de 2008 sur les niveaux de confiance politique en Europe et le soutien apporté aux partis populistes. En particulier, ces auteurs isolent l'effet de l'augmentation du chômage sur l'élévation du degré de défiance vis-à-vis des parlements européen et nationaux et des partis politiques dans les 26 pays européens concernés par leur analyse. Cet effet, notent les auteurs, est hétérogène et apparaît particulièrement marqué dans certains secteurs sociaux, notamment chez les électeurs les moins qualifiés et les moins diplômés.

Dans une étude empirique récente, à partir de l'examen comparatif des effets de la crise de 2008 en Grèce, en Espagne et au Portugal, Halikiopoulou et Vasilopoulou (2018) soulignent l'importance de l'impact politique de la crise financière et le succès de partis de droite radicale. A leurs yeux, le soutien à ce type d'acteurs est avant tout lié à une crise globale de la représentation démocratique, au travers d'une accentuation de la tension entre représentation et responsabilité. Cette tension, pour les auteurs, s'accompagne d'une baisse du niveau de confiance dans les institutions de l'État. Au-delà, donc, de la dégradation des conditions économiques, l'impact de la crise économique se mesure principalement à l'aune des problèmes de gouvernabilité et de rupture du « contrat social » entre l'État et ses citoyens.

L'affaiblissement des loyautés partisanes et la distension des liens entre partis et électeurs ont produit une plus grande fragmentation de l'espace politico-électoral ainsi qu'un accroissement du niveau de volatilité, propice au développement d'acteurs périphériques tels que les partis populistes. L'étude comparative à grande échelle conduite par Chiaramonte et Emanuele (2017) atteste de cette instabilité croissante des démocraties électorales en Europe occidentale entre 1945 et 2015. Ces auteurs identifient une séquence significative d'un processus de « désinstitutionnalisation » des systèmes de partis ouest-européens au cours des deux dernières décennies. Outre la composante interne de la volatilité – c'est-à-dire les échanges de votes entre partis traditionnels –, leurs données pointent en particulier une tendance à la « régénération » de ces systèmes via l'entrée de nouveaux partis et le déclin des grandes formations de gouvernement.

Dans une seconde étude comparative, Emanuele et al. (2020) montrent par ailleurs que, dans la période récente, les niveaux de volatilité électorale observables en Europe occidentale se sont rapprochés de ceux, traditionnellement plus élevés, des pays d'Europe centrale et orientale, au travers de ce que les auteurs décrivent comme un mouvement de « convergence asymétrique ». Reprenant les conclusions d'un ensemble de monographies nationales, Wolinetz et Zaslove (2018) soulignent également l'importance de cette « régénération » des systèmes de partis dans plusieurs grandes nations d'Europe de l'Ouest, telle qu'elle s'exprime au travers du déclin des grands partis qui constituaient traditionnellement le « noyau » du système politique. Leur analyse montre que la force globale des partis qui constituaient le cœur des systèmes est demeurée relativement stable de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 1990, mais qu'elle a fortement décliné depuis (p.285).

IV. Économie *versus* Culture ?

Cette nécessaire prise en compte des effets d'interaction constitue, nous l'avons vu, un élément sous-jacent de la plupart des travaux relatifs aux conséquences économiques et culturelles de l'internationalisation. A bien des égards, le débat relatif, notamment, à la prééminence des facteurs économiques ou culturels associés aux transformations produites par la globalisation mérite d'être intégré à une réflexion plus large sur les possibles interactions et médiations de ces diverses dimensions. Les effets économiques, culturels et politiques de la globalisation ne peuvent être considérés de manière isolée. Il est capital d'appréhender les interactions complexes telles qu'elles se jouent entre insécurités économiques et culturelles, notamment, et l'impact de ces facteurs et de leurs effets sur les attitudes politiques et les comportements électoraux (Reynié 2011 & 2013, Lucassen et Lubbers 2012, De Vries 2018a, Rodrik 2018, Kriesi et al. 2010, Ivaldi et Mazzoleni 2019b, Kriesi et Schulte-Cloos 2020).

Cette réflexion invite également à considérer l'importance de variables médiatrices, en particulier dans l'expression d'une demande de « reconnaissance » de statut et la médiatisation des transformations économiques et culturelles par le sentiment de marginalisation sociale des individus et des groupes les plus fortement exposés aux effets de la globalisation.

IV.I. Interactions, médiations

L'opportunité et le bienfondé d'une dissociation des facteurs économiques et culturels de la globalisation ont été très tôt mis en question par les travaux sur l'émergence d'un conflit transnational. Kriesi et al. (2006, 2010) considèrent à cet égard que les clivages économique et culturel qui accompagnent la globalisation sont étroitement liés et qu'il est très difficile en tout état de cause de séparer ces divers ordres de facteurs autrement que d'un point de vue strictement analytique. La notion de « populisme patrimonial » proposée par Reynié (2013) tente également de faire la jonction entre les enjeux relatifs à l'immigration, à la globalisation économique ou à la construction européenne, dans l'expression d'inquiétudes à la fois matérielles et culturelles. L'auteur insiste à cet égard sur l'importance de l'articulation par les partis populistes –tels que repérables notamment à droite de l'axe politique– « d'une offre politique nouvelle constituée pour tirer profit d'une double inquiétude désormais installée chez les Européens concernant non seulement leur patrimoine matériel, ou leur niveau de vie, mais aussi leur patrimoine culturel, c'est-à-dire leur mode de vie » (p.37).

Au regard de l'expérience européenne, explique De Vries (2018a), il ne semble pas fructueux d'opposer les griefs économiques et les préoccupations culturelles : au contraire, il importe de comprendre comment ces divers facteurs de dislocation économique et d'insécurité culturelle peuvent opérer en interaction pour façonner l'offre et la demande politiques, en particulier s'agissant des acteurs populistes. De nombreux travaux récents envisagent de telles interactions entre économie et culture (Finseraas 2008, Ballard-Rosa et al. 2017, Colantone et Stanig, 2018a, 2018b, Green et al. 2018, Jennings et Stoker 2016, Magni 2018). Dans son analyse de l'élection de Donald Trump en 2016 aux États-Unis, Morgan (2018) conclut

notamment à une égale importance des facteurs économiques et culturels dans la construction de la dynamique électorale du candidat républicain.

Pour nombre d'entre elles, ces études soulignent les effets de médiation des facteurs économiques par les attitudes culturelles, quand bien même, nous le verrons, il est possible d'envisager d'autres combinatoires entre ces divers ordres de facteurs. La thèse du *Cultural Backlash* prend acte de l'importance de telles interactions. Dans son ouvrage récent, Inglehart (2018) attribue ainsi une contribution spécifique aux conditions économiques dans la production de la réaction conservatrice qui au cœur de son hypothèse de « révolution silencieuse inversée ». L'auteur voit dans l'insécurité économique un facteur de cette contre-révolution culturelle, au travers notamment de la xénophobie qu'une telle forme d'insécurité peut générer. « Bien que l'insécurité économique croissante ne soit pas la cause immédiate du vote populiste autoritaire, explique Inglehart, les experts qui ont souligné son importance n'avaient pas tort : cette dernière joue un rôle crucial en amont dans le processus causal, contribuant à expliquer pourquoi le vote populiste autoritaire est beaucoup plus fort aujourd'hui qu'il y a 30 ans » (p.185).

Dans une étude déjà ancienne, Quillian (1995) a illustré notamment l'impact de la compétition économique sur la perception de la diversité ethnique au sein des groupes majoritaires, en particulier dans les contextes de rareté des ressources économiques. La recherche en psychologie sociale et politique a également mis en exergue l'importance des anxiétés économiques dans la production d'attitudes ethnocentriques et la « peur » des étrangers (Gorodzeisky et Semyonov, 2016). Dans un même ordre d'idées, Tavits et Potter (2015) montrent que les clivages sociaux et culturels se manifestent autour d'un conflit de valeurs –ethniques, religieuses, nationales, identitaires– lorsque l'inégalité économique est élevée, insistant par ailleurs sur les liens entre compétition politico-électorale et enjeux politiques fondés sur le statut et l'appartenance au groupe (p.756). Salmela et von Scheve (2017) identifient certains des mécanismes psychologiques à l'œuvre au sein des couches moyennes, insistant notamment sur l'impact de l'insécurité économique et culturelle sur un processus de « distanciation émotionnelle » qui conduirait à la recherche par les individus de sens et d'estime de soi à partir, notamment, de traits identitaires perçus comme stables tels que la nationalité, l'origine ethnique, la religion, la langue ou les rôles traditionnels de genre.

Dans deux études empiriques récentes, Guiso et al. (2017, 2019) éclairent à partir de données individuelles d'enquêtes la corrélation qui existe entre la préférence des électeurs européens pour des partis populistes et l'insécurité économique liée à l'exposition de ces électeurs au commerce mondial et à la concurrence des immigrés sur le marché du travail. Leurs résultats montrent notamment un effet significatif de l'insécurité économique des individus –mesurée au travers d'un indicateur composite d'expérience de chômage, de perte de revenu et d'exposition à la globalisation– sur le degré de confiance dans les partis majeurs et les institutions politiques. Par ailleurs, cette insécurité économique a également, ainsi que le notent les auteurs, un effet notable sur l'augmentation des préjugés anti-immigrés. Hays et al. (2019) confirment cette médiation de l'adversité économique régionale par les variables culturelles. Leur modèle d'analyse causale permet d'établir l'absence de lien direct entre préoccupations économiques et soutien au populisme de droite. Ces auteurs observent en outre un impact des chocs régionaux liés au commerce international, dont l'effet est médiatisé par les attitudes anti-immigration.

Les divers travaux conduits par Colantone et Stanig (2018a, 2018b et 2018c) autour de ces thèmes éclairent les différents mécanismes qui permettent de relier globalisation –en particulier les chocs consécutifs au développement du commerce international–, insécurité économique et attitudes socio-politiques, et qui seraient de nature à nourrir le vote de droite populiste, s'agissant notamment des sentiments anti-immigrés, de la défiance politique, de l'autoritarisme ou du soutien à la démocratie. Au travers de leurs analyses comparatives et longitudinales, ces auteurs montrent surtout l'importance de la dimension sociotropique dans l'appréhension de ces effets économiques et de la médiation de ces derniers par les variables culturelles.

L'étude, plus récente, conduite par Carreras et al. (2019) sur les facteurs économiques et culturels du vote en faveur du Brexit corrobore ces observations. En combinant des données socio-économiques et électorales au niveau fin des 380 circonscriptions britanniques et des données individuelles de panel issues de la *British Election Study 2014-2017*, ces auteurs proposent un modèle d'équations structurelles démontrant que l'effet du déclin économique à long terme sur le soutien à Brexit est médiatisé par les griefs culturels. Dans leurs conclusions, les auteurs reviennent sur les mécanismes par lesquels les facteurs économiques façonnent les attitudes culturelles, rappelant que ces effets opèrent pour l'essentiel au niveau sociotropique plus qu'égotropique, au travers notamment les réseaux de sociabilité tels qu'ils se développent au niveau local. Les citoyens britanniques dans des zones de déclin économique sont ainsi plus susceptibles de développer des opinions anti-immigrés et eurosceptiques, qu'ils partagent par ailleurs avec leurs voisins. Ces griefs culturels, à leur tour, expliqueraient le soutien au Brexit. « Notre étude, concluent les auteurs, montre que ce *backlash* culturel est le résultat d'inégalités dans la performance économique entre les régions qui bénéficient des changements économiques structurels (par exemple, la mondialisation et l'automatisation) et celles qui sont au contraire en déclin économique à long terme » (p.1416).

En s'attachant plus particulièrement aux dynamiques du vote Trump lors des primaires républicaines de 2016, Knowles et Tropp (2018) ont été en mesure de mettre en lumière l'impact de la diversité raciale et ethnique dans la formation des relations intergroupes et des attitudes socio-politiques, soulignant l'importance des contextes économiques locaux qui entourent les relations entre groupes raciaux. Les conditions économiques représentent selon eux des facteurs critiques pour s'efforcer de comprendre les liens entre la diversité ethnique au niveau contextuel –ici le quartier de résidence–, la perception d'une menace des groupes minoritaires et, *in fine*, le soutien électoral à Donald Trump. Leurs modèles suggèrent que là où les électeurs blancs éprouvent des difficultés économiques, l'effet direct de la diversité ethnique est principalement celui d'une accentuation de la menace perçue par les individus. A l'inverse, une économie locale saine contribue à atténuer la perception d'une « menace ethnique » dans les contextes de diversité raciale et, en retour, un moindre soutien en faveur de Trump.

L'importance des médiations et interactions entre insécurités économiques et griefs culturels et de leurs effets sur les comportements de vote est au cœur de plusieurs travaux récents, qui soulignent la présence d'autres mécanismes essentiels à la compréhension de l'articulation complexe entre les multiples enjeux associés à la globalisation et le soutien aux formations populistes. De manière particulièrement intéressante, ces travaux proposent un modèle alternatif de chemin causal et rejoignent à ce titre un ensemble de recherches antérieures qui démontrent que la présence de clivages identitaires peut également conditionner de manière

significative les attitudes socio-économiques des individus, s'agissant notamment de leur niveau de soutien à la redistribution (Alesina et Glaeser 2004).

L'étude comparative à grande échelle conduite sur 16 pays européens par Alesina et al. (2019) illustre un tel effet médiateur des variables culturelles sur les attitudes socio-économiques. A partir d'un croisement des données agrégées de contexte et données individuelles issues de l'Enquête sociale européenne (ESS) sur la période 2002-2016, les auteurs démontrent en particulier l'impact de l'exposition régionale à l'immigration sur la structuration des attitudes à l'égard de la redistribution : les individus se révèlent ainsi moins favorables à la redistribution lorsque la proportion d'immigrants dans leur région de résidence est plus élevée, y compris lorsque cet effet est contrôlé par des facteurs individuels tels que le niveau de diplôme ou le revenu qui constituent généralement des déterminants essentiels des préférences socio-économiques. Cet effet, poursuivent les auteurs, est particulièrement notable chez les individus qui se situent au centre et à droite de l'échiquier politique, dans les régions où l'immigration est principalement d'origine non-européenne et lorsque ces immigrés sont eux-mêmes plus faiblement qualifiés. Par ailleurs, l'association statistique négative entre présence immigrée et soutien à la redistribution est beaucoup plus forte dans les pays dotés d'États-providence plus généreux, à l'image notamment des pays nordiques ou de la France.

Cette réflexion a également fait l'objet de divers travaux aux États-Unis. Freund et Sidhu (2017) proposent une analyse du vote Trump en 2016 à partir de données agrégées au niveau des *counties*. Leurs résultats soulignent l'importance du contexte racial dans la compréhension et l'évaluation des effets de l'adversité économique, mesurée en particulier par le déclin des emplois du secteur manufacturier. A l'échelle des comtés, les effets de la dislocation économique du secteur manufacturier et des pertes d'emploi à long terme dans ce secteur n'ont qu'un faible pouvoir explicatif de la variation du vote républicain entre 2012 et 2016. Toutefois, notent ces auteurs, la variation du vote Républicain est positivement corrélée à la détérioration du secteur manufacturier dans les comtés à prédominance d'électeurs blancs, tandis qu'une corrélation négative peut être observée dans les zones de plus forte diversité ethnique où le vote démocrate est plus important, ces effets se compensant pratiquement pour s'annuler au niveau global.

Ces conclusions rejoignent celles de travaux plus anciens, relatifs notamment aux « pressions croisées » au sein de certains électorats (*cross-pressured voters*). Des auteurs tels qu'Alesina et Glaeser (2004) ont notamment pu montrer que les attitudes négatives à l'égard des groupes exogènes (*out-groups*) ou un fort sentiment nationaliste sont de nature à modifier les préférences des électeurs à faible revenu par rapport à la redistribution, expliquant en partie l'éloignement de ces groupes sociaux de leurs attaches partisanes traditionnelles à gauche. Dans une étude comparative plus récente, Finseraas (2011) revient sur l'hypothèse qu'il nomme « anti-solidarité » en référence aux mécanismes de diminution des préférences pro-redistribution dans les contextes de plus forte hétérogénéité ethnique, et dont il a été suggéré qu'elle peut être basée sur la perception par les groupes majoritaires des minoritaires comme principaux bénéficiaires du welfare. S'agissant des électeurs soumis à ces pressions croisées, l'analyse des données de l'Enquête sociale européenne montre d'importantes variations de taille de ce groupe dans les nations d'Europe occidentale : la part potentielle des électeurs soumis à de telles pressions –c'est-à-dire à la fois des préférences pro-redistribution et anti-immigration– est loin d'être négligeable et représenterait en moyenne, selon les estimations de l'auteur, 30 % environ des électorats nationaux (p.31).

Une passerelle peut être établie ici, pour terminer, avec la question plus spécifique de l'offre politique et programmatique des partis. Les conflits articulés autour des valeurs pourraient ainsi offrir aux acteurs partisans une opportunité stratégique de mobiliser ces électeurs sur des enjeux immatériels et non plus sur leurs seuls intérêts socio-économiques « objectifs » (Lee et Roemer 2010). L'importance de cette dimension d'offre politique a été récemment mise en exergue dans le cadre d'une réflexion plus large sur les effets de la crise économique et financière sur la réorientation des stratégies partisanes, notamment à droite du spectre politique. Les travaux de Tavits et Potter (2015) suggèrent à cet égard que les partis de droite pourraient avoir un intérêt particulier à détourner l'attention des électeurs vers des questions culturelles, identitaires et/ou des conflits de valeur dans des contextes marqués par des inégalités croissantes ou une détérioration de la situation économique. A partir des données du *Comparative Manifesto Project* couvrant 450 partis dans plus de 40 démocraties sur la période 1945-2010, les auteurs montrent une tendance des partis de droite à mettre d'avantage l'accent sur les questions culturelles en période de crise. Le creusement, expliquent-ils, des niveaux d'inégalité augmente la demande d'intervention de l'État et de redistribution au sein des électorats, réduisant potentiellement l'espace électoral pour des partis de droite traditionnellement situés au pôle plus libéral de l'axe économique. Dans ces circonstances, ces acteurs peuvent faire face à une forte incitation à réorienter leur programme vers des valeurs culturelles afin de préserver l'intégrité de leur électorat. Ces stratégies sont particulièrement visibles, ajoutent par ailleurs les auteurs, dans des contextes caractérisés par une plus ample fractionnalisation ethnique et/ou religieuse, au sein desquels les enjeux de valeurs ont une plus forte résonance (p.755).

Aux États-Unis, toute une série de travaux a été en mesure d'établir un lien entre globalisation économique et polarisation de l'offre partisane. Feigenbaum et Hall (2015) identifient par exemple un impact significatif des chocs commerciaux sur le comportement des membres du congrès américain, le poids de la compétition internationale incitant les législateurs à prendre des positions plus protectionnistes en matière commerciale. Les auteurs montrent en outre que ce mouvement stratégique est plus marqué dans les districts où les candidats sont le plus menacés électoralement. Sur le cas américain, toujours, Dorn et al. (2016) établissent également un lien entre globalisation économique et polarisation partisane. Les auteurs montrent empiriquement que le degré d'exposition aux importations chinoises, mesuré au niveau des districts congressionnels, produit un effet statistique significatif sur l'élection de représentants plus « extrêmes » au Congrès, globalement de candidats plus conservateurs au sein du Parti républicain. Cet effet, ajoutent les auteurs, est conditionné par la composition ethnique, l'orientation partisane du district et le poids des ouvriers blancs du secteur industriel. Dans les circonscriptions dominées par les électeurs blancs, les effets du commerce favorisent massivement les représentants de l'aile droite du GOP ; cette même force de polarisation joue en revanche à gauche de l'échiquier politique dans les zones plus hétérogènes ethniquement et traditionnellement orientées vers les démocrates.

IV.II. *Politique du « statut » : de la compensation à la reconnaissance*

Aux côtés des aspects de médiation et d'interaction des variables économiques et culturelles, la littérature contemporaine sur le populisme nous invite, enfin, à considérer l'importance de l'expression d'une demande de « reconnaissance » de statut face à ce que de nombreux auteurs identifient comme un sentiment de marginalisation sociale des individus et des groupes les plus fortement exposés aux effets de la globalisation et à la modernisation.

Le succès des formations de droite radicale populiste, en particulier, reposerait sur l'aptitude de ces acteurs à transformer et instrumentaliser un ensemble de griefs économiques, sécuritaires et culturels, en redéfinissant les formes et les contours d'une identification collective par opposition à certains groupes minoritaires et/ou exogènes, associant ce travail identitaire à la critique verticale d'élites politiques rendues responsables du déclin national. Le ressentiment mobilisé par les populistes s'expliquerait donc aussi par la perception d'une altération ou d'un déclin du « statut » du groupe d'appartenance au sein de la société, pour partie au moins dissocié de la position socio-économique objective de ces individus ou groupes. Cette dimension « sociotropique » symbolique de l'anxiété culturelle est importante (Mansfield et Mutz 2009). Les griefs qu'expriment les électeurs populistes sont articulés au sentiment que ces derniers peuvent avoir d'un changement profond de statut de leur groupe social de référence, perçu en fonction de critères culturels, religieux ou ethniques. Ces perceptions opèrent, nous l'avons souligné plus haut, à un niveau sociétal – c'est-à-dire la vision de changements affectant le groupe de référence ou la société tout entière – et ne sont pas nécessairement liées à une expérience individuelle objective de déclin (Van der Bles et al. 2018).

A sa manière, l'approche en termes de « statut » apporte certains éléments de réponse au débat récurrent de l'économie et de la culture, en nous invitant à l'identification des racines quasi-anthropologiques du mouvement socio-culturel profond qui porterait le succès du phénomène populiste contemporain. Dans une grande diversité de contextes nationaux, la littérature ethnographique, en particulier, identifie le sentiment pour des segments importants parfois importants de la population d'être des « laissés pour compte », en situation de vulnérabilité économique et sociale, étrangers aux valeurs libérales, progressistes et multiculturelles qui prévalent dans le discours dominant des élites, et dépossédés de la reconnaissance et du respect de leurs valeurs et de leur statut au sein de la société. Cette littérature insiste en particulier sur la notion d'intégration sociale comme phénomène multidimensionnel fondé sur l'importance pour les individus de se considérer comme faisant partie d'un ordre normatif commun, leur niveau d'interaction sociale avec les autres, et le degré auquel ces individus se sentent reconnus et respectés par les autres au sein de la société tout entière (voir en particulier Gidron et Hall 2019).

Cette dimension subjective de la perception par les individus de leur position sociale est au cœur de la réflexion proposée par Algan et al. (2019). S'inspirant de la littérature consacrée au capital social, ces auteurs soulignent l'importance des facteurs relatifs à la confiance –dans les institutions mais également envers autrui– et aux relations interpersonnelles aux origines du populisme contemporain. Ces auteurs y voient des éléments d'une crise profonde au sein des sociétés post-industrielles, portée par l'individualisation, le déclin des identités collectives et l'affaiblissement des lieux et des structures de socialisation et des espaces communs. La confiance interpersonnelle apparaît à leurs yeux comme une « variable décisive » pour

l'existence d'un contrat social et d'une démocratie ; d'un point de vue politico-électoral, cette variable de confiance permet en outre de distinguer entre la gauche radicale et la droite populiste (p.34). Dans un travail plus ancien, Bréchon (2003) insistait déjà sur l'importance de la confiance interpersonnelle dans la structuration des attitudes socio-politiques : « la confiance interpersonnelle, expliquait l'auteur, va de pair avec la valorisation du lien social, avec l'optimisme individuel et sociétal, avec une attitude ouverte et positive à l'égard du monde, avec le sentiment d'être acteur dans la société et de pouvoir modifier son environnement, avec enfin une attitude tolérante à l'égard d'autrui dont la vie privée n'a pas à être jugée et contrôlée » (p.414).

Les effets des changements économiques, culturels et sociaux affecteraient non seulement la vision par les individus de leur trajectoire sociale et des opportunités économiques qui leur sont offertes, mais, plus profondément encore, le sentiment d'être marginalisés par les élites et la culture dominante. Hochschild (2016) souligne très justement cette dimension essentielle du ressentiment au sein des catégories populaires aux États-Unis et l'impression croissante des Américains blancs, en particulier, d'être devenus des « étrangers dans leur propre pays ». Williams (2017) insiste également sur les frustrations et les griefs exprimés par certains groupes au sein de la « majorité ethnoculturelle » face à ce que ces derniers ressentent comme une contestation de leur domination, de leur culture et de leurs valeurs, et l'attention portée, notamment, à la défense des groupes minoritaires, au travers de politiques de discrimination positive (*affirmative action*), de promotion du multiculturalisme ou de lutte contre le racisme.

Plus, donc, qu'une simple attente de compensation face aux inégalités et au développement de sentiments d'injustice dans le champ socio-économique, le populisme viendrait activer une demande latente de « reconnaissance » liée au statut. Gidron et Hall (2017) soulignent très bien à cet égard l'importance du « statut social subjectif » des individus – défini comme la perception par ces derniers du niveau de respect et de reconnaissance qu'ils reçoivent au sein de la société – et ses effets sur les attitudes et le vote de droite populiste radicale. Leur étude comparative de douze démocraties occidentales depuis les années 1980 montre que le statut social subjectif a un effet significatif sur le vote en faveur de ces partis : la probabilité de se tourner vers ces derniers est deux fois plus élevée chez les électeurs qui se perçoivent comme de statut social inférieur, comparés à ceux qui se situent en haut de l'échelle. Cette corrélation est médiatisée, expliquent les auteurs, par des attitudes spécifiques : le sentiment d'un plus faible statut social augmente statistiquement notamment les niveaux de préjugés économiques et culturels envers les immigrés. Si ces résultats rejoignent globalement une littérature solidement établie, l'analyse longitudinale proposée par ces auteurs isole de manière très significative un effet hétérogène et identifie un sentiment de déclin de statut social subjectif plus prononcé dans certaines catégories, en particulier au sein de la classe ouvrière masculine. Cette baisse d'estime au niveau sociotropique est visible depuis une vingtaine d'années, mais le processus semble s'être accentué de manière notable dans l'après-crise financière de 2008. Ce dernier résultat éclaire l'importance du vote en faveur des partis populistes dans ce groupe spécifique d'électeurs, en lien avec l'importante littérature évoquée tout au long de ce mémoire, et qui traite plus généralement de la nécessaire prise en considération de la dimension subjective des effets socio-économiques au niveau individuel.

On retrouve également ici certains des éléments de la théorie du *cultural backlash* telle que proposée par Inglehart et Norris (2017). Pour ces auteurs, nous l'avons vu, les changements de valeurs ont profondément modifié les cadres culturels au sein des sociétés post-industrielles, évoluant vers des sociétés plus « inclusives » –au regard notamment des droits

des groupes minoritaires– et égalitaires –sur la question du genre–, bousculant les valeurs et hiérarchies socio-culturelles traditionnelles. Dans son étude du cas américain, Mutz (2016) évoque cette même idée : ses données d'enquête montrent que, plus que les conditions économiques objectives, c'est avant tout le sentiment par une partie de l'électorat blanc américain d'une menace sur son statut – notamment sous les effets de la globalisation et de l'immigration – qui contribuerait de manière plus significative au vote en faveur de Trump. Ce sentiment, explique l'auteur, est particulièrement exacerbé au sein des groupes traditionnellement « dominants », à savoir les blancs, les chrétiens et les hommes, où s'expriment l'anxiété et les frustrations générées par ce que ces derniers perçoivent comme la déliquescence des anciennes hiérarchies socio-culturelles.

Cet effet du sentiment d'un déclin de statut est validé empiriquement par la contribution de Gest et al. (2018). Sur la base de données d'enquêtes réalisées aux États-Unis et en Grande-Bretagne, ces auteurs suggèrent que le soutien à Donald Trump ou à l'UKIP britannique tiendrait moins aux conditions et difficultés économiques « objectives » des individus qu'à la perception par ces derniers d'une perte de statut ou d'une menace sur leur avenir économique. Pour ces auteurs, le phénomène de droite radicale peut ainsi être appréhendé comme le produit de cette anxiété liée au déclin, un phénomène psychologique latent de « privation nostalgique » (*nostalgic deprivation*) au regard des différences perçues par les individus entre leurs statuts actuel et passé.

Le travail récent de Gidron et Hall (2019) revient sur le populisme contemporain et y voit un symptôme d'un défaut d'intégration sociale (*social integration*) des individus, associé à un sentiment de marginalisation, de dévalorisation de leur statut et l'impression d'être « poussés » en périphérie de la communauté nationale, privés des rôles et du respect normalement accordé aux membres à part entière de cette dernière. A partir des données de la vague 6 de l'ESS, les modèles empiriques que proposent ces auteurs permettent en particulier de lier ces perceptions à l'évolution des inégalités socio-économiques : leur analyse comparative révèle ainsi que le statut social subjectif moyen de la population est plus bas lorsque les inégalités économiques –mesurées par la part relative du décile supérieur de revenus dans chacun des 25 pays couverts par l'enquête– sont plus élevées, en particulier au sein des catégories sociales les plus fragiles. Le lien avec le populisme s'établirait alors au travers des attitudes socio-politiques que ce sentiment de marginalisation serait à même de générer, à savoir une plus grande aliénation vis-à-vis du système politique, l'insatisfaction face au fonctionnement démocratique et une plus grande défiance à l'égard des élites politiques. Ces divers facteurs, concluent les auteurs, exercent un effet substantiel et statistiquement significatif sur la propension des individus à se tourner vers des partis radicaux de gauche comme de droite.

On rejoint ici l'argument central proposé, notamment, par Bréchon et al. (2019) sur l'individualisation croissante des sociétés contemporaines et la manifestation de cette tendance de fond dans la réorganisation des systèmes de valeurs politiques, telle qu'elle se traduit notamment dans la complexification des valeurs traditionnelles constitutives des identités politiques de gauche et de droite, avec, pour corollaire, une tendance plus marquée aux expressions critiques et protestataires hors de ces grands référentiels. Cette même dimension est évoquée par Reynié (2013) qui rappelle qu'il s'agit moins ici d'un « Moi collectif mythique et glorieux, que d'un Moi privé domestique et ordinaire » ancré au sein des classes moyennes européennes confrontées à la peur du déclassement personnel. « Le populisme patrimonial, ajoute l'auteur, est une émanation de sociétés de type démocratique

dominées par le triomphe d'un individualisme matérialiste » (p.43). Tout en s'inscrivant dans cette perspective, Algan et al. (2019) insistent plus particulièrement pour leur part sur les liens entre l'individualisation et la perception par les individus de leur position sociale, leur degré de confiance et de relations interpersonnelles, et les réseaux de sociabilité au sein desquels ces individus sont ou non insérés.

Plusieurs travaux récents mettent en avant, pour terminer, la dimension « nostalgique » du populisme. A partir d'une étude de cas en Suède, Elgenius et Rydgren (2019) montrent que la nostalgie d'une société passée fondée sur l'homogénéité ethnique est au cœur de la rhétorique du « déclin de l'âge d'or » de la droite radicale populiste. Ce pessimisme nostalgique peut-être, pour partie au moins, relié aux effets de la globalisation : l'analyse empirique conduite par Hays et al. (2019) suggère notamment un lien entre l'exposition des individus aux chocs commerciaux et le développement chez ces derniers d'attitudes réactionnaires et nostalgiques, qui les pousseraient vers la droite populiste. Pour ces auteurs, l'expérience par les individus de transformations sociales, économiques ou culturelles, telles que celles induites par la globalisation, peut avoir pour effet de sensibiliser ces mêmes individus à d'autres formes de changement et contribuer de la sorte à aligner les préférences et attitudes de ces électeurs sur celles de la droite radicale (p.3). En lien avec les conclusions établies par plusieurs des études citées plus haut, les auteurs confirment que ces effets opèrent pour l'essentiel à un niveau sociotropique : les individus semblent être d'abord motivés par des préoccupations culturelles au niveau de leur communauté d'appartenance, activées par l'exposition au commerce international.

Steenvoorden et Harteveld (2018) relient empiriquement la « nostalgie » inhérente à leurs yeux à l'idéologie du populisme –en particulier de droite radicale– à une forme de pessimisme sociétal. A partir des données de l'Enquête sociale européenne de 2012, leur analyse montre que ce pessimisme est essentiellement distribué aux extrêmes de l'axe politique –rejoignant en cela la localisation de la plupart des mouvements populistes–, et qu'il est particulièrement prononcé chez les supporters des partis de droite radicale. Les effets observés sur cette courbe en U sont robustes et résistent à un ensemble de contrôles sociodémographiques et attitudinaux. Par ailleurs, les auteurs établissent de manière exploratoire la possibilité que l'effet de ce pessimisme social sur le comportement électoral soit médiatisé par certaines formes spécifiques d'attitudes, en particulier l'opposition à l'immigration, rejoignant ainsi l'ensemble des travaux évoqués plus haut dans ce mémoire, relatifs au populisme comme une forme de « réaction » culturelle à certaines des transformations des sociétés post-industrielles.

V. Discussion et perspectives

Au terme de l'examen, immanquablement partiel, du volume considérable de littérature consacrée à la question du populisme en lien avec les nouveaux enjeux et conflits de l'internationalisation, il est possible de dégager un ensemble d'éléments de conclusion et quelques pistes de réflexion pour les recherches à venir. Plusieurs lignes de force se dégagent, qui concernent l'appréhension du phénomène populiste à la fois dans sa diversité mais, plus fondamentalement aussi dans ce qui peut en constituer l'unité, au-delà des composantes de son cœur « idéationnel ». A cela s'ajoute la question d'un modèle explicatif du populisme, qui soit de nature à rassembler et faire dialoguer entre elles les multiples approches du phénomène sous l'angle économique, culturel ou politique, dont on a mesuré la richesse tout au long de ce mémoire.

Cette question invite à repenser sans doute les modes d'articulation du populisme contemporain avec les grands axes de conflits et les identités politiques qui continuent de structurer le champ de la compétition politico-électorale dans la plupart des grandes démocraties occidentales, de même que certaines des transformations à l'œuvre à l'intérieur même de ces espaces d'oppositions, avec, désormais, de nouvelles interrogations relatives à l'épidémie de coronavirus et ses multiples répercussions économiques, sociales et culturelles. En résonance par ailleurs avec l'ensemble des questions que continue de poser l'examen des soutiens électoraux des formations populistes, et ce qui semble, au fil du temps, spécifier le populisme comme symptôme politique d'un malaise grandissant au sein des classes moyennes.

Se pose, enfin, la question du rapport du populisme aux souverainetés populaire et nationale. Si la première a de longue date pu être isolée comme un aspect central du dogme populiste, nous sommes aujourd'hui invités à réfléchir plus avant à la seconde et aux modalités d'intersection du populisme et des multiples formes de revendications de souveraineté, telles qu'elles s'expriment dans les domaines économiques, culturels ou politiques, et telles qu'elles se distribuent sur l'ensemble du spectre partisan, bien au-delà désormais des seules frontières de la droite radicale.

V.I. Populisme : diversité et unité

Le recours à la notion de populisme implique d'en définir aussi clairement que faire se peut le contenu idéationnel, lui attachant des appendices idéologiques plus substantiels qui dessinent, nous l'avons amplement souligné, les contours d'un phénomène éminemment multiforme, évolutif et pour partie dépendant des opportunités contextuelles offertes aux acteurs populistes d'intégrer l'espace de la compétition inter-partisane et d'y déployer ou non leurs représentations.

Outre notre capacité d'identifier un cœur idéationnel commun, amarré à diverses idéologies hôtes, il importe de poursuivre la réflexion sur ce qui demeure une relative asymétrie des formes populistes et des composantes idéologiques qui en dessinent les contours. Quelques-uns des travaux évoqués dans ce mémoire suggèrent d'aller plus loin que la seule opérationnalisation des systèmes de valeurs « épais » sur lesquels le populisme vient prendre

appui, pour tenter de discerner certains éléments de différentiation à l'intérieur même du noyau central de son idéologie « fine ». Des divergences se font jour, notamment, dans la construction par les populismes de leurs « peuples » respectifs et des modes d'expression de la volonté populaire, au travers d'une opposition entre démocratie directe et démocratie participative en particulier.

La première étude de cas proposée dans la partie empirique de ce mémoire nous offre l'opportunité d'explorer les éléments de convergence dans les profils sociologiques, politiques et attitudinaux des électorats populistes tels qu'ils se distribuent aujourd'hui sur l'ensemble du spectre politique européen. A partir de l'examen des performances électorales de ces partis à l'occasion des élections européennes de mai 2019, cette première partie de l'analyse s'efforce, nous le verrons, de poser la question des populismes « pluriels » en Europe, de la diversité du phénomène populiste tel qu'il se développe aujourd'hui sur l'ensemble du continent européen et des principaux déterminants des votes populistes.

L'intérêt opératoire de l'approche idéationnelle ne peut non plus totalement occulter certaines des réflexions relatives au populisme comme ressource offerte aux acteurs politiques. Si les dimensions et attributs définitionnels demeurent particulièrement utiles à l'appréhension et à la délimitation analytique du populisme, la trajectoire par exemple d'un Donald Trump aux États-Unis illustre incontestablement l'intérêt de penser le populisme en termes « performatifs » et stratégiques, de le saisir comme un type spécifique de mobilisation socio-politique. Ce même constat s'applique également à l'évolution de la gauche radicale en France et l'impulsion populiste qui lui a été donnée par Jean-Luc Mélenchon à l'orée de la campagne présidentielle de 2017, rompant avec une tradition plus établie de gauche radicale. A cet égard, le débat n'est pas totalement clos non plus quant à l'articulation du populisme et des identités politiques traditionnelles, telles qu'elles peuvent s'exprimer en Europe en termes d'affiliation gauche-droite ou, sur le terrain américain, dans les appartenances aux camps conservateur et démocrate. Dans les systèmes multipartisans européens, un enjeu majeur du populisme demeure celui de son positionnement « transversal » résolument anti-establishment qui continue d'isoler ces acteurs sur l'échiquier politique, ou de la tentative, au contraire, de tenter de forger alliance avec les forces modérées au sein de son espace politique de référence.

Ici se dessine aussi l'enjeu de modèles intégratifs du populisme de l'offre et de la demande, au sein d'une littérature qui, si elle impressionne par sa croissance exponentielle, n'en demeure pas moins pour autant encore assez fortement cloisonnée et structurée par des champs distincts. Les nombreux travaux sur les attitudes populistes et l'effet que ces dernières peuvent exercer sur les comportements électoraux mettent tous en évidence la présence d'une « surcouche » normative, partiellement indépendante des idéologies traditionnelles plus substantielles, et dont on observe qu'elle interagit avec ces dernières pour contribuer à « expliquer » le vote populiste. Pour autant, ainsi que l'ont récemment souligné Hawkins et al. (2020), nous savons encore assez peu de choses concernant les modes d'activation politique de ces attitudes populistes « dormantes » dont on voit par ailleurs qu'elles sont très largement répandues dans les électorats occidentaux, partout où des recherches empiriques ont eu l'opportunité d'en prendre la mesure. Hawkins et ses collègues nous invitent en particulier à l'examen qualitatif de l'effet des comportements et des stratégies des élites populistes dans la capacité de ces dernières à activer le populisme latent au sein des opinions publiques pour le transformer en acte de vote, et dont on entrevoit qu'elle dépend de facteurs contextuels relatifs à ces élites elles-mêmes mais plus largement à l'état du système politique représentatif, des

partis traditionnels et de la corruption, et demeure indexée pour partie au moins aux conditions socio-économiques (p.286).

Nous avons souligné à ce titre l'asymétrie des manifestations populistes, qui traduit l'implantation forte des droites radicales populistes, leur longévité et leur institutionnalisation dans un grand nombre de démocraties occidentales (Reynié 2013). A l'image d'un Donald Trump aux États-Unis, la droite radicale constitue indéniablement aujourd'hui la force dominante du populisme en Europe et au-delà, tant au regard du nombre d'acteurs que de leur poids électoral (Ivaldi 2019). Rosanvallon (2020) y voit une idéologie cohérente porteuse d'une vision puissante et attractive de la démocratie, qui en fait, à ses yeux, l'idéologie ascendante du XXIème siècle. Les populistes de droite formulent une nouvelle offre politique en réponse aux anxiétés culturelles et économiques liées à l'immigration et aux transformations économiques : rejet de l'immigration, défense de l'identité nationale, politiques sociales réservées aux « natifs », critique de la bureaucratie ou chauvinisme économique et souverainisme protectionniste sont désormais au cœur de l'agenda national-populiste global. En regard, les populismes de gauche et du centre apparaissent comme des phénomènes à la fois plus jeunes et, à la lumière des évolutions récentes, plus volatils.

En miroir de ces interrogations sur les facteurs de variabilité des manifestations du phénomène populiste, il n'est peut-être pas inutile non plus de poser la question de notre capacité à en enrichir le noyau idéationnel au-delà des attributs de peuple, d'élite ou de souveraineté, à partir d'éléments plus substantiels jusqu'ici attribués aux idéologies hôtes du populisme ou considérés comme des tropes plus périphériques, et ce afin de saisir les constellations idéationnelles plus épaisses qui pourraient venir s'insérer au cœur du populisme. L'hypothèse du populisme comme idéologie « fine » qui s'appliquerait à tous ses sous-types tend à faire du populisme une entité relativement statique dotée d'une essence immuable alors même que de nouvelles permutations et combinaisons peuvent surgir dans certains contextes et sous certaines conditions.

Dans un texte récent, Dean et Maiguashca (2020) recommandent notamment de prendre plus de distance avec les définitions « parcimonieuses » ou « minimales » du populisme telles qu'elles dominent à l'heure actuelle le champ académique pour s'orienter vers une appréhension du populisme plus riche sur le plan théorique et sociologique. « Ce n'est, expliquent les auteurs, qu'à travers une recherche empirique détaillée et spécifique au contexte et une réflexion conceptuelle minutieuse que nous pourrons découvrir en quoi consistent les caractéristiques uniques du populisme, s'il en existe » (p.12). Steger (2019) propose à cet égard d'envisager un processus de migration de certains concepts liés à la mondialisation depuis l'environnement symbolique adjacent du populisme de droite vers son centre idéationnel, qui conduirait à revisiter l'hypothèse d'un noyau conceptuel « fin » sous l'effet d'un enrichissement significatif de sa morphologie initiale. A partir d'une analyse des discours trumpistes aux États-Unis, l'auteur identifie notamment un « populisme antiglobaliste » à droite de l'échiquier politique, qui résulterait d'un tel processus. Steger évoque à cet égard « une reconfiguration conceptuelle du national-populisme qui témoigne de l'importance croissante des concepts de mondialisation et de globalisme et d'un épaississement correspondant de l'environnement symbolique adjacent et périphérique du national-populisme (…) qui a changé son statut idéologique, passant d'une idéologie fine à une idéologie plus mature » (p.131).

Le travail entrepris en collaboration avec Oscar Mazzoleni sur la notion de populisme économique souverainiste va dans ce sens (Ivaldi et Mazzoleni 2019a, Mazzoleni et Ivaldi 2020), en cherchant à discerner d'autres attributs distinctifs du populisme –notamment mais pas exclusivement à droite–, et s'intègre par ailleurs dans la réflexion plus large de ce mémoire sur les questions relatives à l'internationalisation.

Ainsi que nous y invitent notamment Mény et Surel (2000), le populisme économique pourrait être appréhendé au moyen de trois caractéristiques principales : d'une part, le « peuple » est défini comme une communauté partageant un destin économique commun, et pas seulement ou pas nécessairement des racines et une identité ethniques ou culturelles communes ; en second lieu, le bien-être de ce peuple, est fragile ou en déclin, et directement menacé, et ses intérêts sont ignorés ou trahis par une élite « corrompue » ; enfin, son bien-être doit être rétabli. Pour le populisme, la source absolue du pouvoir est la souveraineté populaire et celle-ci doit s'exprimer sans restriction. En termes économiques, la restauration de la souveraineté économique est, nous le verrons plus loin, considérée par le populisme comme le moyen de rétablir le bien-être du peuple et de ses intérêts véritables.

La seconde étude de cas dans la partie empirique associée à ce mémoire propose précisément d'examiner de façon plus détaillée cette question du populisme économique, de son intérêt analytique et de l'opportunité d'en proposer une opérationnalisation à l'occasion d'un regard croisé sur l'offre et la demande populistes, en France et aux États-Unis –deux terrains caractérisés par la diversité des manifestations du phénomène populiste et de ses interactions avec les questions économiques et les enjeux relatifs à la globalisation.

V.II. Populisme et crise de la représentation

Une seconde question soulevée par les multiples approches du populisme tient à l'intégration des facteurs économiques, culturels et politiques qui président à l'émergence et à la consolidation de ce type d'acteurs, et à notre capacité de faire dialoguer entre elles des littératures qui participent de l'effort de compréhension, d'analyse et d'explication du phénomène populiste global.

Il ressort de ces multiples travaux que le populisme ne peut ni ne doit être réduit à une forme d'expression passagère de mécontentement à l'encontre des élites partisanes traditionnelles. Son succès s'inscrit dans un ensemble de transformations profondes des sociétés contemporaines, en réponse aux changements politiques, économiques et culturels qui ont affecté les régimes démocratiques depuis plusieurs décennies, et dont les effets ont pu être renforcés, en Europe notamment, par les crises successives de l'UE, depuis le choc financier de 2008 jusqu'à la crise des réfugiés de 2015 ou le Brexit en 2016. Ces moments critiques ont accru la saillance des enjeux internationaux et contribué à polariser l'espace politique sur cette ligne de clivage, à l'extrémité de laquelle, nous l'avons vu, se situent la plupart des acteurs populistes.

Les facteurs structurels de la réaction populiste ne sont pas amenés à disparaître dans les années à venir. Bien au contraire, les oppositions semblent aujourd'hui se cristalliser autour des enjeux économiques et culturels relatifs à l'internationalisation et à la globalisation. Les flux migratoires, le creusement des inégalités, un sentiment croissant d'insécurité économique

ou la peur de la relégation sociale constituent plus que jamais de puissants moteurs de mobilisation pour les forces populistes. A l'image des évolutions politiques récentes aux États-Unis, les démocraties contemporaines apparaissent de plus en plus polarisées autour des changements culturels et des valeurs libérales et progressistes. La crise de 2008 a révélé et accentué les effets de la mondialisation auprès des groupes sociaux les plus fragiles et les plus exposés aux conséquences de l'ouverture internationale. Les enjeux liés aux flux migratoires ont nourri une nouvelle percée du populisme nationaliste depuis 2015, sur fond d'inquiétudes relatives au terrorisme islamiste. Ces enjeux dépassent très largement aujourd'hui les seules frontières de l'Europe : la crise des réfugiés a accru la saillance de l'immigration aux États-Unis et les attitudes anti-immigration y ont joué un rôle central dans la campagne et le succès présidentiel de Donald Trump.

Nous avons eu l'opportunité de souligner tout au long du mémoire la nécessaire prise en compte des interactions qui peuvent exister entre ces divers ordres de facteurs, l'importance des effets de médiation et la complexité des mécanismes de causalité tels qu'il est possible de les appréhender d'un point vue à la fois théorique et empirique. Reynié (2013) insiste à juste titre sur une telle imbrication, y voyant un « contexte de transition historique majeure » (p.34) dans des démocraties chahutées par la globalisation de l'économie et ses conséquences sur la répartition des richesses ou sur l'environnement, par la communication planétaire et ses effets sur la figure de l'individu ou sur le lien social. A ses yeux, les peuples européens sont confrontés à quatre grands bouleversements que sont la globalisation, l'immigration, le vieillissement de la population et la construction européenne, sur fond d'épuisement des mécanismes de la démocratie représentative.

On voudrait revenir une nouvelle fois ici plus particulièrement sur la traduction de tels effets dans le champ politique. Les inquiétudes culturelles et économiques qui continuent de s'exprimer dans de vastes secteurs des électorats occidentaux alimentent la crise de représentation des grands acteurs traditionnels de gouvernement, accélérant les processus de désalignement et, ainsi qu'en ont témoigné les résultats du scrutin européen de 2019, de réalignement au profit des forces périphériques ou de nouveaux partis au centre de l'échiquier politique européen. En lien avec certaines des remarques plus haut concernant l'intérêt de penser des modèles intégratifs de l'offre et de la demande populistes, il faut sans doute insister ici sur l'importance d'une compréhension des mécanismes au travers desquels les anxiétés socio-économiques ou culturelles sont exploitées et instrumentalisée par les acteurs populistes dans le champ de la compétition politico-électorale, pour se traduire au final en acte de vote.

On rejoint ici la réflexion entamée de plus longue date quant aux dynamiques politiques de l'émergence et de l'institutionnalisation des acteurs d'extrême-droite en Europe tout au long des années 1980 (Ivaldi 1999). A l'instar de ces partis, le populisme contemporain prospère dans des systèmes en crise, face à l'incapacité –réelle ou perçue– des partis dominants de répondre à un ensemble de challenges politiques, sociaux, économiques et culturels. L'impact des transformations sociales, économiques ou culturelles mérite d'être lu à la lumière de l'état de santé des systèmes partisans et de l'affaiblissement des liens qui unissent traditionnellement les partis aux segments sociaux dont ils ont en charge la représentation. Perrineau et al. (2000) ont très tôt souligné à ce propos le profond décalage qui se fait jour « entre la demande des électeurs en termes de valeurs, d'attitudes et de positionnements et l'offre politique relativement ancienne et rigide, telle qu'elle est configurée par le système politique ». Les auteurs y voient « une source majeure du malaise de la représentation

politique, l'offre politique représentant mal les clivages qui structurent les oppositions qui traversent l'électorat. C'est, ajoutent-ils, dans cette tension constante entre l'espace politique défini par « le bas » et l'espace politique défini par « le haut » qu'il faut lire l'actuelle crise de la représentation et dégager les linéaments de la recomposition politique qui est à l'œuvre » (p.481).

De la même manière, Chiche et al. (2002) s'interrogent sur la capacité du système partisan français à traduire les clivages sociaux et idéologiques qui structurent l'opinion, dans un paysage partisan fortement fragmenté. Les auteurs notent les décalages qui se font jour entre la structure des univers idéologiques des individus et celle qui organise l'espace partisan. « Tout l'enjeu, expliquent-ils, est d'interpréter cette part de correspondance ou de décalage entre la structuration idéologique individuelle et l'offre partisane. Car, en l'interprétant, on est amené à juger une des contributions des partis au fonctionnement démocratique, celle qui se fonde sur leur capacité à structurer l'opinion et à assumer le rôle de relais entre les citoyens et le système politique » (p.234).

Les facteurs culturels, économiques ou sociaux convergent tous vers un même effet de délégitimation des partis de gouvernement. Prise isolément, aucune de ces forces de distorsion ne suffit à expliquer le succès ni la persistance du populisme. L'essentiel demeure la question spécifique de la *responsiveness* des partis et de leur aptitude à remplir pleinement leurs fonctions traditionnelles de représentation des groupes sociaux, de mobilisation des individus, d'agrégation d'intérêts et de production de biens collectifs en direction de la société.

Ainsi que nous l'avons abordé dans ce mémoire, les facteurs de cette distanciation sont multiples et ne renvoient pas tous nécessairement à l'impact de contraintes exogènes telles que l'internationalisation ou la modernisation technologique. On a rappelé à cet égard l'apport central des travaux consacrés à la cartellisation des partis modernes (Katz et Mair 1995) et l'éclairage des conséquences du processus de migration de ces derniers de la société vers l'État. Récemment, Ignazi (2017) a repris l'essentiel de ces arguments pour tenter de replacer ces évolutions dans le temps long de l'histoire du statut et du rôle des acteurs partisans. L'auteur resitue la crise de légitimité actuelle des partis dans la phase de transition vers les sociétés post-industrielles à partir du début des années 1970 et voit dans l'interpénétration croissante des partis et de l'État le facteur principal de l'affaiblissement des organisations partisanes, de leur délégitimation et de la dilution des liens que ces derniers entretiennent avec la société.

Le phénomène populiste contemporain s'inscrit dans ces contextes de systèmes politiques « bloqués », minés par une fracture grandissante entre les organisations partisanes et les masses, et la dénonciation unilatérale du contrat de confiance qui unissait jusqu'alors les citoyens et leurs élites représentatives. Si on reprend ici les éléments de l'analyse systémique proposée à l'origine pour les formations radicales (Ivaldi 1999), trois points méritent sans doute d'être évoqués, qui entrent en résonance avec certains des attributs du populisme tels qu'ils ont pu être évoqués, notamment, dans la première partie de ce mémoire, et auxquels on ajoutera brièvement quelques remarques finales quant au rôle de l'environnement médiatique.

Le premier concerne la question de la conservation du pouvoir par les grands partis traditionnels depuis la fin de la Seconde guerre mondiale et du consentement tacite des citoyens à ce contrôle oligopolistique du pouvoir par une classe politique établie. Le travail collectif dirigé par Perrineau et Rouban (2017) autour de la notion de « démocratie de l'entre-

soi » note ce retour de la thèse oligarchique dans l'espace du débat politique. Les auteurs évoquent une critique portée par les formations radicales « à travers la dénonciation d'une fermeture sociale du personnel politique et l'idée d'une dépossession du peuple de ses droits politiques les plus fondamentaux, comme celui de pouvoir réellement choisir les orientations d'avenir du pays ». Singulièrement, Perrineau et Rouban soulignent les effets de la mondialisation comme de nature à « conforter la thèse oligarchique en donnant à penser que les vraies décisions [sont] prises ailleurs » (p.10/11).

La difficulté croissante pour les organisations partisanes de répondre à leur fonction essentielle de *linkage* participe de la rupture du pacte social entre les citoyens et leurs élites politiques, de l'aggravation de la défiance des premiers à l'encontre des seconds ou des phénomènes d'aliénation de secteurs particuliers de la société vis-à-vis du système. A cela s'est ajouté, nous l'avons vu, un déplacement net du centre d'inertie des partis de la société civile vers l'État, de nature à affaiblir un peu plus encore la légitimité des partis dans leur rôle de médiateurs et d'agences représentatives. En désertant de la sorte le monde social pour trouver refuge au sein de l'appareil étatique, les partis ont nourri les sentiments populaires d'une disjonction croissante entre dirigeants et dirigés, d'une distance insurmontable avec les élites et d'une extension des privilèges de ces dernières alors même que se faisaient par ailleurs sentir les premiers effets des transformations économiques, sociales et culturelles à l'œuvre dans les sociétés post-industrielles. Dans des pays comme la France ou l'Italie, les problèmes de corruption au sein du personnel politique ont accru encore la crise de légitimité des grands acteurs partisans qui constituaient les principales clés de voûte des systèmes politiques.

La cartellisation partisane représente en cela un substrat fécond pour l'idéologie « fine » du populisme, c'est-à-dire le noyau de la construction symbolique d'une oligarchie politique « corrompue », repliée sur elle-même et sourde aux demandes et attentes des citoyens. Face à cette élite hors-sol, le populisme véhicule, nous l'avons vu, l'idée d'une volonté générale sans entrave, quasi-absolue et, de fait, indivisible puisqu'émanant d'un peuple singulier et homogène, contre certains des principes fondamentaux des démocraties libérales, que constituent par exemple la recherche de modération et de consensus politiques (Pappas 2014). Il n'est pas surprenant, à ce titre, de voir les mouvements populistes fleurir au sein de démocraties consensuelles historiques telles que l'Autriche, les Pays-Bas et la Suisse, dominées par la recherche de compromis inter-élites.

Un deuxième aspect important nous ramène à la question de la réactivité (*responsiveness*) des élites politiques et ce que nous avons évoqué comme la perception par les citoyens d'une relative impuissance (*powerlessness*) des dirigeants à faire face aux grands enjeux et, notamment, s'agissant notamment des effets de l'intégration économique mondiale et des pressions concurrentielles créées par les processus de globalisation, et d'une « ressemblance » des politiques traditionnelles de gauche et de droite (Cox 2017). Ainsi que le rappelle Reynié (2012), « à gauche comme à droite, en raison des grandes difficultés qu'ils rencontrent ou qu'ils estiment rencontrer, les électeurs se convertissent au vote populiste parce qu'ils récusent une politique qu'ils jugent impuissante mais qui est, en fait, celle que peut conduire un gouvernement raisonnable » (p.XV). Le populisme affirme le primat d'un « élément populaire » et la domination du *démos*, et prétend de la sorte rendre le pouvoir à des groupes sociaux qui ne se sentent plus représentés par des partis traditionnels.

Ce sentiment a probablement pu être accentué par certaines dynamiques internes au champ politique, en particulier l'ensemble des processus exogènes et endogènes qui ont participé d'une altération des modes de compétition inter-partis dans beaucoup de systèmes démocratiques. La thèse de la cartellisation pose aussi un ensemble d'hypothèses quant à la nature des oppositions et des tendances idéologiques centripètes qui ont traversé les partis dominants à partir du début des années 1970. Assez tôt, Kirchheimer (1964) a mis en lumière un affaiblissement structurel à ses yeux du principe même d'opposition, sous la pression d'un même ensemble de règles de définition des politiques publiques et de la convergence obligée vers certaines priorités programmatiques. Prolongeant leur réflexion sur la cartellisation des grands partis de gouvernement à partir des années 1970, Katz et Mair (2009) insistent sur deux processus connexes que sont à leurs yeux la « dépolitisation » et la « collusion » croissante des acteurs partisans, dont on a vu précédemment qu'ils sont, selon les auteurs, liés également, pour partie, aux effets de l'internationalisation et de la déconnexion de certains enjeux des espaces nationaux de compétition politico-électorale.

Ces changements ont pris la forme d'une réduction des distances idéologiques entre les formations à vocation gouvernementale ainsi que d'une restriction de la marge de manœuvre et d'innovation, consécutive de la pression croissante des contraintes externes. De telles tendances centripètes et la contraction de l'espace compétitif qui en résulte ont considérablement amoindri l'idée même d'alternative politique et réduit la capacité des acteurs politiques traditionnels de répondre aux nouveaux enjeux des sociétés post-industrielles et redéfinir les bases du pacte social. De nouveaux enjeux apparaissent ainsi simplement éludés par les grands partis, stigmatisés comme démagogiques ou populistes, et évités au nom du « réalisme » ou de la « responsabilité » (Katz et Mair 2009, p.758).

Face à ce relatif immobilisme d'une société politique « sous contraintes », le populisme prétend à une forme de régénérescence du pacte des élites et des citoyens qui, s'il peut varier dans son contenu programmatique substantiel au gré des attaches idéologiques des acteurs concernés, s'appuie de manière assez transversale sur une utopie volontariste de transformation et de changement. Canovan (1999) souligne à cet égard la vision quasi-romantique du pouvoir du populisme et sa promesse d'un « salut » (*salvation*). Le populisme se distingue à ses yeux par sa prétention à une forme de spontanéité, de dépassement de l'aliénation politique par un lien direct – non médiatisé – avec le peuple et d'immédiateté de réalisation de ses objectifs. Le concept de « dislocation » de Laclau (2005, p. 121-122) met l'accent sur la signification symbolique et politique d'une telle « rupture avec le statu quo » par le populisme.

Plus encore, le populisme veut s'affirmer comme promesse de changement, un « projet de renouveau politique » (Urbinati, 2014, p. 151). Hermet (2001) souligne très justement à cet égard l'élan « utopique » du populisme et la façon dont ce dernier « exploite systématiquement le rêve populaire d'une réalisation immédiate des revendications des masses » (p. 50). Perrineau et Rouban (2017) insistent sur le populisme comme réaction à une forme de « complication » du monde moderne, portée par des mouvements en quête de « simplicité » (p.14). Une telle affirmation transformative du populisme constitue une dimension fondamentale d'appréhension du phénomène et de son articulation avec certains des éléments de la crise des systèmes partisans contemporains et d'érosion des liens entre élites et citoyens.

Un troisième aspect touche au fait que le consentement à l'oligarchie démocratique a longtemps pu être obtenu en contrepartie de résultats tangibles et de la capacité des grands partis de gouvernement à remplir certaines fonctions essentielles de représentation et d'agrégation d'intérêts sociaux, économiques et culturels. Surtout, ces partis ont longtemps été en mesure d'assurer la production de biens collectifs en direction de la société via l'État-providence ou, dans des démocraties consociatives telles que la Belgique ou l'Autriche, via des systèmes plus ou moins institutionnalisés de patronage politique. Sous de multiples aspects, nous l'avons évoqué, les partis traditionnels paraissent moins capables aujourd'hui d'agir en tant qu'agents de médiation au sein des systèmes pluralistes, en termes de représentation des groupes sociaux, d'intégration et de mobilisation des individus, d'agrégation d'intérêts ou de gestion des systèmes de redistribution étatiques ou clientélistes. Katz et Mair (2009) soulignent en particulier la plus faible aptitude des acteurs partisans de produire un ensemble de biens collectifs au regard des contraintes budgétaires et fiscales (p.758). Face à la déficience des partis traditionnels, l'affirmation transformatrice du populisme s'accompagne partout de la redéfinition par ces acteurs d'un pacte social et de partage de la richesse nationale, imbriqué dans la construction symbolique de leur peuple, qu'il s'agisse d'un peuple-classe, d'un peuple-nation ou des deux réunis.

Citons pour conclure le rôle joué par l'environnement médiatique, quand bien même ces aspects n'ont pas été directement abordés dans le mémoire. La question du rapport du populisme à la démocratie ne peut aujourd'hui être posée sans référence à la question de la médiatisation du politique et des liens que le populisme entretient avec un champ médiatique en profonde mutation (Aalberg et al. 2017). Au-delà du contenu idéologique qu'il véhicule, le populisme se définit aussi par son mode de communication politique, ses dimensions comportementale et stylistique. Sa capacité « performative » témoigne d'une adéquation forte avec les transformations des écosystèmes médiatiques contemporains (de Vreese et al. 2018).

Ignazi (2017) évoque le rôle historique des médias et de la télévision en particulier, qui ont accompagné la transformation des anciens partis de masse en organisations « attrape tout ». Cette évolution a accéléré à ses yeux l'autonomisation du leadership des partis, donnant à ce dernier un rôle prééminent et un accès privilégié à la communication de masse. Pour l'auteur, ce mouvement d'autonomisation et de personnalisation s'est fait aux dépends des membres et de la démocratie interne, avec pour conséquence indirecte d'accroître la démobilisation de la base militante (p.133). Nombre d'auteurs soulignent plus directement les conséquences des transformations du champ médiatique et de la « médiatisation » croissante du politique sur le développement du populisme lui-même (Mazzoleni 2014, Kübler et Kriesi 2017). Moffitt et Tormey (2014) invitent à ce titre à se pencher sur la dimension « performative » du populisme dans le contexte « hypermédiatisé » de la politique moderne. Pour ces auteurs, cette performance repose, outre sur l'appel récurrent au peuple et le dénigrement constant des élites, sur les « mauvaises manières » (*bad manners*) du leader populiste, c'est-à-dire une volonté de rupture avec certains des codes comportementaux dominants dans la sphère politique. Le populisme cultiverait ainsi à leurs yeux un goût pour la controverse et le refus du « politiquement correct », un dédain pour l'expertise, l'analyse des faits et l'argumentation rationnelle, dont on sait qu'ils constituent par ailleurs des éléments centraux de la politique « post-vérité ».

En favorisant la dramatisation et la prééminence de l'émotion sur la substance ou l'explication des faits, le style médiatique contemporain sied tout particulièrement aux entrepreneurs populistes et ces derniers font souvent preuve d'une grande capacité

d'adaptation à la logique médiatique contemporaine et au nouvel écosystème médiatique plus complexe et « hybride » où coexistent médias de masse traditionnels et nouveaux médias électroniques (Chadwick 2013). Le populisme prospère dans ce nouvel environnement médiatique d'information individualisée, sans intermédiaire (*disintermediated*) et non contrôlée. Là, un lien direct s'établit via les réseaux sociaux entre le leader et les masses, dominé par « l'homophilie » du champ médiatique – c'est-à-dire la recherche d'informations au sein de communautés d'attitudes et de pensée (Engesser et al. 2017). La nouvelle arène médiatique permet en outre de contourner les partis traditionnels et fournit un terreau fertile à l'anti-élitisme du populisme et à sa prétention à établir un lien direct avec le « peuple » (Mazzoleni et Bracciale 2018). Plus généralement, Van Kessel et Castelein (2016) ont pu démontrer que les nouveaux médias et l'usage des réseaux sociaux produisent une structure d'opportunité particulièrement favorable pour la propagation de leur message et de leur idéologie par les entrepreneurs populistes.

V.III. Populisme, identités et conflits

Le phénomène populiste pose, nous l'avons évoqué tout au long de ce mémoire, la question des reconfigurations et des transformations des clivages structurants de la compétition politico-électorale dans les sociétés post-industrielles. Dans ses multiples variantes théoriques et opératoires, l'hypothèse d'un nouveau clivage organisé autour des enjeux de l'internationalisation mérite d'être placée au cœur d'une telle réflexion, autour de deux grands ordres de questions, concernant, d'une part, les recompositions à l'œuvre sur les principales dimensions de compétition économique et culturelle du fait de l'émergence du clivage transnational, et, en second lieu, les modèles d'alignement du populisme sur ces nouveaux conflits et enjeux.

Ainsi que nous l'avons vu, l'hypothèse centrale des travaux de Kriesi et al. (2006, 2008, 2012) est que les enjeux politiques multiples relatifs à la globalisation, à l'immigration et à l'intégration supranationale s'aligneraient avec un nouvel axe de conflit, structurant de la compétition politico-électorale, entre deux pôles « d'intégration » et de « démarcation », impactant les espaces politiques nationaux sur les principales dimensions économique et culturelle. Ces auteurs insistent sur les transformations induites par ce processus sur chacun de ces axes de division et la reconfiguration des systèmes d'enjeux qui en agencent les oppositions.

Peut-être est-il nécessaire d'envisager ici certaines évolutions et la nécessité de repenser ces modes d'articulation. Trois éléments au moins méritent d'être évoqués. Le premier a trait à la dimension normative du clivage transnational et au statut des diverses composantes de l'internationalisation que sont l'immigration, le commerce international et l'intégration européenne. Cette dernière en particulier apparaît –au regard de l'important volume de littérature consacrée à la distribution des motifs de l'Euroscepticisme sur les aspects économiques et culturels–, partiellement imbriquée dans les aspects relatifs au commerce international et à l'immigration, et de ce fait potentiellement endogène aux autres domaines de l'internationalisation, que ce soit dans le champ de l'offre partisane ou dans celui des attitudes et des comportements électoraux individuels. Par ailleurs, ainsi que nous aurons l'opportunité de le souligner dans la première étude de cas empirique, le « déficit démocratique » de l'UE et la perception par les électeurs du (dys)fonctionnement de la

démocratie européenne constituent des facteurs déterminants du vote populiste sous toutes ses formes, indépendamment de la localisation de ces acteurs sur l'axe politique ou de leurs systèmes de valeurs.

Par ailleurs, se pose la question de la base sociostructurelle du clivage transnational. Les opportunités, attentes et anxiétés produites par l'internationalisation sont, on l'a vu, distribuées de manière inégale entre les groupes sociaux, débouchant en particulier sur une polarisation entre « gagnants » et « perdants » potentiels des transformations économiques, politiques et culturelles produites par la dénationalisation. Les évolutions postérieures à la crise économique de 2008 ont témoigné d'importantes reconfigurations au sein de cette opposition, qui touchent à la composition même de la base sociostructurelle du clivage transnational. Au travers de ses répercussions économiques et sociales, le choc financier a, notamment dans les pays les plus affectés par la crise, produit une déstabilisation de la classe moyenne inférieure. L'épisode de récession économique qui se dessine dans la période d'après pandémie de coronavirus a indéniablement le potentiel de créer les conditions d'une nouvelle crise de nature à élargir le périmètre sociologique du groupe des « perdants » de la globalisation, avec pour effet une plus grande hétérogénéité des intérêts, identités et préférences socio-politiques au sein de ces catégories (voir plus loin sur l'idée d'un malaise des classes moyennes).

Enfin, se pose la question de la résilience des clivages classiques face à la cristallisation et, à l'avenir, l'intensification probable des conflits structurels du clivage transnational. Très tôt, Kriesi (1998) a pris acte de la persistance des anciennes lignes de conflit : « l'hypothèse, notait l'auteur, d'un jeu à somme nulle entre la force des clivages traditionnels et la possibilité d'émergence d'un nouveau clivage n'est pas confirmée » (p.180). Cette résistance des clivages traditionnels, sous une forme modifiée, transparaît dans la littérature récente, qui évoque la présence d'une dimension socio-économique autour de l'intervention de l'État et de la redistribution, qui continuerait d'opérer aux côtés de l'axe démarcation-intégration. Pour Kriesi et Schulte-Cloos (2020), la mobilisation par la droite radicale populiste serait pour l'essentiel alignée sur le nouveau conflit relatif à « l'État-nation » tandis que la gauche radicale articulerait pour sa part ce que ces auteurs décrivent comme « une version renouvelée de l'ancien conflit de classe » (p.3). Algan et al. (2019) évoquent pour leur part la présence d'un axe économique gauche-droite, au sens « restreint », qui opposait en 2017 Mélenchon à Fillon. « Les questions économiques, notent les auteurs, en sont le terrain d'affrontement, portant notamment sur le rôle de l'État et de la distribution » (p.78).

La reconfiguration des enjeux socio-économiques traditionnels constitue un élément important de la réflexion en cours, qui suggère en particulier la nécessité d'aller au-delà de la conception classique d'un conflit économique unidimensionnel structuré par les enjeux d'intervention de l'État et de redistribution (Cavaillé et Trump 2015, Rathgeb 2020, Attewell 2020). D'une part, on peut faire l'hypothèse d'un alignement progressif des enjeux socioéconomiques sur les questions relatives à la globalisation et au néolibéralisme. Martin (2018) propose à cet égard la représentation d'un espace des alternatives partisanes organisé autour de deux clivages, l'un opposant identité et cosmopolitisme, l'autre, en formation, opposant altermondialistes/néolibéraux.

Par ailleurs, l'axe économique traditionnel peut être désagrégé au regard en particulier de la transformation des enjeux relatifs à la redistribution. Sur la base d'une analyse comparative des attitudes économiques dans les nations ouest-européennes, Attewell (2020) montre que les

électeurs restent fortement motivés par les questions de redistribution, y compris au sein de la droite radicale populiste. L'auteur insiste sur l'imbrication des valeurs économiques et culturelles, soulignant l'importance des jugements moraux sur la question du mérite (*deservingness*) comme aspect crucial du conflit politique sur la redistribution. Les attitudes à l'égard de la redistribution peuvent ainsi être divisées en deux sous-dimensions distinctes : d'une part, le soutien à l'État-providence et à la réduction des inégalités ; d'autre part, la perception par les individus de la légitimité des bénéficiaires de l'État-providence, cette seconde dimension constituant un facteur prépondérant de soutien aux populismes de droite. En regard, les attitudes des supporters des partis traditionnels de gauche et de droite demeurent, pour leur part, indifféremment structurées par les deux sous-dimensions.

Rathgeb (2020) fait écho à Attewell en proposant de distinguer entre *makers* et *takers*, une proposition qui est au centre, nous allons le voir, de la réflexion plus large sur les liens entre populisme et producérisme (voir plus bas). Algan et al. (2019) soulignent pour leur part les forces contradictoires qui traversent les attitudes des électorats français à l'égard de la distribution : ainsi, les électeurs de Marine Le Pen sont, de par leur statut socio-économique plus bas, favorables à la redistribution mais sont par ailleurs caractérisés par un plus fort degré de méfiance interpersonnelle, en particulier à l'encontre de ceux qu'ils perçoivent comme des « assistés » du système de protection sociale. A l'inverse, notent les auteurs, les électeurs de Mélenchon, pauvres et confiants, sont eux beaucoup plus favorables à la redistribution (p.73).

Notons que des interrogations de même ordre existent pour ce qui concerne la dimension culturelle de compétition telle que placée au cœur de l'hypothèse transnationale. En Europe occidentale, nous l'avons vu, des recherches récentes illustrent une dissociation entre le populisme et de certains des enjeux sociétaux qui participent traditionnellement de l'axe culturel GAL/TAN dans sa formulation originelle, s'agissant notamment des orientations sexuelles, montrant en particulier la faiblesse du lien entre populisme de droite et adhésion aux valeurs morales, patriarcales et familiales traditionnelles (Spierings et al. 2017, De Vries 2018c, Ivaldi 2018b, Lancaster 2019, Backlund et Jungar 2019). Sans entrer plus dans le détail, on toucherait ici à la question de la pertinence du modèle de *cultural backlash* tel que décrit notamment pour le populisme de droite outre-Atlantique, profondément ancré dans le phénomène de radicalisation idéologique du parti républicain et de la droite américaine sous l'influence, notamment, de la myriade d'organisations, groupes et individus constitutifs de la nébuleuse du *Tea Party* et de la droite religieuse. Gervais et Morris (2018) insistent plus spécifiquement sur la contribution du *Tea Party* à la montée du phénomène Trump aux États-Unis. Pour ces auteurs, le mouvement a évolué dans les années récentes de son agenda économique originel – gouvernement minimum et réduction des impôts – vers des questions culturelles, relatives à l'ordre et à la sécurité, à l'immigration illégale et aux sentiments anti-élites, et ces thèmes ont constitué un terreau idéologique particulièrement fertile à l'éclosion du phénomène Trump. A la lumière du cas américain, un espace de recherche s'ouvre quant à la réalité de cette réaction culturelle en Europe et sa contribution au populisme de droite en particulier, face notamment à l'essor de mouvements centrés sur le genre ou l'orientation sexuelle, et l'impact de telles revendications sur la perception par les individus d'une possible atteinte aux hiérarchies sociales traditionnelles et au statut culturel et moral des anciens groupes « dominants ».

Cet ensemble de remarques conduit à un second grand ordre de questions concernant les modèles d'alignement du populisme sur ces conflits et enjeux renouvelés, et en particulier au rôle des entrepreneurs politiques dans la politisation de ces derniers dans l'espace de la

compétition partisane. Ainsi que le rappelle Kriesi (1998), « la politique joue également un rôle majeur dans la formation des préférences (…) Si l'on prend au sérieux la triple conceptualisation des clivages, les préférences en général, et les valeurs en particulier, ne sont pas seulement le reflet de modèles structurels sous-jacents, mais sont façonnées par des acteurs politiques collectifs, qui renforcent sélectivement certaines préférences et en ignorent d'autres dans le processus de traduction des divisions sociales dans le champ politique » (p.177). Brubaker (2017) souligne l'importance d'élaborer une stratégie explicative à plusieurs niveaux du populisme, capable d'interroger les tendances structurelles –qui apparaissent souvent à ses yeux sous la forme de « crises »– dans la production d'opportunités de mobilisation populiste (p.369).

On a insisté dans ce mémoire sur les hypothèses de réalignement(s) populiste(s), en particulier sur la question économique. Parce que centrale dans le contexte de crise économique et sociale, la redistribution, singulièrement, devrait demeurer un enjeu transversal du populisme, y compris à droite sous certaines conditions que l'on vient de rappeler (voir plus bas sur la question du producérisme). Le volontarisme populiste fait également de l'intervention de l'État une variable clé, y compris à droite de l'échiquier politique où les formules populistes n'adhèrent plus nécessairement au paradigme classique libéral du *small government*, une prise de distance dont on a même trouvé trace dans la campagne présidentielle de Donald Trump en 2016 aux États-Unis (Ivaldi et Mazzoleni 2019b). En Europe, le populisme s'est, dans de nombreux cas, émancipé des politiques économiques libérales pour s'orienter vers des formules hybrides mêlant démagogie antifiscale et antibureaucratique et promesses de redistribution, de protection sociale et de fermeture des frontières commerciales.

De son côté, s'il reste encore relativement immun au nationalisme xénophobe, s'agissant notamment des enjeux d'immigration, le populisme de gauche peut en revanche, ainsi que l'a montré l'expérience récente, venir s'aligner sur des positions de démarcation sur les questions relatives au commerce international et à l'intégration européenne. Dans le sillage de la crise financière de 2008, la gauche populiste a été en mesure de capitaliser sur un agenda antilibéral, anti-globalisation, souverainiste et fortement teinté d'Euroscepticisme, dont on a trouvé trace –la question européenne en moins naturellement– aux États-Unis dans la campagne des primaires démocrates de Bernie Sanders en 2016. Par hypothèse, nous allons le voir, cet espace concurrentiel reste disponible à moyen et/ou long terme pour une gauche populiste « souverainiste ».

V.IV. Populisme : un malaise des classes moyennes ?

A la lumière de ces divers éléments, la question continue d'être posée des contours de la base sociologique des populismes contemporains. Il semble en tout état de cause difficile de s'arrêter aux définitions originelles des « perdants » et « gagnants » de la mondialisation, ne serait-ce qu'au regard des différences établies entre les soutiens des populismes de gauche et de droite. Plus encore, la littérature a très tôt mis en lumière la relative hétérogénéité des « perdants » et « gagnants » de la mondialisation, en termes de statut socio-économique, de ressources éducatives, de capital social ou de valeurs. Beaucoup des travaux évoqués tout au long de ce mémoire nous invitent ainsi à désagréger ou déconstruire les catégories génériques de « perdants » et « gagnants », insistant par ailleurs sur la dimension subjective des

appartenances et du statut tels que perçus par les individus, et non plus exclusivement sur la mesure « objective » de leurs conditions.

Des différences existent tout d'abord au sein des « gagnants ». Si les spécialistes socio-culturels restent sans doute les plus hermétiques au populisme, du fait de la combinaison d'un fort capital éducatif et d'un important capital social, d'autres catégories parmi les managers et les techniciens notamment restent plus orientés à droite à la fois culturellement et économiquement, et constitue à cet égard un réservoir potentiel pour le populisme de droite.

Mais c'est naturellement parmi les « perdants » qu'il est plus intéressant de tenter de discerner d'éventuelles évolutions et redéfinitions des frontières sociales, économiques et culturelles, car il s'agit là d'une catégorie sensiblement plus hétérogène et par hypothèse plus susceptible d'être soumise aux effets de l'internationalisation et, surtout, des crises économiques et sociales. Dans sa conception initiale, le groupe des « perdants » réunit les ouvriers non-qualifiés disposant d'un faible capital social et éducatif, et de peu de ressources, ainsi qu'une partie de l'ancienne classe moyenne en déclin, autour des groupes traditionnellement constitutifs de la petite-bourgeoisie –artisans, commerçants, agriculteurs–plus exposés aux effets de la globalisation, à la pression concurrentielle et aux délocalisations vers les pays à faible coût de production, pénalisés par l'ancrage local de leur activité et la concurrence sur le marché intérieur.

Kriesi (1999) souligne, cependant, un élargissement potentiel de la base sociostructurelle des « perdants » auprès d'individus dans des secteurs économiques en déclin, dans des zones périphériques –on rejoint ici l'ensemble des débats autour des *Nowhere* face aux *Somewhere* et des fractures territoriales–, ainsi que ceux dont les ressources dépendent directement de l'État providence, par exemple les retraités ou les chômeurs (p.403). Dans leur travail sur le populisme des milieux populaires en France, Alexandre et al. (2019) montrent l'existence de fractions distinctes et soulignent l'hétérogénéité des préférences et comportements politiques de ces diverses strates. L'analyse fine par les auteurs de la distribution de trois formes de capital –social, économique et culturel– confirme que le vote des classes populaires se structure pour l'essentiel autour de deux pôles, l'un abstentionniste, l'autre de radicalité politique représenté par la gauche et la droite populistes. Plus encore, leurs résultats invitent à considérer l'étendue du spectre des attitudes et des comportements populistes au-delà des seules catégories populaires : « la frontière avec les classes moyennes, expliquent les auteurs, est particulièrement poreuse, les différentes fractions des classes moyennes présentant en effet des niveaux de populisme bien plus proches de ceux des classes populaires que de la classe supérieure » (p.472).

Plus encore, on assisterait à l'heure actuelle à un processus plus large de déstabilisation des classes moyennes inférieures. On rejoint ici, nous l'avons vu, l'idée d'*insiders* vulnérables. Des recherches empiriques telles qu'Algan et al. (2019) ou Mayer (2018) font référence à cet égard aux travaux de Castel (1995) sur les transformations à l'œuvre dans la société salariale contemporaine et l'idée centrale selon laquelle des travailleurs plus qualifiés pourraient eux aussi se retrouver dans le camp des perdants de la globalisation, aux côtés des ouvriers non qualifiés. Pour Castel, nous n'assisterions pas seulement à la constitution d'un précariat en périphérie de la société mais également à ce que l'auteur définit comme une « déstabilisation des stables ». A ses yeux, « une partie de la classe ouvrière intégrée et des salariés de la petite classe moyenne est menacée de basculement. (...) C'est sans doute sur le devenir de ces strates intermédiaires –ni le bas ni le haut de la pyramide sociale–, qui n'ont pas actuellement

beaucoup à espérer du fait du blocage de la mobilité ascendante, mais davantage à perdre, que se joue l'équilibre de notre structure sociale » (Castel, 1995, p.409-410).

S'ils touchent d'abord les groupes sociaux les plus exposés à la globalisation et aux effets de la modernisation, ces sentiments d'insécurité économique et culturelle se diffusent aujourd'hui au sein de classes moyennes « pressurées », confrontées à un déclin de niveau de vie et de statut. Les électorats populistes dépassent les seules catégories sociales défavorisées économiquement. Dans son très bel essai sur le vote Trump au sein de la « classe ouvrière » aux États-Unis, Williams (2017) souligne qu'il s'agit en réalité d'un phénomène principalement ancré dans une classe moyenne inquiète de son avenir, de son statut dans la société américaine et d'une mobilité sociale descendante, démontrant l'importance de la dimension perçue par les individus des évolutions socio-économiques et culturelles, et d'une ethnographie de leurs statuts subjectifs.

Il est sans doute important de poursuivre la réflexion sur le populisme comme symptôme du malaise d'une classe moyenne intermédiaire sous pression (*squeezed middle class*), comme expression chez les « petits-moyens » d'un ensemble de frustrations sociales, d'un sentiment de déclin et de privation relative, qui activent des valeurs et des attitudes culturelles telles que le nationalisme, sous le coup de l'affaiblissement des capacités redistributives des acteurs politiques via les moyens d'État, et de moindre « compensation » des effets de la libéralisation, de la modernisation et de l'internationalisation.

Le populisme contemporain vient s'insinuer à la confluence de deux espaces de valeurs, à l'intersection de l'économique et du culturel, là où viennent s'articuler les enjeux relatifs à la redistribution, aux inégalités, aux sentiments de privation relative ou de déclin du statut, mais aussi des valeurs plus fondamentales telles que l'éthique du travail ou le mérite. Reynié (2012) éclaire à la fois l'importance des classes moyennes dans la stabilité des systèmes démocratiques, au travers du poids électoral qu'elles confèrent en général aux partis modérés, et le rapport que ces dernières entretiennent avec les modèles de solidarité nationale et l'éthique de la responsabilité. L'auteur note à cet égard : « parce que les classes moyennes ne sont pas assez fortes pour ne compter que sur elles-mêmes, elles soutiennent un modèle plus solidaire qu'égoïste ; mais parce qu'elles sont attachées aux idées d'ascension sociale, d'enrichissement, de reconnaissance des talents, de réussites que l'on doit à soi-même, elles jugent que ce modèle doit faire une part plus grande au mérite » (p.XXIX).

La recherche actuelle consacrée au populisme demeure encore quelque peu divisée entre des approches concurrentes de l'économie et de la culture. Par ailleurs, si l'importance de valeurs relatives à « l'éthique du travail » a pu être soulignée dans la littérature, cet aspect n'a été abordé et intégré que de manière relativement marginale aux travaux sur l'économie politique des droites populistes et les systèmes de valeurs qui en constituent l'armature idéologique. Il convient à ce titre de réfléchir plus avant à l'opportunité d'intégrer une perspective « culturelle » à l'examen de l'économie politique des droites radicales populistes, et de la façon dont les valeurs économiques véhiculées par ces partis sont articulées avec certains signifiants culturels dans leur construction du peuple « authentique » en tant que communauté de travailleurs méritants.

Une piste intéressante à cet égard nous est proposée au travers de l'emprunt du concept de producérisme (*producerism*) largement employé dans la littérature américaine sur le populisme, et qui permet d'envisager cette intersection des valeurs économiques et culturelles

dans l'offre socio-économique des droites populistes, et ce, des deux côtés de l'Atlantique (Ivaldi et Mazzoleni 2019b). Historiquement, les récits producéristes prennent racines dans différentes traditions idéologiques en Europe et en Amérique. Si un grand nombre de mouvements et de partis populistes de droite aux États-Unis ont pu être décrits comme fortement influencés par l'idéologie producériste, cette dernière n'a été que très rarement intégrée à l'étude du populisme dans d'autres contextes et, en particulier, dans l'importante littérature consacrée au phénomène dans ses déclinaisons européennes.

Le producérisme renvoie essentiellement à l'idée selon laquelle les « producteurs » de richesse au sein de la nation devraient pouvoir bénéficier des fruits de leur propre travail. Ainsi définis au travers de la valeur « travail », ces individus et groupes sont considérés comme supérieurs, tant sur le plan économique que culturel et moral. Pour le producérisme, les producteurs contribuent non seulement à la prospérité économique dont ils sont les bénéficiaires légitimes, mais ils incarnent également des valeurs morales de vertu et d'éthique du travail, par opposition à diverses classes de « parasites » au sommet et à la base de la société. En fonction des contextes socio-historiques, de tels éléments « parasites » peuvent se référer aux aristocrates, aux banquiers, aux Amérindiens, aux pauvres non méritants ou aux immigrants. Dans sa variante de droite aux États-Unis, le producérisme présente traditionnellement une nette inclinaison nativiste et tend à s'opposer à la diversité culturelle et raciale.

Au travers de ses traits distinctifs, le producérisme peut venir compléter utilement le concept de populisme économique tel qu'il a pu être identifié dans le discours populiste de droite, en permettant notamment une définition plus précise du « peuple économique » auquel se réfèrent les acteurs de la droite populiste en Europe ou aux États-Unis –à savoir une communauté de « producteurs » honnêtes, méritants, vertueux et laborieux– tout en exprimant l'idée centrale d'une « double pression » (*dual squeezing*) de ce peuple par des groupes non-méritants positionnés à la fois au sommet et à la base de la société.

A partir d'une approche centrée sur les notions de confiance et de capital social, Algan et al. (2019) rejoignent ces observations et notent que « les citoyens qui sont le plus favorables à la redistribution (…) se caractérisent par des niveaux de confiance plus élevés. A l'inverse, la méfiance vis-à-vis de l'incivisme des autres, réel ou supposé, mine fortement le soutien accordé à la redistribution et à l'État providence » (p.72). Les auteurs reprennent l'idée d'une « conscience triangulaire » telle qu'évoquée plus haut pour décrire précisément « la double défiance de certaines couches des classes populaires envers les élites et envers les plus pauvres » (p.73).

Enfin, le producérisme populiste postule la nécessité d'un changement et la promesse de rétablir le bien-être économique des producteurs. Il englobe à cet égard la reconstruction nostalgique d'un passé « idéalisé » et d'une époque perdue de « vraies » valeurs communautaires en réponse à l'incertitude actuelle, promettant de rétablir le bien-être économique de la communauté façonnée par les valeurs, normes dominantes et hiérarchies sociales traditionnelles. En cela, le producérisme touche directement aux anxiétés liées à la perte de statut et mobilise des récits construits autour de mythes héroïques de renaissance nationale, l'image de la promesse faite par Donald Trump aux électeurs de « *make America great again* ». S'il prend naturellement place au sein de de la droite radicale populiste, en lien avec le nativisme qui structure en profondeur l'idéologie et l'offre programmatique de ces partis, le producérisme pourrait trouver à s'exprimer plus largement sur l'échiquier politique.

L'analyse du mouvement des Gilets jaunes par Guerra et al. (2019) situe par exemple le producérisme au cœur du système de valeurs du mouvement de protestation. Ainsi que le notent les auteurs, « les Gilets jaunes ont un profond sentiment d'appartenance à une communauté de travailleurs authentique, qui produit et perpétue la richesse de la France. Leur producérisme doit être compris ici au sens de la richesse matérielle, mais aussi dans sens moral de ce qui maintient la nation comme un ensemble » (p.8).

V.V. Populisme et souverainetés

La notion de souveraineté, populaire et nationale, est première dans la réflexion à laquelle nous invitent la plupart des travaux sur les divers modes d'intersection du populisme et des revendications de souveraineté, dans les domaines économiques, culturels ou politiques, en lien avec les enjeux et conflits structurels de l'internationalisation. Les acteurs populistes prétendent surmonter ces contraintes structurelles au travers d'un retour à l'État-nation et de réaffirmation de la souveraineté nationale (Cox 2017, p.16). De nombreux auteurs soulignent, nous l'avons vu, la nécessité de penser la question de l'articulation des deux formes de souveraineté, telle qu'exprimée par la volonté populiste de « reprendre le contrôle » au nom du « peuple » (Hermet 1997, Azmanova 2011, Chryssogelos 2018, Kallis 2018, Borriello et Brack 2019). Reynié (2013) rappelle que nombre de populistes de gauche ont ainsi « nationalisé » leurs perspectives, « à rebours d'un internationalisme initial », et sous l'effet, notamment, de la mise en cause de la globalisation et du libre-échange (p.184).

Cette réflexion constitue un élément central des travaux sur le « populisme économique », en relation avec la question du « souverainisme » (Ivaldi et Mazzoleni 2019a, Mazzoleni et Ivaldi 2020). Il s'agit ici de penser l'économie politique des droites radicales populistes comme la combinaison de ces deux éléments centraux que sont le « populisme » et le « souverainisme ». Ce mixte de populisme économique et de souverainisme constitue la base d'un cadre de mobilisation commun aux partis de droite radicale populiste, qui prend appui sur leur idéologie fondamentale. Ce cadre fonctionne comme un « mode d'attribution et d'articulation » (Benford et Snow 2000, p. 615) en identifiant une condition économique problématique –le déclin du bien-être du peuple–, en attribuant un ensemble de responsabilités –en particulier aux élites– et en élaborant un répertoire de politiques alternatives pour mettre en œuvre le changement jugé indispensable, à savoir restaurer la « souveraineté économique ».

Le souverainisme économique est considéré, lui, comme le moyen de restaurer le bien-être du peuple. En cela, il se définit essentiellement comme une lutte pour la prospérité de la communauté nationale et l'affirmation par l'État-nation de son autorité souveraine et de son contrôle exclusif sur les frontières, les lois et les interactions internationales, contre toute forme d'influence supranationale.

Au-delà de leur nationalisme, le souverainisme des droites radicales populistes met principalement l'accent sur l'État et la restauration de son autorité dans l'intérêt du peuple, aux fins de refléter sa volonté (Canovan 2005). Le souverainisme exprime généralement l'idée de « reprendre le contrôle » au nom d'une communauté « redéfinie » en « re-spatialisant » le pouvoir (Kallis 2018 pp. 286-7). Il exige que « la souveraineté du gouvernement et du peuple se confondent à nouveau » (Chryssogelos 2018, p. 2). Ce souverainisme économique présente

des caractéristiques à la fois endogènes et exogènes. Les premières touchent aux conditions internes requises pour assurer le bien-être de la communauté. Elles mettent en particulier l'accent sur des valeurs telles que l'éthique du travail, tout en préconisant des changements dans la répartition des ressources en faveur du peuple « authentique ». Les caractéristiques exogènes du souverainisme économique se concentrent, pour leur part, sur la protection de ce peuple authentique contre toutes les menaces extérieures. Ces objectifs peuvent être atteints, cependant, au travers de différentes stratégies économiques, tant au niveau national qu'au niveau supranational, y compris le protectionnisme économique et le chauvinisme de l'État providence par exemple, combinés à des politiques économiques intérieures libérales ou davantage axées sur la demande keynésienne.

Cette prise en compte des caractéristiques endogènes et exogènes permet d'envisager des variations dans la formulation par les droites radicales populistes de leur populisme économique souverainiste. Ces caractéristiques endogènes et exogènes peuvent s'exprimer au travers d'orientations et de priorités politiques différentes qui tirent leur signification du contexte économique particulier et des opportunités politiques dans lesquelles elles sont déployées. L'analyse comparative de cinq partis populistes de droite radicale en Europe occidentale, à savoir le Front national français (FN, aujourd'hui Rassemblement national, RN), l'UDC en Suisse, l'UKIP au Royaume-Uni, le FPÖ autrichien et la Ligue italienne (Lega), confirme la présence de *frames* populistes et souverainistes chez ces partis, en dépit d'orientation économiques divergentes. Ces mouvements se présentent comme les champions des valeurs nationales et les défenseurs des intérêts nationaux face aux institutions supranationales, notamment l'UE, en prônant la primauté de la législation nationale sur les règles internationales. Les revendications de « souveraineté » populaire et nationale sont au cœur de leur économie politique. Leur « peuple » est défini en termes économiques –une communauté partageant un destin économique commun, actuellement en déclin et menacée par des forces extérieures telles que les immigrants, les élites cosmopolites et les institutions internationales– et non pas seulement ou nécessairement en termes ethnoculturels, rejoignant l'idée de « peuple classe » proposée par Mény et Surel (2000, p.195). Tous affirment la primauté de l'État-nation comme moyen de rétablir la souveraineté et le bien-être économique du peuple authentique, quand bien même cette revendication de souveraineté peut être associée à des prescriptions économiques variables au regard des dimensions endogènes et exogènes –notamment en termes de politique commerciale. A titre d'exemple, le souverainisme de l'UKIP et de l'UDC suisse s'inscrit pleinement dans un programme de libre-échange visant à soutenir la croissance économique et la compétitivité nationale. A l'inverse, le FN, la Ligue ou le FPÖ considèrent la mondialisation économique principalement comme une menace, et leur souveraineté met l'accent sur le protectionnisme comme moyen de défense des intérêts nationaux.

S'il s'agit encore ici d'une analyse essentiellement exploratoire, la réflexion poursuivie autour de la question des liens entre populisme et souverainisme permet d'éclairer une intersection majeure, au confluent des souverainetés populaire et nationale, en lien avec les enjeux relatifs à l'internationalisation. Pour la droite radicale, ce travail illustre l'importance croissante de la dimension économique et suggère que les attitudes populistes souverainistes ne sont pas exclusivement liées à des préoccupations d'ordre culturel concernant l'immigration ou l'identité nationale, mais également à des formes d'insécurité économique et de ce que certains auteurs ont pu définir comme un sentiment de « privation nostalgique ». Par ailleurs, à l'instar du cas français, le populisme économique souverainiste ne se distribue pas nécessairement à droite de l'axe idéologique et peut également se développer à gauche, en

articulation avec d'autres systèmes d'attitudes et de valeurs. Ce premier constat offre des pistes de recherches pour l'avenir, s'agissant de la pertinence et l'impact du souverainisme économique au sein d'une plus grande variété d'acteurs populistes à travers le spectre politique et la mesure dans laquelle les revendications économiques populistes souverainistes peuvent trouver un écho auprès d'autres groupes d'électeurs potentiellement plus divers au sein des démocraties occidentales.

V.VI. Une dimension sanitaire ?

Reste naturellement pour conclure la question de la crise sanitaire consécutive à l'épidémie de Covid-19. Cette dernière a surgi dans le cours d'écriture de ce mémoire. A tous les égards, l'épidémie de coronavirus peut être pensée comme un moment critique de l'histoire récente, dans ses dimensions sanitaires, financières, économiques et politiques, naturellement, mais au-delà dans les changements socio-culturels qu'elle pourrait induire de manière durable (Fetzer et al. 2020). S'il est encore sans doute trop tôt pour pouvoir en discerner véritablement les effets et en évaluer l'impact, la crise sanitaire peut être reliée au populisme sous deux angles au moins.

Le premier est celui de la confiance politico-institutionnelle et des effets de l'épidémie sur la relation entre gouvernants et gouvernés. Le populisme se nourrit, nous l'avons amplement évoqué, de liens distendus entre élites politiques et citoyens. La confiance manifestée par ces derniers à l'égard des acteurs et institutions politiques constitue un facteur essentiel de stabilité et de résilience aux discours anti-establishment des entrepreneurs populistes de tous bords. A cet égard, la crise sanitaire représente un défi majeur pour les gouvernements et les partis au pouvoir dans la plupart des grandes démocraties occidentales, et leur capacité à faire face efficacement à l'épidémie un enjeu crucial du maintien de la confiance politique.

Pour l'heure, et autant qu'on puisse en juger, l'épidémie de coronavirus ne semble pas profiter aux mouvements populistes, en particulier pour ceux d'entre eux qui tiennent aujourd'hui les rênes de l'exécutif, à l'image de Donald Trump aux États-Unis, de Boris Johnson en Grande-Bretagne ou de Jair Bolsonaro au Brésil, fortement critiqués pour leur gestion de la pandémie. Là où des scrutins ont eu lieu depuis le déclenchement de la crise sanitaire, on n'observe pas de poussée notable des acteurs populistes, à l'image de l'échec de la Ligue de Matteo Salvini à l'occasion des élections régionales en Italie en septembre dernier. En Allemagne, une enquête réalisée par la *Bertelsmann Stiftung* met en évidence une baisse significative des attitudes populistes dans l'opinion publique outre-Rhin et une confiance en hausse envers le gouvernement [2]. En Slovaquie, on a assisté à une chute spectaculaire de soutien aux deux partis populistes et grands vainqueurs des élections législatives de février 2020, OL'aNO et SMER, depuis le mois de mai. En Autriche, les intentions de vote pour le FPÖ à l'élection municipale de Vienne plafonnent autour de 10 % contre un score de 30,8 % en 2015.

L'étude récente conduite par Bol et al. (2020) en Europe fournit un ensemble d'indicateurs sur les effets de l'épidémie. Leur enquête montre un regain de soutien pour les partis en charge des affaires pendant les premiers mois de la crise, jugés plus crédibles, plus compétents et de ce fait plus rassurants pour faire face aux multiples enjeux liés au

[2] https://www.bertelsmann-stiftung.de/en/topics/latest-news/2020/september/sharp-decline-in-populist-attitudes-in-germany

coronavirus. Les auteurs identifient également un effet positif sur le degré de confiance apportée au gouvernement et, plus généralement, sur la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie. Ce regain de confiance s'exprime également en Europe dans les attitudes à l'égard de l'Union européenne et des réponses apportées par cette dernière aux conséquences économiques de l'épidémie, qui reçoivent un soutien majoritaire dans un grand nombre d'États membres [3]. Une étude conduite en septembre 2020 par *Eurofound* montre une augmentation de la confiance dans l'UE, aux dépends dans certains pays du gouvernement national jugé de manière plus critique, en particulier dans des nations telles que l'Espagne ou l'Italie parmi les plus sévèrement touchées par l'épidémie [4].

Ainsi que le note Blanc (2020), « l'une des variables clefs de ce jeu d'acteurs est le rôle de l'État. On peut estimer que celui-ci est à la fois de retour et très affaibli. Le retour est d'une part celui de l'urgence sanitaire, avec la mobilisation des services publics, l'orchestration du confinement et du déconfinement, d'autre part celui du financement de l'amortisseur social et du soutien massif à l'économie. Mais les États occidentaux, structurellement affaiblis par trois ou quatre décennies de *new public management*, peinent à se montrer à la hauteur des enjeux » (p.66).

Il serait sans doute imprudent cependant de voir en cela un signe d'affaiblissement durable voire de disparition du phénomène populiste. Certains des acteurs populistes semblent de fait ne pas subir les effets de la crise sanitaire, à l'image d'un Fidesz hongrois toujours hégémonique, du retour en force du Vlaams Belang en Belgique depuis les élections fédérales de 2019 ou du PVV néerlandais qui connaît un regain de popularité après son échec aux européennes de 2019.

Un second aspect concerne en outre les facteurs économiques, sociaux et culturels structurels de la réaction populiste contemporaine. Ces derniers risquent fort de voir leurs effets renforcés à moyen et plus long terme par l'impact de l'épidémie mondiale de Covid-19. L'étude conduite aux États-Unis par Fetzer et al. (2020) illustre les effets de la crise sanitaire sur l'augmentation significative et rapide des sentiments d'anxiété économique. Berg (2020) évoque fort justement à cet égard le poids de la pandémie et ses multiples conséquences pour les classes moyennes. « La classe moyenne européenne et américaine, écrit l'auteur, s'apprête ainsi à encaisser un deuxième choc majeur en une dizaine d'années, avec une progression inégalée du nombre de chômeurs, une baisse significative de son niveau de vie et de la valeur des actifs immobiliers et de l'épargne financière, des enfants qui vont décrocher et ne pas trouver d'emploi, une baisse des pensions par capitalisation » (p.50). A l'instar de la crise financière de 2008, la crise économique et sociale consécutive à la pandémie de Covid-19 a le potentiel de créer une nouvelle vague de soutien à des formations populistes, à droite mais également, comme cela avait été le cas après 2008, à gauche de l'échiquier politique.

Dans un contexte européen en particulier marqué par une récession d'ampleur historique, la question économique et sociale est amenée à constituer un enjeu central, en résonance avec ce que l'on sait de la capacité des acteurs populistes de politiser, instrumentaliser et « performer » les crises (Moffitt 2015). Il faut considérer l'impact que la crise pourra avoir sur le devenir de ces mouvements, leur croissance électorale et capacité de (re)prendre pied au

[3] https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2020/public_opinion_in_the_eu_in_time_of_coronavirus_crisis_2/en-covid19-survey2-key-findings.pdf
[4] https://www.eurofound.europa.eu/de/publications/report/2020/living-working-and-covid-19

sein des exécutifs nationaux, à la lumière de ce que l'on sait des multiples ressorts socio-économiques, culturels et politiques du phénomène. La crise sanitaire et ses ramifications sociales et économiques créent indéniablement de nouveaux enjeux et de nouvelles opportunités politiques autour des questions relatives à l'internationalisation et à la souveraineté qui, à n'en pas douter, seront au cœur des campagnes populistes dans les années à venir.

Études de cas

Table des matières

Introduction **104**

I. Les populismes aux élections européennes de 2019 : diversité et convergences **105**
I.I. Partis et acteurs de la scène populiste européenne **106**
I.I.I. Populismes pluriels 106
I.I.II. Hétérogénéité et asymétrie 110
I.II. Déterminants du vote populiste **111**
I.II.I. Données et méthodes 112
I.II.II. Sociologie des votes populistes 115
I.II.III. Défiance politique, satisfaction à l'égard de la démocratie et votes populistes.. 119
I.II.IV. Attitudes culturelles 122
I.II.V. Redistribution 126
I.II.VI. Interactions 130
I.II.VII. Unis par la critique de l'UE ? 135
I.III. Populisme et identités politiques **139**
I.III.I. Populismes de gauche et de droite 139
I.III.II. Conflits et identités politiques 145
Conclusion **148**

II. Populisme économique et globalisation en France et aux États-Unis **154**
II.I. Populisme économique : cadre conceptuel **155**
II.II. Acteurs populistes et globalisation en France et aux États-Unis **157**
II.II.I. Des populismes à la française : Rassemblement national et France Insoumise... 158
II.II.II. Donald Trump et Bernie Sanders : l'héritage du *People's Party* ? 163
II.III. Populisme économique, globalisation : mesure des attitudes **168**
II.III.I. Données et méthodes 168
II.III.II. Attitudes populistes économiques : une mesure transcontinentale 169
II.III.III. Déterminants sociodémographiques du populisme économique 173
II.III.IV. Attitudes socio-économiques, culturelles et populisme économique 177
II.III.V. Populisme économique et idéologie 182
II.III.VI. Populisme économique et vote 187
II.IV. Conclusion **194**

Introduction

Cette troisième et dernière partie propose deux études de cas pour tenter d'éclairer, de manière empirique, certains des éléments de réflexion sur le populisme contemporain, qui ont été discutés dans le mémoire d'habilitation, en lien avec les questions de définition du phénomène populiste, de sa délimitation dans l'espace politique et de son imbrication avec les enjeux relatifs à l'internationalisation, tenant compte de la diversité des acteurs et des contextes.

La première de ces études de cas examine, à partir des données de l'Enquête électorale européenne de 2019 (*European Election Survey – Voter Study 2019*), la question des populismes « pluriels » en Europe, des performances électorales de ces partis et des principaux déterminants des votes populistes à l'occasion des élections européennes de mai 2019. La question qui est posée ici est celle de la diversité du phénomène populiste tel qu'il se développe aujourd'hui sur l'ensemble du continent européen et de notre capacité à identifier de possibles éléments de convergence dans les profils sociologiques, politiques et attitudinaux des électorats populistes distribués sur l'ensemble du spectre politique européen.

La seconde étude de cas traite plus spécifiquement de la question des interactions entre le populisme, ses idéologies hôtes et les enjeux relatifs à la globalisation, en particulier s'agissant des aspects économiques. En particulier, il s'agit de réfléchir plus avant à l'interprétation par le populisme des enjeux économiques et l'existence d'un cadre de « populisme économique », commun à l'ensemble des acteurs assimilables à cette catégorie, et qui viendrait prendre appui sur le noyau central de leur idéologie, indépendamment de leur affiliation gauche ou droite. A partir de données d'enquêtes originales recueillies en France et aux États-Unis, cette seconde étude examine ces questions sous l'angle de l'offre et de la demande populistes, dans une approche comparative transatlantique, sur deux terrains caractérisés par la diversité des manifestations du phénomène populiste.

I. Les populismes aux élections européennes de 2019 : diversité et convergences

Cette première étude de cas propose un panorama des acteurs populistes et une analyse de leurs soutiens électoraux à l'occasion du scrutin européen de mai 2019. Au regard des succès nationaux récents de nombre de ces acteurs, les élections européennes constituaient un test grandeur nature de la mesure de l'influence de ces mouvements au sein des pays de l'UE, et elles nous donnent l'opportunité d'examiner les principaux déterminants sociologiques et attitudinaux des votes populistes en Europe.

Le scrutin européen offre un terrain d'investigation particulièrement fécond, de par la simultanéité, la couverture géographique des 28 élections nationales qui le composent et le nombre important d'acteurs populistes engagés dans ces diverses consultations. A cet égard, nous allons le voir, les résultats du scrutin européen ont illustré la diversité du phénomène. Si ces différences sont significatives, l'exploitation des données de l'Enquête électorale européenne (*European Election Survey – Voter Study 2019*) permet cependant d'envisager les éléments de convergence entre les diverses manifestations du phénomène populiste tel qu'il s'est donné à voir à l'occasion du scrutin européen de mai 2019, à l'aune des diverses opportunités compétitives offertes à ces acteurs. Dans des pays tels que l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, l'Espagne et la Slovaquie, notamment, la présence simultanée de partis populistes de gauche et de droite crée de nouvelles possibilités de mobilisation pour les entrepreneurs populistes, qui affectent de manière substantielle la dynamique concurrentielle au sein de ces divers systèmes des partis.

En outre, il est important d'examiner les variations régionales s'agissant des motivations et griefs mobilisés par les populismes européens, en particulier dans les parties occidentale et orientale du continent. Beaucoup des travaux consacrés au phénomène populiste se limitent encore à la seule Europe de l'ouest et délaissent les nations de l'ancien bloc soviétique où le populisme a pourtant acquis un statut majeur au sein des systèmes partisans nationaux. Comme nous allons le voir, le populisme s'y manifeste aujourd'hui en de nombreux points du spectre politique. L'enquête électorale européenne de 2019 permet donc aussi de mettre ces populismes est-européens en regard de leurs homologues occidentaux et de tenter de discerner les éléments de transversalité au-delà de la diversité régionale et de ce que l'on connaît par ailleurs des grandes caractéristiques des systèmes partisans en Europe orientale –volatilité, fluidité des acteurs partisans, corruption endémique, notamment.

A cet égard, les données de l'enquête électorale européenne 2019 nous offrent l'opportunité d'aborder certaines des questions évoquées dans le mémoire d'habilitation, autour du triptyque « redistribution », « reconnaissance » et « représentation », et des principaux ordres de facteurs associés au phénomène populiste contemporain, dans le domaine économique, culturel ou politique. Les trois 'R' du populisme s'adossent à des systèmes d'enjeux socio-économiques, culturels et politiques spécifiques. Les données de l'EES 2019 permettent en particulier d'interroger le rôle des attitudes individuelles à l'égard des inégalités et de l'allocation des ressources économiques, de l'immigration, des valeurs traditionnelles, et de mettre ces attitudes en regard de la perception par les individus du fonctionnement du système politique, de leur degré de défiance politico-institutionnelle, de leur évaluation de la conjoncture économique nationale ou de leur rapport à l'intégration supranationale.

Outre les contraintes nécessairement imposées par la construction du questionnaire, la nature du scrutin européen comme élection de « second-ordre » (Reif et Schmitt 1980) met naturellement certaines limites à l'analyse des facteurs sociologiques et attitudinaux du vote populiste. En dépit d'une participation à la hausse dans nombre d'États membres de l'UE, l'abstention traditionnellement élevée, la dimension protestataire, la prédominance d'un vote sanction à l'égard des partis au pouvoir et la présence ponctuelle d'acteurs eurosceptiques par ailleurs absents de la scène politique de premier ordre doivent conduire à la prudence quant à une éventuelle extrapolation de ces résultats sur des élections nationales à enjeux forts. D'un point de vue méthodologique, il est important également de souligner certains échantillons plus faibles –du fait de la taille des enquêtes et de l'abstention– pour des partis populistes moins fermement établis au sein de leurs systèmes politiques respectifs.

I.I. Partis et acteurs de la scène populiste européenne

Le populisme tel qu'il se donne à voir aujourd'hui ne constitue pas un phénomène uniforme. S'ils partagent une même matrice idéologique autour de trois notions fondamentales que sont le peuple, l'élite et la volonté populaire (Mudde 2004, Stanley 2008, Hawkins et al. 2018), les acteurs populistes occupent cependant des espaces différents. Les enquêtes comparatives d'experts des partis politiques témoignent de cette distribution du populisme sur l'ensemble du spectre idéologique, à ses pôles radicaux notamment (Rooduijn et al. 2019, Meijers et Zaslove 2020). Trois grandes « variétés » de populisme dominent aujourd'hui le jeu politique européen, majoritairement à droite mais également à gauche et au centre de l'échiquier politique (voir Figure 1).

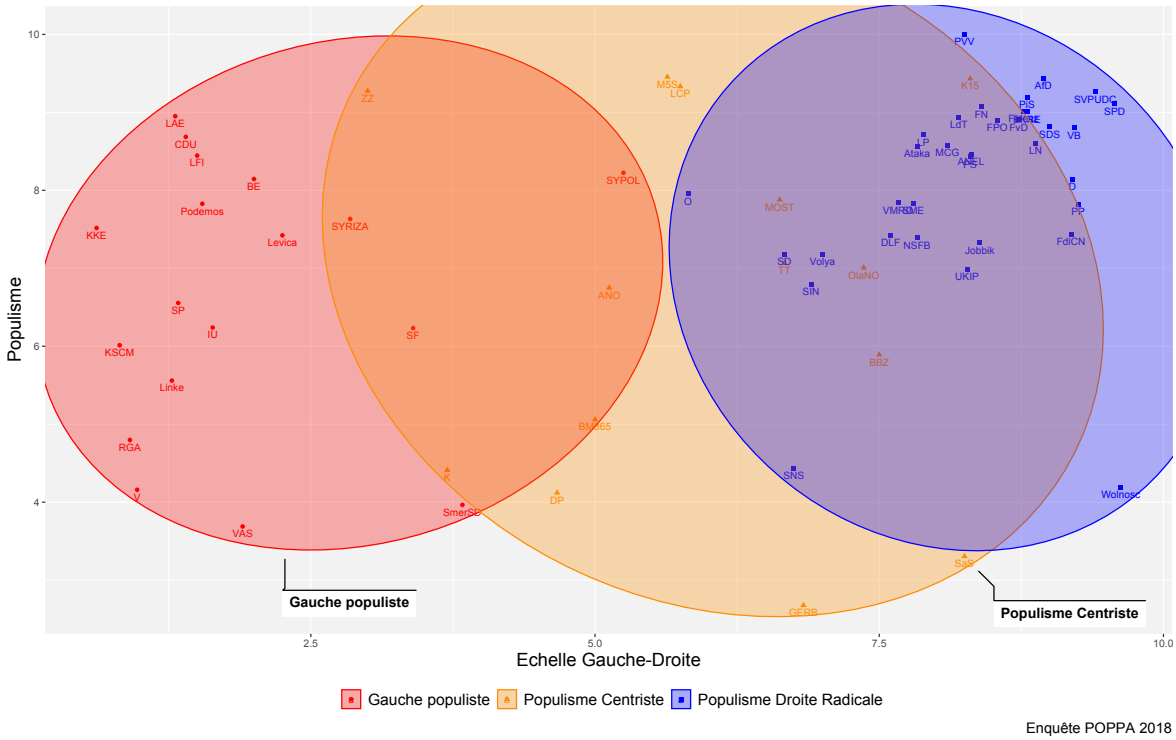
I.I.I. Populismes pluriels

A droite du spectre politique européen, le populisme est associé à la droite radicale nationaliste. Il s'agit souvent d'acteurs déjà anciens tels que la *Lega* de Matteo Salvini en Italie, le FPÖ autrichien ou le Rassemblement national (RN) français. Ce type de populisme est profondément structuré par le nationalisme autoritaire et politise traditionnellement les enjeux relatifs à l'immigration, à l'identité nationale et à la sécurité (Ivaldi 2016).

Cette droite radicale populiste occupe également aujourd'hui le devant de la scène électorale en Europe de l'Est et dans les États baltes. Elle s'y incarne dans des mouvements nationalistes tels que Nous sommes une famille (*Sme Rodina*) de l'homme d'affaires Boris Kollár en Slovaquie, Liberté et Démocratie directe (SPD) de Tomio Okamura en République Tchèque ou le Parti populaire conservateur d'Estonie (EKRE) de Mart Helme. Depuis plus d'une dizaine d'années, le populisme nationaliste y infuse en outre un ensemble de partis conservateurs radicalisés, notamment sur les questions relatives à l'immigration ou à l'intégration européenne, les exemples les plus notables de cette dérive « illibérale » demeurant sans conteste le *Fidesz* de Viktor Orbán en Hongrie et Droit et Justice (PiS) de Jarosław Kaczyński en Pologne (Pytlas 2018).

A cela il faut ajouter, nous allons le voir, la présence résiduelle de groupuscules néofascistes et mouvements ultranationalistes violents tels que l'Aube dorée (XA) en Grèce ou le Parti populaire « Notre Slovaquie » (L'SNS) de Marian Kotleba. Si ces mouvements n'entrent pas à proprement parler dans la catégorie de « populisme », ils partagent cependant avec la droite radicale une même critique des élites « cosmopolites » et un nationalisme exacerbé.

Figure 1. Les espaces politiques du populisme en Europe [1]



[1] La position de chaque parti sur l'axe gauche-droite est mesurée sur une échelle de 0 (extrême gauche) à 10 (extrême droite) ; le score de populisme est calculé à partir des variables de l'enquête POPPA, qui renvoient aux principales dimensions constitutives de l'idéologie populiste, à savoir la vision manichéenne du pouvoir, l'idée d'un peuple indivisible, l'affirmation de souveraineté populaire, l'appel au peuple et l'anti-élitisme. Le score de populisme ainsi calculé varie de 0 à 10.
Données non pondérées.
Source : *Populism and Political Parties Expert Survey (POPPA)*, 2018 (N = 29 pays européens).

A l'autre extrémité de l'axe politique évoluent des formations populistes de gauche telles que *Podemos* en Espagne, Syriza en Grèce ou la France Insoumise. Inspirés de la réflexion des animateurs du courant post-marxiste, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau, ces partis ont formulé une nouvelle stratégie populiste, éloignée du marxisme et de la gauche radicale classique, en tentant notamment de s'émanciper du clivage gauche-droite traditionnel pour lui substituer la lecture verticale caractéristique du populisme, au travers de l'opposition du « peuple » et des « élites » (Katsambekis et Kioupkiolis 2019). A l'image de Podemos en Espagne, ce populisme s'est nourri des mouvements sociaux qui ont émergé à la suite de la crise financière de 2008, tels les *Indignanos* et le *Movimiento 15-M*.

Notons qu'en marge des partis, le populisme structure également le programme politique du Mouvement pour la démocratie en Europe 2025 (DiEM25) animé, notamment, par l'ancien ministre des finances grec Yánis Varoufákis, et dont le manifeste reprend l'essentiel des thèmes populistes à gauche, tels que l'appel au « peuple souverain » contre les « oligarchies », la dénonciation de la « trahison des partis au pouvoir » ou le rejet des « puissances économiques » [1].

En Europe de l'Est, enfin, le populisme prospère sous la forme de partis centristes anti-establishment. Ce « centro-populisme » opère essentiellement sur des thématiques anti-élites, sur la dénonciation de la corruption et la promotion de la démocratie directe. Il s'incarne dans de nombreux partis, tels l'Alliance des Citoyens mécontents (ANO) en République tchèque, Liberté et Solidarité (SaS) en Slovaquie, *Kukiz'15* en Pologne ou le KPV letton d'Artuss Kaimiņš.

A l'ouest, ce modèle de populisme est visible notamment dans le positionnement du Mouvement 5 Etoiles (M5S) en Italie, qui, avant son alliance récente avec le Parti démocrate de Nicola Zingaretti à gauche, s'est longtemps situé en dehors des référentiels classiques de la gauche et de la droite (Ivaldi et al. 2017, Corbetta et al. 2018, Damiani et Viviani 2019). Galbo (2020) souligne toutefois la ré-orientation économique du mouvement lors des élections générales de 2018, à l'occasion desquelles le M5S a adopté, on s'en souvient, un projet de revenu minimum citoyen, qui l'a déporté plus à gauche sur l'axe économique et lui a permis notamment de mobiliser un électorat populaire dans certaines régions plus pauvres de la péninsule –Sicile, Pouilles ou Campanie.

A certains égards, le nouveau Brexit Party créé en janvier 2019 pourrait entrer dans cette dernière catégorie de populisme centriste. Le mouvement de Nigel Farage entend transcender les frontières de la gauche et de la droite et, pour reprendre ici les termes de Farage, prétend combattre la « coalition des politiciens contre le peuple » [2]. A l'instar de son prédécesseur, l'UKIP, la faiblesse idéologique du Brexit Party s'illustre dans l'absence relative de programme politique, au-delà de la sortie de l'UE, qui rapproche la formation d'un parti à enjeu unique.

[1] https://diem25.org/manifeste-version-longue/
[2] https://www.theguardian.com/politics/2019/may/19/nigel-farage-brexit-party-on-the-road-populism

Tableau 1. Partis populistes aux élections européennes de 2019 (1)

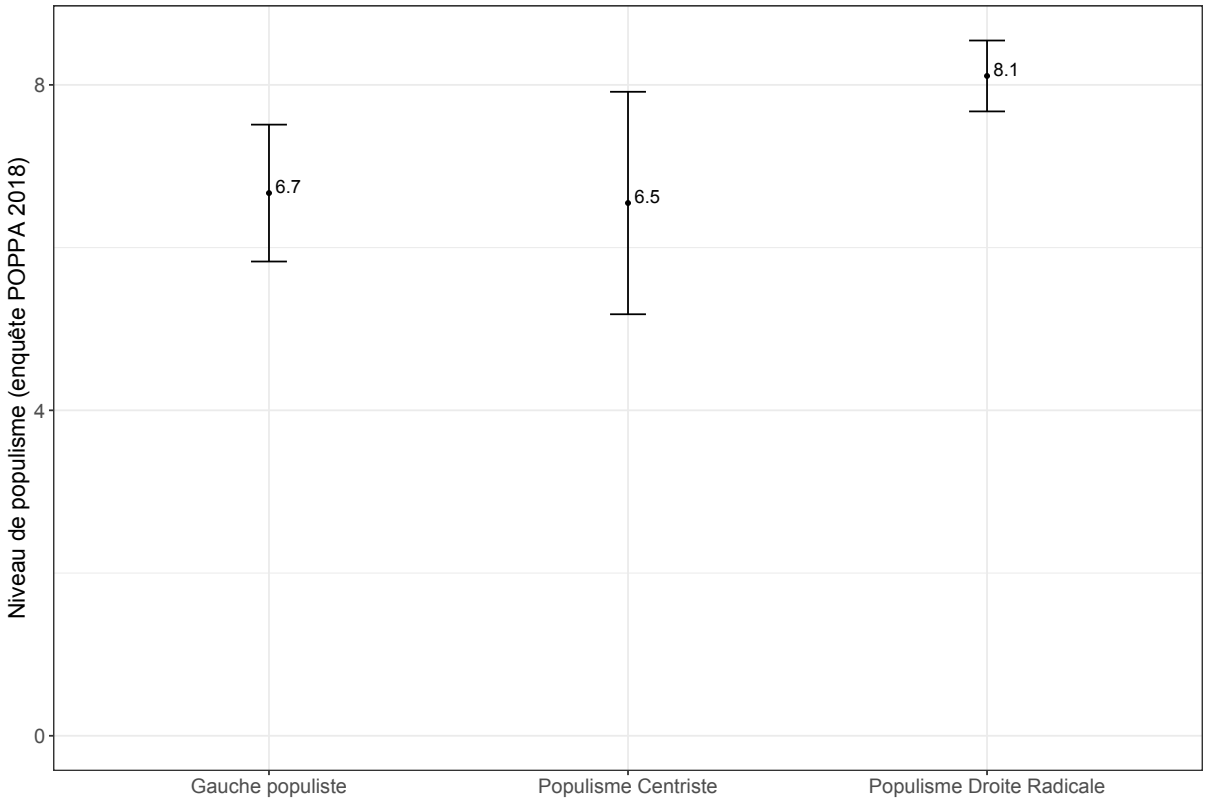
Pays	Droite radicale populiste	Gauche populiste	Populisme centriste
Europe de l'Est			
Bulgarie	NFSB (4) Ataka (9) Volya (52)		GERB (151)
Rép. Tchèque	SPD (58)	KSČM (46)	ANO 2011 (157)
Estonie	EKRE (98)		EK (84)
Croatie			ZZ (72) Milan Bandic 365 (7)
Hongrie	Fidesz (224) Jobbik (67)		
Lituanie			TT (19) DP (43)
Lettonie	NA/LNNK (86)		
Pologne	PiS (240)		Kukiz'15 (70)
Slovénie	SNS (40)	Levica (38)	List of Marjan Sarec (116)
Slovaquie	SNS (26) Sme Rodina (39)	SMER (72)	SaS (57) OL'aNO (36)
Europe de l'Ouest			
Allemagne	Afd (101)	Die Linke (54)	
Autriche	FPÖ (171)		
Belgique	Vlaams Belang (102) FN (4)		
Danemark	DF (101)		
Espagne	Vox (56)	Podemos/IU (122)	
Finlande	Blue Reform (8) Finns (126)	VAS (50)	
France	DLF (25) RN (141) Patriotes (9)	LFI (50)	
Grèce		KKE (40) Syriza (175) Popular Unity (9)	
Irlande		Sinn Féin (74)	
Italie	Lega (243) FdI (40)		M5S (156)
Luxembourg	ADR (22)		
Pays-Bas	PVV (49) FvD (115)	SP (49)	
Portugal		CDU (33) BE (92)	
Royaume-Uni	Brexit Party (190) UKIP (17)		
Suède	SD (142)	V (69)	
Total électeurs populistes	*2 613*	*986*	*1 004*
N pays	*20*	*12*	*9*

Nombre d'électeurs dans l'enquête EES 2019 entre parenthèses.

I.I.II. Hétérogénéité et asymétrie

Cette distribution des populismes dans l'espace politique européen éclaire la diversité d'un phénomène cependant composite, caractérisé par une relative hétérogénéité et une assez forte asymétrie de ses diverses manifestations sur l'ensemble du spectre idéologique. Sur la base des résultats de l'enquête POPPA de 2018, le degré de populisme apparaît sensiblement plus fort en moyenne chez les acteurs de droite radicale (score moyen de 8,1). Ces derniers se distinguent assez nettement de leurs homologues centristes (6,7) et de gauche (6,5) (Cf. Figure 2). La taille des intervalles de confiance atteste par ailleurs de la plus grande variabilité du populisme chez les partis de la gauche populiste et, de façon plus marquée encore, pour les formations centristes anti-establishment telles qu'elles se sont développées notamment dans l'ancien bloc soviétique. A gauche de l'échiquier politique en particulier, certains mouvements tels Podemos en Espagne, LFI en France, le BE portugais ou Syriza en Grèce se différencient aussi d'autres acteurs de la galaxie radicale tels que Die Linke en Allemagne, le KSČM tchèque ou le SP néerlandais par un plus fort degré de populisme (Cf. Figure 1).

Figure 2. Niveau de populisme selon les catégories d'acteurs (enquête POPPA 2018)



(1) La position de chaque parti sur l'axe gauche-droite est mesurée sur une échelle de 0 (extrême gauche) à 10 (extrême droite) ; le score de populisme est calculé à partir des variables de l'enquête POPPA, qui renvoient aux principales dimensions constitutives de l'idéologie populiste, à savoir la vision manichéenne du pouvoir, l'idée d'un peuple indivisible, l'affirmation de souveraineté populaire, l'appel au peuple et l'anti-élitisme. Le score de populisme ainsi calculé varie de 0 à 10.
Données non pondérées.
Source : *Populism and Political Parties Expert Survey (POPPA)*, 2018 (N = 29 pays européens).

Ces résultats attestent de l'importance de considérer le populisme des acteurs partisans comme un continuum et non pas uniquement en termes binaires d'inclusion ou exclusion de la « famille » populiste, et posent ainsi la question, complexe, des relations entre les facteurs d'offre et de demande populistes. Les données de l'enquête POPPA de 2018 confirment en outre la variabilité observable sur certaines des dimensions constitutives du populisme comme idéologie « fine », s'agissant en particulier de la construction symbolique du « peuple » comme entité homogène et « indivisible ». Si l'idée d'un peuple unique s'impose très majoritairement à l'ensemble des droites radicales populistes –articulée notamment avec le référentiel national et un ensemble de signifiants ethnoculturels–, à gauche de l'échiquier politique, en revanche, les références au « peuple » peuvent revêtir des formes plus diverses. Elles peuvent surtout renvoyer à des coalitions plus hétérogènes de groupes et intérêts sociaux, ainsi que le laisse deviner le score plus faible en moyenne de ces acteurs sur l'attribut définitionnel d'indivisibilité (Cf. Tableau 2).

Tableau 2. Score des principales variantes populistes sur les composantes de l'idéologie « fine » du populisme

Variante	N	Manichéen	Indivisible	Volonté Pop.	Peuple-centrisme	Antiélitisme
Gauche populiste	18	7.00	5.54	6.45	7.17	7.47
Populisme Centriste	14	6.73	6.70	6.72	6.69	6.73
Populisme Droite Radicale	35	7.99	7.31	7.85	7.75	7.84

I.II. Déterminants du vote populiste

Les résultats du scrutin européen de mai 2019 ont illustré la diversité du phénomène populiste, attestant par ailleurs de variations significatives quant à la force de mobilisation de chacune des grandes « familles » populistes européennes, à gauche, à droite ou au centre de l'échiquier politique. En 2014, les élections européennes avaient eu lieu dans un fort climat de défiance face à une Europe en crise, confrontée aux multiples répliques et répercussions économiques du séisme financier de 2008. D'une façon générale, le scrutin européen de mai 2019 s'est déroulé dans un contexte relativement moins porteur pour les partis populistes, marqué par une reprise économique timide en Europe, et un regain de popularité de l'Union européenne, sur fond d'incertitudes géopolitiques consécutives notamment à l'impact de la présidence de Donald Trump aux États-Unis et aux nombreux soubresauts du Brexit.

À gauche, le populisme est sorti très affaibli du scrutin européen. Les mouvements de la gauche populiste ont, pour la quasi-totalité d'entre eux, enregistré des performances à la baisse en mai 2019. De la même façon, dans les pays de l'ancien bloc soviétique, le scrutin européen a vu un recul des partis centristes « réformistes » anti-establishment, qui avaient éclos, pour la plupart d'entre eux, à la faveur de la crise économique de 2008. A l'inverse, ces élections ont confirmé la stabilisation électorale des partis de droite radicale et leur présence dans la quasi-totalité des États membres de l'Union européenne. Dans nombre de cas, cette assise électorale large du populisme de droite en mai 2019 est venue refléter en réalité les

gains antérieurs que beaucoup de ces mouvements avaient enregistrés dans le sillage de la « crise » des réfugiés de 2015, en Italie, en France, en Allemagne ou en Hongrie, notamment.

Cette variabilité des performances tient, nous l'avons souligné, au contexte européen ainsi qu'à un ensemble de paramètres liés aux acteurs populistes eux-mêmes, à leur degré d'institutionnalisation et aux conjonctures nationales, quand bien même il paraît se dégager un ensemble de facteurs communs aux fortunes électorales des mouvements populistes en Europe.

A la lumière de ces éléments à la fois de convergence et de différentiation des différentes instances du populisme, il convient de s'interroger sur la nature des déterminants sociologiques et attitudinaux du vote en faveur de ces partis, ce qui distingue encore leurs électorats au regard de leurs préférences économiques, culturelles ou politiques, et plus fondamentalement la confluence éventuelle de certaines variables « clés » de compréhension du vote populiste sur l'ensemble du spectre politique, au-delà de la pluralité de ses manifestations.

Plusieurs questions se posent s'agissant de la composition sociodémographique des soutiens électoraux des populismes, au regard notamment de l'hypothèse souvent avancée d'une polarisation entre « gagnants » et « perdants » de la globalisation. Plus encore, nous l'avons dit en introduction, les trois 'R' du populisme que nous avons tenté d'identifier autour des notions de « redistribution », de « reconnaissance » et de « représentation » prennent appui sur une pluralité d'enjeux, dont il est important de pouvoir envisager les effets distincts et, au-delà, les interactions dans la structuration des votes populistes. Il s'agit en particulier d'examiner les interactions entre le populisme et l'orientation idéologique des individus ou des effets de la défiance politique sur le soutien à ce type de partis. Plus encore, il importe de considérer l'importance des systèmes plus substantiels de valeurs et d'attitudes auxquels le populisme vient s'attacher, et d'identifier les différents types de griefs et de motivations de vote, articulés aux dimensions économique et culturelle de compétition. Enfin, on s'interrogera sur le processus de convergence des électorats populistes sur la question de l'intégration européenne, qui semble progressivement gommer certaines des frontières idéologiques entre ces divers groupes d'électeurs en Europe (De Vries 2018, Rama et Santana 2020).

I.II.I. Données et méthodes

Cette étude de cas utilise les données de l'Enquête électorale européenne (*European Election Survey – Voter Study 2019*), qui permet d'explorer un large éventail d'attitudes socio-économiques, culturelles et politiques en rapport avec le comportement électoral à l'occasion des élections européennes de 2019. Ces données sont issues d'échantillons nationaux représentatifs de la population âgée de 18 ans et plus, dans les 28 États membres de l'UE. L'enquête a été réalisée entre le 14 juin et le 11 juillet 2019, et les réponses ont été recueillies en ligne à partir d'échantillons par quotas de sexe, d'âge, de région et de type de localité.

La variable dépendante est le choix de vote déclaré lors de l'élection de 2019 : « Pour quel parti avez-vous voté aux élections du Parlement européen ? », sur la base de la liste des partis nationaux présents dans chaque État membre, couvrant ainsi l'ensemble des partis populistes et non populistes en lice. Les acteurs populistes sont identifiés sur la base de l'étude PopuList qui classe les partis européens selon leur position sur le spectre populiste, eurosceptique et radical (Rooduijn et al. 2019). Pour les autres partis, les familles de partis ont été classifiées conformément aux catégories établies dans le cadre du *Comparative Manifesto Project* (Krause et al. 2019).

Dans un certain nombre d'États membres de l'UE, les partis populistes étaient en concurrence les uns avec les autres, potentiellement sur des segments électoraux communs. Les partis de droite radicale populiste ont participé aux élections européennes de 2019 dans 20 États membres au total, les partis de gauche populiste étaient présents dans 12 pays et les partis centro-populistes dans 9 pays. En outre, neuf pays présentaient une présence simultanée d'acteurs populistes de gauche et de droite, tandis que sept autres pays comptaient des mouvements populistes de droite et de centre. Dans l'ensemble de l'UE, seuls trois pays d'Europe de l'Est (République tchèque, Slovénie et Slovaquie) présentaient en même temps les trois types de partis populistes.

En outre, il est important de considérer de possibles variations régionales, les motifs et griefs porteurs du vote populiste pouvant notamment être différents dans les parties orientale et occidentale de l'UE, particulièrement s'agissant de la droite radicale populiste largement présente dans les deux régions. Notons, en revanche, que le vote de gauche radicale populiste se concentre essentiellement en Europe occidentale –à l'exception des petits partis en République tchèque et en Slovénie, et du SMER au pouvoir en Slovaquie– tandis que le populisme centriste demeure pour sa part un phénomène majoritairement est-européen –à l'exception notable, toutefois, du M5S en Italie.

Afin de tenir compte de la diversité de l'offre électorale populiste dans l'ensemble de l'Europe, l'analyse procède au travers d'une série de régressions logistiques binaires. On teste en premier lieu des modèles distincts pour les pays où chaque type de parti populiste était présent. Pour ces modèles, le vote populiste est contrasté avec le vote pour les autres partis, excluant les supporters d'autres partis populistes lorsqu'ils sont présents mais incluant cependant d'autres formations radicales ainsi que certains partis d'enjeu unique, régionalistes ou eurosceptiques. Cette première série d'analyses se concentre sur la compétition entre les partis populistes et leurs concurrents non populistes, au travers de trois modèles de vote populiste de droite (N=20 pays), de gauche (N=12 pays) et centriste (N=9 pays). Dans le cas de la droite populiste radicale, on propose également des modèles distincts pour l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est, afin d'appréhender d'éventuelles spécificités régionales s'agissant des facteurs sociodémographiques et attitudinaux de ce vote dans chacune de ces deux régions.

En second lieu, on considère deux modèles supplémentaires qui contrastent les électeurs populistes de gauche et de droite (N=9 pays), d'une part, et les électeurs populistes de droite et du centre, d'autre part (N=7 pays). Dans cette seconde série de modèles, on s'intéresse principalement à la manière dont les partis populistes entrent effectivement en concurrence les uns avec les autres, et aux facteurs qui peuvent unir ou diviser les partisans des différents mouvements populistes dans de telles circonstances.

Tous les modèles proposés incluent des variables sociodémographiques standards (sexe, âge, niveau de diplôme, religiosité, ainsi qu'une mesure subjective du niveau de vie du ménage) et un ensemble de prédicteurs attitudinaux tels que le soutien à la redistribution économique, les attitudes envers l'immigration, le mariage homosexuel, la restriction des droits à la vie privée au motif de combattre la criminalité et la protection de l'environnement. Ces diverses variables d'attitudes permettent d'appréhender les dimensions économiques et culturelles de compétition et sont traditionnellement mobilisées dans l'étude du populisme de gauche et de droite. Dans un second temps, on teste l'effet de l'affiliation idéologique gauche-droite sur l'orientation du vote et le choix en faveur des formations populistes.

En outre, les modèles comprennent une mesure de vote économique, basée sur l'évaluation sociotropique par le répondant de l'économie nationale. Le travail comparatif conduit notamment par Rico et Anduiza (2019) illustre un lien entre de telles évaluations et le soutien aux mouvements populistes : la perception par les électeurs d'une détérioration de l'économie nationale accroît de manière significative la probabilité de vote populiste et la défiance à l'égard des élites dirigeantes. Les attitudes envers l'UE sont mesurées à partir du soutien déclaré à l'intégration européenne. On retient la « confiance dans le parlement national » comme mesure de la défiance politico-institutionnelle, dont on sait qu'elle est assez fortement corrélée au populisme. Enfin, les modèles incluent l'attitude des répondants à l'égard de la démocratie-régime au travers de l'importance accordée au fait de « vivre dans un pays gouverné démocratiquement » et leur satisfaction avec la démocratie telle qu'elle fonctionne actuellement dans leur pays.

Le détail de toutes les variables et de leurs statistiques descriptives sont résumés dans le tableau 3. Les non-votants et les non-réponses sont exclus des modèles. Pour l'ensemble des modèles, on spécifie des effets fixes par pays afin de contrôler les spécificités nationales et réduire d'éventuels biais d'hétérogénéité non-observée. Pour le calcul des erreurs standards, on utilise un estimateur robuste clustérisé selon les pays. Par ailleurs, pour tous les modèles présentés ici, on conduit un diagnostic de colinéarité afin d'identifier d'éventuelles variables redondantes pouvant fausser les estimations. Cette précaution est importante notamment dans les modèles incorporant les identités politiques gauche-droite qui peuvent être plus fortement corrélées avec certaines des dimensions d'attitudes économiques et culturelles. Dans tous les cas, l'examen des facteurs d'inflation de la variance (VIFs) n'indique aucune multi-colinéarité grave, avec des valeurs toutes inférieures à 2 [3].

[3] Les VIFs permettent d'estimer l'augmentation de variance d'un coefficient en raison de sa relation linéaire avec d'autres paramètres du modèle. S'il n'existe pas de seuil fixe, il est communément admis que les valeurs inférieures à 2 indiquent une absence de colinéarité grave dans le modèle. Les VIFs ont été calculés avec le package *car* dans R, qui propose une version généralisée également applicable aux modèles de régression logistique.

Tableau 3. Indicateurs attitudinaux dans les modèles : statistiques descriptives

Variable	Description	Échelle	Moyenne	Écart-type
Défiance politique	Confiance dans le parlement national	1-5	2,74	1,21
Satisfaction à l'égard de la démocratie	Satisfait du fonctionnement de la démocratie à l'échelle nationale	1-4	2,25	0,86
Idéologie gauche-droite	Autoplacement sur l'échelle gauche-droite	0-10	5,22	2,59
Redistribution	En faveur d'une redistribution des riches vers les pauvres	0-10	5,64	2,98
Conservatisme social	En faveur du mariage entre personnes de même sexe	0-10	5,44	4,00
Droits individuels	Restreindre les droits à la vie privée pour combattre la criminalité	0-10	5,09	3,07
Immigration	En faveur d'une politique restrictive de l'immigration	0-10	5,60	3,27
Environnement	La protection de l'environnement doit être prioritaire, même au détriment de la croissance économique	0-10	6,73	2,75
Soutien à la démocratie	Importance de vivre dans un pays gouverné démocratiquement	0-10	8,60	2,09
Intégration de l'UE	L'unification européenne doit être poussée plus loin	0-10	5,38	3,09
Évaluation économique	Situation économique générale est pire par rapport à l'année précédente	1-5	3,05	1,04
Satisfaction à l'égard de la démocratie européenne	Satisfait du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne	1-4	2,32	0,81

I.II.II. Sociologie des votes populistes

Une première série de modèles teste les indicateurs sociodémographiques (voir tableau 4). La littérature actuelle éclaire des variations significatives dans la composition sociodémographique des soutiens électoraux des populismes (pour une revue, voir Ivaldi 2017). L'idée, notamment, selon laquelle les partis populistes trouveraient l'essentiel de leur soutien auprès des « perdants de la mondialisation » mérite d'être vérifiée empiriquement. Les résultats font apparaître des différences significatives dans les profils sociologiques des électorats populistes tels qu'ils se distribuent sur l'ensemble de l'axe idéologique et, par ailleurs, en termes de contexte régional pour ce qui concerne la droite radicale.

Le *gender gap* s'affirme comme un trait caractéristique des électeurs de droite radicale populiste, à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe. La probabilité prédite de vote pour ces partis demeure significativement plus élevée chez les hommes. Cet écart de genre est substantiel (0,21/0,27 en Europe de l'Est ; 0,16/0,23 à l'Ouest) et il distingue également les supporters de la droite radicale des électeurs populistes de gauche et du centre (modèles 5 et 6) [4]. Notons

[4] Toutes les probabilités sont estimées à partir des effets marginaux moyens. Les effets marginaux moyens (*average marginal effects*, AMEs) sont obtenus par le calcul des effets marginaux pour l'ensemble des valeurs possibles des prédicteurs, dont on fait ensuite la moyenne. Ils fournissent une mesure plus intuitive de l'effet d'une variable, qui ne présuppose pas de valeur déterminée ou moyenne pour les autres paramètres du modèle.

que l'effet du genre est le seul qui soit commun aux manifestations du populisme de droite radicale de chaque côté de l'ancien rideau de fer : sur la quasi-totalité des autres indicateurs présents dans les modèles du tableau 4, on n'observe pas une telle convergence.

En termes d'âge, la droite radicale est-européenne semble recruter auprès d'un électorat plus jeune et cet effet est linéaire ; à l'Ouest, l'âge n'exerce pas en revanche d'effet significatif sur la propension à se tourner vers des partis tels que le RN français, l'AfD allemande, la *Lega* italienne ou les Démocrates suédois. Ces mouvements semblent ainsi recruter dans l'ensemble des catégories d'âge, mais plus fortement cependant dans les groupes intermédiaires : une spécification quadratique de l'effet de l'âge (non présentée ici) fait ainsi apparaître un effet curvilinéaire avec une probabilité plus élevée entre 30 et 60 ans, et une moindre propension à soutenir ces partis à la fois chez les plus jeunes et chez les plus âgés. Ces résultats infirment temporairement au moins l'idée souvent avancée d'un phénomène populiste, singulièrement à droite, qui serait principalement concentré chez les électeurs les plus âgés, notamment les générations de l'entre-deux-guerres, plus rétives aux changements culturels contemporains – un argument, nous l'avons largement évoqué, au cœur de la thèse du *cultural backlash* formulée par Norris et Inglehart (2019).

A l'ouest, l'effet du capital éducatif comme principal facteur du vote de droite radicale populiste est confirmé par les données de l'EES 2019 : la probabilité de vote pour ce type de partis diminue de manière significative à mesure qu'augmente le niveau de diplôme, en contrôlant l'effet des autres variables sociodémographiques. Les écarts sont significatifs et substantiels (avec des probabilités prédites de 0,29 pour les moins diplômés et 0,24 chez les diplômés du secondaire contre 0,16 chez les titulaires d'un titre universitaire et 0,11 chez les enquêtés en cours d'études). Ces résultats confirment des observations largement établies dans les nombreuses études empiriques consacrées aux électorats de droite populiste radicale, qui attestent de la popularité de ces partis auprès des électeurs de plus faible capital culturel (Ivarsflaten et Stubager 2013, Rooduijn 2018), en lien avec les travaux qui isolent par ailleurs les mécanismes de médiation de l'effet du capital éducatif par un ensemble d'attitudes, principalement à l'égard de l'immigration (Hainmueller et Hopkins 2014).

Les données de l'EES 2019 ne comprennent malheureusement pas d'indicateurs de classe sociale ou de profession, mais incluent en revanche deux variables relatives au niveau de vie subjectif et à la classe sociale à laquelle les répondants ont le sentiment d'appartenir. Ces deux paramètres exercent un effet significatif sur la probabilité de vote en faveur des partis de droite radicale populiste dans les États membres d'Europe occidentale. Le choix en faveur de ces partis est surreprésenté notamment chez les électeurs qui disent appartenir à la classe ouvrière ou à la classe moyenne inférieure. Ces résultats tendent ainsi à corroborer l'hypothèse d'un vote de « petits-moyens », catégories sociales basses et intermédiaires, plus fragiles et confrontées au sentiment de déclin de leur statut. Toutefois, outre qu'il s'agit ici d'une mesure strictement subjective, ces effets demeurent peu substantiels et on observe une assez grande hétérogénéité des classes sociales auxquelles les individus s'identifient. L'effet est plus visible à l'inverse concernant le niveau de vie subjectif et pointe une diminution linéaire de la probabilité de vote pour les droites radicales populistes en Europe de l'ouest, de 0,26 à 0,15 pour les individus qui perçoivent leur foyer comme « pauvre » à ceux qui le voient au contraire comme « riche ».

Tableau 4. Régressions logistiques binaires : votes populistes aux élections européennes de 2019 (sociodémographiques)

	Droite Pop. vs Autres partis (Europe de l'Est)	Droite Pop. vs autres partis (Europe Ouest)	Gauche Pop. vs autres partis	Centro-Pop. vs autres partis	Droite Pop. vs Gauche Pop.	Droite Pop. vs Centro-Pop.
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Genre (réf=Homme)	-0.37 (0.09)***	-0.44 (0.06)***	0.01 (0.08)	-0.02 (0.08)	-0.33 (0.12)**	-0.31 (0.11)**
Age (cont.)	-0.01 (0.003)**	-0.0002 (0.002)	0.001 (0.003)	-0.005 (0.003)	-0.01 (0.004)	0.002 (0.004)
Diplôme Moyen (réf=Bas)	0.33 (0.31)	-0.26 (0.12)*	-0.22 (0.21)	-0.27 (0.24)	0.34 (0.31)	-0.13 (0.28)
Diplôme Haut	0.28 (0.31)	-0.66 (0.12)***	-0.21 (0.21)	-0.38 (0.24)	-0.01 (0.31)	-0.20 (0.29)
En Cours d'étude	-0.18 (0.37)	-1.24 (0.21)***	-0.12 (0.26)	-0.60 (0.30)*	-0.34 (0.43)	0.12 (0.41)
Pratique Relig. irrégulière (réf=Sans religion/Jamais)	0.57 (0.11)***	0.01 (0.07)	-0.47 (0.09)***	0.28 (0.10)**	0.68 (0.16)***	0.06 (0.14)
Pratique Relig. régulière	0.95 (0.12)***	-0.14 (0.09)	-1.00 (0.11)***	0.16 (0.11)	0.63 (0.20)**	0.32 (0.16)*
Ville petite/Moyenne (réf=Grande ville)	0.21 (0.10)*	0.04 (0.07)	0.001 (0.09)	0.15 (0.09)	0.27 (0.15)	0.11 (0.13)
Village/zone rurale	0.27 (0.12)*	0.17 (0.08)*	-0.02 (0.11)	-0.02 (0.12)	0.37 (0.17)*	0.19 (0.16)
Niveau de vie subjectif (échelle)	0.02 (0.04)	-0.11 (0.03)***	-0.18 (0.04)***	0.02 (0.04)	0.06 (0.05)	-0.08 (0.06)
Classe subj. Moyenne inf. (réf=Classe ouvrière)	-0.12 (0.14)	-0.18 (0.10)	-0.51 (0.12)***	-0.26 (0.13)*	0.17 (0.18)	-0.09 (0.19)
Moyenne	-0.19 (0.13)	-0.25 (0.09)**	-0.60 (0.11)***	-0.32 (0.12)**	0.25 (0.17)	-0.005 (0.18)
Moyenne sup.	-0.11 (0.19)	-0.39 (0.13)**	-1.21 (0.19)***	-0.51 (0.17)**	1.04 (0.29)***	0.31 (0.24)
Supérieure	-0.11 (0.44)	-0.24 (0.24)	-0.56 (0.39)	-0.04 (0.34)	0.74 (0.52)	-0.03 (0.53)
Autre classe	-0.07 (0.42)	-0.53 (0.32)	-0.57 (0.41)	-0.11 (0.45)	-0.10 (0.58)	0.01 (0.75)
Constante	-1.75 (0.40)***	0.13 (0.21)	-0.14 (0.35)	-0.11 (0.34)	-0.32 (0.51)	-0.45 (0.45)
Likelihood ratio (LR) test	397,97	704,48	442,89	230,83	212,31	268,34
dl	22	26	26	23	23	21
Prob.Chi2	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001
Observations	3296	6966	5619	3789	1376	1556

Notes: *p<0.05; **p<0.01; ***p<0.001

Vote élections européennes de 2019

Erreurs standards robustes clustérisées par pays entre parenthèses, effets fixes par pays

European Election Voter Study 2019

Cet impact net du capital culturel et de la pauvreté subjective en Europe occidentale tranche avec l'absence de tels effets s'agissant des partis populistes de droite radicale dans l'ancien bloc soviétique, où l'on n'observe aucune différence significative en termes de niveau de diplôme, de niveau de vie subjectif ou de classe sociale telle que perçue par les individus. A l'est de l'Europe, ce sont d'abord les valeurs religieuses qui structurent fortement le vote de droite radicale : la pratique religieuse augmente de manière significative la probabilité de voter pour ce type de partis, de 0,17 chez les sans religion ou non pratiquants, jusqu'à 0,34 chez les pratiquants réguliers, reflétant ainsi l'ancrage conservateur de mouvements tels que le Fidesz hongrois, le PiS polonais ou l'EKRE estonien.

A gauche de l'échiquier politique, à présent, l'électorat populiste de formations telles que Podemos, Syriza, la France Insoumise, le SMER slovaque ou le Parti socialiste néerlandais apparaît beaucoup plus composite. Ni le genre ni l'âge n'exercent ici d'effet statistiquement significatif sur la probabilité de vote pour ce type de formations. Plus fondamentalement, on ne note pas d'effet du niveau de diplôme sur la propension au vote de gauche populiste. Cette absence de différence tient pour partie à la plus grande hétérogénéité sociale de cet électorat et son caractère plus interclassiste (Gomez et al. 2016, Visser et al. 2014, Ramiro and Gomez 2016, Beaudonnet and Gomez 2016, Segatti et Capuzzi 2016, Ramiro 2016, Santana et Rama 2018). La pratique religieuse constitue un prédicteur fort du vote de gauche populiste, qui témoigne de l'ancrage du phénomène dans un électorat sécularisé et distant des valeurs religieuses : la probabilité de soutenir ce type de partis décroît avec le degré de religiosité, de 0,18 chez les « sans religion » et les non pratiquants, contre 0,12 chez les pratiquants irréguliers et 0,07 chez les pratiquants réguliers.

Le sentiment de pauvreté subjective exerce un effet significatif et linéaire sur le vote de gauche populiste : la probabilité de soutenir ces partis diminue de manière substantielle à mesure que s'élève le niveau de vie perçu par les enquêtés, de 0,21 pour ceux d'entre eux qui se situent en-bas de l'échelle des revenus, parmi ceux qui considèrent leur foyer comme « pauvre » contre 0,07 pour ceux qui déclarent au contraire appartenir à une famille « riche ». Cet effet du niveau de vie perçu se retrouve pour partie dans la variable d'appartenance de classe subjective : le vote de gauche populiste est significativement surreprésenté chez les électeurs qui disent appartenir à la « classe ouvrière », avec une probabilité de 0,21 contre 0,14 chez les répondants qui s'identifient à la classe moyenne et 0,07 pour la classe moyenne supérieure. Ce résultat atteste une nouvelle fois de l'importance de la perception « subjective » par les individus de leur situation personnelle (Gidron et Hall 2019, Gidron et Mijs 2019), qui tranche notamment avec l'absence d'effet du capital culturel tel que mesuré par le niveau de diplôme, s'agissant notamment d'une gauche populiste dont les soutiens demeurent, on l'a vu, en réalité relativement interclassistes (voir Santana et Rama (2018) sur ces questions).

S'agissant, enfin, des électeurs centro-populistes, leur profil sociologique tel qu'il apparaît dans le tableau 4 ne révèle que peu de traits distinctifs lorsque ces électeurs sont comparés avec les supporters des autres partis. La base électorale des populismes du centre se révèle relativement hétérogène, distribuée dans divers segments sociaux. On ne note pas d'effet significatif du genre, de l'âge ou du niveau de diplôme –à l'exception des étudiants qui apparaissent moins disposés à se tourner vers ce type de mouvements. A l'inverse des électorats populistes de gauche et de droite radicale en Europe occidentale, le niveau de vie subjectif n'exerce pas d'effet notable sur la probabilité de vote pour le centro-populisme est-européen. La classe sociale subjective distingue très légèrement ces électeurs des supporters des autres partis, avec une probabilité à peine plus élevée de vote parmi les enquêtés qui se situent au sein de la « classe ouvrière », mais les différences restent ici beaucoup plus marginales que pour ce qui concerne leurs homologues de gauche et de droite en Europe occidentale.

I.II.III. Défiance politique, satisfaction à l'égard de la démocratie et votes populistes

Dans une seconde série d'analyses, on prend en considération l'importance des systèmes plus substantiels de valeurs et d'attitudes auxquels le populisme vient s'attacher, notamment les motivations de vote liées aux deux principales dimensions économique et culturelle de compétition, ainsi que les attitudes à l'égard de l'intégration européenne, dont on peut faire l'hypothèse qu'elles contribuent à rapprocher entre eux les divers groupes d'électeurs populistes en Europe. On teste par ailleurs l'effet de la confiance politico-institutionnelle, dont on sait qu'elle est assez fortement corrélée au populisme, l'attachement des individus à la démocratie comme régime politique et leur niveau de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie dans leur pays (Cf. Tableau 5).

La littérature récente atteste de l'importance des variables politiques dans la compréhension du phénomène populiste. Les travaux récents d'Algan et al. (2017, 2019) témoignent particulièrement de l'impact de la défiance politique sur la propension à soutenir des acteurs populistes, quand bien même l'effet de cette dernière peut être sujet à certaines variations selon les contextes et les types de partis, notamment en fonction de leur distribution à gauche et à droite de l'échiquier politique (Rooduijn 2018, Akkerman et al. 2017, Van Hauwaert et Van Kessel 2018).

Les résultats des différentes analyses présentées dans le tableau 5 confirment cette hétérogénéité de l'effet de la confiance politico-institutionnelle et du jugement porté sur la vie démocratique nationale sur le vote populiste. Les attitudes à l'égard du parlement national et du fonctionnement de la démocratie ont, en particulier, un effet significatif sur les électeurs des partis de droite radicale populiste, qui varie toutefois, nous allons le voir, selon les contextes régionaux. La défiance politique reste en effet un moteur important du vote de droite radicale en Europe occidentale : on observe une corrélation négative significative entre le degré de confiance accordé au parlement national, le jugement positif sur le fonctionnement démocratique au niveau national et la probabilité de vote pour ce type de partis. L'effet de ces deux variables est substantiel. La probabilité prédite décroît à mesure que s'élève le niveau de confiance dans le parlement, de 0,29 à 0,16 d'une extrémité à l'autre de l'échelle ; on observe de la même manière une diminution de 0,32 à 0,14 d'une extrémité à l'autre de l'échelle de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie (modèle 2).

Dans la partie orientale de l'Europe, en revanche, la confiance dans le parlement national est associée de manière positive au vote de droite radicale populiste, de même que le jugement porté sur le fonctionnement de la démocratie nationale. Dans les deux cas, cet effet positif est également substantiel : la probabilité de vote pour un parti de droite radicale dans la région varie ainsi de 0,28 à 0,45 pour les plus défiants et les plus confiants des électeurs est-européens. Pour les plus satisfaits du fonctionnement démocratique, la probabilité est de 0,50 contre 0,23 pour ceux qui se montrent le plus mécontents (modèle 1).

Tableau 5. Régressions logistiques binaires : votes populistes aux élections européennes de 2019 (variables d'attitudes et contrôles sociodémographiques)

	Droite Pop. vs Autres partis (Europe de l'Est) (1)	Droite Pop. vs autres partis (Europe Ouest) (2)	Gauche Pop. vs autres partis (3)	Centro-Pop. vs autres partis (4)	Droite Pop. vs Gauche Pop. (5)	Droite Pop. vs Centro-Pop. (6)
Genre (réf=Homme)	-0.15 (0.11)	-0.40 (0.08)***	-0.08 (0.09)	0.08 (0.09)	-0.35 (0.16)*	-0.19 (0.13)
Age (cont.)	-0.01 (0.004)**	-0.01 (0.003)***	0.004 (0.003)	-0.005 (0.003)	-0.02 (0.01)***	-0.002 (0.005)
Diplôme Moyen (réf=Bas)	0.52 (0.37)	-0.14 (0.15)	-0.19 (0.24)	-0.15 (0.27)	0.40 (0.40)	-0.20 (0.32)
Diplôme Haut	0.33 (0.37)	-0.45 (0.16)**	-0.17 (0.23)	-0.38 (0.27)	0.19 (0.41)	-0.25 (0.32)
En Cours d'étude	0.18 (0.45)	-0.98 (0.26)***	-0.17 (0.30)	-0.31 (0.33)	0.45 (0.56)	0.03 (0.47)
Pratique Relig. irrégulière (réf=Sans religion/Jamais)	0.33 (0.13)*	0.04 (0.09)	-0.37 (0.10)***	0.14 (0.11)	0.64 (0.19)***	0.03 (0.17)
Pratique Relig. régulière	0.08 (0.15)	-0.05 (0.11)	-0.75 (0.13)***	-0.08 (0.12)	0.62 (0.24)*	0.25 (0.18)
Ville petite/Moyenne (réf=Grande ville)	0.26 (0.13)*	-0.01 (0.09)	-0.001 (0.10)	0.16 (0.10)	0.04 (0.19)	-0.0002 (0.14)
Village/zone rurale	0.32 (0.15)*	0.08 (0.10)	-0.07 (0.12)	0.07 (0.13)	0.29 (0.21)	0.17 (0.18)
Niveau de vie subjectif (échelle)	-0.12 (0.05)*	-0.03 (0.04)	-0.14 (0.04)**	0.04 (0.05)	0.13 (0.07)	-0.03 (0.07)
Classe subj. Moyenne inf. (réf=Classe ouvrière)	-0.12 (0.17)	0.01 (0.13)	-0.50 (0.13)***	-0.13 (0.15)	0.06 (0.23)	-0.12 (0.21)
Moyenne	-0.16 (0.16)	-0.06 (0.12)	-0.45 (0.13)***	-0.15 (0.14)	0.06 (0.23)	-0.12 (0.20)
Moyenne sup.	0.06 (0.23)	-0.41 (0.16)*	-1.01 (0.20)***	-0.31 (0.19)	0.61 (0.35)	0.10 (0.27)
Supérieure	0.33 (0.58)	-0.38 (0.30)	-0.40 (0.43)	-0.04 (0.39)	0.46 (0.65)	-0.08 (0.62)
Autre classe	-0.18 (0.53)	-0.63 (0.44)	-1.12 (0.56)*	0.06 (0.50)	0.77 (1.01)	-0.05 (0.81)
Satisfaction démocratie nationale	0.45 (0.08)***	-0.39 (0.06)***	-0.11 (0.07)	0.17 (0.06)*	-0.29 (0.12)*	-0.07 (0.09)
Confiance Parlement national	0.24 (0.06)***	-0.19 (0.04)***	0.05 (0.04)	0.03 (0.05)	-0.14 (0.08)	0.04 (0.06)
Redistribution	0.09 (0.02)***	-0.03 (0.01)	0.16 (0.02)***	0.04 (0.02)*	-0.15 (0.03)***	0.02 (0.02)
Mariage homosexuel	-0.17 (0.02)***	-0.07 (0.01)***	0.04 (0.01)*	-0.05 (0.01)***	-0.09 (0.02)***	-0.13 (0.02)***
Droits vie privée	-0.01 (0.02)	-0.03 (0.01)*	0.06 (0.02)***	-0.001 (0.02)	-0.06 (0.03)*	-0.01 (0.02)
Pol.Restrictive d'immigration	0.12 (0.02)***	0.13 (0.01)***	-0.05 (0.01)***	0.04 (0.01)**	0.16 (0.02)***	0.10 (0.02)***
Environnement	-0.04 (0.02)	-0.13 (0.02)***	-0.02 (0.02)	-0.01 (0.02)	-0.14 (0.03)***	-0.05 (0.02)*
Soutien régime démocratique	-0.10 (0.03)***	-0.04 (0.02)*	-0.08 (0.02)***	-0.08 (0.02)***	-0.01 (0.04)	-0.08 (0.03)**
Intégration européenne	-0.16 (0.02)***	-0.26 (0.01)***	-0.10 (0.02)***	-0.09 (0.02)***	-0.15 (0.03)***	-0.05 (0.02)*
Économie pire	-0.37 (0.06)***	-0.06 (0.04)	-0.27 (0.05)***	-0.30 (0.05)***	0.35 (0.09)***	0.09 (0.07)
Constante	0.25 (0.64)	4.19 (0.40)***	0.56 (0.51)	1.34 (0.50)**	2.05 (0.80)*	0.51 (0.68)

(suite)	Droite Pop. vs Autres partis (Europe de l'Est)	Droite Pop. vs autres partis (Europe Ouest)	Gauche Pop. vs autres partis	Centro-Pop. vs autres partis	Droite Pop. vs Gauche Pop.	Droite Pop. vs Centro-Pop.
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Likelihood ratio (LR) test	1083,5	1915,3	644,35	373,96	544,96	343,24
dl	32	36	36	33	33	31
Prob.Chi2	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001
Observations	2877	5997	5006	3323	1221	1388

Notes: *p<0.05; **p<0.01; ***p<0.001

Vote élections européennes de 2019

Erreurs standards robustes clustérisées par pays entre parenthèses, effets fixes par pays

European Election Voter Study 2019

Aucun effet de ce type n'est visible, en revanche, s'agissant des électeurs des partis de gauche populiste (modèle 3) ou du centre où les coefficients demeurent très faibles ou non significatifs [5]. On notera peut-être simplement une association positive entre vote centro-populiste et degré de satisfaction avec le fonctionnement de la démocratie nationale, qui rapprocherait les supporters des mouvements centristes anti-establishment d'Europe orientale de leurs homologues de droite radicale dans la région (modèle 4). Le modèle 6 de contraste entre ces deux électorats tend à confirmer cette absence de différences significatives en termes de confiance politique et de jugement plus positif porté sur le fonctionnement démocratique entre les groupes d'électeurs populistes au centre et à droite du spectre partisan dans les nations de l'ancien bloc soviétique.

Au-delà des limites d'ordre méthodologique, liées à la mesure partielle de défiance utilisée dans l'enquête, cette hétérogénéité de l'effet de la confiance dans le parlement national est sans doute à rapprocher du niveau élevé de soutien dont bénéficient les acteurs populistes dans certains pays et du statut qui est le leur au sein de leurs systèmes politiques respectifs. Dans un article récent, Krause et Wagner (2019) montrent notamment que l'effet d'une variable comme le sentiment d'efficacité politique est fortement conditionné par le degré d'institutionnalisation des formations populistes au sein des systèmes partisans, en particulier leur participation au pouvoir. L'analyse longitudinale conduite par Kriesi et Schulte-Cloos (2020) à partir des données de l'Enquête sociale européenne sur la période 2002-2016 confirme par ailleurs que l'effet du degré d'insatisfaction des individus à l'égard du fonctionnement démocratique et de la confiance politique sur le vote de droite populiste et de gauche radicale est sensiblement diminué dans leurs modèles de régression lorsque les partis en question sont membres du gouvernement en place (p.8).

[5] Notons que le modèle de contraste des électorats populistes de gauche et de droite (modèle 5) illustre cette différence : dans les nations européennes où ces deux types de partis étaient en concurrence en mai 2019, les électeurs de droite radicale montrent un degré plus fort de mécontentement vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie, mais l'effet demeure ici très peu substantiel. En revanche, ces deux électorats partagent des attitudes comparables de défiance envers les parlements nationaux.

De fait, nombre d'acteurs populistes à droite et au centre de l'échiquier ont acquis depuis plusieurs années un statut d'acteur légitime de gouvernement. En mai 2019, ces partis étaient au pouvoir dans un grand nombre d'États membres de l'UE, à droite –à l'image du NFSP en Bulgarie, de l'EKRE estonien, du Fidesz en Hongrie, de l'Alliance nationale (NA/LNNK) lettone ou du PiS en Pologne– mais également au centre –le GERB bulgare, l'ANO en République tchèque, l'EK estonien, le TT en Lituanie ou l'OL'aNO et le SAS en Slovaquie. Ce statut de parti gouvernemental peut, pour partie, expliquer l'effet positif de la confiance sur le soutien électoral en faveur de ces acteurs, qui contraste avec la corrélation négative observée pour la droite radicale en Europe occidentale pour des partis qui, pour la plupart, demeuraient en marge du pouvoir –à l'image du RN français, de l'AfD allemande, du PVV et du FvD néerlandais, des populistes danois du DF ou du Brexit Party en Grande-Bretagne.

Les résultats présentés dans le tableau 5 illustrent en outre la relation ambiguë des électeurs populistes à l'idée d'un régime démocratique. Les attitudes envers un tel régime exercent un effet significatif mais très peu substantiel sur le soutien aux populismes de tous bords. Et, dans tous les cas, les corrélations observées sont négatives : l'attachement des individus à un gouvernement démocratique diminue ainsi la probabilité de voter pour un parti populiste, quelle que soit par ailleurs son orientation gauche-droite ou qu'il s'agisse d'un mouvement centriste anti-establishment. Cet effet demeure très modeste et il apparaît le plus souvent fortement polarisé par le petit nombre d'enquêtés qui se situent sur les positions les plus basses de l'échelle –c'est-à-dire le rejet le plus « extrême » de la démocratie. Par ailleurs, les intervalles de confiance observés autour des probabilités prédites témoignent d'une assez grande hétérogénéité de l'effet des attitudes à l'égard de la démocratie-régime parmi les supporters des mouvements populistes.

Si la prudence reste ici de mise, ces résultats conduisent peut-être à nuancer cependant l'idée du populisme comme « correctif » démocratique et témoignent à tout le moins de l'ambivalence des supporters de ces partis quant au rapport qu'ils entretiennent avec la démocratie comme régime politique. En Europe orientale, cette ambiguïté peut sans doute être rapprochée du positionnement de ces acteurs au sein de leurs systèmes politiques respectifs, qu'il s'agisse de mouvements très proches de l'extrême-droite traditionnelle tels que les SNS slovaque et slovène ou de partis conservateurs fortement radicalisés qui, à l'image du PiS polonais ou du Fidesz hongrois, illustrent la dérive « illibérale » actuelle de certains régimes d'Europe orientale (Pytlas 2018, Buštíková 2018).

I.II.IV. Attitudes culturelles

L'approche du populisme comme idéologie « fine » insiste, nous l'avons amplement souligné, sur l'importance des idéologies hôtes auxquelles le populisme est attaché. La littérature distingue traditionnellement des manifestations de gauche et de droite du phénomène populiste, dont la spécification est fondée sur l'identification de différents types de griefs et de motivations de vote, articulés pour l'essentiel aux dimensions économique et culturelle de compétition (Mudde et Rovira-Kaltwasser 2013, Rooduijn et Akkerman 2015).

Les résultats présentés dans le tableau 5 attestent de différences significatives quant au rôle de ces idéologies plus substantielles. Sans surprise, le vote de droite radicale populiste demeure profondément structuré par les questions culturelles relatives à l'immigration. Les données de l'enquête EES 2019 le confirment : le vote en faveur des partis de droite radicale populiste est

fortement motivé par le degré de soutien à des politiques d'immigration plus restrictives, et ce des deux côtés de l'ancien rideau de fer. Ces effets sont substantiels : la probabilité de se tourner vers la droite radicale croît de manière significative avec le degré d'opposition à l'immigration, de 0,21 à 0,42 d'une extrémité à l'autre de l'échelle en Europe orientale (modèle 1) et de 0,11 à 0,31 à l'ouest (modèle 2) [6].

En Europe occidentale, la centralité des enjeux migratoires dans le vote de droite radicale a très tôt été établie dès le milieu des années 1980 (Van der Brug et Van Spanje 2009) et confirmé récemment, notamment par l'étude longitudinale comparative conduite par Kriesi et Schulte-Cloos (2020). A l'Est, cet effet, quand bien même il demeure plus modeste, reflète sans doute l'importance prise plus récemment par ces questions dans le sillage de la crise des réfugiés de 2015 et la politisation de l'immigration par les partis conservateurs « radicalisés » au pouvoir tels que le Fidesz en Hongrie, le PiS en Pologne ou l'EKRE estonien.

Le soutien aux partis centro-populistes en Europe de l'Est apparaît en revanche très faiblement corrélé avec les attitudes anti-immigration et l'effet de ces dernières est pratiquement négligeable (modèle 4). Contrairement aux mouvements de droite radicale populiste de la région, qui combinent leur populisme avec la xénophobie, les acteurs populistes du centre sont généralement moins enclins à faire appel aux valeurs nationalistes et à instrumentaliser les questions d'immigration. Comme le notait déjà Učeň dans son analyse du phénomène populiste centriste dans les pays de l'ancien bloc soviétique : « le nouveau populisme est-européen est largement exempt de mobilisation nationaliste ; ce qui compte davantage pour ces partis, c'est l'appel anti-establishment » (Učeň 2007, p.55) [7].

Enfin, comparés aux électeurs des autres partis, les électeurs de la gauche populiste européenne de mai 2019 ne montrent pas d'attitudes sensiblement plus tolérantes vis-à-vis de l'immigration. Si l'on observe un coefficient négatif, qui atteste de la plus grande « ouverture » de ces individus au regard de l'immigration, l'effet apparaît très peu substantiel –probabilité prédite variant de 0,21 à 0,14 d'une extrémité à l'autre de l'échelle– et très hétérogène au regard de l'étendue des intervalles de confiance observés. Cet effet mérite sans doute d'être examiné tel qu'il pourrait opérer de manière plus spécifique au sein du sous-système de partis de la gauche. Certains travaux récents consacrés au populisme de gauche, tels que Santana et Rama (2018), montrent par exemple que les électeurs ayant de plus forts sentiments anti-immigration sont plus enclins à soutenir les partis populistes de gauche plutôt que leurs homologues mainstream. Les données de l'enquête électorale européenne de 2019 ne vérifient pas totalement ces observations : un modèle contrastant les partis de gauche populiste avec leurs compétiteurs de gauche classique et écologiste notamment (non montré ici) ne fait apparaître aucune différence significative entre ces électorats en termes d'attitudes à l'égard de l'immigration.

[6] Soulignons toutefois des intervalles de confiance assez larges autour de ces probabilités moyennes, en particulier en Europe de l'Est, qui témoignent d'une relative hétérogénéité de l'effet de la variable « immigration » sur le choix en faveur des droites populistes, lorsque cet effet est contrôlé, comme c'est le cas ici, par un autre ensemble de prédicteurs attitudinaux.

[7] Notons qu'un modèle identique pour le seul cas italien confirme cette absence d'effet significatif de la variable « immigration » sur le vote en faveur du M5S. Ces résultats doivent cependant être pris avec une extrême prudence compte tenu de la faiblesse de l'échantillon analytique dans ce cas précis (N=381).

Par ailleurs, dans une autre étude, Rama et Santana (2020) constatent que les électeurs populistes de gauche et de droite possèdent des attitudes similaires à l'égard de l'immigration. Ici, et contrairement aux conclusions établies par ces auteurs, les données de l'enquête EES 2019 montrent que électeurs de gauche populiste demeurent sensiblement moins hostiles à l'immigration que leurs homologues de droite radicale dans les pays où les deux types de populisme cohabitent. Ainsi qu'en témoigne le modèle 5 de contraste des électorats populistes de gauche et de droite radicales, ces derniers se distinguent clairement de l'ensemble des électorats –y compris populistes de gauche– par leur plus grande propension à soutenir des politiques d'immigration restrictives, confirmant l'ancrage de ce type de populisme au socle nativiste autoritaire distinctif de la droite radicale européenne.

Des conclusions similaires s'appliquent aux variables culturelles relatives au mariage homosexuel ou à la protection de l'environnement. Sur le premier enjeu, les supporters de la gauche populiste européenne apparaissent assez peu différents de ceux des autres partis : l'effet du soutien au mariage homosexuel est pratiquement négligeable au regard des probabilités prédites (de 0,14 à 0,17) et surtout assez fortement hétérogène au vu des intervalles de confiance (modèle 3). S'agissant de l'environnement, les données semblent témoigner d'un échec relatif de la stratégie de *greening* de certaines formations populistes de gauche alors même que la question environnementale a pesé plus lourdement, on le sait, dans les choix électoraux en mai 2019 [8]. A gauche, le populisme a pourtant fait du changement climatique un enjeu central : le manifeste de l'alliance *Maintenant le Peuple*, formée en 2018 autour de LFI, plaçait notamment la « justice sociale et climatique » et le « développement durable » au cœur de son projet européen [9]. En dépit de cette plateforme de transition écologique, des formations telles que Die Linke, le SP néerlandais ou la France insoumise semblent avoir subi la concurrence directe des Verts sur ces questions et, en tout état de cause, paraissent avoir peiné à recruter auprès des électeurs écologistes.

Ces résultats confirment une nouvelle fois la nécessité de nuancer la spécification traditionnelle d'un populisme de gauche comme plus libertaire et plus tolérant sur les questions sociales et de mœurs (Mudde et Rovira-Kaltwasser 2013). A cet égard, un modèle alternatif contrastant les électeurs de gauche populiste avec leurs homologues socialistes, sociaux-démocrates et écologistes à gauche de l'échiquier politique ne montre pas de différence significative entre ces électorats sur la question du mariage homosexuel ou de la protection de l'environnement. C'est sur d'autres dimensions, en particulier le jugement sur le fonctionnement de la démocratie ou, nous le verrons, l'intégration européenne que s'opère principalement la différentiation entre la gauche populiste et son pendant modéré.

[8] Les enjeux économiques et environnementaux ont dominé la décision de voter pour 44 % et 37 % respectivement des électeurs au sein de l'UE, devant les questions relatives à la promotion des droits de l'homme (37 %) et à la construction européenne (36 %), l'immigration arrivant en cinquième position pour un peu plus d'un tiers (34 %) des répondants (Cf. Enquête post-électorale Union Européenne 2019, voir https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/files/be-heard/eurobarometer/2019/post-election-survey-2019-complete-results/report/en-post-election-survey-2019-report.pdf).

[9] https://nowthepeople.eu/now-the-people-brussels-declaration/

Les positions peu distinctives des électeurs de gauche populiste sur l'axe culturel tranchent, en revanche, avec la polarisation idéologique telle qu'elle se reflète dans les attitudes social-conservatrices des électeurs de droite radicale. En Europe de l'Est, les supporters de la droite radicale populiste font preuve d'un plus fort degré de conservatisme social, au travers notamment de leur opposition très marquée au mariage homosexuel, que l'on peut naturellement rapprocher de l'importance du facteur religieux, telle que nous l'avons évoquée plus haut. L'effet des attitudes conservatrices est particulièrement notable ici : la probabilité de vote pour les formations de droite radicale dans la région décroît de 0,50 à 0,16 d'une extrémité à l'autre de l'échelle d'attitudes en faveur du mariage entre personnes du même sexe.

A l'ouest, en revanche, les supporters de la droite radicale ne présentent pas un même niveau d'adhésion aux valeurs socialement conservatrices. L'effet de la variable demeure en regard plus marginal, avec des probabilités variant de 0,29 à 0,18 aux deux extrêmes de l'échelle d'adhésion au mariage homosexuel. Plus fondamentalement, la taille des intervalles de confiance témoigne d'une assez grande hétérogénéité parmi les supporters de ces divers partis. Ce résultat corrobore certaines des observations de recherches récentes. Lancaster (2019) montre notamment que, contrairement aux conclusions antérieures dans la littérature, les électeurs de la droite radicale ne sont pas nécessairement plus conservateurs ou plus traditionalistes sur les questions de mœurs. Dans leur étude récente, Kriesi et Schulte-Cloos (2020) notent également l'absence d'effet de la dimension social-conservatrice –mesurée à partir d'un item relatif aux droits des homosexuels– sur le vote de droite radicale (p.5).

En termes d'offre partisane, l'analyse comparative conduite par Backlund et Jungar (2019) suggère que si les partis de droite radicale populiste apparaissent en général alignés avec les préférences de leurs électeurs en matière d'immigration ou d'intégration européenne, ils se révèlent, en revanche, plus conservateurs que leurs supporters sur les questions de société. Ce décalage, notent les auteurs, rend ces partis « moins représentatifs au regard des positions conservatrices qui sont les leurs » (p.404). Par ailleurs, sur la question des mœurs, une distinction s'établit entre les partis de droite radicale ouest-européenne, entre des positions très conservatrices, telles que celles de la *Lega* de Matteo Salvini en Italie, et une orientation plus « libérale » dont on trouve trace par exemple chez les populistes néerlandais du PVV ou du FvD ou, dans une moindre mesure, chez Marine Le Pen en France (Crépon 2015).

S'agissant, enfin, des supporters des partis centro-populistes, le degré de conservatisme social demeure très marginal. Reflétant le « centrisme positionnel » de ces partis, l'item relatif au « mariage homosexuel » exerce un effet significatif mais très peu substantiel et on constate par ailleurs une assez forte hétérogénéité des positions sur la question parmi les supporters de ces divers acteurs (modèle 4). Le modèle 6 de contraste des électeurs populistes du centre et de droite dans les pays où ces deux types d'acteurs étaient en compétition en mai 2019 confirme par ailleurs que les électeurs de droite radicale demeurent sensiblement plus conservateurs en matière de mœurs que leurs homologues centristes [10].

[10] Rappelons que cette observation vaut essentiellement pour les pays d'Europe orientale, qui constituent la quasi-totalité des occurrences de compétition entre ces deux types d'acteurs populistes.

Notons pour terminer que la variable concernant la défense des libertés individuelles n'a que peu d'effet sur les votes populistes, à l'exception du populisme de gauche. Les supporters de partis tels que Syriza, Podemos, la France insoumise ou le SP néerlandais restent les plus réticents à toute forme de restriction des droits à la vie privée, y compris au motif de combattre la criminalité, l'effet de cette variable demeurant néanmoins très modeste –avec des probabilités variant de 0,13 à 0,18– et une nouvelle fois relativement hétérogène. L'absence d'effet, notamment pour la droite radicale populiste, peut pour partie refléter les positions prises par des mouvements tels que le RN français contre les atteintes supposées aux données personnelles, telles qu'illustrées par la campagne de Marine Le Pen contre le PNR (fichier données passagers aériens) en 2019, relayée par plusieurs partis membres de l'ancien groupe ENL.

I.II.V. Redistribution

Les questions relatives à la redistribution sont particulièrement importantes ici, à plusieurs titres. D'une part, les enjeux socio-économiques sont traditionnellement mobilisés dans la spécification d'un populisme de gauche, « inclusif » et orienté vers des politiques keynésiennes, tandis que ces mêmes enjeux seraient moins saillants pour les populismes de droite et du centre. En second lieu, la question de la redistribution est centrale dans la réflexion que l'on peut avoir sur l'articulation du populisme avec les enjeux relatifs à la globalisation et l'impact de cette dernière sur les inégalités de richesse dans les démocraties avancées. Enfin, les aspects économiques, culturels et politiques méritent d'être appréhendés au travers des interactions qui se jouent entre insécurités économiques et culturelles, notamment, et l'impact de ces facteurs et de leurs effets sur les attitudes politiques et les comportements électoraux.

En ce qui concerne l'offre politique des mouvements populistes, des recherches récentes suggèrent que la gauche et la droite radicales partagent des niveaux élevés de populisme économique (Bernhard et Kriesi 2019) et qu'elles peuvent, à cet égard, s'adresser aux mêmes groupes d'électeurs pro-welfare opposés à la libéralisation du marché et au libre-échange. Schumacher et Van Kersbergen (2016) montrent par ailleurs que les positions culturelles de la droite populiste radicale sur l'immigration notamment peuvent être associées à des positions économiques de gauche. Comme l'ont récemment illustré Krause et Giebler (2019), une proportion importante des supporters de la droite radicale en Europe possède des attitudes économiques de gauche, favorables à l'État-providence et à la redistribution, qui les distinguent en particulier des électeurs de droite traditionnelle.

Ainsi que le suggèrent les résultats présentés dans le tableau 5, les électeurs de gauche populiste apparaissent naturellement plus en faveur de la redistribution économique que les électeurs des partis traditionnels (modèle 3). L'effet de la variable économique est homogène et substantiel avec une augmentation des probabilités prédites de vote en faveur de ces partis de 0,07 à 0,27 d'une extrémité à l'autre de l'échelle d'attitudes vis-à-vis de la redistribution. En outre, cet effet significatif demeure, quoique plus atténué, lorsque ces électeurs sont contrastés uniquement avec ceux de la gauche *mainstream* –social-démocrate, travailliste ou socialiste–, confirmant l'importance de l'adhésion aux valeurs égalitaires et universalistes au sein des électorats de la gauche populiste européenne.

A droite du spectre politique, nous l'avons souligné, les attitudes économiques jouent en général un rôle moins important dans l'explication du soutien au populisme de droite radicale, reflétant en cela la prédominance des enjeux distribués sur l'axe culturel de compétition (Mudde 2007). On observe cependant une corrélation positive entre attitudes pro-redistribution et vote populiste s'agissant des électeurs de droite radicale populiste en Europe de l'Est (modèle 1) et, de manière beaucoup plus marginale, des électeurs centro-populistes (modèle 4). Pour les premiers, les probabilités prédites varient de 0,25 à 0,41 avec, cependant, des intervalles de confiance relativement larges, indicatifs de l'hétérogénéité de l'effet dans la région. Ces résultats rejoignent les conclusions de la littérature suggérant que certains électeurs de droite radicale pourraient avoir des attitudes économiques favorables à l'État providence et à la redistribution des richesses, et que de telles attitudes sont plus marquées dans les pays de l'ancien bloc soviétique où les acteurs de la droite radicale sont par ailleurs généralement situés plus à gauche sur l'axe économique (Van der Brug et al. 2013, p.70) [11].

L'effet de la variable « redistribution » n'est pas significatif, en revanche, pour les mouvements de droite radicale populiste dans la partie occidentale de l'UE (modèle 2). Pour l'essentiel, ces résultats indiquent que les électeurs de la droite radicale populiste européenne ne sont pas statistiquement dissemblables à ceux des autres partis et qu'ils ne se situent pas nécessairement plus à droite sur la dimension économique de compétition telle que mesurée ici au travers des préférences pro-redistribution individuelles.

Cette absence d'effet significatif peut toutefois, pour partie au moins, masquer l'hétérogénéité du soutien à la droite radicale populiste et de la composition sociologique de son électorat. Cette question a été assez largement évoquée dans la littérature montrant qu'en Europe de l'Ouest, ces partis ont progressivement construit une coalition relativement hétéroclite autour de groupes socio-professionnels dotés de préférences économiques opposées, à savoir la petite bourgeoisie entrepreneurial traditionnellement orientée à droite sur l'axe économique et les électeurs de la classe ouvrière plus ancrés à gauche, notamment sur les questions de redistribution et de préservation de l'État-providence (Ivarsflaten 2005, 2008). Van der Brug et al. (2013) rappellent à ce titre que le profil sociodémographique des électorats de droite radicale demeure assez variable selon les contextes et les acteurs, et qu'un modèle socio-structurel explique entre 5 et 26 % de la variance selon les cas (p.59).

Le travail récent conduit par Oesch et Rennwald (2018) atteste, nous l'avons évoqué plus haut, de la force de pénétration de la droite radicale au sein du bastion historique de la classe ouvrière à gauche, avec pour effet d'accroître le degré de convergence de ces deux électorats au regard de leurs caractéristiques et de leurs attitudes socio-économiques. Toutefois, ainsi que l'a montré, notamment, l'étude comparative proposée par Harteveld (2016), le poids des classes populaires dans les électorats de droite radicale varie de manière substantielle en fonction de la position de ces partis sur l'axe économique, et apparaît beaucoup plus élevé pour des partis tels que le Parti du people danois ou le FN, situés plus à gauche sur les questions de redistribution (voir également Betz et Meret 2013).

[11] Dans les sept États membres de l'UE présentant à la fois des partis de droite radicale populiste et des acteurs centristes anti-establishment, pour l'essentiel dans la partie orientale de l'Europe, le modèle 6 de contraste de ces électorats populistes entre eux suggère une similitude de leurs préférences socio-économiques et un même niveau moyen de soutien aux politiques de redistribution.

Cette hétérogénéité est visible dans les données de l'enquête européenne de mai 2019. Le tableau 6 reprend la spécification du modèle attitudinal pour la partie occidentale de l'UE, en contrastant cette fois les électeurs de la droite radicale populiste avec ceux de la droite traditionnelle –c'est-à-dire les partis libéraux, chrétiens-démocrates et conservateurs–, d'une part, et ceux de la gauche mainstream –social-démocrate, travailliste ou socialiste–, d'autre part. Les résultats témoignent du positionnement spécifique des supporters de droite radicale populiste au centre de gravité des électorats ouest-européens sur la question économique. Ces électeurs apparaissent en effet plus à droite que ceux de la gauche modérée sur la question clé de la redistribution (modèle 2b). Parallèlement, ces électeurs populistes diffèrent de manière significative des supporters de la droite mainstream qui demeurent, pour leur part, sensiblement moins favorables à la redistribution des richesses (modèle 2a), quand bien même les écarts sont ici beaucoup plus faibles.

Tableau 6. Vote de droite radicale populiste en Europe occidentale aux élections européennes de 2019 : contrastes avec les électorats de gauche et de droite *mainstream*

	Droite Pop. vs Droite Mainstream (Modèle 2a)	Droite Pop. vs Gauche Mainstream (Modèle 2b)
Genre (réf=Homme)	-0.41 (0.09)***	-0.39 (0.11)***
Age (cont.)	-0.01 (0.003)***	-0.01 (0.004)***
Diplôme Moyen (réf=Bas)	-0.07 (0.19)	-0.27 (0.23)
Diplôme Haut	-0.44 (0.19)*	-0.50 (0.23)*
En Cours d'étude	-0.84 (0.31)**	-1.15 (0.36)**
Pratique Relig. irrégulière (réf=Sans religion/Jamais)	-0.12 (0.10)	0.002 (0.12)
Pratique Relig. régulière	-0.23 (0.13)	0.10 (0.15)
Ville petite/Moyenne (réf=Grande ville)	-0.10 (0.11)	0.12 (0.12)
Village/zone rurale	-0.03 (0.12)	0.29 (0.14)*
Niveau de vie subjectif (échelle)	-0.02 (0.05)	-0.09 (0.05)
Classe subj. Moyenne inf. (réf=Classe ouvrière)	-0.17 (0.16)	0.07 (0.18)
Moyenne	-0.24 (0.15)	0.11 (0.16)
Moyenne sup.	-0.69 (0.19)***	0.04 (0.22)
Supérieure	-0.69 (0.34)*	0.25 (0.41)
Autre classe	-0.45 (0.60)	-0.97 (0.55)
Satisfaction fonctionnement démocratie	-0.46 (0.07)***	-0.42 (0.08)***
Confiance Parlement national	-0.29 (0.05)***	-0.22 (0.06)***
Redistribution	0.05 (0.02)**	-0.12 (0.02)***
Mariage homosexuel	-0.05 (0.01)***	-0.10 (0.02)***
Droits vie privée	-0.01 (0.02)	-0.05 (0.02)**
Pol.Restrictive d'immigration	0.08 (0.01)***	0.19 (0.02)***
Environnement	-0.10 (0.02)***	-0.12 (0.02)***
Soutien régime démocratique	-0.04 (0.03)	-0.06 (0.03)
Intégration européenne	-0.24 (0.02)***	-0.31 (0.02)***
Économie pire	-0.02 (0.05)	-0.12 (0.06)
Constante	5.01 (0.48)***	6.73 (0.59)***

(suite)	Droite Pop. vs Droite Mainstream (Modèle 2a)	Droite Pop. vs Gauche Mainstream (Modèle 2b)
Likelihood ratio (LR) test	1354,1	1361,8
dl	36	36
Prob.Chi2	< 0,001	< 0,001
Observations	3291	2617

Notes: *p<0.05; **p<0.01; ***p<0.001
Vote élections européennes de 2019
Erreurs standards robustes clustérisées par pays entre parenthèses, effets fixes par pays
European Election Voter Study 2019

Notons pour terminer que le modèle de contraste des électeurs populistes de gauche et de droite radicales dans les neuf pays où ce type de compétition a pris place en 2019 confirme par ailleurs que ces deux groupes d'électeurs divergent encore de manière significative au regard de leurs attitudes économiques, les supporters de la gauche populiste demeurant plus fortement favorables à la redistribution que leurs homologues de droite radicale (modèle 5, tableau 5). Toutefois, l'effet opère principalement sur les positions extrêmes de l'échelle de redistribution, opposant surtout les individus situés sur la position basse et les deux positions les plus hautes –c'est-à-dire les électeurs possédant des préférences très « polarisées » en la matière. Ailleurs, les intervalles de confiance montrent un chevauchement qui suggère une plus grande hétérogénéité auprès d'individus dont les attitudes économiques sont moins polarisées.

En ce qui concerne, enfin, les évaluations économiques sociotropiques par les électeurs de la situation économique nationale, les modèles de vote populiste du tableau 5 laissent pour l'essentiel apparaître une corrélation négative : ainsi, la perception d'une dégradation de l'économie nationale au cours des douze derniers mois tend à diminuer la propension à voter pour les partis populistes par opposition autres partis. Cette corrélation est statistiquement significative dans l'ensemble des cas à l'exception de la droite radicale populiste en Europe occidentale où les évaluations économiques sociotropiques n'ont pas d'effet significatif.

L'impact de la perception de la conjoncture économique nationale sur la probabilité de vote est plus visible pour les populismes de droite radicale dans les pays de l'ancien bloc soviétique avec des probabilités prédites variant de 0,52 pour les répondants qui voient une nette amélioration de la situation économique à 0,22 chez ceux qui disent percevoir une dégradation forte (modèle 1). S'agissant des centro-populismes (modèle 4), l'effet est plus modéré avec des probabilités de 0,13 à 0,03. Un effet substantiel est également observable pour les partis de la gauche populiste avec, là aussi, une diminution significative de la probabilité de vote de 0,25 à 0,11 chez les individus qui disent voir une dégradation de l'économie nationale. Ce dernier résultat apparaît en partie en contradiction avec l'importance, souvent évoquée, des griefs économiques dans l'essor du populisme de gauche dans le sillage de la crise financière de 2008 (Kriesi et Pappas 2015).

Cette corrélation négative entre vote populiste et évaluation critique de la conjoncture économique peut sans doute éclairer le déficit de crédibilité économique et gestionnaire de nombre de partis populistes en Europe. Face à ce qui est perçu comme une détérioration de la situation économique, les électeurs sembleraient ainsi se détourner de mouvements populistes protestataires et leur préférer des partis traditionnels plus établis et plus crédibles sur le plan économique. Dans le contexte est-européen, cet effet est de surcroît potentiellement endogène : ainsi que nous l'avons souligné plus haut, la présence de formations populistes au pouvoir pourrait éclairer une logique de vote sanction par des électeurs non-populistes qui attribueraient la responsabilité des mauvaises performances économiques aux gouvernements populistes en place.

I.II.VI. Interactions

Ces diverses observations nous invitent à prolonger la réflexion sur les effets de la question centrale de la redistribution et l'intérêt de considérer les possibles interactions entre facteurs économiques et culturels, ce qui pourrait se jouer entre protection des intérêts matériels et défense d'intérêts immatériels (Reynié 2013). De Vries (2018a) rappelle l'importance de comprendre comment divers enjeux de dislocation économique et d'insécurité culturelle peuvent opérer de concert dans la structuration de la demande populiste en Europe. De nombreux travaux récents envisagent, nous l'avons largement évoqué dans le mémoire d'habilitation, de telles interactions entre économie et culture (Finseraas 2008, Ballard-Rosa et al. 2017, Colantone et Stanig, 2018a, 2018b, Green et al. 2018, Jennings et Stoker 2016, Magni 2018, Inglehart 2018).

Les données de l'enquête électorale européenne de 2019 nous offrent l'opportunité d'explorer certaines de ces interactions entre facteurs économiques et culturels, gardant à l'esprit les contraintes imposées par la construction du questionnaire et les indicateurs à disposition. Pour l'essentiel ici, on se concentre sur deux paramètres attitudinaux relatifs à la redistribution et à l'immigration, comme indicateurs de la dimension économique, d'une part, et culturelle, d'autre part [12], auxquels on adjoint la perception par les individus de la conjoncture économique, dont on a vu qu'elle exerce des effets significatifs sur les votes populistes.

La présence de clivages culturels et identitaires peut conditionner de manière significative les attitudes socio-économiques des individus, en particulier s'agissant de la redistribution (Alesina et Glaeser 2004, Alesina et al. 2019). On peut à cet égard faire l'hypothèse d'effets différentiels des attitudes à l'égard de la distribution en fonction de la « menace » perçue de l'immigration, et cet effet est par ailleurs susceptible de varier au regard de l'évaluation par les individus de la situation économique nationale. La nature de nos données ne nous permet évidemment pas d'établir un quelconque « chemin causal » et il est naturellement possible d'envisager les interactions considérées ici de manière inverse, à savoir l'effet conditionnel des attitudes à l'égard de la redistribution sur le degré d'hostilité à l'immigration.

Ces hypothèses sont testées dans des modèles d'interactions basés sur les paramètres des modèles précédents (modèles 1 à 4 du Tableau 5). On conserve l'ensemble des indicateurs sociodémographiques et attitudinaux auxquels sont ajoutés les termes d'interactions pour les variables retenues, à savoir : la redistribution, l'immigration et la conjoncture économique

[12] Nous sommes ici limités par les variables de l'enquête. L'immigration touche naturellement à la fois à des aspects économiques et culturels et il faudrait pouvoir disposer d'indicateurs plus spécifiques.

nationale. Pour des raisons d'économie, on ne montre pas ici l'ensemble des tableaux, pour se concentrer sur les effets d'interactions et les effets globaux des variables d'intérêt. Notons toutefois que, dans tous les cas, l'introduction des interactions ne modifie pas de manière significative les effets propres des autres variables dans les modèles 1 à 4 du Tableau 5.

Dans le cas des populismes de gauche et du centre, de tels termes d'interactions n'ont pas d'effets notables. A gauche, l'interaction entre immigration et redistribution n'est pas statistiquement significative (coefficient de 0,001, p=0,81) : les enjeux économiques et culturels conservent leurs effets propres et n'interagissent pas dans la structuration du vote en faveur de mouvements tels que Podemos, Syriza, le SP néerlandais, le Sinn Féin irlandais, le Bloc de Gauche portugais ou la France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Le soutien apporté à la redistribution demeure ici le principal facteur du vote de gauche populiste et l'hostilité envers l'immigration n'a pas d'effet significatif. De la même façon, on ne note pas d'effet substantiel d'interaction entre les attitudes à l'égard de la redistribution et l'évaluation de la conjoncture économique (coefficient de 0,03, p=0,03).

Une conclusion similaire s'applique au cas des centro-populismes et des droites radicales en Europe orientale. S'agissant des premiers, on n'observe aucune interaction significative entre les attitudes à l'égard de l'immigration et de la redistribution sur la probabilité de vote pour des partis tels que le GERB bulgare, l'ANO en République Tchèque, le Kukiz'15 polonais ou le SaS slovaque (coefficient de -0,004, p=0,23). Chacune des deux variables exerce ici son effet propre indépendamment de l'autre et ces effets demeurent en outre assez peu substantiels, confirmant les résultats antérieurs du modèle 4 (Cf. Tableau 5). A l'instar du populisme de gauche, l'évaluation par les individus de la conjoncture économique nationale ne conditionne pas non plus l'effet des attitudes à l'égard de la redistribution (coefficient de -0,002, p=0,86) ou de l'immigration (coefficient de -0,007, p=0,55) chez les supporters des partis centristes anti-establishment.

A droite de l'échiquier politique est-européen, le soutien aux formations populistes demeure structuré à la fois par les facteurs économiques et culturels : l'immigration et la redistribution continuent d'exercer un effet distinct et substantiel sur la probabilité de vote pour ces partis. Le terme d'interaction est significatif et négatif (coefficient de -0,01, p=0,02), qui tend à montrer un infléchissement de l'effet de la redistribution chez les électeurs les plus hostiles à l'immigration, mais cet effet d'interaction demeure au final très peu substantiel. Les attitudes à l'égard de l'immigration ou de la redistribution n'interagissent donc pas de manière significative sur la propension des électeurs est-européens à se tourner vers des mouvements de droite radicale populiste, qu'il s'agisse de partis conservateurs radicalisés tels que le PiS polonais ou le Fidesz hongrois, ou de mouvements plus périphériques tels que le SPD tchèque, Volya en Bulgarie ou le SNS et Sme Rodina en Slovaquie.

L'hypothèse d'effets différentiels des attitudes à l'égard de la distribution en fonction de la « menace » perçue de l'immigration paraît corroborée en revanche dans le cas des formations de droite radicale populiste en Europe occidentale. Un premier terme d'interaction entre redistribution et immigration montre un effet significatif et substantiel (coefficient de 0,01, p<0,001), tandis que chacun des deux paramètres maintient par ailleurs son effet global, positif pour l'immigration et négatif pour la redistribution. Le signe positif du terme d'interaction suggère toutefois un effet plus positif des attitudes à l'égard de la redistribution pour les niveaux plus élevés d'hostilité à l'encontre de l'immigration. Ce premier résultat tend à confirmer l'hypothèse de l'impact différentiel de la demande de redistribution chez des

individus caractérisés par un plus fort degré d'anxiété culturelle –approchée de manière assez « frustre » ici au travers de la variable immigration– sur le vote de droite radicale populiste en Europe occidentale.

Cet effet d'interaction des enjeux de redistribution et d'immigration est par ailleurs lui-même susceptible de varier au regard de l'évaluation par les individus de la conjoncture économique nationale. On introduit ici un effet triple d'interaction entre ces trois paramètres. Ce modèle est présenté *in extenso* dans le Tableau 7.

Tableau 7. Régression logistique binaire : vote de droite radicale populiste en Europe occidentale et effets d'interactions des attitudes à l'égard de la redistribution et de l'immigration en fonction de l'évaluation de la conjoncture économique nationale

	Droite Pop. vs autres partis (Europe de l'ouest)
Genre (réf=Homme)	-0,41 (0,08)***
Age (cont.)	-0,01 (0,003)***
Diplôme Moyen (réf=Bas)	-0,11 (0,15)
Diplôme Haut	-0,44 (0,16)**
En Cours d'étude	-0,93 (0,26)***
Pratique Relig. irrégulière (réf=Sans religion/Jamais)	0,04 (0,09)
Pratique Relig. régulière	-0,09 (0,11)
Ville petite/Moyenne (réf=Grande ville)	-0,001 (0,09)
Village/zone rurale	0,09 (0,10)
Niveau de vie subjectif (échelle)	-0,06 (0,04)
Classe subj. Moyenne (réf=Classe ouvrière)	-0,02 (0,11)
Supérieure	-0,24 (0,30)
Autre classe	-0,62 (0,44)
Satisfaction démocratie	-0,41 (0,06)***
Confiance Parlement national	-0,20 (0,04)***
Redistribution	-0,26 (0,08)**
Mariage homosexuel	-0,06 (0,01)***
Droits vie privée	-0,03 (0,01)*
Pol.Restrictive d'immigration	-0,15 (0,06)*
Environnement	-0,13 (0,02)***
Soutien régime démocratique	-0,05 (0,02)*
Intégration européenne	-0,26 (0,01)***
Économie pire	-0,35 (0,14)*
Redistribution*Économie	0,04 (0,02)
Immigration*Économie pire	0,06 (0,02)***
Redistribution*Immigration	0,05 (0,01)***
Redistribution*Immigration*Économie pire	-0,01 (0,003)**
Constante	5,63 (0,57)***

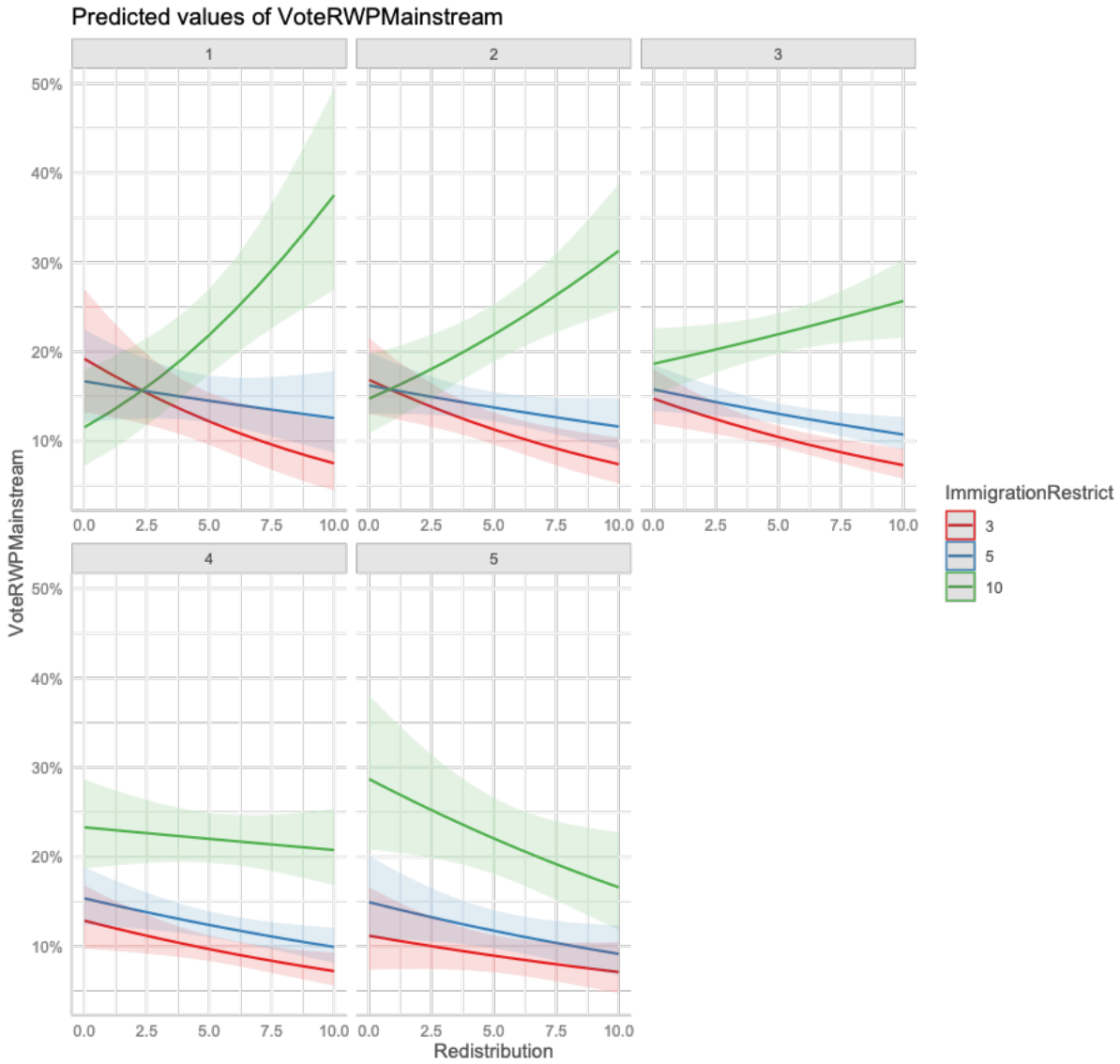
(suite)	Droite Pop. vs autres partis (Europe de l'ouest)
Likelihood ratio (LR) test	1934,3
dl	38
Prob.Chi2	< 0,001
Observations	5997
Log Likelihood	-2250,00
Akaike Inf. Crit.	4577,00

Notes: *p<0,05; **p<0,01; ***p<0,001
Vote élections européennes de 2019
Erreurs standards robustes clustérisées par pays entre parenthèses, effets fixes par pays
European Election Voter Study 2019

Les effets d'interactions sont tous significatifs et substantiels, à l'exception de l'interaction entre les attitudes à l'égard de la redistribution et la perception de la situation économique nationale (coefficient de 0,04, *p*=0,07). Notons que chacune des autres variables sociodémographiques et attitudinales conserve l'effet qui était le sien dans le modèle initial présenté plus haut (modèle 2 du Tableau 5). Par ailleurs, on observe une réduction significative du critère d'information d'Akaike (AIC de 4 592 dans le modèle initial à 4 577 dans le modèle avec interactions), qui atteste de la signification des effets d'interactions envisagés en dépit de l'augmentation du nombre de paramètres.

Ces effets sont représentés graphiquement dans la figure 3. Chacun des panneaux correspond à un niveau de l'échelle en 5 positions d'évaluation de la conjoncture, de « meilleure » dans le panneau 1 en haut à gauche à « pire » dans le panneau 5 en bas à droite. Dans chaque panneau, l'axe horizontal représente le niveau de soutien à la redistribution sur une échelle en 10 positions. Pour faciliter la lecture, on retient simplement ici trois niveaux d'opposition à l'immigration, qui correspondent à la distribution effective des répondants sur l'échelle en dix positions : faible (niveau 3), modérée (niveau 5) et forte (niveau 10). Notons que ce dernier niveau réunit une part importante de 19,8 % de l'ensemble de l'échantillon et peut donc être considéré séparément.

Figure 3. Effets d'interactions des attitudes à l'égard de la redistribution et de l'immigration en fonction de l'évaluation de la conjoncture économique nationale sur le vote de droite radicale populiste en Europe occidentale



Note : Probabilités estimées sur la base du modèle logistique du tableau 7, avec un triple effet d'interaction entre les attitudes à l'égard de la redistribution et de l'immigration en fonction de l'évaluation de la conjoncture économique nationale.

Globalement, on le voit, un soutien plus élevé à la redistribution diminue de manière significative la probabilité de vote en faveur des droites radicales ouest-européennes. Cet effet est net pour les individus dont les préférences anti-immigration sont par ailleurs faibles ou modérées, c'est-à-dire les deux lignes les plus basses dans les différents panneaux de la Figure 3, et il opère en outre relativement indépendamment, nous l'avons indiqué, de l'évaluation par les individus de la conjoncture économique nationale. S'agissant en revanche des individus les plus hostiles à l'immigration (position 10 sur l'échelle, ligne haute des graphes), on observe un effet modificateur significatif de la variable de situation économique sur l'interaction entre l'immigration et la redistribution. Ainsi, lorsque la conjoncture est

perçue comme dégradée (panneaux 4 et 5 dans la partie basse du graphe), la redistribution n'a qu'un très faible effet et, qui plus est, négatif sur la probabilité de vote en faveur des forces de droite radicale populiste. A l'inverse, lorsque les répondants perçoivent une amélioration ou une conjoncture économique inchangée, la combinaison de préférences anti-immigration fortes et d'un soutien à la redistribution produit un effet positif significatif sur la propension à soutenir ces partis. Cet effet modificateur de l'évaluation sociotropique de la situation économique nationale est particulièrement visible chez les individus qui perçoivent une amélioration de cette situation (panneaux 1 et 2 en haut à gauche sur le graphe).

S'ils demeurent très exploratoires, ces résultats rejoignent certaines des conclusions des travaux relatifs au sentiment de « privation relative » (Rooduijn et Burgoon 2018) et l'impact différentiel du sentiment d'insécurité économique des individus dans un contexte national de relative prospérité. L'hypothèse d'une forme de frustration sociale alimentée par le sentiment de n'être pas totalement associé à la distribution de la richesse nationale apparaît ici particulièrement marqué chez les individus qui témoignent par ailleurs du plus fort niveau de rejet de l'immigration, renvoyant aux observations de Rooduijn et Burgoon concernant les liens entre le sentiment de privation relative, d'une part, et la stigmatisation des immigrés comme bénéficiaires « illégitimes » de ce même partage, d'autre part.

I.II.VII. Unis par la critique de l'UE ?

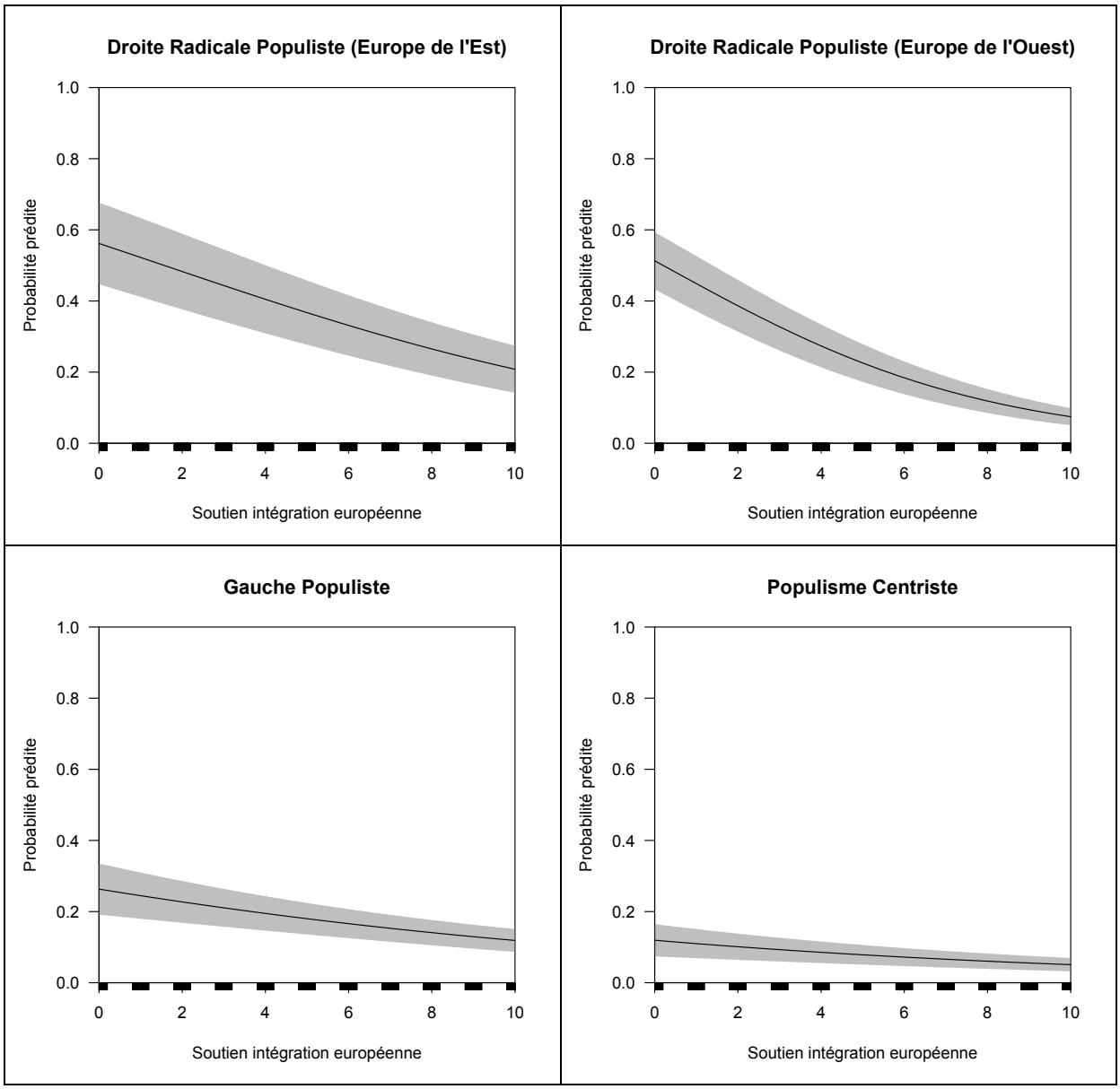
Au-delà de la diversité de leurs positions sur l'axe politique, les variantes du populisme européen montrent une convergence nette sur les enjeux de l'intégration européenne. Notons ici qu'en l'absence d'indicateurs de mesure des attitudes des électorats européens de 2019 à l'égard de la globalisation au sens le plus large, la question du rapport à l'UE peut servir de *proxy* très imparfaite de la structuration d'attitudes relatives à l'internationalisation ; elle permet par ailleurs d'envisager la relation spécifique que le populisme entretient avec l'opposition à l'Europe.

Ainsi que relevé dans la littérature récente, l'euroscepticisme est devenu une caractéristique commune à de nombreux partis populistes, indépendamment de leur localisation sur la dimension idéologique gauche-droite (Kneuer 2019, Kriesi 2020). Si les acteurs populistes se distinguent encore les uns des autres au regard des répertoires et des arguments qu'ils utilisent pour forger leur critique de l'UE et justifier leur opposition à l'intégration européenne, et si l'intensité de cette opposition peut également varier selon les partis et les contextes, on observe néanmoins un processus de confluence des électorats populistes en ce qui concerne les attitudes négatives et la défiance vis-à-vis de l'Europe, qui contribue progressivement à gommer les frontières idéologiques qui persistent par ailleurs entre ces divers groupes d'électeurs (Ivaldi et Zaslove 2015, De Vries 2018, Rama et Santana 2020).

Les données de l'enquête EES 2019 confirment le rôle de l'opposition à l'intégration européenne comme moteur des votes populistes en Europe. Les électeurs populistes de gauche, de droite et du centre partagent tous, à des degrés divers, une même méfiance à l'égard de l'UE, qui les distingue des autres partis (modèles 1 à 4). La figure 4 illustre les probabilités prédites de vote pour un parti populiste par opposition à un autre parti selon les différents niveaux de soutien à l'intégration européenne. L'effet de la variable « Europe » est substantiel, on le constate, pour les électeurs de droite radicale populiste des deux côtés de

l'ancien rideau de fer. S'il est significatif, il demeure en revanche plus modeste pour les populismes de gauche et du centre.

Figure 4. Effet des attitudes vis-à-vis de l'intégration européenne sur le vote populiste en Europe



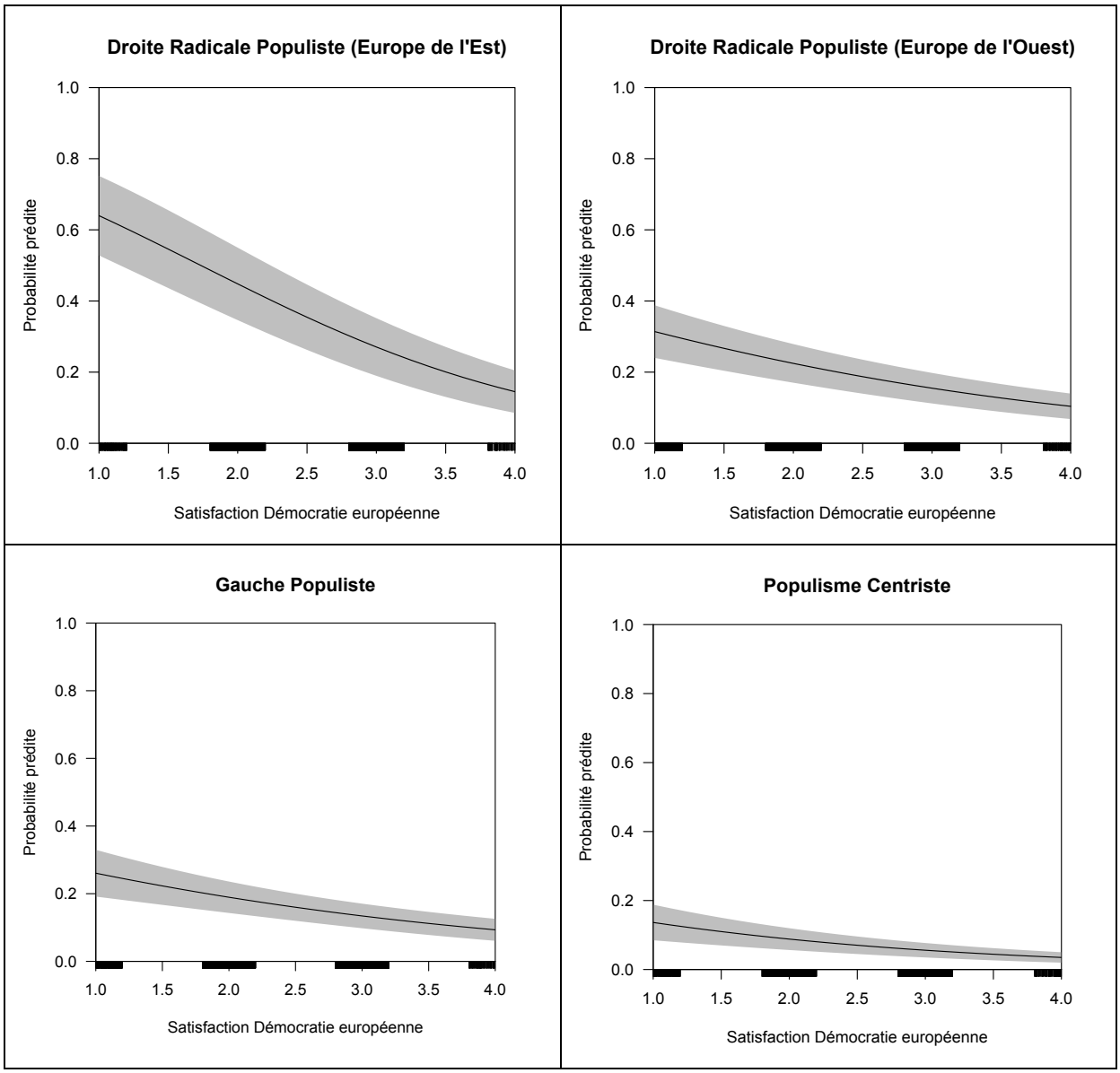
Note : Probabilité estimée de voter pour les partis de droite radicale populiste en Europe de l'Est et de l'Ouest, les partis de gauche populiste et centro-populistes selon différents niveaux de soutien à l'intégration européenne. Les calculs sont basés sur les modèles logistiques du tableau 5 et estimés à partir des effets marginaux moyens (AMEs).

Cet effet est particulièrement notable et homogène pour les mouvements de droite radicale populiste en Europe occidentale, qui, à l'instar de partis tels que le RN français, le FPÖ autrichien, le PVV néerlandais ou la Lega italienne, ont généralement pris des positions eurosceptiques et anti-européennes « plus dures » depuis le milieu des années 1990 (modèle 2). Les probabilités prédites passent de 0,51 à 0,08 d'un extrême à l'autre de l'échelle de soutien à l'intégration européenne. De l'autre côté du rideau de fer, le vote de droite radicale populiste est également fortement corrélé avec les attitudes à l'égard de l'intégration européenne, avec des probabilités variant de 0,56 à 0,25 mais des intervalles de confiance légèrement plus étendus, qui attestent d'une plus grande variabilité dans l'impact du rapport à l'UE en Europe orientale (modèle 1). L'effet de la variable « Europe » est, on le constate, moins marqué en revanche à gauche de l'échiquier populiste ou s'agissant des électeurs centro-populistes d'Europe de l'Est, avec des probabilités prédites variant de 0,26 à 0,13 pour les premiers (modèle 3), et de 0,12 à 0,05 pour les seconds (modèle 4).

Cette polarisation du scepticisme à l'égard de l'UE au sein des droites radicales populistes est attestée par les modèles de contraste des électeurs populistes entre eux. Le modèle 5 confirme que les attitudes eurosceptiques sont en effet comparativement plus prononcées chez les supporters de la droite radicale que chez leurs homologues de la gauche populiste. En revanche, dans les pays d'Europe orientale où le populisme s'épanouit à la fois dans ses variantes de droite radicale et de centrisme anti-establishment, on n'observe pas de différence notable entre les deux groupes d'électeurs populistes au regard de leurs attitudes vis-à-vis de l'UE (modèle 6). S'agissant de l'Europe occidentale, ces différences sont à rapprocher des évolutions de la structure de la compétition partisane sur les enjeux de l'intégration européenne dans l'ère post-Maastricht. L'étude longitudinale récente conduite par Schäfer et al. (2020) depuis la fin des années 1970 montre un moment de rupture significatif après l'adoption du traité de Maastricht dans les anciens États membres, et un alignement progressif des enjeux européens sur la dimension culturelle dont on sait qu'elle constitue par ailleurs un facteur central de mobilisation pour les droites radicales.

Au-delà de leur opposition au processus même d'intégration européenne, la plupart des électeurs populistes expriment également leur mécontentement quant au fonctionnement de la démocratie au sein de l'UE. On reprend ici la spécification des modèles du tableau 5 avec l'ajout de la variable de satisfaction vis-à-vis du fonctionnement démocratique de l'Europe. Le jugement porté sur la démocratie au sein de l'UE a une forte incidence sur la probabilité de voter pour les partis populistes, indépendamment du niveau de soutien à l'intégration européenne, qui continue, par ailleurs, d'exercer son effet distinct. Comme le montre la figure 5, le degré de satisfaction des électeurs à l'égard du fonctionnement démocratique de l'Europe diminue considérablement la probabilité prédite de soutenir les partis populistes à l'occasion du scrutin européen de mai 2019. Cet effet est significatif et substantiel dans tous les électorats populistes, de façon plus marquée pour les électeurs de droite radicale en Europe de l'Est où le « déficit démocratique » de l'UE, tel que perçu par les électeurs, paraît nourrir le plus fortement la contestation populiste de l'Europe.

Figure 5. Effet de la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie européenne sur le vote populiste



Note : Probabilité de vote prédite pour les partis de droite radicale populiste en Europe de l'Est et de l'Ouest, les partis de gauche populiste et centro-populistes selon différents niveaux de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie au sein de l'UE. Les calculs sont basés sur les modèles du tableau 5, auxquels on ajoute la variable « satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie de l'UE » (modèles non présentés ici). Les probabilités prédites sont estimées à partir des effets marginaux moyens (AMEs).

Ces résultats confirment l'importance de la dimension européenne dans la mobilisation populiste et contribuent à souligner la convergence qui existe aujourd'hui entre les divers acteurs du populisme sur la question de l'UE et l'instrumentalisation des multiples griefs exprimés à l'encontre de l'Europe et de ce qui demeure encore trop souvent perçu comme un déficit démocratique des institutions européennes (Mény 2003). Rappelons en outre ici que la littérature sur l'euroscepticisme a démontré l'impact de la variable « Europe » y compris dans des scrutins nationaux où cette ligne de conflit, à l'image de l'élection présidentielle française de 2017, s'est très largement imposée.

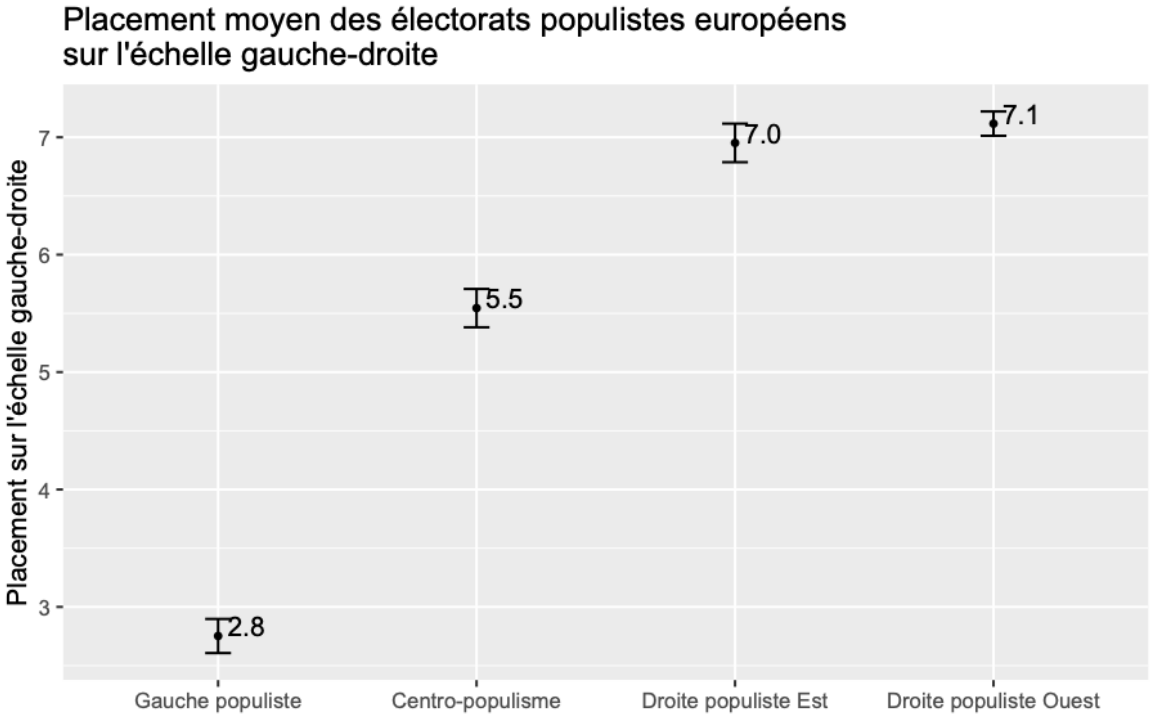
I.III. Populisme et identités politiques

Au-delà des dimensions de valeurs socio-économiques et culturelles ou des enjeux liés à l'intégration européenne, la question se pose, pour terminer, de l'interaction du populisme et des orientations idéologiques plus profondes, en particulier les identités politiques de gauche et de droite, qui constituent traditionnellement des facteurs déterminants du choix électoral (Huber 1989, Knutsen 1995, Van der Eijke et al. 2005, Freire 2008, Enyedi et Deegan-Krause 2013), en lien avec les axes socio-économique et culturel de compétition (De Vries et al. 2013). S'il entend « verticaliser » l'espace politique, en imposant l'opposition fondamentale du « peuple » et des « élites », le populisme n'opère cependant pas de façon totalement indépendante des « vieilles » identités politiques.

I.III.I. Populismes de gauche et de droite

Les données de l'enquête EES 2019 permettent de tester l'effet de l'affiliation idéologique sur les votes populistes tels qu'ils se manifestent aux divers pôles de l'axe politique. Une première analyse bivariée montre que ces électorats ne se distribuent pas de manière uniforme sur le spectre idéologique mais demeurent bien ancrés au sein de leurs sous-systèmes politiques, en particulier s'agissant des populismes de droite et de gauche radicales que l'on retrouve bien aux deux extrémités de l'axe idéologique. Parallèlement, les données confirment le positionnement médian des électeurs centro-populistes (Cf. Figure 6). Ces résultats font écho, rappelons-le, à la localisation des acteurs partisans eux-mêmes, telle que mise en évidence plus haut à partir des données de l'enquête « experts » POPPA conduite en 2018 dans un grand nombre de pays européens, qui suggèrent que les mouvements populistes occupent plusieurs espaces à gauche, au centre et à droite de l'échiquier politique (voir I.I.).

Figure 6. Placement moyen des électeurs populistes sur l'axe gauche droite



*Moyenne du placement sur une échelle gauche-droite de 0 à 10 pour chaque électorat populiste. Les barres verticales représentent les intervalles de confiance (IC) à 95 % autour de la moyenne.

L'effet de l'affiliation idéologique mérite d'être testé en regard des caractéristiques sociodémographiques des individus et des dimensions d'attitudes dont on a souligné plus haut qu'elles structurent très fortement pour certaines d'entre elles les votes populistes. On reprend ici les modèles logistiques présentés dans le tableau 5 en y ajoutant le placement par les individus sur l'échelle gauche-droite (Cf. tableau 8 ci-dessous). Notons qu'une proportion non négligeable d'enquêtés refuse de se positionner sur cette échelle (N=3712, soit 14 % de l'échantillon total). Une série de modèles (non montrée ici) testant l'effet d'un tel refus de se positionner sur l'axe idéologique ne fait apparaître aucune différence significative quant aux probabilités de votes populistes.

Tableau 8. Régressions logistiques binaires : votes populistes aux élections européennes de 2019 (variables d'attitudes, contrôles sociodémographiques et affiliation idéologique)

	Droite Pop. vs Autres partis (Europe de l'Est)	Droite Pop. vs autres partis (Europe Ouest)	Gauche Pop. vs autres partis	Centro-Pop. vs autres partis	Droite Pop. vs Gauche Pop.	Droite Pop. vs Centro-Pop.
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Genre (réf=Homme)	-0.18 (0.12)	-0.42 (0.09)***	-0.07 (0.09)	0.09 (0.09)	-0.44 (0.21)*	-0.21 (0.14)
Age (cont.)	-0.01 (0.004)*	-0.01 (0.003)**	-0.002 (0.003)	-0.005 (0.003)	-0.01 (0.01)	-0.0004 (0.005)
Diplôme Moyen (réf=Bas)	0.57 (0.41)	-0.18 (0.17)	-0.26 (0.26)	-0.24 (0.29)	0.02 (0.55)	-0.17 (0.35)
Diplôme Haut	0.50 (0.41)	-0.44 (0.17)**	-0.27 (0.25)	-0.44 (0.29)	0.03 (0.56)	-0.12 (0.36)
En Cours d'étude	0.27 (0.49)	-0.86 (0.28)**	-0.43 (0.32)	-0.41 (0.35)	0.35 (0.76)	0.06 (0.51)
Pratique Relig. irrégulière (réf=Sans religion/Jamais)	0.26 (0.14)	-0.05 (0.09)	-0.16 (0.11)	0.14 (0.12)	0.11 (0.25)	-0.02 (0.18)
Pratique Relig. régulière	-0.13 (0.17)	-0.15 (0.12)	-0.45 (0.14)**	-0.13 (0.13)	-0.21 (0.30)	0.22 (0.19)
Ville petite/Moyenne (réf=Grande ville)	0.28 (0.13)*	-0.08 (0.10)	-0.05 (0.10)	0.23 (0.11)*	0.05 (0.25)	0.04 (0.15)
Village/zone rurale	0.30 (0.15)	-0.01 (0.11)	-0.12 (0.13)	0.16 (0.13)	0.35 (0.28)	0.23 (0.19)
Niveau de vie subjectif (échelle)	-0.18 (0.06)**	-0.07 (0.04)	-0.09 (0.05)	0.02 (0.05)	-0.09 (0.10)	-0.10 (0.07)
Classe subj. Moyenne inf. (réf=Classe ouvrière)	-0.12 (0.18)	0.02 (0.14)	-0.50 (0.14)***	-0.04 (0.16)	-0.13 (0.30)	-0.23 (0.23)
Moyenne	-0.14 (0.18)	-0.11 (0.13)	-0.38 (0.14)**	-0.08 (0.15)	-0.04 (0.28)	-0.12 (0.21)
Moyenne sup.	0.06 (0.25)	-0.53 (0.17)**	-0.98 (0.22)***	-0.18 (0.20)	0.99 (0.47)*	0.05 (0.28)
Supérieure	0.33 (0.65)	-0.59 (0.31)	-0.39 (0.47)	0.07 (0.40)	0.27 (0.76)	-0.08 (0.65)
Autre classe	-0.20 (0.58)	-0.78 (0.52)	-0.86 (0.67)	0.21 (0.57)	-0.52 (1.39)	0.50 (0.91)
Échelle gauche-droite	0.24 (0.03)***	0.40 (0.02)***	-0.43 (0.02)***	0.04 (0.02)*	0.76 (0.06)***	0.19 (0.03)***
Satisfaction Démocratie	0.39 (0.09)***	-0.41 (0.06)***	-0.15 (0.07)*	0.18 (0.07)**	-0.10 (0.15)	-0.14 (0.10)
Confiance Parlement national	0.25 (0.06)***	-0.19 (0.04)***	0.03 (0.05)	0.02 (0.05)	-0.12 (0.11)	0.06 (0.07)
Redistribution	0.11 (0.02)***	0.03 (0.02)	0.08 (0.02)***	0.05 (0.02)**	0.01 (0.04)	0.03 (0.02)
Mariage homosexuel	-0.15 (0.02)***	-0.03 (0.01)*	0.02 (0.02)	-0.04 (0.01)**	-0.09 (0.03)**	-0.12 (0.02)***
Droits vie privée	0.01 (0.02)	-0.01 (0.01)	0.05 (0.02)**	-0.01 (0.02)	-0.03 (0.04)	-0.01 (0.02)
Pol.Restrictive d'immigration	0.11 (0.02)***	0.08 (0.01)***	-0.003 (0.02)	0.04 (0.01)**	0.18 (0.03)***	0.10 (0.02)***
Environnement	-0.03 (0.02)	-0.09 (0.02)***	-0.06 (0.02)**	-0.01 (0.02)	-0.03 (0.04)	-0.05 (0.03)
Soutien régime démocratique	-0.14 (0.03)***	-0.06 (0.02)*	-0.08 (0.03)**	-0.09 (0.02)***	-0.05 (0.05)	-0.09 (0.03)**
Intégration européenne	-0.16 (0.02)***	-0.25 (0.02)***	-0.08 (0.02)***	-0.09 (0.02)***	-0.22 (0.04)***	-0.05 (0.02)*
Économie pire	-0.36 (0.07)***	-0.03 (0.05)	-0.20 (0.06)***	-0.33 (0.05)***	0.29 (0.12)*	0.13 (0.08)
Constante	-0.81 (0.70)	1.69 (0.45)***	3.10 (0.57)***	1.32 (0.55)*	-1.74 (1.09)	-0.85 (0.76)

(suite)	Droite Pop. vs Autres partis (Europe de l'Est)	Droite Pop. vs autres partis (Europe Ouest)	Gauche Pop. vs autres partis	Centro-Pop. vs autres partis	Droite Pop. vs Gauche Pop.	Droite Pop. vs Centro-Pop.
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Likelihood ratio (LR) test	1149,9	2269	1042,9	375,98	867,71	387,91
dl	33	37	37	34	34	32
Prob.Chi2	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001	< 0,001
Observations	2690	5824	4860	3080	1165	1307

Notes: $^{*}p<0.05$; $^{**}p<0.01$; $^{***}p<0.001$

Vote élections européennes de 2019

Erreurs standards robustes clustérisées par pays entre parenthèses, effets fixes par pays

European Election Voter Study 2019

Une première observation peut être faite quant à la qualité des modèles ainsi obtenus. Le Tableau 9 présente les valeurs des critères d'information d'Akaike (AIC) et de Schwarz (BIC) pour les modèles avec et sans variable idéologique, sur des échantillons analytiques comparables, c'est-à-dire tenant compte des valeurs manquantes pour le placement sur l'échelle gauche-droite. Dans tous les cas ou presque, on observe une réduction importante des deux critères avec l'inclusion de la dimension gauche-droite. Les valeurs du BIC confirment en particulier que cette dernière constitue une variable particulièrement significative dans les trois premiers modèles, concernant respectivement les droites radicales populistes à l'Est et à l'Ouest de l'Europe, et la gauche populiste. A l'inverse, la prise en compte de la dimension gauche-droite pour les populismes du centre ne produit aucun effet notable sur la qualité du modèle.

Tableau 9. Comparaison des modèles après introduction de l'affiliation idéologique : critères d'information d'Akaike (AIC) et de Schwarz (BIC)

AIC/BIC	Droite Pop. vs Autres partis (Europe de l'Est)	Droite Pop. vs autres partis (Europe Ouest)	Gauche Pop. vs autres partis	Centro-Pop. vs autres partis
Modèle	(1)	(2)	(3)	(4)
Sans affiliation idéologique	2180/2374	4422/4669	3674/3914	3105/3310
Avec affiliation idéologique	2081/2281	4014/4267	3281/3528	3102/3313
N	2 690	5 824	4 860	3 080

Sans surprise, le vote populiste apparaît fortement influencé par l'orientation idéologique générale des individus lorsque ces derniers se placent sur l'échelle gauche-droite. Les effets marginaux significatifs de l'affiliation gauche-droite des électeurs viennent à l'appui de la notion de populisme comme idéologie « fine » arrimée à des systèmes de valeurs plus denses qui contribueraient à distinguer entre elles les diverses occurrences populistes.

Le soutien aux trois principales variantes de populisme est significativement corrélé avec l'idéologie gauche-droite des électeurs européens de mai 2019, y compris en contrôlant les

effets du profil sociodémographique des individus ou leurs attitudes sur les principales dimensions de compétition.

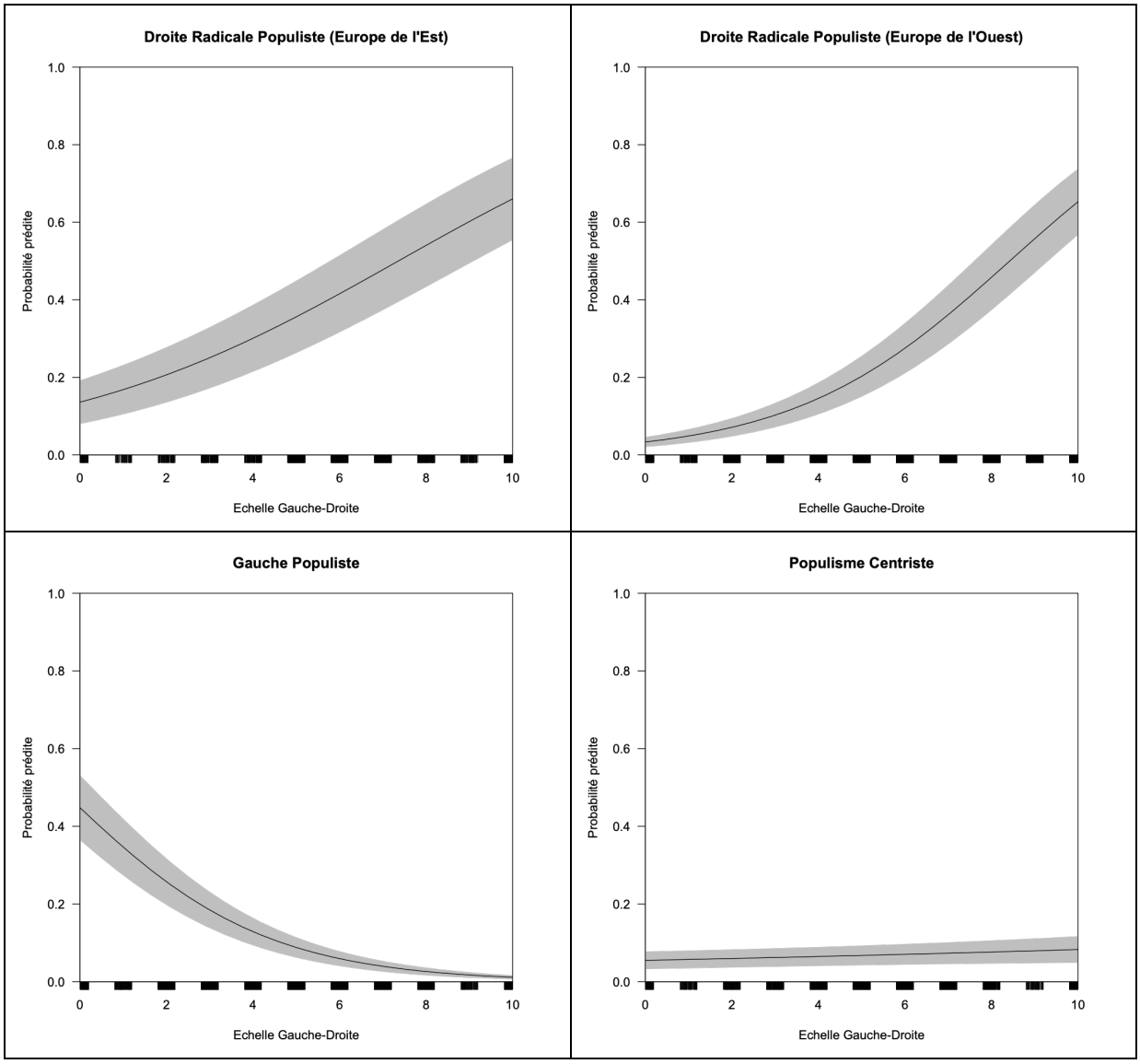
Cet ancrage du populisme dans des sous-cultures politiques distinctes est naturellement particulièrement visible pour les droites et les gauches radicales populistes (modèles 1, 2 et 3), beaucoup moins en revanche pour les électeurs centro-populistes. Le fait que les électeurs populistes tendent à se distribuer aux deux extrêmes du continuum gauche-droite est conforme aux conclusions de travaux antérieurs. Rooduijn et Akkerman (2017) montrent notamment que la plupart des partis populistes d'Europe occidentale sont également des partis radicaux et qu'ils se situent principalement aux deux extrêmes gauche et droite du spectre politique.

S'agissant des droites radicales populistes, le placement à droite sur l'axe idéologique produit une augmentation substantielle de la probabilité de vote, de 0,05 à gauche de l'axe jusqu'à plus de 0,65 pour la position la plus droitière, en Europe occidentale, et de 0,15 à 0,65 dans les pays de l'ancien bloc soviétique. Ces résultats confirment le tropisme principalement droitier de ce type de populisme, en dépit de la diversification de sa base électorale et de l'apport souvent conséquent d'électeurs populaires venus de la gauche, en particulier en Europe de l'ouest (Oesch et Rennwald 2018). A cet égard, il faut rappeler, ainsi que le fait Reynié (2012), que la migration ouvrière vers des partis tels que le FN, le FPÖ ou la Lega traduit un mouvement plus profond de « droitisation des classes populaires » (p.XI). Ce mouvement a notamment été décrit pour le cas de la France par Gougou et Mayer (2013) et Gougou (2015) comme le produit d'un réalignement électoral entamé dès le début des années 1980, et qui a profité aux partis de droite, pas uniquement au mouvement lepéniste.

L'importance de la variable idéologique est également visible à gauche de l'échiquier politique : le soutien au populisme de gauche est significativement et négativement corrélé avec le positionnement sur l'échelle. Ici aussi, l'effet est très substantiel, avec des probabilités estimées de 0,44 à 0,01 de l'extrémité gauche à l'extrémité droite de l'axe. En ce qui concerne, enfin, les électeurs centro-populistes, les données font apparaître un positionnement moyen légèrement plus à droite des électeurs des autres partis, avec, cependant, un effet très peu substantiel de l'affiliation idéologique sur la probabilité de soutenir un parti de ce type [13]. Au final, ces électeurs semblent échapper à la logique gauche-droite telle qu'elle continue de prédominer encore pour les autres électorats populistes européens, confirmant ainsi l'hypothèse formulée dans la littérature d'un populisme du « centre » positionnel en Europe orientale.

[13] Notons qu'un modèle quadratique de l'échelle gauche-droite fait apparaître des coefficients statistiquement significatifs, qui indiquent un effet curvilinéaire de l'idéologie gauche-droite sur la probabilité de vote centro-populiste (respectivement 0,22 et -0,02 pour les termes simple et carré, significatifs à p <0,01). Cet effet suggère une plus grande propension à soutenir ces partis au centre-droit de l'échiquier politique. Toutefois, il demeure peu substantiel au regard des probabilités prédites et assez hétérogène considérant la taille des intervalles de confiance.

Figure 7. Effet de l'idéologie gauche-droite sur le vote populiste en Europe



Note : Probabilité estimée de voter pour les partis de droite radicale populiste en Europe de l'Est et de l'Ouest, les partis de gauche populiste et centro-populistes selon la position sur l'échelle gauche-droite [0-10]. Les calculs sont basés sur les modèles logistiques du tableau 8 après ajout de l'affiliation idéologique (échelle gauche-droite en 11 positions), et estimés à partir des effets marginaux moyens (AMEs).

En termes idéologiques, les électeurs de la gauche et de la droite populistes sont clairement situés aux deux extrêmes de l'axe gauche-droite (modèle 5). Dans les sept pays d'Europe où la droite populiste était opposée à un parti de type centro-populiste [14], le modèle 6 de contraste de ces électorats entre eux corrobore également le positionnement plus à droite des supporters de la droite radicale sur le spectre idéologique, un résultat conforme à ce que l'on sait par ailleurs de la localisation de la droite radicale et des acteurs centristes anti-establishment en Europe de l'Est.

[14] A l'exception de l'Italie, tous ces pays sont des pays d'Europe orientale, c'est-à-dire la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la Pologne, la Slovénie et la Slovaquie

I.III.II. Conflits et identités politiques

Au-delà de l'effet propre de l'affiliation politique, la question se pose des interactions de cette dernière avec les principaux axes de conflits sur lesquels le populisme opère. Un rapide examen des corrélations présentées dans le tableau 10 ci-après confirme les liens qui existent entre les identités politiques et les dimensions d'attitudes. On note des corrélations modérées de l'ordre de 0,2 avec les attitudes à l'égard du mariage homosexuel, de l'immigration ou de l'environnement, et une corrélation légèrement plus forte avec la redistribution, de l'ordre de 0,3. En revanche, les variables de confiance politico-institutionnelle ne sont pas liées à la position des répondants sur l'axe gauche-droite, de même que les attitudes à l'égard de la démocratie-régime ou de l'intégration européenne.

Tableau 10. Matrice de corrélations : affiliation gauche-droite et variables d'attitudes

	Gauche -Droite	Satisfaction Démocratie	Confiance Parlement national	Redistribution	Mariage homosexuel	Droits vie privée	Pol.Restrictive d'immigration	Environnement	Soutien régime démocratique
Satisfaction Démocratie	0,05								
Confiance Parlement national	0,02	0,55							
Redistribution	-0,27	-0,11	-0,07						
Mariage homosexuel	-0,24	0,10	0,09	0,10					
Droits vie privée	-0,16	-0,03	-0,04	0,14	0,18				
Pol.Restrictive d'immigration	0,16	-0,03	-0,03	0,02	-0,08	-0,05			
Environnement	-0,20	-0,07	-0,07	0,24	0,15	0,22	0,02		
Soutien régime démocratique	-0,01	0,11	0,09	0,02	0,10	0,02	0,00	0,13	
Intégration européenne	-0,04	0,13	0,13	-0,03	0,09	0,04	-0,21	0,09	0,17

L'introduction de la variable idéologique modifie, ainsi qu'on pouvait l'anticiper, les effets des indicateurs attitudinaux présents dans les modèles initiaux de régressions logistiques. Pour l'essentiel, ces effets demeurent mais de manière atténuée, notamment s'agissant des variables socio-culturelles et économiques qui sont généralement plus fortement corrélées avec l'appartenance gauche-droite des individus (Cf. Tableau 8).

Cette « colinéarité » est visible pour le vote de droite radicale populiste en Europe de l'ouest avec une diminution sensible de l'effet des variables de conservatisme social –mariage homosexuel– et d'attitudes à l'égard de l'immigration : la prise en compte de l'affiliation gauche-droite réduit de manière notable les écarts de probabilités pour ces deux paramètres quand bien même ils sont encore tous deux significatifs. A gauche de l'échiquier politique, l'introduction de la dimension d'idéologie gauche-droite produit une réduction importante de l'effet de la variable de redistribution, avec ces probabilités prédites de 0,06 à 0,12 –contre de 0,07 à 0,27 dans le modèle sans contrôle idéologique. Par ailleurs, les coefficients relatifs au mariage homosexuel et à l'immigration deviennent non-significatifs, attestant de

l'importance, soulignée par ailleurs dans la littérature, des attitudes « culturelles » dans la définition des identités de gauche et de droite (De Vries et al. 2013).

Dans les nations de l'ancien bloc soviétique, l'ajout de la variable d'identité politique ne modifie que très marginalement l'effet des dimensions d'attitudes. S'agissant tout d'abord de la droite radicale est-européenne, ces diverses dimensions apparaissent comme plus indépendantes de l'affiliation idéologique des individus et l'introduction de l'échelle gauche-droite ne produit que peu de changements notables sur les autres termes du modèle. Une même conclusion s'applique au cas des populismes centristes : là aussi, la prise en considération du placement des individus sur l'axe gauche-droite –dont on a vu plus haut qu'il est dans ce cas précis relativement médian– n'a que peu d'impact sur les autres facteurs.

Dans tous les cas, il est important de le noter, l'ajout d'une variable « forte » d'identité politique a peu de conséquence quant aux effets produits par la position des individus sur la dimension européenne : dans l'ensemble des modèles, cette dernière variable conserve son effet propre, indépendamment de l'affiliation idéologique des électeurs populistes, confirmant l'orthogonalité des enjeux européens par rapport à l'axe plus classique de positions gauche-droite classique (Hix et Lord 1997, Belot et al. 2013, Hooghe et al. 2002, Hobolt et Rodon 2020).

Pour aller plus loin, on peut s'interroger sur la nature des interactions qui existent entre l'affiliation idéologique telle que mesurée ici et les principaux conflits structurels sur lesquels le populisme prend appui, à savoir la dimension économique pour le populisme de gauche et l'axe culturel pour son homologue de droite, en particulier les enjeux relatifs à l'immigration. L'effet de ces facteurs pourrait ainsi par hypothèse s'exercer avec une amplitude variable en fonction du degré de consolidation des préférences idéologiques et de l'ancrage des individus dans leurs sous-cultures politiques respectives, à gauche et à droite du spectre.

On teste ici les modèles précédents en y ajoutant des effets d'interactions entre l'identité politique gauche-droite, d'une part, et les principales dimensions de valeurs, d'autre part, à savoir la redistribution pour le populisme de gauche et l'anti-immigration pour le populisme de droite radicale. Pour ce dernier, on considère une nouvelle fois deux modèles régionaux distincts pour l'Europe de l'est, d'une part, et de l'ouest, d'autre part. Dans tous les cas, on continue de contrôler l'effet de l'ensemble des facteurs sociodémographiques et attitudinaux des modèles (modèles d'interactions non montrés ici).

S'agissant en premier lieu de la droite radicale dans l'ancien bloc soviétique, les effets propres des deux paramètres d'identité politique et d'attitudes à l'égard de l'immigration restent statistiquement significatifs mais pas en revanche celui du terme d'interaction (coefficient de -0,01, p=0,36). Chaque variable continue donc d'exercer un effet normatif distinct, indépendamment de l'autre et l'effet de l'immigration demeure de même magnitude quel que soit par ailleurs le placement gauche-droite des répondants.

En Europe occidentale, en revanche, tous les termes sont significatifs, y compris le coefficient d'interaction. On observe ici un effet modérateur avec un coefficient de signe négatif (-0,04, $p < 0{,}01$) pour l'interaction entre l'échelle gauche-droite et l'anti-immigration. Le signe du coefficient suggère que l'effet de l'immigration diminue à mesure que l'on se déporte vers la droite de l'axe idéologique. Cet effet est illustré dans la figure 8 qui montre les probabilités théoriques de vote en fonction de l'interaction de l'affiliation gauche-droite et des attitudes

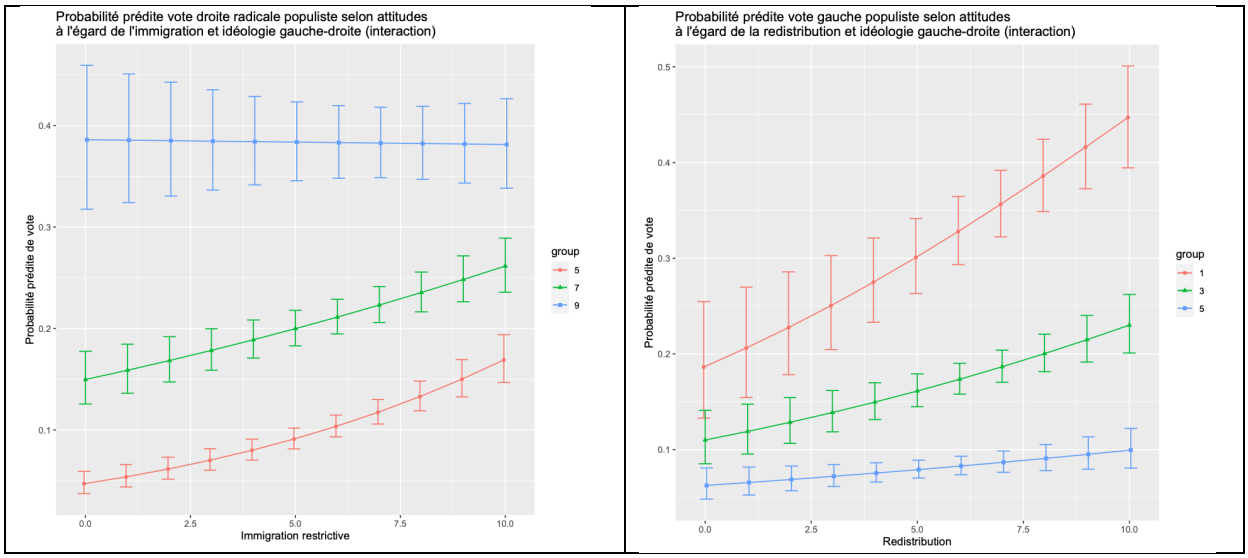
anti-immigration. Notons qu'il est important de tenir compte ici du *clustering* des électorats populistes à l'une ou l'autre des extrémités de l'axe politique –et beaucoup moins au centre–, pour mieux refléter la réalité de la distribution très asymétrique de ces électeurs. On se concentre ici sur les effets observables au sein des sous-systèmes de partis concernés, à gauche ou à droite de l'axe idéologique, à partir de trois valeurs « typiques ».

En Europe de l'ouest, l'effet des préférences anti-immigration opère surtout sur les positions plus médianes de l'axe politique (position 5) ou au sein de la droite modérée (position 7), c'est-à-dire les deux lignes basses du graphique. L'élévation du préjugé anti-immigrés y produit une augmentation significative de la probabilité prédite de voter pour un parti de droite radicale populiste. Cet effet disparaît en revanche à l'extrémité droite de l'échelle (position 9, ligne haute sur le graphe) [15]. Pour ces électeurs, l'ancrage fort dans une culture politique de droite suffit à les orienter vers des mouvements tels que le FPÖ autrichien, la Lega italienne, le RN en France ou le PVV néerlandais et l'opposition à l'immigration devient à ce titre relativement secondaire.

L'impact de l'identité politique est visible à gauche, de manière plus atténuée toutefois et selon un mécanisme inverse. L'interaction de la position sur l'échelle gauche-droite et des attitudes favorables à la redistribution fait apparaître des effets significatifs et un coefficient d'interaction négatif (-0,02 $p < 0,01$) quant au vote de gauche populiste. Ici, contrairement à la droite radicale, le sens de l'interaction suggère que l'effet de la redistribution est le plus « polarisé » au cœur même du sous-système politique de la gauche, à l'extrémité basse de l'axe (position 1, ligne haute sur le graphe) où les préférences redistributives distinguent très fortement les électeurs populistes de leurs homologues non populistes de gauche (Cf. figure 8). L'effet de la redistribution tend à s'atténuer en revanche –sans totalement disparaître– à mesure que l'on progresse vers le centre du spectre idéologique et les positions plus médianes (positions 3 et 5 sur le graphe). A la lumière de ces résultats, le « survote » en faveur de la gauche populiste paraît donc bien résulter de la combinaison d'une culture politique forte de gauche et de préférences plus marquées pour la redistribution.

[15] Notons qu'une même tendance est observable pour les électeurs qui se placent sur la position extrême de l'échelle (position 10, 6,2% de l'échantillon).

Figure 8. Effets d'interactions : affiliation idéologique et conflits structurels du populisme de gauche (redistribution) et de droite (immigration)



Note : Probabilités estimées sur la base des modèles logistiques du tableau 8, avec un effet d'interaction entre le placement sur l'échelle gauche-droite et les attitudes à l'égard de l'immigration (droite radicale populiste) et de la redistribution (gauche populiste). Les paramètres globaux ainsi que les effets d'interactions sont tous significatifs au seuil de $p < 0{,}01$.

Conclusion

Les mouvements populistes ont occupé le devant de la scène électorale à l'occasion des élections européennes de mai 2019. Si les performances des divers acteurs populistes ont été variables, le scrutin a confirmé l'ancrage et l'institutionnalisation de ces partis au sein des systèmes politiques d'un grand nombre d'États membres de l'UE, attestant de certaines des transformations à l'œuvre dans les espaces de la compétition politico-électorale. Dans le contexte européen, les acteurs populistes viennent se positionner, nous l'avons vu, sur l'ensemble du spectre partisan, de la gauche à la droite, et certains éléments de l'idéologie « fine » du populisme sont également observables pour des partis « centristes » et anti-establishment qui, pour la plupart d'entre eux, se sont développés dans la partie orientale de l'Europe et dont on trouve également une illustration avec le M5S italien.

Cette étude de cas a proposé d'examiner les aspects de « demande » populiste au travers d'une analyse comparative des facteurs sociodémographiques et attitudinaux des votes populistes sur l'ensemble des États-membres de l'UE en mai 2019. Les résultats font apparaître des différences et des convergences quant aux principaux facteurs normatifs du vote populiste dans la diversité de ses manifestations en Europe. Sous l'angle empirique, l'exploitation des données de l'enquête EES 2019 a fourni une première opportunité d'envisager ces divers éléments de compréhension des ressorts du vote populiste pan-européen, gardant à l'esprit certaines des limites imposées par la nature du scrutin européen comme élection de « second-ordre ». Une forte abstention, l'importance des votes protestataires et/ou du vote sanction à l'égard des partis au pouvoir, notamment, invitent à la

prudence quant à la possibilité de généraliser à partir des phénomènes observés à l'occasion du scrutin européen de 2019.

Les résultats ont toutefois permis de mettre en lumière un ensemble de variations significatives dans les positions des électeurs sur les questions économiques, culturelles et politiques qui constituent les bases attitudinales du vote populiste à travers l'Europe, selon les contextes régionaux et la localisation des acteurs populistes sur l'axe idéologique gauche-droite. Au travers de l'analyse des données de l'enquête électorale européenne 2019, il a été possible d'aborder certaines des questions qui ont été placées au cœur de la réflexion conduite dans le mémoire d'habilitation, autour du triptyque « redistribution », « reconnaissance » et « représentation ». Les trois 'R' du populisme font référence à des demandes socio-économiques, culturelles et politiques spécifiques, dont on a pu discerner certains des effets dans les données de l'enquête et dont il a été possible d'appréhender par ailleurs les interactions dans la structuration du phénomène populiste contemporain en Europe.

Un premier ordre de conclusions concerne le profil sociologique des électorats populistes européens, dont les résultats de la présente étude de cas montrent qu'il demeure encore très hétérogène selon les contextes et les variantes populistes, confirmant en cela la littérature récente sur la question (Rooduijn 2018). S'il est souvent évoqué comme la manifestation d'un symptôme de nostalgie d'un passé « idéalisé » dans les électorats les plus âgés, le populisme tel qu'il s'est donné à voir à l'occasion du scrutin de mai 2019 semble en réalité s'ancrer dans tous les groupes d'âge. En Europe de l'Est, le populisme se retrouve prioritairement chez les électeurs les plus jeunes ; à l'Ouest, les partis populistes semblent obtenir le soutien des électeurs dans l'ensemble des tranches d'âge, et pas nécessairement, en tout état de cause, chez les plus âgés.

L'importance du genre divise également les électorats populistes. Le *gender gap* concerne exclusivement les droites radicales populistes, et ce, des deux côtés de l'ancien rideau de fer. La surreprésentation de l'électorat masculin demeure en effet un trait caractéristique de partis comme le RN français, la Lega italienne ou le FPÖ autrichien, à l'ouest, et de mouvements tels que le PiS polonais, le Fidesz hongrois, l'EKRE estonien ou le SPD tchèque, qui dominent aujourd'hui l'espace de la droite radicale dans l'ancien bloc soviétique. L'effet de genre constitue d'ailleurs la seule variable sociologique véritablement commune à la droite radicale dans chacune des deux régions. A l'inverse, on ne note pas d'effet significatif du genre pour les autres manifestations populistes, à gauche et au centre de l'échiquier politique européen, peu ou pas du tout marquées par les composantes autoritaire et nativiste qui président pour beaucoup à la structuration des écarts hommes-femmes.

De manière plus importante, nos résultats confirment que les électeurs populistes ne correspondent pas tous, pour autant qu'on puisse en juger à partir des données disponibles, au profil des « perdants de la mondialisation » –gardant à l'esprit l'absence d'indicateur de profession dans l'enquête. En écho à l'important volume de recherches consacré à ces questions, cette étude de cas montre en particulier que la fracture éducative demeure une caractéristique typique du populisme de droite radicale tel qu'il s'est développé en particulier en Europe occidentale. Le vote pour des partis tels que le RN français, le FPÖ en Autriche, les Démocrates suédois ou l'AfD outre-Rhin est surreprésenté chez les électeurs de niveau de diplôme bas ou moyen, reflétant plus généralement le processus de « prolétarisation » de la base sociologique de la droite radicale depuis le début des années 1990. Rappelons ici que l'effet du niveau de diplôme est médiatisé par les attitudes : le capital éducatif individuel

structure en profondeur les attitudes à l'égard de l'immigration (Hainmueller et Hopkins 2014, Finseraas 2019), de la mondialisation (Bechtel et al. 2014) ou de l'intégration européenne (Polyakova et Fligstein 2016, Kuhn et al. 2016), qui constituent en retour, on le sait, des facteurs importants du vote populiste.

A partir d'un indicateur très imparfait tel que le niveau de diplôme, l'hypothèse des « perdants de la mondialisation » semble beaucoup moins pertinente, en revanche, s'agissant d'autres manifestations du phénomène populiste en Europe, dont les données suggèrent qu'elles bénéficient d'un soutien électoral plus hétérogène et plus largement interclasse, qu'il s'agisse de partis de gauche populiste tels que Podemos, Syriza ou La France Insoumise, ou des mouvements centristes anti-establishment d'Europe de l'Est dont les soutiens ne présentent pas par ailleurs de traits sociologiques distinctifs marquants. Une même conclusion s'applique à la base électorale du M5S italien, dont des études récentes ont montré qu'elle ne ressemble qu'assez peu au profil des « perdants de la mondialisation » (Corbetta et al. 2018, p.289).

A la lumière des données, les électeurs populistes montrent surtout une plus grande convergence à l'égard de la perception de leur position et de leur statut socio-économique « subjectif » au sein de la société. Par rapport aux supporters des grands partis traditionnels, les électeurs populistes se trouvent principalement parmi les individus qui disent se situer sur les positions basses de l'échelle sociale. En Europe de l'ouest, le statut socio-économique subjectif ressort de l'analyse comme un prédicteur potentiellement important du populisme, au-delà d'indicateurs plus « objectifs » de position sociale des individus, tel le niveau de diplôme. Cet effet linéaire du niveau de vie subjectif est significatif et substantiel dans la partie occidentale de l'Europe, s'agissant notamment des droites radicales et de la gauche populiste. Il est moins visible de l'autre côté de l'ancien rideau de fer, auprès des électorats des partis centristes anti-establishment et des droites radicales, qui, en Europe de l'Est, semblent mobiliser plus largement sur l'échelle sociale subjective.

En se positionnant ainsi au bas de l'échelle, les électeurs populistes pourraient être plus enclins à demander une compensation face à ce qu'ils percevraient comme un déclin de leur statut ou un sentiment de privation économique. Une telle demande de compensation s'exprimerait en particulier via la question essentielle de la redistribution. A cet égard, l'analyse présentée dans cette étude de cas laisse entrevoir une convergence des électorats populistes européens sur l'enjeu redistributif. Si elle repose encore sur des mécanismes attitudinaux complexes et hétérogènes, une telle convergence invite cependant à mieux penser sans doute le rôle des questions relatives au partage des richesses et à la justice sociale dans les dynamiques électorales du populisme contemporain.

Cela est particulièrement vrai de la gauche populiste, mais l'effet est également visible chez les électeurs populistes de droite radicale et du centre dans la partie orientale de l'Europe. À l'Ouest, les groupes professionnels qui composent la base électorale de la droite radicale demeurent, nous l'avons évoqué, encore assez hétérogènes et présentent des préférences de politiques économiques distinctes voire opposées. Cette hétérogénéité se révèle dans la position « médiane » que ces électeurs occupent sur la dimension économique –telle que mesurée ici à partir de la question centrale de la redistribution–, à mi-chemin de la gauche et de la droite classique ; elle se traduit également, on le sait, par le poids variable des catégories populaires au sein de la base électorale de partis tels que le RN, le FPÖ ou la Lega, dont on trouve également trace ici dans la plus grande variabilité de l'effet de la variable économique sur le vote de droite populiste ouest-européenne.

Nos conclusions font en partie écho aux travaux soulignant l'importance des sentiments de « privation relative » comme éléments moteurs du populisme (Rooduijn et Burgoon 2018) et attestent d'effets d'interaction des enjeux culturels et des attitudes socio-économiques des individus, s'agissant en particulier de la redistribution. De tels effets d'interactions sont visibles notamment dans le cas des droites radicales populistes en Europe occidentale, auprès d'électeurs combinant de fortes préférences pro-redistribution et anti-immigration, et qui perçoivent par ailleurs une amélioration du contexte économique national. Pour ces individus, nos résultats rejoignent l'hypothèse d'une forme de frustration face au sentiment de ne pas bénéficier pleinement des fruits de la richesse nationale, qui interagit par ailleurs avec un fort niveau de rejet de l'immigration. S'ils demeurent encore exploratoires, ces résultats renvoient aux observations de Rooduijn et Burgoon concernant les liens entre ce sentiment de privation relative, d'une part, et la stigmatisation des immigrés comme bénéficiaires illégitimes de ce même partage, d'autre part.

En dépit d'une volonté des acteurs populistes d'imposer une forme de « verticalisation » de l'espace politique, le vote populiste demeure encore ancré dans des ensembles plus larges de conflits et d'identités sociopolitiques. Les électorats populistes européens diffèrent au regard de leurs principales motivations de vote et des idéologies plus épaisses auxquelles leur populisme se rattache. Sans surprise, les attitudes en matière d'immigration restent de puissants prédicteurs du vote de droite radicale populiste, tandis que les enjeux socio-économiques relatifs à la redistribution continuent de structurer plus en profondeur le choix en faveur des forces de la gauche populiste.

En outre, le vote populiste est fortement influencé par l'orientation idéologique générale des individus et significativement corrélé avec leur positionnement sur l'axe gauche-droite. A l'évidence, en dépit de l'importance acquise dans la cristallisation du phénomène populiste global, les nouveaux conflits mobilisés par ce dernier –immigration, intégration européenne et globalisation– interagissent encore très largement avec les identités sociopolitiques traditionnelles, telles qu'elles s'expriment notamment au travers du clivage gauche-droite sur la scène politique européenne. Dans son examen de la polarisation politique des valeurs des Européens, Bréchon (2014) souligne la résilience du clivage gauche-droite, évoquant « un lent affaiblissement de la cohérence de chaque identité politique. Cela ne signifie nullement, ajoute l'auteur, que le clivage gauche-droite va être remplacé par une autre super-dimension donnant une nouvelle cohérence et homogénéité à nos systèmes de valeurs. On peut plutôt penser qu'avec la montée des valeurs d'individualisation, les recompositions originales de valeurs bricolées, sans grand modèle et sans cohérence simple, risquent de se développer » (p.56).

A la lumière de nos résultats, l'idée d'un populisme « hors-sol » mérite donc d'être sensiblement nuancée. La distinction, notamment, entre la gauche et la droite ne devient pas « seconde » (Fassin 2017). Bien au contraire, les populismes européens continuer de s'appuyer sur les valeurs et les préférences idéologiques qui y sont associées. Les identités socio-politiques traditionnelles de gauche et de droite fournissent encore un ancrage idéologique aux électorats populistes, en lien avec les enjeux socio-économiques et culturels qui dominent les préoccupations de ces électeurs. Ainsi que le notent Algan et al. (2019), « la gauche radicale et la droite populiste (…) héritent, comme à leur insu, de l'opposition traditionnelle entre la gauche et la droite » (p.18).

Cet héritage touche aux interactions qui existent entre les identités politiques et les principaux conflits structurels sur lesquels le populisme prend appui, à savoir la dimension économique pour le populisme de gauche et l'axe culturel pour son homologue de droite, en particulier les enjeux relatifs à l'immigration. L'analyse de ces interactions a suggéré des effets différentiels à gauche et à droite du spectre politique. A droite, l'effet des enjeux culturels –tels que mesurés à partir de l'anti-immigration– s'exercent avec plus de force auprès d'électeurs modérés situés sur les positions plus centrales de l'axe politique ; l'effet de l'immigration s'atténue en revanche chez les individus qui se positionnent à l'extrémité droite du spectre idéologique. A gauche, à l'inverse, l'effet de la redistribution s'exerce principalement au cœur même du sous-système politique de la gauche, où les préférences redistributives distinguent très fortement les électeurs populistes de leurs homologues non populistes. Une telle asymétrie des effets de l'affiliation politique vient éclairer de manière très indirecte la capacité différentielle des populismes d'opérer sur les clivages structurels et mobiliser des électeurs « médians » moins fortement ancrés dans les cultures politiques de la gauche et de la droite.

L'imbrication du populisme et des affiliations idéologiques est particulièrement intéressante s'agissant des mouvements centristes anti-establishment, dont on a souligné qu'ils partagent certains des éléments définitionnels de l'idéologie « fine » du populisme. L'analyse des données de l'EES 2019 contribue à une meilleure compréhension des enjeux et des préférences qui structurent le vote en faveur de ces partis, en particulier en Europe de l'Est où, pour la plupart d'entre eux, ces acteurs ont éclos. Ces électeurs font preuve, nous l'avons souligné, d'une plus forte hétérogénéité en ce qui concerne leurs préférences économiques et culturelles, ces dernières pouvant combiner des orientations de gauche et de droite, ce qui les rapproche souvent de l'électeur médian (Učeň 2007, Pop-Eleches 2010). Stanley (2017) rappelle à ce propos que « le centrisme de ces partis pourrait découler d'une incohérence idéologique plutôt que d'une modération effective de leurs positions, ces dernières comprenant un mélange de propositions en apparence contradictoires (à l'image des politiques économiques de gauche et de droite) » (p.144). Nos résultats corroborent assez largement l'observation de Stanley quant au centrisme « positionnel » de ces électorats : ces derniers semblent en effet assez largement échapper à la logique gauche-droite classique, telle qu'elle structure encore les populismes de gauche et de droite.

Enfin, cette étude de cas a proposé d'examiner la relation entre le populisme et les attitudes politiques, d'une part, et les questions liées à l'intégration européenne, d'autre part. Nos résultats font apparaître des divergences notables s'agissant des variables de défiance à l'égard des parlements nationaux et de satisfaction vis-à-vis du fonctionnement de la démocratie, qui reflètent la variabilité de statut et de degré d'institutionnalisation des acteurs populistes dans les États membres de l'UE. Si la défiance politique demeure un facteur significatif du vote de droite radicale en Europe occidentale, elle n'opère pas de la même manière pour d'autres types d'acteurs populistes, notamment à gauche et au centre, en particulier dans des pays où ces partis participent ou dirigent seuls les exécutifs gouvernementaux, à l'image de la Hongrie, de la Pologne, de la Grèce, de l'Italie, de la Bulgarie ou de la République tchèque, et où ils ont acquis un statut d'acteurs légitimes de gouvernement, reflétant leur institutionnalisation au sein de leurs systèmes politiques respectifs.

Nos résultats éclairent en outre la relation ambiguë des électeurs populistes aux valeurs démocratiques et témoignent de l'ambivalence de ces électeurs quant à l'importance accordée à un gouvernement démocratique. Si les effets demeurent modestes, ils conduisent cependant à nuancer l'idée d'un caractère « rédempteur » du populisme, qui agirait comme correctif des « excès » d'une démocratie trop institutionnalisée, au travers de la régénération de l'expression de son élément populaire (Canovan 2005). Au niveau des électorats, nos résultats semblent infirmer en tout état de cause l'hypothèse d'un « élan démocratique » du populisme : indépendamment de leur positionnement sur l'axe idéologique, les électeurs populistes ne montrent pas un plus fort soutien aux valeurs démocratiques, relativement aux supporters des autres partis, et les corrélations observées sont avant tout négatives.

S'agissant, enfin, du rapport à l'intégration européenne, l'opposition à l'UE apparaît comme un facteur déterminant du vote populiste dans sa diversité : dans tous les cas, elle conduit à une augmentation significative de la propension à voter pour des partis populistes, indépendamment de la localisation de ces derniers au sein du système des partis. Les électorats populistes dans leur ensemble partagent une même défiance à l'égard de l'UE, qui les distingue des électeurs des autres partis. L'effet de l'opposition à l'intégration européenne est le plus visible parmi les électeurs de la droite radicale populiste en Europe occidentale, un résultat conforme à la littérature dédiée à l'euroscepticisme « dur » de ces mouvements. En dépit, nous l'avons souligné, d'une tentative de recentrage en 2019, des partis tels que le RN français, la Lega italienne ou le FPÖ autrichien demeurent encore fortement hostiles à l'intégration européenne. Leur opposition aux institutions de l'UE contraste avec les positions plus modérées adoptée par d'autres acteurs populistes en Europe, en particulier dans les États membres à l'Est et au Sud, historiquement plus europhiles.

Par ailleurs, le mécontentement des électeurs quant au fonctionnement de la démocratie dans l'UE s'est révélé être un autre facteur déterminant du vote populiste, parallèlement à l'opposition au processus d'intégration. Dans le contexte européen, le populisme est considéré comme une forme de « réaction » à ce qui peut être perçu comme un déficit démocratique des institutions et du fonctionnement de l'Union européenne (Kriesi 2020). Les multiples crises que l'Europe a traversées au cours de la dernière décennie –crise financière, crise de l'Euro, crise des réfugiés– ont alimenté le soutien aux partis populistes, anciens et nouveaux. En dépit d'un contexte globalement moins favorable, les acteurs populistes ont, semble-t-il, pu une nouvelle fois saisir l'opportunité offerte par les élections européennes de mai 2019 de mobiliser le ressentiment à l'égard de l'UE, nourri par cette « polycrise » de l'Europe.

II. Populisme économique et globalisation en France et aux États-Unis

Les enjeux socio-économiques sont au cœur de la réflexion contemporaine sur le phénomène populiste. Cette interprétation essentiellement « matérialiste » du populisme (Cox 2017, p.15) se place dans le contexte des transformations induites par la globalisation. A l'instar de Rodrik (2018) ou Gest et al. (2018), de nombreux auteurs proposent d'appréhender le phénomène populiste comme une des multiples réponses politiques aux bouleversements économiques produits par les effets de la mondialisation, que ce soit en raison de l'ouverture commerciale ou de l'intégration financière mondiale et des crises qui l'accompagnent. Sous l'angle économique, la question de l'internationalisation, de son impact et des liens avec le populisme est abordée au travers des effets électoraux « indirects » de processus divers de désindustrialisation, d'accroissement des inégalités et de développement des insécurités et griefs socio-économiques au sein des sociétés post-industrielles (Montier et Pilkington 2017).

Si la question de l'allocation des ressources économiques et de la justice sociale, notamment via la redistribution, et le rapport qu'entretiennent les citoyens avec l'ouverture au commerce international tiennent une place importante dans la littérature contemporaine sur le populisme (Magni 2018, Carreras et al. 2019, McKay 2019, Hays et al. 2019), le lien entre le populisme et l'économie mérite sans doute d'être examiné plus avant, s'agissant en particulier de la manière dont les enjeux socio-économiques pourraient venir s'articuler au noyau définitionnel de l'idéologie « fine » du populisme et non plus seulement avec ses idéologies « hôtes » de gauche ou de droite.

Dans la plupart des cas, en effet, l'économie est vue comme un domaine distinct par rapport au populisme et à ses traits caractéristiques. En outre, lorsqu'elle est mise en avant, la dimension économique reste encore le plus souvent appréhendée en termes de clivage idéologique traditionnel « gauche-droite » entre l'État et le marché. L'offre programmatique des acteurs partisans et les attitudes des citoyens y sont, pour l'essentiel, mesurés au prisme d'une opposition classique entre politiques néo-libérales et étatisme keynésien. Cette seconde orientation est par ailleurs mobilisée, rappelons-le, pour la spécification du modèle idéologique de « populisme de gauche » (Mudde et Rovira-Kaltwasser 2016) contre un populisme de droite radicale qui opèrerait, pour sa part, sur la dimension culturelle de compétition, autour des enjeux relatifs à l'immigration et à l'identité (Mudde 2007, Betz 2019, Inglehart et Norris 2019). Cette vision asymétrique éclaire le caractère vague et souvent contradictoire de l'offre de politiques économiques des partis populistes de droite, face à l'existence de demandes, de préférences et d'intérêts socio-économiques hétérogènes au sein de leur base électorale (Ivarsflaten 2005, 2008, Rovny et Polk 2019).

Si de telles perspectives apportent incontestablement une contribution significative à notre compréhension de la variété du phénomène populiste contemporain, elles ne permettent pas de résoudre entièrement toutefois le puzzle de la relation entre le populisme et les multiples enjeux socio-économiques produits par la globalisation et les transformations des sociétés post-industrielles, sur lesquels les acteurs populistes mobilisent aujourd'hui d'assez amples secteurs des électorats européens et nord-américain (Bonikowski 2017, Gidron et Hall 2017). A des degrés divers, les entrepreneurs populistes politisent un ensemble d'enjeux socio-économiques en relation avec les grands défis posés par la globalisation et l'intégration économique internationale. Parallèlement, les politiques socio-économiques de ces partis

varient considérablement, ce qui laisse à penser que l'économie politique du populisme ne s'aligne pas nécessairement sur les clivages économiques traditionnels. A tout le moins, la littérature récente paraît suggérer que la mobilisation populiste des griefs économiques et matériels ne se réduit pas à l'opposition traditionnelle gauche-droite entre l'État et le marché (Otjes et al. 2018).

Cette étude de cas propose d'aborder ces questions sous l'angle de l'offre et de la demande populistes, dans une approche comparative transatlantique, à partir des cas de la France et des États-Unis. Les terrains français et américain sont tous deux caractérisés par la diversité des manifestations du phénomène populiste, qui offrent l'opportunité d'une analyse des interactions entre le populisme, ses idéologies hôtes et les enjeux relatifs à la globalisation, en particulier s'agissant des questions économiques.

II.I. Populisme économique : cadre conceptuel

Au travers des travaux conduits en collaboration avec Oscar Mazzoleni, la réflexion porte ici sur l'interprétation par le populisme des enjeux économiques et l'existence d'un cadre de mobilisation commun, d'abord aux partis de droite radicale populiste, mais plus largement à l'ensemble des acteurs populistes, et qui viendrait prendre appui sur le noyau central de leur idéologie, indépendamment de leur affiliation gauche ou droite. A cet égard, nous avons proposé le concept de « populisme économique » qui nous paraît répondre à la question de l'articulation des enjeux et griefs socio-économiques et du populisme, à la fois en termes d'offre partisane (Ivaldi et Mazzoleni 2019a) mais aussi de demande sociale et politique, sous la forme d'un système cohérent d'attitudes identifiables au sein des électorats (Mazzoleni et Ivaldi 2020).

Le populisme économique peut être défini comme un « cadre » (*frame*), c'est-à-dire une construction discursive spécifique. Ce cadre fonctionne comme un « mode d'attribution et d'articulation » (Benford et Snow, 2000, p. 615), c'est-à-dire qu'il identifie une condition économique problématique –le déclin du bien-être du peuple tel que construit par les acteurs populistes– et attribue un ensemble de responsabilités –en particulier aux élites et à l'ensemble des forces internationales rendues responsables de ce déclin.

Si les concepts actuels du populisme ne font pas explicitement référence à la dimension économique en tant que telle, l'approche du populisme par des auteurs tels que Mény et Surel (2000) nous fournit une base à partir de laquelle il est possible de définir les traits principaux du populisme économique. Trois caractéristiques paraissent importantes.

D'une part, le populisme économique repose sur l'idée d'un « peuple » défini comme une communauté partageant un destin et des intérêts économiques communs, et pas seulement ou pas nécessairement des racines et une identité ethnique ou culturelle communes, rejoignant à cet égard l'idée de « peuple classe » proposée par Mény et Surel (2000, p. 195). Chez ces auteurs, tout comme chez Canovan (2005), le populisme voit dans le « peuple » le fondement de la communauté, privé de sa primauté légitime, dont il importe qu'il puisse recouvrer une place centrale (p.81-82). Ce peuple « authentique » est construit comme une communauté « vertueuse » de producteurs méritants et laborieux, à laquelle on oppose une élite essentiellement non productive au sommet de la société.

En second lieu, le populisme économique se définit par l'affirmation selon laquelle le bien-être de ce peuple est devenu fragile ou est en déclin, et qu'il est directement menacé. En cela, le populisme économique porte implicitement une forme de « nostalgie » (Betz et Johnson 2014, 324), en faisant référence à une période idéalisée où le bien-être économique du peuple était assuré, et qui doit être restaurée (Thorleifsson 2016, Gest et al. 2018). Enfin, le populisme économique renvoie à l'idée que le bien-être du peuple et ses intérêts sont ignorés ou trahis par une élite « corrompue », attribuant à cette dernière la responsabilité du déclin.

Face à ce déclin, il convient de restaurer la souveraineté du peuple et d'assurer les moyens de sa prospérité. Laclau (2005, p. 121-122) met à juste titre l'accent sur la « rupture avec le statu quo » telle que postulée par le populisme. Ce dernier peut être vu non seulement comme une revendication centrée sur le peuple mais, au-delà, comme une promesse de changement, un « projet de renouveau politique » (Urbinati, 2014, p. 151) ou, comme le souligne Hermet (2001), comme une forme d'élan « utopique » et « d'exploitation systématique du rêve populaire de réalisation immédiate des revendications des masses » (p. 50).

En s'adossant ainsi aux éléments constitutifs du « cœur » idéologique du populisme et de sa construction du peuple « classe », le populisme économique peut trouver à s'exprimer sous des formes variées en fonction des acteurs et/ou des contextes nationaux, et ne recoupe à ce titre que partiellement certains des clivages fondamentaux qui traversent aujourd'hui les sociétés occidentales. Si nous avons été en mesure d'identifier le populisme économique comme une caractéristique essentielle de l'économie politique des droites radicales populistes (Ivaldi et Mazzoleni 2019a) [16], le populisme économique peut également trouver son chemin à gauche de l'échiquier politique, en lien avec d'autres ensembles de valeurs et de préférences.

Cette « ubiquité » potentielle du populisme économique ne signifie pas pour autant l'obsolescence des clivages socio-politiques antérieurs. Le populisme économique peut se manifester sous des formes différentes au regard des autres dimensions de conflits qui émanent des idéologies plus « épaisses » auxquelles le populisme est habituellement associé, telles que le chauvinisme de l'État providence, les politiques de redistribution ou les positions des acteurs populistes à l'égard du commerce international et de la globalisation. Le chauvinisme du *welfare* représente encore un marqueur fort du populisme autoritaire de droite radicale (Inglehart et Norris 2019), sans pour autant nécessairement impliquer par ailleurs une opposition à la mondialisation ou aux échanges commerciaux internationaux (Helleiner et Pickel 2005). En outre, des travaux récents tels que Otjes et al. (2018) ont montré qu'il existe des différences significatives dans les agendas socio-économiques des partis de droite radicale populiste en Europe. A l'inverse, les politiques économiques égalitaires et le soutien apporté à la redistribution sont généralement considérés comme des caractéristiques distinctives du populisme dans sa variante de gauche (Van Hauwaert et Van Kessel 2018). En dépit de valeurs universalistes et inclusives, les acteurs de la gauche populiste sont plus enclins de surcroît à s'opposer à la mondialisation économique, qu'ils considèrent comme allant à l'encontre des intérêts du « peuple », témoignant à cet égard d'une convergence avec le programme anti-mondialisation de la droite populiste (Ivaldi et al. 2017).

[16] L'analyse comparative de cinq partis populistes de droite radicale en Europe occidentale, à savoir le Front national français (FN, aujourd'hui Rassemblement national, RN), l'UDC en Suisse, l'UKIP au Royaume-Uni, le FPÖ autrichien et la Ligue italienne (Lega), confirme la présence de *frames* populistes et souverainistes chez ces partis, en dépit d'orientation économiques divergentes (Ivaldi et Mazzoleni 2019a).

Le rétablissement du bien-être économique du « peuple » demeure l'objectif premier du populisme économique. Ces objectifs peuvent être atteints au travers de différentes stratégies économiques, tant au niveau domestique (endogène) qu'au niveau international (exogène). Ces caractéristiques endogènes et exogènes peuvent s'exprimer dans des orientations et des priorités politiques différentes qui tirent leur signification du contexte économique particulier et des opportunités politiques dans lesquelles elles sont déployées. Cette diversité de « moyens » éclaire les éléments de variabilité qui existent aujourd'hui encore au sein des principales familles populistes, à gauche et à droite de l'axe idéologique, au travers des combinaisons multiples et souvent originales que ces acteurs peuvent opérer entre des formes de protectionnisme économique ou de libre-échange, de chauvinisme de l'État providence, de prescriptions économiques néolibérales ou, à l'inverse, d'avantage axées sur la demande et le keynésianisme.

II.II. Acteurs populistes et globalisation en France et aux États-Unis

Parce que le populisme s'y est récemment développé aux deux pôles de l'axe idéologique, les cas français et américain nous offrent l'opportunité d'examiner empiriquement la question du populisme économique sous l'angle conjoint de l'offre et de la demande. Cette approche comparative transatlantique permet notamment d'envisager certaines des interactions entre les traits distinctifs du populisme, ses idéologies hôtes et les enjeux relatifs à la globalisation, en particulier s'agissant des questions économiques et des stratégies associées aux diverses manifestations populistes en France et aux États-Unis.

Du côté français, le populisme a traditionnellement constitué un marqueur idéologique fort du Front national (FN) depuis le milieu des années 1980, et il demeure un élément central de l'identité politique du Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen (Ivaldi 2018). A gauche, la trajectoire de Jean-Luc Mélenchon et de *La France insoumise* (LFI) a attesté de la cristallisation dans le champ politique d'un populisme de gauche, inspiré notamment du dialogue du leader de LFI avec les animateurs du courant post-marxiste, Chantal Mouffe et Ernesto Laclau. A bien des égards, le discours et la praxis politiques de Jean-Luc Mélenchon recoupent les contours de l'idéologie populiste (Castaño 2018).

Aux États-Unis, le populisme représente un élément central de l'histoire politique américaine, depuis les premières manifestations du *People's Party* à la fin du XIXème siècle jusqu'au populisme d'un Ross Perot dans les années 1990 (Kazin 1995). Récemment, le populisme a trouvé son chemin dans la campagne présidentielle de 2016, tant à gauche (Bernie Sanders) qu'à droite (Donald Trump) du spectre partisan, ce qui fait du cas américain un cas pertinent pour une analyse transcontinentale du populisme et de ses liens avec les enjeux relatifs à la globalisation et à l'internationalisation (Hawkins, Dudley et Tan 2016, Bonikowski 2017, Oliver & Rahn 2016, Kazin 2017, Lowndes 2016 & 2017, Skonieczny 2018, Rahn 2019a, Hawkins et Littvay 2019, Ivaldi et Mazzoleni 2019b).

II.II.I. Des populismes à la française : Rassemblement national et France Insoumise

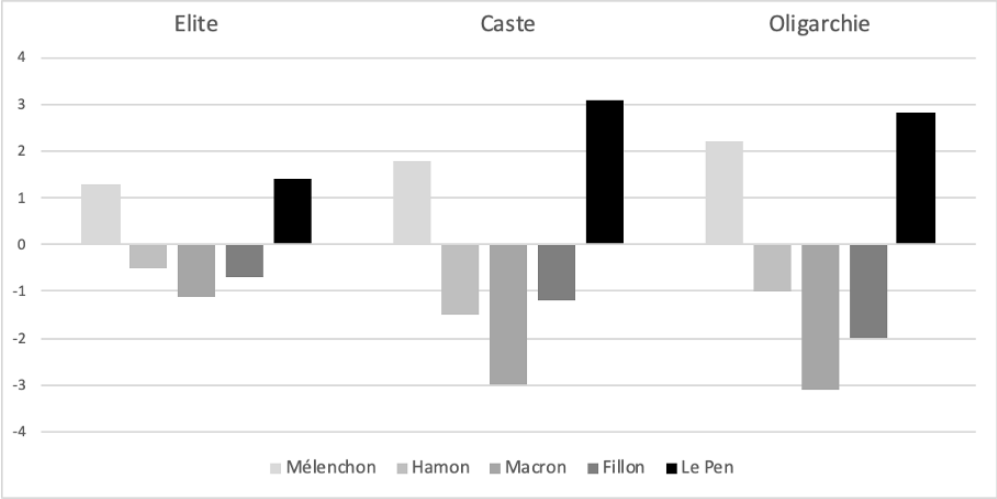
Les traits caractéristiques de l'idéologie populiste, tels que définis notamment dans l'approche idéationnelle (Mudde et Rovira-Kaltwasser 2013), sont présents dans les discours et les programmes des principales formations assimilables, en France, au populisme, à savoir pour l'essentiel la France insoumise et le Rassemblement national. Si l'on suit ici l'hypothèse du populisme comme idéologie « fine », il est possible de distinguer par ailleurs les idéologiques plus épaisses sur lesquelles ces populismes viennent s'adosser et qui leur confèrent leurs principales orientations. Enfin, on notera des éléments de convergence quant aux enjeux relatifs à l'internationalisation et au commerce international. Ces divers éléments sont présentés dans le tableau 1.

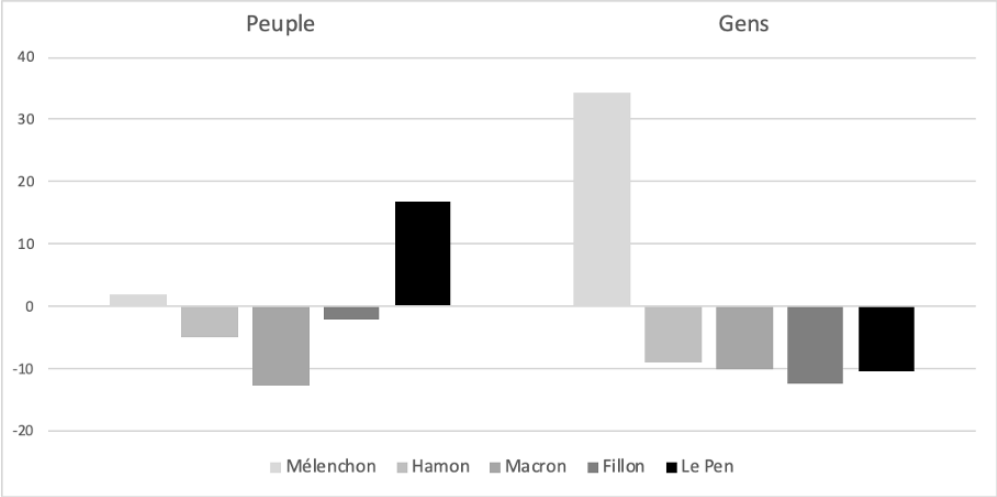
Tableau 1. Caractéristiques idéologiques des populismes du RN et de LFI en France

Dimension	**Mélenchon, France Insoumise**	**Le Pen, Rassemblement national**
Idéologie fine	Peuple classe, pluraliste, « gens » Caste, oligarchie, élite Souveraineté populaire, Constituante, VIème République	Peuple nation, monolithe ethnoculturel Peuple classe, « invisibles », « oubliés » Caste, oligarchie, mafia, élite(s) Souveraineté populaire, référendum
Idéologie hôte	Gauche radicale (March 2007, 2011) Socialisme Libéralisme culturel (GAL)	Droite radicale (Mudde 2007) Nativisme Autoritarisme (TAN)
Dimension principale de compétition	Économique Redistribution, rôle de l'État	Culturelle Immigration, Islam
Conflit transnational	Anti-Europe (UE), globalisation « menace », protectionnisme économique	

L'analyse statistique textuelle conduite par les chercheurs de l'unité Bases, Corpus, Langage (BCL) de l'université de Nice confirme la prédominance de certains des vocables distinctifs du populisme chez Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen lors de la campagne présidentielle de 2017. L'anti-élitisme est dominant chez les deux candidats, au travers de la surreprésentation de termes tels que « élites », « caste » ou « oligarchie », qui les distingue clairement des candidats modérés. Par ailleurs, les données font apparaître une référence dominante au « peuple » chez Marine Le Pen ; à gauche, le populisme mélenchonien s'appuie, nous allons le voir, sur une construction discursive des « gens » (Cf. figure 1).

Figure 1. Vocables populistes dans les discours des candidats en 2017





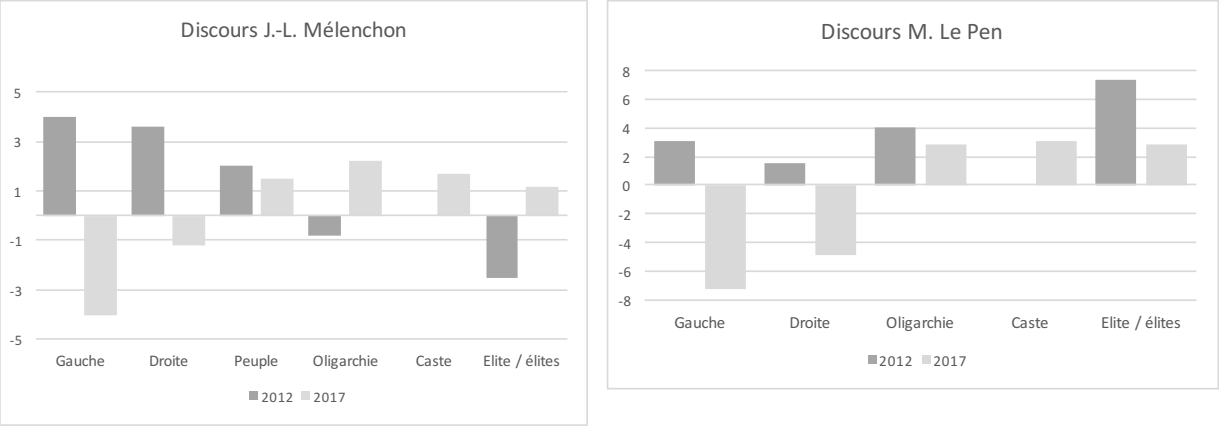
Source : http://mesure-du-discours.unice.fr

Le populisme anti-*establishment* demeure un élément fondamental des discours et de l'idéologie du RN en France, répondant aux attributs caractéristiques du populisme autour des notions de peuple, d'élite et de souveraineté populaire. L'appel au peuple traverse les discours lepénistes. Le programme du FN de 2017 entendait redonner la parole au « peuple » (FN 2017), s'adressant lui aussi à la majorité silencieuse des « oubliés » et des « invisibles ». Pour Marine Le Pen, en France, les élites sont motivées par « l'égoïsme et la cupidité », défendant leurs propres intérêts plutôt que ceux du peuple[17]. Le complot est un trait récurrent de la rhétorique populiste du FN et continue d'imprégner les « mots » de Marine Le Pen au travers de tout un ensemble de termes liés au champ sémantique du complot, tels que « pacte », « système » ou « connivence » (Alduy et Wahnich 2015, p.144). Pour le FN, les élites politiques, économiques et culturelles sont considérées comme faisant partie d'une idéologie « mondialiste » contre laquelle le parti se présente comme la seule véritable force « patriotique » (FN 2017).

[17] https://www.rassemblementnational.fr/videos/discours-de-marine-le-pen-a-chateauroux.

La figure 2 montre une comparaison des vocables populistes et des référentiels de gauche et de droite dans les discours de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen à l'occasion des élections présidentielles de 2012 et 2017. Le recours aux termes populistes est, nous l'avons évoqué plus haut, fortement marqué chez la présidente du FN, notamment lors de la dernière présidentielle où Marine Le Pen a par ailleurs délaissé les référentiels idéologiques de la gauche et de la droite auxquels elle faisait encore allusion dans ses discours cinq ans auparavant.

Figure 2. Vocables populistes et référentiels gauche-droite dans les discours de Jean-Luc Mélenchon et Marine Le Pen en 2012 et 2017



Source : http://mesure-du-discours.unice.fr

A gauche de l'échiquier politique français, les discours et la praxis politiques de Jean-Luc Mélenchon recoupent eux aussi les contours de l'idéologie populiste. Dans son analyse comparative, Castaño (2018) réunit des formations telles que LFI et Podemos au sein d'une même catégorie de « populisme inclusif » ou « populisme de gauche », soulignant la convergence des deux mouvements autour de trois dimensions principales : d'une part, la défense de politiques économiques keynésiennes et redistributives ; en second lieu, la promotion de mécanismes de participation politique directe et d'approfondissement démocratique ; enfin, une définition du « peuple » en termes non spécifiquement ethniques ou culturels.

On retrouve, notamment, chez Jean-Luc Mélenchon la construction d'un antagonisme fondamental entre ce « peuple-classe » et « l'oligarchie » ou la « caste », flanquée du « parti médiatique » aux mains des « neuf milliardaires » [18]. Le populisme mélenchonien fait sien l'appel au peuple –en témoigne son slogan de 2017 « l'ère du peuple ». Chez Jean-Luc Mélenchon, ce processus de création d'un « nous » passe notamment par l'appel récurrent aux « gens », dont Mayaffre (2017) souligne qu'il est un élément central de la rhétorique du candidat de la France Insoumise, et dont on notera par ailleurs qu'il fait très directement référence à « *la gente* » de Pablo Iglesias et Podemos en Espagne.

[18] Voir notamment : https://melenchon.fr/2018/02/26/la-semaine-ou-macron-devisse-bain-de-boue-pour-tous/

S'agissant du candidat de la France insoumise, les données d'analyse quantitative du discours présentées dans la Figure 2 plus haut montrent de plus une évolution notable entre les deux élections : en 2012, Jean-Luc Mélenchon utilise encore fortement les termes de « gauche » et de « droite » et très peu des termes tels que « élites » ou « caste ». En 2017, le chef de file des insoumis paraît s'éloigner des grands référentiels historiques de la gauche et de la droite pour s'approprier les traits distinctifs de l'idéologie populiste au travers de vocables tels que « oligarchie », « caste » ou « élites », conservant par ailleurs une référence constante au « peuple » depuis 2012.

Dans le cas du RN, le populisme est associé au nationalisme qui trouve son expression dans la défense de la souveraineté nationale, assortie d'une critique virulente de la globalisation et d'une opposition forte à l'intégration européenne. Historiquement, le souverainisme a été au cœur de la doctrine du FN et de sa critique de l'intégration européenne, en particulier dans l'ère post-Maastricht. Depuis le milieu des années 1990, en effet, l'euroscepticisme s'est imposé comme un pilier de l'offre programmatique de la formation lepéniste, tenante d'un euroscepticisme « dur » marqué par le rejet de l'intégration européenne dans son principe même et porteur d'un projet alternatif fondé sur la coopération de nations libres et indépendantes. En dépit de ses ambiguïtés récentes, le programme du FN demeure profondément empreint d'euroscepticisme, au cœur de l'opposition que le parti lepéniste formule entre « mondialistes » et « patriotes ».

Pendant sa campagne de 2017, Marine Le Pen avait réitéré sa promesse d'organiser un référendum sur la sortie de l'UE : « L'Union européenne est un échec, elle n'a tenu aucune de ses promesses. Pire, elle nous a mis en tutelle, en laisse courte », avait-t-elle alors expliqué, « espérant que ce projet européiste ne devienne un jour plus qu'un mauvais souvenir »[19]. Le programme présidentiel de 2017 précisait ainsi que le FN entendait « restituer au peuple français sa souveraineté (monétaire, législative, territoriale, économique) » pour « parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui serve les intérêts des peuples » (FN 2017).

Parallèlement, l'opposition à la globalisation économique constitue un élément doctrinal important du FN français et, plus largement, des droites radicales européennes depuis le milieu des années 1990, qui s'inscrit dans la dimension nationaliste et souverainiste de l'idéologie de ces formations (Zaslove 2008, Betz et Meret 2013). Dans leur travail empirique récent, Eger et Valdez (2019) montrent que les mouvements de droite radicale se sont non seulement déplacés vers la gauche de l'axe économique dans l'espace national, mais qu'ils formulent par ailleurs un agenda « néonationaliste » qui les distingue de manière significative des positions plus ouvertes et généralement « pro-globalisation » des partis traditionnels.

Ce modèle de nationalisme économique domine l'agenda politique du RN. L'appel par le mouvement lepéniste à la résistance au « mondialisme » va de pair, nous l'avons souligné, avec son rejet de l'UE et de son prétendu « projet européiste ». Avec la crise financière de 2008, le parti a encore intensifié sa volonté de démarcation vis-à-vis de l'Union européenne et de ses politiques d'austérité. La dénonciation des effets de la « mondialisation sauvage » est au cœur de la rhétorique du mouvement lepéniste et son programme regroupe un ensemble de mesures en faveur d'un « protectionnisme intelligent », incluant notamment la préférence aux

[19] https://www.france24.com/fr/20170205-france-presidentielle-2017-marine-le-pen-front-national-meeting-lyon-mondialisme-immigratio.

entreprises françaises, de nouveaux droits de douane, une taxe sur l'embauche de salariés étrangers et le refus catégorique des traités de libre-échange (FN 2017).

Dans sa variante de gauche, le populisme entretient, nous l'avons évoqué dans le mémoire, des rapports sans doute plus complexes avec l'internationalisation. Ses leaders européens ont formulé un « patriotisme progressiste de gauche », fondé sur la justice sociale et l'égalité, opérant un mariage entre la « nation » et le « peuple » (Ruiz Jiménez et al. 2015, Mouffe 2016). La patrie y est définie et construite comme une communauté socio-économique solidaire, débarrassée de ses connotations identitaires ou organiques réactionnaires, fondée sur une conception progressiste, démocratique et égalitaire (Muñoz 2009, Errejón 2017, Mouffe et Errejón 2017).

Le cas de LFI illustre le développement de cette forme de « social patriotisme » et d'un sentiment d'appartenance à une « communauté de solidarité » en réaction à la perception d'une destruction progressive de l'État social, un abaissement des droits et protections économiques, sous l'impact de la crise et des politiques néolibérales. Ce combat contre l'hégémonie néolibérale s'affirme aussi comme une lutte pour la souveraineté nationale, en référence aux intérêts du peuple (Rovira Kaltwasser 2014) et il se retrouve dans d'autres manifestations populistes situées à gauche ou au centre du spectre politique, comme le M5S en Italie ou Podemos en Espagne (Gerbaudo et Screti 2017, Ivaldi et al. 2017). Le projet des Insoumis entend défendre la « patrie » contre les forces étrangères de la mondialisation et les élites politico-financières. « Il est temps de montrer ce que vaut le peuple souverain, expliquait Jean-Luc Mélenchon pendant la campagne (…) Ils doivent tous partir pour que nous puissions abolir les privilèges de la finance, ceux de la caste insolente qui occupe tous les pouvoirs, ceux de la monarchie présidentielle et de toutes les suites luxueuses de la capitale. Nous devons penser grand pour le peuple français, pour notre patrie »[20].

Le populisme de Jean-Luc Mélenchon est associé à une contestation de la mondialisation, des accords internationaux de libre-échange et de l'intégration européenne. L'euroscepticisme de LFI est principalement motivé par des arguments économiques, contre une Europe jugée trop libérale et la critique se concentre sur les politiques d'austérité de l'UE et son programme d'orthodoxie fiscale, s'opposant fermement à la libéralisation du marché du travail et à la privatisation des services publics. À l'approche des élections de 2017, le mouvement conduit par Jean-Luc Mélenchon a adopté une position eurosceptique plus dure, promettant de renégocier les traités européens et menaçant de retirer la France de l'UE en cas d'échec de ces négociations [21]. Le programme de 2017 s'opposait à la « tyrannie » de l'UE, suggérant que la France devrait « désobéir » aux traités européens afin de « préserver la souveraineté nationale du peuple français ».

[20] https://melenchon.fr/2017/03/18/defile-6e-republique-18-mars-a-paris/

[21] http://melenchon.fr/2016/06/24/lunion-europeenne-on-change-on-quitte-lheure-plan-b-sonne-2017/

Dans son programme de 2017, LFI s'est fortement opposée aux accords commerciaux internationaux, appelant à un « protectionnisme équitable » afin de relocaliser la production et les emplois en France. Le « plan B » évoqué par Jean-Luc Mélenchon prévoyait par ailleurs la suspension de la contribution française au budget de l'UE, la transformation de l'euro en monnaie commune et le rétablissement des contrôles sur la libre circulation des capitaux et des biens, remettant en question l'indépendance de la Banque centrale européenne et exigeant un moratoire sur les dettes nationales au sein de la zone euro [22].

II.II.II. Donald Trump et Bernie Sanders : l'héritage du *People's Party* ?

Aux États-Unis, la campagne présidentielle de 2016 a été marquée par la réémergence, aux deux pôles de l'échiquier politique, de candidats populistes, à gauche avec Bernie Sanders et à droite avec Donald Trump (Hawkins, Dudley et Tan 2016, Lowndes 2017, Bonikowski 2017, Oliver et Rahn 2016, Rahn 2019a, Hawkins et Littvay 2019). Ainsi que le rappelle Kazin (2017), Sanders et Trump s'inscrivent dans l'histoire longue du populisme américain, tel qu'il a émergé à la fin du XIXème siècle, dans ses formes progressiste, d'une part, et raciale nationaliste, d'autre part (p.43). La première était incarnée par le *People's Party*, la seconde manifestée par l'idéologie nativiste du mouvement fondé à peu près à la même époque par Denis Kearney, le Parti des travailleurs de Californie (*Workingmen's Party of California*), fer de lance de l'opposition à l'immigration de travailleurs chinois.

Le populisme de Donald Trump a fait l'objet d'une impressionnante littérature. Ainsi que le suggèrent toutes les études, la campagne du candidat républicain s'est abondamment nourrie de la critique des élites et de l'*establishment* politique, doublée de l'appel au peuple « souverain », qui constituent des traits caractéristiques de l'idéologie populiste (Reynié 2016, p.48). Dans son analyse des discours et des stratégies trumpistes, Rahn (2019a) illustre la saillance de ces thèmes dans la rhétorique de l'ancien magnat et souligne en particulier l'importance du tandem constitué par le populisme et le nativisme – un duo d'attitudes anti-immigration et anti-élites – dans la conquête de la Maison-Blanche par le candidat républicain.

Le phénomène Trump prend place dans l'histoire longue du Parti républicain et de ses fluctuations idéologiques historiques. Le « trumpisme » n'est pas sans rappeler les positions protectionnistes et interventionnistes des conservateurs américains au détour du XXème siècle, à l'époque où le GOP s'affirmait comme le champion de la classe ouvrière blanche. Fournier (2019) établit pour sa part une filiation entre Trump et la droite « paléoconservatrice » incarnée, entre autres, par Pat Buchanan dans les années 1990. Pour l'auteur, « le paléoconservatisme dénote un durcissement de la critique des élites politiques et culturelles au sein des deux principaux partis et une radicalisation des positions conservatrices sur le multiculturalisme, la mondialisation, l'interventionnisme libéral et les inégalités socioéconomiques » (p.789).

Le cas Donald Trump éclaire certaines des stratégies d'appropriation du populisme par les entrepreneurs politiques. L'étude empirique proposée par Hawkins et al. (2016) confirme que Trump est effectivement devenu plus populiste dans ses discours et dans ses thématiques au

[22] https://laec.fr/section/49/prendre-les-mesures-immediates-et-unilaterales-de-sauvegarde-des-interets-de-la-nation-et-d-application-de-notre-projet

fil de la campagne, en particulier après avoir remporté l'investiture républicaine. À quelques jours du scrutin de novembre, le candidat républicain déclarait encore : « Mardi prochain, nous réserverons une belle surprise aux experts, aux politiciens et aux lobbies, et nous redonnerons le pouvoir au peuple ! »[23] Tout au long de sa campagne, Trump en a appelé à la « majorité silencieuse » : « Je suis candidat pour écouter la voix, les appels au secours, les voix silencieuses de notre société [...]. Il est temps pour le peuple de gouverner [...] Je vais rendre sa voix au peuple. »[24]

La critique des élites politiques a constitué également un pilier central de la campagne de Donald Trump, diabolisant à l'envi « l'*establishment* corrompu de Washington », « les bureaucrates » ou un « système truqué et corrompu »[25]. Dans son programme, Trump s'engagera notamment à « éradiquer la corruption à Washington », proposant de « nettoyer le marigot et réduire l'influence corrompue des lobbies » (Trump 2016b).

Le populisme trumpiste présente une importante dimension économique très fortement alignée sur les enjeux de la globalisation (Steger 2019). En dépit de son passé de magnat des affaires, Trump a stratégiquement adopté une forme de populisme économique, construisant une élite économique représentée par une large coalition d'intérêts financiers et commerciaux, en collusion avec les élites politiques et des medias jugés « malhonnêtes ». Ironiquement, dans son livre-programme, le futur candidat républicain s'était notamment engagé à « éliminer les niches fiscales dont bénéficient les grands intérêts financiers et les très riches » (Trump 2016a). Tout au long de la campagne électorale de 2016, Trump a joué sur la colère et le ressentiment populaires à l'encontre de la finance et des entreprises multinationales, stigmatisant « Wall Street » et revendiquant sa propre indépendance vis-à-vis des grands pouvoirs financiers. L'analyse du discours trumpiste par Lamont et al. (2017) insiste sur la récurrence de l'appel aux « travailleurs américains » décrits comme « victimes de la mondialisation » comme l'une de ses caractéristiques centrales (p.165). Les auteurs notent par ailleurs l'importance du facteur racial dans le populisme trumpiste et la complexité des enjeux qui y sont associés. Si le candidat républicain a indéniablement choisi de s'adresser en priorité à la classe moyenne blanche tout au long de sa campagne de 2016, il a su néanmoins d'inclure les communautés afro-américaine et hispanique dans son « peuple » de travailleurs méritants.

Kazin (2017) souligne ce point : « depuis les années 1960, ajoute-t-il, les États-Unis sont devenus une nation de plus en plus multiculturelle. Aucun candidat ne peut plus se permettre de parler du « peuple » d'une façon qui exclue clairement les minorités non blanches et non chrétiennes. Même Trump, dans les derniers mois de sa campagne, a essayé, par touches maladroites, de s'adresser aux Africains-Américains et aux Hispaniques » (p.49/50). Cette analyse est corroborée empiriquement par Ivaldi et Mazzoleni (2019b). Ces derniers rappellent que Trump s'est souvent montré favorable stratégiquement aux minorités ethniques, reflétant une acceptation positive de la diversité raciale aux États-Unis. « Ce qui s'est passé dans les centres-villes de notre pays, pour la communauté afro-américaine, pour la communauté hispanique, est très, très injuste, a expliqué Trump pendant la campagne. Nous allons nous en occuper. Le crime est horrible, l'éducation est terrible, et vous ne pouvez pas trouver de travail. Nous allons réparer les centres-villes » [26].

[23] D. J. Trump, « Remarks at the Central Florida Fairgrounds in Orlando, Florida », 2 novembre 2016.
[24] D. J. Trump, « Remarks at the Washington County Fair Park in West Bend, Wisconsin », 16 août 2016.
[25] D. J. Trump, « Remarks at the Bayfront Park Amphitheater in Miami, Florida », 2 novembre 2016.
[26] Trump, D.J., "Remarks at the Bayfront Park Amphitheater in Miami, Florida", 2 Novembre 2016.

La stratégie trumpiste met fortement l'accent sur les idées de déclin économique et d'échec des élites politiques, dénoncées pour « n'avoir apporté que de la pauvreté, des problèmes et des pertes »[27]. La nostalgie d'une époque idéalisée de prospérité économique et industrielle constitue un trait caractéristique des discours du candidat républicain en 2016 et de son appel à « revigorer le rêve américain », promettant de restaurer la grandeur du pays et sa « domination mondiale » –« *make America great again* » (Trump 2016a). A écouter le candidat républicain, « la formidable classe moyenne américaine est en train de disparaître. L'un des facteurs de cette dévastation économique est la politique commerciale désastreuse de l'Amérique. Les politiciens américains –inféodés aux intérêts des entreprises mondiales qui sont les premiers bénéficiaires des délocalisations– ont permis le pillage des emplois de toutes les manières imaginables. Ils ont toléré toutes les tricheries du commerce extérieur tout en promulguant des accords commerciaux qui encouragent les entreprises à délocaliser leur production à l'étranger »[28]. Le candidat républicain n'a pas hésité non plus à s'approprier des narratifs conspirationnistes, diabolisant une « machine corrompue » et « une structure de pouvoir mondiale » dominée par « une poignée de grandes entreprises et d'entités politiques » (Trump 2016c).

En 2016, Trump s'est approprié un mode argumentaire aux forts accents protectionnistes, dénonçant le libre-échange et le soi-disant « mondialisme » (*globalism*) comme les principaux moteurs du déclin économique de la nation, et justifiant de « mettre l'Amérique d'abord » (*put America First*) (Trump 2016c). Sous l'angle programmatique, rappelons que le Contrat de Trump avec l'électeur américain préconisait en particulier des politiques protectionnistes contre des « accords de libre-échange néfastes pour l'emploi », contre le « dumping des produits étrangers » et contre la « manipulation des devises ». En 2016, Trump s'est notamment engagé à renégocier ou retirer les États-Unis de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), ainsi qu'à établir des tarifs douaniers afin de « décourager les entreprises de licencier leurs travailleurs et de se délocaliser dans d'autres pays » (Trump 2016b).

Face au candidat républicain, le populisme a trouvé son chemin à gauche dans la campagne présidentielle de Bernie Sanders en 2016. La variante de gauche du populisme américain est historiquement associée au *People's Party* du XIXème siècle ou au populisme du Sud des États-Unis au début du XXème siècle, dont la figure la plus célèbre demeure sans doute Huey Long, gouverneur de la Louisiane et sénateur des États-Unis pendant la Grande Dépression, promoteur du « *share the wealth* » et défenseur des « petites gens » (*little man*) (Lowndes 2017). Kazin (2016) voit également une filiation idéologique entre la plateforme des Populistes de 1892 et le programme du candidat à l'investiture démocrate lorsque ce dernier s'en prend à la « classe des milliardaires », dont la prétendue emprise sur l'État aurait conduit à « un énorme transfert de richesse de la classe moyenne et des pauvres vers les personnes les plus riches de ce pays ».

[27] Trump, D. J. "Remarks at J.S. Dorton Arena in Raleigh, North Carolina", 7 Novembre 2016. Online by Peters, G. and J.T. Woolley, *The American Presidency Project*. http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=122536).
[28] https://eu.usatoday.com/story/opinion/2016/03/14/donald-trump-tpp-trade-american-manufacturing-jobs-workers-column/81728584/

A l'image des liens entre Podemos et les mouvements sociaux en Espagne, ce populisme de gauche, qui va constituer l'armature idéologique de la candidature de Sanders à l'investiture démocrate face à Hillary Clinton, était réapparu quelques mois auparavant dans le prolongement de *Occupy Wall Street*, attaquant à la fois les puissances financières et les élites politiques –républicains et démocrates sans distinction.

Dans leur analyse empirique des discours et débats des candidats aux investitures démocrate et républicaine, Hawkins and Littvay (2019) suggèrent que Bernie Sanders y a fait preuve du plus haut niveau de populisme (p.14). Par ailleurs, leurs résultats montrent que les deux principaux traits caractéristiques du populisme –le peuple-centrisme et l'anti-élitisme– constituent des éléments récurrents et stables des discours du candidat démocrate, contrairement notamment à Donald Trump dont l'utilisation des thématiques populistes apparaît plus variable, démontrant une plus forte hétérogénéité des discours. Du côté des électeurs, en revanche, le populisme aurait eu un effet plus marginal sur le choix en faveur de Bernie Sanders. Les attitudes populistes ne constituent pas à cet égard une dimension clé du vote en faveur du Sénateur du Vermont tandis qu'il s'agit à l'inverse d'un facteur plus déterminant et statistiquement significatif du soutien à Donald Trump (Hawkins and Littvay 2019, p.38).

L'examen des discours des candidats « populistes » –Donald Trump et Bernie Sanders– par Pearce (2018) au travers d'une méthode d'analyse quantitative confirme l'importance des thématiques populistes chez les deux candidats. Dans le cas de Sanders, le populisme s'exprime dans l'appel à une « révolution politique », c'est-à-dire la transformation d'un mouvement social en acteur politique contre le pouvoir établi. L'appel au « peuple » est au cœur de cette révolution que Sanders appelle de ses vœux, au travers d'un processus symbolique d'agrégation de groupes et d'intérêts sociaux très divers, typique du populisme.

Ces éléments étaient clairement en évidence dans le discours de Sanders prononcé lors de la Convention démocrate en juillet 2016 : « ensemble, ensemble, mes amis, nous avons commencé une révolution politique pour transformer l'Amérique, et cette révolution, notre révolution, continue ! Les jours d'élection vont et viennent, mais la lutte du peuple pour créer un gouvernement qui nous représente tous et pas seulement le 1%, un gouvernement basé sur les principes de justice économique, sociale, raciale et environnementale, cette lutte continue ! (...) Cette élection concerne et doit concerner les besoins du peuple américain et le type d'avenir que nous créons pour nos enfants et nos petits-enfants » [29].

Chez Sanders, ce populisme est clairement adossé à des enjeux socio-économiques, relatifs en particulier au partage des richesses. Pearce identifie chez le candidat démocrate un processus d'homogénéisation de groupes aux intérêts antagonistes, au travers d'une opposition verticale entre « haut » et « bas » de la société, qui postule par ailleurs une forme de corruption morale de l'élite politique et économique. Les élites stigmatisées par Sanders sont pour l'essentiel les élites économiques, dénonçant « la cupidité, l'imprudence et les comportements illégaux de Wall Street » et des « milliardaires » [30]. La tonalité populiste était plus fortement marquée lors du lancement par Sanders de sa campagne en mai 2015, où le candidat à l'investiture démocrate diabolisait plus volontiers un « système politique corrompu » et « l'oligarchie »,

[29] https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2016/07/26/transcript-bernie-sanderss-full-speech-at-the-2016-dnc/
[30] https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2016/07/26/transcript-bernie-sanderss-full-speech-at-the-2016-dnc/

s'en prenant ouvertement aux puissances financières et politiques : « Assez, c'est assez, déclarait-il. Cette grande nation et son gouvernement appartiennent à l'ensemble du peuple, et non à une poignée de milliardaires, à leurs super-PAC (Comités d'Action politique) et à leurs lobbyistes (…) Ce n'est pas le moment de faire la même vieille politique d'establishment et d'échanger des idées périmées entre deux couloirs (…) Cette campagne va envoyer un message à la classe des milliardaires. Et ce message est le suivant : vous ne pouvez pas tout avoir (...) Votre cupidité doit cesser. Vous ne pouvez pas profiter de tous les avantages de l'Amérique, si vous refusez d'accepter vos responsabilités » [31].

On retrouve chez Sanders les traits distinctifs du populisme « inclusif » : le populisme de Sanders, souligne Kazin, est un populisme de gauche, qui s'adresse à et entend parler pour une large majorité –les fameux « quatre-vingt-dix-neuf pour cent »–, indifférenciée par la race, l'ethnicité, l'origine nationale ou la religion, et qui est opposée à l'élite économique. Son « peuple » est défini en tant que groupe moral, une masse de travailleurs soumis à des élites jugées « immorales » [32]. Sanders l'explique en ces termes : « cette élection, dit-il, vise à mettre fin au niveau grotesque d'inégalité des revenus et des richesses en Amérique aujourd'hui ! Il n'est pas moral, il n'est pas acceptable et il n'est pas viable que les 1 % supérieurs possèdent aujourd'hui presque autant de richesses que les 90 % inférieurs » [33].

Politiquement, cependant, la campagne de 2016 de Bernie Sanders s'est engagée sans ambiguïté contre la « continuation d'accords commerciaux désastreux », estimant que les accords de libre-échange étaient responsables des pertes d'emplois américains et de la baisse des salaires aux États-Unis [34]. Pour Sanders, des accords, tel que le TIPP, porteraient directement atteinte à la souveraineté des États-Unis. En 2016, le candidat à l'investiture démocrate s'opposera notamment à l'adoption du partenariat transpacifique « dans sa forme actuelle car il perpétuerait une politique commerciale qui favorise les entreprises au détriment des travailleurs américains » et accélérerait « l'érosion des emplois manufacturiers et de la classe moyenne aux États-Unis » [35].

Dans son analyse comparée des narratifs populistes de Trump et Sanders, Skonieczny (2018) identifie un scénario commun aux deux candidats, une même histoire centrale opposant le « peuple » comme sujet collectif de gens ordinaires et travailleurs américains aux « élites » sur les questions économiques et le commerce international, assortie de la construction de récits de trahison, de corruption, d'oppression et de perte. Dans leurs discours, explique encore l'auteur, Sanders et Trump proposent une évaluation d'un environnement sociopolitique profondément altéré et mis à mal par les accords commerciaux passés qui ont fondamentalement transformé le cœur des États-Unis et détruit se classe ouvrière industrielle. Leurs narratifs sont avant tout fondés sur l'évocation du désespoir et du manque, se référant à une forme idéalisée –presque « pure »– du « rêve américain » et ce qui en constituerait à leurs yeux deux éléments centraux : d'une part, le gouvernement par le peuple ; d'autre part, l'existence de valeurs de travail et d'honnêteté associées à la « bonne » classe moyenne

[31] https://www.vox.com/2015/5/26/8662903/bernie-sanders-full-text-speech-presidential-campaign
[32] https://www.newyorker.com/news/q-and-a/how-socialist-is-bernie-sanders
[33] https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2016/07/26/transcript-bernie-sanderss-full-speech-at-the-2016-dnc/
[34] https://www.huffpost.com/entry/the-tpp-must-be-defeated_b_7352166
[35] https://thehill.com/blogs/floor-action/senate/298525-anti-trade-senators-say-senate-would-be-crazy-to-pass-tpp

industrielle du passé, valeurs qui auraient été profondément meurtries par la cupidité supposée des élites.

Si elle est présente dans les discours du Sénateur du Vermont, la dimension internationale n'apparaît pas cependant aussi structurante que dans la rhétorique de Donald Trump. Les enjeux relatifs au commerce international, en particulier, ont chez Sanders une moindre saillance, reflétant un agenda économique plus large, et une plus grande dissociation des thèmes populistes. Pearce (2018) souligne à cet égard que la critique de la globalisation chez Sanders porte essentiellement sur les opportunités perdues pour les jeunes générations d'Américains, plutôt que sur une tentative d'opposer la globalisation aux intérêts du « peuple » américain dans son ensemble, qui, nous l'avons souligné, est au cœur du discours trumpiste (p.52).

II.III. Populisme économique, globalisation : mesure des attitudes

Si elle domine certains aspects de l'offre partisane, cette question de l'imbrication du populisme et des enjeux socio-économiques peut également être approchée en termes de « demande » électorale et d'existence au sein des opinions publiques en France ou aux États-Unis, notamment, d'attitudes structurées par la vision du monde véhiculée par les acteurs populistes, aux deux extrêmes de l'arc politique. Cette question a acquis une saillance toute particulière dans la période post-crise financière de 2008 et se pose aujourd'hui pour tout un ensemble de manifestations du populisme.

Le bref examen de l'offre des acteurs populistes, proposée plus haut, mérite à ce titre d'être prolongé par une réflexion sur l'existence d'attitudes populistes économiques au sein des électorats et la possibilité d'opérationnaliser une mesure de « populisme économique » sous la forme d'un système d'attitudes pouvant exercer un effet normatif distinct et substantiel sur l'orientation du vote, en interaction avec d'autres formes idéologiques et attitudinales dont on connaît par ailleurs le rôle dans la structuration du choix électoral populiste.

II.III.I. Données et méthodes

Les données mobilisées ici sont issues d'une enquête comparative originale conduite en France et aux États-Unis en avril 2019, dans le cadre d'un programme de recherche sur le « populisme économique » développé en collaboration avec Oscar Mazzoleni (Université de Lausanne). Les données portent sur deux échantillons nationaux représentatifs de la population adulte, par quotas de genre, âge, profession, type de municipalité, avec une stratification régionale. Les participants ont été interrogés en ligne et sélectionnés à partir de panels nationaux recrutés via Internet. Les *speeders* potentiels dont la durée de réponse au questionnaire était inférieure à la moitié du temps médian ont été exclus, produisant des échantillons analytiques finaux de 1932 et 2093 répondants respectivement en France et aux États-Unis. Dans tous les modèles de régressions linéaires et logistiques présentés ici, les erreurs standards sont calculées à partir d'un estimateur robuste et on procède par ailleurs à un examen des facteurs d'inflation de la variance (VIFs) afin de repérer d'éventuels problèmes de colinéarité.

II.III.II. Attitudes populistes économiques : une mesure transcontinentale

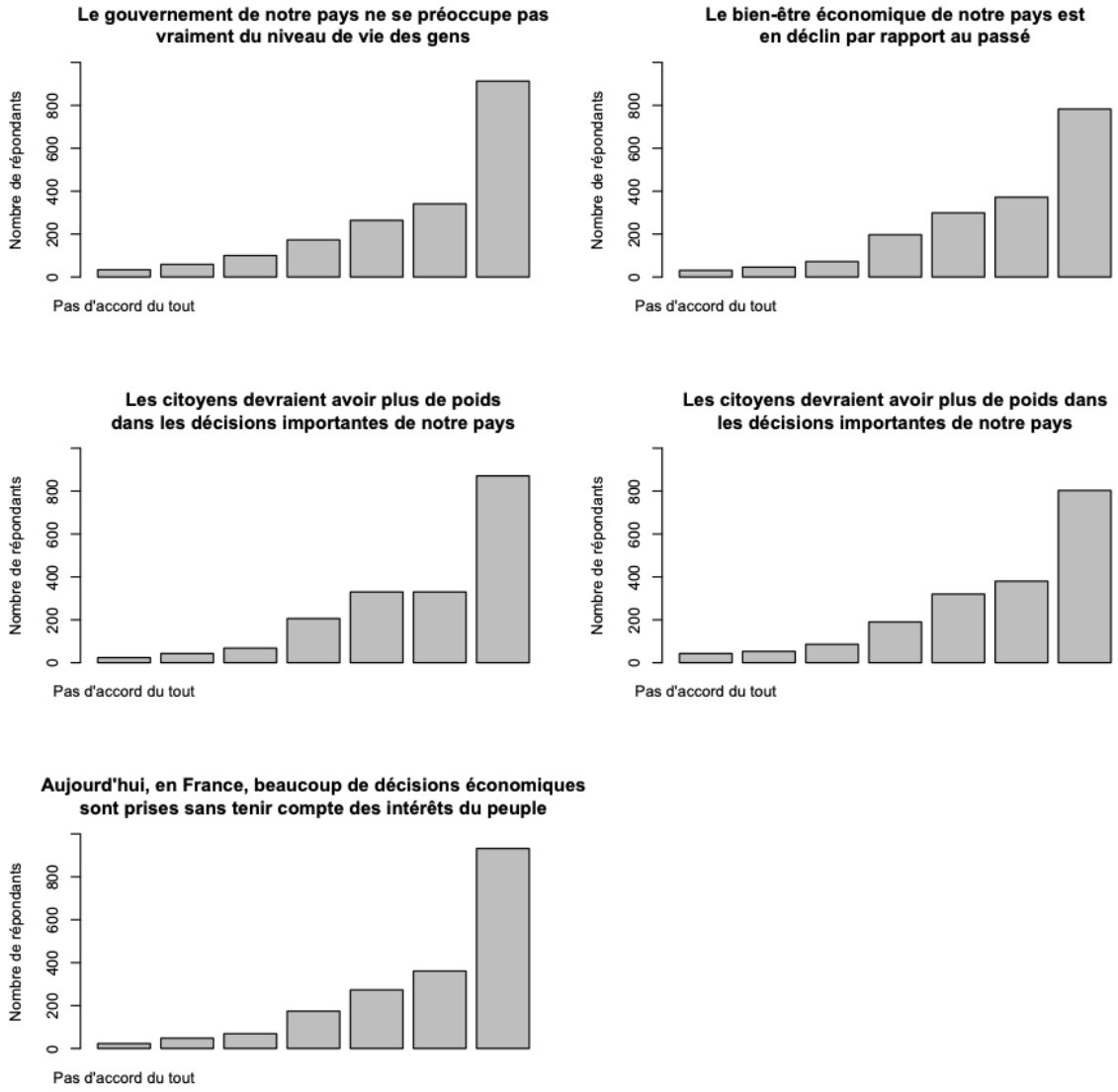
Un des principaux enjeux de l'enquête concerne la mesure des attitudes de populisme économique. Pour ce faire, on utilise cinq items dont on fait l'hypothèse qu'ils reflètent les traits distinctifs du populisme économique, autour des idées centrales de « peuple » en tant que communauté économique de producteurs laborieux, de déclin et de menace pesant sur le bien-être de ce peuple « authentique », ainsi que l'attribution de responsabilité aux élites pour le déclin du bien-être du peuple et la revendication de souveraineté populaire aux fins de protéger ses intérêts. L'échelle de populisme économique est ainsi composée à partir des questions suivantes :

- EcoPop1. Le gouvernement de notre pays ne se préoccupe pas vraiment du niveau de vie des gens
- EcoPop2. Le bien-être économique de notre pays est en déclin par rapport au passé
- EcoPop4. Les citoyens devraient avoir plus de poids dans les décisions importantes de notre pays
- EcoPop5. Dans notre pays, on ne se préoccupe pas vraiment des gens qui travaillent dur
- EcoPop6. Aujourd'hui, en France, beaucoup de décisions économiques sont prises sans tenir compte des intérêts du peuple

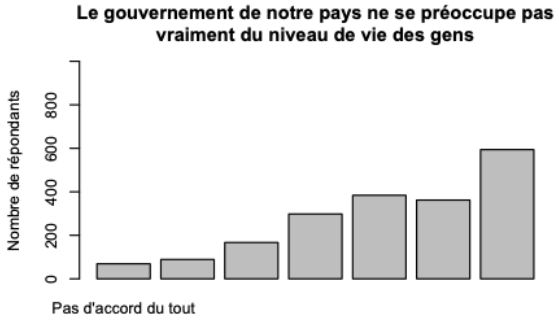
La figure 3 ci-dessous illustre la distribution des réponses aux divers items individuels en France et aux États-Unis. La distribution des enquêtés sur les questions de populisme économique témoigne de l'amplitude du phénomène dans l'espace politique français et américain. Globalement les notes moyennes apparaissent plus élevées en France qu'aux États-Unis. On note par ailleurs une asymétrie plus forte dans les données françaises, avec des courbes décalées vers la droite (*skewness* autour de -1,2 en moyenne pour les cinq items). La distribution des attitudes populistes économiques apparaît moins fortement marquée dans les valeurs élevées des échelles dans l'enquête américaine (*skewness* autour de -0,7 en moyenne).

Figure 3. Distribution des items individuels de l'échelle de populisme économique

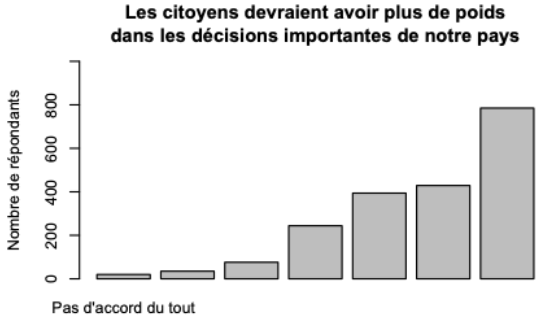
France

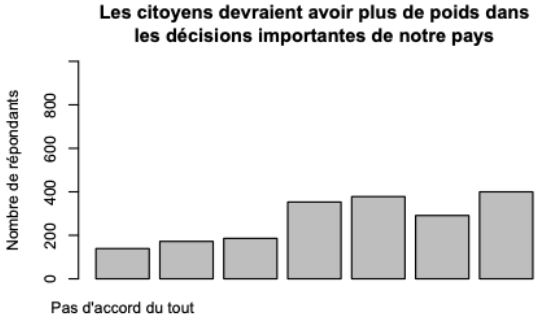


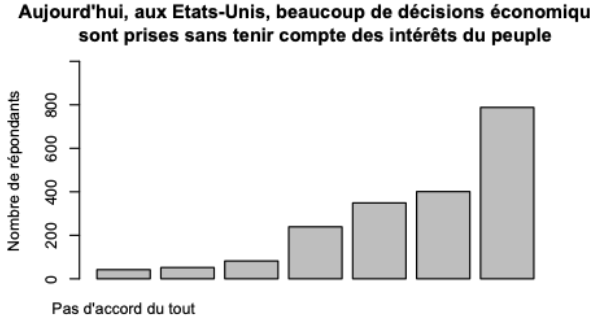
États-Unis


Le gouvernement de notre pays ne se préoccupe pas vraiment du niveau de vie des gens
Nombre de répondants
0
200
400
600
800
Pas d'accord du tout

Le bien-être économique de notre pays est en déclin par rapport au passé
Nombre de répondants
0
200
400
600
800
Pas d'accord du tout


Les citoyens devraient avoir plus de poids dans les décisions importantes de notre pays
Nombre de répondants
0
200
400
600
800
Pas d'accord du tout


Les citoyens devraient avoir plus de poids dans les décisions importantes de notre pays
Nombre de répondants
0
200
400
600
800
Pas d'accord du tout


Aujourd'hui, aux Etats-Unis, beaucoup de décisions économiqu sont prises sans tenir compte des intérêts du peuple
Nombre de répondants
0
200
400
600
800
Pas d'accord du tout

D'un point de vue empirique, il s'agit ici, à partir des items singuliers, d'identifier une dimension « latente » de populisme économique formant un système cohérent d'attitudes. L'homogénéité des réponses est en premier lieu vérifiée par le coefficient Alpha de Cronbach, qui vaut 0.87 en France et 0.76 aux États-Unis [36].

L'hypothèse d'un « trait latent » de populisme économique et la validité de l'échelle construite à partir de ces items sont vérifiés au moyen d'une analyse de type théorie de réponse aux items (*Item Response Theory*). L'IRT constitue aujourd'hui une des principales méthodes de référence pour l'analyse des attitudes populistes (Van Hauwaert et al., 2019). La famille IRT est une méthode exploratoire basée sur une généralisation du modèle hiérarchique de Guttman, applicable à des items ordinaux. Les réponses fournies aux items sont considérées à la fois comme une fonction des caractéristiques de l'individu et des caractéristiques de l'item (Durant 1998). Les tests d'unidimensionnalité sont effectués sur une base probabiliste en fonction du niveau de « difficulté » de chaque item, en incluant la possibilité d'erreurs (réponse hâtive, mauvaise compréhension, réponse aléatoire, etc.).

Les modèles IRT permettent en outre de valider le caractère monotone croissant de l'échelle et l'indépendance locale (association conditionnelle) des items qui la composent, c'est-à-dire le fait que les réponses aux items sont dues à la position de l'individu sur le trait latent mesuré –les items ne sont plus corrélés entre eux lorsque ces corrélations sont contrôlées par la présence du trait latent (Van der Ark 2012). La monotonicité signifie par ailleurs que la probabilité d'approuver une option de réponse « correcte » augmente avec l'augmentation des niveaux de la construction latente.

L'analyse des données françaises et américaines confirme l'hypothèse selon laquelle le populisme économique peut être construit comme une dimension attitudinale latente. L'échelle présente une forte cohérence interne : dans chacun des deux pays, les coefficients d'homogénéité *h* des cinq items de populisme économique sont supérieurs au seuil généralement retenu de 0,3, confirmant l'unidimensionnalité de l'échelle. Les coefficients H de l'échelle globale sont de 0,58 en France et de 0,41 aux États-Unis, soit des niveaux satisfaisants d'échelles dites « forte » et « moyenne », respectivement. Dans les deux cas, l'analyse atteste du caractère monotone croissant de l'échelle et de la hiérarchie des items. S'agissant de l'hypothèse d'indépendance locale, les résultats d'une analyse de non-intersection des items font apparaître quelques déviations marginales dans les deux cas, qui ne remettent cependant pas en cause le principe d'association conditionnelle.

Ces résultats confirment que les cinq items du populisme économique peuvent être combinés au sein d'une seule et même dimension d'attitudes. Dans chacun des deux pays de l'enquête, on estime un score IRT de populisme économique à partir d'un modèle de réponse graduée (GRM) adapté dans le cas d'items polytomiques (Van Hauwaert et al., 2019). Le score IRT fournit une mesure standardisée de populisme économique de moyenne égale à 0 et d'écart type valant 1.

[36] Dans chacun des deux pays, une analyse exploratoire en composantes principales confirme la présence d'une solution satisfaisante avec facteur unique (% variance expliquée = 66% en France et 52% aux États-Unis) et des saturations toutes supérieures à 0,7 en France et à 0,6 aux États-Unis.

II.III.III. Déterminants sociodémographiques du populisme économique

Si elles sont largement partagées, les attitudes populistes économiques ne se distribuent pas de la même façon dans tous les groupes sociaux. On rejoint en particulier ici l'idée très largement discutée tout au long du mémoire d'une surreprésentation des sentiments et attitudes populistes chez les « perdants de la mondialisation », c'est-à-dire les groupes socio-professionnels les plus exposés et les plus vulnérables aux effets directs et indirects de l'internationalisation économique et, plus largement, des processus de modernisation des économies post-industrielles.

On examine ici deux modèles de régressions linéaires –un pour chacun des deux pays de l'enquête– afin de tester la signification des variables sociodémographiques standards, à savoir le sexe, l'âge, le diplôme et la profession (Cf. tableau 2). L'âge est utilisé en variable continue et on spécifie un terme quadratique pour tenir compte d'un possible effet curvilinéaire. Pour le niveau de diplôme, on utilise une recodification en trois groupes, avec un niveau de diplôme faible, moyen et élevé [37]. Le lieu de résidence des répondants est également considéré à partir de trois modalités : grandes zones urbaines, villes moyennes et zones rurales. On intègre également une variable de pratique religieuse sous la forme d'une échelle de fréquence d'assistance à un culte religieux. Les non-réponses sont exclues des modèles.

La mesure des professions est basée sur les catégories de la Classification socio-économique européenne telle que proposée dans le cadre du projet ESeC (*European Socio-economic Classification*) dont l'objectif est fournir la base d'une harmonisation au niveau européen, en référence à la classification internationale type des professions, basée sur le schéma de classes établi, notamment, par Goldthorpe (Rose et Harrison 2010), en cinq groupes principaux, à savoir : managers / cadres dirigeants / chefs d'entreprise, professions administratives et intellectuelles ; professions intermédiaires ; indépendants et chefs de petites entreprises ; professions de supervision et techniques inférieures ; professions semi-routinières et routinières.

Dans le cas américain, il semble également nécessaire de prendre en considération la dimension raciale qui constitue traditionnellement, on le sait, un facteur important de l'orientation des comportements électoraux aux États-Unis (Abramowitz 2018). En 2016, Donald Trump était arrivé très largement en tête du scrutin auprès de l'électorat blanc avec 58 % des voix contre 37 % à sa rivale [38]. Ces électeurs blancs constituent la base traditionnelle du parti républicain aux États-Unis, au sein des classes moyennes suburbaines et des catégories supérieures. Dans certains *Swing states* du *Rust belt* comme le Michigan, l'Ohio, la Pennsylvanie ou le Wisconsin –frappés de plein fouet par le déclin de l'emploi industriel, la victoire de Trump a résulté en outre d'une abstention différentielle de l'électorat populaire blanc traditionnel des Démocrates, dont certains avaient voté massivement pour Barack Obama en 2012, attestant de l'importance des sentiments de marginalisation et de frustration d'une partie de l'électorat américain blanc (Faber et al. 2017, Mutz 2018). Le lien

[37] Pour la France : inférieur au bac, baccalauréat et supérieur au bac ; pour les États-Unis : *High school and lower*, *some college*, *college and post-grad*

[38] Notons toutefois que les effets du clivage racial ne doivent sans doute pas être surestimés. L'écart de 21 points, observé en 2016 entre Trump et Clinton auprès des électeurs blancs n'est en rien exceptionnel : l'écart était de 20 points en faveur de Mitt Romney lors du scrutin présidentiel de 2012 et il était déjà de même ampleur en 1980 lorsque Ronald Reagan avait conquis la Maison Blanche face à Jimmy Carter. http://www.pewresearch.org/fact-tank/2016/11/09/behind-trumps-victory-divisions-by-race-gender-education/

avec le populisme mérite d'être souligné. Dans son étude longitudinale des attitudes anti-élites, Rahn (2019b) met en lumière un effet très net de basculement entre 2004 et 2014 : sur la période, le niveau des attitudes anti-élites a sensiblement baissé chez les Afro-Américains alors qu'il a parallèlement augmenté de manière substantielle au sein de l'électorat blanc. Ici, l'effet de la catégorie raciale est testé dans un second modèle pour les États-Unis à partir de quatre principaux groupes, à savoir les électeurs blancs, noirs, hispaniques et autres.

Tableau 2. Populisme économique et indicateurs sociodémographiques en France et aux États-Unis

	Score IRT de Populisme économique		
	France	USA	USA(2)
Femme (réf=Homme)	0,23 (0,05)***	0,16 (0,04)***	0,16 (0,04)***
Age	0,04 (0,01)***	0,02 (0,01)**	0,02 (0,01)*
Age au carré	-0,0004 (0,0001)***	-0,0002 (0,0001)*	-0,0002 (0,0001)*
Diplôme + (réf=Dip-)	-0,09 (0,06)	-0,02 (0,05)	-0,02 (0,05)
Diplôme ++	-0,25 (0,06)***	0,02 (0,05)	0,02 (0,05)
Professions intermédiaires (réf=Managers, prof. intellect.)	0,11 (0,06)	0,16 (0,07)*	0,16 (0,07)*
Indépendants et chefs de petites entreprises	0,02 (0,07)	-0,09 (0,06)	-0,09 (0,06)
Professions de supervision et techniques inférieures	0,21 (0,07)**	0,10 (0,07)	0,10 (0,07)
Professions semi-routinières et routinières	0,17 (0,07)**	0,22 (0,07)**	0,20 (0,07)**
Petite ville / moyenne (réf=Pôle urbain)	0,13 (0,05)**	-0,07 (0,05)	-0,06 (0,05)
Zone rurale	0,15 (0,06)*	0,04 (0,06)	0,06 (0,06)
Pratique religieuse (échelle)	0,01 (0,01)	-0,06 (0,01)***	-0,06 (0,01)***
Noir (réf=Blanc)			0,18 (0,07)**
Hispanique			-0,01 (0,08)
Autre			0,04 (0,07)
Constante	-1,07 (0,21)***	-0,41 (0,20)*	-0,41 (0,20)*
Observations	1809	1806	1806
R^2	0,06	0,06	0,06
R^2 ajusté	0,06	0,05	0,05

Notes: *p<0,05; **p<0,01; ***p<0,001
Régressions linéaires
Erreurs standards robustes entre parenthèses
Enquête YouGov, Avril 2019

Les résultats de cette première analyse sociologique montrent des éléments de similitudes entre les deux pays (Cf. tableau 2). Notons en premier lieu que, si des différences significatives de populisme économique apparaissent entre divers groupes sociaux, un modèle sociodémographique strict possède assez peu de pouvoir explicatif, avec un R^2 de 0,06 aussi bien en France qu'aux États-Unis. L'ajout du critère racial dans le second modèle américain dans la troisième colonne du tableau [USA(2)] ne produit aucun changement notable avec un R^2 similaire de 0,06.

De manière relativement contre-intuitive, les femmes semblent plus enclines au populisme économique que les hommes : l'effet du genre est significatif et substantiel en France comme aux États-Unis. Cette observation va à l'encontre de la littérature sur le *gender gap* du populisme généralement considéré comme un phénomène à prédominante masculine, en particulier dans sa variante de droite radicale. Ce point est d'importance et suggère que le populisme économique ne recouvre pas nécessairement les composantes nativiste et autoritaire de la droite radicale, dont on sait par ailleurs qu'elles constituent des facteurs déterminants de l'écart traditionnel entre hommes et femmes dans le vote en faveur de ces partis (Harteveld et al., 2015).

L'âge apparaît en second lieu comme un prédicteur important dans les deux pays, de manière sans doute plus marquée en France. Ainsi qu'anticipé dans les modèles, l'effet de l'âge est curvilinéaire et les deux termes sont statistiquement significatifs. Le degré de populisme économique apparaît sensiblement plus élevé dans les classes d'âges intermédiaires, auprès d'une population active entre 35 et 65 ans, et plus faible en comparaison à la fois chez les plus jeunes et chez les plus âgés. Notons que l'effet demeure plus hétérogène dans le cas des États-Unis avec des intervalles de confiance plus étendus.

L'impact du capital culturel apparaît, pour sa part, variable et illustre des différences importantes entre les contextes français et américain. En France, le niveau de diplôme exerce un effet significatif et substantiel sur les attitudes populistes économiques. Le degré de populisme économique décroît avec l'élévation du niveau de diplôme, qui fait apparaître une polarisation très forte entre les groupes les moins diplômés, d'une part, et les détenteurs d'un titre universitaire, d'autre part. En termes de populisme économique, la ligne de fracture passe donc bien entre les diplômés du supérieur et l'ensemble des autres catégories. Une telle relation n'est pas visible en revanche aux États-Unis : le populisme économique y est globalement comparable dans l'ensemble des niveaux de diplôme et l'effet du capital éducatif n'est pas statistiquement significatif.

Ces différences se reflètent dans la distribution des attitudes populistes économiques dans les divers groupes socio-professionnels. En France, le populisme économique se retrouve principalement dans les catégories populaires, parmi les professions de supervision, auprès des encadrants et des professions techniques de niveau inférieur, ainsi que dans les professions semi-routinières et routinières, c'est-à-dire les employés de niveau inférieur et les ouvriers. A ce titre, le cas français semble corroborer l'idée que le populisme économique se cristalliserait principalement dans les groupes sociaux les plus exposés et les plus vulnérables aux effets directs et indirects de l'internationalisation économique et de la modernisation. Aux États-Unis, en revanche, les attitudes populistes économiques apparaissent plus largement distribuées : si on retrouve là aussi une dominante populaire auprès des employés, ouvriers qualifiés et non qualifiés, ces attitudes sont également plus prononcées chez les professions

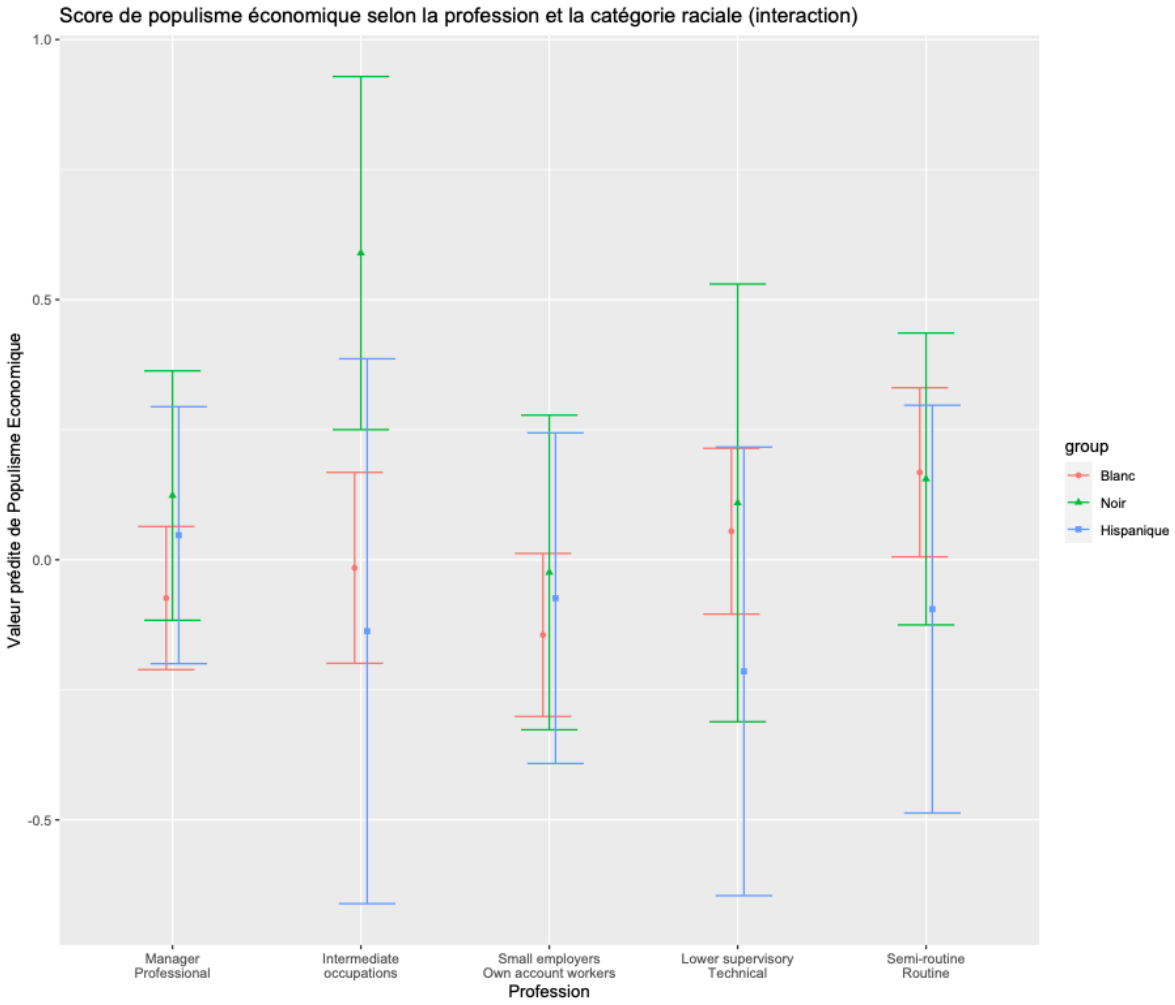
intermédiaires et chez les employés de niveau supérieur, reflétant une composition de classe a priori plus hétérogène.

Le lieu de résidence exerce un effet significatif mais assez peu substantiel en France : les attitudes populistes sont ainsi moins prononcées chez les électeurs des grands centres urbains, un résultat qui pourrait pour partie refléter certaines des recompositions socio-spatiales à l'œuvre dans les territoires métropolitains. On songe en particulier ici aux multiples hypothèses formulées quant à la gentrification des centres villes et aux migrations résidentielles d'une partie des classes moyennes-basses et populaires en direction des couronnes périurbaines et périphéries éloignées (Fourquet 2012). Le lieu de résidence n'exerce en revanche aucun effet statistique significatif aux États-Unis : les attitudes populistes économiques y sont ainsi présentes en milieu urbain tout autant que dans les zones rurales et dans les villes de petite taille.

Enfin, on observe des différences significatives entre les deux pays s'agissant de la variable de pratique religieuse. Les attitudes populistes économiques sont fortement corrélées de manière négative avec cette dernière dans le cas américain : le degré de populisme économique y est sensiblement plus élevé chez les électeurs les plus sécularisés et détachés de la pratique religieuse, et cet effet est substantiel et monotone au regard de la probabilité prédite de populisme économique sur l'échelle standardisée. Dans le contexte des États-Unis, cette association forte du populisme économique et de la variable religieuse laisse entrevoir une articulation entre cette forme de populisme et les grandes idéologies politiques américaines, à gauche et à droite de l'échiquier politique, elles-mêmes structurées par le rapport à la religion. De surcroît, le signe négatif du coefficient de régression semble pointer vers un ancrage plutôt libéral –au sens de la gauche américaine– du populisme économique aux États-Unis. En France, à l'inverse, la pratique religieuse n'exerce aucun effet significatif, ce qui suggère que le populisme économique n'y est pas sans doute pas articulé de façon aussi tranchée avec les mondes culturels conservateur et/ou de gauche sécularisée.

L'inclusion du facteur racial dans le second modèle américain montre un effet très limité de cette variable sur le niveau mesuré de populisme économique. Ce dernier apparaît relativement plus élevé chez les électeurs noirs que chez leurs homologues blancs mais les différences observées demeurent très faibles, dans des catégories qui restent en outre relativement hétérogènes. Par ailleurs, on ne note que peu d'effets différentiels en fonction de la profession des individus. On reprend ici le modèle du tableau 2 y ajoutant un terme d'interaction entre la catégorie raciale, d'une part, et la profession, d'autre part (modèle non présenté ici). Les résultats confirment l'absence d'effet des paramètres initiaux de race et de profession, et leur interaction n'est pas non plus statistiquement significative. Ainsi que le suggèrent les intervalles de confiance dans la figure 4, les écarts entre groupes raciaux varient peu à travers les divers groupes professionnels en tenant compte de l'interaction des deux variables. Un point à noter : si ces résultats ne montrent pas en tout état de cause de tropisme fort de populisme économique dans la classe ouvrière blanche, on remarquera cependant que l'écart entre électeurs blancs et noirs est pratiquement nul dans ces catégories, ce qui laisse entrevoir l'alignement partiel tout au moins des ouvriers blancs américains sur la dimension de populisme économique, tel qu'il a pu être décrit notamment à l'occasion du scrutin présidentiel de 2016.

Figure 4. Valeurs prédites de populisme économique selon le genre et la catégorie raciale aux États-Unis (modèle d'interaction)



Note : Les calculs sont basés sur le modèle USA(2) du tableau 2, incluant un terme d'interaction entre la catégorie raciale et la profession, et estimés à partir des effets marginaux moyens (AMEs).

II.III.IV. Attitudes socio-économiques, culturelles et populisme économique

Ainsi qu'évoqué dans le mémoire, les acteurs populistes contemporains mobilisent des secteurs assez larges des électorats européens et nord-américain sur les grands défis posés par la globalisation et l'intégration économique internationale. (Bonikowski 2017, Gidron et Hall 2017). Il importe à ce titre d'examiner plus avant la relation que le populisme économique entretient avec les principaux enjeux socio-économiques produits par la globalisation.

Trois aspects méritent d'être envisagés ici, qui constituent des corrélats économiques et culturels potentiels du populisme, à savoir la redistribution, le chauvinisme du *welfare*, qui constitue, rappelons-le, une composante essentielle de l'idéologie populiste radicale de droite, et les attitudes envers la mondialisation qui sont généralement considérées comme des

facteurs de soutien aux formations populistes, tant à gauche qu'à droite de l'échiquier politique.

Pour la mesure des attitudes pro-redistribution, on utilise deux items : « Pour réduire les inégalités, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres » ; « C'est la responsabilité de l'État d'assurer un niveau de vie décent à tous les citoyens ». Les attitudes à l'égard de la mondialisation économique sont mesurées à partir de deux questions : « La mondialisation représente une opportunité de croissance économique pour notre pays » ; « Le développement du commerce international permet de créer des emplois en France ». Les questions suivantes sont utilisées pour la mesure du chauvinisme de l'État-providence : « c'est une bonne chose pour l'économie française que des étrangers viennent vivre en France » ; « les personnes qui viennent vivre dans notre pays donnent plus qu'elles ne prennent » ; « Tous les immigrés qui travaillent dur devraient avoir le droit de rester en France » ; « En matière d'emploi, on devrait donner la priorité à un français sur un immigré ».

Le détail des trois échelles d'attitudes et de leurs statistiques descriptives sont résumés dans le tableau 3 ci-dessous. Les indicateurs statistiques montrent un niveau beaucoup plus élevé de soutien à la redistribution en France –5,2 en moyenne sur l'échelle contre 3,9 aux États-Unis– et des attitudes moins positives quant à la globalisation –4,4 en France contre 4,8 en moyenne dans l'enquête américaine.

Tableau 3. Indicateurs attitudinaux : statistiques descriptives

Statistiques descriptives indicateurs attitudinaux (France)

Statistic	N	Moyenne	Écart-type	Min	Pctl(25)	Pctl(75)	Max
Chauvinisme du Welfare	1,636	4.1	1.5	1.0	3.0	5.2	7.0
Pro-Redistribution	1,835	5.2	1.5	1.0	4.0	6.5	7.0
Globalisation positive	1,657	4.4	1.5	1.0	3.5	5.5	7.0
Échelle Gauche-Droite	1,497	5.4	2.8	0.0	3.0	8.0	10.0

Statistiques descriptives indicateurs attitudinaux (USA)

Statistic	N	Moyenne	Écart-type	Min	Pctl(25)	Pctl(75)	Max
Chauvinisme du Welfare	1,760	3.9	1.7	1.0	2.5	5.2	7.0
Pro-Redistribution	1,913	3.9	2.0	1.0	2.0	5.5	7.0
Globalisation positive	1,714	4.8	1.5	1.0	4.0	6.0	7.0
Échelle Gauche-Droite	1,764	5.5	3.1	0.0	3.0	8.0	10.0
Échelle Libéral-Conservateur	1,876	3.1	1.2	1.0	2.0	4.0	5.0

Le tableau ci-dessous présente les corrélations entre ces divers indicateurs d'attitudes et le score calculé de populisme économique en France et aux États-Unis. On ajoute également ici les variables de mesure des affiliations idéologiques des individus, qui seront considérées dans la prochaine section. Les corrélations observables pour la France sont significatives et élevées. Elles confirment en particulier les liens que le populisme économique entretient avec le soutien à la redistribution (r=0,48) et l'opposition à la globalisation (r=-0,26). On ne note pas en revanche d'association avec le placement des individus sur l'échelle gauche-droite (r=-0,02, n.s.), point sur lequel nous allons revenir plus bas. Les données américaines font apparaître une structure de corrélations quelque peu différente. Si on retrouve bien aux États-Unis le lien fort entre populisme économique et redistribution (r=0,38), la corrélation avec une perception positive des effets de la globalisation économique est ici positive (r=0,21). Par ailleurs, le populisme économique semble plutôt être ancré au pôle libéral ou gauche de l'électorat américain ainsi qu'en témoignent les coefficients négatifs pour l'échelle gauche-droite (r=-0,24) ou pour la mesure plus classique de l'opposition libéral-conservateur (r=-0,23). Cette dernière observation rejoint les conclusions établies précédemment quant à l'association significative du populisme économique et du facteur religieux, qui pointait vers un ancrage plutôt libéral –au sens de la gauche américaine– du populisme économique aux États-Unis.

Tableau 4. Matrices de corrélations* des indicateurs attitudinaux et du score IRT de populisme économique en France et aux États-Unis

	France	
	Score de populisme économique (IRT)	
Échelle gauche-droite	-0.02	
Populisme (Akkerman et al. 2014)	0.67	
Chauvinisme du Welfare	0.26	
Redistribution	0.48	
Globalisation positive	-0.26	
	États-Unis	
	Score de populisme économique (IRT)	Échelle Libéral-Conservateur
Échelle Libéral-Conservateur	-0.23	
Échelle gauche-droite	-0.24	0.74
Populisme (Akkerman et al. 2014)	0.38	0.22
Chauvinisme du Welfare	-0.16	0.60
Redistribution	0.38	-0.58
Globalisation positive	0.21	-0.33

*R de Pearson

Ces trois dimensions attitudinales supplémentaires sont considérées à présent dans une seconde série de régressions linéaires, aux côtés des contrôles sociodémographiques utilisés précédemment, incluant la catégorie raciale comme variable additionnelle pour le cas américain (Cf. tableau 5). En France, l'ajout des dimensions d'attitudes produit une augmentation très significative du pouvoir explicatif du modèle, avec un R^2 de 0,32, contre 0,18 aux États-Unis où l'effet des variables d'attitudes est moindre.

Tableau 5. Populisme économique et attitudes socio-économiques et culturelles en France et aux États-Unis

	Score IRT de Populisme économique		
	France	USA	USA (2)
Femme (réf=Homme)	0,18 (0,04)***	0,11 (0,05)*	0,11 (0,04)*
Age	0,02 (0,01)**	0,03 (0,01)**	0,03 (0,01)**
Age au carré	-0,0002 (0,0001)**	-0,0002 (0,0001)*	-0,0002 (0,0001)*
Diplôme + (réf=Dip-)	0,005 (0,05)	0,05 (0,06)	0,03 (0,06)
Diplôme ++	-0,004 (0,06)	0,05 (0,06)	0,04 (0,06)
Professions intermédiaires (réf=Managers, prof. intellect.)	0,03 (0,06)	0,16 (0,08)	0,17 (0,08)*
Indépendants et chefs de petites entreprises	0,08 (0,07)	-0,07 (0,06)	-0,06 (0,06)
Professions de supervision et techniques inférieures	0,08 (0,06)	0,14 (0,07)	0,14 (0,07)
Professions semi-routinières et routinières	0,06 (0,07)	0,17 (0,07)*	0,17 (0,07)*
Petite ville / moyenne (réf=Pôle urbain)	0,08 (0,05)	-0,01 (0,05)	-0,001 (0,05)
Zone rurale	0,06 (0,06)	0,15 (0,06)*	0,16 (0,06)**
Pratique religieuse (échelle)	0,01 (0,01)	-0,04 (0,01)***	-0,04 (0,01)***
Noir (réf=Blanc)		-0,10 (0,08)	-0,10 (0,08)
Hispanique		-0,05 (0,09)	-0,07 (0,09)
Autre		-0,03 (0,07)	-0,05 (0,07)
Chauvinisme du Welfare	0,12 (0,01)***	0,04 (0,02)*	0,04 (0,02)*
Pro-Redistribution	0,26 (0,01)***	0,18 (0,01)***	0,17 (0,01)***
Globalisation positive	-0,09 (0,01)***	0,03 (0,02)	-0,49 (0,08)***
Globalisation positive au carré			0,06 (0,01)***
Constante	-2,24 (0,24)***	-1,77 (0,26)***	-0,68 (0,30)*
Observations	1416	1400	1400
R^2	0,33	0,18	0,21
R^2 ajusté	0,32	0,17	0,20

Notes: *p<0,05; **p<0,01; ***p<0,001
Régressions linéaires
Erreurs standards robustes entre parenthèses
Enquête YouGov, Avril 2019

Dans les deux cas, le populisme économique reste très fortement corrélé avec l'échelle de redistribution économique, particulièrement en France où l'on observe une différence de plus d'1,5 écart-type d'une extrémité à l'autre de l'échelle de soutien à la redistribution, et d'un écart-type aux États-Unis. Ces résultats éclairent le lien qu'il est possible d'établir entre diverses manifestations du phénomène populiste contemporain tel qu'il se distribue sur l'ensemble de l'axe idéologique, et certains des effets directs ou indirects de la globalisation. La notion de « justice », singulièrement, est au cœur de cette réflexion (Zürn et de Wilde 2016, Rodrik 2018), en lien avec des préoccupations relatives à la redistribution, aux inégalités et aux demandes de compensation (Bonikowski 2017, Pastor et Veronesi 2018), et plus généralement aux modèles d'allocation des ressources, en lien et/ou interaction avec les

dimensions culturelles et politico-institutionnelles sur lesquelles, nous l'avons amplement souligné, les acteurs populistes prennent aussi appui.

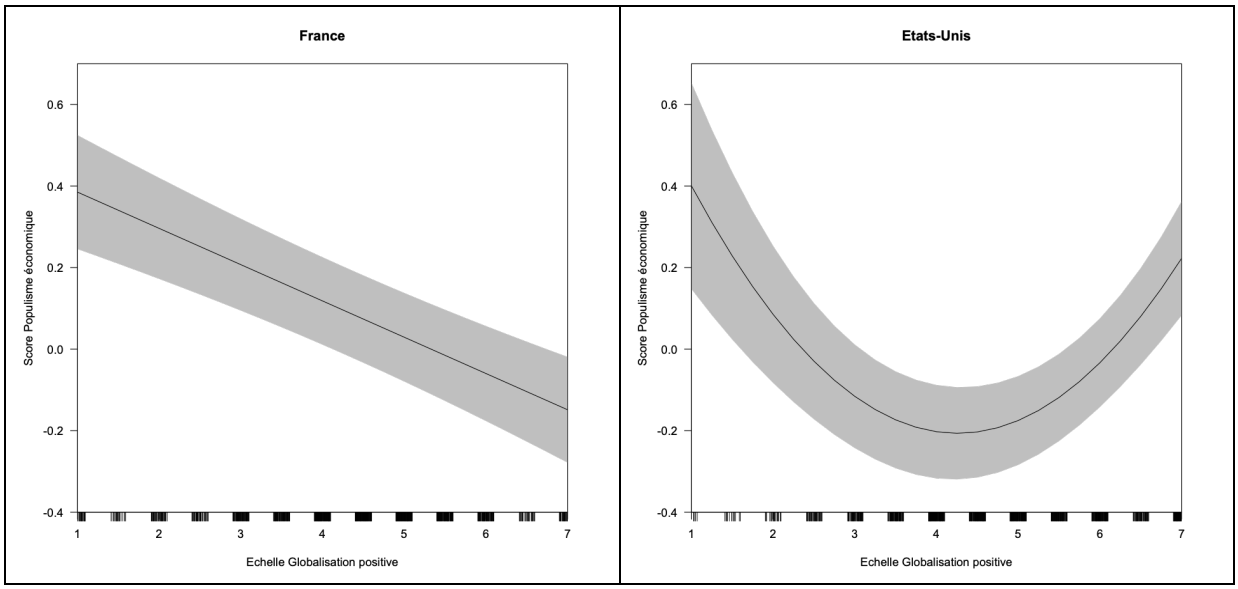
Dans le cas français, la demande de redistribution est associée à une composante welfare-chauviniste forte : l'effet de cette seconde dimension d'attitude est significatif et substantiel et le degré de populisme économique y est corrélé avec l'idée d'une priorité aux nationaux à l'accès à la protection sociale et à la richesse nationale. Aux États-Unis, en revanche, le chauvinisme social n'a que peu d'effet sur le niveau de populisme économique quand bien même il est possible de relever une association positive de très faible amplitude.

Enfin, s'agissant des attitudes à l'égard de la globalisation, une différence notable semble s'établir entre les cas américain et français. En France, le populisme économique est significativement associé à la critique de la mondialisation, ainsi que l'indique le signe négatif du coefficient. L'effet de la variable est substantiel, de l'ordre de 0,9 écart-type d'une extrême à l'autre de l'échelle d'attitudes relatives à la globalisation. Pour le cas français, ces résultats tendent à confirmer l'hypothèse de l'alignement du populisme avec les enjeux et multiples lignes de fracture formées par la globalisation, et de son positionnement au pôle de « démarcation » du clivage transnational.

Un tel effet est a priori absent en revanche de l'enquête américaine où l'on n'observe pas de corrélation entre perceptions de la globalisation, d'une part, et niveau de populisme économique, d'autre part. Au regard de l'importance des enjeux liés à la globalisation dans le débat public contemporain aux États-Unis, et de leur saillance dans les discours et stratégies des acteurs populistes à gauche comme à droite de l'échiquier politique, cette absence de corrélation mérite d'être examinée plus en détail, pouvant en particulier masquer un effet plus hétérogène –et non nécessairement linéaire– des préférences relatives à la globalisation sur la structuration des attitudes populistes.

Dans un second modèle, on spécifie un terme carré pour l'échelle d'attitudes à l'égard de la globalisation, afin d'identifier un possible effet non linéaire des perceptions de la mondialisation sur les attitudes populistes économiques (Cf. modèle USA(2) dans tableau 5). Les résultats montrent que les deux termes sont statistiquement significatifs, attestant d'un effet curvilinéaire substantiel et d'une distribution en U (Cf. figure 5). Le populisme économique apparaît ainsi plus faible sur les positions médianes de l'échelle de globalisation et beaucoup plus élevé en revanche à ses deux pôles, avec une différence de l'ordre de -0,6 écart-type entre le centre de l'échelle et ses deux extrémités.

Figure 5. Effet des attitudes vis-à-vis de la globalisation sur le niveau de populisme économique en France et aux États-Unis



Note : Les calculs sont basés sur les modèles du tableau 5 et estimés à partir des effets marginaux moyens (AMEs).

Aux États-Unis, donc, le populisme économique paraît ainsi se cristalliser au sein de deux groupes d'électeurs opposés par leurs perceptions des bénéfices de l'internationalisation économique, à la fois dans un segment très hostile à la mondialisation et, de manière plus étrange sans doute, dans un secteur beaucoup plus positif en revanche quant aux effets de cette dernière. Ainsi que nous allons le voir, cette distribution renvoie à la polarisation idéologique de l'électorat américain et au rapport différentiel que les populismes de gauche et de droite entretiennent avec l'internationalisation dans la formulation de leurs critiques à l'égard de la globalisation.

II.III.V. Populisme économique et idéologie

Un troisième aspect concerne l'imbrication du populisme économique et des identités politiques, telles qu'elles se dessinent en France en termes de positionnement gauche-droite (Enyedi et Deegan-Krause 2013) ou, dans le cas américain, au travers des référentiels traditionnels libéraux et conservateurs (Abramowitz et Saunders 2006, Jost 2012 & 2017, Gries 2017). A des fins comparatives, on teste tout d'abord ici l'inclusion d'une même variable d'idéologie politique à partir de la mesure du placement des individus sur l'échelle gauche-droite dans les modèles sociodémographiques et attitudinaux précédents, et ce pour la France et les États-Unis (Cf. tableau 6).

Tableau 6. Populisme économique, attitudes socio-économiques et culturelles et identités politiques en France et aux États-Unis

	Score IRT de Populisme économique			
	France	France (2)	États-Unis	États-Unis (2)
Femme (réf=Homme)	0,20 (0,05)***	0,23 (0,05)***	0,09 (0,05)*	0,09 (0,05)*
Age	0,03 (0,01)**	0,03 (0,01)**	0,02 (0,01)**	0,02 (0,01)**
Age au carré	-0,0003 (0,0001)**	-0,0003 (0,0001)**	-0,0002 (0,0001)*	-0,0002 (0,0001)*
Diplôme + (réf=Dip-)	-0,001 (0,06)	0,002 (0,06)	0,09 (0,06)	0,10 (0,06)
Diplôme ++	0,01 (0,06)	0,02 (0,06)	0,08 (0,06)	0,08 (0,06)
Professions intermédiaires (réf=Managers, prof. intellect.)	0,04 (0,07)	0,03 (0,07)	0,12 (0,08)	0,11 (0,08)
Indépendants et chefs de petites entreprises	0,11 (0,07)	0,10 (0,07)	-0,09 (0,06)	-0,09 (0,06)
Professions de supervision et techniques inférieures	0,05 (0,07)	0,05 (0,07)	0,13 (0,07)	0,14 (0,07)
Professions semi-routinières et routinières	0,08 (0,07)	0,08 (0,07)	0,23 (0,08)**	0,23 (0,08)**
Petite ville / moyenne (réf=Pôle urbain)	0,09 (0,05)	0,07 (0,05)	-0,01 (0,05)	-0,003 (0,05)
Zone rurale	0,07 (0,06)	0,07 (0,06)	0,15 (0,07)*	0,16 (0,07)*
Pratique religieuse (échelle)	0,02 (0,01)	0,02 (0,01)	-0,04 (0,01)***	-0,04 (0,01)***
Noir (réf=Blanc)			-0,10 (0,08)	-0,09 (0,08)
Hispanique			-0,03 (0,09)	-0,02 (0,09)
Autre			-0,08 (0,08)	-0,07 (0,08)
Chauvinisme du Welfare	0,11 (0,02)***	0,11 (0,02)***	0,04 (0,02)*	0,04 (0,02)*
Pro-Redistribution	0,26 (0,02)***	0,24 (0,01)***	0,17 (0,02)***	0,17 (0,02)***
Globalisation positive	-0,09 (0,02)***	-0,07 (0,01)***	0,03 (0,02)	0,03 (0,02)
Placement gauche-droite (11 positions)	0,01 (0,01)	-0,21 (0,03)***	-0,01 (0,01)	-0,08 (0,03)**
Placement gauche-droite au carré		0,02 (0,003)***		0,01 (0,002)**
Constante	-2,42 (0,27)***	-1,94 (0,27)***	-1,70 (0,27)***	-1,57 (0,27)***
Observations	1212	1212	1306	1306
R^2	0,32	0,36	0,19	0,20
R^2 ajusté	0,32	0,35	0,18	0,18

Notes: *p<0,05; **p<0,01; ***p<0,001
Régressions linéaires
Erreurs standards robustes entre parenthèses
Enquête YouGov, Avril 2019

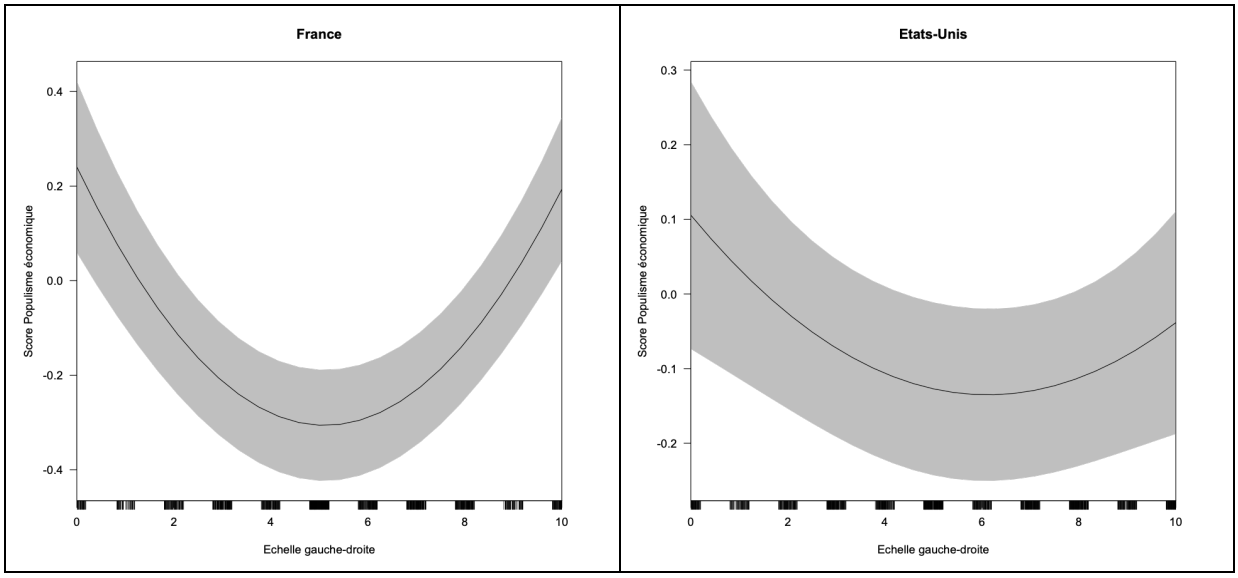
En France comme aux États-Unis, le populisme économique apparaît a priori relativement indépendant du placement des individus sur l'échelle gauche-droite. Dans les deux pays, l'effet de l'idéologie gauche-droite n'est pas statistiquement significatif, témoignant de l'absence de corrélation linéaire entre le positionnement aux divers pôles de l'axe politique et le degré de populisme économique tel que mesuré dans l'enquête. S'agissant du terrain américain, toutefois, on peut s'interroger quant à la pertinence de l'échelle gauche-droite, au regard de l'importance historiquement des cultures politiques libérales et conservatrices dans le contexte des États-Unis. On teste ici un modèle alternatif utilisant l'échelle classique

d'identification en cinq positions de « très libéral » à « très conservateur » en remplacement de l'axe gauche-droite [39]. Ce modèle (non montré ici) n'indique pas de changement notable et confirme l'absence de relation statistique entre le degré de populisme économique et l'idéologie des individus telle que mesurée sur cet axe libéral-conservateur [40].

A l'instar des conclusions établies précédemment quant aux effets de la variable « globalisation » sur le terrain américain, cette absence de corrélation peut en réalité masquer l'hétérogénéité de l'effet des idéologies politiques dans chacun des deux contextes. En Europe, rappelons-le, le populisme échappe assez largement à une structuration monotonique qui irait, par exemple, de la droite vers la gauche, et tend en réalité à se distribuer aux deux extrêmes du continuum idéologique (Rooduijn et Akkerman 2017).

Les modèles France (2) et États-Unis (2) du tableau 6 permettent de tester l'hypothèse d'une distribution du populisme économique aux deux pôles extrêmes du spectre politique, en spécifiant cette fois un terme carré pour l'échelle de placement gauche-droite. Ces modèles confirment qu'il existe une localisation spécifique du populisme économique aux extrémités de l'axe, avec des coefficients significatifs dans les deux cas, témoignant d'une courbe en U. Cet effet curvilinéaire est particulièrement marqué dans l'enquête française, avec un écart de l'ordre de 1,1 écart-type entre les positions médianes et extrêmes de l'axe, qui illustre la polarisation forte des attitudes populistes économiques (Cf. figure 6 ci-dessous).

Figure 6. Effet du placement gauche-droite sur le niveau de populisme économique en France et aux États-Unis



Note : Les calculs sont basés sur les modèles du tableau 6 et estimés à partir des effets marginaux moyens (AMEs).

[39] Rappelons toutefois que, si elle est traditionnellement peu utilisée outre-Atlantique, l'échelle gauche-droite reste très fortement corrélée dans notre enquête à l'idéologie mesurée en termes de l'opposition plus classique aux États-Unis entre libéraux et conservateurs (r=0,74).
[40] Coefficient de -0,01 (se=0,02) p=0,49.

Un même effet est visible, de manière beaucoup plus atténuée et plus hétérogène cependant, aux États-Unis, qui laisse deviner l'impact de la polarisation idéologique sur les attitudes populistes dans l'électorat américain (Cf. figure 6). Au regard des observations précédentes, on peut faire ici l'hypothèse d'effets différentiels des attitudes relatives à la globalisation en fonction de l'idéologie des individus, considérant par ailleurs la façon dont les populismes de gauche et de droite aux États-Unis ont récemment réinterprété les enjeux de la globalisation (voir II.II.II plus haut). On teste ici le modèle idéologique en y ajoutant un terme d'interaction entre l'idéologie politique mesurée à partir de l'échelle « libéral-conservateur », d'une part, et les attitudes à l'égard de la globalisation, d'autre part, faisant l'hypothèse que l'effet de la globalisation telle que perçue par les individus sur leur niveau de populisme économique peut varier en fonction de leur idéologie (Cf. tableau 7).

Tableau 7. Populisme économique, idéologie et attitudes à l'égard de la globalisation aux États-Unis (modèle d'interaction)

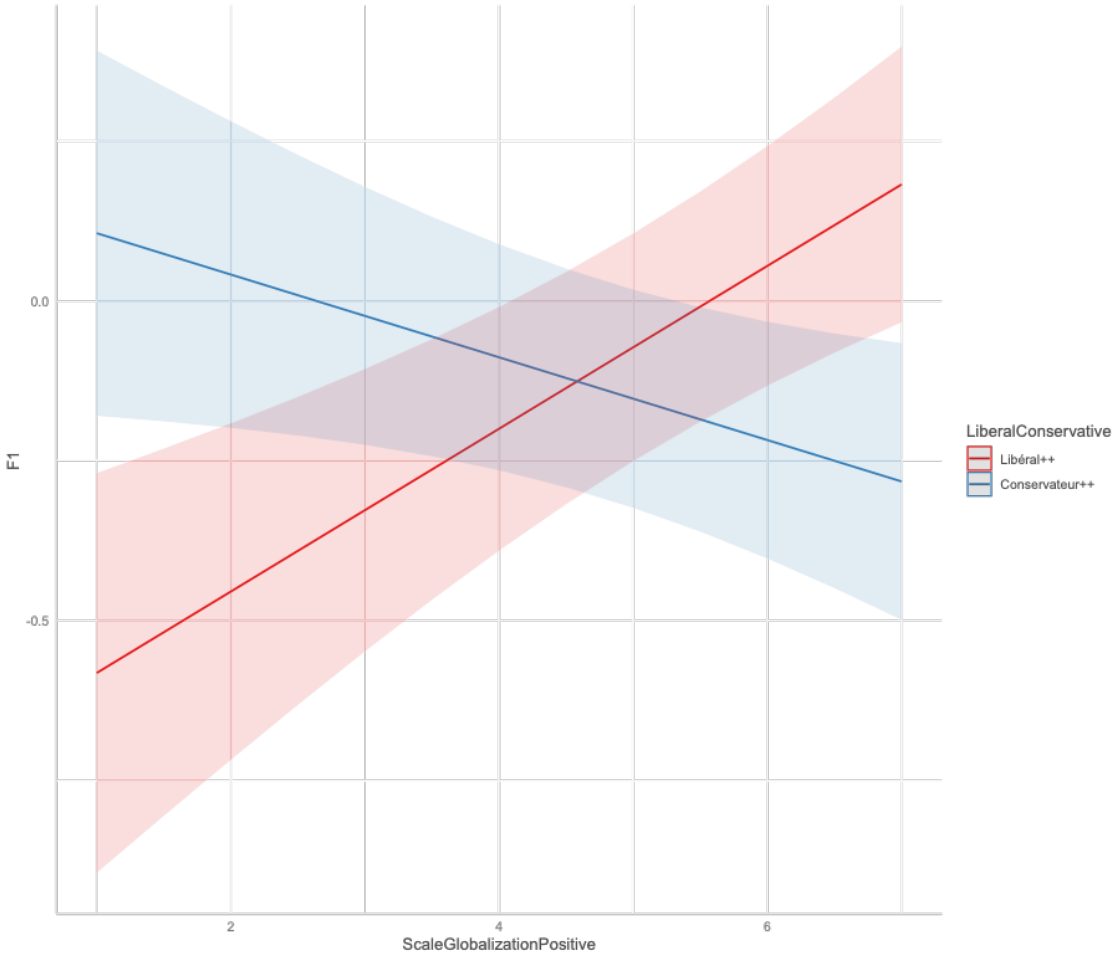
	Score IRT de Populisme économique États-Unis (interaction)
Femme (réf=Homme)	0,14 (0,05)**
Age	0,03 (0,01)**
Age au carré	-0,0002 (0,0001)*
Diplôme + (réf=Dip-)	0,02 (0,06)
Diplôme ++	0,01 (0,06)
Professions intermédiaires (réf=Managers, prof. intellect.)	0,16 (0,08)
Indépendants et chefs de petites entreprises	-0,06 (0,06)
Professions de supervision et techniques inférieures	0,13 (0,07)
Professions semi-routinières et routinières	0,16 (0,07)*
Petite ville / moyenne (réf=Pôle urbain)	-0,03 (0,05)
Zone rurale	0,16 (0,06)*
Pratique religieuse (échelle)	-0,03 (0,01)***
Noir (réf=Blanc)	-0,05 (0,08)
Hispanique	-0,05 (0,09)
Autre	0,03 (0,08)
Chauvinisme du Welfare	0,03 (0,02)
Pro-Redistribution	0,17 (0,02)***
Globalisation positive	0,18 (0,04)***
Idéologie : libéral-conservateur	0,22 (0,07)**
Idéologie*Globalisation	-0,05 (0,01)***
Constante	-2,36 (0,33)***
Observations	1354
R^2	0,19
R^2 ajusté	0,18

Notes: Modèle avec terme d'interaction

*p<0,05; **p<0,01; ***p<0,001
Régressions linéaires
Erreurs standards robustes entre parenthèses
Enquête YouGov, Avril 2019

Les résultats du modèle d'interaction confirment les observations précédentes. Le populisme économique reste significativement indexé au soutien apporté par les individus à la redistribution et indépendant par ailleurs des attitudes welfare-chauvinistes de ces derniers. Les variables d'idéologie et d'attitudes à l'égard de la globalisation sont significatives et on observe un effet positif substantiel dans les deux cas. Le terme d'interaction est également significatif et de signe négatif, qui suggère une inversion de l'effet des perceptions de la globalisation en fonction de l'idéologie politique. La figure 7 illustre cet effet différentiel des attitudes à l'égard de la globalisation sur le niveau de populisme économique selon l'idéologie. On ne retient ici pour des raisons de clarté que les deux positions extrêmes sur l'échelle libéral-conservateur mais l'effet d'interaction est également visible sur les échelons intermédiaires.

Figure 7. Effets des attitudes à l'égard de la globalisation sur le niveau de populisme économique selon l'idéologie aux États-Unis (modèle d'interaction)



Note : Les calculs sont basés sur le modèle USA du tableau 7, à partir de l'échelle « libéral-conservateur », incluant un terme d'interaction entre cette dernière et les attitudes à l'égard de la globalisation, et estimés à partir des effets marginaux moyens (AMEs). 'F1' sur l'axe vertical correspond au score (IRT) estimé de populisme économique.

La figure 7 illustre la complexité du jeu de ces diverses variables et pointe deux effets « contraires » des attitudes relatives à la globalisation aux États-Unis, en fonction de l'affiliation idéologique. Au pôle conservateur de la politique américaine, une perception positive de la globalisation tend à réduire le degré de populisme économique des individus, qui est plus élevé en revanche chez les conservateurs qui se montrent plus sceptiques quant aux bienfaits de l'internationalisation de l'économie américaine. Au pôle libéral, en revanche, cette même perception positive de la globalisation produit au contraire une augmentation significative du niveau de populisme économique auprès d'individus qui demeurent par ailleurs, on peut le vérifier, plus « ouverts » à la mondialisation dans sa dimension culturelle [41].

Si cet effet différentiel mériterait sans doute d'être examiné plus avant, il n'est pas inutile de revenir ici sur l'interprétation variable par les populismes américains des enjeux et défis de la mondialisation. Ainsi que nous l'avons évoqué plus haut, les récits trumpistes de la globalisation économique sont fortement articulés avec la dimension populiste du discours et la construction symbolique d'un complot « globaliste » ourdi par une prétendue « structure mondiale de pouvoir » contre les intérêts du peuple américain. Ainsi que le suggère Pearce (2018), l'opposition de Sanders au libre-échange est, elle, moins intimement liée à son populisme politique et elle traduit principalement la vision chez le Sénateur du Vermont des opportunités perdues pour la jeunesse américaine, sans pour autant nécessairement remettre en question le principe même de l'ouverture au commerce international. Cette construction symbolique spécifique du populisme de gauche aux États-Unis pourrait donc contribuer à expliquer la conjonction dans les données de notre enquête entre un fort niveau de populisme économique –c'est-à-dire l'idée d'un déclin, d'une responsabilité des élites et l'appel au peuple souverain– et des attitudes plus favorables à l'ouverture internationale, qu'elle soit d'ailleurs économique ou culturelle.

II.III.VI. Populisme économique et vote

Une dernière question a trait aux liens entre le populisme économique, les différentes dimensions d'attitudes et l'orientation du comportement électoral. Jusqu'à présent, le populisme économique a été envisagé comme variable « dépendante », associée, nous l'avons vu, à différents profils sociologiques et différentes dimensions attitudinales. Ici, le populisme économique est considéré en tant que variable indépendante, dont on fait l'hypothèse qu'elle peut à son tour exercer un effet normatif sur le choix de vote, en particulier en faveur des acteurs populistes dont nous avons souligné qu'ils ont récemment occupé le devant de la scène politique en France comme aux États-Unis.

Le vote est ici mesuré à partir d'une question classique d'intentions de vote. Pour la France, il s'agit d'une intention de vote législatif, assortie d'une liste des principaux partis nationaux. La distribution des réponses est présentée dans la figure 8 ci-dessous. Aux États-Unis, compte tenu de la spécificité du système politique, on utilise une intention de vote présidentiel. Il est naturellement difficile d'appréhender correctement les effets potentiels du populisme économique sur les comportements électoraux dans une enquête conduite hors période d'élection –en France, l'enquête conduite en avril 2019 était toutefois proche, il faut le noter,

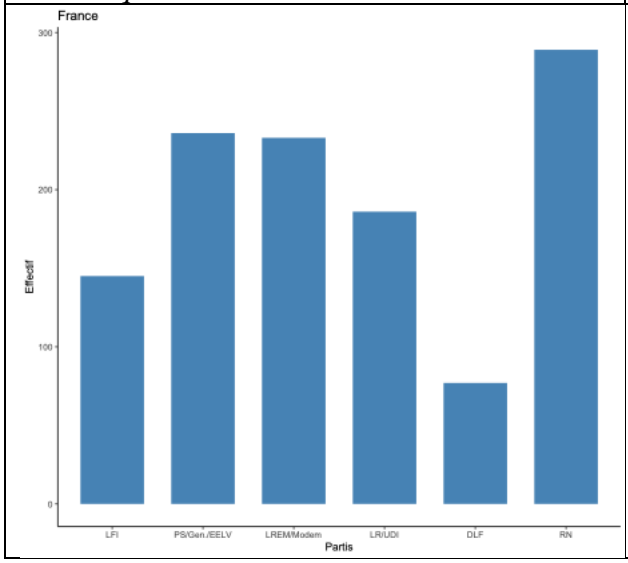
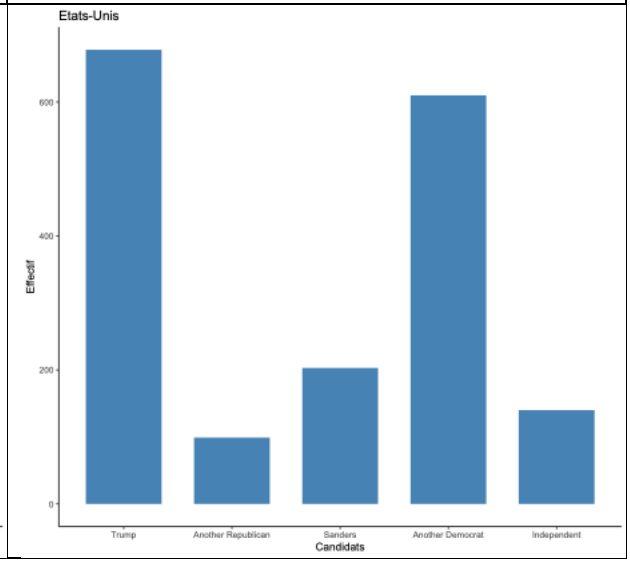
[41] Le degré de libéralisme politique est, sans surprise, très fortement et négativement corrélé par exemple avec la perception de l'immigration comme une « menace pour la culture américaine » (r=-0,52).

des élections européennes de mai. Par ailleurs, pour le cas américain, l'enjeu était de pouvoir isoler les candidats populistes –Trump et Sanders– et les distinguer d'autres compétiteurs potentiels au sein des camps démocrate et républicain, tels qu'identifiables au moment de l'enquête, à partir de questions à tiroirs.

Pour les Républicains, une liste alternative à Trump proposait les candidats suivants aux répondants ayant indiqué préférer « un autre candidat républicain » : Mo Brooks, U.S. representative from Alabama ; Bob Corker, former U.S. senator from Tennessee ; Tom Cotton, U.S. senator from Arkansas ; Ted Cruz, U.S. senator from Texas ; Nikki Haley, former U.S. ambassador to the UN and former governor of South Carolina ; Larry Hogan, governor of Maryland ; John Kasich, former governor of Ohio ; Susana Martinez, former governor of New Mexico ; Mike Pence, vice president of the United States ; Ben Sasse, U.S. senator from Nebraska ; Scott Walker, former governor of Wisconsin ; William F. Weld, Former Massachusetts Governor.

S'agissant des Démocrates, un choix était proposé entre les candidats suivants : Cory Booker, senator from New Jersey ; Pete Buttigieg, mayor of South Bend, Indiana ; Julian Castro, San Antonio mayor ; John Delaney, former U.S. representative from Maryland ; Tulsi Gabbard, U.S. representative from Hawaii ; Kirsten Gillibrand, U.S. senator from New York ; Kamala Harris, U.S. senator from California ; John Hickenlooper, Former Colorado gov. ; Jay Inslee, governor of Washington state ; Amy Klobuchar, U.S. senator from Minnesota ; Elizabeth Warren, U.S. senator from Massachusetts ; Marianne Williamson, author and lecturer ; Andrew Yang, entrepreneur and author from New York.

Figure 8. Intentions de vote déclarées en France et aux États-Unis

France	**États-Unis**
Si des élections avaient lieu dimanche prochain pour élire les députés, pour lequel des partis suivants y-aurait-il le plus de chance que vous votiez ?	*If an election for president were going to be held now, would you vote for...*
	

Il est important de souligner à nouveau ici les limites de l'instrument de mesure sur le terrain américain, s'agissant d'une intention de vote ne correspondant pas, à l'époque, à la réalité de l'offre politique probable à l'élection présidentielle de novembre 2020, notamment dans le camp démocrate où Joe Biden ne figurait pas, au moment de l'enquête, parmi les candidats pressentis pour affronter Donald Trump [42]. Par ailleurs, la construction de différentes catégories de candidats tend à rapprocher, de manière artificielle, les États-Unis d'un format multipartisan européen, qui ne correspond naturellement pas à la réalité du système bipartisan américain traditionnel. Nonobstant ces limites, la question de l'intention de vote permet cependant d'isoler certains traits attitudinaux de nature à différencier Trump et Sanders de leurs compétiteurs au sein de leurs camps politiques respectifs, et illustrer d'éventuelles « convergences » possibles sur les dimensions relatives à la globalisation et au populisme économique, telles que mesurées dans l'enquête.

Afin de tenir compte de cette configuration multipolaire théorique, on teste ici deux modèles de régressions logistiques multinomiales, qui permettent de contraster entre elles les différentes catégories de réponses et d'évaluer les effets des divers prédicteurs sur des paires de candidats ou de partis. Pour la France, la modalité de référence est l'intention de vote déclarée en faveur du RN ; pour les États-Unis, l'intention de vote en faveur de Trump. Dans les deux cas, ce choix permet de contraster ces acteurs avec leurs homologues non-populistes ainsi qu'avec leurs concurrents populistes à gauche de l'échiquier politique. Ces modèles incluent l'ensemble des prédicteurs sociodémographiques ainsi que les variables attitudinales de contrôle considérées dans les analyses précédentes. Les résultats sont présentés dans le tableau 8.

[42] Biden se déclare candidat officiellement à l'investiture le 25 avril 2019, trois semaines après la réalisation de notre enquête.

Tableau 8. Populisme économique, attitudes et vote en France et aux États-Unis : régressions logistiques multinomiales

Régression logistique multinomiale: France

Modalité de référence=RN	LFI (1)	PS/Gen./EELV (2)	LREM/Modem (3)	LR/UDI (4)
Femme (réf=Homme)	-0,39 (0,31)	0,68 (0,27)*	0,65 (0,27)*	0,42 (0,26)
Age	-0,01 (0,01)	0,01 (0,01)	0,03 (0,01)***	0,04 (0,01)***
Diplôme + (réf=Dip-)	-0,24 (0,35)	0,13 (0,34)	0,13 (0,34)	0,48 (0,32)
Diplôme ++	-0,25 (0,38)	1,02 (0,34)**	0,65 (0,35)	0,78 (0,33)*
Professions intermédiaires (réf=Managers, prof. intellect.)	0,51 (0,43)	0,48 (0,38)	-0,10 (0,41)	-0,04 (0,38)
Indépendants et chefs de petites entreprises	-0,11 (0,49)	-0,09 (0,44)	0,21 (0,41)	0,09 (0,38)
Professions de supervision et techniques inférieures	-0,05 (0,40)	0,36 (0,36)	-0,19 (0,38)	-0,72 (0,38)
Professions semi-routinières et routinières	0,11 (0,44)	0,25 (0,41)	-0,52 (0,44)	-0,61 (0,43)
Petite ville / moyenne (réf=Pôle urbain)	0,17 (0,35)	0,03 (0,30)	0,29 (0,32)	-0,27 (0,29)
Zone rurale	0,25 (0,40)	-0,57 (0,38)	0,35 (0,38)	-0,54 (0,36)
Pratique religieuse (échelle)	-0,27 (0,11)*	-0,09 (0,08)	0,05 (0,08)	0,23 (0,07)**
Chauvinisme du Welfare	-1,26 (0,12)***	-1,33 (0,11)***	-0,73 (0,12)***	-0,35 (0,11)***
Pro-Redistribution	0,67 (0,13)***	0,23 (0,10)*	-0,20 (0,10)*	-0,33 (0,09)***
Globalisation positive	-0,04 (0,09)	0,16 (0,09)	0,64 (0,10)***	0,32 (0,09)***
Populisme économique (Score IRT)	-0,11 (0,19)	-0,37 (0,17)*	-1,57 (0,18)***	-0,62 (0,16)***
Constante	2,37 (1,21)	2,45 (1,05)*	-1,86 (1,16)	-1,36 (1,07)

Notes: *p<0,05; **p<0,01; ***p<0,001
Modalité de référence = RN
Erreurs standards robustes entre parenthèses
Enquête YouGov, Avril 2019

Régression logistique multinomiale: États-Unis

Modalité de référence=Trump	Autre républicain (1)	Sanders (2)	Autre démocrate (3)	Indépendant (4)
Femme (réf=Homme)	0,27 (0,29)	0,31 (0,27)	0,66 (0,22)**	-0,07 (0,27)
Age	0,002 (0,01)	-0,003 (0,01)	0,02 (0,01)**	-0,02 (0,01)*
Diplôme + (réf=Dip-)	-0,32 (0,38)	-0,19 (0,31)	0,11 (0,27)	0,19 (0,33)
Diplôme ++	0,40 (0,37)	-0,24 (0,35)	0,66 (0,29)*	0,75 (0,34)*
Professions intermédiaires (réf=Managers, prof. intellect.)	-7,27 (0,001)***	0,52 (0,47)	0,61 (0,39)	0,05 (0,53)
Indépendants et chefs de petites entreprises	0,29 (0,35)	-0,30 (0,36)	-0,44 (0,30)	-0,39 (0,37)
Professions de supervision et techniques inférieures	-0,62 (0,54)	-0,15 (0,41)	-0,37 (0,35)	0,12 (0,39)
Professions semi-routinières et routinières	0,20 (0,49)	0,78 (0,41)	0,56 (0,36)	0,84 (0,39)*
Petite ville / moyenne (réf=Pôle urbain)	-0,19 (0,34)	-0,60 (0,30)*	-0,55 (0,25)*	-0,50 (0,30)
Zone rurale	0,14 (0,40)	-0,41 (0,37)	-0,76 (0,31)*	0,22 (0,35)
Pratique religieuse (échelle)	-0,11 (0,06)	-0,38 (0,06)***	-0,38 (0,05)***	-0,23 (0,05)***
Noir (réf=Blanc)	1,07 (0,66)	2,54 (0,51)***	2,44 (0,47)***	1,75 (0,56)**
Hispanique	-0,17 (0,61)	0,31 (0,49)	0,23 (0,42)	0,70 (0,46)
Autre	-0,02 (0,53)	0,66 (0,44)	0,42 (0,38)	0,81 (0,40)*
Chauvinisme du Welfare	-0,50 (0,13)***	-0,97 (0,12)***	-1,14 (0,10)***	-0,93 (0,12)***
Pro-Redistribution	0,25 (0,10)*	0,90 (0,10)***	0,68 (0,08)***	0,22 (0,09)*
Globalisation positive	0,25 (0,12)*	-0,06 (0,11)	0,12 (0,09)	-0,10 (0,10)
Populisme économique (Score IRT)	-0,14 (0,18)	0,31 (0,17)	0,12 (0,14)	0,24 (0,16)
Constante	-1,39 (1,27)	0,96 (1,07)	1,28 (0,91)	3,74 (1,06)***

Notes: *p<0,05; **p<0,01; ***p<0,001
Modalité de référence = Trump
Erreurs standards robustes entre parenthèses
Enquête YouGov, Avril 2019

En France, les modèles confirment l'importance des dimensions d'attitudes dans les intentions de vote populistes. Le vote LFI se distingue très clairement du vote RN sur la dimension de redistribution, qui constitue un marqueur fort des électeurs potentiels du parti de Jean-Luc Mélenchon. On notera cependant à cet égard que les supporters du RN se distinguent de leurs homologues de droite classique par leurs préférences pro-redistribution plus accentuées. A l'inverse, le welfare-chauvinisme typifie fortement les électeurs lepénistes potentiels : cette caractéristique attitudinale continue de les différencier de l'ensemble des autres électorats, de manière significative et substantielle. Cette question oppose fortement en tout état de cause les électeurs de LFI à ceux du RN.

Les résultats laissent entrevoir en revanche une convergence populiste sur les questions relatives à la globalisation et au populisme économique. On ne constate pas de différence significative entre les électorats de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen sur les perceptions de la globalisation : ces deux groupes d'électeurs partagent une même vision négative des effets de l'internationalisation économique. Les supporters du RN se distinguent très clairement par contre des électeurs des Républicains et de LREM sur cette question, par leurs perceptions sensiblement plus négatives des effets de la mondialisation, attitudes qu'ils partagent avec à la fois avec la gauche socialiste mainstream et la gauche populiste. Le populisme économique apparaît comme un trait commun aux deux principaux électorats populistes, à gauche comme à droite du spectre politique : on ne relève pas ici de différence statistique significative, en contrôlant pour l'ensemble des autres variables sociodémographiques et attitudinales.

S'agissant du terrain américain, les données suggèrent une distribution beaucoup plus complexe des attitudes relatives à l'internationalisation et au populisme économique. Indéniablement, cette complexité traduit les limites de l'instrument de mesure des intentions de vote qui a été utilisé dans l'enquête [43]. Plus encore, cette complexité renvoie à certaines des recompositions à l'œuvre au sein du camp démocrate et à l'hétérogénéité de la base électorale trumpiste. Cette dernière se caractérise essentiellement par son chauvinisme du welfare : il s'agit là d'un trait attitudinal qui différentie encore fortement les électeurs potentiels de Trump de l'ensemble des autres électorats, y compris au sein du camp républicain et chez les indépendants. Ce chauvinisme du welfare est associé avec une vision plus négative de la globalisation, qui tend cette fois à distinguer les supporters du président américain des autres électeurs du GOP, quand bien même les différences sont ici beaucoup plus faibles.

Contrairement au cas français, et en lien avec les observations précédentes, le populisme économique semble se diffuser en revanche dans l'ensemble des électorats, de manière très légèrement plus prononcée chez les supporters déclarés de Bernie Sanders, mais les différences ne sont pas ici statistiquement significatives. On a vu plus haut que le populisme économique peut en réalité être repéré à divers « endroits » du système politique américain et qu'il peut en outre s'articuler avec une plus grande diversité d'attitudes à l'égard de la globalisation notamment, là où, en France par exemple, on observe un alignement plus net et plus linéaire de ces deux ensembles d'enjeux.

[43] On notera notamment la faiblesse des effectifs de vote pour « un autre candidat républicain » (n=99).

Cette distribution du populisme économique sur l'ensemble du spectre partisan aux États-Unis peut être appréhendée également à l'aune des recompositions en cours au sein des deux principaux blocs politiques américains, dans le contexte, rappelons-le, d'une enquête réalisée au printemps 2019. A gauche, si Sanders conserve incontestablement un statut particulier de candidat « socialiste » autoproclamé au sein de la galaxie démocrate, il est à noter que nombre d'autres prétendants à l'investiture cités dans l'enquête incarnent eux aussi l'aile gauche du parti, à l'image d'une Kamala Harris ou d'une Elisabeth Warren, sur des postures similaires de relative critique des élites et d'opposition au libre-échange par exemple. Il n'est donc pas totalement surprenant de ne discerner ici que des différences marginales entre les groupes de supporters de candidats par ailleurs relativement proches idéologiquement les uns des autres.

A droite, nous l'avons évoqué plus haut, le succès de Donald Trump à l'élection présidentielle de novembre 2016 s'est bâti sur une coalition assez hétéroclite d'électeurs venus de divers secteurs sociaux et politiques. Ekins (2017) montre très bien notamment la coexistence au sein de la base électorale républicaine de 2016 d'électeurs conservateurs traditionnels, plus aisés, issus des classes moyennes et supérieures, et d'un électorat plus populaire, peu diplômé, avec un faible niveau de revenus et dépendant souvent de la couverture maladie (*Medicaid*), particulièrement séduit par la rhétorique nativiste et populiste de l'ancien magnat. L'auteur souligne également la présence d'un groupe qu'elle définit comme « anti-élites », qui constituerait autour de 20 % de la base électorale de l'ancien magnat.

Cette catégorie d'électeurs ne rejoint pas nécessairement les positions conservatrices, nativistes ou autoritaires du candidat républicain mais s'aligne principalement sur le message populiste de ce dernier. Ces électeurs affichent une méfiance farouche à l'égard des élites et la conviction que le système est profondément corrompu. Leurs attitudes économiques recouvrent les attributs du populisme économique, au travers du sentiment que de nombreuses forces extérieures pèsent sur leur vie, que le système économique est biaisé en faveur des Américains les plus riches, que l'argent et les richesses ne sont pas distribués équitablement et que les « gens comme eux » n'ont pas véritablement leur mot à dire dans la conduite du gouvernement. Ce sont en revanche des partisans du libre-échange et ils expriment plus volontiers leur soutien aux accords commerciaux internationaux. Nos données permettent d'entrevoir cette hétérogénéité, s'agissant notamment de l'importance des dimensions nativiste ou de l'opposition à la globalisation et, même si les différences sont ici très faibles, du populisme économique dans la spécification de l'électorat potentiel de Donald Trump, y compris vis-à-vis d'autres candidats potentiels du GOP présents dans l'enquête.

Pour finir, il faudrait pouvoir tenir compte ici des effets du populisme *mainstream* de Donald Trump, dont le statut tranche avec la situation périphérique des populismes français aux pôles radicaux du spectre idéologique hexagonal, et ce à deux titres : d'une part, du fait de l'incorporation par Trump du populisme à l'intérieur même de la mouvance républicaine traditionnelle et non pas à l'extérieur du bipartisme sur le modèle d'un Ross Perot par exemple ; d'autre part, au regard de l'exercice du pouvoir par Trump dont on peut faire l'hypothèse qu'il transforme ou altère la relation entre les attitudes populistes « d'en-bas » et le populisme tel qu'il trouve désormais à s'exprimer aux États-Unis au cœur même de l'élite.

II.IV. Conclusion

Beaucoup des travaux consacrés au phénomène populiste contemporain placent les questions socio-économiques et les enjeux relatifs à l'internationalisation au cœur de leur réflexion. Le populisme y est vu comme une des multiples réponses politiques aux transformations des sociétés post-industrielles sous le coup de l'ouverture économique internationale, au travers d'effets « indirects » liés à divers processus de désindustrialisation, d'accroissement des inégalités et de développement des insécurités et griefs socio-économiques.

Cette seconde étude de cas s'est placée dans cette littérature pour tenter d'examiner plus en détail la nature des liens que le populisme entretient avec les enjeux socio-économiques, notamment la manière dont ces derniers pourraient venir s'articuler au noyau définitionnel de l'idéologie « fine » du populisme et non plus seulement avec les idéologies plus épaisses sur lesquelles le populisme vient prendre appui. A ce titre, la réflexion a porté sur l'existence d'un cadre de commun de mobilisation autour du concept de « populisme économique » défini à partir de certains des éléments centraux du populisme, indépendamment de ses idéologies « hôtes ».

Ce populisme économique peut être défini au travers de trois dimensions principales : d'une part, la définition d'un peuple comme communauté partageant un destin et des intérêts économiques communs, composée de producteurs méritants et laborieux, à laquelle s'oppose une élite essentiellement « non productive » ; en second lieu, l'affirmation d'un déclin du bien-être économique de ce peuple et l'aspiration au retour à une période idéalisée de prospérité ; enfin, l'idée selon laquelle le peuple est trahi par une élite « corrompue », responsable du déclin. Face à ce déclin, il convient de restaurer la souveraineté absolue du peuple et retrouver les moyens de sa prospérité.

Le populisme économique peut trouver à s'exprimer sous des formes variées en fonction des acteurs et/ou des contextes nationaux. A cet égard, il peut ne recouper que partiellement certains des clivages fondamentaux qui traversent aujourd'hui les sociétés occidentales autour des questions relatives à la globalisation, aux inégalités ou à la redistribution notamment, et peut de ce fait se manifester en diverses localisations au sein du système de partis, non exclusivement en son pôle droitier. Si le rétablissement du bien-être économique du « peuple » demeure l'objectif premier du populisme économique, cet objectif peut être atteint au travers de diverses stratégies et orientations économiques en fonction du contexte et des opportunités offertes aux acteurs populistes. Une telle diversité éclaire les éléments de variabilité qui existent aujourd'hui encore au sein des principales familles populistes, et certaines des combinaisons originales que ces acteurs peuvent opérer sur les questions socio-économiques (Steger 2019).

Cette seconde étude de cas s'est efforcée d'aborder ces questions à la fois sous l'angle de l'offre et de la demande populistes, au travers d'une approche comparative transatlantique, à partir des cas de la France et des États-Unis, qui nous paraissent bien illustrer la diversité du phénomène populiste et des interactions entre ce dernier, ses idéologies hôtes et les enjeux relatifs à la globalisation économique.

A partir de données d'enquêtes originales, la question de l'imbrication du populisme et de l'économie a été principalement approchée ici en termes de « demande » électorale et d'existence en France ou aux États-Unis, d'attitudes « populistes économiques » au sein des électorats. On s'est interrogé quant à la possibilité d'opérationnaliser une mesure de populisme économique sous la forme d'une structure d'attitudes pouvant exercer un effet normatif distinct et substantiel sur l'orientation du vote.

L'analyse des données a mis en évidence l'existence d'attitudes populistes économiques au sein des électorats français et américains, de manière plus marquée encore dans l'hexagone. Les idées et valeurs du populisme économique apparaissent assez largement partagées de part et d'autre de l'Atlantique. Nombre de citoyens ont ainsi le sentiment d'avoir été trahis par les élites politiques sous la pression de forces internationales, que le bien-être économique du « peuple authentique » de travailleurs laborieux est en déclin et qu'il est essentiel que soit rétablie la souveraineté de ce peuple pour retrouver le chemin de la prospérité économique.

Une telle prévalence des attitudes populistes économiques renvoie à certaines des observations faites dans la littérature consacrée à la droite populiste quant à la nécessité d'envisager ces attitudes comme connectées aux idées dominantes, en tant qu'attitudes de masse. Mudde (2010) avance à ce propos la thèse d'une « normalité pathologique » (*pathological normalcy*). A ses yeux, « les idées de la droite radicale populiste ne sont pas étrangères aux idéologies dominantes des sociétés démocratiques contemporaines (…) Sur le plan idéologique et comportemental, la droite radicale populiste constitue, explique l'auteur, une radicalisation des opinions dominantes » (p.1178). Dans son analyse morphologique du discours populiste, Steger (2019) rappelle également la manière dont les idéologies déforment, légitiment, intègrent et, surtout, « décontestent » leurs valeurs et revendications fondamentales. Pour l'auteur, « les idées qui ont réussi à être décontestées sont tenues pour vraies par de larges segments d'une population donnée, avec une telle confiance qu'elles ne semblent tout simplement plus être des hypothèses » (p.120).

Ces opinions ne sont pas isolées et forment un système cohérent d'attitudes, confirmant l'hypothèse d'un « trait latent » de populisme économique, mesurable dans un dispositif d'enquête comparative. En tant que système d'attitudes, le populisme économique se distribue de manière différente au sein de divers groupes socio-économiques. L'analyse des déterminants sociodémographiques du populisme économique a fait apparaître certains traits communs quand bien même les critères de genre, d'âge, de diplôme ou de profession ne rendent compte, à eux seuls, que d'un très faible pourcentage de variance dans sa structuration au sein des diverses catégories sociales.

Au regard des résultats, le populisme économique apparaît d'abord comme un phénomène ancré pour l'essentiel dans les classes d'âge actives, moins présent chez les plus jeunes et les plus âgés. La surreprésentation des femmes en France comme aux États-Unis semble indiquer que le populisme économique demeure relativement détaché des formes autoritaires et nativistes auxquelles le populisme de droite radicale notamment est intrinsèquement lié.

Plus fondamentalement, l'examen comparatif des terrains français et américain montre que le populisme économique peut se diffuser de manière différente au sein des groupes sociaux : s'il demeure en France une caractéristique forte des catégories populaires, peu diplômées, et certaines classes moyennes inférieures, parmi les emplois a priori les plus exposés aux effets de la globalisation et de la modernisation, aux États-Unis, en revanche, le populisme économique semble se distribuer plus largement sur l'échelle sociale, touchant à la fois les électeurs des milieux ouvriers et certaines catégories plus diplômées. Le facteur racial joue ici un faible rôle.

En termes attitudinaux, le populisme économique tel que mesuré dans les enquêtes française et américaine est étroitement lié aux préférences de redistribution, en particulier en France. En écho avec la précédente étude de cas consacrée aux populismes européens, ces résultats éclairent l'importance acquise depuis de nombreuses années par les questions relatives aux inégalités de richesse et leur accroissement dans les sociétés occidentales dans la structuration du phénomène populiste contemporain. Pour le cas français, ces préférences pro-redistribution sont associées à une composante welfare-chauviniste corrélée elle-aussi avec le populisme économique. Si elle existe également aux États-Unis, cette corrélation y demeure de très faible amplitude.

En France, le populisme économique est fortement associé à la critique de la mondialisation. L'effet des perceptions négatives de l'impact de la globalisation économique est substantiel et linéaire, qui témoigne de l'articulation du populisme économique avec les enjeux relatifs à l'internationalisation et de son positionnement au pôle de « démarcation » sur l'axe transnational. Cet effet apparaît plus complexe dans le cas américain. Aux États-Unis, les résultats font apparaître une distribution curvilinéaire du populisme économique aux deux extrémités de l'échelle des positions relatives à la globalisation, à la fois chez des individus très critiques et chez ceux qui, au contraire, expriment une vision plus positive de l'internationalisation économique et de ses effets, reflétant la plus grande hétérogénéité des attitudes populistes sur le terrain américain, en lien avec les idéologies politiques libérale et conservatrice.

En termes politiques, enfin, le populisme économique se distribue de manière différentielle sur l'axe idéologique entre les deux pays. En France, le populisme économique reste principalement un phénomène de marge, concentré aux deux extrêmes de l'échelle politique gauche-droite, beaucoup moins prononcé en revanche chez les électeurs modérés qui se situent sur les positions médianes. Cette distribution curvilinéaire apparaît congruente avec la nature de l'offre populiste telle qu'elle s'est constituée dans la période récente autour des principaux acteurs de la gauche et de la droite radicales, qu'il s'agisse de la France insoumise ou du Rassemblement national.

Aux États-Unis, l'association entre populisme économique et identités politiques, mesurée sur la base du placement des individus sur l'échelle gauche-droite ou, de manière plus appropriée au cas américain, de leur identification partisane aux idéologies libérale et conservatrice, s'avère beaucoup plus complexe et l'on n'y observe pas de polarisation comparable à celle constatée en France. Au contraire, le cas américain illustre la complexité des liens entre populisme et globalisation, et la manière dont ces variables viennent également interagir avec les identités politiques libérale et conservatrice traditionnelles, et l'interprétation variable par les populismes américains des enjeux et défis de la mondialisation.

Ces différences sont, pour certaines d'entre elles, reflétées dans la relation entre populisme économique et choix électoral dans les deux pays de l'étude. En dépit de limites méthodologiques relatives à la mesure des intentions de vote dans les deux enquêtes, les données françaises laissent entrevoir un lien statistique significatif entre attitudes de populisme économique et vote, en particulier pour les deux principaux acteurs de la scène populiste hexagonale. Si les supporters de LFI et du RN divergent encore sur les dimensions culturelle et économique de compétition, on observe en revanche une convergence de ces deux électorats sur les questions relatives à la globalisation et sur leur niveau de populisme économique. Ce dernier en particulier apparaît comme un trait commun aux deux principaux électorats populistes, à gauche comme à droite du spectre politique hexagonal.

Outre-Atlantique, la distribution des attitudes relatives à l'internationalisation et au populisme économique s'avère plus complexe et il paraît plus difficile d'en inférer l'impact sur les comportements électoraux. Cette complexité renvoie à certaines des recompositions à l'œuvre au sein des deux grands camps politiques et des tendances populistes qui les traversent depuis plusieurs années. Le populisme économique y est beaucoup plus diffus dans l'ensemble de l'électorat et ne distingue que marginalement les supporters des candidats « populistes » de leurs concurrents. Cette propagation du populisme économique sur l'ensemble du spectre partisan illustre le processus de *mainstreaming* du populisme et les modalités particulières de son expression au travers des acteurs historiques du bipartisme américain, auxquels viennent s'ajouter les effets difficilement mesurables dans une enquête cross-sectionnelle de l'exercice populiste du pouvoir par Trump depuis janvier 2017.

Contrairement notamment à d'autres « moments » populistes de l'histoire politique américaine –à l'image de la candidature indépendante de Ross Perot en 1992–, le populisme aux États-Unis s'est récemment exprimé au cœur même des deux grands partis démocrate et républicain. A droite notamment, le succès de Donald Trump à l'élection présidentielle de novembre 2016 s'est appuyé sur le noyau dur de l'électorat conservateur traditionnel. Le populisme nativiste de l'ancien magnat lui a permis d'y adjoindre un électorat plus populaire, notamment dans la classe ouvrière blanche pour partie acquise aux démocrates en 2008 et en 2012. Cette hétérogénéité est partiellement visible dans nos données, au travers de l'importance des dimensions nativiste et anti-globalisation, dans une moindre mesure, populiste économique dans la spécification de l'électorat potentiel de Donald Trump, y compris vis-à-vis d'autres candidats du GOP.

S'il s'agit encore ici d'une analyse exploratoire, la réflexion poursuivie autour de la question des liens entre populisme et économie permet d'éclairer une intersection significative avec les enjeux relatifs à l'internationalisation, les dimensions culturelle et économique de compétition et, *in fine*, les identités politiques telles qu'elles trouvent à s'exprimer à la fois en termes de référentiels idéologiques et de position des acteurs populistes au sein de leurs systèmes de partis respectifs.

L'étude de cas comparée de la France et des États-Unis illustre à la fois certains éléments de convergence quant à l'existence d'un populisme économique attitudinal assez largement répandu dans les électorats et les dynamiques socio-économiques et idéologiques qui structurent de manière différentielle ce populisme. Ces premiers résultats ouvrent un ensemble de pistes de recherches pour l'avenir, s'agissant de la pertinence et l'impact du populisme économique au sein d'une plus grande variété d'acteurs populistes sur la totalité du spectre politique et la mesure dans laquelle les revendications économiques populistes peuvent trouver un écho auprès d'autres groupes d'électeurs potentiellement plus divers au sein des démocraties occidentales.

*
* *

Bibliographie

Aalberg, T., F. Esser and C. Reinemann (eds.) (2017) Populist political communication in Europe, Abingdon, New York, Routledge

Abramowitz, A., and Saunders, K. (2006). Exploring the Bases of Partisanship in the American Electorate: Social Identity vs. Ideology. Political Research Quarterly, 59(2), 175-187

Abramowitz, Alan I. (2018) The Great Alignment: Race, Party Transformation, and the Rise of Donald Trump, New Haven, London: Yale University Press

Achterberg, Peter, Houtman, Dick and Derks, Anton (2011) Two of a kind? An empirical investigation of anti-welfarism and economic egalitarianism, Public Opinion Quarterly, 75(4), p.748-760

Adams, James, Clark, Michael, Ezrow, Lawrence and Glasgow, Garett (2006) Are niche parties fundamentally different from mainstream parties? The causes and the electoral consequences of Western European parties' policy shifts, 1976–1998, American Journal of Political Science, 50(3), p.513-529

Adler, David and Ben Ansell (2020) Housing and populism, West European Politics, 43:2, 344-365

Afonso, Alexandre (2015) Choosing whom to betray: populist right-wing parties, welfare state reforms and the trade-off between office and votes. European Political Science Review, 7, 271-292.

Akkerman, Agnes, Mudde, C. and Zaslove, Andrej (2014). How populist are the people? Measuring populist attitudes in voters. Comparative Political Studies, 47(9), pp. 1324-1353.

Akkerman, Tjitske (2012) Immigration policy and electoral competition in Western Europe: a fine-grained analysis of party positions over the past two decades, Party Politics, Published online before print November 8, 2012, doi: 10.1177/1354068812462928

Akkerman, Tjitske and de Lange, Sarah L. (2012) Radical Right Parties in Office: Incumbency Records and the Electoral Cost of Governing. Government and Opposition, 47, 574-596

Albanese, Giuseppe, Guglielmo Barone and Guido de Blasio (2019) Populist voting and losers' discontent: does redistribution matter? Marco Fanno Working Papers – 239, September

Albertazzi, Daniele and Duncan McDonnell (eds.) (2008), Twenty-First Century Populism: The Spectre of Western European Democracy. Houndmills, Basingstoke: Palgrave.

Albertazzi, Daniele and McDonnell, Duncan (2015) Populist in Power, Abingdon, Routledge.

Alduy, Cécile et Stéphane Wahnich (2015) Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste, Paris, Seuil

Alesina, A, E. Murard and H. Rapoport (2019) Immigration and attitudes to redistribution in Europe. NBER Working Paper No 25562, https://www.nber.org/papers/w25562

Alesina, Alberto, and Edward L. Glaeser (2004) Fighting Poverty in the U.S. and Europe: A World of Difference. Oxford: Oxford University Press.

Alexandre, C., Gonthier, F. et Guerra, T. (2019). Les classes populaires sont-elles (les plus) populistes ? Attitudes populistes et vote radical lors de l'élection présidentielle de 2017. L'Année sociologique, vol. 69(2), 451-478.

Algan, Y., Beasley, E., Cohen, D. et M. Foucault (2019) Les Origines du populisme. Enquête sur un schisme politique et social. Paris, Seuil

Algan, Y., Guriev, S., Papaioannou, E. and Passari, E. (2017) The European Trust Crisis and the Rise of Populism, Fall: Brookings Papers on Economic Activity, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2017/09/4_alganetal.pdf

Almeida, Dimitri (2010) Europeanized Eurosceptics? Radical Right Parties and European Integration, Perspectives on European Politics and Society, 11(3): 237-253.

Alonso Curbelo, Ana (2017) Analysing the (ab)use of language in politics: the case of Donald Trump, Working Paper No. 02-17, University of Bristol, https://www.bristol.ac.uk/media-library/sites/spais/documents/Working%20Paper%2002_17_AAC.pdf

Alonso, S. and Fonseca, S. C. (2012). Immigration, left and right. Party Politics, 18(6), 865-884.

Alonso, S. and Rovira Kaltwasser, C. (2014) Spain: No Country for the Populist Radical Right? South European Society and Politics, 20(1): 21-45.

Alvaredo F., L. Chancel, T. Piketty, E. Saez et G. Zucman (2018) Rapport sur les inégalités mondiales, Paris, Seuil.

Amjahad, Anisa and Clément Jadot (2012) 'Le modèle organisationnel du Front national' in Delwit Pascal (ed.) Le Front National. Mutations de l'extrême droite française (Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles), pp. 57-58.

Anduiza, Eva, Marc Guinjoan, Guillem Rico (2018) Economic Crisis, Populist Attitudes, and the Birth of Podemos in Spain, dans Marco Giugni, Maria T. Grasso (eds), Citizens and the Crisis, Basingstoke, Palgrave Macmillan, p. 61-81

Anelli, M., Colantone, I. and P. Stanig (2019) We Were the Robots: Automation and Voting Behavior in Western Europe, IZA Discussion Paper No. 12485, July

Antonucci, L., L. Horvath, Y. Kutiyski et A. Krouwell (2017) The Malaise of the Squeezed Middle: Challenging the Narrative of the Left Behind Brexiter, Competition and Change, 21/3, p. 211-229.

Antras, P., A. De Gortari, and O. Itskhoki (2016). Globalization, Inequality and Welfare. NBER Working Paper Series (22676).

Armingeon, K. and K. Guthmann (2014) Democracy in Crisis? The Declining Support for National Democracy in European Countries, 2007-2011, European Journal of Political Research, 53/3, p. 423-442.

Arzheimer, K. (2009) Contextual factors and the extreme right vote in Western Europe, 1980–2002. American Journal of Political Science, 53(2), 259-275.

Arzheimer, K. (2013) Working Class Parties 2.0? Competition between Centre Left and Extreme Right Parties, in J. Rydgren (éd.), Class Politics and the Radical Right, Londres, New York, Routledge, 2013, p.75-90.

Arzheimer, K. (2015) The AfD: Finally a Successful Right-Wing Populist Eurosceptic Party for Germany?, West European Politics, 38(3): 535-556.

Arzheimer, K. (2016) Electoral Sociology: Who Votes for the Extreme Right and Why – and When?, in C. Mudde (éd.), The Populist Radical Right: A Reader, New York, Routledge, 2016, p. 277-289

Arzheimer, K. and E. Carter (2006) Political opportunity structures and right-wing extremist party success, European Journal of Political Research, 45/3, p.419-443.

Aslanidis, P. (2016) Is populism an ideology? A refutation and a new perspective. Political Studies, 61(1): 88–104.

Aslanidis, Paris (2018) Populism as a Collective Action Master Frame for Transnational Mobilization. Sociological Forum, online first.

Attewell, D. (2020) Deservingness perceptions, welfare state support and vote choice in Western Europe. West European Politics, DOI: 10.1080/01402382.2020.1715704

Autor, David, Dorn, David, Gordon Hanson and Kaveh Majlesi (2017) Importing Political Polarization? The Electoral Consequences of Rising Trade Exposure. NBER Working Paper, Issued in 2016, revised in December 2017, https://www.nber.org/papers/w22637.pdf

Autor, David, Dorn, David, Hanson, Gordon, and Kaveh Majlesi (2016) A Note on the Effect of Rising Trade Exposure on the 2016 Presidential Election. Technical Report Mimeo. MIT. Paper. https://gps.ucsd.edu/_files/faculty/hanson/hanson_research_TrumpVote-032017.pdf

Azmanova, A. (2011) After the left–right (dis)continuum: globalization and the remaking of Europe's ideological geography, International Political Sociology 5(4): 384–407.

Baccini, Leonardo and Stephen Weymouth (2019) Gone for Good: Deindustrialization, White Voter Backlash, and U.S. Presidential Voting. Mimeo, Georgetown University.

Backlund, Anders and Ann-Cathrine Jungar (2019) Populist Radical Right Party-Voter Policy Representation in Western Europe. Representation, 55 (2019) 4, pp. 393-413.

Badie, B. et D. Vidal (éd.) (2019) Le Retour des populismes. L'état du monde 2019, Paris, La Découverte

Bakker, R., De Vries, C., Edwards, E., Hooghe, L., Jolly, S., Marks, G., Polk, J., Rovny, J., Steenbergen, M. and Vachudova, M. A. (2015) Measuring Party Positions in Europe: The Chapel Hill Expert Survey Trend File, 1999– 2010. Party Politics, 21(1):143–152.

Bakker, R., Seth Jolly and Jonathan Polk (2020) Multidimensional incongruence, political disaffection, and support for anti-establishment parties, Journal of European Public Policy, 27:2, 292-309

Baldwin, Richard E. 2016. The great convergence: information technology and the new globalization. Cambridge, Massachusetts: The Belknap Press of Harvard University Press.

Bale, Tim (2003) Cinderella and her ugly sisters: the mainstream and extreme right in Europe's bipolarising party systems West European Politics 26(3): 67-90

Bale, Tim (2008) Turning round the telescope. Centre-right parties and immigration and integration policy in Europe Journal of European Public Policy 15(3): 315-330

Bale, Tim, Green-Pedersen, Christoffer, Krouwel, André, Luther, Kurt Richard and Nick Sitter (2010) If You Can't Beat Them, Join Them? Explaining Social Democratic Responses to the Challenge from the Populist Radical Right in Western Europe Political Studies, 58(3): 410-426

Bale, Time (2013) More and More Restrictive—But Not Always Populist: Explaining Variation in the British Conservative Party's Stance on Immigration and Asylum. Journal of Contemporary European Studies 21:1, pages 25-37.

Ballard-Rosa, C., Malik, M., Rickard, S., and Scheve, K. (2017) The economic origins of authoritarian values: Evidence from local trade shocks in the United Kingdom. Paper presented at the Annual Conference of the International Political Economy Society.

Bardi, L., S. Bartolini et A. H. Trechsel (2014) Responsive and Responsible? The Role of Parties in Twenty-First Century Politics, West European Politics, 37/2, p. 235-252.

Bartlett J., Birdwell, J. and McDonnell, D. (2012). Populism in Europe: Lega Nord, London: Demos

Bartolini, Stefano (1984) Institutional constraints and party competition in the French party system, West European Politics 7: 4, 103-127.

Bartolini, Stefano (2005) Restructuring Europe: Centre Formation, System Building, and Political Structuring Between the Nation State and the European Union, Oxford: Oxford University Press.

Bartolini, Stefano and Peter Mair (1990) Identity, Competition, and Electoral Availability: The Stabilisation of European Electorates 1885-1985. Cambridge: Cambridge University Press

Bechtel, M., Hainmueller, J. and Margalit, Y. (2014) 'Preferences for international redistribution: the divide over the Eurozone bailouts', American Journal of Political Science 58(4): 835–56.

Becker, S. O, T. Fetzer and D. Novy (2017) Who voted for Brexit? A comprehensive district-level analysis, Economic Policy, 32(92), p.601-650

Belot, C., Cautrès, B. et Strudel, S. (2013) L'Europe comme enjeu clivant : Ses effets perturbateurs sur l'offre électorale et les orientations de vote lors de l'élection présidentielle de 2012. Revue française de science politique, 63(6), p.1081-1112.

Benoit, Kenneth (2007) Electoral Laws as Political Consequences: Explaining the Origins and Change of Electoral Institutions Annual Review of Political Science Vol. 10: 363-390

Berg, N. (2020) La grande peur de l'an 2020 : Le bug du coronavirus et le grand confinement. Futuribles, 437(4), 43-52.

Bermeo N. and L.M. Bartels (eds.) (2014) Mass politics in tough times. Opinions, votes and protest in the Great Recession, Oxford, Oxford University Press

Bernhard, Laurent and Hanspeter Kriesi (2019) Populism in election times: a comparative analysis of 11 countries in Western Europe, West European Politics, 42:6, 1188-1208

Betz, Hans-Georg (1994) Radical Right-Wing in Western Europe, New York, St. Martin's Press.

Betz, Hans-Georg (1998) 'Introduction' in Betz Hans-Georg and Immerfall Stefan (eds) The New Politics of the Right: Neo Populist Parties and Movements in Established Democracies (New York: St. Martin's Press).

Betz, Hans-Georg and Carol Johnson (2004) Against the Current - Stemming the Tide: The Nostalgic Ideology of the Contemporary Radical Populist Right, Journal of Political Ideologies 9(3): 311-27

Betz, Hans-Georg and Susi Meret (2009) Revisiting Lepanto: the political mobilization against Islam in contemporary Western Europe, Patterns of prejudice, 43(3-4): 313-334.

Betz, Hans-Georg and Susi Meret (2013) 'Right-wing populist parties and the working-class vote. What have you done for us lately?' in J. Rydgren (ed.) Class Politics and the Radical Right (London and New York: Routledge), 107-121.

Biorcio, Roberto (1991) La Lega Lombarda come attore politico: dal federalismo al populismo regionalista, Mannheimer, R. (édité par), La Lega Lombarda, Milano, Feltrinelli, pp. 34-82.

Birnbaum, Pierre (1979), Le peuple et les gros, Paris, Fayard

Blanc, Y. (2020) Il n'y a plus d'après : Montée de l'incertitude et vigilance prospective. Futuribles, 437(4), 61-69.

Bol, D., Giani, M., Blais, A. et Loewen, P.J. (2020) The effect of COVID-19 lockdowns on political support: Some good news for democracy?, European Journal of Political Research, May

Bonikowski, Bart (2017) Three Lessons of Contemporary Populism in Europe and the United States. The Brown Journal of World Affairs 23(1): 9-24.

Bordignon, F., and Ceccarini, L. (2013). 'Tsunami' a 5 stelle. In Ilvo Diamanti (ed.) Un salto nel voto. Ritratto politico dell'Italia di oggi, 60-71 (Bari: Editori Laterza).

Bornschier, Simon (2010), The New Cultural Divide and the Two-Dimensional Political Space in Western Europe, West European Politics, 33(3), p.419-444

Bornschier, Simon (2012) Why a right-wing populist party emerged in France but not in Germany: cleavages and actors in the formation of a new cultural divide European Political Science Review 4(1): 121-145

Borriello, Arthur and Nathalie Brack (2019) 'I want my sovereignty back!' A comparative analysis of the populist discourses of Podemos, the 5 Star Movement, the FN and UKIP during the economic and migration crises. Journal of European Integration, 41:7, 833-853.

Boscán, G., I. Llamazares et N. Wiesehomeier (2018) Populist Attitudes, Policy Preferences, and Party Systems in Spain, France, and Italy, Revista Internacional de Sociología, 76/4, 2018, e110.

Bourguignon, Francois (2015) The Globalization of Inequality. Princeton, N.J.: Princeton University Press.

Bowyer, Benjamin. 2008. Local Context and Extreme Right Support in England: the British National Party in the 2002 and 2003 Local Elections. Electoral Studies 27 (4): 611–620.

Braconnier, C. et Mayer, N. (2015) Les inaudibles: Sociologie politique des précaires. Paris: Presses de Sciences Po.

Bréchon, P. (2003) Confiance à autrui et sociabilité : analyse européenne comparative. Revue internationale de politique comparée, 10(3), p.397-414.

Bréchon, P. (2014) Les valeurs des Européens et leur degré de polarisation politique. Politique européenne, 45(3), 26-59.

Bréchon, P. (2019) Le mouvement des « gilets jaunes » ou le retour des valeurs matérialistes ? Revue politique et parlementaire, n°1090, p.113-120

Bréchon, P., Gonthier, F et S. Astor (2019) La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble

Breeze, R. (2018) Positioning the people and its Enemies: Populism and Nationalism in AfD and UKIP, Javnost – The Public, online first.

Broz, Lawrence J., Jeffry Frieden and Stephen Weymouth (2019) Populism in Place: The Economic Geography of the Globalization Backlash, *International Organization, forthcoming*.

Brubaker, R. (2017) Why Populism?. Theory and Society, 46(5), p. 357–385

Budge (Ian) (1994), A New Theory of Party Competition: Uncertainty, Ideology, and Policy Equilibria Viewed Comparatively and Temporally, British Journal of Political Science, 24(4), p.443-67

Budge (Ian), Klingemann (Hans-Dieter), Volkens (Andrea) and Bara (Judith) (2001), Mapping Policy Preferences. Estimates for Parties, Electors, and Governments 1945-1998, Oxford, Oxford University Press

Burgoon, Brian. 2001. Globalization and Welfare Compensation: Disentangling the Ties that Bind. International Organization 55(3):509–551.

Burgoon, Brian. 2009. Globalization and Backlash: Polayni's Revenge? Review of International Political Economy 16(2):145–177.

Burgoon, Brian. 2012. Inequality and anti-globalization backlash by political parties. European Union Politics 14(3):408–435.

Busby, Ethan C., Joshua R. Gubler, and Kirk A. Hawkins (2019) Framing and Blame Attribution in Populist Rhetoric, The Journal of Politics, 81(2), 616-630

Buštíková, L. (2018) The radical right in Eastern Europe. in *The Oxford Handbook of the Radical Right*. Oxford: Oxford University Press, pp. 565-581.

Bustikova, Lenka (2009) The Extreme Right in Eastern Europe: EU Accession and the Quality of Governance, Journal of Contemporary European Studies, Volume 17, Issue 2 pages 223 – 239

Cameron, D. (1978) 'The Expansion of the Public Economy: a Comparative Analysis', American Political Science Review, 72, 1243–61.
Campbell, R. and S. Erzeel (2018) Exploring Gender Differences in Support for Rightist Parties: The Role of Party and Gender Ideology. Politics and Gender 14 (1): 80–105.
Canovan, Margaret (1981) Populism, New York-London, Harcourt Barce Jovanovich.
Canovan, Margaret (1999). Trust the people! Populism and the two faces of democracy. Political studies, 47(1), 2-16.
Carreras, M., Irepoglu Carreras, Y., and Bowler, S. (2019) Long-Term Economic Distress, Cultural Backlash, and Support for Brexit. *Comparative Political Studies*, 52(9), 1396-1424.
Cartier, M., Isabelle Coutant, Olivier Masclet et Yasmine Siblot (2008) La France des « petits-moyens ». Enquêtes sur la banlieue pavillonnaire, Paris, La Découverte
Casero-Ripollés, A., Sintes-Olivella, M. and Franch, P. (2017) The Populist Political Communication Style in Action: Podemos's Issues and Functions on Twitter During the 2016 Spanish General Election. American Behavioral Scientist, 61(9): 986-1001.
Castanho Silva, B., S. Jungkunz, M. Helbling, and L. Littvay (2019) An Empirical Comparison of Seven Populist Attitudes Scales. *Political Research Quarterly*, online first, https://doi.org/10.1177/1065912919833176
Castaño, P. (2018) Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise. Mouvements, 96(4), 169-180.
Castaño, P. (2018) Populismes de gauche en Europe : une comparaison entre Podemos et la France insoumise. Mouvements, 96(4), 169-180
Castel, Robert (1995) Les métamorphoses de la question sociale. Paris, Fayard.
Castelli Gattinara, P. and C. Froio (2014) Opposition in the EU and Opposition to the EU: Soft and Hard Euroscepticism in Italy in the Time of Austerity, EU-IED Research Report. Brussels: Institute of European Democrats
Cavaillé, C. and K.-S. Trump (2015) The Two Facets of Social Policy Preferences, The Journal of Politics, 77(1), 146–60
Cerrato, Andrea, Federico Maria Ferrara, and Francesco Ruggieri (2018) Why Does Import Competition Favor Republicans? Localized Trade Shocks, Voting Behavior, and Scapegoating in the U.S. Working paper (March).
Chadwick, A. (2013) The hybrid media system, Oxford, Oxford University Press
Charalambous, Giorgos (2011) All the Shades of Red: Examining the Radical Left's Euroscepticism, Contemporary Politics 17(3): 299-320
Chazel, L. (2019). De l'Amérique Latine à Madrid : Podemos et la construction d'un « populisme de gauche ». Pôle Sud, 50(1), 121-138
Chazel, L. and V. Dain (2019) Left-wing Populism and Nationalism: A Comparative Analysis of Podemos and France insoumise' Patriotic Narratives, Séminaire, PACTE-Sciences-Po Grenoble, 11 décembre
Chiaramonte, A. and V. Emanuele (2017) Party system volatility, regeneration and de-institutionalization in Western Europe (1945-2015), Party Politics, 23/4, p. 376-388.
Chiche, J., Haegel, F. et Tiberj, V. (2002) La fragmentation partisane. In Grunberg, G., Mayer, N. et Sniderman, P. (dir.) La démocratie à l'épreuve : Une nouvelle approche de l'opinion des Français. Paris, Presses de Sciences Po, pp. 203-237
Clarke, H., Goodwin, M. and Whiteley, P. (2017) Brexit! Why Britain Voted to Leave the European Union, Cambridge: Cambridge University Press.
Clarke, Harold D., Goodwin, Matthew and Paul Whiteley (2017) Why Britain Voted for Brexit: An Individual- Level Analysis of the 2016 Referendum Vote. Parliamentary Affairs, 70(3) : 439–464

Clements, B., K. Nanou et J. Real-Dato (2018) Economic crisis and party responsiveness on the left–right dimension in the European Union. Party Politics, 24/1, p. 52-64.
Coffé, Hilde, Bruno Heyndels, and Jan Vermeir. 2007. Fertile Grounds for Extreme Right-Wing Parties: Explaining the Vlaams Blok's Electoral Success. Electoral Studies 26 (1): 142–155. doi:10.1016/j.electstud.2006.01.005.
Colantone, Italo and Piero Stanig (2018a) Global Competition and Brexit. American Political Science Review, 112(2): 201–218.
Colantone, Italo and Piero Stanig (2018b) The Trade Origins of Economic Nationalism: Import Competition and Voting Behavior in Western Europe. American Journal of Political Science, 62(4): 936-953.
Colantone, Italo and Piero Stanig (2018c) The Effects of Global Competition on Attitudes in Western Europe. Annual Conference of the MPSA, Chicago Prepared for presentation at the 2018.
Collier, Ruth Berins and David Collier (1991) Shaping the Political Arena: Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America. Princeton: Princeton University Press.
Colliot-Thélène, Catherine et Guénard, Florent (eds.) (2014) Peuples et populisme. Paris: PUF.
Collovald, A. et O. Schwartz (2006) Haut, bas, fragile : sociologie du populaire, Vacarme, 37
Conti, Nicolò and Vincenzo Memoli (2012) The multi-faceted nature of party-based Euroscepticism, Acta Politica, 47(2): 91-112
Corbetta, P. and Vignati, R. (2013). Left or Right? The Complex Nature and Uncertain Future of the 5 Stars Movement, Italian Politics and Society: The Review of the Conference Group on Italian Politics and Soceity, 72-73: 53-62.
Corbetta, Piergiorgio, Pasquale Colloca, Nicoletta Cavazza and Michele Roccato (2018) Lega and Five-star Movement voters: exploring the role of cultural, economic and political bewilderment, Contemporary Italian Politics, 10(3), 279-293
Cox, Michael (2017) The rise of populism and the crisis of globalisation: Brexit, Trump and beyond. *Irish Studies in International Affairs*, 28. pp. 9-17.
Cramer, K. J. (2016) The Politics of Resentment: Rural Consciousness in Wisconsin and the Rise of Scott Walker, Chicago, University of Chicago Press
Crépon, S. (2015) La politique des mœurs au Front National. In Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), Les faux-semblants du Front national, Paris, Presses de Sciences Po, p.185-206.
D'Alimonte, R. (2013). The Italian elections of February 2013: the end of the second republic?. Contemporary Italian Politics, 5(2), 113-129.
D'Ancona, M. (2017) Post-truth: The new war on truth and how to fight back. London: Ebury Press.
Dahlström, C. and Sundell, A. (2012). A losing gamble. How mainstream parties facilitate anti-immigrant party success. Electoral Studies, 31(2), 353-363.
Dal Bó, Ernesto, Frederico Finan, Olle Folke, Torsten Persson, and Johanna Rickne (2018) Economic Losers and Political Winners: Sweden's Radical Right. Working paper (August).
Dalton, R.J. (2002) Citizen Politics: Public Opinion and Political Parties in Advanced Western Democracies, New York: Chatham House Publishers/Seven Bridges Press.
Damiani, M. and L. Viviani (2019) Populism and Euroscepticism in Podemos and in the Five Star Movement. Faraway, so close? PArtecipazione e COnflitto, 12(1), 197-216
Damon, J. (2020). Des inégalités déconfinées par le coronavirus. Futuribles, 437(4), 53-59.
Davis, E. (2017) Post-truth: Why we have reached peak bullshit and what we can do about it. London: Little, Brown.

De Cleen, B., J. Glynos et A. Mondon (2018) A Critical research on populism: Nine rules of engagement, Organization, 25/5, p. 649-661.
De Cleen, Benjamin (2017) Populism and Nationalism, in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo, and Pierre Ostiguy (eds.) The Oxford Handbook of Populism, Oxford, Oxford University Press, pp.342-363.
De Cleen, Benjamin and Yannis Stavrakakis (2017) Distinctions and Articulations : A Discourse Theoretical Framework for the Study of Populism and Nationalism, Javnost - The Public, 24 (4): 301-319.
De Koster, Willem, Achterberg, Peter and Jeroen Van der Waal (2013) The New Right and the Welfare State: On the electoral relevance of welfare chauvinism and welfare populism in the Netherlands, International Political Science Review, 34(1): 3-20.
De la Torre, Carlos (2015) The Promise and Perils of Populism: Global Perspectives (Lexington: The University Press of Kentucky).
De Lange, Sarah L. (2007) A New Winning Formula?: The Programmatic Appeal of the Radical Right, Party Politics 13(4) p.411-435
De Spiegeleire, S., Skinner, C. and Sweijs, T. (2017) The Rise of populist Sovereignism: what it is, where it comes from, and what it means for international Security and Defense. The Hague: Centre for Strategic Studies.
de Vreese, C. H., F. Esser, T. Aalberg, C. Reinemann and J. Stanyer (2018) Populism as an Expression of Political Communication Content and Style: A New Perspective, The International Journal of Press/Politics, 23(4), p. 423-438.
De Vries, C. E. (2018a) The globalization backlash: It's both culture and the economy, stupid. Social Europe, https://www.socialeurope.eu/the-globalization-backlash-its-both-culture-and-the-economy-stupid
De Vries, C. E. (2018b) *Euroscepticism and the Future of European Integration*, Oxford: Oxford University Press
De Vries, C. E. (2018c) The cosmopolitan-parochial divide: changing patterns of party and electoral competition in the Netherlands and beyond, Journal of European Public Policy, 25:11, 1541-1565
De Vries, C. E. and Erica E. Edwards (2009) Taking Europe to Its Extremes: Extremist Parties and Public Euroscepticism. Party Politics 15 (1): 5-28
De Vries, C. E. and Marks, G. (2012) 'The struggle over dimensionality: a note on theory and empirics', European Union Politics 13(1): 185–93.
De Vries, C. E., Hakhverdian, A., and Lancee, B. (2013). The Dynamics of Voters' Left/Right Identification: The Role of Economic and Cultural Attitudes. Political Science Research and Methods, 1(2), 223-238
Dean, J. and B. Maiguashca (2020) Did somebody say populism? Towards a renewal and reorientation of populism studies, Journal of Political Ideologies, 25(1), p.11-27
Decker, F. (2008). Germany: Right-wing populist failures and left-wing successes. Twenty-First Century Populism. New York: Palgrave Macmillan, 119-34.
Dehousse, R. (2013) Negative Europeanisation: European Issues in the Italian Elections. Contemporary Italian Politics 5, no. 2: 166–78
Derks, A. (2006) Populism and the Ambivalence of Egalitarianism. How do the Underprivileged Reconcile a Right Wing Party Preference with their Socio-Economic Attitudes?. *World Political Science Review* 2(3): 175-200
Dinar, Elias and Rori Lamprini (2013). The 2012 Greek Parliamentary Elections: Fear and Loathing in the Polls, West European Politics, 36, 1: 270-82
Dippel, Christian, Robert Gold, Stephan Heblich and Rodrigo Pinto (2019) Instrumental Variables and Causal Mechanisms: Unpacking the Effect of Trade on Workers and Voters, http://www.nber.org/papers/w23209

Dolezal M and Hellström J (2016) The radical right as driving force in the electoral arena? In: Hutter S, Grande E and Kriesi H (eds) Politicising Europe: Integration and Mass Politics. Cambridge: Cambridge University Press, pp.156–180.

Donovan, T., and D. Redlawsk (2018) Donald Trump and Right-Wing Populists in Comparative Perspective. Journal of Elections, Public Opinion and Parties 28(2) : 190-207.

Dow, J.K. and J.W. Endersby (2004) Multinomial probit and multinomial logit: a comparison of choice models for voting research, Electoral Studies, 23: 107–122.

Downs, William M. (2012). Political Extremism in Democracies: Combating Intolerance. New York: Palgrave Macmillan.

Dreher, Axel (2006) Does globalization affect growth? Evidence from a new index of globalization, *Applied Economics*, 38(10): 1091-1110.

Duncan, Fraser (2010) Immigration and integration policy and the Austrian radical right in office: the FPÖ/BZÖ, 2000-2006 Contemporary Politics, 16(4): 337-354

Duncan, Fraser and Van Hecke, Steven (2008) Immigration and the transnational European centre-right: a common programmatic response? Journal of European Public Policy 15(3): 432-452

Dunn, K. (2013). Preference for radical right-wing populist parties among exclusive-nationalists and authoritarians. Party Politics, 1354068812472587.

Dunn, Kris P, and Shane P Singh. (2011). "The Surprising Non-Impact of Radical Right-Wing Populist Party Representation on Public Tolerance of Minorities." Journal of Elections, Public Opinion and Parties 21: 313-31.

Durand, C. (1998) Application de la théorie de réponse aux items à l'analyse d'échelles d'attitude. Bulletin of Sociological Methodology/Bulletin de Méthodologie Sociologique, 59(1), 27–48.

Eatwell, R., and Goodwin, M. (2018). *National Populism: The revolt against liberal democracy*. London: Penguin.

Ebenstein, Avraham, Ann Harrison, and Margaret McMillan (2015) Why are American Workers getting Poorer? China, Trade and Offshoring. NBER Working Paper No. 21027.

Eger, M.A. et S. Valdez (2019) From radical right to neo-nationalist. *European Political Science*, 18(3): 379-399

Ekins, E. (2017) The Five Types of Trump Voters. Who They Are and What They Believe, Research Report from the Democracy Fund Voter Study Group, https://www.voterstudygroup.org/publications/2016-elections/the-five-types-trump-voters.

Eklundh E. (2018) Populism, Hegemony, and the Phantasmatic Sovereign: The Ties Between Nationalism and Left-Wing Populism. In: García Agustín Ó., Briziarelli M. (eds) Podemos and the New Political Cycle. Palgrave Macmillan

Elgenius, G. and J. Rydgren (2019) Frames of nostalgia and belonging: the resurgence of ethno-nationalism in Sweden. European Societies, 21:4, 583-602.

Emanuele, V., A. Chiaramonte and S. Soare (2020) Does the Iron Curtain Still Exist? The Convergence in Electoral Volatility between Eastern and Western Europe. Government and Opposition, 55(2): 308-326.

Engesser, S., N. Ernst, F. Esser and F. Büchel (2017) Populism and social media: How politicians spread a fragmented ideology, Information, Communication, & Society, 20(8), p.1109-1126.

Engler, Sarah, Bartek Pytlas and Kevin Deegan-Krause (2019) Assessing the diversity of anti-establishment and populist politics in Central and Eastern Europe, West European Politics, 42:6, 1310-1336

Ennser, Laurenz (2012) The homogeneity of West European party families: The radical right in comparative perspective, Party Politics, 18(2): 151-171
Entman, Robert (1993) Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm Journal of Communication 43(4): 51-58
Enyedi, Zsolt and Kevin Deegan-Krause (eds.) (2013) The Structure of Political Competition in Western Europe. Routledge
Errejón, Iñigo (2017) Macron est un caudillo néolibéral, Le Vent se Lève, 16 août, http://lvsl.fr/macron-est-un-caudillo-neoliberal-entretien-avec-inigo-errejon
Essletzbichler, Jürgen, Franziska Disslbacher and Mathias Moser (2018) The victims of neoliberal globalisation and the rise of the populist vote: a comparative analysis of three recent electoral decisions. Cambridge Journal of Regions, Economy and Society, 11(1): 73–94.
Evans, Jocelyn and Gilles Ivaldi (2013) The 2012 French Presidential Elections. The Inevitable Alternation, Palgrave MacMillan, French Politics, Society and Culture Series
Ezrow, L. and T. Hellwig (2014) Responding to Voters or Responding to Markets? Political Parties and Public Opinion in an Era of Globalization. International Studies Quarterly, 58/4, p. 816-827
Faber, D., J. Stephens, V. Wallis, R. Gottlieb, C. Levenstein, P. Coatar et Boston Editorial Group of CNS (2017) Trump's Electoral Triumph: Class, Race, Gender, and the Hegemony of the Polluter-Industrial Complex. Capitalism Nature Socialism, 28/1, p. 1-15.
Fassin, E. (2017) Populisme : le grand ressentiment. Paris: Textuel
Feigenbaum, James and Andrew Hall (2015) How Legislators Respond to Localized Economic Shocks: Evidence from Chinese Import Competition. The Journal of Politics 77 (4): 1012-1030.
Feler, Leo, and Mine Z. Senses (2017) Trade Shocks and the Provision of Local Public Goods. American Economic Journal: Economic Policy 9 (4): 101-43.
Fetzer, T., Hensel, L., Hermle, J. & Roth, C. (2020) Coronavirus perceptions and economic anxiety. Working Paper, Preprint, arXiv: https://arxiv.org/abs/2003.03848
Fetzer, Thiemo (2018) Did Austerity Cause Brexit? CESifo Working Paper No. 7159, Center for Economic Studies and Ifo Institute (CESifo), Munich.
Fieschi, Catherine (2000) 'European institutions: the far-right and illiberal politics in a liberal context', Parliamentary Affairs 53: 517-531
Finseraas, H. (2008) Immigration and Preferences for Redistribution: An Empirical Analysis of European Survey Data. Comparative European Politics, 6, 407–431
Finseraas, H. (2011) Anti-immigration attitudes, support for redistribution and party choice in Europe, in Changing Social Equality. [s.l.] : Policy Press, p.23-44
Finseraas, H. (2019) Understanding the education gap in immigration preferences across countries over time: A decomposition approach. Electoral Studies. 61, s1- 12, 102061
Florida, R. (2017) The New Urban Crisis, New York, Basic Books
Ford, Robert and Matthew Goodwin (2014a) Understanding UKIP: Identity, Social Change and the Left Behind, The Political Quarterly, 85(3): 277-284.
Ford, Robert and Matthew Goodwin (2014b) Revolt on the Right: Explaining Support for the Radical Right in Britain. Routledge.
Ford, Robert, Goodwin, Matthew J. and Cutts, David (2012) Strategic Eurosceptics and polite xenophobes: Support for the United Kingdom Independence Party (UKIP) in the 2009 European Parliament elections. European Journal of Political Research, Volume 51, Issue 2, pages 204–234.

Foster, Chase and Jeffry Frieden (2017) Crisis of Trust: Socio-Economic Determinants of Europeans' Confidence in Government. European Union Politics 18(4): 511-535.
Fournier, P. (2019) La morphologie du conservatisme américain à l'ère Trump. Canadian Journal of Political Science, 52(4), 781-800.
Fraser, N. (2009) *Scales of Justice. Reimagining Political Space in a Globalizing World*, New York: Columbia University Press.
Freeden, M. (1998) Is Nationalism a Distinct Ideology?, Political Studies, 46(4), p.748-765
Freeden, M. (2017) After the Brexit Referendum: Revisiting Populism as an Ideology, Journal of Political Ideologies, 22 (1), p. 1-11
Freire, Andre (2008) Party Polarization and Citizens' Left-Right Orientations. Party Politics 14(2): 189–209
Freund, Caroline and Dario Sidhu (2017) Manufacturing and the 2016 Election: An Analysis of US Presidential Election Data. Peterson Institute for International Economics Working Paper No. 17-7. https://www.piie.com/system/files/documents/wp17-7.pdf
Frey, C.B., Berger, T. and C. Chen (2018) Political machinery: Did robots swing the 2016 US presidential election? Oxford Review of Economic Policy 34(3): 418–442.
Friedman, Uri (2017) What Is a Populist? And is Donald Trump one? The Atlantic, February https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/02/what-is-populist-trump/516525/
Funke, M., Schularick, M. and Trebesch, C. (2016) Going to extremes: Politics after financial crisis, 1870– 2014. European Economic Review, 88(C), 227–260.
Galbo, Joseph (2020) Making Sense of Italian Populism: The Five Star Movement and the Lega, Alternate Routes, 31(1), Populism, Power and Protest, 51-66.
Ganong, Peter and Daniel Shoag (2017) Why Has Regional Income Convergence in the U.S. Declined? Journal of Urban Economics 102:76-90.
Garau, Eva (2015) Politics of National Identity in Italy: Immigration and 'Italianità', Abingdon, Routledge, pp. 102-144.
Garner, Steve (2005) The racialisation of mainstream politics, Ethical Perspectives, 12(2): 123-40
Garrett, G. (1998) 'Global Markets and National Policies: Collision Course or Virtuous Circle',InternationalOrganization,52,787–824.
Gervais, B. T. and I. L. Morris (2018) Reactionary Republicanism. How the Tea Party in the House Paved the Way for Trumps Victory, Oxford, Oxford University Press
Gest, J., Reny, T., and Mayer, J. (2018) Roots of the Radical Right: Nostalgic Deprivation in the United States and Britain. Comparative Political Studies, 51(13), 1694–1719.
Giddens, A. (1990). *The Consequences of Modernity*. Cambridge: Polity Press.
Gidron, N. and J. J B Mijs (2019) Do Changes in Material Circumstances Drive Support for Populist Radical Parties? Panel Data Evidence from the Netherlands during the Great Recession, 2007–2015. European Sociological Review, 35(5): 637–650
Gidron, Noam and Peter A. Hall (2017) The politics of social status: economic and cultural roots of the populist right. The British Journal of Sociology 68(S):S57–S84.
Gidron, Noam and Peter A. Hall (2019) Populism as a Problem of Social Integration, *Comparative Political Studies*, First Published October https://doi.org/10.1177/0010414019879947
Giordano, Benito (1999) A Place Called Padania? The Lega Nord and the Political Representation of Northern Italy, European Urban and Regional Studies, Volume 6, Numéro 3, pp. 215-230. DOI: 10.1177/096977649900600303.
Giugni, Marco and Maria T. Grasso (eds) (2018) Citizens and the Crisis, Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Givens, T. E. (2005). Voting radical right in Western Europe. Cambridge: Cambridge University Press
Givens, Terri E. (2004) The Radical Right Gender Gap, Comparative Political Studies, 37(1): 30-54.
Goldberg, Andreas C., Erika J. van Elsas and Claes H. de Vreese (2020) Mismatch? Comparing elite and citizen polarisation on EU issues across four countries, Journal of European Public Policy, 27:2, 310-328
Golder, M. (2003) 'Explaining Variation in the Success of Extreme right Parties in Western Europe', Comparative Political Studies 36: 432–466.
Golder, M. (2016) Far right parties in Europe, Annual Review of Political Science, 19: 477–497.
Gómez-Reino Cachafeiro, M., and Plaza-Colodro, C. (2018). Populist Euroscepticism in Iberian party systems. *Politics*, 38(3), 344–360.
Gómez-Reino M and Llamazares I (2013) The populist radical right and European integration: A comparative analysis of party–voter links. West European Politics 36(4): 789–816.
Gómez-Reino, M. and Llamazares, I. (2015) From Working-Class Anticapitalism to Populism: Theoretical Developments and Political Choices in the Birth of Podemos. Team Populism BYU
Gomez, R., Morales, L., and Ramiro, L. (2016). Varieties of Radicalism: Examining the Diversity of Radical Left Parties and Voters in Western Europe. West European Politics, 39(2), 351-379.
Goodhart, D. (2017) The Road to Somewhere: The Populist Revolt and the Future of Politics, Londres, C. Hurst and Co
Goodwin, M. and R. Ford (2014) Understanding UKIP: Identity, Social Change and the Left Behind. The Political Quarterly, 85, p. 277-284
Goodwin, M. J. and Heath, O. (2016), The 2016 Referendum, Brexit and the Left Behind: An Aggregate-level Analysis of the Result. The Political Quarterly, 87(3): 323-332
Goodwin, Matthew and Caitlin Milazzo (2017) Taking back control? Investigating the role of immigration in the 2016 vote for Brexit. The British Journal of Politics and International Relations Vol 19, Issue 3, pp. 450 – 464
Gorodzeisky, A., and Semyonov, M. (2016) Not only competitive threat but also racial prejudice: Sources of anti-immigrant attitudes in European societies. *International Journal of Public Opinion Research*, 28, 331-354.
Gougou, F. (2015) Les ouvriers et le vote Front National. Les logiques d'un réalignement électoral. In Sylvain Crépon, Alexandre Dézé et Nonna Mayer (dir.), Les faux-semblants du Front national, Paris, Presses de Sciences Po, p. 323-344.
Gougou, F. and N. Mayer (2013) The Class Basis of Extreme Right Voting in France: Generational Replacement and the Rise of New Cultural Issues (1984-2007), in J. Rydgren (ed.), Class Politics and the Radical Right, Londres, Routledge, 156-172
Green-Pedersen, Christoffer and Jesper Krogstrup (2008) Immigration as a political issue in Denmark and Sweden, European Journal of Political Research, 47(5):610-634
Green, J., Hellwig, T., and Fieldhouse, E. (2018) The economic basis of support for populism: The in-group versus out-group economic vote. Paper presented at the European Political Science Association Annual Conference, Vienna, Austria.
Gries, P.H. (2017) Does Ideology Matter? Social Science Quarterly, 98: 132-143
Grunberg, G. (1998) La mesure du populisme. Sur quelques questions de méthode. Mots, n°55, juin, pp. 122-127.
Grunberg, G., Mayer, N. et Sniderman, P. (2002) La démocratie à l'épreuve : Une nouvelle approche de l'opinion des Français. Paris, Presses de Sciences Po.

Guerra, T., Alexandre, C., and Gonthier, F. (2019). Populist Attitudes among the French Yellow Vests, Populism, 3(1), 1-12

Guiso, L., H. Herrera, M. Morelli and T. Sonno (2017) Populism: Demand and Supply, CEPR Discussion Paper no DP11871, 2017, https://ssrn.com/abstract=2924731

Guiso, L., H. Herrera, M. Morelli and T. Sonno (2019) Global Crises and Populism: The Role of Eurozone Institutions. Economic Policy, 34(97): 95–13.

Guriev, Sergei (2018) Economic Drivers of Populism. AEA Papers and Proceedings 108: 200-203.

Gygli, Savina, Florian Haelg, Niklas Potrafke and Jan-Egbert Sturm (2019) The KOF Globalisation Index – Revisited, Review of International Organizations, 14(3), 543-574

Hacker, J. S. (2006) The Great Risk Shift: The New Economic Insecurity and the Decline of the American Dream, New York, Oxford University Press

Hacker, J.S., Rehm, P. and Schlesinger, M. (2013) 'The insecure American: economic experiences, financial worries, and policy attitudes', Perspectives on Politics 11(01): 23–49.

Hahl, O., E. W. Zuckerman and M. Kim (2017) Why Elites Love Authentic Lowbrow Culture: Overcoming High-Status Denigration with Outsider Art. American Sociological Review, 82/4, p. 828-856.

Hainmueller, J. and Hopkins, D.J. (2014) 'Public attitudes toward immigration', Annual Review of Political Science 17(1): 225–49.

Hainmueller, Jens, Hiscox, Michael J. (2010) Attitudes toward highly skilled and lowskilled immigration: evidence from a survey experiment. *American Political Science Review*, 104(1), 61–84.

Hakhverdian, A. and C. Koop (2007) Consensus Democracy and Support for Populist Parties in Western Europe, Acta Politica, 42/4, p.401-420.

Hakhverdian, A., van Elsas, E., van der Brug, W. and Kuhn, T. (2013) 'Euroscepticism and education: a longitudinal study of 12 EU member states, 1973–2010', European Union Politics 14(4): 522–41.

Halikiopoulou, D. and S. Vasilopoulou (2018) Breaching the Social Contract: Crises of Democratic Representation and Patterns of Extreme Right Party Support, Government and Opposition, 53/1, 2018, p. 26-50.

Halikiopoulou, Daphne, Kyriaki Nanou and Sofia Vasilopoulou (2012) The paradox of nationalism: The common denominator of radical right and radical left euroscepticism, European Journal of Political Research, 51(4): 504-539

Han, Kyung Joon (2016) 'Income inequality and voting for radical right-wing parties', Electoral Studies, 42, 54-64.

Hanley, Sean, and Allan Sikk (2016) Economy, Corruption or Floating Voters? Explaining the Breakthroughs of Anti-establishment Reform Parties in Eastern Europe, Party Politics, 22:4, 522–33.

Harteveld, Eelco (2016) Winning the 'losers' but losing the 'winners'? The electoral consequences of the radical right moving to the economic left. Electoral Studies, 44, p.225-234

Häusermann, S., and Kriesi, H. (2015). What Do Voters Want? Dimensions and Configurations in Individual-Level Preferences and Party Choice. In P. Beramendi, S. Häusermann, H. Kitschelt, and H. Kriesi (Eds.), The Politics of Advanced Capitalism, Cambridge: Cambridge University Press, pp.202-230.

Havlík, V. (2019) Technocratic Populism and Political Illiberalism in Central Europe. In: Problems of Post-Communism, DOI: 10.1080/10758216.2019.1580590

Havlík, V. and A. Pinková, Populist political parties in East Central Europe, Brno, Masaryk University, 2012.
Havlík, V. et P. Voda (2018) Cleavages, Protest or Voting for Hope? The Rise of Centrist Populist Parties in the Czech Republic. Swiss Political Science Review, 24/2, p.161-186.
Havlík, Vlastimil (2019) Technocratic Populism and Political Illiberalism in Central Europe, Problems of Post-Communism, DOI: 10.1080/10758216.2019.1580590
Hawkins, K. (2009) Is Chavéz Populist?: Measuring Populist Discourse in Comparative Perspective. Comparative Political Studies, 42(8), p.1040-1067.
Hawkins, K. and B. Castanho Silva (2016) Mapping Populist Parties in Europe and the Americas. Paper presented at the Explaining Populism: Team Populism January Conference, Provo-UT.
Hawkins, K. and Littvay, L. (2019). Contemporary US Populism in Comparative Perspective (Elements in American Politics). Cambridge: Cambridge University Press
Hawkins, K., Rovira Kaltwasser, C., and Andreadis, I. (2020) The Activation of Populist Attitudes. Government and Opposition, 55(2), 283-307
Hawkins, K.R., R. Dudley and J.W. Tan (2016). 'Made in USA: Populism Beyond Europe, in A. Martinelli (ed.), Beyond Trump. Populism on the Rise, Novi Ligure: Edizioni Epoké—ISPI, 93–110.
Hawkins, Kirk A., Ryan Carlin, Levente Littvay, Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds) (2018) The Ideational Approach to Populism. Concept, Theory, and Method, Londres, Routledge
Hawkins, Kirk and Cristóbal Rovira Kaltwasser (2017) What the (Ideational) Study of Populism Can Teach Us, and What It Can't, Swiss Political Science Review, 23 (4), p. 526-542.
Hays, Jude C., Junghyun Lim, and Jae-Jae Spoon (2019) The Path from Trade to Right-wing Populism in Europe. *Electoral Studies*, 60, 1-14.
Heinisch, R., McDonnell, D., and Werner, A. (2020) Equivocal Euroscepticism: How Populist Radical Right Parties Can Have Their EU Cake and Eat It. JCMS: Journal of Common Market Studies, https://doi.org/10.1111/jcms.13055.
Helbling M, Hoeglinger D and Wüest B (2010) How political parties frame European integration. European Journal of Political Research 49(4): 496–521.
Held, D., and McGrew, A. (2002). *Globalization/anti-globalization*. Cambridge: Polity.
Hermet, Guy (1997) Populisme et nationalisme, Vingtième Siècle, Revue d'Histoire, 56(1): 34–47.
Hermet, Guy (2003) Populisme des anciens, populisme des modernes, populisme libéral-médiatique, Pouvoirs, pp.25-39.
Hernández, E. and Kriesi, H. (2016) The electoral consequences of the financial and economic crisis in Europe. European Journal of Political Research, 55, 203–224.
Hix, S. and C. Lord. (1997) Political Parties in the European Union. Houndsmills: Macmillan.
Hobolt, S.B. (2016) The Brexit vote: a divided nation, a divided continent. Journal of European Public Policy 23(9): 1259–77.
Hobolt, S.B. and de Vries, C. (2016) 'Turning against the Union? The impact of the crisis on the Eurosceptic vote in the 2014 European Parliament elections', Electoral Studies 44: 504–14.
Hobolt, S.B. and T. Rodon (2020) Cross-cutting issues and electoral choice. EU issue voting in the aftermath of the Brexit referendum, Journal of European Public Policy, 27:2, 227-245
Hobolt, S.B. and Tilley, J. (2016) 'Fleeing the centre: the rise of challenger parties in the aftermath of the Euro crisis', West European Politics 39(5): 971–91.

Hochschild, A. R. (2016) Strangers in Their Own Land, New York, The New Press
Höglinger, D. (2016) Politicizing European Integration: Struggling with the Awakening Giant, New York: Palgrave MacMillan.
Hooghe, Liesbet and Gary Marks (2018) Cleavage theory meets Europe's crises: Lipset, Rokkan, and the transnational cleavage, Journal of European Public Policy, 25(1): 109-135
Hooghe, Liesbet, Gary Marks, and Carole J. Wilson (2002) Does Left/Right Structure Party Positions on European Integration?. Comparative Political Studies 35 (8): 956-989
Huber, John (1989) Values and Partisanship in Left–Right Orientations: Measuring Ideology. European Journal of Political Research 17: 599–621
Hughey, M. W. (2014) White backlash in the 'post-racial' United States. Ethnic and Racial Studies, 37/5, p. 721-730.
Hurrelmann, A., Gora, A. and Wagner, A. (2015) 'The politicization of European integration: more than an élite affair?', Political Studies 63(1): 43–59.
Hutter, Swen and Hanspeter Kriesi (2019) Politicizing Europe in times of crisis, Journal of European Public Policy, 26:7, 996-1017.
Ignazi, P (2014) Power and the (il)legitimacy of political parties: an unavoidable paradox of contemporary democracy? Party Politics 20(2): 160–169.
Ignazi, P (2017) Party and Democracy: The Uneven Road to Party Legitimacy. Oxford: Oxford University Press.
Ignazi, P. (1992) The silent counter-revolution. Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe. European Journal of Political Research, Volume 22, Issue 1, 3–34
Ignazi, P. (1996) The Crisis of Parties and the Rise of New Political Parties. Party Politics. 2(4): 549-566
Ignazi, P. (2003), Extreme Right Parties in Western Europe, Oxford: Oxford University Press
Im, Z. J., Mayer, N., Palier, B., and Rovny, J. (2019). The losers of automation: A reservoir of votes for the radical right? *Research and Politics*. https://doi.org/10.1177/2053168018822395
Inglehart, R. (1990) Culture Shift in Advanced Industrial Society, Princeton: Princeton University Press.
Inglehart, R. (2018) *Cultural evolution: People's motivations are changing, and reshaping the world*. New York, NY: Cambridge University Press.
Inglehart, R. and P. Norris (2016) Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash. Faculty Research Working Paper Series, RWP16-026, Harvard Kennedy School, August, https://research.hks.harvard.edu/publications/getFile.aspx?Id=1401
Inglehart, R. and P. Norris (2017) Trump and the Populist Authoritarian Parties: The Silent Revolution in Reverse. Perspectives on Politics, 15(2): 443-454.
Ionescu, G. and Gellner, E. (1969) Populism. Its Meanings and National Characteristics, NY : McMillan
Ivaldi, G. (2015) Towards the median economic crisis voter? The new leftist economic agenda of the Front National in France, French Politics, Special Issue: Explaining the spike in electoral support for the Front National in France, 13(4): 346-369
Ivaldi, G. (2016) Le Front national français dans l'espace des droites radicales européennes, *Pouvoirs*, n°157, pp.115-126
Ivaldi, G. (2017) Electoral basis of populist parties, in Heinisch, Reinhard C., Holtz-Bacha, Christina and Oscar Mazzoleni (eds.) *Political Populism. A Handbook*, Baden-Baden : Nomos, pp.157-168.

Ivaldi, G. (2018a) 'Populism in France', in Daniel Stockemer (ed.) *Populism around the world: A Comparative Perspective*, Springer, forthcoming
Ivaldi, G. (2018b) Populisme et choix électoral : analyse des effets des attitudes populistes sur l'orientation du vote. *Revue Française de Science Politique*, à paraître.
Ivaldi, G. (2018c) Contesting the EU in Times of Crisis: The Front National and Politics of Euroscepticism in France, *Politics*, 38(3): 278-294.
Ivaldi, G. (2019) De Le Pen à Trump : le défi populiste, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles
Ivaldi, G. (2020) Populist Voting in the 2019 European Elections. Totalitarianism and Democracy, forthcoming
Ivaldi, G., Lanzone, M.E. and D. Woods (2017) Varieties of Populism across a Left-Right Spectrum: The Case of the Front National, the Northern League, Podemos and Five Star Movement. Swiss Political Science Review, 23, p.354-376
Ivaldi, G.and Andrej Zaslove (2015), L'Europe des populismes : confluences et diversité Revue Européenne des Sciences Sociales, 53(1/2), juin, pp.121-155.
Ivaldi, G.and Mazzoleni, Oscar (2019a) Economic Populism and Sovereigntism. The economic supply of European Radical Right-wing populist parties. European Politics and Society, forthcoming
Ivaldi, G.and Mazzoleni, Oscar (2019b) Economic Populism and Producerism. European Right-Wing Populist Parties in a Transatlantic Perspective, Populism, 2(1), forthcoming
Ivarsflaten, E. (2005) The vulnerable populist right parties: No economic realignment fuelling their electoral success. *European Journal of Political Research*, 44(3), 465-492
Ivarsflaten, E. (2008) What unites right-wing populists in Western Europe? Re-examining grievance mobilization models in seven successful cases. Comparative Political Studies, 41(1), 3-23.
Ivarsflaten, E. and R. Stubager, (2013) Voting for the populist right in Western Europe: the role of education, in J. Rydgren (éd.), Class Politics and the Radical Right, Londres, Routledge, 2013, p. 122-137.
Ivarsflaten, Elisabeth and Frøy Gudbrandsen (2012) The Populist Radical Right in Western Europe. In Europa Regional Surveys of the World: Western Europe 2012, Routledge, pp.1–5.
Jackman, Robert W. and Karin Volpert (1996) 'Conditions Favouring Parties of the Extreme Right in Western Europe', British Journal of Political Science 26: 501–21.
Jagers, J., and Walgrave, S. (2007). Populism as political communication style: An empirical study of political parties' discourse in Belgium. European Journal of Political Research, 46(3), 319-345.
Jennings, W., and Stoker, G. (2016) The bifurcation of politics: Two Englands. *The Political Quarterly*, 87, 372-382.
Jesuit, David K., Paradowski, Piotr R. and Vincent A. Mahler (2009) Electoral support for extreme right-wing parties: A sub-national analysis of western European elections, Electoral Studies, Volume 28, Issue 2, June 2009, Pages 279-290
John, P., and Margetts, H. (2009). The latent support for the extreme right in British politics. West European Politics, 32(3), 496-513.
Jones, E. and M. Matthijs (2017) Democracy without Solidarity: Political Dysfunction in Hard Times – Introduction to Special Issue, Government and Opposition, 52(2), p. 185-210.
Jost, J. T. (2012) The end of the end of ideology. In J. Hanson (Ed.), Ideology, psychology, and law (pp. 32–77). New York, NY: Oxford University Press.

Jost, J. T. (2017) Ideological asymmetries and the essence of political psychology. Political Psychology, 38, 167–208.
Judis, John B. (2016) The Populist Explosion. How the Great Recession Transformed American and European Politics, Columbia Global Reports
Katsambekis, G. (2017) The Populist Surge in Post-Democratic Times: Theoretical and Political Challenges. The Political Quarterly, 88(2): 202-210.
Katsambekis, G. and A. Kioupkiolis (eds.) (2019) The Populist Radical Left in Europe, Routledge
Katz, R.S. and P. Mair (1993) 'The Evolution of Party Organizations in Europe: The Three Faces of Party Organization', American Review of Politics, 14 (1), pp. 593-618.
Katz, R.S. and P. Mair (1995) Changing Models of Party Organization and Party Democracy : the Emergence of the Cartel Party, Party Politics, 1/1, p.5-28.
Katz, R.S. and P. Mair (2009) The cartel party thesis revisited. Perspectives on Politics, 7(4), p.753–766.
Kazin, M. (1995) The Populist Persuasion: An American History, New York, Basic Books, 1995.
Kazin, M. (2016) How Can Donald Trump and Bernie Sanders Both Be 'Populist'? The New York Times, March 22, 2016. https://www.nytimes.com/2016/03/27/magazine/how-can-donald-trump-and-bernie-sanders-both-be-populist.html
Kazin, M. (2016) Trump and American Populism. Old Whine, New Bottles. Foreign Affairs, (October). Available at: https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2016-10-06/trump-and-american-populism
Kazin, M. (2017) Trump et le populisme américain. Esprit, mai (5), p.42-53
Kehrberg, Jason E. (2015) The demand side of support for radical right parties. Comparative European Politics 13(5): 553-576
Kestilä, Elina, and Peter Söderlund. 2007. Subnational Political Opportunity Structures and the Success of the Radical Right. Evidence from the March 2004 Regional Elections in France. European Journal of Political Research 46: 773–796. doi:10.1111/j.1475-6765.2007.00715.x.
Kioupkiolis, A. (2016). Podemos: the ambiguous promises of left-wing populism in contemporary Spain. Journal of Political Ideologies, 1-22.
Kirchheimer, O. (1964) The Waning of Opposition, in Macridis (R.C.), Brown (B.E.) (Eds.), Comparative Politics, Vol. III., Dorsey Press, p.280-291
Kitschelt, H., and Rehm, P. (2014). Occupations as a Site of Political Preference Formation. Comparative Political Studies, 47(12), 1670–1706.
Kitschelt, Herbert (1994), The Transformation of European Social Democracy, Cambridge, Cambridge University Press.
Kitschelt, Herbert (2007) Growth and Persistence of the Radical Right in Postindustrial Democracies: Advances and Challenges in Comparative Research. West European Politics, 30: 5, 1176-1206.
Kitschelt, Herbert and Philipp Rehm (2015) Party Alignments. Change and Continuity. In The Politics of Advanced Capitalism, edited by Pablo Beramendi, Silja Häusermann, Herbert Kitschelt, and Hanspeter Kriesi, Cambridge, MA: Cambridge University Press, pp. 179–201.
Kitschelt, Herbert, in collaboration with McGann, Anthony J. (1995), The Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis, Ann Arbor (MI), University of Michigan Press
Kleinnijenhuis, Jan and Paul Pennings (2001) Measurement of Party Positions on the Basis of Party Programmes, Media Coverage and Voter Perceptions, in Michael Laver (ed.) Estimating the Policy Positions of Political Actors. London: Routledge, 162-82.

Kneuer, M. (2019) The tandem of populism and Euroscepticism: a comparative perspective in the light of the European crises. Contemporary Social Science, 14:1, 26-42
Knigge, Pia (1998) The Ecological Correlates of Right-Wing Extremism in Western Europe. European Journal of Political Research 34, pp. 249–279
Knowles, Eric and Linda Tropp (2018) The Racial and Economic Context of Trump Support: Evidence for Threat, Identity, and Contact Effects in the 2016 Presidential Election. *Social Psychological and Personality Science*, 9(3): 275–284.
Knutsen, Oddbjorn (1995) Value Orientations, Political Conflicts and Left–Right Identification: A Comparative Study. European Journal of Political Research 28: 63–93
Kopeček, L. (2004): The Far Right in Europe. A Summary of Attempts to Define the Concept, Analyze Its Identity, and Compare the Western European and Central European Far Right, Central European Political Studies Review, Vol. IX, No. 4, pp. 280-293
Krause, W., and Wagner, A. (2019) Becoming part of the gang? Established and nonestablished populist parties and the role of external efficacy. Party Politics. https://doi.org/10.1177/1354068819839210
Krause, Werner (2019) Appearing moderate or radical? Radical left party success and the two-dimensional political space, *West European Politics*, DOI: 10.1080/01402382.2019.1672019
Krause, Werner / Lehmann, Pola / Lewandowski, Jirka / Matthieß, Theres / Merz, Nicolas / Regel, Sven / Werner, Annika (2019): Manifesto Corpus. Version: 2019a. Berlin: WZB Berlin Social Science Center.
Krause, Werner and Heiko Giebler (2019) Shifting Welfare Policy Positions: The Impact of Radical Right Populist Party Success Beyond Migration Politics, *Representation*, DOI: 10.1080/00344893.2019.1661871
Kriesi, H. (1998) The transformation of cleavage politics: the 1997 stein rokkan lecture. European Journal of Political Research, 33(2): 165-185
Kriesi, H. (1999) Movements of the Left, Movements of the Right: Putting the Mobilization of Two New Types of Social Movements into Political Context. In H. Kitschelt, P. Lange, G. Marks, & J. Stephens (Eds.), Continuity and Change in Contemporary Capitalism (Cambridge Studies in Comparative Politics, pp. 398-424). Cambridge: Cambridge University Press
Kriesi, H. (2010) Restructuration of Partisan Politics and the Emergence of a New Cleavage Based on Values. West European Politics 33(3):673–685.
Kriesi, H. (2014) The Populist Challenge, West European Politics 37(2): 361-78.
Kriesi, H. (2020) Backlash politics against European integration. The British Journal of Politics and International Relations. https://doi.org/10.1177/1369148120947356
Kriesi, H. and Julia Schulte-Cloos (2020) Support for radical parties in Western Europe: Structural conflicts and political dynamics, Electoral Studies, 65, 102138
Kriesi, H. and Pappas, T.S. (eds.) (2015) European Populism in the Shadow of the Great Recession. Colchester: ECPR Press.
Kriesi, H., Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschier and Timotheos Frey (2008) West European Politics in the Age of Globalization. Cambridge: Cambridge University Press.
Kriesi, H., Grande, E., Dolezal, M., Helbling, M., Höglinger, D., Hutter, S., and Wüest, B. (2012) Political conflict in Western Europe. Cambridge University Press.
Kriesi, H., Grande, Edgar, Lachat, Romain, Dolezal, Martin, Bornschier, Simon and Frey, Timotheos (2006) Globalization and the transformation of the national political space: Six European countries compared, European Journal of Political Research, Volume 45, Numéro 6, pp. 921-956.

Kübler, D. and H. Kriesi (2017) How Globalisation and Mediatisation Challenge Our Democracies, Swiss Political Science Review, 23(3), p.231-245.
Kuhn, T., van Elsas, E., Hakhverdian, A. and van der Brug, W. (2016) 'An ever wider gap in an ever closer union: rising inequalities and euroscepticism in 12 west european democracies, 1975–2009', Socio-Economic Review 14(1): 27–45.
Kurer, T. (2018) The Declining Middle: Political Reactions to Occupational Change, Working Paper.
Kurer, T. and Palier, B. (2019) Shrinking and shouting: the political revolt of the declining middle in times of employment polarization. Research and Politics. https://doi.org/10.1177/2053168019831164
Laclau, Ernesto (2005) On Populist Reason, London, New York: Verso
Lamont, Michele, Bo Yun Park, and Elena Ayala-Hurtado (2017) Trump's Electoral Speeches and His Appeal to the American White Working Class, British Journal of Sociology 68, no. S1, p.153-180.
Lancaster, C. M. (2019). Not So Radical After All: Ideological Diversity Among Radical Right Supporters and Its Implications. Political Studies. https://doi.org/10.1177/0032321719870468
Lancee, B. and Sarrasin, O. (2015) 'Educated preferences or selection effects? A longitudinal analysis of the impact of educational attainment on attitudes towards immigrants', European Sociological Review 31(4): 490–501.
Lane, Philip R. (2012). The European Sovereign Debt Crisis, Journal of Economic Perspectives 26, 3: 49-68.
Lanzone, Maria Elisabetta (2014) The Post-Modern Populism in Italy. The case of the Five Star Movement in D. Woods and B. (édité par) The Many Faces of Populism: Current Perspectives, «Research in Political Sociology», Volume 22, Bingley, Emerald Press Group, pp. 53-78.
Lazar, M. et I. Diamanti (2019) Peuplecratie. La métamorphose de nos démocraties, Paris, Gallimard
Leca, Jean (2012) Justice pour les renards ! Comment le pluralisme peut nous aider à comprendre le populisme, Critique, 776-777, p. 85-95
Lee, Woojin, and John Roemer (2010) Moral Values and Distributive Politics: An Equilibrium Analysis of the 2004 U.S. Election. In *Divide and Deal: The Politics of Distribution in Democracies* (186–220), ed. Ian Shapiro, Peter A. Swenson, and Daniela Donno Panayides. New York: New York University Press.
Lefkofridi, Zoe , Wagner, Markus and Willmann, Johanna (2014) Left-Authoritarians and Policy Representation in Western Europe: Electoral Choice across Ideological Dimensions. *West European Politics* 37(1): 65-90.
Lepsius, M.R. (2004) The nation and nationalism in Germany, Social Research, 71(3): 481-500.
Lijphart, A. (1968) Typologies of Democratic Systems, Comparative Political Studies, 1/1, p.3-44
Lindvall, J. (2014) The electoral consequences of two great crises. European Journal of Political Research, 53(4), 747–765.
Lipset, Martin and Rokkan, Stein (1967) Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives, New York: The Free Press.
Lisi, Marco, Iván Llamazares and Myrto Tsakatika (2019) Economic crisis and the variety of populist response: evidence from Greece, Portugal and Spain, *West European Politics*, 42:6, 1284-1309
Lochak, Danièle (1997) La politique de l'immigration au prisme de la législation sur les étrangers in Les lois de l'inhospitalité, Paris : La Découverte

Long, J. S. and J. Freese, J. (2006) Regression Models for Categorical and Limited Dependent Variables Using Stata, Second Edition. College Station, Texas: Stata Press.
Lowndes, Joseph (2016) Populism in the 2016 U.S. Election. Comparative Politics Newsletter, 26(2): 97-100.
Lowndes, Joseph (2017) Populism in the United States. In The Oxford Handbook of Populism, edited by Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo, and Pierre Ostiguy, 232–47. Oxford: Oxford University Press.
Lubbers M., M. Gijsberts, P. Scheepers (2002) Extreme Right-Wing Voting in Western Europe, European Journal of Political Research, vol. 41, n° 3, p. 345-378
Lubbers, Marcel, and Peer Scheepers. 2000. "Individual and Contextual Characteristics of the German Extreme Right-Wing Vote in the 1990s. A Test of Complementary Theories." European Journal of Political Research 38: 63-94.
Lucassen, G., and Lubbers, M. (2012). Who fears what? Explaining far-right-wing preference in Europe by distinguishing perceived cultural and economic ethnic threats. Comparative Political Studies, 45(5), 547-574.
Luedtke, Adam (ed.) (2010) Migrants and Minorities: The European Response, Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing, Introduction
Mader, Matthias, Nils D. Steiner et Harald Schoen (2019) The globalisation divide in the public mind: belief systems on globalisation and their electoral consequences, Journal of European Public Policy, DOI: 10.1080/13501763.2019.1674906
Magni, G. (2018). Inequality, immigrants, and selective solidarity: How economic disparity fuels cultural conflict. Paper presented at the Midwest Political Science Association Annual Congress, Chicago, IL.
Maiello (Francesco), 1993, Révolution à l'italienne, Paris, Editions de l'Aube.
Mair, P. (2002) Populist democracy vs Party Democracy, in Y. Mény et Y. Surel (éd.), Democracies and the Populist Challenge, Basingstoke, Palgrave, p. 81-98, p. 88.
Mair, P. (2006) Party system change, in R.S. Katz and W. Crotty, eds., Handbook of Party Politics, London, Thousand Oaks and New Dehli, Sage Publications, pp. 63-73
Mair, P. (2009) Representative versus Responsible Government, Working Paper 8/9, Cologne, MPIfG
Mair, P. (2011) Bini Smaghi vs. the Parties: Representative Government and Institutional Constraints, EUI Working Paper, RSCAS 2011/22
Malgouyres, Clément (2017) Trade Shocks and Far-Right Voting: Evidence from French Presidential Elections. Working Paper, EUI RSCAS, 2017/21, Global Governance Programme-263, Global Economics, https://cadmus.eui.eu/handle/1814/45886
Mammone, Andrea, Parini, Ercole and Veltri, Giuseppe A. (édité par) (2015) The Routledge Handbook of Contemporary Italy, London, Routledge.
Mannheimer, Renato (édité par) (1991) La Lega Lombarda, Milano, Feltrinelli.
Mansfield, Edward D., Mutz, Diana C. (2009) Support for free trade: self-interest, sociotropic politics, and out-group Anxiety. *International Organization*, 63 (3), 425–457.
March L. and C. Mudde (2005) What's left of the radical left? The European radical left after 1989, decline and mutation. *Comparative European Politics* 3(1): 23–49.
March, L. (2007). From Vanguard of the Proletariat to Vox Populi: Left-Populism as a 'Shadow' of Contemporary Socialism. SAIS Review, 27(1), 63-77
March, L. (2011) Radical Left Parties in Europe. New York: Routledge
March, L. (2017) Left and right populism compared: The British case. The British Journal of Politics and International Relations, 19(2): 282-303.
March, L. and Rommerskirchen, C. (2015) Out of left field? Explaining the variable electoral success of European radical left parties. Party Politics, 21(1), 40–53.

Marcos-Marne, Hugo, Carolina Plaza-Colodro and Tina Freyburg (2020) Who votes for new parties? Economic voting, political ideology and populist attitudes, *West European Politics*, 43:1, 1-21.
Mareš, Miroslav (2009) 'The Extreme Right in Eastern Europe and Territorial Issues' Central European Political Studies Review XI(2-3): 82-106
Margalit, Yotam (2011) Costly Jobs: Trade-related Layoffs, Government Compensation, and Voting in U.S. Elections. American Political Science Review 105(1): 166-188.
Margalit, Yotam (2013) Explaining Social Policy Preferences: Evidence from the Great Recession. American Political Science Review 107(01):80–103.
Margalit, Yotam (2019) Political Responses to Economic Shocks. Annual Review of Political Science, 22:1, 277-295
Marks, G. and Wilson, C. (2000) 'The past in the present: a cleavage theory of party response to European Integration', British Journal of Political Science 30(3): 433–59.
Marks, Gary, Hooghe, Lisbeth, Nelson, Moira and Erica Edwards (2006) Party competition and European integration in the East and West: Different structure, same causality, Comparative Political Studies, 39(2): 155-175.
Marsh, Michael (1998). Testing the Second-Order Election Model after Four European Elections. British Journal of Political Science, 28 , pp 591-607
Marthaler, Sally (2008) Nicolas Sarkozy and the politics of French immigration policy Journal of European Public Policy 15(3): 382-397
Martin, P. (2000) Comprendre les évolutions électorales La théorie des réalignements revisitée. Paris: Presses de Sciences Po
Martin, P. (2018) Crise mondiale et systèmes partisans, Paris, Presses de Sciences Po
Marx, P. (2020) Anti-elite politics and emotional reactions to socio-economic problems: Experimental evidence on "pocketbook anger" from France, Germany, and the United States. British Journal of Sociology, 1–17.
Maurer, Peter and Trevor Diehl (2017) What kind of populism? A comparison of Marine Le Pen's and Donald Trump's Tweets in the French and US election campaigns of 2016/2017. Paper presented to APSA Annual Meeting, San Francisco, September, https://www.researchgate.net/publication/319506039_What_kind_of_populism_A_comparison_of_Marine_Le_Pen%27s_and_Donald_Trump%27s_Tweets_in_the_French_and_US_election_campaigns_of_20162017
Mayaffre, D. (2017) Les mots des candidats, de allons à vertu. Dans : Pascal Perrineau éd., Le vote disruptif: Les élections présidentielle et législatives de 2017 (pp. 129-152). Paris: Presses de Sciences Po.
Mayer, N. (2013) From Jean-Marie to Marine Le Pen: electoral change on the Far Right, Parliamentary Affairs, 66(1): 160-78.
Mayer, N. (2018) The Political Impact of Social Insecurity in France. Partecipazione e conflitto, 11 (3), 646–691.
Mayer, N., A. E. Rovny, J. Rovny et N. Sauger (2015) Outsiderness, Social Class, and Votes in the 2014 European Elections, Revue européenne des sciences sociales, 53/1, p. 157-176.
Mazzoleni O. and G. Ivaldi (2020) Economic Populist Sovereignism and Electoral Support for Radical Right-Wing Populism. Political Studies. September, doi:10.1177/0032321720958567
Mazzoleni, G. (2014) Mediatization and Political Populism », in F. Esser and J. Strömbäck (eds.), Mediatization of Politics, Londres, Palgrave Macmillan
Mazzoleni, G. and R. Bracciale (2018) Socially Mediated Populism: The Communicative Strategies of Political Leaders on Facebook, Palgrave Communications, 4(50), p.1-10.

McKay, Lawrence (2019) 'Left behind' people, or places? The role of local economies in perceived community representation, *Electoral Studies*, 60, 102046
Meguid, Bonnie M. (2008), Party competition between unequals: Strategies and electoral fortunes in Western Europe, Cambridge, Cambridge University Press.
Meijers, M. (2017) Contagious Euroscepticism? The Impact of the Eurosceptic Challenger Support on Mainstream Party Positions on European integration, Party Politics, 23(4): 413-423.
Meijers, M. J. and A. Zaslove (2020) Measuring Populism in Political Parties: Appraisal of a New Approach. Comparative Political Studies
Meléndez, C. and C. Rovira Kaltwasser (2019), 'Political identities: the missing link in the study of populism', Party Politics 25(4): 520–533.
Mény, Y. (2003) De la democratie en Europe: old concepts and new challenges, Journal of Common Market Studies, 41(1), p.1-13
Mény, Yves and Surel, Yves (2000) Par le peuple, pour le peuple, Le populisme et les démocraties ; Paris, Fayard.
Mény, Yves and Yves Surel (2002) 'The constitute ambiguity of populism' in Mény Yves and Surel Yves (eds) Democracies and the populist challenge (London: Palgrave Macmillan).
Milanovic, B. (2016) Global Inequality. A New Approach for the Age of Globalization, Harvard, Harvard University Press
Milner, Helen V. (2018) Globalization and its Political Consequences: the Rise of Populism in the West? Working Paper.
Milner, Helen V. and Benjamin Judkins (2004) Partisanship, Trade Policy and Globalization: Is there a Left-Right Party Divide on Trade Policy? International Studies Quarterly 48(1): 95–119.
Minkenberg, Michael (2001) The radical right in public office: Agenda-setting and policy effects West European Politics 24(4): 1-21
Minkenberg, Michael (2013) From Pariah to Policy-Maker? The Radical Right in Europe, West and East: Between Margin and Mainstream. Journal of Contemporary European Studies 21:1, pages 5-24.
Minkenberg, Michael (2013) The European Radical Right and Xenophobia in West and East: Trends, Patterns and Challenges, R. Melzer and S. Serafin (édité par), Right-wing Extremism in Europe. Country-Analyses, Counter-Strategies and Labor Market Oriented Exit Strategies, Berlin, Friedrich Ebert Stiftung, pp. 9-34.
Moffitt, B. (2015). How to Perform Crisis: A Model for Understanding the Key Role of Crisis in Contemporary Populism. Government and Opposition, 50(2), 189-217.
Moffitt, B. (2016) The global rise of populism, performance, political style, and representation. Stanford: Stanford University Press
Moffitt, B. and S. Tormey (2014) Rethinking Populism: Politics, Mediatisation and Political Style, Political Studies, 62(2), p.381-397
Montier, James and Philip Pilkington (2017) The deep causes of secular stagnation and the rise of populism, *GMO White Paper*, March.
Moretti, Enrico (2012) The New Geography of Jobs. New York: Houghton Mifflin Harcourt
Morgan, J. (2013) Bankrupt representation and party system collapse. University Park, PA: Pennsylvania State University Press.
Morgan, S. L. (2018). Status Threat, Material Interests, and the 2016 Presidential Vote. Socius: Sociological Research for a Dynamic World, 4, 1-17.
Morgan, S. L. and Jiwon Lee (2018) Trump Voters and the White Working Class. Sociological Science 5: 234-245.

Mosca, Lorenzo and Filippo Tronconi (2019) Beyond left and right: the eclectic populism of the Five Star Movement, *West European Politics*, 42:6, 1258-1283
Mouffe, C. (2016) 'In defence of left-wing populism'. http://theconversation.com/in-defence-of-left-wing-populism-55869
Mouffe, C. (2017) M. Mélenchon, le réformiste radical. Le Monde 16/17 avril
Mouffe, Chantal et Iñigo Errejón (2017) Construire un peuple, Paris : Editions du Cerf, Collection Idées
Mudde, C. (2004). The populist zeitgeist. Government and opposition, 39(4), 542-563.
Mudde, C. (2007) Populist Radical Right Parties in Europe, Cambridge, Cambridge University Press.
Mudde, C. (2010). The populist radical right: A pathological normalcy. West European Politics, 33(6), 1167-1186
Mudde, C. (2013) Three Decades of Populist Radical Right Parties in Western Europe: So What? European Journal of Political Research 52: 1-19.
Mudde, C. (2014) Fighting the system? Populist radical right parties and party system change, Party Politics, 20(2): 217–226
Mudde, C. (2018) The far right in America, Londres, Routledge, 2018
Mudde, C. and Cristobal Rovira Kaltwasser (2012) Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy? Cambridge: Cambridge University Press.
Mudde, C. and Cristóbal Rovira Kaltwasser (2018) Studying Populism in Comparative Perspective: Reflections on the Contemporary and Future Research Agenda. Comparative Political Studies pp. 1–27.
Mudde, C. and Rovira Kaltwasser, C. (2017) Populism: A Very Short Introduction. New York, NY: Oxford University Press.
Mudde, C., and Rovira Kaltwasser, C. R. (2013). Exclusionary vs. inclusionary populism: Comparing contemporary Europe and Latin America. Government and Opposition, 48(02), 147-174.
Mughan, Anthony and Dean Lacy (2002) Economic Performance, Job Insecurity and Electoral Choice. British Journal of Political Science, 32(3): 513–533.
Mughan, Anthony, Clive Bean, and Ian McAllister (2003) Economic globalization, job insecurity and the populist reaction. Electoral Studies, 22(4): 617–633.
Müller, Jan-Werner (2016), What is Populism? Philadelphia, PA: University of Pennsylvania Press, Kindle edition.
Müller, P., Schemer, C., Wettstein, M., Schulz, A., Wirz, D. S., Engesser, S., and Wirth, W. (2017) The polarizing impact of news coverage on populist attitudes in the public: Evidence from a panel study in four European democracies. Journal of Communication, 67, 968–992.
Muñoz, J. (2009) From national Catholicism to democratic patriotism? Democratization and reconstruction of national pride: the case of Spain (1981 – 2000), Ethnic and Racial Studies, 32(4): 18-37.
Mutz, D. C. (2018) Status threat, not economic hardship, explains the 2016 presidential vote, Proceedings of the National Academy of Sciences, 115/19
Neff Powell, E. and Tucker, J.A. (2014) Revisiting electoral volatility in post-communist countries: New data, new results and new approaches. British Journal of Political Science 44(1): 123–147.
Norris, P. (2000), Global Governance and Cosmopolitan Citizens, in: Joseph S. Nye and John D. Donahue (eds.), Governance in a Globalizing World, Brookings Institution Press, Washington, D.C.: 155-177.
Norris, P. (2005) Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market Cambridge: Cambridge University Press

Norris, P. (2020) Measuring Populism Worldwide. HKS Faculty Research Working Paper Series RWP20-002, February (https://www.hks.harvard.edu/publications/measuring-populism-worldwide)
Norris, P. and R. Inglehart (2019) Cultural Backlash and the Rise of Populism: Trump, Brexit, and the Rise of Authoritarianism Populism, New York, Cambridge University Press
Oesch, D. (2006) Redrawing the class map: Stratification and institutions in Britain, Germany, Sweden and Switzerland. Basingstoke, UK: Palgrave Macmillan.
Oesch, D. (2008). Explaining Workers' Support for Right-Wing Populist Parties in Western Europe: Evidence from Austria, Belgium, France, Norway, and Switzerland. International Political Science Review, 29(3), 349-373.
Oesch, D. and Rennwald, L. (2018) Electoral competition in Europe's new tripolar political space: Class voting for the left, centre-right and radical right. *European Journal of Political Research*, 57(4): 783-807
Oliver, J. Eric and Wendy M. Rahn (2016) Rise of the Trumpenvolk: Populism in the 2016 Election. The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science, Vol 667, Issue 1, pp.189-206.
Otjes, S. and Katsanidou, A. (2017) 'Beyond Kriesiland: EU integration as a super issue after the euro crisis', European Journal of Political Research, 56(2): 301-319.
Otjes, Simon, Ivaldi, Gilles, Jupskås, Anders Ravik and Oscar Mazzoleni (2018) It's not Economic Interventionism, Stupid! Reassessing the Political Economy of Radical Right-wing Populist Parties. *Swiss Political Science Review*, Early View.
Pappas, T. (2014) Populist Democracies: Post-Authoritarian Greece and Post-Communist Hungary, Government and Opposition, 49/1, p.1-23
Parker, S. (éd.) (2013) The Squeezed Middle: The Pressure on Ordinary Workers in America and Britain, Bristol, Policy Press.
Pastor, L, and P Veronesi (2018) Inequality aversion, populism, and the backlash against globalization, NBER working paper 24900, National Bureau of Economic Research, Inc. (https://ideas.repec.org/p/nbr/nberwo/24900.html)
Pauwels, T. (2011) Measuring Populism: A Quantitative Text Analysis of Party Literature in Belgium. Journal of Elections, Public Opinion and Parties, 21(1), 97–119.
Pauwels, T. (2014) Populism in Western Europe. Comparing Belgium, Germany and The Netherlands, London: Routledge.
Pauwels, T. (2017) Measuring populism: a review of current approaches. in: Reinhard C. Heinisch, Christina Holtz-Bacha, Oscar Mazzoleni (Eds.) Political Populism, Nomos, p.123-136
Pearce, J. (2018) A Politics of the People: Comparing the Use of Populist Discourse in the 2016 US Presidential Election. LSE Undergraduate Political Review, Vol 1, pp 22-57
Perrineau, P. (2002). La montée des droites extrêmes en Europe. Études 397(12): 605-613
Perrineau, P. (2017) Front national : un nouveau vote de classe ?, dans P. Perrineau, L. Rouban (dir.), La démocratie de l'entre-soi, Paris, Presses de Sciences-Po, pp. 133-146
Perrineau, P. (ed.) (2001) Les croisés de la société fermée : l'Europe des extrêmes droites. La Tour-d'Aigues: Éditions de l'Aube.
Perrineau, P. et Rouban, L. (2017) (dir.) La démocratie de l'entre-soi. Paris: Presses de Sciences Po.
Perrineau, P., Chiche, J., Le Roux, B. et Rouanet, H. (2000) L'espace politique des électeurs français à la fin des années 1990. Nouveaux et anciens clivages, hétérogénéité des électorats, Revue française de science politique, vol. 50(3), 463-488.
Pierson, P. (2017) American hybrid: Donald Trump and the strange merger of populism and plutocracy. The British Journal of Sociology, 68(S1), S105-S119

Piketty, T. (2014) Capital in the Twenty-First Century, Cambridge (MA), Harvard University Press, Bellnap Press

Pirro, A. L., and van Kessel, S. (2017) United in opposition? The populist radical right's EU-pessimism in times of crisis. Journal of European Integration 39(4): 405–420.

Pirro, A. L., and van Kessel, S. (2018). Populist Eurosceptic trajectories in Italy and the Netherlands during the European crises. Politics, 38(3), 327–343.

Pirro, A.L. (2014) Digging into the Breeding Ground: Insights into the Electoral Performance of Populist Radical Right Parties in Central and Eastern Europe. East European Politics 30: 246-70.

Pirro, A.L., Paul Taggart and Stijn van Kessel (2018) The populist politics of Euroscepticism in times of crisis: Comparative conclusions, Politics, 38(3): 378–390.

Poblete, M.E. (2015) How to assess populist discourse through three current approaches. Journal of Political Ideologies, 20(2): 201–218.

Polanyi, Karl. 1957. The great transformation: the political and social origins of our time. Boston: Beacon Press.

Polk, J. and Rovny, J. (2017) Anti-Elite/Establishment Rhetoric and Party Positioning on European Integration. *Chinese Political Science Review*, 2, 356–371

Polk, Jonathan, Jan Rovny, Ryan Bakker, Erica Edwards, Liesbet Hooghe, Seth Jolly, Jelle Koedam, Filip Kostelka, Gary Marks, Gijs Schumacher, Marco Steenbergen, Milada Vachudova and Marko Zilovic (2017) Explaining the salience of anti-elitism and reducing political corruption for political parties in Europe with the 2014 Chapel Hill Expert Survey data. Research and Politics (January-March): 1-9.

Polyakova, A. and Fligstein, N. (2016) 'Is European integration causing Europe to become more nationalist? Evidence from the 2007–9 financial crisis', Journal of European Public Policy 23(1): 60–83.

Pontusson, Jonas and David Weisstanner. 2018. Macroeconomic conditions, inequality shocks and the politics of redistribution, 1990–2013. Journal of European Public Policy 25(1):31–58.

Pop-Eleches, Grigore (2010) Throwing out the bums: protest voting and unorthodox parties after communism. *World Politics*, 62 (02): 221–260.

Pytlas, B. (2018) Populist Radical Right Mainstreaming and Challenges to Democracy in an Enlarged Europe », in Lise E. Herman and James Muldoon (eds.), Trumping the Mainstream: The Conquest of Democratic Politics by the Populist Radical Right. Abingdon: Routledge, p.179–198.

Quillian, Lincoln (1995) Prejudice as a response to perceived group threat: Population composition and anti-immigrant and racial prejudice in Europe. *American Sociological Review*, 60(4), 586–611.

Quinn, D. and Inclan, C. (1997) 'The Origins of International Financial Liberalization', American Journal of Political Science, 41, 771–813.

Rae Baerg, Nicole, Julie L. Hotchkiss and Myriam Quispe-Agnoli (2018) Documenting the unauthorized: political responses to unauthorized immigration, Economics and Politics, 30(1): 1-26.

Rahn, W. (2019a) The Making of a Populist Moment: The 2016 US Election in Context. In The Ideational Approach to Populism: Concept, Theory, and Analysis, edited by Kirk A. Hawkins , Ryan Carlin , Levente Littvay and Cristóbal Rovira Kaltwasser, London: Routledge

Rahn, W. (2019b) Populism in the US: the evolution of the Trump constituency, in K.A. Hawkins, R. Carlin, L. Littvay et C. Rovira Kaltwasser (eds) The Ideational Approach to Populism. Concept, Theory, and Method, Londres, Routledge, p.350-373.

Rama, José and Andrés Santana (2020) In the name of the people: left populists versus right populists. European Politics and Society, 21:1, 17-35
Ramiro, L. (2016). Support for radical left parties in Western Europe: social background, ideology and political orientations. European Political Science Review, 8(01), 1-23.
Rathgeb, P. (2020) Makers against takers: the socio-economic ideology and policy of the Austrian Freedom Party. West European Politics, DOI: 10.1080/01402382.2020.1720400
Redlawsk, D., C. Tolbert, and K. Gracey (2018) Racial Attitudes and Emotional Responses to the 2016 Republican Candidates. Journal of Elections, Public Opinion and Parties 28(2): 245-262
Rehm, Philipp (2009) Risks and Redistribution, Comparative Political Studies 42(7):855–881.
Reif, Karlheinz, and Hermann Schmitt (1980) 'Nine national second-order elections: a systematic framework for the analysis of European election results', European Journal of Political Research 8: 3-44
Reynié, D. (2011) Populismes: la pente fatale. Paris: Plon.
Reynié, D. (2012) Introduction : l'enjeu patrimonial, in D. Reynié (éd.), Les droites en Europe. Paris, Presses Universitaires de France, « L'innovation politique », p. VII-XXXIII
Reynié, D. (2013) Les nouveaux populismes, Nouvelle édition augmentée, Paris, Fayard / Pluriel
Reynié, D. (2016) 'Heritage Populism' and France's National Front, Journal of Democracy, 27(4), p.47-57
Rico, G. and Anduiza, E. (2019) Economic correlates of populist attitudes: an analysis of nine european countries in the aftermath of the great recession. *Acta Politica*, 54, 371–397
Ritchie Melinda N. and Hye Young You (2018) Trump and Trade: Protectionist Politics and Redistributive Policy. Working Paper.
Roberts, K.M. (2013) Market reform, programmatic (de)alignment and party system stability in Latin America. Comparative Political Studies 46(11): 1422–1452.
Robertson, R. (1992). *Globalization: Social Theory and Global Culture*. London: Sage.
Rodrik, D. (1997) Has Globalization Gone Too Far?, Washington, DC, Institute for Internatinal Economics.
Rodrik, D. (1998) Why do More Open Economies have Bigger Governments?, Journal of Political Economy 106(5):997–1032.
Rodrik, D. (2018) Populism and the economics of globalization. Journal of International Business Policy, 1(1-2): 12–33.
Rooduijn, M. (2014) The Nucleus of Populism: In Search of the Lowest Common Denominator. Government and Opposition, 49(4): 573-599
Rooduijn, M. (2014) Vox populismus: a populist radical right attitude among the public? Nations and Nationalism, 20 (1): 80–92.
Rooduijn, M. (2018) State of the field: How to study populism and adjacent topics? A plea for both more and less focus, European Journal of Political Research, online first, 2018.
Rooduijn, M. (2018) What unites the voter bases of populist parties? Comparing the electorates of 15 populist parties. European Political Science Review, 10(3): pp. 351-368
Rooduijn, M. and Burgoon, B. (2018) The paradox of well-being: Do unfavorable socioeconomic and sociocultural contexts deepen or dampen radical left and right voting among the less well-off? Comparative Political Studies, 51/3, p.1720-1753.
Rooduijn, M. and T. Akkerman (2017) Flank attacks: Populism and left-right radicalism in Western Europe. Party Politics, 23(3): 193-204.

Rooduijn, M. and T. Pauwels (2011) Measuring Populism: Comparing Two Methods of Content Analysis. West European Politics, 34(6), 1272-1283.
Rooduijn, M., Brian Burgoon, Erika J van Elsas, Herman G van de Werfhorst (2017) Radical distinction: Support for radical left and radical right parties in Europe. European Union Politics 18(4): 536-559.
Rooduijn, M., S. de Lange, and W. van der Brug (2014) A populist Zeitgeist? Programmatic contagion by populist parties in Western Europe. Party Politics, 20(4), 563-575.
Rooduijn, M., Van Kessel, S., Froio, C., Pirro, A., De Lange, S., Halikiopoulou, D., Lewis, P., Mudde, C. and Taggart, P. (2019). The PopuList: An Overview of Populist, Far Right, Far Left and Eurosceptic Parties in Europe. http://www.popu-list.org
Rosanvallon, P. (2014) Le Parlement des invisibles, Paris, Seuil.
Rosanvallon, P. (2014) Penser le populisme, in Colliot-Thélène, Catherine et Guénard, Florent (eds.) Peuples et populisme. Paris: PUF, pp. 27-42.
Rosanvallon, P. (2020) Le Siècle du populisme. Histoire, théorie, critique. Paris, Seuil
Rovira Kaltwasser, C. (2014) Latin American populism: some conceptual and normative lessons. Constellations, 21(4): 494–504.
Rovira Kaltwasser, C. and S. Van Hauwaert (2020) The populist citizen: Empirical evidence from Europe and Latin America. European Political Science Review, 12(1), 1-18
Rovny, A. and Rovny, J. (2017) Outsiders at the ballot box. Operationalizations and political consequences of the insider–outsider dualism. Socio-Economic Review 15(1): 161–185.
Rovny, J. (2013). Where do radical right parties stand? Position blurring in multidimensional competition. European Political Science Review, 5(01), 1-26.
Ruggie J. G. (1982) International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order, *International Organization*, n° 36(2), pp. 379-415.
Ruiz Jiménez, Antonia María, Manuel Tomás González-Fernández and Manuel Jiménez Sánchez (2015) Identifying with the Nation : Spain's Left-Wing Citizens in an Age of Crisis, South European Society and Politics, 20(4): 487- 508
Runciman, W.G. (1966) *Relative Deprivation and Social Justice: A Study of Attitudes to Social Inequality in Twentieth-Century England*. University of California Press, Berkeley.
Rydgren, J. (2005) Is Extreme Right-Wing Populism Contagious? Explaining the Emergence of a New Party Family, European Journal of Political Research, 44(3): 413-437.
Rydgren, J. (2007) The sociology of the radical right. Annu. Rev. Sociol.,33, 241-262.
Rydgren, J. (2008) Immigration sceptics, xenophobes or racists? Radical right-wing voting in six West European countries, European Journal of Political Research 47(6): 737–765
Rydgren, J. (2017) Radical right-wing parties in Europe: What's populism got to do with it?. Journal of Language and Politics, 16/4, p. 485-496.
Rydgren, J. (ed.) (2013) Class Politics and the Radical Right Right Abingdon: Routledge.
Rydgren, J., and Patrick Ruth (2011) Contextual Explanations of Radical Right-Wing Support in Sweden: Socioeconomic Marginalization, Group Threat, and the Halo Effect. Ethnic and Racial Studies.
Salmela, M., and von Scheve, C. (2017) Emotional roots of right-wing political populism. Social Science Information, 56(4), 567–595.
Salmela, M., and von Scheve, C. (2018) Emotional Dynamics of Right- and Left-wing Political Populism. Humanity and Society, 42(4), 434–454.
Santana, Andrés and José Rama (2018) Electoral support for left wing populist parties in Europe: addressing the globalization cleavage, *European Politics and Society*, 19:5, 558-576

Sartori, G. (1976) Parties and Party Systems: A Framework for Analysis, Cambridge, Cambridge University Press
Schäfer, Constantin, Sebastian A. Popa, Daniela Braun & Hermann Schmitt (2020) The reshaping of political conflict over Europe: from pre-Maastricht to post-'Euro crisis', West European Politics, DOI: 10.1080/01402382.2019.1709754
Schedler, A. (1996) Anti-Political-Establishment Parties, Party Politics, Vol. 2, n°3, p.291-312
Schedler, Andreas (1996) Anti-Political-Establishment Parties, Party Politics, Volume 2, Numéro 3, pp. 291-312.
Scheve, K. and Slaughter, M. (2001) What determines individual trade-policy preferences? Journal of International Economics, 54(2): 267-292
Scheve, Kenneth F. and Matthew J. Slaughter (2004) Economic Insecurity and the Globalization of Production. American Journal of Political Science 48(4):662–674.
Schmitt, H. (2005) The European Parliament elections of June 2004. Still second-order?, West European Politics, 28(3): 650-679
Schmitt, Hermann, Hobolt, Sara B, van der Brug, Wouter and Popa, Sebastian A (2019) European Parliament Election Study 2019, Voter Study (http://europeanelectionstudies.net/european-election-studies/ees-2019-study/voter-study-2019)
Schuck Peter H. (2007) The Disconnect between Public Attitudes and Policy Outcomes in Immigration in Carol M. Swain (ed) Debating Immigration, Cambridge: Cambridge University Press, 17-31
Schulz, Anne, Philipp Müller, Christian Schemer, Dominique Stefanie Wirz, Martin Wettstein and Werner Wirth (2018) Measuring Populist Attitudes on Three Dimensions. International Journal of Public Opinion Research, 30(2), 316-326.
Schulze, H., Mauk, M. and Linde, J. (2020) How Populism and Polarization Affect Europe's Liberal Democracies. Politics & Governance, 8(3), 1–5
Schumacher, G. and Van Kersbergen, K. (2016) Do mainstream parties adapt to the welfare chauvinism of populist parties? *Party Politics*, 22(3), 300–312.
Segatti, P. and Capuzzi, F. (2016) Five star movement, Syriza and Podemos: A Mediterranean model? In A. Martinelli (Ed.) Populism on the rise. Democracies under challenge? (pp. 47–73). Milan: Instituto per gli Studi di Politica Internazionale
Setzler, Mark and Alixandra B. Yanus (2018) Why Did Women Vote for Donald Trump? PS: Political Science and Politics, 51(3): 523-527.
Simmons, Beth A., Dobbin, Frank and Geoffrey Garrett (2008) Introduction: The International Diffusion of Liberalism. In Simmons, Beth A., Dobbin, Frank and Geoffrey Garrett (eds.) The Global Diffusion of Markets and Democracy, Cambridge: Cambridge University Press
Singer, Matthew, Ioannis Andreadis, Kirk Hawkins, Ivan Llamazares and Cristobal Rovira Kaltwasser (2018) The Conditional Effects of Populist Attitudes on Voter Choices in four Democracies. in Hawkins et al. The Ideational Approach to Populism, London, Routledge.
Sitter, N. (2001) The politics of opposition and European integration in Scandinavia: Is Euro-scepticism a Government - Opposition dynamic?, West European Politics, 24(4): 22-39.
Sitter, N. (2002) Opposing Europe: Euro-Scepticism Opposition and Party Competition. SEI Working Paper N°56 and Opposing Europe Research Network Working Paper No 9, Brighton, October.
Skonieczny, Amy (2018) Emotions and Political Narratives: Populism, Trump and Trade. Politics and Governance, 6(4), p.62–72.

Spierings, Niels, Marcel Lubbers and Andrej Zaslove (2017) 'Sexually modern nativist voters': do they exist and do they vote for the populist radical right?, Gender and Education, 29:2, 216-237
Stanley, B. (2008) The thin ideology of populism, Journal of Political Ideologies, 13(1): 95-110
Stanley, B. (2017). 'Populism in Central and Eastern Europe', in Cristobal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo, and Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook on Populism*. Oxford: Oxford University Press, 140–60.
Statham, Paul and Andrew Geddes (2007), Elites and the 'Organized Public': Who Drives British Immigration Politics and in Which Direction in Virginie Guiraudon and Gallya Lahav (eds.) Immigration Policy in Europe: the Politics of Control. New York: Routledge
Stavrakakis, Y., Andreadis, I. and Katsambekis, G. (2017) A new populism index at work: identifying populist candidates and parties in the contemporary Greek context. European Politics and Society 18(4): 446-464.
Stavrakakis, Yannis and Giorgos Katsambekis (2014) Left-wing populism in the European periphery: the case of SYRIZA. Journal of Political Ideologies, 19(2), 119-142
Steenvoorden, Eefje and Eelco Harteveld (2018) The appeal of nostalgia: the influence of societal pessimism on support for populist radical right parties, West European Politics, 41(1), 28-52
Stefanova, Boyka (2009) 'Ethnic nationalism, social structure, and political agency: explaining electoral support for the radical right in Bulgaria', Ethnic and Racial Studies, 32: 9, 1534 -1556
Steger, M. B. (2009) Globalization: A Very Short Introduction. Oxford: OUP.
Steger, M. B. (2019). Mapping Antiglobalist Populism, Populism, 2(2), 110-136.
Suiter, Jane (2016) Post-truth Politics. Political Insight, 7(3): 25-27
Swami, Viren, David Barron, Laura Weis and Adrian Furnham (2017) To Brexit or not to Brexit: The roles of Islamophobia, conspiracist beliefs, and integrated threat in voting intentions for the United Kingdom European Union membership referendum, British Journal of Psychology, 109(1): 156-179.
Swank, D. and Betz, H.-B. (2003) 'Globalization, the welfare state and right-wing populism in Western Europe', Socio-Economic Review 1(2): 215–245.
Szczerbiak, A. and Taggart, P. (2008) Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism (Oxford: Oxford University Press)
Taggart, Paul (1995) 'New Populist Parties in Western Europe', West European Politics, 18 (1), 34–51.
Taggart, Paul (1998) A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems European Journal of Political Research, 33(3): 363-88.
Taggart, Paul (2000) Populism, Buckingham: Open University Press.
Taggart, Paul (2002). 'Populism and the Pathology of Representative Democracy', in Yves Mény and Yves Surel (eds.), Democracies and the Populist Challenge. Houndmills, Basingstoke: Palgrave, 62–100.
Taguieff, P.-A. (1997) Le populisme et la science politique du mirage conceptuel aux vrais problèmes, Vingtième Siècle, 56, pp.4-33
Taguieff, P.-A. (2002) L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique. Paris: Berg International
Taguieff, P.-A. (2012) Le nouveau national-populisme. Paris : CNRS Editions.
Tarrow, Sidney (1992) Mentalities, Political Cultures, and Collective Action Frames. Constructing Meanings through Action, in: Aldon D. Morris and Carol McClurg

Mueller (ed.), Frontiers in Social Movement Theory, New Haven: Yale University Press, pp.174-202.
Tavits, M. (2008) Party systems in the making: The emergence and success of new parties in new democracies. British Journal of Political Science, 38(1), 113–133
Tavits, M. and Potter, J.D. (2015) 'The effect of inequality and social identity on party strategies', American Journal of Political Science, 59(3): 744–58.
Teney, C., Lacewell, O.P. and De Wilde, P. (2014) 'Winners and Losers of Globalization in Europe: Attitudes and Ideologies', European Political Science Review, 6(4): 575-595.
Tiberj, V. (2012) La politique des deux axes: Variables sociologiques, valeurs et votes en France (1988-2007). Revue française de science politique, 62(1), pp.71-106.
Traber, D., Giger, N. and S. Häusermann (2018) How economic crises affect political representation: declining party–voter congruence in times of constrained government. West European Politics, 41/5, p. 1100-1124
Trump, D.J. (2016a) *Great Again. How to Fix Our Crippled America.* NY: Threshold Editions
Trump, D.J. (2016b) *Donald Trump's Contract with the American Voter* (https://assets.donaldjtrump.com/_landings/contract/O-TRU-102316-Contractv02.pdf)
Trump, D.J. (2016c) Donald Trump's Argument For America, Campaign Commercial, 4 November, https://www.youtube.com/watch?v=vST61W4bGm8
Tufte, E. R. (1975) Determinants of the outcomes of midterm congressional elections, American Political Science Review 67 1975, pp. 540-54.
Učeň, P. (2007). Parties, Populism, and Anti-Establishment Politics in East Central Europe. *SAIS Review of International Affairs*, 27(1), 49-62.
Van de Wardt M, De Vries C and Hobolt S (2014) Exploiting the cracks: Wedge issues in multiparty competition. The Journal of Politics 76(4): 986–999.
Van der Ark, A. (2012) New Developments in Mokken Scale analysis in R. *Journal of Statistical Software*, 48(5), pp.1-27
Van der Bles, A. M.n T. Postmes, B. LeKander-Kanis and S. Otjes (2018) The Consequences of Collective Discontent: A New Measure of Zeitgeist Predicts Voting for Extreme Parties, Political Psychology, 39/2, p. 381-398.
Van der Brug, Wouter and Joost Van Spanje (2009) Immigration, Europe, and the 'New' Cultural Dimension European Journal of Political Research 48(3): 309-334
Van der Brug, Wouter and Meindert Fennema (2003) 'Protest or Mainstream? How the European Anti-Immigrant Parties Developed into Two Separate Groups by 1999', European Journal of Political Science 42: 55-76.
Van Der Brug, Wouter and Meindert Fennema (2007) Causes of Voting for the Radical Right. International Journal of Public Opinion Research 19: 474–487. .
Van der Brug, Wouter, Fennema, M., de Lange, S., Baller, I. (2013) Radical right parties: their voters and their electoral competitors. In: Rydgren, J. (Ed.), Class Politics and the Radical Right. Routledge, London, p.52-74
Van Der Brug, Wouter, Fennema, Meindert and Tillie, Jean (2000) Anti-immigrant parties in Europe: Ideological or protest vote?. European Journal of Political Research,37(1), 77-102.
Van der Brug, Wouter, Mark Franklin, and Gábor Tóka (2008) One Electorate or Many? Differences in Party Preference Formation between New and Established European Democracies. Electoral Studies 27 (4): 589–600.
Van der Eijk, Cees, Schmitt, Hermann and Binder, Tanja. (2005) Left–right Orientations and Party Choice. In The European Voter. A Comparative Study of Modern Democracies, edited by Jacques Thomassen, 167–191. Oxford: Oxford University Press.

Van der Eijk, Cees, Wouter Van der Brug, Martin Kroh, and Mark Franklin. 2006. Rethinking the Dependent Variable in Voting Behavior: On the Measurement and Analysis of Electoral Utilities. Electoral Studies 25 (3): 424–47.

Van Hauwaert, S. M. and van Kessel, S. (2018) Beyond protest and discontent: A cross-national analysis of the effect of populist attitudes and issue positions on populist party support. European Journal of Political Research, 57(1), 68–92.

Van Hauwaert, S. M., Schimpf, C. H. et Azevedo, F. (2020). The measurement of populist attitudes: Testing cross-national scales using item response theory. Politics, 40(1), 3–21.

Van Kessel, S. (2013) A Matter of Supply and Demand: The Electoral Performance of Populist Parties in Three European Countries. *Government and Opposition* 48(2): 175-199

Van Kessel, S. (2015) Populist parties in Europe: agents of discontent? Palgrave Macmillan UK.

Van Kessel, S. and R. Castelein (2016) Shifting the blame: Populist politicians' use of Twitter as a tool of opposition, Journal of Contemporary European Research, 12(2), p. 594-614.

Van Spanje, Joost (2010) Contagious Parties: Anti-Immigration Parties and Their Impact on Other Parties' Immigration Stances in Contemporary Western Europe *Party Politics* 16(5): 563-586

Vasilopoulou, S. (2009) Varieties of Euroscepticism: the case of the European extreme right, Journal of Contemporary European Research, 5(1): 3-23. Voir p.18.

Vasilopoulou, S. (2011). European integration and the radical right: Three patterns of opposition. Government and Opposition, 46(2), 223-244.

Vasilopoulou, S. (2018) Far Right Parties and Euroscepticism: Patterns of Opposition. London: Rowman and Litlefield International in partnership with ECPR Press.

Vaughan-Whitehead, D. (ed.) (2016) Europe's Disappearing Middle Class? Evidence from the World of Work, Londres, Edward Eldgar

Visser, M., Lubbers, M., Kraaykamp, G. and Jaspers, E. (2014). Support for radical left ideologies in Europe. European journal of political research, 53(3), 541-558

Werts, Han, Scheepers, Peer and Marcel Lubbers (2013) Euro-scepticism and radical right-wing voting in Europe, 2002–2008: Social cleavages, socio-political attitudes and contextual characteristics determining voting for the radical right, European Union Politics, 14(2): 183-205.

Weschle, S. (2019) The Impact of Economic Crises on Political Representation in Public Communication: Evidence from the Eurozone. British Journal of Political Science, 49(3), 1097-1116.

Weyland, Kurt (2001) Clarifying a contested concept: Populism in the study of Latin American politics. Comparative politics, 1-22.

Weyland, Kurt (2017) Populism : A Political Strategic Approach, dans Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo, Pierre Ostiguy (eds), The Oxford Handbook of Populism, Oxford, Oxford University Press, p. 48-72.

Williams, J.C. (2017) White Working Class: Overcoming White Cluelessness in America, Cambridge (MA), Harvard Business Review Press

Williams, Michelle H. (2006) The Impact of Radical Right-Wing Parties in Western Democracies, New York: Palgrave

Williams, Michelle H. (2015) Are radical right-wing parties the black holes in party space? Implications and limitations in impact assessment of radical right-wing parties, Ethnic and Racial Studies, 38(8): 1329-1338

Winock, Michel (1997) Populismes français, Vingtième Siècle, revue d'histoire, Volume 56, Numéro 1, pp. 77-91.
Wodak, R. (2015) The Politics of Fear: What Right-Wing Populist Discourses Mean, London: Sage
Wolinetz, S.B. and A. Zaslove (eds.) (2018), Absorbing the Blow: Populist Parties and Their Impact on Parties and Party Systems, Londres, New York, ECPR Press / Rowman and Littlefield International
Wolinetz, Steven B. (2006) Party Systems and Party System Types in Richard Katz and William Crotty, eds., Handbook on Political Parties, (London: Sage), pp. 51-62
Wood, Adrian (1994) North-South Trade, Employment and Inequality: Changing Fortunes in a Skill-Driven World. Oxford (UK) ; New York: Clarendon Press.
Wood, Adrian (1995) How Trade Hurt Unskilled Workers. Journal of Economic Perspectives 9(3):57–80.
Wood, Adrian (1998) Globalisation and the Rise in Labour Market Inequalities. The Economic Journal 108(450):1463–1482.
Wuttke, A., Schimpf, C., and Schoen, H. (2020) When the Whole Is Greater than the Sum of Its Parts: On the Conceptualization and Measurement of Populist Attitudes and Other Multidimensional Constructs. American Political Science Review, 114(2), 356-374
Zagórski, P., Rama, J. and Cordero, G. (2019) Young and Temporary: Youth Employment Insecurity and Support for Right-Wing Populist Parties in Europe. Government and Opposition, 1-22. doi:10.1017/gov.2019.28
Zaslove, Andrej (2004) The Dark Side of European Politics: Unmasking the Radical Right, Journal of European Integration, Volume 26, Numéro 1, pp. 61-81.
Zaslove, Andrej (2006) The Politics of Immigration: A New Electoral Dilemma for the Right and the Left? Review of European and Russian Affairs 2(3): 10-36
Zaslove, Andrej (2008), Exclusion, Community, and a Populist Political Economy: The Radical Right as an Anti-Globalization Movement, Comparative European Politics, 6, p.169-189
Zaslove, Andrej (2009) "The Populist Radical Right: ideology, party families, and core principles," Political Studies Review, Vol. 7, No. 3, 309 – 318
Zeitlin, Jonathan, Francesco Nicoli and Brigid Laffan (2019) Introduction: the European Union beyond the polycrisis? Integration and politicization in an age of shifting cleavages, Journal of European Public Policy, 26:7, 963-976
Zhirkov, Kirill (2014) Nativist but not alienated. A comparative perspective on the radical right vote in Western Europe, Party Politics, 20(2): 286-296.
Zürn, M. (2014) 'The politicization of world politics and its effects: Eight propositions', European Political Sience Review, 6(1): 47-71.
Zürn, M. (2019) Politicization compared: at national, European and global levels. Journal of European Public Policy, 26:7, 977-995.
Zürn, M. and P. de Wilde (2016) Debating globalization: cosmopolitanism and communitarianism as political ideologies, Journal of Political Ideologies, 21:3, 280-301